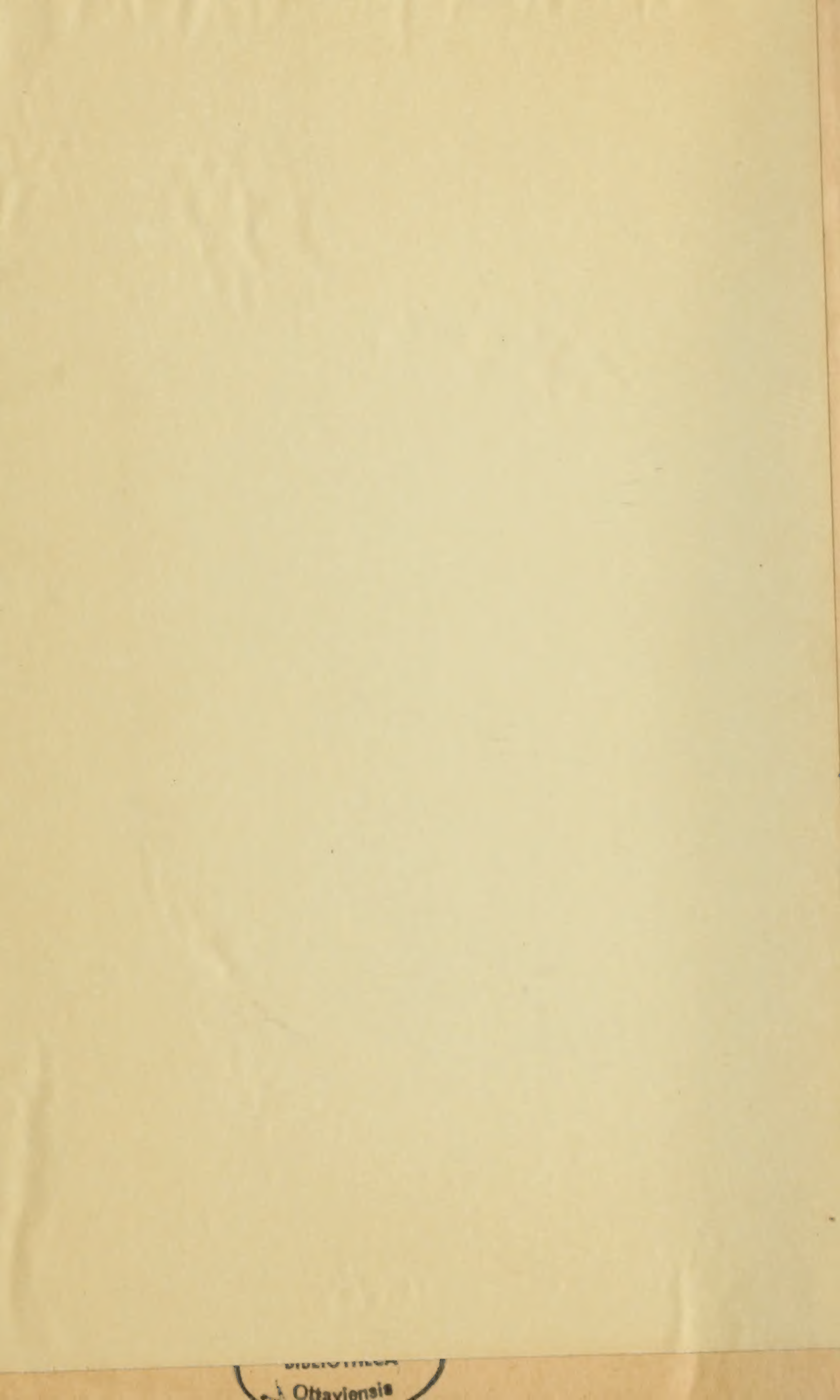

8
U d'/of OTTAWA
39003001072023


Ottaviensis

Charvériat.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

1618-1648

II

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

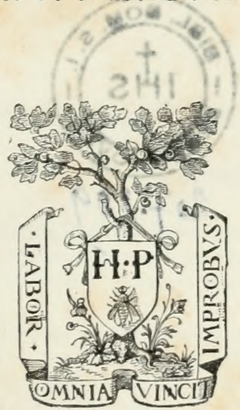
1618-1648

PAR

E. CHARVÉRIAT

TOME DEUXIÈME

PÉRIODE SUÉDOISE ET PÉRIODE FRANÇAISE (1630-1648)

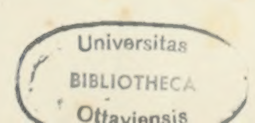


PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1878



HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

1618-1648

LIVRE TROISIÈME

PÉRIODE SUÉDOISE

1630-1635.

CHAPITRE PREMIER

LA SUÈDE ET GUSTAVE-ADOLPHE AVANT 1630.

Après l'union de Calmar, les Suédois repoussent la domination du Danemark. — Christian II les bat et massacre les chefs de leur noblesse (1520). *Gustave Wasa* chasse les Danois (1523); il introduit en Suède la réforme et le pouvoir absolu.

Erich, son fils aîné, lui succède (1560), mais il est détrôné et mis à mort par son frère *Jean III.* — La noblesse reprend une partie du pouvoir. — Jean III incline vers le catholicisme et établit une nouvelle liturgie. — *Sigismond,* son fils, est élu roi de Pologne (1587). — Le statut. — Jean III meurt (1592).

Charles de Sudermanie, frère de Jean III, gouverne au nom de son neveu; il rétablit la liturgie de Gustave Wasa (1593). — *Naissance de son fils Gustave-Adolphe* (9 décembre 1594). — Sigismond, battu à Stängebro par son oncle Charles (25 septembre 1598), retourne en Pologne. — Charles s'empare du trône de Suède (1604).

Rivalité entre les États de la Baltique. — Christian IV, roi de Danemark, attaque Charles IX, qui meurt (30 octobre 1611).

Gustave-Adolphe. — Son éducation. — Il nomme Oxenstierna chancelier, et se concilie la noblesse en lui rendant ses priviléges. — Il termine la guerre avec le Danemark par la paix de Knäröd (26 janvier 1613).

Guerres avec la Pologne. — Les faux Démétrius. — Les Suédois, appelés au

secours des Russes contre les Polonais, s'emparent de Novogorod. — *Traité de Stolbowa* (27 février 1617) : la Suède reconnaît les Romanoff, rend Novogorod, mais reçoit tous les rivages de la Baltique. — *Armistice de deux ans* entre la Suède et la Pologne (1618-1620).

Gustave-Adolphe développe le commerce, établit le *despotisme* civil et religieux. — Armée, finances. — Il *épouse* Marie-Éléonore, fille de l'électeur de Brandebourg Jean-Sigismond (1620).

Gustave-Adolphe recommence la guerre avec la Pologne, prend Riga (12 septembre 1621), la Livonie, la Courlande et Mitau. — Les Polonais reprennent Mitau (1622). — *Nouvel armistice* entre la Suède et la Pologne (1623-1625). — Gustave-Adolphe achève la conquête de la Livonie, prend Mitau (juin 1625).

Les succès de Gustave-Adolphe le disposent à envahir l'Allemagne. — Il refuse de soutenir le Danemark contre l'Empereur et d'accéder au traité de la Haye (9 décembre 1625).

Gustave-Adolphe débarque en Prusse, à Pillau (26 juin 1626), assiége Danzig, cantonne ses troupes à Dirschau. — Naissance de *Christine* (8 décembre 1626). — Gustave-Adolphe débarque des renforts à Pillau (6 mai 1627), impose un traité à l'électeur de Brandebourg, et lui enlève son armée; il livre bataille aux Polonais près de Dirschau (8 août 1627), et est blessé.

Les protestants allemands attendent Gustave-Adolphe. — Des ambassadeurs hollandais essayent de lui faire signer une trêve avec la Pologne; ils échouent (juin 1628). — L'Autriche est opposée à la trêve; elle envoie *Adolphe de Holstein* au secours des Polonais. — *Gustave-Adolphe* négocie avec *Wallenstein* contre le Danemark (juillet 1628); il fait un traité avec *Stralsund* (25 juin 1628) et défend cette ville contre Wallenstein. — Il essaye vainement d'atteindre Varsovie en 1628. — Wrangel y échoue aussi en 1629. — Sigismond prend à son service dix mille Impériaux sous *Arnim*.

Mission de *Charnacé ;* il fait conclure entre la Suède et la Pologne à *Altmark* (26 septembre 1629) un *armistice* de six ans. — Compromis au sujet de Danzig (8 février 1630). — Mort de Sigismond (30 avril 1632). — Gustave-Adolphe retourne en Suède (14 septembre 1629).

Le traité de Calmar [1], tout en réunissant la Norvége et la Suède au Danemark, avait assuré à chacun des trois royaumes scandinaves le maintien de ses libertés et de ses priviléges. Malgré ces avantages, les Suédois refusèrent de se soumettre à la dynastie danoise; ils conservèrent leur indépendance, et furent gouvernés, pendant le quinzième siècle et les premières années du seizième, par des administrateurs choisis dans une des plus anciennes familles du pays, celle des Sture [2].

Cependant les rois de Danemark n'avaient pas renoncé à leurs

[1] En 1397.

[2] La Norvége resta soumise au Danemark.

droits : Christian II voulut rétablir l'union des trois royaumes. Après avoir battu les Suédois en 1520, il entra à Stockholm, et se fit couronner à la fin du mois d'octobre de la même année. La Suède était seulement vaincue : Christian résolut de la soumettre, en s'assurant de la personne des principaux chefs du pays. Le troisième jour des fêtes données à l'occasion de son couronnement, pendant que toute la noblesse était réunie au château, et que le Roi se montrait plein d'amabilité pour ses sujets, les portes se fermèrent tout à coup, et l'on se saisit des invités. Quatre-vingt-quatorze nobles furent décapités, et un grand nombre de bourgeois pendus à Stockholm ; plusieurs exécutions eurent ensuite lieu dans d'autres villes du royaume : six cents personnes environ furent mises à mort.

Au commencement de l'année suivante, Christian revint en Danemark, emmenant avec lui la veuve et les enfants du dernier administrateur, Sten Sture. Il croyait avoir soumis définitivement la Suède en lui enlevant tous ses chefs ; mais à peine était-il de retour, qu'un jeune noble de la famille de Wasa, Gustave Erichson, dont le père avait été décapité, leva l'étendard de la révolte. Déjà prisonnier dans le château de Callo, en Jutland, à l'époque du massacre, il parvint à s'échapper, débarqua en Suède, se mit à la tête des mineurs et des bergers de la Dalécarlie, et, après divers succès, assiégea Stockholm. Il serait difficilement parvenu à secouer le joug des étrangers avec des bandes de paysans indisciplinés, qui ne s'enrôlaient que pour peu de temps, et, le terme arrivé, retournaient chez eux. Une révolution accomplie en Danemark lui vint en aide. Christian ayant tenté de se défaire de la noblesse en Danemark comme en Suède, et n'ayant pas réussi, la diète le déposa et nomma à sa place le duc Frédéric de Holstein (Frédéric Ier). Le nouveau roi était trop occupé en Danemark pour songer à la Suède ; Gustave Erichson en profita pour se faire élire d'abord administrateur, puis roi de Suède sous le nom de Gustave Ier, ou Gustave Wasa (1523).

Gustave Wasa introduisit le protestantisme en Suède. Léon X, en soutenant le roi Christian, s'était aliéné les Suédois. D'un autre côté, les richesses du clergé, très-considérables, car elles comprenaient les deux tiers des biens-fonds du pays, tentèrent Gustave Wasa, qui s'était endetté pour soutenir la guerre. La haine contre la papauté et la fortune du clergé furent les deux causes

principales du changement de religion. L'introduction du protestantisme, en faisant tomber en la possession du Roi tous les biens ecclésiastiques, lui permit aussi d'établir le pouvoir absolu au détriment de la noblesse [1].

Gustave Wasa laissa quatre fils (29 septembre 1560). Il avait légué la couronne à l'aîné, Erich, et à chacun des trois autres le gouvernement à peu près indépendant d'un duché : Jean eut la Finlande; Magnus, l'Ostrogothie, et Charles, la Sudermanie. Gustave Wasa espérait, en partageant ses États, empêcher toute rivalité entre les quatre frères : il échoua. Des dissentiments éclatèrent d'abord entre le roi Erich et le duc Jean. Ce dernier ayant épousé (1562) une princesse catholique, Catherine Jagellon, sœur de Sigismond II, roi de Pologne, Erich regarda cette union avec une papiste comme un crime d'État, et fit emprisonner les deux époux (1563). Il offrit ensuite à la princesse Catherine de lui rendre la liberté avec un état de maison convenable, si elle consentait à divorcer : elle refusa, suivit courageusement son mari, et, pendant sa captivité, donna le jour à son fils Sigismond.

Le mariage du duc Jean avait été contracté avec l'assentiment d'une partie de la noblesse suédoise, qui regrettait à la fois le pouvoir qu'elle avait exercé du temps des administrateurs, et les richesses ecclésiastiques dont ses cadets, parmi lesquels se recrutait le haut clergé, jouissaient avant la réforme. Plusieurs nobles formèrent le projet, si le fils de Jean succédait un jour à son oncle Sigismond II, roi de Pologne, de rétablir le catholicisme en Suède avec l'appui des Polonais, et de recouvrer leur ancienne influence dans le gouvernement. Ils cherchèrent même à soulever l'opinion publique en faveur des prisonniers; Erich s'en aperçut et, pour les intimider, fit mettre à mort plusieurs d'entre eux. Le Roi était déjà sujet à des hallucinations : il finit par devenir complétement fou. Son frère Magnus d'Ostrogothie était mort; Jean et le duc Charles de Sudermanie se liguèrent contre Erich, et lui enlevèrent la couronne; Jean devint roi, sous le nom de Jean III. Les deux frères s'étaient d'abord contentés d'emprisonner Erich; mais

[1] Gfrörer, *Gustav-Adolph, König von Schweden, und seine Zeit*, Krabbe, Stuttgart, 1863, p. 1 à 10; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, Veit, Leipzig, 1869, t. I, p. 27.

comme ses partisans conspiraient en sa faveur, le nouveau roi le fit empoisonner le 26 février 1577, après neuf ans de captivité.

Jean III récompensa la noblesse du concours qu'elle lui avait fourni contre Erich, en diminuant ses charges et en augmentant ses droits. Le remords qu'il éprouvait du meurtre de son frère, les études théologiques qu'il avait faites pendant sa captivité, l'influence de la Reine, le décidèrent à embrasser le catholicisme et à le rétablir dans ses États. Il commença par introduire une nouvelle liturgie, celle du *Livre rouge,* plus rapprochée de la liturgie catholique que celle de Gustave Wasa. Mais la mort de Catherine, et quelques différends avec Rome, refroidirent son zèle [1]. Il épousa en secondes noces une Suédoise luthérienne, Gunnila Bielke, et le retour de la Suède au catholicisme n'alla pas plus loin.

Sur ces entrefaites, le roi de Pologne, Etienne Bathori, mourut sans laisser d'enfants (1586) [2]. Sa veuve, Anne, était sœur de Catherine, première femme de Jean III et mère de Sigismond ; elle s'entremit en faveur de ce jeune prince, et Sigismond, déjà héritier présomptif du trône de Suède, fut élu roi de Pologne. Deux conseillers suédois, Sparre et Brahé, avaient contribué à cette élection, en promettant aux Polonais que, Sigismond une fois élu, la Suède céderait à la Pologne ce qu'elle possédait dans l'Esthonie et la Livonie. Le but des deux conseillers, en faisant élire Sigismond, était de l'éloigner de Stockholm, pour augmenter encore par là l'autorité de la noblesse en Suède : ils réussirent. L'élection eut lieu, et, au moment où Sigismond s'embarquait pour la Pologne, Sparre, au nom de la noblesse suédoise, lui remit ainsi qu'à son père, le roi Jean, un projet de statut qui rendait aux nobles tous les droits dont ils avaient joui sous les administrateurs. Jean III et son fils, pris à l'improviste, signèrent le statut.

Pendant ce temps, Charles de Sudermanie, frère du roi de Suède, administrait son duché comme s'il en eût été le souverain indépendant. Demeuré fidèle à la liturgie de Gustave Wasa, il repoussa celle du livre rouge, et accueillit dans ses États les ecclésiastiques luthériens persécutés par son frère. Le mariage de

[1] Ranke, *Die römischen Päpste,* t. II, p. 80, 369.

[2] Sigismond II était mort en 1572 sans laisser d'enfants, et Etienne Bathori avait été élu pour lui succéder en 1575.

ce dernier avec Gunnila Bielke, et son acceptation du statut présenté par la noblesse, l'avaient vivement irrité. Ils ne se brouillèrent pas néanmoins, et, le Roi ayant une faible santé, son fils Sigismond étant absent, Charles finit par gouverner seul la Suède; il exerçait de fait toute l'autorité royale, quand son frère Jean III mourut (1592)[1]. Sigismond, par cette mort, devenait roi de Suède; mais comme il se trouvait en Pologne, son oncle, Charles de Sudermanie, continua d'administrer le royaume.

Le régent gouverna d'abord au nom de son neveu; mais il ne tarda pas à lui enlever la couronne. Après avoir secoué le joug du Danemark, la Suède se trouvait menacée de tomber sous celui de la Pologne, joug encore plus redouté, car le Danemark était protestant comme la Suède, tandis que la Pologne était catholique. Le duc Charles sut profiter habilement de la situation. Il se posa comme le défenseur à la fois de l'indépendance nationale et du protestantisme, contre la domination d'un peuple étranger et catholique. Le roi Jean III n'avait pas tardé à regretter la signature du statut, et il s'était vengé de la noblesse en bannissant plusieurs de ses membres. Charles, bien qu'il fût encore moins favorable au statut que son frère, s'empressa de rappeler les bannis, et de grossir par là le nombre de ses partisans. Il devint le chef des anciens protestants, de ceux qui étaient demeurés fidèles à la liturgie de Gustave Wasa. Les réformes religieuses du roi Jean avaient créé un parti intermédiaire entre les protestants et les catholiques : Charles le fit disparaitre, en réunissant à Upsal (1593) une diète, qui rétablit la liturgie de Gustave Wasa. Il ne dut plus y avoir désormais en Suède qu'une seule religion, celle du régent.

Vers la fin de septembre 1593, Sigismond débarqua à Stockholm pour prendre possession de son royaume[2]. Il était accompagné du nonce du Pape, Malaspina, et de plusieurs jésuites[3]. Son oncle Charles ne se crut pas encore assez puissant pour entrer en lutte ouverte avec lui; il retourna prudemment dans son duché, laissant son neveu aux prises avec toutes les difficultés de la situation. Sigismond ne put obtenir d'une nouvelle diète, qu'il

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 10 à 19.
[2] Son père Jean III était mort en 1592, pendant son absence.
[3] Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 369.

réunit à Upsal (1594), aucun changement aux décisions prises par la diète précédente. D'après ces décisions, les catholiques ne pouvaient remplir aucune charge en Suède ; ils ne devaient pas même y jouir du droit de bourgeoisie ; leur séjour dans le pays était, il est vrai, toléré, mais les cérémonies de leur culte ne pouvaient être célébrées que dans la chapelle royale. Sigismond fut obligé de céder, et comme il devait retourner prochainement en Pologne, il ne put que laisser encore le gouvernement de la Suède à son oncle Charles, après avoir eu soin cependant d'établir dans chaque province un gouverneur de son choix[1].

Quelques mois après ce second départ, le 9 décembre 1594, à huit heures du matin, la femme du duc Charles de Sudermanie, Christine, fille du duc Adolphe de Holstein-Gottorp, mit son premier fils au monde, dans le château de Stockholm. En souvenir de ses deux aïeuls, Gustave Wasa et Adolphe de Holstein, on lui donna les noms de Gustave-Adolphe. Dix ans auparavant, Tycho-Brahé avait découvert, dit-on, un nouvel astre dans la constellation de Cassiopée, et y avait vu l'annonce d'un prince qui, né dans le nord, remporterait de grandes victoires et sauverait l'église protestante.

La naissance de Gustave-Adolphe n'avait fait qu'accroître le désir qu'éprouvait le duc Charles de s'emparer du trône de Suède. Malgré l'opposition de Sigismond, il convoqua successivement plusieurs diètes, et en s'appuyant sur l'ordre de la bourgeoisie et surtout sur celui des paysans, il fortifia le protestantisme au détriment du catholicisme, et se fit confirmer les pouvoirs qu'il ne tenait jusqu'alors que du Roi.

Sigismond, de plus en plus menacé d'une usurpation, se décida à enlever à son oncle l'autorité qu'il lui avait imprudemment laissée. Cependant il ne pouvait déjà plus y parvenir sans une guerre. Il débarqua, en 1598, à Calmar, à la tête de cinq mille hommes de troupes polonaises. Une grande partie de la Suède, et Stockholm, la capitale, lui restaient fidèles. Mais après avoir remporté une victoire dont il ne sut pas profiter, il fut complétement défait à Stängebro, près de Linköping, le 25 septembre 1598. Il se rembarqua précipitamment pour la Pologne, abandonnant ses malheureux partisans aux vengeances de son rival.

[1] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 19 à 24.

Charles, laissé maître de la Suède, fit mettre à mort ses principaux adversaires. La plupart appartenaient à la haute noblesse; les supplications de leurs femmes et de leurs enfants ne purent les sauver, et ceux, en petit nombre, qui obtinrent leur grâce, furent obligés d'assister aux exécutions. Une grande partie de la noblesse, effrayée, quitta le pays. Charles n'avait pas plus reculé que Christian II, roi de Danemark, devant le supplice de ses ennemis; mais il réussit, tandis que Christian avait échoué. Il n'osa pas cependant prendre encore le titre de roi, car si, d'après les décisions des diètes suédoises, Sigismond, en sa qualité de catholique, ne pouvait plus régner, son fils Ladislas devait passer avant le duc de Sudermanie. Les Suédois demandèrent à Sigismond de le leur envoyer pour qu'il fût élevé dans le luthéranisme et pût régner sur eux; mais le roi de Pologne refusa, ce qui, en fait, écartait Ladislas de la succession au trône de Suède. Charles, après s'être fait prier plusieurs fois par la diète, prit enfin le titre de roi en 1604, et se fit couronner à Upsal en 1607, sous le nom de Charles IX. Son fils aîné, Gustave-Adolphe, devenait ainsi l'héritier présomptif du trône de Suède, et la maison de Wasa se trouvait désormais partagée en deux branches ennemies et irréconciliables, l'une protestante en Suède, l'autre catholique en Pologne.

Le règne de Charles IX commençait sous de fâcheux auspices, car la Suède était menacée à la fois de trois guerres : avec la Pologne, la Russie et le Danemark. A cette époque où les routes de terre n'existaient pas encore, la mer Baltique était la principale voie de communication des royaumes du Nord. La ligue hanséatique, composée des principales villes maritimes de l'Allemagne et de la Pologne, avait longtemps exercé sur cette mer le monopole du commerce. Elle transportait à l'ouest de l'Europe les matières du nord et de l'est, et en rapportait les objets manufacturés que le nord et l'est, alors peu avancés en civilisation, ne savaient pas fabriquer. La découverte des Indes l'avait en partie ruinée, en donnant aux nations les plus civilisées de l'Europe de nouveaux dépôts de matières premières et de nouveaux débouchés. Il existait encore pour la Ligue hanséatique une autre cause de décadence : c'est que les royaumes du Nord, à mesure qu'ils se formaient et se développaient, se passaient de son intermédiaire, créaient des flottes de guerre et de commerce, et gardaient pour

eux-mêmes le profit des transports. Pour augmenter ce profit, il leur fallait posséder des stations sur la mer Baltique. La Russie elle-même, alors reléguée au milieu des terres, s'efforçait d'en acquérir; mais elle en était écartée par la Pologne, la Suède et le Danemark. Cependant ces trois royaumes étaient loin de s'entendre : ils se disputaient la domination de la Baltique [1].

Entre la Suède et le Danemark il n'y avait pas seulement rivalité commerciale : le roi de Danemark, Christian IV, ne pardonnait pas à la maison de Wasa d'avoir enlevé la Suède à ses prédécesseurs. Sous prétexte que Charles IX interdisait aux navires danois le commerce avec Riga en Livonie, et exigeait des impôts des Lapons, qui, dépendant de la Norvége, relevaient ainsi du Danemark, il lui déclara la guerre et s'empara de Calmar. Le roi de Suède avait été atteint d'une paralysie qui lui permettait à peine de parler et de se mouvoir; peu après, le 30 octobre 1611, il mourut, à l'âge de soixante ans. Ce fut dans une situation si périlleuse, qui exigeait tant de sagesse et de vigueur, que Gustave-Adolphe monta sur le trône : il n'avait que seize ans.

Charles IX avait pris un grand soin de l'éducation de son fils : Gustave parlait, comme sa langue maternelle, le latin, l'allemand, le hollandais, le français, l'italien, et avait quelque connaissance du polonais et du russe. Il montra de bonne heure un goût décidé pour la guerre. Dès l'âge de onze ans, son père, voulant l'habituer à la pratique des affaires, le fit assister aux séances du conseil d'État et aux réceptions des ambassadeurs.

Deux personnages influèrent beaucoup sur son éducation : Jean Skytte et Axel Oxenstierna. Skytte, qui passait pour être un fils naturel de Charles IX, avait reçu la charge de secrétaire de la chancellerie royale après un voyage de neuf ans à l'étranger, et avait été chargé de l'éducation du prince héritier. On a prétendu que Skytte se trouvait à la tête d'un parti démocratique dont le dessein était de détruire complétement la noblesse, et qu'il essaya de gagner le prince à ses idées, mais qu'il fut contrecarré en cela par Oxenstierna. Celui-ci, né en 1583, et par conséquent de onze ans plus âgé que Gustave-Adolphe, était issu d'une famille

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 25-33-68; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 11.

La Pologne était alors plus ou moins suzeraine de tous les rivages de la Baltique, depuis la Finlande jusqu'à l'Oder.

importante, qui avait donné à la Suède un grand nombre de conseillers royaux. Il avait étudié dans les universités allemandes. Charles IX le désigna, par son testament, comme l'un des six tuteurs de son fils. Appartenant à la noblesse, Oxenstierna avait des idées tout opposées à celles de Skytte, et il finit par l'emporter. Peu de temps après son avénement au trône, au commencement de l'année 1612, Gustave-Adolphe le nomma chancelier du royaume : il allait lui témoigner jusqu'à sa mort une confiance absolue[1]. Oxenstierna était alors dans sa vingt-huitième année.

Gustave-Adolphe avait à lutter, à l'intérieur, contre la noblesse, encore hostile au pouvoir absolu, et, à l'extérieur, contre le Danemark, la Russie et la Pologne. Pour s'attacher la noblesse, Gustave lui rendit tous ses priviléges, entre autres celui d'être affranchie de l'impôt ordinaire ; et afin d'intéresser toute la Suède à ses projets, il s'engagea à ne faire ni lois, ni guerre, ni paix, ni alliances, sans l'assentiment de la diète. Il s'occupa ensuite de la guerre contre le Danemark. Les Danois, qui n'avaient pas poursuivi leurs succès après la prise de Calmar, entrèrent en campagne au mois de janvier 1612. S'appuyant sur cette forteresse, dont ils avaient fait leur base d'opérations, ils s'avancèrent du côté du nord en ravageant le pays, et battirent les Suédois sur le lac Widsjö. Gustave-Adolphe faillit périr, la glace s'étant rompue sous son cheval. Cependant le Roi désespérait de pouvoir continuer plus longtemps la lutte. En vain demandait-il du secours aux villes hanséatiques, aux Hollandais, aux Norvégiens. Les villes hanséatiques étaient trop faibles, les Hollandais craignaient de perdre leur argent, et la noblesse norvégienne, tout en détestant le joug du Danemark, n'osait se prononcer en faveur d'un jeune roi incapable de se défendre lui-même, et dont elle se défiait. Gustave offrit la paix : le Danemark la refusa. Abandonné à ses seules forces, peu secondé par la noblesse et par des troupes qui n'étaient guère que le tiers de celles de l'ennemi, le Roi, à l'exemple de son aïeul Gustave Wasa, fit la guerre de partisans. Les paysans l'aidèrent ; la lutte traîna en longueur, et les Danois, épuisés par les escarmouches, le manque de vivres et les épidémies, consentirent enfin à traiter à Knäröd, le 26 janvier 1613. Ils prétendaient

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 34 à 38.

garder Calmar et Elfsborg. Calmar avait une grande importance pour le commerce des Suédois avec la Finlande, la Pologne et la Russie, et Elfsborg était leur seul grand port sur la mer d'Allemagne. Gustave-Adolphe ne put se les faire rendre qu'en payant un million de thalers, somme énorme pour un pays peu riche, dont le revenu annuel dépassait à peine cette somme, et qui venait d'être ravagé[1].

La guerre avec la Russie se termina plus heureusement. Il y avait déjà longtemps que la Suède luttait contre la Russie, afin de l'exclure du commerce de la Baltique, et, en 1595, Charles IX lui avait déjà arraché, par le traité de Tensin, l'Esthonie avec les ports de Revel et de Narva. La guerre que soutint Gustave-Adolphe eut une singulière origine. Un noble moscovite, du nom de Boris Godounof, favori du czar Fédor, s'était emparé du trône de Russie après la mort de son maître (1598). Fédor avait laissé un frère cadet nommé Démétrius : Boris le fit périr secrètement. Mais un aventurier, le moine Otrepiew, qui avait une grande ressemblance avec le prince assassiné, parvint à se faire passer pour lui, et fut reconnu comme tel par Sigismond III, roi de Pologne[2]. Boris, après avoir vu ses soldats se révolter, et les villes se soumettre à l'envahisseur, s'empoisonna (13 avril 1605); sa veuve et son fils Fédor furent étranglés, ses parents et ses partisans mis à mort. Otrepiew fit une entrée solennelle à Moscou au mois de juin 1605, et y fut couronné. La mère du vrai Démétrius vivait encore; il la fit venir, et cette malheureuse, ayant à choisir entre la mort et un mensonge, le reconnut pour son fils. Cette incroyable fortune ne devait pas durer. La noblesse commençait à soupçonner la vérité; Otrepiew se l'aliéna plus encore en déshonorant quelques jeunes filles qui appartenaient aux premières familles, et en épousant une Polonaise, fille du woiwode de Sandomir, qui avait été l'un des premiers à embrasser sa cause. La noblesse redoutait la conquête de la Russie par la Pologne, et le clergé, l'introduction du catholicisme. Le 16 mai 1606,

[1] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 44 et suiv.

Le revenu annuel de la Suède était de 1,280,000 écus ou thalers, soit environ 4,700,000 francs de notre monnaie, en comptant 3 francs 75 centimes par thaler. (DE PARIEU, *Histoire de Gustave-Adolphe, roi de Suède*, p. 15.

[2] G. DROYSEN, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 76 et suiv.

des conjurés assaillirent le Kremlin. Démétrius, surpris pendant son sommeil, s'échappa, sauta par une fenêtre et se cassa une jambe. Il pouvait encore être sauvé ; les strélitz, qui formaient sa garde du corps, se montraient disposés à le défendre, et les conjurés hésitaient, lorsque la mère du vrai Démétrius, qu'on était allé chercher, dévoila cette fois l'imposture, et décida du sort de l'aventurier. Otrepiew fut tué d'un coup de pistolet, et son cadavre, après avoir été exposé, fut brûlé.

Les Russes ne pardonnaient pas aux Polonais d'avoir soutenu le faux Démétrius ; ils en massacrèrent plus de mille à Moscou, et la noblesse donna la couronne au chef de la conjuration, Wassili Iwanowitsch Schuiskoi. Mais à peine ce dernier en avait-il pris possession, que les Polonais suscitèrent contre lui un second faux Démétrius. Schuiskoi invoqua l'appui du roi de Suède, Charles IX, l'ennemi de Sigismond III, roi de Pologne. Charles IX, après s'être fait promettre par Schuiskoi la cession de la place de Kexholm[1], sur la frontière de Finlande, lui envoya quatre mille mercenaires allemands, sous les ordres d'un gentilhomme français, Jacques de la Gardie. Faute de solde, cette troupe ne tarda pas à se fondre, et même à passer en partie au service des Polonais. La Gardie revint en Livonie ; les Russes refusant de lui remettre Kexholm qu'ils avaient promis, il réussit, avec le peu de soldats qui lui restaient, à s'emparer de cette place, et à faire la conquête des côtes de la Baltique depuis la Finlande jusqu'à la Neva.

Pendant ce temps, les Polonais avaient pris Moscou, mais le second faux Démétrius, qu'ils soutenaient, fut, comme le premier, tué au Kremlin. D'un autre côté, un parti russe se débarrassa du czar Schuiskoi. La malheureuse Russie eut alors autant à souffrir de ses alliés, les Suédois, que de ses ennemis, les Polonais. La Gardie, profitant de l'anarchie qui régnait, se rendit à Novogorod (1611), et en laissant espérer aux habitants de cette ville le rétablissement des libertés et de l'indépendance dont ils avaient joui au moyen âge, il les décida à envoyer une ambassade en Suède, pour offrir le trône des czars à Charles-Philippe, frère de Gustave-Adolphe. La Gardie se flattait de réunir ainsi la Suède et la Russie contre les Polonais ; mais Gustave-Adolphe ne crut pas devoir accepter l'offre de

[1] Kexholm est situé sur le lac Ladoga.

Novogorod. Il se proposait, en effet, de réunir à la Suède tous les rivages situés à l'est de la Baltique, et Charles-Philippe n'aurait pu les lui abandonner sans s'exposer à perdre le trône[1]. Il traîna l'affaire en longueur, et Moscou ayant choisi un nouveau czar, Michel Romanoff (1613)[2], les ambassadeurs de Novogorod, ne voulant pas se séparer du reste de la Russie, cessèrent de négocier et se retirèrent.

Cependant, comme la Gardie avait mis une garnison à Novogorod, Gustave-Adolphe continua la guerre afin de conserver cette ville, et une invasion de Tartares décida la Russie à conclure avec la Suède, le 27 février 1617, la paix de Stolbowa[3]. La Suède reconnaissait le czar Michel Romanoff, et lui restituait Novogorod, ainsi que plusieurs autres places; mais la Russie, de son côté, lui cédait l'Ingrie, c'est-à-dire tout le littoral compris entre l'Esthonie et la Finlande, confirmait les traités qui avaient déjà livré l'Esthonie, la Carélie[4] et Kexholm, et renonçait à toutes ses prétentions sur la Livonie. Le traité de Stolbowa excluait donc la Russie de la Baltique.

La guerre recommençait entre la Suède et la Pologne, dans les environs de Riga, pour la possession de la Livonie, quand une attaque des Tartares força Sigismond III à signer avec la Suède un armistice de deux ans (1618-1620)[5]. Gustave-Adolphe en profita pour s'occuper de l'organisation intérieure de son royaume. Il prit plusieurs mesures pour en accroître la population, et y développer le commerce et l'industrie. Il fonda ou restaura plusieurs villes, entre autres Gothenbourg sur le Cattégat, exempta les ports du lourd fardeau des logements militaires, et y admit les étrangers sans distinction de religion, pourvu qu'ils fussent de bonnes mœurs.

La Suède est riche en bois et en métaux; la mer et les lacs qui l'entourent ou la découpent facilitent son commerce. Ses habitants, naturellement adroits, cumulaient alors tous les métiers, ce qui est le caractère distinctif d'une industrie peu avancée.

[1] Charles-Philippe mourut en 1622.
[2] Souche de la maison actuelle de Russie.
[3] Village situé entre les villes de Tichwin et de Ladoga.
[4] La Carélie est située au sud-est de la Finlande. L'Ingrie correspondait au gouvernement actuel de Saint-Pétersbourg.
[5] Gfrœrer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 25, 5[illegible], 70.

Gustave-Adolphe favorisa particulièrement le développement de la métallurgie. Il attira pour cela d'habiles ouvriers d'Allemagne et de Hollande, et établit des fabriques d'armes. Il introduisit aussi dans ses États une nouvelle espèce de moutons, et fit venir des tisserands. Il fonda, en outre, en 1615, une compagnie générale, qui devait avoir son principal siége à Stokholm, et entrer en relation d'affaires surtout avec la Hollande. Elle ne réussit pas, et les abus qui s'y glissèrent la firent supprimer en 1628. Les règlements imposés au commerce par Gustave-Adolphe n'eurent pas plus de succès. Il échoua également dans son dessein d'établir une banque. Le besoin continuel qu'il avait d'argent pour ses guerres inspirait peut-être la crainte qu'il ne fît un jour main basse sur les caisses, et cette crainte n'était pas chimérique ; car, une compagnie ayant été fondée à Gothenbourg pour faire le commerce avec l'Amérique, le Roi en saisit les fonds en 1630 pour sa guerre d'Allemagne.

Gustave-Adolphe essaya aussi d'améliorer l'administration de la justice[1]. Il semble cependant qu'il n'y parvint pas sans peine, lorsqu'on voit qu'il menaçait les juges prévaricateurs de les faire écorcher pour clouer leur peau sur leurs siéges, et de mettre leurs oreilles au pilori.

Jusqu'alors les diètes suédoises s'étaient réunies régulièrement, et avaient eu, aussi bien que la royauté, l'initiative des lois.

[1] Gustave-Adolphe améliora l'administration de la justice, en complétant le code imprimé par ordre de son père, en rendant la procédure écrite, de verbale qu'elle était, et en instituant à Stockholm un tribunal supérieur. Les rois de Suède avaient été jusqu'alors seuls juges suprêmes. La création du tribunal supérieur ne leur enleva pas cette prérogative : les parties qui le désiraient eurent encore la faculté de recourir à eux, et le jugement de certains crimes, tels que celui de lèse-majesté et d'autres pouvant entraîner la perte de la vie, leur demeurèrent exclusivement réservés. La royauté, sans rien abandonner de ses droits, en déléguait donc seulement une partie. On raconte qu'ayant un jour un procès personnel avec un gentilhomme suédois, Gustave-Adolphe se rendit lui-même au tribunal, pour entendre prononcer le jugement. A son entrée, les juges, par déférence, voulurent se lever ; il le leur défendit. « Rappelez-vous, leur dit-il, que vous êtes le tribunal suprême du pays, et oubliez en ce moment qui je suis ; votre conscience seule doit vous dicter la sentence que vous allez rendre. » Les juges décidèrent en faveur du gentilhomme. Le Roi ne dit rien, demanda seulement à voir les pièces, et, après avoir reconnu qu'il avait tort, loua les juges de leur impartialité. Mais peut-être eût-il encore mieux fait de ne pas se présenter devant le tribunal.

D'après une nouvelle constitution, qui fut acceptée par la diète d'OErebro, en 1617, le Roi dut seul exercer dorénavant le droit d'initiative, et il ne resta plus aux États que celui de faire des remontrances à la fin de la session[1]. Jadis le pouvoir royal avait été limité, non-seulement par la diète, mais encore par le *Reichsrath,* conseil du royaume, qui se composait des chefs de la noblesse, et avait le droit de délibérer avec le Roi sur toutes les affaires importantes. Sous Gustave Wasa et Charles IX, l'autorité du *Reichsrath* avait été déjà restreinte; Gustave-Adolphe, revenant sur les concessions qu'il avait faites au commencement de son règne, lui porta le dernier coup, en instituant cinq conseils particuliers, pour la justice, la guerre, la marine, la chancellerie ou affaires étrangères, et les finances, dont les membres étaient choisis par lui et bien payés. Le *Reichsrath,* n'ayant plus rien à faire, ne subsista plus que de nom. Gustave-Adolphe ne se borna pas à enlever le gouvernement à la noblesse; afin de la dominer plus facilement en la divisant, il la partagea en trois classes, et s'attribua le droit d'anoblir des roturiers et de faire passer les nobles d'une classe dans une autre.

Le clergé finit par éprouver aussi le sort de la noblesse. Gustave Wasa lui avait déjà enlevé une grande partie de son autorité et de son influence : Gustave-Adolphe les restreignit encore. Il créa un consistoire pour nommer aux cures, exercer la censure des livres, surveiller les hôpitaux, les maisons d'orphelins, les écoles, les gymnases ou colléges, l'université d'Upsal ; et le consistoire fut composé de telle sorte que la majorité se trouvait toujours à la dévotion du Roi. Gustave-Adolphe se proposait de dominer le clergé comme la noblesse; mais le clergé se défendit mieux; il résista jusque sous le règne de sa fille Christine; il finit toute-

[1] Chacun des quatre ordres ou états qui composaient la diète (*Reichstag, Landtag*), la noblesse, le clergé, la bourgeoisie et les paysans, délibérait d'abord séparément sur les propositions du Roi. Les propositions étaient ensuite discutées en assemblée générale, jusqu'à ce que les quatre ordres se fussent mis d'accord, car la majorité ne suffisait pas, ou jusqu'à ce que le Roi décidât. La décision appartenait donc en définitive au Roi, car il était invraisemblable que tous les ordres s'entendissent contre lui. Le clergé, qui formait presque partout ailleurs le premier ordre, n'était que le second en Suède. (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 100.)

fois par succomber, faute de pouvoir s'appuyer sur un chef indépendant.

La liberté religieuse eut le même sort que la liberté politique. La diète de Nyköping, d'accord avec le Roi, avait déjà pris, en 1611, des mesures pour maintenir le luthéranisme en Suède. L'exercice public ou privé de toute autre religion fut interdit. Tous ceux qui ne professaient pas le luthéranisme furent exclus des charges, et leur séjour en Suède fut seulement toléré. La diète d'OErebro de 1617 prit des mesures encore plus sévères contre les catholiques. Elle décida qu'on punirait, comme coupable de haute trahison, tout Suédois qui, après avoir fréquenté à l'étranger les écoles catholiques, pratiquerait, même secrètement, la foi romaine dans sa patrie. Trois fonctionnaires suédois furent décapités pour ce motif en 1624[1].

Par suite de la suppression du droit d'initiative de la diète, de la création des conseils particuliers de gouvernement, et de l'abaissement de la noblesse et du clergé, les institutions libérales du moyen âge disparurent, et la Suède devint une monarchie absolue. Gustave-Adolphe n'admit dans ses États ni liberté civile, ni liberté religieuse. Il s'efforça d'améliorer la situation matérielle de ses sujets; mais en cela il se proposa surtout de transformer la Suède comme en un champ de guerre, où il récolterait des soldats. Son but était d'agrandir son royaume, de régner, de dominer; les Suédois, comme les sujets de tant d'autres conquérants, ne furent pour lui que les instruments de sa gloire.

Son armée se composait de deux sortes de troupes : les unes tirées du pays même, dont l'ordre des paysans fournissait la majeure partie, et les autres venues de l'étranger. La première levée qui fut faite en Suède pour la guerre de Pologne donna quinze mille hommes; la seconde, douze mille. Chaque curé dressait une liste de tous les jeunes gens au-dessus de quinze ans, et les convoquait, du haut de la chaire, pour le dimanche suivant. Au jour fixé, les jeunes gens se réunissaient; ils étaient partagés en bandes de dix hommes, et, dans chacune de ces bandes, les commissaires du roi choisissaient un soldat ayant de dix-huit à trente ans. Les domestiques de la noblesse et du clergé étaient exempts de la levée; le service durait vingt ans.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 70, 109, 125.

Les paysans, ainsi recrutés, composaient l'infanterie; la cavalerie était fournie par la noblesse et à ses frais. Chaque noble devait non-seulement servir en personne, mais procurer autant de cavaliers montés qu'il avait de fois cinq cents thalers de revenu. Ceux qui avaient moins de cinq cents thalers de revenu se réunissaient deux ou trois pour fournir un cavalier; les nobles trop pauvres servaient dans l'infanterie [1]. Les troupes étrangères étaient levées, comme partout ailleurs, au moyen d'enrôlements et à prix d'argent. Le Roi fournissait la solde tant que le soldat était en campagne, et le récompensait ensuite avec des distributions de terres.

Gustave-Adolphe aurait voulu instituer une landwehr ou milice, qui, comprenant tous les hommes valides, aurait formé une armée permanente d'environ quatre-vingt mille hommes, et serait demeurée dans ses foyers jusqu'à ce qu'un appel vînt l'en tirer. Mais elle ne put être établie que sous Charles XI, son troisième successeur, et cette institution dépeupla la Suède, en permettant à Charles XII de s'engager à l'étranger dans des guerres interminables. Le pays ne fut guère plus heureux sous Gustave-Adolphe. L'infanterie levée par lui en Suède s'éleva jusqu'à quarante mille hommes. C'était une armée énorme pour un pays dont la population, diminuée par la peste de 1620 à 1630, ne devait pas monter à plus de deux millions d'habitants; l'armée enlevait donc à peu près la moitié de la population valide [2]. Les travaux des champs en souffrirent, et les paysans ne tardèrent pas à être réduits à la dernière misère : ils furent souvent obligés de mêler à leur pain noir de l'écorce d'arbres et de la mousse [3].

Pour subvenir aux frais de ses guerres, Gustave-Adolphe accabla la Suède d'impôts. Les plus vexatoires étaient l'impôt de mouture, qui allait jusqu'au neuvième des grains, et l'accise, ou petite douane, qui se levait sur toutes sortes d'objets et à tout propos, par exemple sur la cuisson du pain. Mais cela ne suffisant pas, le Roi fit une banqueroute partielle, en déclarant qu'il ne re-

[1] En 1624, la cavalerie suédoise comptait trois mille cinq cents chevaux (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 105).

[2] D'après Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 71), la population de la Suède, y compris la Finlande, n'était que d'un million et demi d'habitants.

[3] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 100, 108.

connaîtrait que les dettes d'État contractées depuis 1605, c'est-à-dire depuis l'époque où son père, Charles IX, avait pris le titre de roi. Il vendit aussi une partie des biens de la couronne; mais comme les nobles seuls avaient le droit de les acheter, ces ventes, faites à vil prix, ne procurèrent que fort peu de ressources. Le Roi fit aussi des emprunts en Hollande, mais à des taux ruineux, à cause du peu de solidité de son crédit[1].

Il avait été question, dès l'année 1615, de faire épouser à Gustave-Adolphe la princesse Marie-Éléonore, fille de l'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond. Les motifs qui décidèrent le roi de Suède à cette alliance furent, outre la beauté de cette jeune princesse, la proximité du Brandebourg, qui pouvait lui fournir des secours contre la Pologne, et l'espoir d'obtenir, par l'entremise de l'électeur, les subsides de la Hollande, le pays alors le plus riche de l'Europe. Jean-Sigismond était, en effet, en bons rapports avec cette république, qui recherchait l'alliance des protestants d'Allemagne pour résister à l'Espagne. L'électeur de Brandebourg s'opposa d'abord au mariage. Comme il possédait la Prusse en qualité de vassal de la Pologne, il considérait comme une trahison de marier sa fille avec l'ennemi de son suzerain. L'électeur étant mort sur ces entrefaites, son fils Georges-Guillaume s'opposa encore au mariage, afin d'obtenir à son tour de Sigismond III, roi de Pologne, l'investiture du duché de Prusse[2]; mais l'électrice douairière, favorable à l'union avec la Suède, triompha de tous les obstacles, et le mariage fut célébré à la fin de l'année 1620[3].

L'armistice conclu avec la Pologne en 1618 finissait aussi en 1620. Gustave-Adolphe recommença la guerre d'autant plus volontiers que ses adversaires n'étaient pas encore débarrassés de l'invasion des Tartares. Le principal but de son expédition était de prendre Riga, capitale de la Livonie, l'entrepôt le plus important des produits de la Lithuanie et de la Russie. Cette ville, bien que luthérienne, ne voulait pas se séparer de la Pologne catholique, parce que sa prospérité lui venait de ses relations avec ce royaume; aussi refusa-t-elle d'ouvrir ses portes aux Suédois.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 98, 102.

[2] Cette investiture eut lieu en septembre 1622 (*Mercure français*, t. VIII, p. 85).

[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 83; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 101, 179.

Gustave-Adolphe en fit lui-même le siége à la tête d'environ seize mille hommes, et le 12 septembre 1621, tout étant prêt pour un assaut général, la ville se rendit, à la condition de conserver ses priviléges. Sigismond, retenu par l'invasion tartare, n'avait pu la secourir[1]. Après avoir occupé Riga, Gustave-Adolphe, se tournant vers le midi, envahit la Courlande, où il s'empara de Mitau, et il revint en Suède à l'entrée de l'hiver.

Au mois de juin de l'année suivante (1622), la guerre recommença en Livonie et en Courlande, où Mitau avait été repris par les Polonais. Après avoir conclu un nouvel armistice de deux ans, et s'être assuré, par une excursion de sa flotte à Danzig, que les préparatifs que Sigismond y faisait n'avaient rien de sérieux, le Roi retourna en Suède (9 juillet 1623). En juin 1625, à l'expiration de l'armistice, Gustave continua la guerre. Pendant que deux de ses généraux, Horn et la Gardie, achevaient la conquête de la Livonie par l'occupation de Dorpat, il reprit lui-même Mitau dans la Courlande[2].

En faisant la guerre à la Pologne, Gustave-Adolphe s'était seulement proposé de s'emparer des côtes et du commerce de la Baltique, et de mettre Sigismond dans l'impossibilité de lui disputer la couronne de Suède; mais le succès accrut son ambition et agrandit ses desseins. En 1614, invité par quelques princes protestants d'Allemagne à entrer dans l'Union, il ne prit aucun engagement, et se contenta d'ordonner un jour de prières pour eux. En 1625, enhardi par ses conquêtes en Pologne, il offrit aux habitants de Stralsund de les secourir s'ils étaient attaqués. Depuis qu'il possédait les rives situées à l'est de la Baltique, il en convoitait les rives méridionales. C'était là, en effet, que se trouvaient la plupart de ces villes hanséatiques célèbres par leurs richesses; et en pénétrant plus avant en Allemagne, il y trouvait, d'un côté, l'Autriche, qui soutenait son ennemi le roi de Pologne, de l'autre, les protestants, ses coreligionnaires. Il y avait, dans ce nouveau monde, au delà de la Baltique, des pays à conquérir, et au milieu des divi-

[1] Ce fut pendant cette campagne qu'on appliqua pour la première fois les nouveaux règlements faits par Gustave-Adolphe pour maintenir la discipline dans l'armée (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 88).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 87, 95.

sions politiques et religieuses qui agitaient l'Empire, et dont l'effet s'étendait jusqu'en Italie, en Espagne, en France et en Angleterre, un grand rôle à jouer. Sa place lui semblait tout indiquée : elle était à la tête du parti protestant. Mais parmi les États qui devaient être ses alliés, se trouvait le rival, sinon l'ennemi héréditaire de la Suède, le Danemark. La paix de Knäröd, paix désavantageuse pour la Suède, n'avait pu mettre fin à de longues haines. Les intérêts eussent suffi d'ailleurs pour diviser ces deux puissances, qui avaient toujours convoité la suprématie dans la Baltique; les deux rois se disputaient maintenant la direction du parti protestant en Allemagne. Leurs plans étaient différents. Gustave-Adolphe aurait voulu faire de la Prusse sa base d'opérations, pour envahir les États héréditaires de la maison d'Autriche ; le Danemark et le Brandebourg proposaient, au contraire, d'attaquer l'Autriche sur le Rhin et de reprendre d'abord le Palatinat. En agissant ainsi, le Danemark espérait s'agrandir dans la basse Saxe, et l'électeur de Brandebourg voulait empêcher que son duché de Prusse ne devînt le théâtre de la guerre. Pour tout concilier, l'Angleterre proposa de partager le commandement entre le Danemark et la Suède; mais Gustave-Adolphe s'y refusa, et Louis XIII, dont on sollicitait les subsides, ne promit d'en fournir que si la guerre était dirigée par la France et l'Angleterre[1]. L'électeur de Brandebourg crut trouver un moyen terme en proposant de former deux armées distinctes, l'une sous le roi de Suède, qui attaquerait la Silésie, et l'autre sous le roi de Danemark, qui attaquerait le Palatinat. Gustave-Adolphe ne jugea pas à propos de continuer des négociations qui ne devaient aboutir, suivant lui, qu'à une perte de temps. Il ne prit même aucune part au traité conclu à la Haye, le 9 décembre 1625, entre l'Angleterre, le Danemark et la Hollande, dont le but était de défendre le cercle de basse Saxe. Il ne pouvait supporter qu'on lui eût préféré le roi de Danemark et Mansfeld pour la direction de la guerre, et lorsqu'on lui proposa d'accéder à l'alliance de la Haye, il refusa[2].

[1] Le roi de Danemark, effrayé par l'entrée de Tilly dans le cercle de basse Saxe (février 1624), offrit de donner ses troupes à la Suède, si on lui remboursait les frais d'enrôlement ; c'était une condition que la Suède était incapable de remplir (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 231).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 82, 101 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 187, 199, 207, 219, 230, 237, 249.

Gustave-Adolphe n'abandonnait pas pour cela ses projets d'intervention, et en attendant une occasion favorable, il continua ses conquêtes. Le duché de Prusse appartenait à l'électeur de Brandebourg, sous la suzeraineté de la Pologne. Sans s'inquiéter de son beau-frère l'électeur de Brandebourg, et des traités de celui-ci avec son suzerain Sigismond III, il débarqua dans le duché. « Les traités, disait-il pour se justifier, n'obligent pas quand ils sont contraires aux droits de l'humanité. » Parti de Stockholm le 15 juin 1626, Gustave-Adolphe parut le 26 devant Pillau, port qui commande l'entrée d'une petite mer intérieure, le Frische-Haff. Le Roi se proposait surtout de s'emparer de la plus forte place de la Prusse, Danzig, où Sigismond avait tenté, en 1623, de préparer une expédition contre lui. Il prit d'abord Pillau, Braunsberg, Frauenberg. Il demanda ensuite à l'électeur de Brandebourg de rester neutre, c'est-à-dire de ne défendre ni ses propres États, ni ceux de son suzerain. L'électeur refusa ; mais la diète provinciale de Prusse, ne recevant de lui aucun secours, se vit obligée de promettre la neutralité. Le roi de Suède, poursuivant sa campagne, prit Marienbourg, ancienne résidence du grand maître de l'ordre Teutonique, et plusieurs autres places. Gustave-Adolphe s'était déclaré le protecteur des luthériens ; partout il chassait les jésuites et envoyait leurs bibliothèques à l'université d'Upsal.

Il assiégea ensuite Danzig, pendant que sa flotte bloquait ce port par mer. Une armée polonaise s'avança pour le délivrer. Gustave-Adolphe la repoussa d'abord, puis des négociations eurent lieu, mais elles ne purent aboutir, parce que Sigismond consentait tout au plus à laisser le trône de Suède à Gustave-Adolphe sa vie durant, et réclamait l'abandon de toutes ses conquêtes à l'est de la Baltique.

L'hiver étant survenu, le Roi cantonna ses troupes au sud de Danzig, à Dirschau, sur la Vistule, et revint à Stockholm. Peu de temps après son retour, le 8 décembre 1626, naquit sa fille Christine. Au printemps de l'année suivante, n'oubliant pas le rôle qu'il se disposait à jouer en Allemagne, il renouvela une ancienne ordonnance qui ouvrait la Suède aux protestants étrangers, exilés pour cause de religion.

Le 6 mai 1627, Gustave-Adolphe débarqua à Pillau avec un renfort de six mille hommes. L'électeur de Brandebourg, partagé

entre ses obligations envers son suzerain, le roi de Pologne, et ses liens de parenté et de religion avec le roi de Suède, mais surtout en proie à son irrésolution habituelle, se tenait non loin de là, près de Königsberg, à la tête de cinq mille hommes. Gustave-Adolphe n'eut pas de peine à lui imposer un traité par lequel l'électeur s'engageait à ne pas essayer de recouvrer Pillau, base d'opérations des Suédois; il poursuivit ensuite le siége de Danzig. Mais l'armée polonaise, commandée par Koniecpolski, ayant repris la petite place de Mève, sur la Vistule (2 juillet 1627), l'électeur pencha de nouveau du côté des Polonais, leur envoya deux mille de ses soldats, et interdit à ses sujets tout commerce avec les Suédois. Il ne tarda pas à s'en repentir, car, quelques jours après, Gustave-Adolphe enveloppa sa faible armée, la fit prisonnière sans combat, et l'incorpora dans la sienne. L'électeur, intimidé, promit de renoncer à toute union avec la Pologne.

Cependant le roi de Suède ne cessait pas d'être inquiété par l'armée polonaise, qui se composait surtout de cavalerie. Le 8 août, il lui livra bataille à peu de distance de Dirschau, et il l'aurait complétement défaite, si, en s'exposant comme à son ordinaire pour enflammer le courage de ses soldats, il n'avait reçu une balle de mousquet. Cette blessure, bien que légère, obligea les Suédois à battre en retraite[1].

Depuis la défaite du roi de Danemark à Lutter (27 août 1626), un certain nombre de protestants tournaient les yeux vers Gustave-Adolphe; mais, pour qu'il fût libre de les secourir et qu'il pût diriger ses armes contre l'Autriche, il fallait mettre un terme à sa guerre avec la Pologne. Ce fut pour cela que trois ambassadeurs hollandais vinrent le trouver, au mois de juin 1628, à son camp de Dirschau, et se rendirent ensuite auprès du roi de Pologne à Varsovie. Mais il était difficile de réconcilier les deux adversaires, car Sigismond ne réclamait rien moins que le trône de Suède. On ne put s'entendre[2]. L'Es-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 93, 120, 129, 132; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 276.

[2] Les ambassadeurs polonais et suédois étaient si mal disposés les uns pour les autres, qu'ils soulevaient mille difficultés. Ainsi les Suédois refusaient de reconnaître les pouvoirs des Polonais, parce qu'ils étaient

pagne et l'Autriche, favorables à la continuation d'une guerre qui retenait Gustave-Adolphe hors de l'Allemagne, paralysaient à Varsovie l'action des Hollandais. L'Espagne promit d'envoyer une flotte dans la Baltique, mais ne fit rien. Quant à l'Autriche, elle expédia quelques milliers d'hommes au roi de Pologne, sous le commandement du duc Adolphe de Holstein. Ce fait n'équivalait pas encore à une déclaration de guerre, car ce corps d'armée, avant de se mettre en marche, était entré au service de Sigismond, et lui avait prêté serment. Gustave-Adolphe et son chancelier Oxenstierna n'étaient pas non plus d'accord. Tous deux voulaient bien faire la guerre à l'Autriche ; mais tandis que Oxenstierna était d'avis de conclure un armistice avec la Pologne, afin de pouvoir s'occuper librement des affaires d'Allemagne, Gustave-Adolphe voulait abattre définitivement la Pologne, pour en faire sa base d'opérations contre l'Autriche. Chose singulière, quelques semaines après, Gustave-Adolphe et Wallenstein entrèrent en négociation, et parlèrent de s'allier ensemble pour faire la guerre au Danemark. Le but de Wallenstein était de gagner du temps et de retarder l'invasion du roi de Suède. Quant à Gustave-Adolphe, peut-être se proposait-il de s'emparer du Danemark et de rétablir l'union de Calmar au profit de la Suède ; peut-être ne voulait-il aussi que gagner du temps, car il entra en relation à la même époque avec le roi de Danemark. En tout cas, les négociations demeurèrent sans résultat [1].

Gustave-Adolphe fut bientôt servi dans ses desseins par les événements de Stralsund. Cette ville, assiégée par Wallenstein, ayant envoyé un vaisseau à Danzig pour demander de la poudre, le roi de Pologne ordonna de la lui refuser, mais le roi de Suède saisit avec empressement l'occasion qui s'offrait d'entrer en relation avec l'un des ports les plus considérables de l'Empire. Il envoya de la poudre, puis des armes et des soldats ; enfin il con-

écrits, non sur du parchemin, mais sur de mauvais papier (Droysen, *Gustav Adolf*, t. I, p. 311).

[1] Gustave-Adolphe cherchait partout de l'argent. Le 8 mars 1628, il signa avec Buckingham un traité, par lequel il promettait d'aider le favori de Charles I[er] à prendre la Jamaïque aux Espagnols et à en devenir le souverain indépendant, s'il s'engageait, de son côté, pour lui et ses héritiers, à payer à perpétuité à la Suède le dixième du produit des mines de cette île (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 686, note). Buckingham fut assassiné peu de mois après, le 23 août 1628.

clut, le 25 juin 1628, un traité par lequel Stralsund s'engageait à demeurer toujours fidèle à la couronne de Suède. Le conseil de ville déclara bien que ces termes signifiaient seulement que la ville resterait l'alliée du Roi; mais Gustave-Adolphe profita de la clause pour la garder comme sujette.

La campagne de 1628 ne put commencer qu'au mois de juin à cause du mauvais temps. Gustave-Adolphe espérait terminer cette fois la guerre contre la Pologne. A la tête de quinze mille hommes, il essaya de couper les communications des Polonais en s'avançant presque jusqu'à moitié chemin de Varsovie; mais ne trouvant pas à nourrir son armée dans un pays dévasté, il renonça à atteindre cette capitale, et remit son armée en quartiers d'hiver. La campagne n'avait pas été heureuse pour lui; les Polonais, s'étant bornés à garder la défensive et à faire le vide autour des envahisseurs, n'avaient pu être battus [1].

La guerre recommença dès la fin de janvier 1629, malgré la rigueur de la saison. Les Suédois (6,000 hommes) étaient commandés, en l'absence de Gustave-Adolphe, par le feld-maréchal Hermann Wrangel, et les Polonais (4,000 hommes) par Potowski. Wrangel devait marcher sur Varsovie; il s'avança d'abord vers Strasbourg sur la Drevenz, pour ravitailler cette place, et Potowski, ayant voulu lui barrer le chemin, fut battu non loin de là, à Gorzno, le 2 février 1629. Wrangel somma ensuite Thorn de se rendre; mais cette place ayant refusé, il revint vers la mer, faute de troupes suffisantes pour faire un siége en règle [2].

La pointe faite par Wrangel dans la direction de Varsovie avait fort effrayé la diète polonaise, qui s'y trouvait alors réunie. Sigismond en profita pour obtenir d'elle, en même temps que le vote d'un impôt considérable, l'autorisation qu'elle lui avait refusée jusqu'alors, de prendre à sa solde dix mille soldats offerts depuis longtemps par l'Empereur.

Ce corps d'armée d'Impériaux était commandé par Jean-Georges d'Arnim, gentilhomme brandebourgeois protestant, qui, après avoir servi en Suède sous la Gardie, puis en Pologne (1621), était

[1] Le fils du comte de Thurn, qui servait dans l'armée suédoise, mourut le 4 octobre 1628 (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 145).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 137, 140, 146; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 268, 304.

maintenant feld-maréchal dans l'armée de Wallenstein[1]. Arnim opéra sa jonction avec Koniecpolski, près de Graudenz, sur la Vistule. Mais des différends ne tardèrent pas à éclater entre eux. Arnim donna sa démission, et fut remplacé par le duc Henri-Jules de Saxe-Cobourg. L'armée austro-polonaise, menacée par Gustave-Adolphe, dont les troupes s'élevaient maintenant, grâce à des renforts, à vingt mille hommes, chiffre supérieur à celui de ses adversaires, décimée d'ailleurs par le manque de vivres et par des épidémies, battit en retraite au mois d'août vers le midi.

Les Polonais étaient épuisés par cette guerre interminable. Ni l'Espagne, ni l'Autriche, ne les secouraient efficacement, et les défaites qu'ils avaient essuyées leur enlevaient toute confiance. Au moment où la Pologne désirait ardemment la paix, Sigismond reçut la visite d'un ambassadeur de Richelieu[2].

Un gentilhomme français, le baron de Charnacé, avait perdu une épouse qu'il chérissait tendrement. Il se retira d'abord du monde, puis, cherchant un remède à sa douleur, il se mit à voyager. Il se rendit d'abord à Constantinople, puis en Russie, et arriva dans le camp de Gustave-Adolphe, alors en guerre avec le czar. Charnacé était aussi bien doué pour la diplomatie que pour la guerre. De retour en France, il fit part au cardinal de Richelieu de ce qu'il avait vu, et lui parla avec admiration du roi de Suède et de ses victoires. Le Cardinal ne savait jusqu'alors rien de certain sur le roi de Suède. Il reconnut aussitôt en Gustave-Adolphe un prince dont il pouvait se servir contre la maison d'Autriche. Il lui envoya Charnacé, d'abord en 1628, puis en 1629, cette seconde fois seulement avec une mission officielle, pour le pousser à envahir l'Allemagne, lui offrir des subsides, lui faire même espérer une coopération armée, et pour l'engager tout d'abord à recouvrer sa liberté d'action en faisant la paix avec la Pologne. Charnacé se rendit ensuite auprès de Sigismond, et l'invita aussi à faire la paix. Ce conseil, donné par un gouvernement catholique aussi puissant que la France, triompha des dernières

[1] Arnim, né en 1581, au château de Boitzenbourg, emmené prisonnier en Suède en 1637, s'échappa et mourut en 1641 (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 151, 152).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 150, 157.

objections du roi de Pologne[1]. Le 9 août, des négociations commencèrent à Altmark[2]. Elles faillirent d'abord échouer par suite de questions d'étiquette. L'ambassadeur polonais, le chancelier Zadzik, et l'ambassadeur suédois Oxenstierna s'étant abordés, après avoir fait, chacun de son côté, le même nombre de pas, aucun des deux ne voulut saluer l'autre le premier, de peur de compromettre la dignité du souverain qu'il représentait. Ils restèrent ainsi pendant un certain temps immobiles et debout, l'un en face de l'autre. Enfin l'ambassadeur polonais, qui était vieux, sentit ses jambes fléchir; il salua le premier, afin de pouvoir s'asseoir; les négociations commencèrent, et, le 26 septembre 1629[3], elles aboutirent à un armistice de six années (de 1629 à 1635). Les Suédois restituaient Mitau en Courlande, Strasbourg et Dirschau en Prusse; mais ils gardaient toute la Livonie et plusieurs places de la Prusse, entre autres Pillau, Braunsberg et Elbing. L'électeur de Brandebourg recevait de la Suède, en dépôt, Marienbourg et Stuhm, qu'il lui rendrait si la paix n'était pas signée avant l'expiration de l'armistice, et cédait Memel en garantie de cette restitution. Le sort de Danzig fut réglé séparément par un compromis, le 8 février 1630. La ville devait rester neutre, et remettre au roi de Suède les deux tiers des droits de douane prélevés sur les marchandises importées ou exportées, droits qui étaient de cinq et demi pour cent de la valeur de ces marchandises. Gustave-Adolphe acquérait par là une source de revenus considérables, puisque Pillau, beaucoup moins important que Danzig, lui fournissait déjà cinq cent mille thalers de droits de douane par an.

A partir de ce moment, Sigismond III ne fit plus la guerre à Gustave-Adolphe. Retiré à Varsovie, il y mourut le 30 avril 1632, six mois avant son adversaire. De mœurs légères, quoique adonné aux pratiques de dévotion, n'interrompant ses plaisirs que pour s'occuper d'alchimie et rechercher la pierre philosophale, il ne fit

[1] Un ambassadeur anglais, Thomas Roë, vint seconder l'ambassadeur français (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 157).

[2] En polonais Starygrod, près de Stuhm.

[3] Le 6 septembre 1629 d'après Gfrörer (*Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 157), et le 16-26 septembre 1629 d'après Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 24); Richelieu (*Mémoires*, t. V, p. 141, édition Petitot) indique le 15 septembre 1629.

rien pour restreindre ces priviléges des nobles, qui devaient plus tard entraîner la ruine de la Pologne.

Le 14 septembre 1629, Gustave-Adolphe s'embarqua à Pillau pour retourner en Suède. Libre désormais du côté de la Pologne, il allait intervenir en Allemagne[1].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 158; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. III, p. 230; Levassor, *Histoire de Louis XIII,* t. IX (VI), p. 11.

CHAPITRE II

DÉBARQUEMENT DE GUSTAVE-ADOLPHE EN ALLEMAGNE.

1630.

But de Gustave-Adolphe en envahissant l'Allemagne. — Opposition des Suédois. — Conseil tenu en octobre 1629. — Opposition de la diète (juin 1629). — Conseil tenu en novembre 1629. — Forces de la Suède et de l'Empire.

Entrevue de Gustave-Adolphe *avec Christian IV*, roi de Danemark (20 février 1629). — Christian IV refuse de s'allier avec la Suède. — *Négociations de Danzig* entre Gustave-Adolphe et l'Empereur; conditions excessives du Roi (printemps 1630). — Gustave-Adolphe veut la guerre, l'Empereur veut la paix. — Gustave-Adolphe prétend diriger seul le parti protestant. — *Charnacé en Suède* (novembre 1629, janvier 1630); il s'efforce d'attirer Gustave-Adolphe en Allemagne; le roi de Suède refuse de servir d'instrument à la France. — Il ne trouve d'appui ni en Hollande, ni en Angleterre, ni en Allemagne. — Il écrit aux électeurs (25 avril 1629, 17 avril 1630); réponses des électeurs (fin 1629, 10 août 1630). — Le roi de Suède n'a pas d'alliés.

Assemblée des états à Stockholm (29 mai 1630); discours de Gustave-Adolphe. — L'armée suédoise s'embarque à Elfsnaben; elle part seulement le 27 juin. — Les Suédois ont occupé Rügen (mars 1630). — Gustave-Adolphe *débarque* à Peenemünde, dans l'île d'Usedom (4 juillet); il publie un manifeste. — Réponse de l'Empereur (18 août); réplique de Gustave-Adolphe. — Opinion de Frédéric II.

L'armée impériale est disséminée; but de Wallenstein. — Gustave-Adolphe s'empare des bouches de l'Oder; il arrive devant *Stettin* (20 juillet), impose au duc de Poméranie un traité qui lui livre ses États (20 juillet). — Le duc écrit à l'Empereur pour s'excuser (24 juillet). — Excès des Impériaux. — Gustave-Adolphe prend *Stargard* (24 juillet), mais ne peut attaquer les Impériaux retranchés à Garz; il manque être pris.

L'administrateur de Magdebourg demande du secours au roi de Suède; il entre déguisé à Magdebourg (6 août 1630), obtient peu de chose de la ville, prend Halle, et se retire devant Pappenheim. — *Les ducs de Mecklenbourg,* n'ayant pu obtenir justice à la diète de Ratisbonne, traitent avec le roi de Suède. — Le duc de Saxe-Lauenbourg lève des troupes pour eux, prend Boitzenbourg (septembre 1630) et plusieurs villes du bas Elbe.

Première expédition dans le Mecklenbourg. — Gustave-Adolphe envoie Falkenberg à Magdebourg, s'embarque à Wolgast (commencement de septembre), puis à Stralsund (24 septembre), y débarque (1er octobre),

marche par terre sur Rostock, somme les Mecklenbourgeois de se soumettre à leurs ducs. — Les Impériaux s'étant introduits dans Rostock, Gustave-Adolphe renonce à son expédition et revient à Stralsund. — Pappenheim bat le duc de Saxe-Lauenbourg. — Les ducs de Mecklenbourg quittent Lübeck. — L'administrateur de Magdebourg est battu par Pappenheim (fin décembre 1630).

Le général impérial *Conti* essaye vainement de reprendre Stettin, et de sauver Colberg. — Le Roi fait bloquer Rostock et Wismar. — Les *villes hanséatiques* sont peu favorables au Roi. — Conti propose un *armistice* pendant l'hiver : le Roi le refuse. — Conti donne sa démission; Schaumbourg le remplace, et disperse ses troupes pour les faire vivre. — Gustave-Adolphe prend *Greifenhagen* (4 janvier 1631). — Ferdinand de Capoue bat en retraite, est pris, et meurt. — Le Roi prend *Garz* (6 janvier). — Schaumbourg se retire à Landsberg et à Francfort-sur-l'Oder. — *Pyritz* est abandonné. — Les Impériaux sont reçus par les Brandebourgeois à *Cüstrin*. — Lettre de Schaumbourg à Tilly. — Résumé des conquêtes du Roi.

Gustave-Adolphe essaye en vain de gagner les électeurs de *Saxe* et de *Brandebourg*. — Il refuse de reconnaître la neutralité du Brandebourg. — Schwartzenberg. — Négociations avec les *comtes d'Oldenbourg* et de Frise orientale. — Négociations et traité avec le *duc de Lünebourg* (avril 1631). — Négociations avec le *landgrave de Hesse-Cassel ;* traité (août 1631). — Embarras de Gustave-Adolphe.

Gustave-Adolphe, en envahissant l'Allemagne, ne se proposait pas de défendre le protestantisme : son but était plus restreint. Continuant la politique de ses prédécesseurs, il ne songeait qu'à accroître la puissance de la Suède, et à lui assurer la domination de la Baltique, en s'emparant des rives allemandes de cette mer, comme il s'était déjà emparé de ses rives polonaises. Les outrages qu'on lui avait fait subir, en renvoyant ses ambassadeurs de Lübeck, en secourant le roi de Pologne, en dépouillant ses parents, les ducs de Mecklenbourg, lui servaient seulement de prétextes.

Les Suédois étaient opposés à une guerre offensive en Allemagne : le Roi essaya de leur persuader qu'elle était nécessaire. Le chancelier Oxenstierna[1] objectant que la Suède était trop faible pour attaquer l'Empereur, le Roi lui répondit que le Danemark, les villes de la Hanse, les villes impériales et plusieurs princes d'Allemagne prendraient son parti, afin d'échapper au joug de la maison d'Autriche; que, d'ailleurs, Wallenstein se préparant à envahir la Suède, il fallait le prévenir, et profiter de ce qu'on

[1] Gustave lui avait écrit pendant l'été de 1629 pour lui faire part de son dessein et le consulter.

avait Stralsund en sa possession, pour transporter la guerre en Allemagne.

A la fin d'octobre 1629, la question fut examinée dans le sein du conseil, *Reichsrath*, et Jean Skytte, l'ancien précepteur du Roi, qui critiquait toujours la politique d'Oxenstierna, se rangea cette fois à son avis, et se prononça contre la guerre. Il fit observer que les princes protestants de l'Allemagne étaient peu belliqueux, habitués au bien-être, entourés plutôt de juristes que de soldats, et qu'ils songeaient à tout décider par le droit romain, même les questions que le droit du canon seul pouvait résoudre; on ne devait donc pas compter sur eux. A cela les rares partisans de la guerre répondaient que, si l'on remportait la victoire sans le secours de ces princes, il y aurait double profit, parce qu'on pourrait s'emparer de leurs biens comme de ceux des catholiques. Le Roi rallia sans trop de peine ses conseillers à son avis; mais il ne fut pas si facile de persuader la masse du peuple, qui, déjà épuisée par les campagnes de Pologne, aspirait au repos. Une diète, tenue à Stockholm en juin 1629, qui fut la dernière du règne de Gustave-Adolphe, ne lui promit son concours pour la guerre en Allemagne que dans le cas où l'Empereur menacerait la Suède, et à la condition que tous les moyens de résoudre pacifiquement le conflit auraient été épuisés.

Gustave-Adolphe sentait si bien qu'il n'avait pas de raisons suffisantes pour attaquer l'Autriche, qu'il n'osa pas assembler une diète pour lui demander, comme l'exigeait la constitution suédoise, l'autorisation de déclarer la guerre; il réunit seulement, au commencement de novembre 1629, les plus dociles des membres du conseil et les personnages attachés à sa maison, pour en obtenir une réponse qui remplacerait la décision de la diète, et qui, publiée partout, pourrait lui gagner l'opinion. Il leur représenta entre autres choses que, depuis l'envoi d'Arnim en Pologne, la guerre existait déjà entre la Suède et l'Empire, et qu'il s'agissait seulement de savoir si l'on attendrait l'attaque, ou si on la préviendrait. La réponse de cette commission fut telle qu'il l'avait désirée : elle priait le Roi de faire la guerre, seul moyen qui lui restât, disait-elle, de conserver, avec sa gloire, l'honneur et la sécurité du royaume[1].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 522, 530; G. Droy-

La disproportion des forces des deux adversaires était manifeste. Pendant que Gustave-Adolphe n'avait sous la main que quinze mille hommes, tant suédois qu'allemands et écossais, sans compter, il est vrai, neuf mille hommes à Stralsund, sous Leslie, et huit ou neuf mille en Prusse, sous Oxenstierna, Wallenstein et Tilly disposaient en Allemagne de cent soixante mille hommes. Le Roi trouvait lui-même son armée si faible que, lors de ses négociations avec la France, il refusa constamment d'en faire connaître le chiffre [1].

Gustave-Adolphe fit de grands efforts pour se procurer des alliances, et, par elles, des troupes et de l'argent. Mais il lui fallait d'abord se mettre à l'abri d'une attaque de la part du roi de Danemark, qui n'avait rien abandonné de sa haine contre la Suède. Pendant les négociations de Lübeck, les deux rois eurent une entrevue, le 20 février 1629, à Ulfsbeck en Smaland [2]. Gustave-Adolphe proposa à Christian IV de renouveler les alliances qui avaient jadis existé entre la Suède et le Danemark, et de faire cause commune contre l'Empereur. Christian IV refusa [3], et il lui arriva même, étant dans l'ivresse, de dire que si Gustave-Adolphe faisait une expédition en Allemagne, le Danemark en profiterait pour attaquer la Suède [4].

Gustave-Adolphe avait déjà négocié avec Wallenstein, en 1628; il essaya de négocier une dernière fois avec l'Empereur. Les ambassadeurs des deux souverains devaient se rendre à Danzig, au printemps de l'année 1630. Le roi de Suède fit déclarer par écrit aux Impériaux qu'il était prêt à renoncer à toute hostilité, et à retirer ses troupes de Stralsund, aux conditions suivantes : les troupes impériales évacueront complétement les deux cercles de haute et de basse Saxe ; les retranchements élevés sur les rivages de la Baltique et de la mer du Nord seront rasés, et tous les ports ouverts au commerce. L'Empereur s'engagera à ne

sen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 16, 31, 33, 97, 127, 134; Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 147.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 530.

[2] En Suède.

[3] Gustave-Adolphe, bien renseigné sur les intentions du Danemark par la maîtresse de Christian, Christine Munk, qu'il avait achetée, se vengea du Roi en brouillant la ville de Hambourg avec le Danemark.

[4] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 532 et suiv.

construire aucun navire de guerre, à ne lancer aucune flotte, et à désarmer les navires déjà prêts. Les ducs de Mecklenbourg, les comtes d'Oldenbourg et de Frise orientale, et tous ceux qui ont été privés d'évêchés et de biens ecclésiastiques, seront rétablis dans ces biens. Si les électeurs et la diète impériale reconnaissent les ducs de Mecklenbourg coupables, et les condamnent à une amende, la couronne de Suède les cautionnera jusqu'à la somme d'un million de thalers ; mais ils seront restaurés tout de suite et sans réserve. La ville de Stralsund conservera ses anciens priviléges, et sera indemnisée des dommages qui lui ont été causés par le siége. L'Empereur promettra de ne jamais plus secourir les ennemis de la Suède.

C'étaient là des conditions qu'un vainqueur seul aurait pu imposer, et Gustave-Adolphe, en négociant de la sorte, ne se proposait sans doute pas autre chose que de persuader à ses sujets qu'il faisait la guerre faute seulement d'avoir pu obtenir la paix. Oxenstierna, le plénipotentiaire suédois, regardait ces négociations comme si peu sérieuses, qu'il ne se donna pas même la peine de venir à Danzig, et qu'il se borna à écrire de Memel au burgrave Annibal de Dohna, plénipotentiaire impérial, qu'il lui envoyait les conditions de son maître, et que celui-ci n'y retrancherait pas l'épaisseur d'un cheveu. Dohna attendit à Danzig, depuis le mois d'avril jusqu'au mois de juin ; personne ne s'étant présenté pour la Suède, il se retira[1].

L'empereur Ferdinand était sans doute plus sincère lorsqu'il exprimait le désir de faire la paix. Il n'avait en effet aucun intérêt à combattre la Suède, et il écrivait à Wallenstein qu'une guerre avec le Roi serait non-seulement dangereuse, mais inutile, car l'Empire n'avait rien à lui prendre. Il l'engageait même à voir si l'on ne pourrait pas évacuer la Poméranie, pour obtenir de la Suède qu'elle se retirât de Stralsund.

Mais le Roi voulait la guerre : il se proposait de se mettre à la tête du parti évangélique, en Allemagne, et de tout diriger seul. L'ennemi, disait-il, l'avait emporté jusqu'alors, parce qu'il n'avait eu qu'une seule direction : il fallait l'imiter. Pour obtenir le com-

[1] G. Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 134) pense que Gustave-Adolphe désirait la paix ; mais on ne voit pas sur quoi cette opinion peut se fonder.

mandement, il promettait aux souverains protestants de maintenir leurs libertés ; un conseil de guerre devrait accompagner le Roi partout. D'après Gustave-Adolphe, la haine entre les catholiques et les protestants était si vive, que toute paix serait impossible, et qu'il fallait que l'un des deux partis succombât [1].

Le Roi avait besoin des subsides de la France, de la Hollande et de l'Angleterre. Au milieu de novembre 1629, l'ambassadeur français Charnacé vint en Suède pour lui offrir le secours de la France. Accueilli froidement, il alla passer quelque temps en Danemark, à Copenhague, et revint en Suède en janvier 1630. Reçu par le Roi au commencement de mars, il lui dit que tous les cœurs voleraient à sa rencontre, s'il passait en Allemagne ; que les Allemands, las de la domination barbare de l'Empereur, soupiraient après le libérateur suédois, comme jadis les Juifs après le Messie ; que le Roi pourrait facilement purger la Poméranie des bandes de Wallenstein, et ensuite conquérir la Silésie, la Bohême, la Moravie et tous les États héréditaires de l'Autriche. Charnacé alla plus loin : il fit entrevoir au Roi qu'il pourrait, avec l'appui de la France, rétablir à son profit l'empire d'Orient. Le but de l'ambassadeur était de pousser le roi de Suède en Allemagne, afin que l'Autriche, attaquée au nord, consentît plus facilement à conclure en Italie une paix avantageuse à la France. Il évitait toutefois de s'engager.

Gustave-Adolphe répondit avec finesse et dignité que les renseignements qu'il avait reçus d'Allemagne ne concordaient guère avec ceux de l'ambassadeur français ; que l'électeur de Bavière l'attaquerait avec l'armée de la Ligue ; que Tilly avait déclaré publiquement qu'il souhaitait de vivre assez longtemps pour pouvoir combattre les Suédois jusqu'à extinction, et que l'électeur de Saxe lui-même, quoique protestant, avait annoncé que si les Suédois entraient en Allemagne, il unirait ses troupes à celles de l'Empereur.

Il y avait des points sur lesquels Gustave-Adolphe et Richelieu ne devaient jamais s'entendre. Tous deux se proposaient d'abaisser la maison d'Autriche ; mais Gustave-Adolphe voulait se présenter en Allemagne comme le sauveur de l'Église évangélique, tandis

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 533 et suiv.; Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 153, t. VI, p. 413-419.

que Richelieu entendait seulement prendre le Roi à sa solde pour combattre l'Empereur, sans lui permettre de rien faire contre l'Église et contre les princes catholiques, spécialement contre l'ancien allié de la France, l'électeur de Bavière. Le Cardinal, sachant que le roi de Suède manquait d'argent et aimait la gloire, espérait le gagner en lui offrant une solde annuelle de trois tonnes d'or[1], et en lui ouvrant des perspectives sur un empire en Orient. Après s'être servi de Gustave-Adolphe, il pensait le laisser ensuite de côté comme un instrument usé. Il se trompait : les négociations furent rompues, parce que le Roi ne consentit pas à se mettre aux ordres de Richelieu. Gustave-Adolphe se précipita dans la guerre d'Allemagne sans être assuré de son appui, mais il prévoyait sans doute que cet appui ne lui manquerait pas dans une entreprise qui intéressait la France[2]. Le roi de Suède ne fut pas plus heureux avec les Hollandais : leurs intérêts différaient trop des siens. En effet, pendant que les Hollandais ne songeaient qu'à combattre l'Espagne, Gustave-Adolphe refusait de rompre avec cette puissance, afin de ne pas nuire au commerce de la Suède ; et, d'un autre côté, pendant que Gustave-Adolphe ne songeait qu'à combattre l'Autriche, les Hollandais refusaient de rompre avec elle, de peur d'avoir l'Empire sur les bras pendant leur lutte contre l'Espagne. En 1629, le Roi avait offert aux états généraux de Hollande d'entrer avec vingt-six mille hommes en Allemagne, s'ils lui fournissaient un subside de cent mille florins par mois. Les états repoussèrent cette proposition, parce qu'ils se défiaient à la fois de l'impuissance et de l'ambition du Roi : de son impuissance, qui laisserait à leur charge tous les frais de la guerre s'il était battu, et de son ambition, qui, s'il remportait la victoire grâce à leurs sacrifices, pourrait menacer leur indépendance. Quant à l'Angleterre, elle ne pouvait pas fournir de subsides, à cause des dissentiments qui existaient entre le Roi et le Parlement[3].

Le roi de Suède n'avait pas non plus à espérer de grands

[1] Trois cent mille florins d'or, ou écus.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 536 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 41 et suiv.

[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 538 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 50-58. Les Suédois reçurent plus tard de l'argent de l'Angleterre et de la Hollande.

secours de l'Allemagne. Non-seulement ce pays avait été ruiné par la guerre, mais les princes ne voulaient pas avoir affaire avec la Suède. Le sort qu'avaient éprouvé les alliés du Danemark les retenait. Gustave-Adolphe leur envoya cependant son maréchal du palais, Thierry de Falkenberg, qui visita secrètement les cours de Cassel et de Weimar. Le landgrave de Hesse-Cassel et les ducs de Weimar détestaient l'Empereur : le premier, parce qu'il lui avait fait perdre un procès contre son cousin le landgrave de Hesse-Darmstadt ; les seconds, parce qu'il les avait dépouillés de l'électorat de Saxe au profit de leurs parents de la branche albertine. Mais le landgrave était criblé de dettes, et les ducs avaient peu de puissance : ils promirent néanmoins d'embrasser le parti du Roi, s'il arrivait avec des forces suffisantes. Quant aux princes les plus importants de l'Empire, à ceux qui avaient quelque chose à perdre, spécialement les électeurs de Saxe et de Brandebourg, ils se tinrent à l'écart.

Gustave-Adolphe avait essayé de gagner les électeurs, en leur écrivant dans le courant de l'année 1629, particulièrement le 25 avril, qu'ayant à se plaindre de l'Empereur, il les prenait pour arbitres : il ne réussit pas. Le collége électoral lui répondit avec égards (fin 1629), mais sans lui donner toutefois le titre de Majesté, qu'il n'accordait alors qu'à l'Empereur. Cette omission devint un nouveau grief aux yeux de Gustave-Adolphe. Dans une lettre du 17 avril 1630, il disait que, soit par inadvertance, soit à dessein, les électeurs ne lui avaient pas donné le titre de roi; mais qu'il ne devait ce titre qu'à Dieu, à son épée, à son bon droit, et qu'il saurait le défendre tant qu'il vivrait. Il n'aurait pas même ouvert une lettre ainsi adressée, s'il n'avait espéré qu'elle accordait peut-être une juste satisfaction à ses griefs. Comme elle ne contenait rien de pareil, on ne pouvait pas trouver mauvais qu'il cherchât à défendre son droit par d'autres moyens que par de vaines négociations. Les électeurs répliquèrent, le 10 août 1630, par une lettre qui réfutait tous ces griefs. Ils ne voyaient pas pourquoi le Roi envahissait l'Allemagne; ils ne pouvaient pas croire que l'Empereur eût jamais eu le dessein d'offenser la couronne de Suède. Le Roi n'avait pas à se mêler des affaires de l'Allemagne : la déposition des ducs de Mecklenbourg était une affaire allemande. En tout cas, les offenses qui auraient pu lui être faites ne pouvaient pas justifier une guerre; il y avait seulement là ma-

tière à négociations, et ils l'invitaient, en conséquence, à déposer les armes.

Quand Gustave-Adolphe débarqua sur le sol allemand, il n'avait donc aucun allié sérieux, ni en Allemagne, ni ailleurs; il ne pouvait compter que sur son épée et sur les divisions des partis [1].

Les préparatifs se trouvant achevés, le Roi convoqua, à Stockholm, les membres des états qu'il savait être les plus favorables à son expédition, ou qui étaient les plus rapprochés de la capitale, et, le 29 mai 1630, il prit congé de cette assemblée et de sa patrie qu'il ne devait plus revoir. Il fit jurer fidélité, par les membres présents de la diète, à sa fille Christine, comme reine et régente du royaume, pour le cas où il mourrait. Les députés la déclarèrent de nouveau héritière légitime du trône de Suède; puis on lut devant eux les dernières volontés du Roi pour l'administration du royaume pendant son absence, et durant la minorité de sa fille. Tout le pouvoir devait rester entre les mains du conseil; la reine mère ne devait y avoir aucune part. Puis, prenant dans ses bras sa fille Christine, alors âgée de trois ans et demi, le Roi la recommanda aux états en termes si touchants, que toute l'assemblée en fut émue. Gustave-Adolphe avait alors trente-cinq ans.

Il remercia ensuite les états de l'empressement avec lequel ils avaient approuvé les mesures nécessaires à la sûreté du royaume, et, passant aux motifs de la guerre : « Que personne ne croie, dit-il, que je me précipite dans cette nouvelle guerre avec légèreté et sans de bonnes raisons. Je prends à témoin le Dieu tout-puissant, en présence de qui je parle, que je ne combats pas pour mon plaisir. On m'y a contraint; l'Empereur m'a offensé de la manière la plus grave, en la personne de mon ambassadeur; il aide mes ennemis, il persécute mes coreligionnaires, les protestants d'Allemagne, qui gémissent sous le joug du Pape, et qui nous tendent leurs mains suppliantes. S'il plaît à Dieu, le secours leur arrivera. Je n'ignore pas les dangers qui menacent ma vie. La divine Providence m'a préservé jusqu'à présent, mais je dois finir par mourir pour la défense de la patrie. C'est pourquoi, avant de

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 538; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 215, 237, 239, 240; *Mercure français*, t. XV, 2e part., p. 228, t. XVI, 2e part., p. 272 et suiv., 330; Richelieu, *Mémoires*, t. V, p. 144-150, t. VI, p. 397 et suiv.

me séparer de vous, je vous recommande tous à la protection du Tout-Puissant. Je le supplie de répandre sur vous ses bénédictions temporelles et spirituelles, afin qu'après cette courte vie sur la terre, nous puissions nous revoir dans l'éternité. Je me tourne d'abord vers vous, mes conseillers. Que Dieu vous éclaire, afin que vous puissiez vous appliquer à vos devoirs dignement et à la satisfaction du Très-Haut, qui nous demandera compte un jour de toutes nos actions. Qu'il vous remplisse de sagesse dans l'accomplissement de vos fonctions. Vous, vaillante noblesse, je vous recommande à la protection divine. Soyez toujours les dignes descendants des anciens Goths; continuez à montrer ce courage dont vous avez déjà donné tant de preuves, et soyez certains qu'il sera récompensé. Vous, serviteurs de l'Église, vivez en paix; accroissez chez mon peuple, dont vous possédez le cœur, toutes les vertus civiles et religieuses, et maintenez-le dans l'obéissance envers l'autorité. Donnez l'exemple de la pureté des mœurs; continuez à prêcher la vraie doctrine de l'Évangile. Vous, députés de la bourgeoisie et des paysans, que Dieu bénisse le travail de vos mains, rende vos champs féconds, et remplisse vos granges. A tous mes sujets, présents ou absents, j'envoie l'adieu le plus sincère et le plus cordial; peut-être nous voyons-nous ici pour la dernière fois. »

Après un moment de silence, le Roi termina par une prière tirée du quatre-vingt-dixième psaume[1] : « Revenez vers nous, Seigneur, soyez propice à vos serviteurs, etc. » Afin d'implorer la bénédiction du Ciel, il avait ordonné, dans tous ses États, trois jours de jeûne et de prières, le premier vendredi des mois de juillet, d'août et de septembre. L'usage s'en conserva longtemps après la mort de Gustave-Adolphe. Le roi de Suède excellait à confondre les vœux de son ambition avec les intérêts de son pays, et à faire servir la religion à l'accomplissement de ses desseins politiques. Qu'il fût de mauvaise foi, cela n'est pas probable; il croyait ce qu'il disait, et il ne réussissait que mieux, sinon à persuader et à entraîner ses sujets, du moins à faire taire toute opposition[2].

L'embarquement de l'armée eut ensuite lieu, non loin de Stockholm, à Elfsnaben[3], où la flotte était à l'ancre. Il y avait là vingt-

[1] Le 89e psaume, verset 15.
[2] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 539 et suiv.
[3] Elfsnaben, dans l'île de Musko, au sud de Stockholm.

huit frégates et beaucoup de petits navires de transport, chargés d'armes et de munitions. Pendant que les troupes s'embarquaient, des ambassadeurs du duc de Poméranie vinrent supplier le Roi de les considérer comme neutres, et de ne pas aborder chez eux, de peur de faire de leur pays, déjà si dévasté, le théâtre de la guerre. Gustave-Adolphe les congédia, en leur adressant des reproches, et en refusant de reconnaître la neutralité du duché. A la fin du mois de mai, on leva l'ancre; mais des vents contraires retinrent la flotte jusqu'au 27 juin.

Les hostilités entre la Suède et l'Empire avaient déjà éclaté dans l'île de Rügen. Cette île était au pouvoir des Impériaux, mais ils ne pouvaient s'y maintenir que difficilement, parce que la garnison suédoise de Stralsund les empêchait de tirer leurs approvisionnements de la terre ferme. Le roi de Danemark ne renonçait pas à disputer à la Suède la domination de la Baltique; il avait entamé des négociations avec le duc Bogislas de Poméranie, pour lui acheter l'île de Rügen. Gustave-Adolphe, en ayant été informé, résolut de s'y opposer. Sur son ordre, le commandant de la garnison suédoise de Stralsund, Leslie, passa dans l'île, à la fin du mois de mars 1630, et obligea les Impériaux à se retirer à Greifswalde.

Gustave-Adolphe put enfin partir le 27 juin, et le 4 juillet 1630, pendant un orage, il parut à peu de distance de Stralsund, devant Peenemünde, petite ville située au nord de l'île d'Usedom. C'était le jour de la fête de saint Jean-Baptiste [1], et le centième anniversaire de la présentation de la Confession d'Augsbourg. La flotte se concentra entre les îles d'Usedom et de Rügen, et le débarquement commença aussitôt, à l'embouchure de la Peene, au moyen de bateaux plats, dont chacun portait deux cents hommes et deux pièces de campagne [2].

Après avoir mis le pied sur le sol allemand, le Roi se jeta à genoux, pour remercier Dieu de son heureuse traversée [3]. Il prit ensuite une bêche pour donner à ses soldats l'exemple du travail.

[1] 24 juin, selon le calendrier luthérien.

[2] Ces canons étaient en cuir, ou plutôt en fer entouré de cuir, et si faciles à manœuvrer, qu'ils tiraient quatre coups pendant qu'un mousquetaire en tirait trois. Le commandant de l'artillerie était Torstenson.

[3] Droysen raconte que le Roi, en sortant du bateau, manqua la planche et se blessa au genou (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 151).

Au bord de la mer se trouvait un petit retranchement, que les Danois avaient élevé en 1628 ; on le remit à la hâte en état de défense, et les ouvrages s'étendirent peu à peu jusqu'au delà du village de Peenemünde. Le soir du 5 juillet, toute l'armée fut non-seulement débarquée, mais encore retranchée. La moitié des régiments avait constamment remué la terre, pendant que l'autre moitié, les armes à la main, protégeait les travailleurs. Les deux jours suivants, on débarqua les chevaux, l'artillerie et les munitions ; puis le Roi renvoya la flotte, pour aller chercher des vivres en Suède. Le pays, complétement pillé par les Impériaux, ne pouvait rien fournir. Sauf quelques Croates, qui furent chassés, aucun ennemi ne se montra ; les Impériaux s'étaient retirés, après avoir incendié les villages et les fermes. Gustave-Adolphe, décidé à maintenir parmi ses troupes une discipline sévère, fit annoncer au son du tambour qu'il était défendu aux soldats, sous peine de mort, de détruire les maisons et de voler ou de maltraiter les paysans. Cette défense ne fut pas toujours respectée [1].

Le Roi regardait la guerre comme déjà commencée par l'envoi d'Arnim en Pologne ; c'est pourquoi il jugea inutile de la déclarer. Il pensait, en agissant ainsi, se faire passer pour l'offensé. Afin de gagner l'opinion publique, il fit répandre un manifeste, écrit en latin et en allemand, et intitulé : *Raisons pour lesquelles le roi de Suède, Gustave-Adolphe, a été enfin obligé de débarquer avec une armée sur le sol allemand.* On y trouvait ces mots : « Le roi de Suède a tout fait pour empêcher la guerre d'éclater. Il a longtemps fermé l'oreille aux pressants appels de ses parents et de ses coreligionnaires d'Allemagne, parce qu'il conservait l'espoir que l'Empereur cesserait de persécuter les innocents. Mais il a vainement attendu, et il se voit obligé, par les raisons les plus fortes, de réclamer, les armes à la main, les satisfactions refusées à ses prières. Les Impériaux ont intercepté ses lettres au prince de Transylvanie, Bethlen Gabor, et maltraité ses courriers. L'Empereur a entretenu la discorde entre la Suède et la Pologne, et envoyé au roi Sigismond deux armées : la première en 1627, sous le duc Adolphe de Holstein, la seconde en 1629, sous le feld-maréchal Arnim. Il a de plus, sans examen préalable, et contre

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 540 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf,* t. II, p. 150 et suiv.

tout droit, dépouillé de leurs États, pour les donner à Wallenstein, ses deux cousins, les ducs Adolphe-Frédéric et Jean-Albert de Mecklenbourg. Il a voulu dominer la Baltique, et s'est emparé, dans ce dessein, de plusieurs ports de basse Saxe et de Poméranie; il a fait construire un grand nombre de vaisseaux, et créé une charge d'amiral de cette mer; toutes choses contraires aux droits de la Suède, à qui de tout temps la Baltique a appartenu en communauté avec le Danemark. On a maltraité les sujets du Roi dans plusieurs ports, saisi leurs navires et leurs marchandises. La ville de Stralsund a été assiégée par le général de l'Empereur, avec la seule intention d'en faire un repaire de pirates. L'intérêt de la couronne de Suède, aussi bien que d'anciens traités avec la Hanse, ont obligé le Roi à secourir cette ville. On a maltraité, contrairement au droit des gens, les ambassadeurs qu'il a envoyés à Lübeck. Sous prétexte de punir des rebelles et de faire restituer des biens ecclésiastiques, l'Empereur a cherché à opprimer tous les princes de l'Allemagne et à les placer sous son joug. Enfin l'Empereur a rejeté récemment toutes ses propositions de paix. Il ne reste plus au roi de Suède qu'à prendre les armes pour obtenir justice. »

Le manifeste disait aussi que le Roi aurait volontiers soumis sa querelle au jugement des électeurs, et que ceux-ci auraient pu y mettre fin, si les anciennes libertés de l'Empire avaient encore subsisté. Il se terminait par ces mots : « Sa Majesté Suédoise déclare solennellement qu'elle a pris les armes, non pour nuire à l'Empire, avec lequel elle a toujours vécu en paix, mais uniquement pour défendre sa liberté et la liberté générale, et pour replacer ses voisins et ses amis dans l'état où ils se trouvaient avant la guerre. »

Chose à remarquer, ce manifeste ne disait presque pas un mot des questions religieuses. Le Roi fit même écrire par le professeur génevois Spanheim un ouvrage, pour prouver qu'il ne faisait pas une guerre de religion. C'est qu'il avait alors à ménager la France, qui voulait seulement une guerre politique.

Ferdinand II répondit au manifeste de Gustave-Adolphe par une lettre qu'il lui adressa de Ratisbonne, le 18 août 1630, et dans laquelle, suivant l'étiquette du temps, il ne lui donnait pas le titre de majesté. Il y exprimait son étonnement de ce que *Sa Dilection* de Suède eût attaqué le Saint-Empire romain sans décla-

ration de guerre, alors surtout qu'on ne lui en avait pas donné la plus légère occasion. Le roi de Suède, en répliquant à l'Empereur, lui donna à son tour le titre de *Dilection,* rejeta la responsabilité de la guerre sur ses adversaires, et se déclara innocent de tout le sang qui serait versé [1].

Un souverain protestant, qui n'eut guère de scrupules en matière de conquêtes, Frédéric II, roi de Prusse, après avoir résumé les griefs de Gustave-Adolphe contre l'Empereur, déclare qu'ils ne pouvaient légitimer son invasion en Allemagne, et il termine par ces mots : « Faut-il que des sujets aussi frivoles arment les nations les unes contre les autres, causent la ruine des plus florissantes provinces, et que l'espèce humaine répande son sang et prodigue sa vie, pour contenter l'ambition et le caprice d'un seul homme [2] ! »

Au moment où le roi de Suède débarquait en Allemagne, l'Empereur avait, sur les bords de la Baltique et dans les provinces voisines de la Poméranie, dans le Mecklenbourg, la Silésie et la Marche de Brandebourg, trente à quarante mille hommes, commandés par un Italien, le feld-maréchal Torquato Conti. Mais cette armée, supérieure en nombre à celle des Suédois, se trouvait malheureusement éparpillée dans de nombreuses garnisons ; et par suite des dévastations qui avaient ruiné le pays, les vivres lui manquaient ; les soldats souffraient de la faim et mendiaient. Wallenstein était loin de là, dans le Midi. De Memmingen, où il avait installé son quartier général, il surveillait la diète de Ratisbonne, prêt à la disperser si l'Empereur lui faisait le moindre signe ; mais il n'avait rien préparé pour repousser l'invasion des Suédois. Menacé de destitution par les électeurs, peut-être n'était-il pas fâché de voir Gustave-Adolphe descendre en Allemagne, les maltraiter eux et leurs partisans, et rendre ainsi nécessaire son maintien à la tête de l'armée. Dans les garnisons du nord, chaque officier ne songeait qu'à lui-même, et, lorsque l'ennemi avançait, laissait le commandement à ses subordonnés.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 544 et suiv. ; *Mercure français,* t. XVI, 2e part., p. 297.

[2] *Œuvres de Frédéric II* (édition de 1789), t. I, p. 55 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. I, Introduction, p. II-VII.

L'armée était en pleine dissolution [1], et Gustave-Adolphe en profita sans retard.

L'Oder, après avoir formé vers la fin de son cours un vaste lac d'eau douce, le *Pommersche-Haff,* se jette dans la mer par trois bras et embouchures : à l'ouest, la Peene, entre la Poméranie et l'île d'Usedom ; au milieu, la Swine, entre l'île d'Usedom et celle de Wollin ; à l'est, la Divenow, entre l'île de Wollin et la Poméranie. Ces trois bras, d'ailleurs peu larges, étaient commandés chacun par une petite place où les Impériaux avaient élevé des retranchements : la Peene, par Wolgast ; la Swine, par Swinemünde ; la Divenow, par Wollin. Après s'être emparé du nord de l'île d'Usedom, Gustave-Adolphe marcha contre des retranchements élevés en face de Wolgast. A son approche, les Impériaux les abandonnèrent avec une telle précipitation, que plusieurs Croates, en montant sur les vaisseaux, tombèrent dans la Peene et s'y noyèrent. Le Roi laissa là Kniphausen avec mille hommes, pour faire le siége de Wolgast, et marcha vers Swinemünde. Les Impériaux en abandonnèrent encore les retranchements pour se replier sur Wollin; puis ils quittèrent Wollin pour se réfugier à Cammin. Enfin, comme Gustave-Adolphe les poursuivait sans relâche, ils évacuèrent aussi Cammin après l'avoir pillée et à moitié détruite. La ville fut aussitôt occupée par les Suédois. Gustave-Adolphe se trouva de la sorte en possession de Stralsund, des trois îles de Rügen, d'Usedom et de Wollin, et des bouches de l'Oder. Ses derrières et ses communications avec la Baltique et avec la Suède se trouvaient désormais assurés.

La première ville qu'il devait maintenant rencontrer était Stettin, place importante, car elle était la capitale de la Poméranie et barrait le cours de l'Oder au point où ce fleuve commence à former le Pommersche-Haff. Peu de temps avant l'arrivée du Roi en Allemagne, le feld-maréchal Conti avait fait diverses tentatives pour décider le duc Bogislas de Poméranie à y recevoir une garnison impériale; mais il avait constamment échoué. Lorsque Gustave-Adolphe se fut emparé des îles d'Usedom et de Wollin, Conti se concentra au midi, à Garz, sur la rive gauche de l'Oder, et fit de là de nouveaux, mais vains efforts pour occuper Stettin. Gustave-Adolphe avançait toujours. Montés sur

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph. König von Schweden*, p. 546.

de nombreux bateaux plats, et poussés par un vent favorable, les Suédois traversèrent le lac, et parurent un samedi, le 20 juillet, deux semaines après leur débarquement, devant les murs de la capitale de la Poméranie. Le duc Bogislas s'y trouvait en personne avec une garnison de quinze cents hommes.

On n'attendait pas Gustave-Adolphe si tôt. Il annonça son arrivée par quelques coups de canon, et rangea son armée en bataille sur ce que l'on appelait alors la place de la Blanchisserie. Le colonel Damitz, qui commandait la garnison, lui envoya immédiatement un trompette, pour lui demander quelles étaient ses intentions, et le menacer d'ouvrir le feu s'il avançait davantage. Gustave-Adolphe répondit qu'il n'avait pas l'habitude de négocier par l'intermédiaire d'un trompette, et que le colonel n'avait qu'à se présenter lui-même. Damitz arriva, accompagné de plusieurs cavaliers du duc. « Je suis venu, leur dit Gustave-Adolphe, pour m'assurer de Stettin, parce que les règles de la guerre et la nécessité me l'imposent. Comme j'ai entrepris cette expédition, non dans mon intérêt, mais dans celui de l'Empire allemand et du duc de Poméranie, je demande à être reçu de plein gré, sinon je saurai trouver avec mes soldats les clefs de la place. » Gustave-Adolphe prétendait donc connaître les intérêts du duc de Poméranie mieux que le duc lui-même, qui lui avait envoyé des ambassadeurs en Suède pour le prier de ne pas débarquer dans ses États. Damitz présenta diverses objections, fondées sur les devoirs de son maître envers l'Empereur. Le Roi lui répondit « qu'il n'avait pas de temps à perdre, et que Sa Grâce ducale ferait bien de venir elle-même auprès de lui, afin qu'on pût s'entendre plus facilement ».

Cependant la curiosité avait attiré une foule de bourgeois. Gustave-Adolphe se mêlait à eux, et leur parlait de l'oppression de l'Empereur, de l'affranchissement de l'Allemagne, de la vraie foi, de ses bonnes intentions. Il promettait de les sauver des tyrans et des voleurs, mais refusait de reconnaître leur neutralité. Au bout d'un moment, le duc de Poméranie arriva, porté dans une litière[1]. Gustave-Adolphe l'embrassa; mais le pauvre duc eut beau exposer les raisons les plus propres à le toucher, il ne put y parvenir. Le Roi lui assura qu'il n'était

[1] Il avait alors cinquante ans.

venu que pour délivrer les Allemands; il insinua en même temps qu'il connaissait bien la faiblesse de la place, et qu'il y entrerait au besoin par force. Apercevant ensuite, de l'endroit où il se trouvait, quelques femmes aux fenêtres du château ducal : « Tous ces beaux défenseurs, dit-il en plaisantant, ne tiendraient pas trois minutes devant une compagnie de mes fantassins de Dalécarlie. » Bogislas demanda un instant pour se concerter avec ses conseillers : on le lui accorda. Il offrit de nouveau de rester neutre. Gustave lui répondit avec colère : « Qui n'est pas pour moi est contre moi. J'ai sauvé la ville de Stralsund par la grâce de Dieu; j'offre d'affranchir vos États des voleurs et des brigands, et, quand cela sera fait, je vous les rendrai. » Puis, faisant allusion à ce que le duc n'avait pas d'enfants, et, dévoilant déjà ses projets de conquêtes, il ajouta en souriant : « Je vous prie de faire mieux à l'avenir dans votre mariage, autrement je vous supplierai de m'adopter pour votre fils et héritier. »

Le duc se résigna, le cœur serré, et Gustave-Adolphe, en le remerciant, l'assura qu'il n'aurait pas à se repentir de sa conduite. Le Roi le fit accompagner dans la ville par une garde d'honneur de deux cents Écossais, qui occupa une des portes, afin d'empêcher, au besoin, le duc de changer d'avis. Les Suédois entrèrent à la suite et prirent possession des retranchements.

Gustave-Adolphe, pour ne pas indisposer les bourgeois, fit camper ses soldats sous la tente. Lui-même refusa d'occuper les appartements qui lui avaient été préparés au château, et passa la nuit à bord d'un navire sur l'Oder. « Un manteau doublé de fourrures pour les généraux, et de la paille pour les soldats, étaient, disait-il, des lits excellents pour les sujets d'un roi qui savait dormir dans un hamac [1] ».

Le lendemain était un dimanche. Gustave, pour plaire aux protestants, entendit trois sermons. Le lundi, il commença à mettre la ville en état de défense, car les remparts se trouvaient dans le plus piteux état. Pour plus de rapidité, il y fit travailler ses soldats, en exigeant seulement de la ville une somme modérée. L'armée suédoise se mit aussitôt à l'œuvre avec une ardeur incroyable.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 547; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 158; *Relation véritable*, etc. (Martin, Paris, 1630); *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 279, 297.

Le Roi s'entendait à merveille à transformer en parties de plaisir les travaux les plus rudes. Un peu de bière suffisait pour récompenser les plus actifs. En quatre jours, la place fut entourée d'un système de retranchements en terre, qui subsista longtemps comme un modèle du genre.

Le jour même de son entrée à Stettin, Gustave-Adolphe imposa au duc Bogislas une alliance défensive perpétuelle entre la Suède et la Poméranie. Chaque partie devait soutenir l'autre en cas d'attaque. Toutes les villes et les places de la Poméranie, que le Roi avait déjà enlevées ou enlèverait aux Impériaux, seraient rendues au duc, mais à la condition que celui-ci n'aliénerait aucune partie de ses États, spécialement l'île de Rügen [1], qu'il nommerait partout des fonctionnaires dévoués à la Suède, et confirmerait les priviléges de Stralsund ainsi que l'alliance de cette ville avec la Suède. Les deux parties contractantes s'engageaient à maintenir dans tous leurs droits l'évêché luthérien de Cammin et son chapitre. Le duc ne devait conclure aucun traité sans le consentement du Roi. Toutes les puissances chrétiennes pouvaient entrer dans cette alliance. Les Poméraniens devaient avoir droit de bourgeoisie en Suède, comme les Suédois en Poméranie. Les monnaies poméraniennes et suédoises auraient cours dans les deux pays. Il était décidé que l'alliance conclue ne changerait rien aux liens qui rattachaient la Poméranie à l'Empereur, à l'Empire et au cercle de haute Saxe; mais cependant, d'un autre côté, aucune alliance ancienne ne pourrait préjudicier à la nouvelle. Ces dernières clauses, évidemment contradictoires, n'avaient pas d'autre but que de tranquilliser la conscience de Bogislas, tout en laissant au Roi pleine liberté d'agir.

Ce traité était tout à l'avantage du roi de Suède; il lui donnait une base d'opération, garantissait sa ligne de retraite, et lui assurait un refuge en cas d'échec. Au fond, le Roi y prenait, à l'égard de la Poméranie, la place de l'Empereur. Cela ne lui suffit pas : Gustave-Adolphe avait encore d'autres vues. Comme le duc n'avait pas d'enfants, et qu'il était probable qu'il mourrait sans en avoir, il se proposait de lui succéder, et de devenir, non plus le suzerain, mais le souverain de la Poméranie. L'article quatorze du traité portait, en effet, que dans le cas où le duc mourrait sans enfants, le

[1] Cette condition était dirigée contre le Danemark.

roi de Suède ou ses héritiers garderaient la Poméranie en gage, jusqu'à ce que le véritable héritier du duc eût été reconnu, et jusqu'à ce que les frais faits par la couronne de Suède eussent été remboursés; et, afin de rendre ce remboursement à peu près impossible, et de perpétuer ainsi la possession par la Suède, il était stipulé qu'on ne pourrait lever aucun impôt sur la Poméranie pour faire ce remboursement. L'héritier véritable était l'électeur de Brandebourg, le beau-frère de Gustave-Adolphe, et l'occupation de la Poméranie ne tendait pas à autre chose qu'à l'en dépouiller[1].

Au printemps de l'année 1631, les États du duché ratifièrent de gré ou de force le traité de Stettin, et la Suède garda la Poméranie. C'est ainsi que le Roi procédait, pour arracher à la tyrannie de l'Empereur les princes protestants de l'Allemagne. C'était un nouveau pas vers la domination complète de la Baltique.

Le traité de Stettin fut suivi de conventions accessoires. La ville s'engagea à payer cinquante mille thalers pour l'entretien de l'armée suédoise; le duché dut payer égale somme, et une partie du produit des droits de douane fut attribuée à la Suède. Stettin recevrait une garnison de quatre mille hommes, et serait administré, pour la police, par les agents du duc, et, pour les affaires militaires, par les officiers du Roi. Bogislas promit aussi d'ouvrir aux Suédois toutes ses places fortes, et entreprit, avec les états, de lever quelques régiments pour le compte du Roi[2].

Toutes ces concessions auraient été un acte de trahison envers l'Empire, si le duc n'y avait été contraint par la force. Il écrivit à l'Empereur, le 24 juillet, pour s'excuser de son alliance avec les Suédois, et l'assurer de son inébranlable fidélité. Il essayait de se justifier, en se plaignant des cruautés commises depuis plusieurs années en Poméranie par les troupes impériales, et de la négligence de leurs généraux, principale cause des rapides progrès des Suédois. Il priait en même temps l'Empereur de rappeler son armée. Après ce qui venait de se passer, le duc ne pouvait pas espérer que cette armée se retirerait sans commettre de nouveaux

[1] Gustave-Adolphe s'appuyait sur un pacte de succession réciproque, qui aurait été conclu au quinzième siècle entre la Suède et la Poméranie.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 550 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 163.

excès. Les Impériaux, pour se venger, brûlèrent partout les maisons et les villages, détruisirent les moulins, les denrées, emmenèrent le bétail, et massacrèrent les paysans. Conti donna l'ordre de mettre à mort tout Poméranien au service de Gustave-Adolphe : le Roi y répondit par l'ordre d'exécuter, comme voleurs, tous les Croates qu'on ferait prisonniers[1].

Cependant l'armée du Roi se renforçait. Le colonel Leslie, qui commandait à Stralsund, le rejoignit avec deux régiments ; Damitz entra à son service avec la garnison poméranienne de Stettin[2] ; Oxenstierna lui envoya par mer des troupes de Prusse, dont sept cents Écossais. Ceux-ci, ayant été jetés à la côte, profitèrent de leur naufrage pour occuper le port de Rügenwalde[3], que leur livra la trahison de son gouverneur poméranien, et ils en massacrèrent la garnison impériale.

Le 24 juillet, une petite place située à l'est de Stettin, Stargard, où commandait le colonel Dufour, et qui contenait les magasins de vivres et de munitions des Impériaux, capitula après une courte attaque du colonel poméranien Damitz ; la garnison se replia sur le camp de Garz. La prise de Stargard rendait difficiles les communications de Garz avec la Poméranie orientale, surtout avec Colberg.

Gustave-Adolphe marcha ensuite contre le camp de Garz, qui lui barrait l'Oder et le chemin vers le sud, et d'où les Impériaux pouvaient, ou l'enfermer dans le delta du fleuve, s'il restait à Stettin, ou se jeter sur ses derrières, s'il marchait en avant. Il n'attaqua pas cependant cette place, la trouvant sans doute trop forte, et un jour qu'il faisait une reconnaissance, accompagné seulement de soixante-dix dragons, il fut surpris par un gros de cuirassiers ennemis placés en embuscade. Les Suédois se défendirent vaillamment ; mais Gustave-Adolphe les voyait tomber les uns après les autres, et il allait lui-même être tué ou fait prisonnier, quand deux cents cavaliers finnois, qui le suivaient de loin, accoururent à toute bride et le sauvèrent[4].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 553 ; *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 317.

[2] Cette garnison forma le régiment qu'on appela le régiment blanc, à cause de la couleur de ses drapeaux.

[3] Entre Danzig et Stettin.

[4] Conti paraît avoir été averti par un officier, nommé Quintin, qui se

Pendant que Damitz s'avançait dans la Poméranie orientale, *Hinter-Pommern,* afin de s'emparer du pays situé entre la Prusse et l'Oder, Kniphausen, que Gustave-Adolphe avait détaché pour assiéger Wolgast, et étendre à l'ouest, vers Stralsund, sa base d'opération, faisait des progrès dans la Poméranie occidentale, *Vor-Pommern* [1]. Les Impériaux s'étaient concentrés à Greifswalde, et surtout à Wolgast, qui barrait l'entrée de la Peene. Kniphausen obligea la ville et le château de Wolgast à capituler le 16 août, au bout de quinze jours de siége ; mais il échoua dans une entreprise contre Greifswalde [2].

Gustave-Adolphe, ne pouvant forcer le camp de Garz, résolut d'envahir le Mecklenbourg. Il venait de gagner pour cela trois alliés : l'administrateur de Magdebourg et les deux ducs de Mecklenbourg. Le margrave Christian-Guillaume de Brandebourg, élu administrateur de Magdebourg, et chassé de cette ville depuis la guerre de Danemark, n'avait pas renoncé à son riche archevêché. Après la publication de l'édit de restitution, il était allé en Suède pour se recommander au Roi. Renvoyé avec de vagues promesses, il se rendit à Hambourg, proposa de là plan sur plan à Gustave-Adolphe pour la conquête de l'Allemagne, et, peu de temps avant que le Roi quittât la Suède, lui envoya à Stockholm un ambassadeur, Jean Stahlmann, pour lui annoncer que les habitants de la ville et de l'archevêché de Magdebourg réclamaient leur ancien souverain, et promettaient de se soulever en sa faveur dès que celui-ci se montrerait à la tête d'une armée suffisante. Christian-Guillaume [3] était décidé à lever une armée de dix mille fantassins et trois mille cavaliers ; mais, l'argent lui manquant, il priait le Roi de le lui fournir. Magdebourg une fois conquis, la guerre, disait-il, serait transportée d'un seul coup de l'Oder

trouvait depuis peu de temps au service de Gustave-Adolphe (voir le *Mercure français,* t. XVI, 2e part., p. 324).

1 Ces noms d'*Hinter-Pommern* (Arrière-Poméranie) et de *Vor-Pommern* (Avant-Poméranie), comme celui de *Vorlande* en Souabe, montrent que les Allemands s'occupaient plus alors de l'Occident que de l'Orient, et qu'ils avaient les yeux tournés vers lui.

2 Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 553, 555, 557.

3 Christian-Guillaume de Brandebourg était frère de Jean-Sigismond, et oncle de l'électeur Georges-Guillaume, qui régnait alors sur le Brandebourg.

sur l'Elbe, et le Roi se trouverait maître de la moitié de l'Allemagne.

Un prince sans États, sans soldats, sans argent, sans capacité militaire, ne pouvait être d'un grand secours pour le roi de Suède. Gustave-Adolphe ne voulut pas cependant le rebuter : il lui conseilla de s'allier avec les princes allemands, ses voisins, de demander de l'argent à ceux qui en avaient, et surtout de ne pas attaquer les Impériaux avant que l'armée suédoise eût fait des progrès en Allemagne. Pour ajouter quelque chose à ses conseils, il offrit de le cautionner pour cent mille thalers, s'il parvenait à trouver un prêteur [1].

Le margrave était trop impatient pour attendre. Aussitôt qu'il eut appris le débarquement du Roi, il se déguisa, et, accompagné de quelques fidèles, entra secrètement le 6 août à Magdebourg. Il y demeura d'abord caché pendant quelques jours, puis, le 10 août 1630, de bon matin, il se rendit au *Rathhaus*, où le conseil municipal était assemblé. Le conseil consentit à le recevoir, mais en ayant soin de ne pas s'engager. C'est que la ville poursuivait un autre but que lui. L'administrateur se proposait en effet de reprendre possession de son archevêché avec le secours et aux frais des bourgeois, tandis que ceux-ci ne songeaient qu'à profiter de l'occasion pour exiger de nouvelles libertés. Il fut donc impossible de s'entendre. Christian, avec quelques soldats levés à crédit, s'empara de Halle, sauf de sa citadelle, le Moritzbourg; mais il n'en resta pas longtemps le maître [2].

Un autre mouvement favorable à Gustave-Adolphe eut lieu à la même époque sur le bas Elbe. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg avaient conseillé aux ducs de Mecklenbourg dépossédés de ne pas se hâter de s'unir au roi de Suède, et d'essayer d'abord de gagner leur cause juridiquement devant la diète de Ratisbonne. D'après eux, le moment était favorable, car l'Empereur pouvait alors céder à un mouvement de crainte, sinon de justice. Les ducs, n'ayant pas obtenu à Ratisbonne leur rétablissement, se tournèrent vers Gustave-Adolphe, et conclurent avec lui

[1] D'après Onno Klopp (*Tilly*, t. II, p. 202), Gustave-Adolphe ne donna jamais cette caution.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 557 et suiv.

une alliance, par laquelle le Roi s'engageait à leur délivrer des patentes suédoises pour lever des soldats, et les ducs, à payer les enrôlements ; ils accordaient en outre à la Suède des droits éventuels sur leur héritage. François-Charles de Saxe-Lauenbourg, frère du duc régnant de ce petit pays, s'offrit à eux comme général, et, avec quelques troupes qu'il mit aussitôt sur pied, s'empara, pendant le mois de septembre, des villes de Boitzenbourg, Lauenbourg et Neuhaus, sur le bas Elbe [1].

Le roi de Suède ne pouvait pas abandonner les rares alliés qui se déclaraient pour lui. Il envoya son maréchal du palais, Thierry de Falkenberg, à Magdebourg, pour remédier à l'inexpérience de l'administrateur, et se disposa lui-même à envahir le Mecklenbourg, et à donner la main, soit à l'administrateur, soit au duc de Saxe-Lauenbourg. Le résultat de cette campagne devait être d'élargir encore sa base d'opération sur la Baltique, de se préparer des quartiers d'hiver, et surtout de prendre pied dans le bassin de l'Elbe [2].

Après avoir laissé dans Stettin le colonel Teufel [3] avec une garnison suffisante pour résister aux attaques de Conti, le Roi vint au commencement de septembre à Wolgast, s'y embarqua avec une partie de son armée, environ six mille hommes, arriva le 20 à Stralsund, et en repartit le 24, dans l'intention d'attaquer par mer l'un des deux grands ports du Mecklenbourg, Rostock ou Wismar. Mais des vents contraires l'ayant retenu jusqu'au 1er octobre, il changea de plan, débarqua à Stralsund, et se dirigea sur Rostock par terre. Gustave-Adolphe n'avançait qu'avec peine : il manquait de vivres, la maladie décimait ses troupes, et, malgré ses premiers succès, les Allemands étaient loin de le regarder comme leur libérateur, et ils l'aidaient le moins possible. Les Suédois prirent en passant Dammgart, petite ville sur la Recknitz, rivière qui sépare le Mecklenbourg de la Poméranie, puis Ribnitz. De là le Roi adressa aux états de Mecklenbourg une proclamation, pour les inviter, sous les peines les plus sévères, à se soumettre aux deux ducs, leurs souverains légitimes, à saisir comme voleurs, ennemis de Dieu et persécuteurs de

1 Gfrörer, *Gustav Adolph, Konig von Schweden*, p. 560.
2 G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 185.
3 Horn, d'après G. Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 185).

l'église évangélique, tous les soldats ou partisans de Wallenstein, et, en cas de résistance, à les mettre à mort.

Une proclamation semblable avait été envoyée à la bourgeoisie de Rostock. Cette ville jouissait d'un privilége que les Impériaux avaient respecté jusqu'alors, celui de ne pas loger de troupes. Lorsque la marche de Gustave-Adolphe fut connue, un fort détachement de cavaliers impériaux parut devant Rostock, et demanda l'autorisation de traverser la ville, sous prétexte d'aller défendre Demmin [1]. Le conseil municipal y consentit ; mais les soldats, une fois entrés, s'emparèrent des portes, firent sauter les chaînes qui barraient les rues, et désarmèrent les habitants. Rostock reçut ainsi une garnison, et le Roi, ne pouvant plus s'en emparer, renonça à son expédition, et revint à Stralsund [2].

Les soulèvements sur le bas Elbe et à Magdebourg, dont le Roi pensait profiter, avaient également échoué. Pappenheim, envoyé à la tête de six mille hommes contre le duc de Saxe-Lauenbourg, qui commandait les troupes mecklenbourgeoises, le refoula peu à peu sur Ratzebourg [3] où il l'obligea à se rendre à discrétion. Les ducs de Mecklenbourg pouvaient d'autant moins nier leur participation à cette levée de boucliers, qu'un chariot de poudre, envoyé par eux, était tombé aux mains des Impériaux. Ils se réfugièrent à Lübeck ; mais les bourgeois de cette ville, craignant qu'on ne leur fît un crime de leur donner l'hospitalité, les obligèrent à partir [4].

L'entreprise de l'administrateur de Magdebourg ne réussit pas mieux que celle du duc de Lauenbourg. Le conseil de Magdebourg refusa même de recevoir ses soldats dans la ville, et le malheureux administrateur, qui s'était imaginé que le roi de Suède n'était passé en Allemagne que pour le rétablir dans son archevêché, se plaignait qu'il ne lui eût pas fourni tout l'argent nécessaire et qu'il n'eût pas paru devant Magdebourg avec son armée. Ces récriminations découragèrent les habitants, et leur firent mépriser leur souverain. A ces fautes politiques le margrave

[1] Au sud de Stralsund.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 560; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 186.

[3] Capitale du duc régnant, Auguste de Saxe-Lauenbourg.

[4] Gustave-Adolphe envoya un vaisseau dans la Trave pour se mettre à la disposition des ducs.

joignit des fautes militaires, car, au lieu de concentrer toutes ses forces et tous ses approvisionnements à Magdebourg, comme le lui avait conseillé Gustave-Adolphe, il les dispersa et les envoya de côté et d'autre, tant il avait hâte de prendre possession des diverses places de ses États. Il en résulta que ses soldats essuyèrent plusieurs défaites, et que beaucoup de vivres et de munitions tombèrent au pouvoir des Impériaux. Enfin ses troupes, ne recevant aucune solde, perdirent toute discipline, pillèrent partout, et furent mises en déroute chaque fois que l'ennemi les rencontra. A la fin de décembre, Pappenheim, qui venait de battre le duc de Lauenbourg, acheva leur défaite et reprit Halle.

L'administrateur appela encore Gustave-Adolphe à son secours; mais celui-ci, après l'insuccès de sa campagne dans le Mecklenbourg, ne pouvait s'avancer du côté du sud, sans s'exposer à voir couper ses communications avec la Baltique et avec la Prusse d'où lui arrivaient des renforts. Il se borna à envoyer à Christian quelques lettres de change sur Hambourg [1].

Conti, toujours campé à Garz, avait fait plusieurs tentatives pour s'emparer de Stettin pendant l'absence du Roi. Repoussé chaque fois, il voulut au moins faire lever le siége de Colberg, le seul port de la Poméranie orientale que les Impériaux possédassent encore; mais il échoua, et cette forteresse tomba au pouvoir de l'ennemi [2]. Quant aux ports de Rostock et de Wismar, le Roi les fit bloquer par sa flotte. Les villes hanséatiques montrèrent en général peu de sympathie pour les Suédois; elles entravèrent les enrôlements qu'ils essayaient de faire sur leur territoire, et causèrent toutes sortes d'ennuis à leur plénipotentiaire Salvius. Un navire de guerre de Wallenstein, le *Roi David,* s'étant réfugié dans le port de Lübeck, et l'amiral suédois Blume l'ayant réclamé, le conseil municipal refusa de le livrer [3].

Gustave-Adolphe se prépara, dans le mois de décembre, à enlever le camp des Impériaux à Garz, et à livrer une bataille, afin de se procurer de meilleurs quartiers d'hiver. Pendant qu'il recevait des renforts de Prusse, l'armée de Conti s'affaiblissait par l'indiscipline des soldats et par la rigueur exceptionnelle de l'hiver. Après

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 562 et suiv.
[2] Quelques mois plus tard, le 12 mars 1631.
[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 565.

avoir gaspillé les ressources du pays, les Impériaux n'y trouvaient plus même le nécessaire. Ils manquaient de pain, de vêtements, de munitions, de fourrage; chaque jour la faim et le froid poussaient dans le camp du Roi de nombreux déserteurs. Quant aux Suédois, habitués à un climat plus rude, et d'ailleurs plus chaudement vêtus, grâce à des peaux de mouton que Gustave leur avait fait distribuer, ils supportaient avec facilité l'hiver d'Allemagne. Conti, voyant son armée se fondre, essaya de lui procurer quelque repos, en demandant au Roi de suspendre les hostilités pendant la mauvaise saison. « Sans doute, lui disait-il, la paix allait être conclue, et si, contre toute attente, elle ne l'était pas, on continuerait bravement la guerre au printemps. » Mais Gustave-Adolphe lui fit répondre « que les Suédois étaient aussi bons soldats l'hiver que l'été, et qu'ils n'avaient pas l'habitude de chasser de pauvres gens de chez eux, pour s'établir dans des quartiers d'hiver. Les Impériaux feraient ce que bon leur semblerait; pour les Suédois, ils songeaient à toute autre chose qu'à se reposer. » Prévoyant que, dans de pareilles conditions, l'armée impériale ne pourrait que périr en Poméranie, Conti se démit de son commandement, et fut remplacé par Haimbald de Schaumbourg. Ce nouveau général, pour échapper à la famine, mit une partie de ses troupes en quartiers d'hiver à Pyritz[1] et dans les environs, laissa deux mille cinq cents hommes, la plupart fantassins, à Greifenhagen[2], et resta lui-même à Garz avec le gros de l'armée.

Informé de ce qui se passait, et sachant l'armée impériale disséminée, Gustave ordonna un jour de jeûne et de prières, puis partit de Stettin le 2 janvier 1631, pour attaquer d'abord Greifenhagen, et ensuite Garz. Douze régiments d'infanterie et quatre-vingt-cinq cornettes de cavalerie remontèrent la rive droite de l'Oder, pendant que l'artillerie, accompagnée par des mousquetaires, suivait dans des bateaux plats. Les Suédois arrivèrent le lendemain soir devant Greifenhagen, sans avoir rencontré l'ennemi. Pendant la nuit, les canons furent débarqués, mis en batterie, et le 4 janvier[3], vers trois heures du matin, quatre-vingts pièces ouvrirent le feu. Le

[1] A l'est de Garz.
[2] Entre Stettin et Garz.
[3] 25 décembre 1630, et jour de Noël, pour les protestants.

commandant de la place, Ferdinand de Capoue, n'attendit pas l'assaut : il quitta la ville pour se retirer sur Garz; on le poursuivit, et comme il commandait l'arrière-garde, il fut blessé et fait prisonnier avec trois officiers et quelques centaines d'hommes. Les prisonniers de marque se rachetaient alors en payant des rançons proportionnées à leur grade et à leur fortune, ce qui était pour le vainqueur une source importante de revenus. Gustave-Adolphe envoya à Teufel, colonel de sa garde du corps, les officiers faits prisonniers; mais Ferdinand de Capoue mourut bientôt de ses blessures à Stettin. Il s'était vanté, quelques jours avant sa défaite, de prendre cette ville d'assaut, d'en châtier les habitants pour s'être livrés au Roi, et de jeter les Suédois dans la Baltique. La haine du pays, qu'il avait pillé, le suivit jusque dans la tombe.

De Greifenhagen les Suédois marchèrent sur Garz. Schaumbourg n'attendit pas non plus leur attaque : le 6 janvier, dès qu'ils parurent, il partit, après avoir fait sauter le *Rathhaus,* mis le feu à la ville, et jeté les approvisionnements dans l'Oder. Les Impériaux se retirèrent au midi, partie à Landsberg [1], partie à Francfort-sur-l'Oder. Quatorze cents cavaliers impériaux, qui se trouvaient à Pyritz, abandonnèrent la place dès qu'ils apprirent la retraite de Schaumbourg. Cependant les Suédois poursuivirent partout les fuyards, faisant grâce aux Allemands, mais massacrant les Croates. Un détachement d'Impériaux allait être atteint près de Cüstrin [2] : l'électeur de Brandebourg le sauva, en lui faisant ouvrir les portes de cette forteresse [3].

Après son départ de Garz, Schaumbourg écrivit à Tilly « qu'il ne lui restait plus que huit mille fantassins valides, quatre mille chevaux, douze canons, peu de munitions, pas de vivres. Les villages étaient ruinés et déserts; les paysans s'étaient réfugiés dans les places fortes avec ce qu'ils avaient pu sauver de plus précieux, et si l'on n'envoyait pas au moins trois régiments, Landsberg et Francfort-sur-l'Oder, où se trouvaient les débris de l'armée impériale, ne tarderaient pas à succomber. »

[1] Forteresse sur la Wartha.

[2] Forteresse au confluent de l'Oder et de la Wartha.

[3] Gustave-Adolphe parvint à faire rentrer chez eux une partie des paysans qui s'étaient enfuis (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 584).

Le premier jour de l'année 1631 [1], le Roi fit célébrer à Stettin un service d'action de grâces. Il occupait toute la Poméranie, à l'exception de Colberg et de Greifswalde, et possédait tous les rivages de la Baltique, sauf le Mecklenbourg. Il était surtout maître de l'Oder, c'est-à-dire de l'une des principales routes par lesquelles il pouvait pénétrer en Allemagne, car à cette époque les fleuves étaient, sinon les seules voies de communication, du moins les plus commodes, surtout pour des armées dont le matériel ne se transportait que très-difficilement dans des chemins rares, étroits et mal entretenus. En une seule campagne de six mois, le roi de Suède avait vaincu l'une des deux armées de l'Empire, la plus faible, il est vrai, car la meilleure, celle de Tilly, n'avait pas encore paru [2].

Cependant, malgré ses succès, Gustave-Adolphe n'avait encore aucun parti sérieux en Allemagne. Le duc de Poméranie, les deux ducs de Mecklenbourg, le margrave de Brandebourg, administrateur de Magdebourg, s'étaient seuls déclarés plus ou moins volontairement pour lui. Mais ces souverains sans États, vaincus d'ailleurs, ne pouvaient lui fournir aucun appui.

De tous les princes allemands, l'électeur de Saxe était celui dont le roi de Suède désirait le plus l'alliance, car il était le chef des luthériens en Allemagne. Gustave-Adolphe lui écrivit plusieurs fois, et lui envoya en septembre 1629 son secrétaire, Philippe Sattler, pour le sonder et le gagner à sa cause. Mais Jean-Georges était encore trop attaché à la maison d'Autriche pour rompre avec elle; il se borna à signer la lettre du 10 août 1630, par laquelle le collége électoral répondit à celle que Gustave-Adolphe lui avait adressée le 17 avril (1620). Une nouvelle tentative que fit le Roi, par l'intermédiaire de l'administrateur de Magdebourg, ne réussit pas mieux [3].

Le propre beau-frère de Gustave, l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg, reculait également devant une alliance avec la

[1] Suivant le calendrier julien : 10 janvier suivant le calendrier grégorien.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, Konig von Schweden*, p. 566 et suiv.

[3] *Id.*, *ibid.*, p. 569 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 215, 217, 220, 237.

Suède. Il n'oubliait pas la conduite de Gustave-Adolphe en Prusse[1], et le traité de Stettin, qui le dépouillait de son droit d'héritage sur la Poméranie. La diète brandebourgeoise était opposée, comme l'électeur, à une alliance avec la Suède[2]. Mais on manquait à Berlin de volonté comme de force. Dès que le Roi eut débarqué en Allemagne, l'électeur lui envoya un ambassadeur du nom de Wilmersdorff, pour lui demander de reconnaître sa neutralité, et pour lui offrir sa médiation afin de faire conclure la paix entre la Suède et l'Empereur. Le Roi ne put s'empêcher de sourire de la naïveté de son beau-frère. Il répondit qu'il avait passé le Rubicon, et que la paix était impossible. Quant à sa conduite en Poméranie, il prétendit la justifier par une citation tirée d'un passage de la Bible au livre de Ruth[3].

On tenait d'autant plus à Berlin à demeurer neutre, qu'on y étalait un luxe insensé, malgré les malheurs du temps, et qu'on n'était pas prêt à faire la guerre[4]. Le chef du parti de la neutralité, le ministre comte de Schwartzenberg, pensait qu'une alliance avec la Suède serait toute au désavantage des princes allemands. En effet, si Gustave-Adolphe l'emportait, les princes ne feraient que changer de maître, et prendre, à la place d'un suzerain allemand comme eux, un suzerain étranger et pour cela plus exigeant. Si, au contraire, il était vaincu, et qu'ils l'eussent secouru, ils auraient à redouter la colère de l'Empereur. Schwartzenberg émettait donc l'avis de former, avec tous les États évangéliques de l'Empire, un tiers parti, qui resterait neutre entre la Suède et l'Autriche, et qui pourrait ensuite imposer sa médiation[5]. Ferdinand II, du reste, avait autorisé l'électeur de Brandebourg à ouvrir des négociations avec Gustave-Adolphe.

[1] Voir ci-dessus, p. 21.

[2] La diète de Brandebourg refusait des subsides à l'électeur ; il est vrai que celui-ci n'en faisait guère bon usage : ainsi il acheta deux chiens lévriers au prix de huit mille thalers (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 305).

[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 570 ; G. Droysen, qui rapporte en détail cet entretien, ne parle pas de la citation (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 224-228).

[4] Gfrörer fait observer que les Berlinois sont en partie Slaves, et que c'est pour cela qu'ils aiment le luxe, tandis que les Allemands ne songent qu'au positif et à l'économie (*Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 570).

[5] Ce fut ce que l'électeur de Saxe essaya de faire, peu de temps après, au congrès de Leipzig.

Mais le roi de Suède ne voulut pas entendre parler de neutralité. Sa pensée fondamentale était d'entraîner à sa suite tous les princes protestants, et de faire du protestantisme un drapeau qui abriterait ses conquêtes. Aucun d'eux ne devait rester neutre. « Il y a lutte entre Dieu et le diable, disait-il; si l'électeur tient pour Dieu, qu'il vienne à moi; s'il tient pour le diable, qu'il me combatte : il n'y a pas de milieu. »

Le roi de Suède, pour ne pas rompre, offrit cependant de reconnaître la neutralité du Brandebourg, mais à des conditions inacceptables. Il exigeait, en effet, que l'électeur le traitât comme il traitait l'Empereur, et, en conséquence, le laissât traverser ses États, et lui fournît de l'argent et des vivres. Une telle neutralité était inadmissible. L'électeur, étant membre de l'Empire, ne pouvait pas traiter le roi de Suède de la même manière que l'Empereur, son suzerain.

Quant à la Poméranie, le Roi refusa absolument de s'en dessaisir. « Mes mains ont des yeux, disait-il; elles croient ce qu'elles voient[1]. » En d'autres termes, Gustave-Adolphe n'avait aucune confiance dans les princes allemands, et il avait raison. Les princes le considéraient comme un conquérant, et non comme un libérateur : ils ne devaient céder qu'à la force.

Le Roi, qui savait qu'à Berlin Schwartzenberg seul montrait quelque énergie, s'efforça de l'intimider, de le renverser, ou de le gagner. Il ravagea d'abord ses terres, le fit décrier ensuite par des agents, qui le représentèrent comme un traître à la solde de l'Empereur et des jésuites, et lui offrit enfin une forte somme d'argent, s'il décidait l'électeur à embrasser le parti de la Suède : Schwartzenberg demeura inébranlable[2].

Quelque temps après, des plénipotentiaires des comtes d'Oldenbourg et de Frise orientale parurent au camp suédois, pour demander aussi la neutralité. Le Roi leur en témoigna un mécontentement encore plus vif qu'aux plénipotentiaires du Brandebourg, et leur déclara qu'il ne l'accorderait que si les troupes impériales et bavaroises évacuaient l'Oldenbourg et la Frise, et si les deux comtes étaient relevés par l'Empereur et par la Ligue de leurs

[1] Heyne, *Der Kurfürstentag zu Regensburg von* 1630, p. 140.
[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 570 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 223 et suiv., 230, 245, 253.

obligations envers l'Empire; en un mot, si leur neutralité était complète, et si, en outre, les comtes se trouvaient en état de la faire respecter. Les ambassadeurs retournèrent chez eux, au commencement de novembre 1630, sans que rien eût été décidé [1]. Le duc Georges de Lünebourg négociait aussi, mais avec si peu de confiance, qu'il ne signa un traité qu'en avril 1631, c'est-à-dire lorsque le roi de Suède eut pris Francfort-sur-l'Oder, occupé une partie du Mecklenbourg, et surtout signé le traité de Berwalde avec la France [2].

Il en fut de même pour le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel, fils de Maurice. Criblé de dettes, ayant ses États occupés par les armées de Wallenstein et de Tilly, gravement atteint par l'édit de restitution, et avec cela dépensant toujours des sommes folles pour ses plaisirs, il ne pouvait échapper que par la guerre à sa position gênée. Au printemps de l'année 1628, il s'était rendu à Prague, auprès de l'Empereur, pour lui demander quelque allégement à ses charges; mais il n'avait rien obtenu. En 1629, il entra en correspondance avec Gustave-Adolphe, puis vint secrètement en Hollande, à la cour du Palatin alors presque oublié. Il s'y entretint avec le colonel suédois Thierry de Falkenberg, sans prendre toutefois aucun engagement, et évita de se compromettre pendant les premières séances de la diète de Ratisbonne, et tant qu'il espéra quelque avantage de ce côté. N'ayant rien obtenu de la diète, il se décida, quoiqu'il fût le premier membre laïque du collége des princes de l'Empire, à conclure avec le roi de Suède une alliance offensive et défensive. Hermann Wolf, son envoyé, présenté au Roi à Stralsund le 2 novembre 1630, lui déclara que le landgrave était prêt à livrer aux Suédois les principales forteresses de ses États : Ziegenhain et Cassel. Plus tard, et aussitôt que cela serait possible, il leur mènerait des troupes. Le landgrave demandait au Roi, en échange, de ne conclure aucune paix, sans donner satisfaction aux griefs de la maison de Hesse-Cassel, et sans la replacer dans l'état où elle se trouvait avant les guerres de Bohême et du Palatinat. C'était offrir peu, et demander beaucoup. Gustave-Adolphe répondit qu'il était décidé à combattre en per-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 572.
[2] *Id.*, *ibid.*, p. 569.

sonne, à vaincre ou à mourir, et que les princes allemands devaient faire de même. Wolf manquait de pouvoirs suffisants; le 19 novembre 1630, on posa néanmoins les bases d'une alliance, dans laquelle le landgrave s'engagea à faire entrer les États protestants du sud de l'Allemagne : le duc de Würtemberg, le margrave de Brandebourg-Culmbach, les comtes du Wetterau, les ducs Guillaume et Bernard de Weimar, les villes de Nürenberg, de Francfort-sur-le-Main et de Strasbourg; Gustave-Adolphe se réservait l'entière direction de la guerre; les alliés devaient lui ouvrir toutes leurs forteresses, et lever une armée d'au moins dix mille hommes. Par contre, la couronne de Suède promettait de rétablir ses alliés dans tous les droits dont ils jouissaient avant la guerre, et de leur garantir la possession de toutes les conquêtes qu'ils feraient avec leurs propres troupes dans les pays de la Ligue. Ce projet d'alliance n'eut pas de suite pour le moment. Le landgrave de Hesse-Cassel, informé de l'approche du comte Jean de Nassau-Siegen, à la tête de dix mille Impériaux, prit peur et ne conclut pas encore. Il entra dans le tiers parti qui se forma à Leipzig, et ce fut seulement après la dissolution de ce tiers parti que le landgrave signa un traité avec Gustave-Adolphe, au camp de Werben, le 22 août 1631 [1].

Rencontrant si peu d'écho en Allemagne, Gustave-Adolphe n'était pas sans inquiétude pour l'avenir. Il manquait surtout d'argent [2], et ne recevait presque rien de la Suède. Ne pouvant payer exactement ses soldats, il en était réduit à les flatter; il leur prodiguait des saluts, les appelait ses frères, leur promettait de bons quartiers, supportait leurs grossières plaisanteries, et allait jusqu'à se laisser tutoyer par eux. Le traité de Berwalde, conclu avec la France, lui permit, seul, de continuer la guerre.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 574-576; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 305.

[2] L'entretien de ses troupes lui coûtait trois mille thalers par jour (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 577).

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE BERWALDE, LE CONGRÈS DE LEIPZIG ET LA RUINE DE MAGDEBOURG.

1631.

Traité de Berwalde. — Difficultés d'étiquette ; le traité est signé (23 janvier 1631). — Colère du roi de Suède contre Charnacé.

Gustave-Adolphe repousse un armistice proposé par Tilly. — Tilly concentre les troupes impériales, et vient d'Halberstadt à Francfort-sur-l'Oder (fin janvier 1631).

Seconde expédition de Gustave-Adolphe dans le Mecklenbourg (2 février 1631); il prend Demmin (25 février). Colberg, dans la Poméranie orientale, capitule (12 mars). — Inaction de l'électeur de Brandebourg. — Excès des Suédois. — La diète de Poméranie demande le départ des Suédois (fin février 1631).

Tilly s'avance de Francfort-sur-l'Oder jusqu'à Brandebourg (15 février), marche contre le Roi et Horn, pour les battre séparément. — Arrêté par Kniphausen à Nouveau-Brandebourg, il ne peut les surprendre. — Gustave-Adolphe se retranche à Schwedt-sur-l'Oder. — Tilly marche sur Magdebourg pour attirer le Roi.

Gustave-Adolphe prend Francfort-sur-l'Oder (13 avril 1631). — Les Suédois occupent *Crossen*. — Gustave-Adolphe prend *Landsberg* (26 avril).

Congrès de Leipzig (du 20 février au 13 avril 1631). — L'électeur de Saxe, son caractère, ses mœurs. — Hoe de Hoenegg, Arnim. — Le congrès ne prend aucune mesure décisive. — Colloque religieux. — Chemnitz à Leipzig. — Adresse du congrès à l'Empereur (28 mars). — Lettre de l'électeur de Saxe à l'Empereur (14 avril). — Triste situation des armées catholiques. — Tilly, Pappenheim, les officiers italiens. — *Assemblée de la Ligue à Dinkelsbühl* (mai-juin 1631).

Gustave-Adolphe force l'électeur de Brandebourg à lui livrer Cüstrin et Spandau (14 mai 1631). — Il ne peut décider l'*électeur de Saxe* à s'allier avec lui et à lui livrer le pont de Dessau.

Siége de Magdebourg par Tilly : prise et incendie de la ville (20 mai 1631).

Au commencement de l'année 1631, Gustave-Adolphe se trouvait à son quartier général de Berwalde, petite ville située au nord de Cüstrin, lorsque le plénipotentiaire français Charnacé vint renouer avec lui les négociations qui avaient échoué l'année pré-

cédente. Elles aboutirent cette fois, grâce aux concessions de la France. Charnacé avait refusé jusqu'alors de donner à Gustave-Adolphe le titre de roi, la couronne de France ne l'accordant pas aux souverains qui, comme ceux de Danemark, de Pologne et de Suède, tenaient leur trône du consentement de leurs États plutôt que de leur naissance; or Gustave-Adolphe avait déclaré, dans une lettre adressée de Stralsund au roi de France le 27 septembre 1630, qu'il cesserait de négocier, si on lui contestait un titre qui lui appartenait. Charnacé céda, mais il émit la prétention de placer le nom de son maître le premier sur les deux originaux du traité. Gustave-Adolphe refusa, et l'ambassadeur céda encore; on convint que le nom de Louis XIII serait mis le premier sur l'original français, et le nom de Gustave-Adolphe le premier sur l'original suédois [1].

Ce ne fut pas sans peine que Charnacé obtint du Roi qu'il reconnaîtrait la neutralité de la Ligue et de l'électeur de Bavière; et si Gustave-Adolphe finit par y consentir, ce fut à des conditions moins favorables que celles de l'année précédente; le succès avait accru ses exigences. Le 23 janvier 1631, le traité fut signé à Berwalde.

Ce traité avait pour but de protéger les amis communs des deux royaumes; d'assurer la sécurité de la Baltique et de la mer du Nord [2], et la liberté du commerce; de rétablir les droits des États du Saint-Empire romain qui étaient opprimés; de raser les forteresses élevées, soit sur les rivages des deux mers, soit dans la Valteline et le pays des Grisons; et en général, de replacer toutes choses dans l'état où elles se trouvaient avant que la guerre eût éclaté en Allemagne. L'ennemi ayant refusé jusqu'à ce jour de donner satisfaction aux justes plaintes qu'on lui adressait, il fallait recourir à la force; c'est pourquoi les rois de Suède et de France s'engageaient : le roi de Suède, à conduire en Allemagne et à y entretenir une armée de trente mille fantassins et six mille cavaliers, et le roi de France, à lui fournir chaque année un subside d'un million de livres, payable par moitié, les 15 mai et 15 novembre, à Paris ou à Amsterdam.

[1] Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. X (VI), p. 600; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 255.
[2] Ou d'Allemagne, et appelée alors l'Océan.

Les deux souverains s'autorisaient réciproquement à enrôler des soldats et des marins dans leurs États, et à s'y procurer des vaisseaux et des munitions. Ils se livreraient les criminels et les déserteurs ; et s'il plaisait à Dieu de bénir les armes du roi de Suède, celui-ci respecterait les droits de l'Empire dans tous les territoires conquis, et n'interdirait l'exercice de la religion catholique dans aucun des pays où cet exercice se trouverait établi.

Les autres puissances, allemandes ou étrangères, pourraient accéder au traité. On observerait la neutralité à l'égard de la Ligue et du duc de Bavière, s'ils l'observaient de leur côté. Aucun des alliés ne signerait de paix sans le consentement des autres. L'alliance était conclue pour cinq ans environ, du 23 janvier 1631 au 1er mars 1636. Comme le roi de Suède avait déjà fait de grandes dépenses, la France lui payerait en lettres de change, le jour de la signature, trois cent mille livres en sus de la somme annuelle fixée.

La neutralité stipulée en faveur de la Bavière n'avait au fond rien de sérieux, puisque, suivant l'article qui voulait que toutes choses fussent replacées en Allemagne dans l'état où elles se trouvaient avant la guerre, Maximilien devait perdre, avec la dignité électorale, la partie du Palatinat qui lui avait été cédée [1]. Après avoir énuméré les conditions du traité de Berwalde, le *Soldat suédois* ajoute : « De là les Suédois infèrent que la guerre de leur Roi n'est pas guerre de religion, mais guerre d'État, fondée sur des raisons politiques [2]. »

Malgré le désir qu'avait exprimé Charnacé, que le traité fût d'abord tenu secret, Gustave-Adolphe le fit aussitôt imprimer et répandre, afin de relever le courage des protestants et de les attirer à lui. Au milieu de sa joie il éprouva une déception : Charnacé ne lui avait pas accordé tout l'argent que ses pouvoirs l'autorisaient à accorder. Informé de cela par des huguenots français, qui lui servaient d'espions à Paris, le Roi fit venir l'ambassadeur, et le menaça de sa vengeance, s'il ne modifiait pas le traité, et s'il ne promettait pas tout ce qu'il était autorisé à promettre. Malheureusement pour lui, la colère le fit parler trop

[1] Le traité lui donnait seulement le titre de duc. La même clause du traité conduisait aussi au retrait de l'édit de restitution.

[2] *Le Soldat suédois*, édition P. Albert, p. 6.

longuement ; Charnacé, d'abord interdit et sur le point de céder, eut le temps de se raviser, et il se tira d'affaire, moins en honnête homme qu'en diplomate, en niant ses pouvoirs [1].

Peu de jours avant le traité de Berwalde, Tilly avait proposé au roi de Suède un armistice de quatre mois, qui permettrait de négocier. Ce fut surtout pour empêcher cet armistice que Charnacé hâta la signature du traité. Gustave-Adolphe, aussitôt le traité signé, fit effectivement savoir à Tilly qu'il repoussait l'armistice ; il ne songeait plus à la paix, depuis qu'il pouvait continuer la guerre.

A la nouvelle de l'abandon des retranchements de Garz et de la retraite de Schaumbourg, Tilly, devenu généralissime de l'Empereur, avait donné l'ordre à toutes les garnisons de la Ligue, disséminées sur le bas Rhin, dans la Frise orientale, en Souabe et en Franconie, de le rejoindre dans la basse Saxe. Lorsqu'il apprit que le Roi repoussait l'armistice, il comprit que le danger approchait, et se rendit lui-même, avec quatre régiments, d'Halberstadt à Francfort-sur-l'Oder, pour y rallier les débris de l'armée de Schaumbourg, et y réunir des vivres et des munitions (fin janvier 1631) [2].

Gustave-Adolphe n'avait pas encore l'intention d'en venir aux mains avec Tilly. Avant de continuer sa marche dans le sud, il voulait, pour élargir et fortifier encore sa base d'opération, achever la conquête des bords de la Baltique, et pour cela recommencer l'expédition du Mecklenbourg, qui avait échoué l'année précédente.

Après avoir renforcé le corps d'armée qui assiégeait Colberg, et laissé au feld-maréchal Gustave Horn le commandement de la Poméranie, le Roi partit de Stettin, en plein hiver (2 février 1631), à la tête de onze ou douze mille hommes, et, laissant le bord de la mer, il occupa successivement Prenzlow, Nouveau-Brandebourg, Treptow et Klempenow ; partout les garnisons se rendirent. L'armée arriva ensuite devant le château de Loitz, que son commandant espagnol, Pedro Peralta, se hâta de livrer, après avoir

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 580 et suiv. ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 255 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI, p. 600 ; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 469 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VI, p. 535.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 584, 593.

juré la veille de le défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang. Comme il paraissait devant Gustave-Adolphe, pour en recevoir les conditions de la capitulation, un officier suédois demanda au Roi la permission de prendre une belle chaîne d'or que Peralta portait au cou; le Roi y consentit, et la chaîne fut enlevée en sa présence.

La petite ville de Demmin, située dans une forte position au confluent de trois rivières, et protégée par un château entouré de marais, aurait pu avec sa garnison, qui se composait de trois régiments, se défendre longtemps pendant la belle saison; mais au mois de février la glace était si épaisse, qu'elle pouvait porter même de l'artillerie; les rivières, au lieu d'empêcher l'attaque, la facilitaient. Toutefois la lâcheté du commandant, prince Savelli, fut encore la principale cause de la reddition. Il s'était fait un trésor avec le produit de ses pillages, et n'avait pas d'autre souci que d'obtenir une capitulation qui lui permettrait de l'emporter. Il se rendit le 25 février, après une résistance de quatre jours. Le Roi le laissa sortir avec armes et bagages, à la condition que les troupes de la garnison ne l'attaqueraient pas avant trois mois, et il lui fit bon accueil, afin d'encourager les autres commandants de place à l'imiter; mais, le prince à peine éloigné, il dit à son entourage qu'il l'aurait fait mettre à mort, s'il eût été à son service.

Tilly avait donné à Savelli l'ordre de résister dans Demmin au moins trois semaines, et, s'il était obligé de capituler, de se replier au nord, sur Rostock. Savelli n'en tint aucun compte; après s'être rendu presque sans résistance, il trouva plus prudent de se retirer au midi, sur les bords de l'Elbe. Tilly, furieux de sa désobéissance, lui ordonna de quitter l'armée pour aller rendre compte de sa conduite à Vienne, et écrivit à l'Empereur de le punir et de faire un exemple; mais Ferdinand était faible, et Savelli en fut quitte pour un court emprisonnement, après lequel il rentra en faveur [1].

De Demmin, qui était devenu le quartier général du Roi, un des généraux suédois, Baner, fit une expédition contre Greifswalde. Ce port ne se rendit que le 26 juin, après la mort de son

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 585 et suiv. G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 265, 268.

commandant Perusi[1] et une vaillante défense. La possession de Greifswalde assurait celle de la Poméranie occidentale [2].

Vers la même époque, Colberg se rendit aussi. Cette place forte, défendue par Franz de Mörs, était assiégée par le colonel suédois Boëtius, qui avait remplacé Speerreuter. Malgré la famine dont souffraient ses troupes, Mors repoussa d'abord toutes les propositions de capitulation, parce qu'il savait que Tilly avait chargé le commandant impérial de Wismar de lui envoyer par mer des vivres et des renforts. Mais les ordres de Tilly ne furent pas exécutés à temps, et le 12 mars au matin, Mörs, à bout de ressources, sortit de Colberg avec les honneurs de la guerre. On avait refusé cependant de lui laisser emporter ses drapeaux, et cela afin de décider plus facilement les soldats de l'Empereur à entrer au service du roi de Suède. Il était alors admis, en effet, que les troupes pouvaient, sans violer leur serment, suivre leurs drapeaux et passer au service de l'ennemi qui s'en était emparé. Cependant quatre cents soldats seulement consentirent à rester avec les Suédois; les autres, malgré les menaces qu'on leur adressa, refusèrent d'entrer à leur service, et se retirèrent à Landsberg.

Trois jours après la reddition de Colberg, les vaisseaux qui apportaient de Rostock et de Wismar des renforts et des vivres parurent sur la rade. Retenus longtemps par des vents contraires, ils arrivaient trop tard pour sauver la place, et durent se retirer. Les Suédois trouvèrent dans Colberg cinquante-quatre canons et des munitions. La prise de cette place leur assurait la possession de toute la Poméranie orientale [3].

L'électeur de Brandebourg n'avait absolument rien fait pour défendre un pays qui devait lui revenir en héritage, et les malheureux habitants de la Poméranie ne furent pas mieux traités par les Suédois qu'ils ne l'avaient été par les Impériaux. Gustave-Adolphe prit cependant des mesures pour assurer la discipline (mars 1631) : il défendit à ses soldats, sous peine de

[1] N'ayant pas d'argent, Perusi battit monnaie avec de l'étain (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 270).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 589, 631.

[3] *Id., ibid.*, p. 585, 588; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 274; *Mercure françois*, t. XVII, 1re part., p. 480.

mort, de s'attaquer aux églises, aux écoles, aux hôpitaux, de maltraiter les ecclésiastiques, ou de troubler l'exercice du culte; il décida que les logements seraient distribués par les municipalités, et que les soldats ne recevraient gratuitement que le lit, le bois, la lumière, le vinaigre et le sel; mais ses ordres ne furent pas toujours exécutés.

A la fin de février, les états de Poméranie, réunis à Stettin, se plaignirent amèrement des excès commis par les troupes suédoises, et prièrent Gustave-Adolphe d'achever l'œuvre de leur délivrance en retirant son armée. Le Roi répondit que sa retraite causerait la ruine de la Poméranie, parce que les Impériaux y rentreraient aussitôt que les Suédois en seraient sortis. Les états offrirent alors de lever, pour se garder, dix mille hommes, qui prêteraient à la fois serment au Roi, au duc et aux états; Gustave-Adolphe accepta, et promit de retirer ses troupes dès que les dix mille hommes auraient été réunis : ils ne le furent jamais[1].

Le Roi songeait à achever la conquête du duché de Mecklenbourg, lorsque la nouvelle se répandit que Tilly arrivait à la tête des armées de l'Empereur et de la Ligue. Il s'était en effet avancé de Francfort-sur-l'Oder jusqu'à Brandebourg (15 février) à l'ouest de Berlin. Après avoir employé près d'un mois à concentrer ses troupes, Tilly se dirigea au nord vers le Mecklenbourg par Ruppin, avec dix mille fantassins et cinq mille cavaliers. Son plan était de se jeter entre le Roi, qui avait son quartier général à Demmin, et le maréchal Horn, qui se trouvait à Pyritz et à Stargard, et de les battre chacun séparément.

Le 13 mars, il prit d'assaut le château de Felsberg; toute la garnison suédoise fut passée au fil de l'épée. Le lendemain, il parut devant Nouveau-Brandebourg, que le major général suédois Kniphausen défendait avec deux mille hommes. Gustave-Adolphe, croyant inutile de garder une place peu importante et mal fortifiée, avait envoyé à Kniphausen l'ordre de se replier. Mais cet ordre fut intercepté par les Impériaux, et le major général pensa qu'il devait arrêter l'ennemi à tout prix, afin de donner au Roi le temps de se concentrer. Il refusa en conséquence de capituler, et repoussa d'abord deux assauts; mais à un troisième, qui

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 591-595.

eut lieu le 19 mars, les Impériaux pénétrèrent dans la ville malgré la résistance acharnée des Suédois. Kniphausen s'était retiré au rathhaus avec sa femme, son fils, sa fille, et quelques femmes de distinction; il fut épargné avec ceux qui l'accompagnaient, et environ soixante fantassins : tout le reste de la population virile périt, les femmes furent déshonorées, et la ville fut pillée.

Tilly, arrêté par la résistance de Nouveau-Brandebourg, n'avait pu surprendre le Roi, et l'empêcher de se réunir à Horn. Gustave-Adolphe, sans s'inquiéter des droits de son beau-frère, envahit son électorat de Brandebourg, comme il avait déjà envahi son duché de Prusse, concentra ses forces à Schwedt sur l'Oder, pour couvrir Stettin et la Poméranie, et y établit, sur les deux rives du fleuve, un camp fortifié, servi par un double pont. Tilly, se trouvant encore supérieur en nombre, se proposait d'en venir aux mains le plus tôt possible. Il envoya reconnaître le camp; mais on le trouva si bien fortifié, qu'on dut renoncer à l'attaquer. Il se dirigea alors du côté de Magdebourg, dans l'espoir que le Roi le suivrait pour empêcher la prise de cette ville, et qu'il pourrait lui livrer bataille [1].

Mais au lieu de suivre Tilly, le roi de Suède résolut de faire seulement une diversion utile à Magdebourg, en s'emparant de Francfort-sur-l'Oder, et de fortifier sa position sur ce fleuve. Le 4 avril 1631, il quitta son camp de Schwedt, à la tête d'environ quatorze mille hommes [2], et remonta les deux rives de l'Oder, lui d'un côté, Horn de l'autre. L'artillerie de siége suivait dans des barques, et deux cents pièces de campagne sur des chariots. Des ponts de bateaux accompagnaient l'armée, afin de maintenir les communications. Le commandant brandebourgeois de Cüstrin, place forte située sur la route, au confluent de la Wartha et de l'Oder, n'osa pas empêcher les Suédois de passer, et leur fournit même des vivres.

Le 12 avril, vers midi, le Roi parut devant Francfort [3]. Schaum-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 596; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 271-278; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 158.

[2] Dont un tiers seulement de Suédois (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 224).

[3] Lotichius (*Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 858) donne une vue de Francfort-sur-l'Oder.

bourg y avait été remplacé la veille, dans le commandement, par le feld-maréchal Tiefenbach; la garnison comptait environ huit mille hommes.

Malgré le feu des remparts, les Suédois travaillèrent avec tant d'ardeur pendant la nuit, que le lendemain matin ils furent déjà à couvert. Ce lendemain, 3/13 avril, était le dimanche des Rameaux. L'armée suédoise assista d'abord à l'office, puis mit ses pièces en batterie; le Roi lui-même y travaillait. Comme le feu des Suédois avait été interrompu pendant l'office, les Impériaux se figurèrent que cela venait de ce que l'ennemi n'osait pas les attaquer, et ils se mirent à les railler du haut des murailles. Ils changèrent bientôt d'avis. Vers midi, les tranchées des assiégeants approchaient déjà de la porte de Lebus, au nord. Soudain une batterie de douze gros canons sortit comme de dessous terre et commença à battre les tours de la porte. Le commandant impérial réunit aussitôt deux mille hommes sur la place du marché, afin d'exécuter une sortie; mais il avait retiré pour cela quelques troupes des ouvrages extérieurs : cent mousquetaires suédois, commandés par un lieutenant allemand, André Auer de Pegau, s'en aperçurent et escaladèrent les murailles à l'aide d'échelles. Le lieutenant avait agi sans en avoir reçu l'ordre : l'assaut ne devait avoir lieu que la nuit suivante. Mais lorsque le Roi s'aperçut que le coup de main réussissait, il laissa libre cours à l'ardeur de ses soldats, et ceux-ci, pénétrant par plusieurs côtés à la fois, rendirent bientôt impossible une plus longue défense. Infanterie, cavalerie, artillerie, bagages, tout s'enfuit en désordre vers le pont de l'Oder, espérant, une fois arrivé sur la rive droite, pouvoir s'échapper. Il y eut là un affreux carnage. Arrêtée, écrasée par les chevaux, par les canons, poussée par derrière par les assaillants, et, lorsqu'elle parvenait à atteindre la rive opposée, décimée par le feu des retranchements élevés par les Suédois sur cette rive, la foule se serrait de plus en plus; les cadavres s'amoncelaient, et formaient, à l'issue de toutes les rues qui aboutissaient au pont, comme de nouveaux remparts qu'on ne pouvait plus franchir. Beaucoup se jetèrent dans l'Oder et y trouvèrent la mort. L'Empereur perdit en cette seule journée sept régiments d'infanterie, fort réduits déjà, il est vrai, un de cavalerie, toute l'artillerie, qui se composait de vingt et une pièces, des munitions, et vingt-

quatre drapeaux. C'était le premier coup de tonnerre du roi de Suède.

Ce fut seulement à Glogau que Tiefenbach put rallier quelques débris. Il y avait environ deux mille morts dans les rues et sur les retranchements de Francfort; près de mille hommes s'étaient noyés. Dans les premiers moments, les Suédois furieux n'épargnèrent personne. Plus d'une fois pendant l'assaut, les Impériaux firent annoncer, par des roulements de tambour, qu'ils se rendaient : on n'en tint aucun compte; et lorsqu'un soldat suppliait qu'on lui fît quartier : « Le quartier de Nouveau-Brandebourg! » s'écriaient les vainqueurs, et il était massacré. A la fin, quand la fureur se fut un peu calmée, on fit huit cents prisonniers. La ville appartenait à l'électeur de Brandebourg, et les habitants, tous protestants, n'avaient pris aucune part à la lutte[1] : Gustave-Adolphe n'en accorda pas moins à ses soldats trois heures de pillage. Il dura plus longtemps, et, le Roi ayant voulu le faire cesser, les soldats, irrités, mirent le feu à la ville et brûlèrent seize maisons[2].

La guerre, en se prolongeant, devenait cruelle. Au lieu de recevoir les garnisons à merci, on les massacrait, et au lieu de respecter les habitants inoffensifs, on les pillait. Nouveau-Brandebourg avait vengé les Croates; Francfort vengea Nouveau-Brandebourg; Magdebourg allait venger Francfort. Six régiments suédois passèrent la nuit dans la ville; plusieurs maisons eurent à loger de vingt à trente hommes. Beaucoup de familles se trouvant sans pain, Gustave-Adolphe ordonna à ses soldats de partager avec les bourgeois les provisions qu'avaient laissées les Impériaux. Quelques jours après, les Suédois occupèrent Crossen, également sur l'Oder. Les Impériaux avaient dit, en parlant de Gustave-Adolphe, « que ce roi de neige fondrait au printemps, et que sa domination n'aurait d'autre durée que celle des glaçons de son

[1] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 624.

[2] Onno Klopp fait observer que Tilly avait sommé trois fois Nouveau-Brandebourg de se rendre, tandis que Gustave-Adolphe n'avait pas sommé Francfort une seule fois (*Tilly*, t. II, p. 158-166).

GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 597 et suiv.; G. DROYSEN, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 282 et suiv.; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 487; FRANCHEVILLE, *Remarques militaires par un officier prussien*, p. 343.

royaume[1] ». Le printemps passa, et le Roi, plus puissant que jamais, écrasa ses adversaires.

A la nouvelle de la marche des Suédois contre Francfort, Tilly avait quitté le pays de Magdebourg, afin de secourir la ville menacée; mais arrivé à Jüterbock, à moitié chemin, il reçut la nouvelle qu'elle avait été prise. Ses troupes, suffisantes pour battre les Suédois en rase campagne, ne l'étaient pas pour les attaquer derrière des murailles. Il revint sur ses pas, espérant une seconde fois que le Roi tenterait de faire lever le siége de Magdebourg, et qu'il pourrait lui livrer bataille.

Mais au lieu de poursuivre Tilly, Gustave-Adolphe releva à la hâte les fortifications de Francfort, y laissa une garnison de quatorze mille hommes[2], y fit réunir toutes les barques des environs afin d'être complétement maître de l'Oder, et, prenant une direction tout opposée, vint assiéger[3] Landsberg, où s'étaient réfugiées une partie des troupes de Schaumbourg après leur retraite de Garz. Cette place, située sur la rive droite de la Wartha et entourée de marais, avait une garnison de trois mille bons soldats, commandée par Jean-Philippe Kratz, vaguemestre-colonel de l'infanterie impériale. Les assiégés, ayant la supériorité du nombre et de la position, auraient pu résister longtemps; mais Kratz fut tué dès le premier engagement : la garnison, privée de son chef, capitula au bout de deux jours (le 26 avril). Elle sortit avec les honneurs de la guerre, à la condition de ne pas combattre le roi de Suède avant huit mois, et se retira à Glogau, où s'étaient déjà ralliés autour de Tiefenbach les débris échappés de Francfort.

Gustave-Adolphe, par suite de la prise de Francfort, de Landsberg et de Crossen, était maître de tout le cours de l'Oder, depuis son embouchure jusqu'à la Silésie; il avait traversé tout l'électorat de Brandebourg, et entamait déjà les États héréditaires de l'Autriche. La prise de Colberg (12 mars) lui assurait la possession de toute la Poméranie et de ses rivages sur la Baltique, à l'exception de Greifswalde, qui résista jusqu'au 26 juin. Ses derrières et ses flancs étant désormais protégés, il n'avait plus à craindre de voir sa

[1] Le *Soldat suédois*, p. 251.
[2] Le Roi avait reçu des renforts.
[3] Avec seulement deux mille hommes.

ligne de retraite coupée, ou d'être attaqué du côté de la Pologne, et le chemin de la Silésie et des États héréditaires de l'Autriche lui était ouvert[1].

Le Roi fit annoncer ses victoires aux princes protestants réunis Leipzig, et en particulier à l'électeur de Saxe[2]. La diète de Ratisbonne avait décidé que les princes catholiques et les princes protestants se réuniraient à Francfort-sur-le-Main, pour essayer de s'entendre sur les points qui les divisaient, spécialement sur l'édit de restitution; mais auparavant les protestants tinrent un congrès à Leipzig, afin de fixer la ligne de conduite qu'ils suivraient à Francfort.

Le sort de l'Allemagne était alors entre les mains du congrès de Leipzig. Les succès des Suédois avaient rempli les catholiques de terreur. On tremblait à Vienne et à Munich. A Prague, ordre fut donné à tous les bourgeois de se présenter en armes au rathhaus pour y être passés en revue; beaucoup d'habitants, même des officiers, se préparaient à quitter la ville et à s'enfuir; les soldats se plaignaient de n'être pas payés et refusaient de combattre. A Ingolstadt, sur le Danube, les habitants priaient la vierge Marie d'avoir pitié d'eux et de les sauver du diable de Suède. Questenberg écrivait à Wallenstein : « On crie au secours! au secours! et aucun sauveur ne vient. Nous sommes submergés; l'eau nous entre déjà dans la bouche. » Le parti catholique était tout à fait désorganisé. Si les princes protestants avaient agi avec vigueur, s'ils avaient levé des troupes, et pris, à l'égard du roi de Suède et de l'Empereur, un rôle de neutralité armée, ils auraient pu, d'un côté, forcer Ferdinand et la Ligue à retirer l'édit de restitution, et, de l'autre, arrêter la marche victorieuse de Gustave-Adolphe, et l'obliger à quitter l'Allemagne. Mais le congrès de Leipzig, surtout par la faute de l'électeur de Saxe, n'eut aucun résultat.

L'esprit naturellement médiocre de Jean-Georges avait encore souffert d'une éducation mauvaise. Son précepteur, Léonhard, tout en lui infligeant de sévères punitions corporelles pour les fautes les plus légères, avait exagéré à ses yeux la dignité de sa personne

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 600, 609; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 289; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 492.

[2] Il l'annonça aussi à Magdebourg pour l'encourager à la résistance (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 286).

et de sa famille. A côté de la faiblesse de sa volonté, qui le livrait aux passions les plus grossières, et de la dureté naturelle de son cœur, qui en faisait le tyran de sa famille, le trait distinctif de son caractère était une ambition qui, tout en lui faisant rechercher les faveurs de l'Empereur, le poussait à agrandir ses États par des conquêtes, et à prendre, à l'égard des protestants d'Allemagne, un rôle de directeur qu'il était incapable de remplir. Grand chasseur[1], grand mangeur, et surtout grand buveur, il lui arrivait souvent de s'enivrer avec de la bière de Mersebourg, sa boisson favorite, et, si on ne l'emportait pas à temps, de rouler sous la table avec ses convives. Aussi l'électeur de Bavière l'avait-il fait représenter, dans une peinture, en Bacchus à cheval sur un tonneau. Bien boire était auprès de lui la meilleure des recommandations. Le comte Schwartzenberg, le plus important des conseillers de l'électeur de Brandebourg, écrivait, à propos d'un voyage qu'il avait fait à Dresde en 1628, qu'il craignait bien d'avoir bu dix ans de sa vie en compagnie de l'électeur et de son frère[2].

Le prédicateur de la cour de Dresde et confesseur de l'électeur, le docteur Mathias Hoe de Hoenegg, avait une grande influence sur lui. Gagné par l'or de Vienne, Hoe se montrait favorable à la maison de Habsbourg. Le personnage qui exerçait ensuite à la cour la plus grande influence était Georges d'Arnim, qui, après avoir quitté l'armée impériale en 1629, était entré, au commencement de 1631, au service de la Saxe comme feld-maréchal. Arnim, de même que le comte de Schwartzenberg, conseillait à l'électeur de Brandebourg de former un tiers parti, qui aurait à sa tête l'électeur de Saxe et observerait une neutralité armée. Arnim, tout en changeant de maître, était resté en relation avec son ancien chef, Wallenstein. Ce dernier avait su le maintenir dans sa dépendance, en lui faisant donner des terres, et en lui laissant espérer le payement d'un arriéré considérable de solde[3].

Les souverains protestants se trouvèrent en grand nombre au

[1] Il tua ou vit tuer devant lui cent quatorze mille pièces de gibier pendant un règne de quarante-deux ans.

[2] Voir ci-dessus, t. I, p. 31 et 194.

[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden* p. 596-601; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 289.

congrès de Leipzig. Les deux électeurs de Saxe et de Brandebourg, les ducs Bernard et Guillaume de Saxe-Weimar, Jean-Casimir de Cobourg, le margrave Frédéric de Bade, le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel, et plusieurs autres princes, s'y rendirent en personne. Les ducs de Brunswick, de Mecklenbourg, le duc Jean-Frédéric de Holstein, archevêque luthérien de Brême, l'abbesse de Quedlinbourg, les États évangéliques des cercles de Souabe et de Franconie, les villes de Nürenberg, Strasbourg, Francfort, Lübeck, Brême, Brunswick, Hildesheim, les protestants d'Augsbourg et d'autres villes encore y avaient envoyé des ambassadeurs. Le comte Louis-Philippe, frère du palatin Frédéric V, la maison de Holstein, le duc de Poméranie, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les comtes d'Oldenbourg et de Frise orientale, ainsi que les villes de Ratisbonne et de Hambourg, bien que convoqués, ne s'étaient pas fait représenter.

L'électeur de Saxe avait pris des mesures extraordinaires pour empêcher la présence d'espions. Il avait fait sortir de Leipzig les étrangers, et toutes les personnes qui n'y étaient pas connues; la nuit, des chaînes fermaient les rues, de fortes gardes étaient mises aux portes, et chaque soir le commandant de la ville en apportait les clefs à l'électeur, qui les mettait à côté de son lit.

Le 20 février 1631 [1], le prédicateur de la cour de Saxe, Hoe de Hoenegg, ouvrit les séances par un sermon rempli d'attaques contre le catholicisme; puis les tambours et les trompettes se firent entendre, et l'on entonna des chants religieux. Jean-Georges fit ensuite indiquer par son chancelier, comme étant les principaux points à examiner, les maux de la guerre et surtout l'édit de restitution. Plusieurs des membres du congrès se prononcèrent aussitôt pour les mesures les plus décisives; le duc Bernard de Weimar demandait qu'on formât, à l'instar de la ligue de Smalkalde, une étroite alliance des États évangéliques, et qu'on ne craignît pas d'exposer ses biens et sa vie pour sauver la liberté politique et religieuse de l'Allemagne. Mais l'électeur de Saxe ne partageait pas ce zèle exagéré. Il déclara qu'on ne devait rien faire, ni contre le Saint-Empire romain, ni contre son chef;

[1] Le congrès se réunit à Leipzig au moment où Tilly se préparait à attaquer les Suédois (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 596).

qu'une semblable alliance était contraire à la constitution, et que ce serait seulement dans le cas où l'Empereur repousserait toutes les représentations, et où la Ligue rejetterait de nouvelles propositions de paix, qu'on pourrait faire des armements et se préparer à la guerre. D'après lui, le congrès devait se borner à adresser des représentations à l'Empereur et des propositions de paix à la Ligue. La majorité des membres présents adopta ces demi-mesures, qui ne devaient avoir d'autre résultat que de retarder la conclusion d'une alliance entre les protestants; elle décida que, si l'Empereur ne cédait pas, chaque État armerait, et qu'on réunirait alors une commission pour examiner comment on ferait la guerre. Pour le moment, il n'était pas même question de choisir un général en chef.

Malgré la répugnance de l'électeur de Saxe, les princes calvinistes avaient été convoqués comme les luthériens. Dans l'espoir de réunir les membres des deux branches du protestantisme, on avait organisé à Leipzig un colloque religieux, et, pendant que les princes parlaient de finances et d'armements, les théologiens discutaient sur le libre arbitre et la communion. Depuis la chute du Palatin, l'électeur de Brandebourg et le landgrave de Hesse-Cassel passaient pour être les chefs des calvinistes ou *réformés ;* leurs prédicateurs de cour soutinrent le calvinisme contre Hoe de Hoenegg et deux professeurs de Leipzig, qui soutinrent le luthéranisme. Ces théologiens durent se séparer, après vingt jours de discussion, sans avoir pu s'entendre.

Malgré la défense faite par l'électeur de Saxe de ne laisser entrer aucun étranger dans Leipzig, Gustave-Adolphe avait trouvé le moyen d'y faire pénétrer plusieurs agents, entre autres Chemnitz [1]. Ces agents avaient pour instructions de pousser le congrès à embrasser ouvertement le parti du Roi et à continuer la guerre avec lui, ou, s'il ne l'osait pas encore, à l'aider sous main tout en se déclarant neutre. Si le congrès refusait, les agents devaient négocier séparément avec chacun de ses membres, et leur demander surtout de l'argent.

Chemnitz s'adressa d'abord à l'électeur de Saxe, qui n'osa pas

[1] Probablement l'historien suédois de la guerre; il accompagnait le comte Philippe-Reinhardt de Solms (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 294).

l'expulser. Il lui représenta que la liberté politique et religieuse de l'Allemagne serait détruite si l'on n'aidait pas les Suédois; que Gustave-Adolphe ne demandait rien pour lui, ne voulait absolument rien changer à la constitution de l'Empire, mais seulement faire rendre à chacun ce qui lui appartenait, et qu'il ne désirait que le bien de tous. A ces considérations, Chemnitz ajouta de brillantes promesses pour le cas où l'ennemi serait vaincu grâce à leurs communs efforts. Mais tout fut inutile : l'électeur se retrancha derrière ses devoirs envers l'Empire et ne voulut prendre aucun engagement. Les agents de Gustave-Adolphe furent plus heureux auprès d'autres princes, dont la défection fut préparée.

Au bout de deux mois (13 avril), l'assemblée se sépara sans avoir pris aucune décision efficace, et même sans dire un seul mot de la Suède, ni de Gustave-Adolphe[1]. Les princes protestants espéraient encore obtenir de l'Empereur le redressement de leurs griefs, et s'entendre avec la Ligue à Francfort. Ils oubliaient que le Roi était alors sur leurs frontières, à la tête de ses armées victorieuses. Gustave-Adolphe avait dit, quelque temps auparavant, « que les princes de l'Empire ne savaient pas s'ils voulaient être luthériens ou papistes, Autrichiens ou Allemands, libres ou esclaves ». La vérité est qu'ils craignaient leurs libérateurs autant que leurs oppresseurs. Plusieurs membres du congrès de Leipzig, entre autres le duc Bernard de Weimar et le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel, vivement irrités de l'inaction de leurs collègues, s'étaient retirés depuis quatre semaines.

Le 28 mars, le congrès de Leipzig avait envoyé à l'Empereur une adresse, où la menace perçait sous les assurances du respect, et dans laquelle il demandait le retrait de l'édit de restitution et le rétablissement des princes dépossédés. Le lendemain de la dissolution du congrès, le 14 avril, l'électeur de Saxe lui écrivit encore pour le conjurer d'écouter les justes demandes des pro-

[1] D'après les états dressés pour lever des troupes en cas de besoin,

l'électeur de Saxe devait fournir	infanterie. 9,000 hom. cavalerie . 2,000	11,000 hommes.
l'électeur de Brandebourg. . .	infanterie. 4,000 hom. cavalerie . 1,000	5,000 hommes.

Ces chiffres donnent une approximation de la puissance des deux électeurs (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 605).

testants, de faire cesser sans délai l'occupation de leurs États par ses troupes, de rétablir l'ancienne liberté allemande, de maintenir la constitution, enfin de prendre les mesures nécessaires pour assurer aux électeurs et aux divers ordres de l'Empire leurs dignités et leurs priviléges, et pour résoudre à l'amiable les différends relatifs aux biens ecclésiastiques [1].

En agissant ainsi, l'électeur ne songeait qu'à son intérêt particulier; il n'avait pas l'intention de rompre avec l'Empereur, il voulait seulement l'effrayer. L'Empereur, de son côté, avait vu sans répugnance le congrès de Leipzig; il espérait que ce congrès intimiderait la Ligue, qui montrait à son égard trop d'indépendance; aussi n'avait-il pas fait d'efforts sérieux pour l'empêcher de se réunir. Il répondit à l'électeur de Saxe qu'il lui ferait connaître sa décision par un ambassadeur. Le conseiller aulique Jean-Robert Hegenmüller vint effectivement trouver en cette qualité l'électeur à Torgau, au mois de mai. L'ambassadeur impérial se plaignit des décisions du congrès de Leipzig. Jean-Georges répliqua en se plaignant à son tour des troupes impériales. En définitive, le congrès n'aboutit qu'à des récriminations réciproques et sans résultat, mais il ne donna aucun appui au roi de Suède. Quelques protestants cependant commencèrent à lever des troupes [2].

Les catholiques se montraient aussi tièdes pour l'Empereur que les protestants pour le Roi. Si l'électeur de Bavière avait donné à Tilly, aussitôt après le débarquement de Gustave-Adolphe, l'ordre de soutenir les Impériaux en Poméranie avec toutes les forces de

[1] L'électeur envoya, en même temps que sa lettre, le texte des décisions prises par le congrès (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 607; G. DROYSEN, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 293). En voici le résumé d'après Dumont : « Recès de Leipzig, conclu entre les électeurs, princes et États protestants, portant que chacun d'eux, en son territoire, ordonnera des jours de jeûne et de prières; qu'ils entendront et recevront, avec toute la modestie possible, les propositions d'accommodement qui pourraient leur venir de la part des catholiques; que cependant ils ne devaient pas souffrir plus longtemps les vexations et oppressions qui leur étaient faites; qu'il fallait en demander le remède à l'Empereur, et néanmoins se mettre tous ensemble en état de défense. » (DUMONT, *Corps diplomatique*, t. VI, 1re part., p. 6.)

[2] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 596 à 610; G. DROYSEN, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 294; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 390 à 463; O. KLOPP, *Tilly*, t. II, p. 170.

la Ligue, les Suédois auraient été chassés de l'Allemagne. Il avait attendu, parce que, comptant sur la promesse que lui avait faite la France de décider le Roi à rester strictement neutre à l'égard de la Bavière, il pensait que les Suédois attaqueraient seulement l'Empereur. Il en était résulté que Gustave-Adolphe avait fait pendant neuf mois d'importantes conquêtes sans presque rencontrer d'obstacles. Maximilien allait bientôt se repentir de sa conduite.

Les troupes impériales, jadis commandées par Schaumbourg, s'étaient presque complétement fondues, et Tilly craignait qu'il en arrivât autant aux siennes. Il n'y aurait eu qu'un moyen de les conserver, c'eût été de les payer exactement; aussi demandait-il sans cesse de l'argent à l'électeur de Bavière, et celui-ci en demandait à son tour aux membres de la Ligue. Cependant Tilly ne recevait rien. Prévoyant que le défaut d'argent allait amener la dissolution de son armée, il offrit sa démission; cette menace lui fit envoyer deux cent mille florins, mais avec l'ordre de ne rien hasarder, et de ne pas s'engager à fond avec l'ennemi tant qu'il n'aurait pas reçu de renforts. Le manque d'argent n'était pas, du reste, la seule cause de la désorganisation de l'armée; il fallait y ajouter en outre le grand nombre d'officiers italiens, qui, malgré leur inexpérience de la guerre, obtenaient des commandements par des intrigues de cour. Les troupes allemandes n'avaient aucun respect pour ces chefs étrangers et incapables.

Enfin la direction de la guerre offrait les plus grandes difficultés. Pappenheim, qui assiégeait Magdebourg en l'absence de Tilly, écrivait à l'électeur de Bavière : « Le roi de Suède a reçu, de Stralsund et de Prusse, des renforts si considérables, qu'il nous est maintenant supérieur en nombre; le congrès de Leipzig va lever une forte armée, les auxiliaires anglais du Roi doivent être déjà embarqués, les Hollandais arriveront bientôt, et le pays n'attend qu'un moment favorable pour se soulever. Si nous transportons la guerre sur l'Oder afin de sauver Francfort, nous perdrons l'Elbe et Magdebourg, et les protestants pourront continuer leurs enrôlements en toute liberté. Si nous ne secourons pas Francfort, on n'aura plus confiance en nous, une partie de l'armée impériale sera détruite, et l'ennemi entrera en Bohême et en Silésie. Si Tilly et moi nous suivons les Sué-

dois dans les États héréditaires, nous abandonnons l'Empire aux protestants; si nous restons dans l'Empire, les États héréditaires sont sacrifiés. Bref, si Dieu ne fait pas un miracle, la situation est plus grave que jamais[1]. » Pappenheim conseillait à l'électeur et à la Ligue de ne rien attendre de l'Empereur, car plus on tarderait, plus la situation empirerait. Pour poursuivre la guerre avec succès, il fallait, outre les garnisons, avoir deux fortes armées.

Les prières et les représentations de Tilly et de Pappenheim, et la gravité de la situation, produisirent cependant quelque effet. A la fin du mois de mai, ou au commencement du mois de juin 1631, Maximilien convoqua les membres de la Ligue à une assemblée à Dinkelsbühl, en Souabe. Il y fut décidé qu'on ne renoncerait à aucune des conditions de la paix d'Augsbourg, et que l'armée de la Ligue serait renforcée de neuf mille fantassins et de deux mille cavaliers[2].

Le roi de Suède, après s'être assuré de la possession du bassin de l'Oder par la prise de Francfort et de Landsberg, songea à s'emparer du bassin de l'Elbe et à sauver Magdebourg. Mais il ne pouvait pas marcher en avant, sans assurer sa ligne de retraite en occupant la forteresse de Cüstrin, au confluent de la Wartha et de l'Oder, et celle de Spandau, qui commandait à la fois la Havel, la Sprée et Berlin. Aussitôt après la prise de Francfort, il avait renoué des négociations avec l'électeur de Brandebourg pour se faire remettre ces deux places. Après avoir résisté tant qu'il put, l'électeur promit enfin de livrer Cüstrin moyennant certaines conditions, mais il ne voulut pas ouvrir Spandau, à cause du voisinage de sa capitale. Le Roi, pour donner plus de poids à sa demande, concentra à Fürstenwalde dix régiments d'infanterie et toute sa cavalerie, et marcha sur Berlin. Le 10 mai, il arriva à Köpenick. Le feld-maréchal suédois Horn fut envoyé à l'électeur. Le Roi promettait de rendre les forteresses dès qu'il n'en aurait plus besoin, et de ne rien changer dans le Brandebourg sans le consentement de l'électeur. Celui-ci offrit toutes ses autres

[1] Pappenheim prévoyait avec douleur que beaucoup d'âmes, revenues au catholicisme, l'abjureraient de nouveau (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 610).

[2] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 608-612.

places fortes, mais refusa de livrer Spandau ; il promit seulement d'ouvrir cette ville aux Suédois, comme lieu de refuge, s'ils étaient battus.

Gustave-Adolphe ne se contenta pas d'une semblable promesse : il demanda une entrevue personnelle à l'électeur, qui ne put la refuser. Le 13 mai, le Roi partit de Köpenick, avec mille mousquetaires, trois escadrons de cavalerie et cinq pièces de canon. Son beau-frère vint le recevoir à un quart de mille de sa capitale, accompagné d'une partie de sa famille et de sa cour. L'entrevue eut lieu dans un petit bois. Le Roi représenta à l'électeur qu'il avait forcé les Impériaux à évacuer la plus grande partie du Brandebourg, et qu'il les empêcherait d'y rentrer ; ce service méritait bien quelque reconnaissance ; il s'obligeait d'ailleurs à maintenir parmi ses troupes la plus exacte discipline. Si Magdebourg était pris par Tilly, tout serait perdu, et les Impériaux recommenceraient à ravager le Brandebourg. L'électeur demanda et obtint quelques minutes pour réfléchir et pour consulter ses conseillers. Pendant ce temps, le Roi s'entretint avec l'électrice et avec la princesse Louise-Juliane, mère de l'infortuné palatin Frédéric V[1]. Georges-Guillaume revint en déclarant qu'il lui était impossible de changer d'avis. Le Roi voulait partir sur-le-champ pour aller chercher ses troupes à Köpenick : les larmes et les supplications des deux électrices le retinrent ; au lieu de rompre, il entra dans Berlin avec mille mousquetaires et y passa la nuit.

Le lendemain, les négociations recommencèrent. Pour les appuyer, l'armée suédoise s'était avancée jusqu'aux environs de Berlin : l'électeur fut obligé de céder. Les discussions durèrent cependant toute la journée, et ce ne fut qu'à neuf heures du soir qu'on se mit d'accord. L'électeur se réservait le droit de suzeraineté sur la ville et sur la forteresse de Spandau [2], et la faculté de s'y retirer en cas de nécessité. Le Roi, de son côté, promettait de rendre cette place à l'électeur, aussitôt après que le siége de Magdebourg aurait été levé [3]. Le comte de Schwartzenberg, qui était opposé à toute transaction, s'enfuit dès que Georges-Guillaume

[1] Mère de l'électrice de Brandebourg ; elle s'était réfugiée à Berlin.
[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 613.
[3] G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 303.

eut traité. Le Roi, n'ayant pu se saisir de sa personne, fit dévaster ses terres. Schwartzenberg se rendit d'abord en Hollande, puis en Prusse ; après la mort de Gustave-Adolphe, il recouvra à la cour de Berlin son ancienne influence.

L'électeur avait à peine conclu le traité, qu'il écrivit à l'Empereur pour s'en excuser et pour lui dire que, ses États se trouvant au pouvoir des Suédois, il avait été obligé d'user avec Gustave-Adolphe de *moyens dilatoires* [1].

Les Suédois occupèrent Spandau et y mirent une garnison de mille hommes sous le commandement du colonel Axel Lilia (15 mai); le 16, ils s'avancèrent jusqu'à Potsdam. Le chemin de Magdebourg leur était ouvert ; mais Gustave-Adolphe s'arrêta. S'il avait assuré ses derrières contre le Brandebourg par l'occupation de Spandau, il ne voulait pas aller plus loin avant d'avoir assuré son flanc gauche contre la Saxe, en occupant le pont de Dessau sur l'Elbe. De Potsdam, il renouvela à l'électeur de Saxe les propositions qu'il lui avait déjà faites : c'était que l'armée suédoise occupât le pont de Dessau, et que l'électeur vînt l'y rejoindre avec ses troupes, pour marcher ensuite tous ensemble et chasser l'ennemi de devant Magdebourg. L'électeur fournirait en outre des munitions et des vivres, et le Roi lui en payerait le prix. La Saxe était moins directement menacée que le Brandebourg, et demeurait d'ailleurs plus fidèle à l'Empereur : Jean-Georges refusa ; il ne pouvait, disait-il, réunir son armée à celle du Roi, parce qu'une semblable mesure serait contraire à ses devoirs envers le Saint-Empire romain, et attirerait sur sa tête la colère de l'Empereur. Il avait en outre besoin de ses troupes, pour défendre ses états menacés par Tilly. Il ne pouvait pas même permettre aux Suédois de traverser ses États pour atteindre le pont de Dessau, de peur d'y attirer la guerre et de précipiter ses sujets dans les plus grands malheurs, ni fournir des approvisionnements à un prince étranger, quand il venait d'en refuser tout récemment à l'empereur d'Allemagne. L'électeur de Saxe était donc encore loin de s'entendre avec le roi de Suède.

Gustave-Adolphe fit un dernier effort pour le gagner : il lui offrit de défendre les droits de son fils, le prince Auguste, à l'ar-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 611-614 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. I, p. 302.

chevêché de Magdebourg, contre ceux de Christian-Guillaume de la maison de Brandebourg, qu'il avait soutenus jusqu'alors. Ce moyen ne réussit pas davantage. Il eut un instant l'idée d'envahir la Saxe, et d'intimider l'électeur pour l'obliger à traiter comme celui de Brandebourg ; mais la netteté de la réponse de Jean-Georges ne lui laissait aucun espoir. Pendant que le Roi attendait, appuyé à Spandau et à la Havel, il apprit la ruine de Magdebourg[1].

Pappenheim, chargé du siége de cette place dès la fin du mois de novembre 1630, n'avait pas eu assez de troupes pour s'en emparer, et la jalousie du comte Wolf de Mansfeld, qui commandait avec lui, avait paralysé les progrès de sa petite armée, qui ne comptait pas plus de six mille hommes[2]. Il avait d'ailleurs un habile adversaire en la personne du colonel Thierry de Falkenberg, envoyé par Gustave-Adolphe à l'administrateur pour diriger la défense (29 octobre 1630). Falkenberg n'avait que trois mille hommes sous ses ordres, mais il sut les organiser, et il profita de la faiblesse du corps de blocus pour accroître les fortifications de la ville. Quant à l'administrateur, il n'avait avec lui que peu de soldats, et n'était à peu près d'aucun secours.

Le siége changea de face lorsque Tilly, en revenant de la pointe qu'il avait faite vers le Mecklenbourg, en prit lui-même la direction à la fin de mars 1631. Il avait eu jusqu'à ce moment le tort de vouloir à la fois battre le roi de Suède et prendre Magdebourg, et pour cela, de diviser ses forces. Il aurait mieux fait de les réunir toutes, et de poursuivre vivement Gustave-Adolphe, car une victoire sur les Suédois lui aurait ouvert les portes de Magdebourg. Il aurait pu aussi prendre la ville, et se mettre ensuite sur la défensive en s'établissant solidement sur l'Elbe. Ce fut pour cette seconde alternative qu'il se décida, après avoir échoué dans la première, faute de troupes suffisantes, et aussi par suite de la

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 614 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 306.

[2] Pappenheim eut d'abord seulement deux mille hommes, puis dix mille, puis trois ou quatre mille ; ce nombre varia suivant les expéditions de Tilly (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 312, 316, 317).

Pappenheim essaya de corrompre Falkenberg, mais il échoua (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 315).

prudence du Roi, qui refusait la bataille et s'appuyait toujours à ses places fortes.

Les assiégeants eurent alors vingt-six mille hommes avec quatre-vingts canons, sans compter cinq mille hommes chargés de garder le pont de Dessau. Tilly établit son quartier général à Möckern, à l'est de Magdebourg[1]. Le 4 avril, il reconnut le terrain, plaça Mansfeld sur la rive gauche de l'Elbe, Pappenheim sur la rive droite, et chassa ensuite successivement les assiégés de tous leurs ouvrages extérieurs. Falkenberg, pour diminuer l'étendue de la ligne de défense et la proportionner au nombre de ses troupes, abandonna lui-même les faubourgs de Sudenbourg, au sud de la ville, et de Neustadt, au nord, après les avoir incendiés et détruits. Deux mille maisons furent abattues, et dix mille personnes se trouvèrent sans abri. Ce fut après s'être emparé des ouvrages extérieurs, que Tilly fit une pointe jusqu'à Jüterbock pour délivrer Francfort-sur-l'Oder; mais il ne tarda pas à revenir.

Cependant la discorde régnait parmi les habitants de Magdebourg. Un comité révolutionnaire faisait de l'opposition au conseil municipal, qui avait pris parti pour l'administrateur Christian-Guillaume de Brandebourg, et, d'un autre côté, beaucoup de bourgeois ne cachaient pas leur désir de se soumettre à l'Empereur; ils avaient même ouvert à ce sujet des négociations avec Tilly, et l'informaient exactement de tout ce qui se passait dans la ville[2]. La garnison étant insuffisante, les habitants avaient dû prendre part à la défense, et le service militaire augmentait le désaccord entre eux. Comme les riches se faisaient remplacer par leurs domestiques ou par des journaliers, les pauvres, qui ne tenaient pas non plus à travailler et à combattre, se plaignaient d'avoir à supporter seuls tout le fardeau de la défense. Les riches, en effet, songeaient plus à leur intérêt particulier qu'au salut de la ville; ils cachaient avec soin leurs provisions, refusaient de loger les soldats, et leur ven-

[1] Lotichius (*Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 874) donne un plan de Magdebourg.

[2] Schneidwein, grand partisan de l'administrateur, ne songeait qu'à s'enrichir, et, ne pouvant souffrir Falkenberg, s'était soumis à Tilly (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 313).

daient fort cher des vivres avariés, surtout une bière si mauvaise, que ceux qui en buvaient prenaient la dyssenterie, et que beaucoup en mouraient.

Au commencement du mois de mai, Pappenheim s'établit au nord, dans les ruines du faubourg de Neustadt, et y installa trois batteries; cinq autres furent élevées contre divers points de la ville. Le 18 mai, une tour de la porte Haute, du côté de Neustadt, fut abattue; mais au lieu de faciliter l'assaut en comblant le fossé, comme l'avait espéré Pappenheim, elle s'affaissa sur le retranchement et ne fit que l'exhausser.

Tilly aurait préféré à une prise d'assaut une capitulation qui lui eût permis de conserver ses troupes intactes pour marcher ensuite contre le roi de Suède; mais il avait hâte d'en finir, parce qu'il savait que Gustave-Adolphe négociait avec les électeurs de Brandebourg et de Saxe et pouvait arriver à chaque instant. Il offrit à la ville de lui laisser le libre exercice de la confession d'Augsbourg, si elle se rendait.

Les défenseurs de Magdebourg s'efforçaient, de leur côté, de traîner les négociations en longueur; ils soutenaient qu'ils étaient demeurés fidèles à l'Empereur, et qu'ils résistaient seulement à ceux qui violaient ses ordres; ils offraient de soumettre leur cause à l'arbitrage des villes hanséatiques et des électeurs de Brandebourg et de Saxe. Gustave-Adolphe leur avait écrit lui-même pour leur promettre de les secourir, si, comme il l'espérait, le Brandebourg et la Saxe s'alliaient avec lui. Falkenberg laissait aussi fabriquer dans ses bureaux, par un avocat nommé Cummius, des lettres attribuées au roi de Suède, et par lesquelles celui-ci annonçait sa prochaine arrivée. Pour augmenter la confiance, le conseil faisait aussi préparer des appartements pour le Roi et sa suite. Les prédicateurs protestants soutenaient avec ardeur le courage des bourgeois; l'un d'eux, le plus fougueux de tous, Gilbert Spaignart, prétendit qu'un ange lui était apparu et lui avait promis la délivrance de la ville[1]. Enfin l'administrateur étant monté sur la tour de la cathédrale pour saluer les Suédois, le peuple ne douta plus de leur arrivée.

Le dernier trompette que Tilly envoya le 18 mai aux habitants

[1] La ville demandait continuellement du secours au Roi, qui en promettait toujours (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 324).

de Magdebourg, pour les presser de se rendre, fut retenu par eux jusqu'au 20 mai. Le parti qui avait le conseil municipal à sa tête était d'avis que Magdebourg ne pouvait pas résister plus longtemps, et il avait été décidé que le soir du 19 et le matin du 20 mai, on s'occuperait sérieusement de la capitulation. Les événements ne le permirent pas.

Le feu de toutes les batteries des assiégeants avait duré sans interruption pendant trois jours, les 17, 18 et 19 mai. Dans l'après-midi de ce dernier jour, il devint plus faible et finit par cesser. Aucune brèche n'était encore pratiquée, et les boulets rouges, lancés par centaines, n'avaient pas produit grand effet, à cause de la bonne organisation des secours contre l'incendie.

Le soir du 19 mai, Tilly fit retirer des tranchées plusieurs gros canons, ce qui ne pouvait s'expliquer que par le projet de lever le siége. C'était, en effet, son intention. Les Suédois se trouvant à Potsdam, il ne voulait pas s'exposer à être pris entre deux feux. Tilly se proposait donc de lever le siége au moment où la ville songeait à se rendre. Il ne voulut pas cependant prendre seul une décision aussi importante, et convoqua un conseil de guerre auquel il déclara que le succès d'un assaut lui paraissait douteux; mais Pappenheim soutint le contraire; d'autres généraux furent de son avis, et un officier supérieur ayant rappelé l'exemple de Maëstricht, qui avait été surpris, un matin, de bonne heure, parce que les défenseurs, ne croyant pas à un danger immédiat, étaient allés prendre du repos, on résolut de tenter un assaut général le lendemain, au lever du soleil. Les rôles pour l'attaque furent distribués, et l'on convint de la tenter de trois côtés à la fois, à cinq heures du matin, dès que le canon aurait donné le signal.

Pappenheim, chargé d'attaquer la ville au nord, occupait le poste le plus favorable, parce que le fossé y était à sec et le retranchement peu élevé[1]. Il se préparait d'ailleurs à l'assaut depuis plusieurs jours, et avait fait pratiquer des entailles et des degrés dans l'escarpe. Pendant la nuit du 19 au 20 mai, il prit ses dernières mesures; des échelles furent apportées, les palissades arrachées. Le lendemain matin, ses troupes étaient prêtes et n'attendaient que le signal, lorsque Tilly crut encore devoir assembler

[1] D'après Hurter, l'escarpe était si peu rapide qu'on pouvait la franchir au galop (*Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. III, p. 270).

un conseil de guerre pour lui exprimer une dernière fois ses craintes; mais les généraux persistèrent à vouloir donner l'assaut.

Ce retard de deux heures, de cinq à sept, occasionné par la tenue du conseil de guerre, fut précisément, et sans que Tilly l'eut prévu, la cause de la prise de Magdebourg. Les bourgeois et les soldats avaient monté la garde sur les remparts jusqu'à cinq heures; comme rien n'était survenu pendant la nuit, la moitié des bourgeois et une partie des soldats se retirèrent dans la ville pour prendre du repos. Le conseil municipal s'était assemblé de bonne heure au rathhaus pour s'occuper de la capitulation, et Falkenberg s'efforçait de le dissuader de traiter, quand le veilleur de la tour Saint-Jacques donna l'alarme. Au même instant les pages de Falkenberg vinrent lui annoncer que les Impériaux tentaient l'assaut du côté de Neustadt. Le commandant de Magdebourg sortit aussitôt pour aller rejoindre ses soldats.

A sept heures du matin, au moment où les remparts étaient en partie dégarnis de défenseurs, Pappenheim, sans attendre le signal, avait lancé ses troupes au cri de « Jésus-Marie[1]. » Les dragons, les Croates et même les cuirassiers, descendus de cheval, se mêlèrent aux fantassins. Pendant qu'une compagnie de Croates, traversant le fossé, pénétrait dans la ville et dans le quartier des pêcheurs par une porte qu'on avait négligé de fermer, et qu'elle commençait à piller, un autre détachement, commandé par Pappenheim en personne, se jeta sur un poste du régiment de Falkenberg, qui se trouvait au bas du retranchement, en avant d'une autre petite porte. Par économie et faute de munitions suffisantes, les sentinelles de ce poste avaient seules leurs mèches de mousquet allumées. Surprises par la rapidité de l'attaque, elles n'eurent pas même le temps de tirer pour avertir leurs camarades, et le poste ne put pas se mettre en défense; les quinze hommes qui le composaient furent tués avant d'avoir pu donner l'alarme. Les assaillants escaladèrent aussitôt le parapet, et en vinrent aux mains avec les soldats et les bourgeois. Peu de temps après, Mansfeld donna l'assaut du côté du midi.

[1] Comme les soldats de Pappenheim n'avaient pas tous des uniformes, ils se mirent une echarpe blanche au bras gauche pour se reconnaitre (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 274).

Cependant les bourgeois, avertis par le tocsin, le petillement des mousquets, le grondement du canon, quittaient leurs demeures et accouraient vers les lieux d'où venait le bruit. De huit heures à dix heures, on combattit avec acharnement dans les rues, et la victoire restait indécise, lorsque Falkenberg, qui commençait à repousser Pappenheim, fut tué. Amsterroth et plusieurs autres colonels de Magdebourg se conduisirent vaillamment, mais furent également tués ou blessés. Au même instant Pappenheim réussissait, au prix de mille efforts, à faire entrer dans la ville les chevaux des cuirassiers. Les cavaliers, une fois en selle, s'élancèrent dans les rues et frayèrent le passage. Les Impériaux furent arrêtés plusieurs fois par des chaînes tendues; ils étaient partout accueillis par une grêle de pierres jetées des fenêtres, et surtout par des balles ramées, que les assiégés employaient, au mépris des lois de la guerre, leur attribuant des propriétés magiques, qui triomphaient des charmes dont ils croyaient que les Impériaux usaient pour se rendre invulnérables[1].

Cependant le nombre des assaillants augmentait; l'artillerie pénétra à son tour par une des portes, et les canons commencèrent à balayer les rues. Une plus longue résistance devenait impossible; bourgeois et soldats prirent la fuite et se réfugièrent dans les maisons. Comme les habitants avaient participé à la lutte, le pillage était de droit; mais il fut accompagné de meurtres et de viols. On raconte que deux soldats, ayant trouvé un enfant, le prirent chacun par un pied et l'écartelèrent[2].

Le pillage dura peu de temps : un fléau plus terrible, l'incendie, le remplaça. Pendant que la victoire demeurait encore incertaine, Pappenheim avait fait mettre le feu à deux maisons pour intimider les bourgeois. Le grand incendie ne vint cependant pas de là, car il se déclara dans quarante ou cinquante endroits de la ville à la fois. Quel en fut l'auteur? On l'ignore.

[1] Pappenheim était aussi crédule que les bourgeois de Magdebourg. Il raconte, dans un rapport adressé à l'électeur de Bavière, que les défenseurs d'un fort appelé Nargue-Empereur possédaient tous des charmes contre les balles, et qu'il avait fallu les assommer à coups de crosse (VILLERMONT, *Tilly*, t. II, p. 49, note).

[2] *Le Soldat suédois*, p. 39.

Les uns l'attribuent aux bourgeois eux-mêmes, qui aimèrent mieux sacrifier leur ville que de la voir tomber aux mains de l'ennemi, et qui, d'après les conseils de Falkenberg, avaient préparé, dans plusieurs quartiers, des mines auxquelles ils mirent le feu dès qu'ils eurent perdu tout espoir de repousser les Impériaux; d'autres l'attribuent à Tilly; d'autres, à Pappenheim, qui menaçait depuis longtemps d'incendier la ville; d'autres enfin, à la soldatesque, qui, oubliant son propre intérêt et le bénéfice que devait lui procurer le pillage, aurait cédé à la seule passion de détruire[1].

Vers midi, l'incendie, attisé par un vent violent, devint irrésistible. La ville brulait de tous les côtés; les toitures des églises, couvertes en plomb ou en cuivre, laissaient couler des ruisseaux de métal en fusion. La chaleur était si intense que les vainqueurs furent obligés de se réfugier sur les retranchements; beaucoup de pillards, retenus par l'appât du butin et restés en arrière, furent surpris par le feu et périrent avec les habitants. L'incendie dura depuis midi jusqu'au lendemain matin, et réduisit en cendres la ville la plus riche du centre de l'Allemagne; plus de quinze cents maisons, six églises paroissiales, le rathhaus, un grand nombre de couvents, des hôpitaux, furent détruits. Il ne resta debout que la cathédrale avec quelques maisons alentour, le couvent de Notre-Dame, et environ cent quarante misérables huttes sur le quai des pêcheurs. Pendant la nuit, la clarté produite par les flammes était si vive qu'on put lire comme en plein jour dans le camp de Hadmersleben, à quatre milles de la ville[2]. Au bout d'une semaine, la banlieue était encore couverte d'un épais nuage de fumée. On passa quatorze jours à jeter les cadavres dans l'Elbe. Près de vingt mille personnes avaient péri; dix mille environ survécurent, dont quatre cents bourgeois seule-

[1] Droysen déclare qu'on ne connait pas l'auteur de l'incendie (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 335). Voir un article de la *Revue critique*, 1870, 2e part., p. 95, note. Opel (*Onno Klopp und die Geschichte des dreissigjährigen Kriegs*, Halle, 1862, p. 48), Wittich (*Magdeburg, Gustav Adolph und Tilly*) et Cronholm (*Gustav II Adolph in Deutschland*) pensent que Tilly n'eut aucune part à l'incendie, et qu'il fut allumé par ordre de Falkenberg (*Revue des questions historiques*, 187[illegible], 1er avril, p. 622). C'est aussi ce que soutient O. Klopp (*Tilly*, t. II, p. 263, 453).

[2] Hadmersleben ou Farmersleben, à environ vingt-cinq kilomètres (?).

ment. Les pertes des Impériaux furent considérables : Pappenheim seul eut plus de mille hommes tués ou blessés[1].

On fit prisonniers trois bourgmestres, tous les chefs du parti de l'action, entre autres Jean Stahlmann, deux colonels, et toute la cavalerie. L'administrateur lui-même tomba au pouvoir des Impériaux après une résistance désespérée ; il avait une balle dans la cuisse, un coup de pertuisane à la tête, et son corps était meurtri de coups de crosse. Après lui avoir tout enlevé, jusqu'à ses vêtements, les soldats le mirent sur un cheval et le conduisirent au camp de Pappenheim ; de là on le mena, d'abord à Wollmirstadt, puis à Wolfenbüttel[2].

Dès qu'ils le purent, les soldats revinrent fouiller les ruines encore fumantes, et y trouvèrent beaucoup d'or et d'argent, d'habits et de vivres, que les bourgeois avaient cachés, et qui avaient échappé à l'incendie. Ces recherches continuèrent pendant trois jours. Les soldats, comparant la ville qu'ils venaient de prendre à une vierge[3], appelèrent leurs débauches les noces de Magdebourg.

Mille personnes environ s'étaient réfugiées dans la cathédrale pendant l'assaut ; c'étaient surtout des femmes, des enfants, avec quelques bourgeois et quelques soldats ; deux jours après, Tilly fit ouvrir l'église ; il gracia les malheureux qui s'y trouvaient et leur fit distribuer du pain.

Le 24 mai, le général fit son entrée dans la ville. On jetait sous ses pieds les drapeaux conquis. Le lendemain, il assista à un *Te Deum*, chanté dans la cathédrale redevenue catholique. Un grand nombre d'enfants avaient perdu leurs parents et n'étaient réclamés par personne : Tilly les fit réunir dans une église, et prit des mesures pour qu'ils fussent élevés dans des couvents[4]. Les pri-

[1] Tilly trouva dans Magdebourg quarante drapeaux et soixante-dix pièces de canon en bronze (Villermont, *Tilly*, t. II, p. 98). Magdebourg avait une population de trente à quarante mille âmes (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 264 ; Francheville, *Remarques militaires par un officier prussien*, p. 347).

[2] L'administrateur fut ensuite détenu à Ingolstadt, où il se fit catholique (Villermont, *Tilly*, t. II, p. 95).

[3] Ils faisaient allusion à une statue de bois, qui était placée au-dessus de la porte de Kröken, et qui représentait la ville avec des couronnes rappelant qu'elle n'avait pu être prise ni par Charles-Quint, ni par Wallenstein.

[4] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 386.

sonniers devaient payer rançon; mais la plupart s'échappèrent pendant un incendie qui éclata dans le camp de Tilly la nuit du 24 mai. Parmi eux se trouvait Stahlmann, l'agent de l'administrateur[1].

Après le désastre, Gustave-Adolphe fit publier un écrit, pour se justifier de n'avoir pas secouru Magdebourg. Il y affirmait qu'il s'était avancé à marches forcées pour faire lever le siége, mais que les retards de l'électeur de Brandebourg, et surtout le refus de secours de l'électeur de Saxe, l'avaient empêché de dépasser Potsdam. La vérité est que le roi de Suède ne voulut pas s'exposer lui-même. Il aurait pu sans doute faire lever le siége en attaquant Tilly, car il n'en était séparé que par deux journées de marche; et ce qui le prouve, c'est que Tilly fut sur le point de se retirer dès qu'il sut que le Roi était arrivé à Potsdam. Mais il aurait fallu livrer bataille aux Impériaux, et les Suédois leur étaient encore inférieurs en nombre. En outre, le Roi n'était pas sûr de l'électeur de Brandebourg, et il avait tout à redouter de l'électeur de Saxe. L'électeur de Brandebourg, qui n'avait cédé qu'à la force en lui livrant Spandau, retardait tant qu'il pouvait la remise de Cüstrin, et l'électeur de Saxe refusait de laisser le Roi traverser ses États. Dans une telle situation, une victoire des Suédois était douteuse, et une défaite les eût anéantis. Par la prise de Magdebourg, Tilly devint maître de l'Elbe, comme Gustave-Adolphe l'était de l'Oder[2].

[1] Stahlmann fut pendu à Magdebourg en 1635, par ordre du général suédois Baner (Villermont, *Tilly*, t. II, p. 94; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 200).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 611, 616, 619, 622, 624; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 311, 318, 323, 335, 340; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 270, 385; Villermont, *Tilly*, t. II, p. 60, 82; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 497 à 519. O. Klopp (*Tilly*, t. II, p. 181 à 307, 438) donne un long récit du siége de Magdebourg.

Gualdo Priorato, *Histoire des dernières campagnes et négociations de Gustave-Adolphe en Allemagne* (traduction Francheville), p. 51.

CHAPITRE IV

LA BATAILLE DE LEIPZIG[1] (BREITENFELD) ET SES SUITES: GUSTAVE-ADOLPHE EN FRANCONIE ET SUR LE RHIN; LES SAXONS A PRAGUE.

1631.

Gustave-Adolphe impose son *alliance à l'électeur de Brandebourg* (21 juin 1631).

Les Suédois prennent *Greifswalde* (26 juin 1631). — Tott aide les ducs de Mecklenbourg à recouvrer leurs États. — Gustave-Adolphe s'établit à Brandebourg (fin juin 1631). — *Tilly* châtie l'archevêque luthérien de Brême, et menace le landgrave de Hesse-Cassel.

Gustave-Adolphe, trop faible pour prendre l'offensive, *se retranche à Werben*, afin d'y attendre des renforts (juillet 1631). — Tilly essaye vainement de l'en chasser (5 août).

Les ducs de Mecklenbourg recouvrent leurs États (août 1631).

Un *renfort anglais*, amené par Hamilton, ne fait rien. Embarras de Gustave-Adolphe à Werben. — Traité entre le Roi et le *landgrave de Hesse-Cassel* (22 août 1631); Tilly essaye vainement de punir le landgrave. — *Bernard de Weimar* s'allie avec les Suédois (commencement d'août 1631), et secourt le landgrave de Hesse-Cassel.

Tilly, manquant de vivres, est obligé de se retirer. — Sur l'ordre de l'Empereur (23 juillet), il somme (24 août) l'électeur de Saxe de renoncer à l'alliance de Leipzig et de réunir son armée à la sienne. — L'électeur refuse. — Tilly quitte Wollmirstädt (28 août). — Son armée; renforts qui marchent vers elle. — Il part d'Eisleben (4 septembre), prend Mersebourg, et occupe Leipzig (15 septembre 1631).

L'électeur de Saxe, menacé par Tilly, met son armée à l'abri dans Torgau, et demande des secours aux Suédois. — Entrevues de Gustave-Adolphe avec Arnim. — *Traité d'alliance entre le roi de Suède et l'électeur de Saxe* (5 septembre 1631). — Gustave-Adolphe quitte Brandebourg (11 septembre), passe l'Elbe (13 septembre), arrive à Düben (14 septembre). — Les Saxons y rejoignent les Suédois. — Conseil de guerre. — Le Roi, à la demande de l'électeur, prend l'offensive. — Départ de Düben (16 septembre). — Gustave-Adolphe à Klein-Wolcka.

Tilly veut rester sur la défensive en attendant des renforts. — Pappenheim engage la bataille.

Bataille de Leipzig (17 septembre 1631). — *Gustave-Adolphe en Franconie*

[1] La plupart des historiens allemands donnent à cette bataille le nom de bataille de Breitenfeld; on a adopté le nom de bataille de Leipzig, consacré par Schiller. Le village de Breitenfeld n'a pas été d'ailleurs plus important que d'autres dans cette bataille.

et à Würtzbourg. — Gustave-Adolphe charge l'électeur de Saxe de reprendre Leipzig (22 septembre 1631), et occupe lui-même Mersebourg (19 septembre) et Halle (21-22 septembre). — Il marche ensuite vers la Franconie, pendant que l'électeur de Saxe entre en Bohême. — Politique du roi de Suède. — Gustave-Adolphe occupe *Erfurt* (1er octobre 1631), s'allie avec les ducs de Saxe-Weimar. — Les Suédois traversent la forêt de Thüringe, occupent Königshofen (10 octobre), Schweinfurt, *Würtzbourg* (15 octobre 1631), et prennent d'assaut le *Marienberg* (17 octobre). — Gustave-Adolphe organise un gouvernement de Franconie, distribue les couvents; l'armée suédoise ruine le pays.

Manœuvres de Tilly pour défendre le Danube et le Rhin. — Tilly se dirige à l'ouest, afin d'attirer à lui les Suédois et de sauver les pays catholiques. — Il arrive à Halberstadt (20 septembre 1631), passe le Weser à Corvey (3 octobre), rallie les troupes de Cologne. — Voyant que les Suédois ne le suivent pas, il quitte Corvey (6 octobre) pour aller au secours de Würtzbourg, arrive à Fritzlar (12 octobre), rallie Aldringer et Fugger; va à Fulda, en part (19 octobre), est rejoint à Miltenberg par le duc *Charles IV de Lorraine.* — Trouvant Würtzbourg pris, il va défendre les électorats du Rhin.

Le roi de Suède sur le Rhin. — Gustave-Adolphe traite avec des princes protestants; il négocie avec l'évêque de Bamberg. — Il quitte Würtzbourg (16 novembre), oblige *Francfort-sur-le-Main* à le laisser passer (27 novembre) et à s'allier avec lui. — L'électeur de Mayence s'enfuit. — Le landgrave de Hesse-Cassel rejoint le Roi à Höchst. — Le landgrave de Hesse-Darmstadt traite avec les Suédois.

Retour de Tilly en Bavière par Nürenberg. — Tilly, rappelé sur les bords du Danube par l'électeur de Bavière, se sépare de Pappenheim, et assiége, en passant, Nürenberg qui a embrassé le parti des Suédois; il est obligé de lever le siége (4 décembre 1631), et revient vers Nordlingue. — Le duc Charles de Lorraine retourne dans ses Etats.

Prise de Mayence par les Suédois. — Gustave-Adolphe se prépare à secourir Nürenberg. — Apprenant la retraite de Tilly, il marche contre Mayence, quitte Francfort-sur-le-Main (11 décembre 1631), passe le Rhin à Stockstadt (17 décembre). — *Mayence,* défendu par une garnison espagnole, est assiégé (19 décembre) et capitule (23 décembre). — Bernard de Weimar surprend Mannheim (8 janvier 1632). — Horn prend Heilbronn (1er janvier 1632).

Tott achève la conquête du *Mecklenbourg,* occupe Rostock (16 octobre 1631) et Wismar (22 janvier 1632). Domitz est pris (29 décembre 1631). — Pappenheim abandonne *Magdebourg* (18 janvier 1632), et Baner s'y établit.

Les Saxons à Prague. — L'Empereur fait offrir à l'électeur de Saxe de négocier. — Jean-Georges entre en Bohême avec Arnim (fin septembre 1631). — L'électeur ne rencontre pas de résistance; il entre à Prague (11 novembre 1631). — Rétablissement des bannis. — Résumé.

Gustave-Adolphe, dès qu'il eut appris la destruction de Magdebourg, se retira vers Spandau et fit camper son armée sous le canon de cette forteresse; mais il fut bientôt menacé de perdre

cet appui, car les Suédois ne devant occuper cette place que jusqu'à la levée du siége de Magdebourg, l'électeur Georges-Guillaume la réclama. Cependant le Roi en avait plus besoin que jamais, aussi était-il bien décidé à ne pas s'en dessaisir; il crut toutefois ne pas devoir user de violence : la modération et la politique lui réussirent. Il écrivit, en effet, à Georges-Guillaume, pour lui exprimer toute la douleur qu'il avait ressentie en apprenant la ruine de Magdebourg, la captivité de l'administrateur, oncle de l'électeur, et la mort d'un si grand nombre d'innocents, qu'il aurait secourus, si des gens qui se disaient ses amis ne l'en avaient empêché. Il ajoutait que sa présence dans le pays étant désagréable à certaines personnes, il allait non-seulement évacuer la forteresse, mais cesser la guerre; et il souhaitait à l'électeur de pouvoir s'en tirer heureusement sans lui. Cette perspective d'un abandon complet effraya Georges-Guillaume; il craignit de se voir attaqué par Tilly, et pria Gustave-Adolphe d'attendre encore (27 mai). C'était ce qu'avait prévu le Roi; il ne se fit pas prier, garda Spandau, et profita des craintes de l'électeur pour réclamer de lui une étroite alliance.

Le premier moment d'effroi passé, la cour de Berlin revint à son ancienne idée de former un tiers parti, ce qui lui aurait permis de ne rompre ni avec le Roi, ni avec l'Empereur. L'électeur répondit donc qu'il ne pouvait pas se séparer des autres États évangéliques, et que, tout en consentant à abandonner à la Suède la direction générale de la guerre, il devait se réserver la disposition de ses propres troupes et exiger la restitution des places qu'il avait cédées. Il offrait, toutefois, de demeurer dans le *statu quo,* jusqu'à ce qu'il eût consulté la diète de Brandebourg et l'électeur de Saxe.

On paraissait, des deux côtés, disposé à attendre, lorsque l'arrivée à Berlin du feld-maréchal de Saxe, Arnim, remit tout en question. Arnim proposa également de créer un tiers parti. L'électeur de Brandebourg, rassuré par ce concours de la Saxe, réclama Spandau. Gustave-Adolphe accusa alors son beau-frère de manquer à sa parole; on en vint aux reproches, aux discussions; enfin, le Roi, perdant patience, fit sortir de la place, le 19 juin de bonne heure, la garnison suédoise; mais, au lieu de se retirer du côté de Francfort-sur-l'Oder, comme il en avait manifesté l'intention, il marcha sur Berlin avec toute son armée, et la

rangea en bataille devant les portes de la capitale du Brandebourg. Ses canons furent aussitôt pointés contre le château de l'électeur, et un trompette à cheval somma la ville d'ouvrir ses portes sous peine d'être prise d'assaut et pillée.

L'effet produit par ce déploiement de forces fut décisif. Les dames de la cour, ayant à leur tête la Palatine, belle-mère de l'électeur, intervinrent, et, le 21 juin, une alliance fut conclue entre les couronnes de Suède et de Brandebourg. Les Suédois devaient occuper Spandau pendant toute la durée de la guerre; quant à la forteresse de Cüstrin, ils pourraient la traverser à volonté, l'occuper même en cas de nécessité, et l'électeur s'engageait à la défendre contre tous les ennemis de la Suède. Le commandant, les officiers et les soldats devaient jurer de recevoir le Roi dès qu'il le demanderait, et de lui obéir. Le Brandebourg s'engageait, en outre, à payer trente mille thalers par mois.

La nuit suivante, après un dîner dans lequel l'électeur s'enivra complétement, il y eut fête dans les jardins du château pour célébrer l'heureuse réconciliation; et Gustave-Adolphe, de retour dans son camp, vers les deux heures du matin, ordonna, pour la couronner dignement, une décharge générale d'artillerie. Quatre-vingt-dix canons chargés se trouvaient encore braqués contre le château; quarante pièces environ firent feu, et six boulets frappèrent, soit le château, soit les maisons voisines : il n'y eut cependant personne d'atteint. Gustave-Adolphe s'excusa en disant que la chose était arrivée par l'inadvertance de ses canonniers; mais beaucoup pensèrent que la scène avait été concertée d'avance, et que l'électeur avait voulu pouvoir invoquer auprès de l'Empereur un acte de violence. Il écrivit effectivement à Ferdinand II (5 juillet) une lettre, dans laquelle il présentait son traité avec la Suède comme lui ayant été imposé; il écrivit dans le même sens à l'électeur de Saxe, et l'assura de son inaltérable attachement aux décisions de Leipzig[1].

Le lendemain (22 juin), l'armée suédoise réoccupa Spandau et s'établit solidement, non loin de là, à Brandebourg. Le Roi se rendit ensuite par l'Oder à Stettin, puis en Poméranie, dans le dessein d'achever en personne le siége de Greifswalde; mais à

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 625, 628; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 344, 348, 350; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 307.

peine était-il en route, qu'il reçut la nouvelle de la prise de cette ville. Le siége avait été dirigé par le général suédois Ake Tott. Le commandant de la place, Perusi, attiré dans une embuscade, fut tué, et la garnison, privée de son chef, ne tarda pas à se rendre, bien qu'elle eût encore quatre mois de vivres, beaucoup d'artillerie et de munitions (26 juin 1631)[1].

Il ne restait désormais plus d'Impériaux dans la Poméranie. Les habitants de ce pays durent célébrer par des fêtes leur délivrance du joug impérial. Une partie des troupes qui avaient été occupées au siége de Greifswalde furent laissées au général Tott pour aider les ducs de Mecklenbourg à recouvrer leurs États; le reste rejoignit l'armée principale à Brandebourg, où le Roi se rendit lui-même à la fin du mois de juin[2].

Pendant que les Suédois achevaient la conquête de la Poméranie, Tilly releva les fortifications de Magdebourg; puis, au lieu de poursuivre Gustave-Adolphe, il laissa Pappenheim avec quatre à cinq mille hommes pour garder son camp près de cette ville, et se mit en mesure de châtier les confédérés de Leipzig et les alliés de la Suède. On a reproché à Tilly de n'avoir pas attaqué Gustave-Adolphe après la prise de Magdebourg : il en fut empêché par le manque de vivres. Le 13 juin, il quitta son camp avec dix-huit mille fantassins et sept mille cavaliers, et se dirigea vers la Thüringe.

L'archevêque luthérien de Brême, Jean-Frédéric de Holstein, ayant pris part au congrès de Leipzig et levé des troupes, le colonel impérial Reinacher marcha contre lui et le força à livrer son armée et à renoncer à ses alliances. Tilly, de son côté, envahit la Thüringe par le Harz, pour châtier d'abord les ducs de Weimar de la branche ernestine, puis le landgrave de Hesse-Cassel. Ces princes avaient négocié avec le roi de Suède, et celui-ci leur avait promis, s'ils étaient chassés de leurs États à cause de lui, de leur assurer un refuge en Suède, et de les dédommager.

Le pillage de Magdebourg, en enrichissant les soldats, leur avait fait perdre toute discipline; aussi furent-ils inquiétés par les pay-

[1] C'était la plus forte place que les Suédois eussent encore attaquée (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 358; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 476, 512).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 588, 629, 633; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 357.

sans, quand ils traversèrent le Harz; tout soldat qui s'écartait était tué sans pitié; un assez grand nombre périrent ainsi. Le Harz franchi, Tilly marcha d'abord sur Erfurt. Cette place, la plus importante de la Thüringe, commandait les communications entre la Hesse-Cassel et les duchés de la branche ernestine de Saxe; elle pouvait, en outre, couvrir les évêchés du cercle de Franconie et y tenir la noblesse en respect. Cependant Tilly, au lieu de s'en emparer, se contenta d'une somme d'argent, et de vivres que le conseil municipal lui fournit, et se dirigea sur Mülhausen. De là il fit sommer le landgrave de Hesse-Cassel, qui avait levé une armée contre la volonté de la diète hessoise, de licencier ses troupes, de recevoir dans ses États trois régiments impériaux, de leur ouvrir les portes de Cassel et de Ziegenhain, et de payer à l'Empereur sa contribution de guerre. Le landgrave ayant refusé, Tilly fit marcher le colonel Kratz contre Vacha, et Colloredo contre Kreuzbourg, deux places situées sur la Werra. Lui-même, campé à Eschwege, sur la même rivière, se préparait à attaquer Cassel, lorsqu'il apprit que Gustave-Adolphe approchait[1].

Le retour du roi de Suède à Brandebourg, après son excursion à Stettin, avait donné une grande activité à ses préparatifs militaires. Déjà maître de l'Oder et de la Havel, Gustave-Adolphe songeait à s'emparer de l'Elbe. Laissant donc à Brandebourg presque toute son infanterie, avec ordre d'achever les fortifications commencées autour de cette ville, il en partit le 8 juillet, avec sa cavalerie et deux mille mousquetaires d'élite, marcha dans la direction de l'Elbe, occupa d'abord Jerichow, puis s'empara de Tangermünde, de Havelberg et de Werben.

Si Gustave-Adolphe avait été supérieur en nombre aux impériaux, il aurait pu s'avancer au sud de l'Allemagne. Mais comme, par suite des garnisons qu'il avait dû laisser dans toutes les places occupées, il ne pouvait plus opposer que douze mille hommes aux vingt-six mille de Tilly, il résolut, au lieu de faire de nouvelles conquêtes qui auraient encore diminué ses forces, de s'établir à Werben, et de donner ainsi aux princes protestants le temps de se déclarer en sa faveur, et de lui procurer les renforts dont il avait besoin pour prendre l'offensive.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 625, 630, 641; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 313; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 362, 364.

La petite ville de Werben est située sur la rive gauche de l'Elbe, à peu de distance de ce fleuve et en face de son confluent avec la Havel. Le roi de Suède fit venir de Brandebourg les régiments qu'il y avait laissés, et établit, entre Werben et le fleuve, dans une position inexpugnable, un vaste camp retranché, qui pouvait contenir toute son armée et s'approvisionner facilement [1].

Informé des desseins du Roi par Pappenheim, Tilly, au lieu de poursuivre sa campagne contre le landgrave de Hesse-Cassel, quitta Eschwege le 19 juillet avec toute son armée [2], dans l'espoir de chasser Gustave-Adolphe de ses retranchements avant qu'il eût eu le temps de les achever. Il traversa successivement Magdebourg et Wollmirstadt, se faisant précéder, selon son habitude, à une assez grande distance, par sa cavalerie. Mais il ne savait pas encore à quel redoutable adversaire il avait affaire. Le roi de Suède, averti de l'arrivée des Impériaux et de leur défaut de concentration, sortit de son camp, le 26 juillet, à neuf heures du soir, avec trois mille hommes de cavalerie légère et quelques centaines de mousquetaires. Il marcha toute la nuit, tout le jour, surprit, la nuit suivante, trois régiments de cavalerie ennemie, et leur fit essuyer une défaite qui leur coûta un millier d'hommes. Pendant le combat, le Roi avait fait mettre le feu au village de Reindorf pour que ses soldats ne perdissent pas leur temps à le piller.

Après cet heureux coup de main, le Roi regagna lentement son camp. Tilly, rendu plus prudent, continua sa marche sur Werben, mais en ordre de bataille. Il mit six jours pour y arriver; la cavalerie suédoise ne cessait pas d'inquiéter ses ailes. Le 5 août, Tilly parut devant le camp ennemi; mais il ne put décider le Roi à accepter la bataille, et il n'avait pas assez de troupes pour forcer les retranchements. Plusieurs petits combats, quoique sanglants, ne décidèrent rien, et les Impériaux souffrirent bientôt de la disette, parce que les rôdeurs suédois remontaient l'Elbe et coupaient tous les approvisionnements qui venaient de Magdebourg et d'ailleurs. Le pain manquait, l'eau

[1] Lotichius (*Rerum Germanicarum libri,* t. I, p. 920) donne un plan de Werben.

[2] Quinze mille fantassins et sept mille cavaliers (G. Droysen, *Gustav Adolf,* t. II, p. 372).

également; il fallait l'aller prendre dans l'Elbe au prix de grands dangers. Tilly fut obligé de se retirer (8 août). Son infanterie marchait en avant, sa cavalerie couvrait la retraite. Les Impériaux, constamment harcelés par l'ennemi, perdirent nombre d'hommes et de chevaux. Le 22 août, Tilly arriva à Wollmirstadt; il rallia les petites garnisons qu'il avait encore dans la Vieille Marche de Brandebourg[1], et abandonna définitivement cette province qu'il occupait depuis six ans [2].

L'expédition de Tilly contre Werben avait permis au landgrave de Hesse-Cassel de reprendre les places qu'il avait perdues; elle eut aussi pour conséquence la perte du Mecklenbourg, où les Impériaux, séparés de leur armée principale, ne purent se maintenir. Les deux ducs y prirent part. Pendant que l'un d'eux, Adolphe-Frédéric, avec onze cents hommes qu'il avait secrètement enrôlés à Lübeck, occupait Schwerin d'où la garnison impériale se retira sur Wismar (8 août), l'autre duc, Jean-Albert, accompagné par le général Tott et quelques milliers de Suédois, arriva du côté de l'est et s'empara de plusieurs places, entre autres de Güstrow. Au milieu du mois d'août, le duché, à l'exception des deux ports de Wismar et de Rostock sur la Baltique, et de Domitz, sur l'Elbe, se trouva de nouveau tout entier au pouvoir de ses anciens maîtres. Les ducs auraient voulu reprendre Domitz qui couvrait leurs États du côté du midi; mais Gustave-Adolphe avait intérêt à s'emparer d'abord des deux ports de mer, afin de s'ouvrir par là des communications plus faciles avec la Suède. Rostock et Wismar furent donc assiégés[3], et l'on se contenta de bloquer Domitz. Le rétablissement des deux ducs de Mecklenbourg fut célébré par de grandes fêtes, qui eurent lieu au mois d'août à Güstrow, et auxquelles assistèrent Gustave-Adolphe et le duc Bogislas de Poméranie[4].

Gustave-Adolphe s'était retranché à Werben pour attendre des renforts. Au mois de juillet 1631, il reçut quelques milliers de

[1] Pays au nord de l'archevêché de Magdebourg.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 634, 639; Richelieu, *Mémoires*, t. VI, p. 557.

[3] Rostock fut pris en octobre 1631, et Wismar au mois de janvier de l'année suivante.

[4] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 640; *Mercure français*, t. XVIII, p. 98.

Suédois, que la Reine lui amena à Wolgast, et six mille Anglais, commandés par le marquis d'Hamilton, et enrôlés avec de l'argent fourni secrètement par le roi Charles Ier. Ce dernier, tout en ne voulant pas rompre ouvertement avec l'Empereur, désirait cependant faire quelque chose pour le parti de son beau-frère le Palatin. Il décida donc Hamilton (1er mars 1631) à lever un corps d'armée et à le conduire en Allemagne à ses risques et périls, comme pour une entreprise particulière. Hamilton devait se rendre à Brême, y rallier quatre mille hommes levés par l'archevêque luthérien de cette ville, et, de là, faire la guerre à Tilly sur le bas Weser. Mais, arrivé à l'embouchure de ce fleuve, il apprit que l'archevêque n'avait pas fait les enrôlements promis, et que la population des côtes, restée fidèle à l'Empereur, était mal disposée à l'égard de ses libérateurs. Il craignit d'exposer ses troupes, et, au lieu d'aller à Brême, il se rendit par le Sund à Stettin.

Hamilton affectait un grand luxe : il était vêtu d'habits magnifiques, avait des pages, des hallebardiers, des gardes du corps; mais sa belle armée finit misérablement. Gustave-Adolphe avait vu avec déplaisir qu'il n'eût pas débarqué à Brême, comme cela avait été convenu; il rappela Horn de Francfort-sur-l'Oder et y envoya les Anglais pour le remplacer. Le manque de viande, les épidémies et l'indiscipline eurent bientôt décimé les troupes d'Hamilton. A la fin de l'été, de ses six mille hommes il n'en resta plus que mille ; l'armée anglaise s'était fondue comme de la neige au soleil. Pendant l'hiver (1631-1632), Hamilton fit de nouveaux enrôlements et alla rejoindre Baner, qui assiégeait alors Magdebourg; mais il finit par retourner en Angleterre sans avoir rien fait[1].

Cependant Gustave-Adolphe se trouvait à Werben dans une situation difficile, car il manquait complètement d'argent et ne faisait vivre ses troupes qu'en pillant les contrées qu'il prétendait délivrer. Une somme de deux cent cinquante mille thalers, que votèrent les états de Suède, et le second payement du subside français, le tirèrent d'affaire[2].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 641, 643; Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IX, p. 705 ; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 568.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 644.

Il signa en même temps avec le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel, le 22 août 1631, un traité qui servit plus tard de modèle pour tous ceux qui furent faits avec les princes allemands. Il était convenu que les troupes du Roi pourraient occuper toutes les places de la Hesse-Cassel, à la condition toutefois de prêter serment de fidélité au landgrave, et de rendre ces places dès que l'occupation n'en serait plus nécessaire. Le Roi aurait le commandement général des troupes hessoises, et, en son absence, Guillaume les commanderait, mais comme son lieutenant. Le landgrave devait avoir auprès de lui un conseil de guerre nommé par le Roi, et désigner lui-même un plénipotentiaire pour résider à la cour de son allié. Guillaume s'obligeait à aider Gustave-Adolphe de son argent et de ses troupes, et à lever aussitôt à ses frais une armée de quelques milliers d'hommes. Les habitants devaient fournir aux fantassins suédois logés chez eux le bois et l'éclairage, aux cavaliers le foin et la paille.

Si ce traité faisait du landgrave un vassal de la Suède, il lui assurait aussi certains avantages. Le Roi le prenait sous sa protection, en promettant de le défendre contre tous ses adversaires et de ne déposer les armes que lorsqu'il serait rentré dans tous les droits et tous les biens qu'il possédait avant les troubles de Bohême. On lui garantissait en outre les conquêtes qu'il ferait avec ses propres troupes aux dépens des membres de la Ligue ; or Guillaume de Hesse-Cassel convoitait les évêchés de Westphalie, du Rhin et du Main. Enfin le Roi lui fit remettre une forte somme d'argent pour commencer des enrôlements [1].

Tilly, exactement informé de ce qui se passait, résolut de punir aussitôt le landgrave. Il invita les Hessois, dont la diète demeurait fidèle [2], à se séparer de leur souverain, coupable de révolte envers l'Empereur, et leur envoya, au milieu d'août, le comte Otton-Henri Fugger avec quelques-uns des régiments de la Ligue ; mais Fugger fut repoussé par un nouvel allié de la Suède, le duc Bernard de Weimar.

Vers la fin du mois de juillet, Bernard s'était rendu au camp de Werben. Gustave-Adolphe le reçut avec distinction, et n'eut pas

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 644, 646.
[2] Le landgrave avait pour lui le clergé protestant et le bas peuple (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 317).

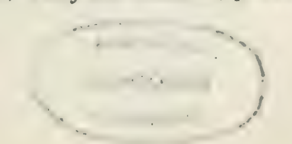


de peine à le gagner, en promettant de lui tailler un duché de Franconie dans les évêchés de Bamberg et de Würtzbourg. Il le nomma ensuite commandant de son régiment des gardes du corps à cheval, et lui fournit la somme nécessaire pour lever trois régiments qu'il conduirait au landgrave de Hesse-Cassel. Bernard était occupé à enrôler des troupes à Weimar, lorsqu'il apprit l'arrivée de Fugger en Hesse. Avec ce qu'il put réunir à la hâte, trois mille fantassins, quatre compagnies de cavalerie et quatre canons, il chassa Fugger, puis s'empara de Fritzlar et de plusieurs places de l'Eichsfeld, territoire qui dépendait alors de l'électorat de Mayence, arracha aux abbayes de Hersfeld et de Fulda soixante mille florins de contributions, et emmena dans les forteresses de Cassel et de Ziegenhain trois cents chariots de butin. Ce pillage des biens ecclésiastiques était ce que Bernard et le landgrave appelaient la guerre sainte et ce qu'ils faisaient prêcher comme tel. Bernard établit ensuite un camp fortifié à Rotenbourg, sur la Fulda, et y attendit les résultats de l'alliance entre l'électeur de Saxe et le Roi. Après la bataille de Leipzig, il alla rejoindre Gustave-Adolphe[1].

Depuis l'établissement du camp de Werben et l'alliance de Gustave-Adolphe avec le landgrave de Hesse-Cassel et avec le duc Bernard de Weimar, Tilly, campé à Wollmirstadt, à peu de distance au nord de Magdebourg, et séparé des bouches de l'Oder, de l'Elbe et du Weser, ne pouvait plus tirer ses vivres que du sud. Il lui fallait donc choisir entre se maintenir au centre de l'Allemagne, mais dans ce cas se faire nourrir par la Saxe épargnée jusqu'alors, ce qui devait lui aliéner l'électeur, ou se retirer, soit en Autriche par la Silésie, soit en Bavière par la Franconie. Gustave-Adolphe avait été assez habile pour le réduire, par ses opérations militaires et par ses alliances, à cette alternative de se retirer ou de rompre avec l'électeur de Saxe.

Dans la lutte entre l'Empereur et le roi de Suède, personne ne pouvait avoir une plus grande influence que l'électeur de Saxe, à cause de sa puissance et de la situation de ses États. L'électorat était alors beaucoup plus important que n'est aujourd'hui le royaume, car il avait une étendue presque double de la Saxe royale

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 646.



actuelle [1], et couvrait du côté du nord les États de l'Autriche.

L'électeur de Bavière était d'avis que Tilly ne devait pas envahir la Saxe, tant que l'électeur ne se serait pas déclaré contre l'Empereur. Il pensait en effet que, si l'électeur s'alliait avec la Suède, on aurait bientôt sur les bras, non-seulement la Saxe, mais tous les princes protestants qui se tenaient encore tranquilles; il importait donc de rester en paix avec Jean-Georges. L'électeur de Bavière aurait voulu que Tilly se retirât en Franconie, mais l'Empereur fut d'un avis différent. Poussé par le parti espagnol de Vienne, il donna au général (23 juillet) l'ordre de sommer l'électeur de déposer les armes et de se séparer de ses confédérés de Leipzig. Ce fut cet ordre qui détermina la rupture entre l'Empereur et l'électeur de Saxe, et cette rupture amena la défaite de Leipzig et tous les désastres qui en résultèrent pour l'Allemagne.

Le 24 août, pour obéir à l'Empereur, Tilly envoya de son camp de Wollmirstädt à l'électeur de Saxe le feldzeugmestre Otton de Schönbourg, et le chanoine de Mayence Jean Reinhardt de Metternich qui administrait l'évêché d'Halberstadt pour l'archiduc Léopold. Ces deux ambassadeurs étaient chargés de demander à l'électeur d'ouvrir ses États aux Impériaux, de réunir son armée à la leur, et de fournir à celle-ci des vivres, sous peine d'être traité en ennemi. Jean-Georges se trouvait alors à Mersebourg. Il reçut les ambassadeurs avec une grande politesse, et les invita à dîner; mais au dessert il leur dit : « Je vois bien que l'on est maintenant dans l'intention de manger la dragée saxonne, depuis longtemps mise en réserve; prenez garde, messieurs, de vous casser les dents. » Le lendemain, l'électeur les congédia, en leur déclarant qu'il ne pouvait pas accorder ce qu'on lui demandait, et en priant Tilly d'épargner ses États.

Sans attendre même cette réponse, Tilly était parti de Wollmirstadt le 28 août, avec toute son armée [2], pour Eisleben, où il rallia le comte Egon de Fürstenberg, qui ramenait d'Italie environ dix-sept mille hommes. Aldringer et Tiefenbach arrivaient aussi pour le rejoindre, le premier, d'Italie, avec huit mille hommes,

[1] La Saxe avait au dix-septième siècle un million et demi d'habitants (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 643).

[2] Vingt-trois mille hommes.

le second, de Silésie, avec douze mille. Avec le renfort de Fürstenberg, Tilly se trouvait déjà à la tête de quarante mille hommes; avec ceux d'Aldringer et de Tiefenbach, il en aurait eu soixante mille.

Après avoir reçu la réponse de Jean-Georges, Tilly vint le 4 septembre d'Eisleben à Halle, et de là invita encore l'électeur à céder. Il réclama en même temps des vivres au gouverneur saxon de Mersebourg; mais celui-ci ayant demandé à en référer à son maître, Pappenheim reçut l'ordre d'attaquer la ville avec six mille hommes et huit pièces de canon; il mit le feu au faubourg et obligea le commandant saxon à capituler.

Le 8 septembre, Tilly demanda des vivres à Leipzig, et le conseil ayant également répondu qu'il ne pouvait rien livrer sans le consentement de l'électeur, le généralissime arriva en personne avec toute son armée (13 septembre), et se prépara à donner l'assaut. Le commandant saxon essaya de résister; il fit incendier les faubourgs pour faciliter la défense, et commença avec l'artillerie des remparts un feu violent qui tua un officier à côté de Tilly. Le lendemain, dans l'après-midi, les Impériaux ouvrirent à leur tour le feu de quelques batteries, et, la nuit suivante, lancèrent des grenades et des boulets rouges sur la ville. Le surlendemain (15 septembre), le commandant capitula en payant quatre tonnes d'or [1]. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre; les libertés et les droits de la ville furent confirmés, et les habitants traités avec une douceur qui les surprit. Le château de Leipzig, le Pleissenbourg, se rendit deux jours après (17 septembre) [2].

Cependant l'électeur, menacé par la marche en avant des Impériaux, s'était jeté dans les bras du roi de Suède. Après la première ambassade de Tilly, Jean-Georges, trouvant trop exposée l'armée saxonne, alors campée autour de Leipzig, lui donna (1er septembre) l'ordre de se rendre à Torgau, où elle pourrait facilement se mettre à couvert derrière l'Elbe, et envoya son feld-maréchal Arnim demander à tout prix du secours à Gustave-Adolphe. Le roi de Suède, qui prévoyait ce qui allait arriver, n'était plus à

[1] Une tonne d'or valait cent mille florins (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 398).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 642, 647, 650, 653; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 40.

Werben. Après avoir laissé quelques troupes pour garder son camp, il s'était rapproché, afin de pouvoir, au besoin, prêter rapidement main-forte à la Saxe. Il se trouvait déjà à Brandebourg quand Arnim le rencontra. Le Roi le reçut avec une extrême froideur; il voulait se faire prier, afin de vendre plus cher son alliance. Aux demandes d'Arnim, il répondit : « Je plains l'électeur, mais il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. S'il avait eu plus tôt confiance en moi, il ne se trouverait pas maintenant dans l'embarras, et Magdebourg n'aurait pas succombé. On me recherche aujourd'hui, parce qu'on a besoin de moi; mais je n'ai pas l'intention de m'exposer à la ruine, moi et les autres princes protestants, à cause de l'électeur de Saxe. Je ne puis me fier à un prince dont les conseillers sont vendus à la cour de Vienne, et qui m'abandonnera dès que l'Empereur le flattera, ou que l'armée impériale évacuera ses États. »

Ainsi accueilli, Arnim ne put que se retirer et venir prendre à Torgau les instructions de l'électeur. A un second voyage à Brandebourg, il adressa au Roi les paroles les plus obséquieuses : « Ni son maître, ni lui ne désapprouvaient le moins du monde les mesures que le Roi prenait pour sa sûreté; elles témoignaient seulement de la haute prudence de Sa Majesté. » Et en même temps il le pria de faire connaître ses conditions, car son maître était disposé à donner toutes les garanties imaginables. « Je demande, dit alors le Roi, que l'électeur m'ouvre sa forteresse de Wittenberg, me remette le prince héritier comme otage, paye à mon armée trois mois de solde, et me livre ou punisse lui-même les traîtres qui siégent dans son conseil privé. A ces conditions, je suis prêt à l'assister; s'il refuse, qu'il se tire d'affaire tout seul. » Le traître, dont les conseils avaient jusqu'alors retenu l'électeur, et dont le Roi voulait se débarrasser, était le négociateur lui-même, le feld-maréchal saxon Jean-Georges d'Arnim. Le feld-maréchal demanda au Roi de lui permettre de porter ces propositions à son maître, parce qu'il n'était pas autorisé à conclure un traité aussi important. L'électeur, disposé à tout accorder pour être délivré de Tilly, attendait avec la plus vive anxiété le retour de son envoyé ; il espérait apprendre de lui que le Roi était déjà en marche. Lorsqu'Arnim lui eut fait connaître les conditions de Gustave, il s'écria, dit-on : « Ce n'est pas seulement Wittenberg qui doit être ouvert au roi de Suède, mais encore Torgau, mais toute la Saxe; et je

veux lui donner pour otages, non-seulement toute ma famille, mais encore moi-même, si ma famille ne suffit pas. Le Roi n'a qu'à me désigner les traîtres, je les lui livrerai. Je veux payer la solde réclamée et sacrifier à la bonne cause mes biens et ma vie. » Le 5 septembre, Arnim revint avec cette réponse. Le Roi, pensant avoir suffisamment effrayé le plénipotentiaire et suffisamment châtié l'électeur de la tentative qu'il avait faite au congrès de Leipzig de fonder un tiers parti, ne voulut pas maintenir les conditions qu'il avait d'abord posées et qu'on acceptait ; il craignit que, le premier péril passé, on ne les trouvât trop dures et qu'on ne cherchât à les éluder. Un traité fut aussitôt conclu. Le Roi s'obligeait à employer toutes ses forces à chasser les Impériaux des États de l'électeur, et à ne porter aucune atteinte à ses droits. Jean-Georges promit, de son côté, de réunir son armée à l'armée suédoise, de se soumettre à la direction du Roi dans toutes les choses de la guerre, de lui laisser ses troupes tant que le danger durerait, de ne conclure aucune paix sans son consentement, de lui ouvrir ses forteresses, et de nourrir l'armée suédoise aussi longtemps qu'elle combattrait en Saxe l'ennemi commun. Un article secret aurait de plus contenu diverses dispositions relatives à un mariage entre la fille du Roi et le prince héritier de Saxe[1].

Aussitôt le traité conclu, Gustave-Adolphe quitta Brandebourg (11 septembre), et se dirigea sur Wittenberg, où il rencontra les deux électeurs de Saxe et de Brandebourg. Les Suédois y passèrent l'Elbe le 13, et atteignirent Düben, sur la Mulde, le 14 septembre.

La veille, Jean-Georges avait écrit à Tilly une lettre dans laquelle, après avoir rappelé sa constante fidélité envers l'Empereur, il disait que l'invasion des Impériaux dans ses États l'obligeait à prendre les moyens nécessaires pour échapper à leurs violences, mais qu'il était toujours prêt à remplir tous les devoirs que lui imposaient les lois de l'Empire, dès que l'Empereur remplirait les siens. L'armée saxonne quitta ensuite Torgau et rejoignit les Suédois à Düben, où le Roi tint un conseil de guerre avec les deux électeurs et avec les principaux officiers des deux armées.

Gustave-Adolphe émit l'avis qu'il fallait non pas marcher tout de suite sur Leipzig pour y attaquer l'ennemi, mais faire un mouvement

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 652.

par le flanc droit, prendre Halle et Mersebourg, et envelopper de telle sorte les Impériaux, que le manque de vivres les forçât à abandonner la bonne position qu'ils occupaient. Il conseilla donc de se tenir, pour le moment, sur la défensive. « Si l'on prenait l'offensive pour livrer une bataille, Dieu, disait-il, à cause de leurs péchés, ne leur accorderait peut-être pas la victoire. Dans ce cas, il ne perdrait pas sa couronne, car il pourrait se retirer en Suède, où il serait couvert par la mer, par une flotte et par une nouvelle armée; ses alliés, au contraire, perdraient leurs États. » Mais l'électeur de Saxe, qui était le plus menacé, et dont les sujets se trouvaient dans l'impossibilité d'entretenir, seulement pendant quinze jours, des armées aussi nombreuses, sans être complétement ruinés, demanda avec chaleur qu'on prît l'offensive, afin d'en finir au plus vite, et déclara qu'il attaquerait seul Tilly, si le Roi ne voulait pas livrer bataille. Gustave-Adolphe y consentit d'autant plus volontiers qu'il désirait au fond prendre l'offensive, et qu'il n'avait conseillé la défensive que pour amoindrir sa responsabilité en cas d'échec. L'électeur de Saxe resta à la tête de son armée; l'électeur de Brandebourg retourna à Berlin [1].

Le 16 septembre 1631, les deux armées réunies partirent de Düben et se dirigèrent vers les plaines de Leipzig, les Suédois formant la droite, et les Saxons la gauche. Elles offraient chacune un aspect fort différent. Les troupes saxonnes étaient bien nourries, bien vêtues; leurs officiers richement équipés, avec des chapeaux ornés de plumets ondoyants. Les Suédois, au contraire, portaient la trace des fatigues de la guerre; leurs visages étaient brunis par le soleil, leurs habits en lambeaux et couverts de poussière. Tous, d'ailleurs, les Saxons comme les Suédois, n'étaient que des mercenaires appartenant à toutes les nations.

Le Roi s'arrêta à Klein-Wolcka, à trois lieues de Leipzig, pour y passer la nuit. Le soir, il fit venir ses généraux, leur transmit ses instructions, et, tout en leur représentant leurs adversaires comme très-redoutables, leur donna, en leur rappelant les succès qu'ils avaient déjà obtenus, l'espérance de les vaincre. Ils étaient égaux, sinon supérieurs en nombre à l'ennemi. Le Roi comptait que les Suédois feraient leur devoir en braves soldats, et que les Saxons,

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 654 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 395, 397.

quoique moins expérimentés qu'eux, se conduiraient bravement, car du résultat de la bataille dépendait le sort de leur patrie. « La bonne cause est de notre côté, ajouta-t-il ; nous ne combattons pas pour des honneurs, pour des biens temporels : nous combattons pour Dieu, pour sa foi, pour la seule religion qui soit vraie et assure le bonheur, cette religion que les catholiques ont si durement persécutée et qu'ils veulent anéantir. C'est pourquoi nous ne devons pas douter que le Tout-Puissant, qui, au milieu des dangers, nous a miraculeusement conduits jusqu'ici, ne nous conserve encore son assistance, ne fortifie nos bras et ne nous donne la victoire. » Il passa ensuite à des arguments plus persuasifs. « Vous avez déjà souvent dit en plaisantant que vous gagneriez bien vite le ciel sous mon commandement, mais jamais la richesse. J'avoue que cela a été vrai jusqu'à présent. Nous avons traversé des pays déserts, dévastés, et d'ailleurs amis, où nous ne pouvions pas songer à nous enrichir. Mais dorénavant, vous pourrez conquérir les biens temporels en même temps que les biens spirituels; car, après la victoire, outre le butin que vous trouverez dans le camp de l'ennemi, vous arriverez sans peine dans ces États des prêtres où je veux vous récompenser généreusement de vos peines et de vos travaux [1]. »

On raconte que Gustave-Adolphe parcourut ensuite à cheval tout le camp, encourageant ses soldats, recommandant entre autres aux cavaliers, s'ils ne pouvaient percer les cuirasses des cavaliers ennemis, de tuer d'abord leurs chevaux [2].

Le même jour, 16 septembre, Tilly était encore décidé à ne pas livrer bataille. Il ordonna en conséquence d'entourer de tranchées et de garnir de trois batteries son camp placé à Eutriz, village au nord de Leipzig. Le lendemain, de bonne heure, les travaux étaient déjà très-avancés. Son plan consistait à occuper une forte position appuyée à Leipzig [3], et à y attendre

[1] Spanheim, dans le *Soldat suédois*, p. 71, fait adresser par Gustave-Adolphe à ses soldats un discours assez grossier. Après avoir dit « que les batailles étaient des arrêts de Dieu », il aurait ajouté « qu'il allait frotter joyeusement une couronne royale et deux bonnets électoraux contre la carcasse d'un vieil corporal ». Ce vieux caporal était Tilly.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 656, 657.

[3] Comme, l'année suivante, Gustave-Adolphe en prit une appuyée à Nürenberg.

Aldringer et Tiefenbach. Mais on traita sa temporisation de pusillanimité causée par l'âge. Les jeunes généraux murmuraient, et se plaignaient d'une campagne qui ne leur procurait ni butin, ni gloire ; leur ardeur l'emporta sur la prudence du général en chef. Pappenheim était celui qui embarrassait le plus Tilly par son opposition, car il ralliait les mécontents. En conseillant la bataille, cet ami de Wallenstein faisait le calcul suivant : Si nous remportons la victoire, nous en profiterons ; si nous sommes vaincus, le commandement passera à Wallenstein. On raconte aussi que Tilly, desservi par Pappenheim auprès de l'électeur de Bavière, se laissa aller à livrer bataille, de peur qu'à Munich on ne considérât un plus long retard comme une négligence impardonnable.

Cependant, le matin même du 17 septembre, Tilly voulait encore éviter la bataille : on l'obligea à la livrer. Pappenheim ayant appris, vers les neuf heures du matin, que les Suédois marchaient contre le camp des Impériaux, lui demanda deux mille cuirassiers, sous prétexte de reconnaître la position de l'ennemi et de faire quelques prisonniers. Tilly les lui donna à contre-cœur, et seulement à la condition qu'il n'engagerait pas le combat. Pappenhein le promit, mais ne tint pas sa parole, car, aussitôt arrivé en face des Suédois, il se précipita sur eux avec fureur. Une fois engagé, il fit savoir à Tilly qu'il ne pourrait ramener les deux mille cuirassiers, que si on lui en envoyait deux mille autres. A cette nouvelle, le vieux général leva les mains au ciel en s'écriant : « Cet homme m'enlèvera l'honneur et perdra l'armée, l'Empereur et l'Empire. » Il envoya cependant deux mille nouveaux cuirassiers pour dégager les premiers, mais en donnant à Pappenheim l'ordre formel de battre en retraite, sous peine de mort. Cependant le Roi pressait si vivement les Impériaux, que Tilly craignit que la meilleure partie de sa cavalerie ne fût anéantie s'il ne la secourait promptement. C'est pour lui venir en aide qu'il quitta son excellente position d'Eutriz et descendit dans la plaine. Pappenheim fut dégagé, mais Tilly avait quitté ses positions. Se mettre en marche pour les reprendre, c'était s'exposer à être attaqué avant d'avoir pu s'y installer de nouveau : il résolut donc de livrer bataille [1].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 657 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. III, p. 419.

Le Roi avait quitté Klein-Wolcka dans la matinée. Comme le jour précédent, les Suédois tenaient la droite, les Saxons la gauche, et les deux armées formaient deux grosses colonnes, prêtes à se mettre en ordre de bataille. Après qu'on eut marché pendant deux heures, on aperçut l'avant-garde ennemie : c'était Pappenheim avec ses cuirassiers. Les Suédois les refoulèrent après une lutte acharnée, et se rangèrent en bataille à l'est du bourg de Podelwitz.

L'armée suédoise formait deux lignes allant de l'ouest à l'est, et ayant chacune une réserve. La première se composait de vingt-trois détachements de piquiers, de mousquetaires et de cavaliers, séparés par d'étroits intervalles. Derrière cette première ligne se trouvait une réserve de mousquetaires et de cavaliers. La seconde ligne, composée de treize détachements d'infanterie et de cavalerie entremêlés, avait derrière elle une réserve de cavalerie. En combinant ainsi l'infanterie et la cavalerie, Gustave-Adolphe se proposait de paralyser, par le feu de ses mousquetaires, la cavalerie impériale mieux montée que la sienne. En même temps, afin de donner plus de mobilité à ses troupes, et d'avoir une plus grande étendue de feux, tout en laissant le moins de prise possible à ceux de l'ennemi, il avait disposé ses détachements de mousquetaires, non plus sur six rangs comme il l'avait fait jusqu'alors, mais seulement sur trois, de telle sorte que tous pussent tirer à la fois, le premier rang seul ayant à se mettre à genoux. Ce fut aussi cette diminution d'épaisseur qui lui permit de former deux lignes de bataille, tandis que les Impériaux n'en avaient qu'une. La grosse artillerie fut mise en batterie devant la première ligne, et chaque détachement avait en outre de petites pièces de canon en cuir, pièces si légères qu'elles pouvaient être traînées par un seul cheval, et même, au besoin, par deux ou trois hommes. Les mousquets des Suédois étaient supérieurs à ceux des Impériaux, car ils étaient à rouet, et non à mèche ; ils se chargeaient au moyen de cartouches, et leur légèreté rendait la fourche inutile. Par suite de ces améliorations, ils tiraient trois ou quatre fois plus vite que ceux des Impériaux.

Baner commandait l'aile droite, le feld-maréchal Horn, l'aile gauche, et Teufel, le centre. Gustave-Adolphe se réservait de combattre Pappenheim, le plus redouté des généraux ennemis · c'est pourquoi on le vit d'abord à l'aile droite. Il montait un

cheval blanc, et portait un chapeau blanc orné de plumes vertes.

A gauche des Suédois et à peu de distance, se trouvait l'armée saxonne. Elle s'étendait jusqu'au village de Göpschelwitz et était aussi rangée sur deux lignes, composées d'infanterie et de cavalerie, et commandées, la première par Arnim, la seconde par l'électeur. Cet ordre de bataille, préparé par Arnim, avait été approuvé par le Roi. On prétend que Gustave-Adolphe avait laissé un assez large intervalle entre les deux armées, parce qu'il pensait que les troupes saxonnes, nouvellement levées, ne tiendraient pas, et qu'il ne voulait pas qu'on pût les confondre avec les siennes. Les Suédo-Saxons faisaient face au midi.

Les Impériaux s'étaient rangés en bataille en même temps que les Suédois. Ils s'étendaient sur une seule ligne, du bourg de Breitenfeld [1], à gauche, à celui de Seehausen, à droite ; leur centre, composé d'infanterie divisée en carrés longs massifs, chacun de deux mille hommes, deux cents en largeur sur dix de profondeur, était couvert sur ses flancs par les deux ailes formées de cavalerie. Les Impériaux faisaient face au nord. Leur artillerie occupait, en avant de la ligne de bataille, une colline située à l'ouest du village de Seehausen. Pappenheim commandait l'aile gauche, Tilly le centre, et Fürstenberg l'aile droite en face des Saxons.

Les deux armées étaient à peu près égales en nombre ; les Suédo-Saxons l'emportaient cependant : les Suédois avaient, en effet, vingt et un mille hommes [2], les Saxons dix-huit mille, en tout trente-neuf mille hommes, avec cent canons de divers calibres ; les Impériaux avaient trente-quatre mille hommes environ, avec trente-six canons seulement. L'armée du Roi se composait, pour un tiers, de Suédois, pour un sixième, d'Anglais, Écossais et autres nations, pour une moitié, d'Allemands ; celle de l'électeur était toute allemande. L'armée de Tilly avait des Wallons et des Croates, mais les Allemands s'y trouvaient en majorité.

La nouvelle tactique suédoise, celle des bataillons nombreux et mobiles, allait l'emporter sur la vieille tactique des Suisses et

[1] A huit kilomètres environ au nord de Leipzig.

[2] Treize mille fantassins et huit mille cavaliers.

D'après G. Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 399, note, et 401), les Suédo-Saxons auraient eu quarante-six mille hommes, et les Impériaux quarante mille.

des Espagnols avec ses rares et pesants bataillons, comme jadis la légion romaine l'avait emporté sur la phalange macédonienne. Jusqu'alors les armées s'abordaient et combattaient un peu à l'aventure : ce fut la première fois qu'on manœuvra pendant la bataille, et ce fut ce qui donna la victoire aux Suédois. Le mot de ralliement était, pour les Impériaux : « Jésus-Marie »; pour les Suédois : « Dieu est avec nous. »

Le ciel était serein, le soleil très-chaud. Aucune pluie n'étant tombée pendant l'année 1631, les fleuves avaient peu d'eau, les rivières étaient à sec, et ce temps dura jusqu'à la fin d'octobre. Par suite de la sécheresse, la terre, soulevée par le piétinement d'un si grand nombre d'hommes et de chevaux, formait des nuages de poussière.

La canonnade dura d'abord de midi à deux heures, en faisant des deux côtés un assez grand nombre de victimes. Vers deux heures, Pappenheim s'avança de nouveau, avec la cavalerie de l'aile gauche, jusqu'au village de Podelwitz, et se jeta dans le flanc de l'aile droite suédoise. Le régiment d'infanterie du duc de Holstein l'avait d'abord accompagné, mais, n'ayant pu suivre les cavaliers, il demeura isolé.

Les Impériaux, par suite de leur position, avaient eu d'abord à dos le soleil, le vent du midi et la poussière, tandis que les Suédois les avaient en face et en souffraient cruellement. Mais l'attaque de flanc de Pappenheim modifia la position des Suédois. Leur aile droite parut d'abord très-menacée par l'attaque de flanc d'une cavalerie supérieure en nombre à la leur; mais la mobilité de leurs détachements et leur habileté à manœuvrer la sauvèrent. Sur l'ordre du Roi, qui commandait en ce moment l'aile droite avec Baner, la réserve de la première ligne de bataille et plusieurs régiments de la seconde ligne vinrent, sans trouble, sans désordre, et sous le feu de l'ennemi, se souder à angle droit à l'extrémité de la première ligne, et formèrent ainsi une nouvelle ligne de bataille, adossée au village de Podelwitz, allant du sud au nord, et faisant face à l'ennemi du côté de l'ouest. Il en résulta que les Suédois se présentèrent à Pappenheim, non plus de flanc, mais de front, et qu'ils ne reçurent plus le vent qu'en travers. Leurs canons de cuir firent d'affreux ravages dans les masses profondes des cuirassiers impériaux. L'infanterie, mêlée à la cavalerie suédoise, leur fit encore plus de mal. En effet,

lorsque la cavalerie suédoise, lancée en avant, se repliait à droite et à gauche après avoir déchargé ses pistolets et donné quelques coups d'épée, les mousquetaires faisaient feu à leur tour sur les Impériaux. L'artillerie légère et la mousqueterie, combinées avec les charges de cavalerie, produisirent un effet irrésistible. Pappenheim eut beau lancer ses cavaliers, les rallier, les lancer encore, ses attaques furent constamment repoussées, et, tandis qu'il s'épuisait en vains efforts, le régiment d'infanterie du duc de Holstein, qu'il avait laissé en arrière, fut anéanti après une défense héroïque.

Pendant que ces événements se passaient sur le front et à la droite des Suédois, les Saxons étaient battus. Fürstenberg les ayant attaqués avec la cavalerie de l'aile droite impériale, ils résistèrent d'abord; mais lorsque leurs meilleurs canonniers eurent été tués, ils commencèrent à chanceler. Tilly, qui se tenait au centre, s'en étant aperçu, se jeta avec toutes ses forces sur l'armée électorale, qui avait déjà beaucoup de peine à se défendre contre Fürstenberg seul. La cavalerie saxonne, puis l'infanterie, rompirent leurs rangs, jetèrent leurs armes et s'enfuirent; la cavalerie impériale les poursuivit et en fit un grand carnage. Les Saxons tombèrent au milieu des bagages du Roi. En entendant le cri : « Tout est perdu! » les conducteurs s'enfuirent aussi jusqu'à Düben, et beaucoup d'entre eux, pensant que la perte de la bataille couvrirait tout, profitèrent de l'occasion pour piller les effets de leurs officiers. L'électeur s'était retiré l'un des premiers avec sa garde du corps; il ne s'arrêta qu'à Eilenbourg, sur la Mulde; quant à son feld-maréchal Arnim, il se réfugia dans les lignes suédoises et annonça au Roi ce qui venait de se passer.

Après avoir battu les Saxons, les Impériaux se jetèrent par masses énormes dans le flanc gauche des Suédois, mis à découvert par la fuite de leurs alliés. Le danger était grand; mais, sur un mot de Gustave-Adolphe, tout ce qui restait de la seconde ligne et des réserves se porta au secours de l'aile gauche, et, se joignant à angle obtus avec la première, forma, comme à l'aile droite, une nouvelle ligne de bataille, allant à peu près du nord au sud, et faisant face à l'ennemi du côté de l'est. Le moment décisif était arrivé. Les Suédois avaient le double avantage d'une mousqueterie mieux exercée, et d'une artillerie plus mobile qui suivait partout les combattants tandis que les gros canons

des Impériaux, laissés à Seehausen, ne servaient plus à rien. Les attaques devenaient de plus en plus vives et répétées ; on ne put bientôt plus employer le canon et le mousquet, tant on était rapproché les uns des autres ; on combattit avec la pique et l'épée. Tous rivalisèrent de bravoure, et ce fut dans ce combat à l'aile gauche suédoise que les deux armées perdirent le plus grand nombre d'officiers. Enfin la cavalerie des Impériaux céda, puis leur infanterie[1].

A ce moment, Gustave-Adolphe reçut la nouvelle que Baner, qui commandait son aile droite, avait battu les Impériaux et les poussait devant lui, dans la direction de Breintenfeld. Il ordonna un mouvement général. Les deux nouveaux fronts de droite et de gauche, se redressant et se développant, pivotèrent sur leur point de jonction avec le front principal ; toute l'armée ne forma plus dès lors qu'une seule ligne de bataille, qui s'avança, la cavalerie en avant, vers les hauteurs où se trouvait l'artillerie ennemie. Les batteries impériales tombèrent en son pouvoir, et furent aussitôt retournées contre les Impériaux qui fuyaient. Tilly lui-même reçut plusieurs blessures et faillit être fait prisonnier[2]. Un capitaine de cavalerie suédoise, qu'on appelait à cause de sa taille le grand Fritz, l'avait atteint et le frappait à la nuque avec la crosse de son pistolet, en lui criant : « Rendez-vous ! » lorsque le duc Rodolphe-Max de Saxe-Lauenbourg, qui combattait dans les rangs des Impériaux, l'abattit d'un coup de pistolet dans la tête. Tilly se plaça dans un carré formé par quelques vieux régiments d'infanterie qui, au milieu de la déroute générale, n'avaient pas rompu les rangs, ces mêmes régiments qui avaient conquis l'Allemagne et n'avaient jamais été vaincus. Incapables de tourner le dos à l'ennemi, ils se retirèrent à l'ouest des batteries perdues et

[1] « Je m'imaginais que nos chefs eussent quelque assurance du ciel pour la victoire, ou fussent devenus aveugles et qu'on dût combattre ce jour-là à yeux clos ; ou que, se confiant en leur bonne fortune, elle rendrait leurs imprudences heureuses, et que quelque bon ange leur avait révélé que Dieu ferait pour nous autant de miracles que nous ferions de fautes... Les chefs couraient de part et d'autre, et paraissaient tout troublés... Je vis quelques colonels, lesquels, au lieu de remettre le désordre, s'en allèrent pourvoir à sauver leurs bagages. » (Lettre d'un capitaine impérial à un sien ami, *Mercure français*, t. XVII, 1re part., p. 677 et suiv.)

[2] S'il ne fut pas tué, cela vint, d'après Gustave-Adolphe, des charmes magiques qu'il portait (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 446).

résistèrent à toutes les attaques. « On vit de ces vieux soldats combattre à genoux, les jambes rompues, et ne quitter leur poste qu'avec la vie[1]. » Ils seraient tous morts sur place, si la nuit ne fût survenue et n'eût arrêté la poursuite; ils en profitèrent pour conduire Tilly à Halle, où ils arrivèrent le lendemain matin.

La bataille avait duré de midi à sept heures du soir. Neuf mille morts jonchaient la terre : mille Suédois, deux mille Saxons, six mille Impériaux[2]. Ceux-ci eurent presque autant de prisonniers; leurs débris s'enfuirent à Leipzig, à Mersebourg, à Halle et jusqu'à Halberstadt. La belle armée de Tilly était à moitié détruite, toute son artillerie perdue; enfin et surtout, l'illustre général n'était plus invincible; à l'âge de soixante-douze ans, il avait été vaincu par un adversaire bien plus jeune que lui, car le roi n'avait alors que trente-six ans. Le lendemain de la bataille, le matin, Tilly n'avait plus que six cents hommes autour de lui; le soir, Pappenheim lui amena quatre cents cavaliers.

Pappenheim avait passé la nuit non loin du champ de bataille, avec quelques soldats qu'il avait pu rallier; il ne s'était retiré que le lendemain, en présence de l'ennemi. Il était cause en grande partie de la défaite, car c'était lui qui avait obligé Tilly à combattre dans des conditions défavorables; mais il avait montré la plus grande bravoure. Le 29 septembre il écrivit à Wallenstein pour lui rendre compte de ce qui s'était passé, et l'engager à venir au secours de la patrie, que lui seul pouvait sauver.

Gustave-Adolphe passa la nuit sur le champ de bataille. Les Suédois avaient pris vingt-sept gros canons, environ cent drapeaux, beaucoup de vivres et de munitions. Ils avaient perdu plusieurs officiers, entre autres le colonel Teufel, qui commandait leur centre. Les Impériaux avaient aussi perdu beaucoup d'officiers, et, parmi eux, le colonel Erwitt et le duc Adolphe de Holstein, qui, fait prisonnier, mourut de ses blessures à Eilenbourg. Un grand nombre de soldats impériaux entrèrent immédiatement

[1] *Le Soldat suédois*, p. 75.

[2] D'après Hurter (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 421), les paysans tuèrent beaucoup de fuyards impériaux. Il est difficile de dire si cela prouve que les paysans étaient favorables à Gustave-Adolphe, ou seulement irrités contre les pillards.

au service de Gustave-Adolphe, dont l'armée se trouva ainsi plus forte après la bataille qu'auparavant.

La nouvelle de la bataille de Leipzig produisit sur les esprits un effet indescriptible. La victoire de Gustave-Adolphe le rendit aussitôt populaire parmi les protestants d'Allemagne; beaucoup se mirent à porter des médailles à son effigie, et la presse luthérienne retentit de cris de joie et de triomphe, tandis que la presse catholique resta presque muette. Les souverains catholiques, surtout l'électeur de Bavière, qui avait perdu son armée, tremblèrent. L'Empereur resta calme. Il apprit la terrible nouvelle de la bouche du chambellan bohémien Slawata, au retour de la chasse, au moment où il allait se mettre à table. Il dîna si tranquillement que personne ne se douta de rien. Pendant la nuit, il envoya plusieurs courriers pour donner à des régiments, répartis dans la haute Allemagne, l'ordre de rallier l'armée. Le général Aldringer s'était trouvé si près du champ de bataille, qu'il avait dû entendre le canon. Averti de la défaite par les fuyards, il se retira dans les défilés du Thüringerwald, puis alla rejoindre Tilly en Westphalie. D'autres renforts arrivèrent, et l'armée impériale compta bientôt vingt-six mille hommes [1].

Le lendemain de la bataille, Gustave-Adolphe se présenta devant Leipzig. Cette ville, outre une garnison de mille hommes, laissée par Tilly, contenait une foule de fugitifs. Le Roi, qui n'était pas pressé de s'en emparer, chargea l'électeur de Saxe d'en faire le siége, et se mit à poursuivre l'ennemi pour recueillir les fruits de la victoire. Le même jour, il atteignit près de Mersebourg trois mille Impériaux échappés au désastre ; il leur tua mille hommes et leur fit quinze cents prisonniers, dont la plupart entrèrent à son service. Le 19 septembre, il occupa Mersebourg; le 21 et le 22, Halle et sa citadelle, le Moritzbourg. Halle, la se-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 659, 660, 664, 665, 666, 701, 707 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 404, 405, 407 ; O. Klopp, *Tilly*, t. I, p. 331, 333 ; Schreiber, *Maximilian I der Katholische*, p. 524 et suiv.; *Mercure français*, t. XVII, 1re part., 654 à 703 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 419; Villermont, *Tilly*, t. II, p. 175; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles;* Gualdo Priorato, *Histoire des dernières campagnes et négociations de Gustave-Adolphe en Allemagne* (traduction Francheville), p. 72 ; Remarques militaires par un officier prussien, avec un plan, *ibid.*, p. 406. Lotichius (*Rerum Germanicarum libri*, p. 930) donne une vue de la bataille de Leipzig.

conde ville de l'archevêché de Magdebourg, dut lui jurer obéissance et fidélité, moyennant quoi le Roi s'engagea à maintenir ses droits et ses priviléges [1]. Gustave-Adolphe, sans s'inquiéter de l'administrateur, ni du prince Auguste de Saxe, nomma le prince Louis d'Anhalt pour son lieutenant dans l'archidiocèse, avec Jean Stahlmann pour chancelier.

Le 22 septembre, la garnison de Leipzig se rendit à l'armée saxonne. Les soldats catholiques purent, ou passer au service de l'électeur, ou se retirer à la condition de ne jamais plus combattre le roi de Suède ; mais les soldats protestants durent tous entrer au service de la Saxe ; quant aux officiers, ils restèrent prisonniers de guerre. Tout l'électorat se trouva ainsi évacué par les Impériaux, et l'électeur célébra sa délivrance par des fêtes [2].

Après avoir réoccupé Leipzig, Jean-Georges, sur l'invitation du Roi, se rendit à Halle. Il était honteux de sa fuite et redoutait quelque reproche ; mais le Roi le reçut de la façon la plus amicale et le remercia même de lui avoir conseillé de livrer bataille. Ce traitement inespéré surprit l'électeur et l'enthousiasma si bien, que, au rapport des Suédois (dans un banquet à la vérité), il aurait offert ses services au roi de Suède pour le faire élire roi des Romains [3].

D'autres princes protestants, comme le duc Guillaume de Saxe-Weimar, frère aîné de Bernard, se trouvaient déjà à Halle. On se demanda comment on mettrait à profit la victoire de Leipzig. Tous furent d'avis qu'il fallait que les deux armées, suédoise et saxonne, opérassent chacune d'un côté différent. L'électeur proposa d'entrer lui-même en Franconie, et d'y rallier les protestants pour anéantir la Ligue, pendant que le Roi envahirait la Bohême et dicterait à l'Empereur, devant les murs de Vienne, les conditions de la paix. Mais le Roi préféra conquérir les pays du Main et du Rhin, en laissant à l'électeur le soin de s'emparer de la Bohême et de la Silésie. Il fit remarquer que Tilly était resté dans le centre

[1] Le bruit courut que Tilly, blessé, avait été fait prisonnier à Halle, et que, amené devant le Roi, il avait expiré en sa présence. (*Relation du temps*.)

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 651, 667 ; Hurter, *Geschichte kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 428 ; *Mercure français*, t. XVII, 2e part., p. 73.

[3] D'après Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 425), ces offres furent faites par l'électeur à Salvius, envoyé du Roi.

de l'Empire, et que l'armée suédoise était seule capable de lui tenir tête, tandis que les États héréditaires se trouvaient alors dégarnis de troupes. Mais il voulait aussi empêcher l'électeur de rester auprès de ses confédérés de Leipzig pour former avec eux un tiers parti; il voulait surtout le brouiller encore plus avec l'Empereur, en le faisant entrer en ennemi dans les États de la maison d'Autriche.

Si Gustave-Adolphe n'avait eu d'autre but que de sauver le protestantisme en Allemagne, il aurait dû marcher sur Vienne après sa victoire de Leipzig. Pour l'arrêter, en effet, l'Empereur aurait certainement rapporté l'édit de restitution, qu'il avait déjà renoncé à exécuter contre la Saxe. Mais, cette tâche une fois accomplie, le Roi aurait été obligé de retourner en Suède sans autre profit que la gloire, car on n'aurait plus eu besoin de lui en Allemagne; sa présence y serait devenue à charge, et, s'il avait voulu garder quelques provinces, les protestants, après avoir obtenu par lui ce qu'ils désiraient, se seraient réunis aux catholiques pour le chasser. Mais il avait un autre but, et il agissait dès lors sagement en ne forçant pas tout de suite l'Empereur à céder, et en s'occupant de ses propres intérêts avant d'avoir pleinement satisfait ceux de ses alliés. N'étant pas encore assez puissant pour obliger l'Empereur à lui faire des concessions de territoires, il préféra faire lui-même des conquêtes, soit qu'il voulût les garder, soit qu'il comptât s'en servir comme de gages pour se faire livrer en échange d'autres pays qui lui conviendraient mieux. Il résolut donc de s'emparer d'abord des États ecclésiastiques du Main et du Rhin. Il espérait le faire d'autant plus facilement, que les changements de gouvernement n'y laissaient pas aux sujets le temps de s'attacher à leurs souverains comme ceux des familles régnantes, et que leur conquête ne touchait pas immédiatement les dynasties laïques. Il ne voulait pas non plus laisser à l'électeur de Saxe le temps d'occuper lui-même ces pays, et, en augmentant ainsi sa puissance, de se mettre en état de lui imposer sa médiation [1].

Le 27 septembre 1631, Gustave-Adolphe partit de Halle pour Erfurt avec toute son armée. Erfurt était une ville opulente, qui,

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 665, 668, 669; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 426; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 306.

tout en dépendant de l'électorat de Mayence[1], se gouvernait en réalité elle-même, et jouissait d'une indépendance semblable à celle des villes impériales. Bien que la bourgeoisie y fût luthérienne, ainsi que l'université, la ville comptait de nombreux couvents catholiques, et les deux religions y vivaient en paix. Une ambassade de la municipalité, pressentant le sort qui menaçait la ville, vint au-devant du Roi à Leubingen, pour le prier de la traiter comme l'avaient traitée les généraux de l'Empereur, et, en conséquence, de ne pas lui imposer de garnison. Gustave-Adolphe, selon son habitude, fit aux envoyés un long discours sur les malheurs de la guerre, et sur la liberté de la foi à laquelle devaient travailler tous les protestants; puis, encore selon son habitude, il termina son discours en montrant ses canons. Les envoyés, sans se laisser trop effrayer, renouvelèrent leurs demandes, mais sans succès. Le duc Guillaume de Weimar, chargé de mettre fin à ces « bavardages inutiles », se présenta le soir, en voiture, et demanda à entrer; on n'osa refuser, et, lorsque les portes eurent été ouvertes et que la voiture s'y fut engagée, le duc ordonna à son cocher d'attendre un instant. Le régiment des cuirassiers de Courville suivait à peu de distance; il accourut à bride abattue, chassa la garde de la porte, et s'empara de la grande place (1er octobre). Les magistrats furent alors obligés de livrer les clefs de la ville. Le lendemain, vers trois heures de l'après-midi, le Roi fit son entrée. Les membres du conseil, en le recevant, lui demandèrent de nouveau d'épargner leur cité; le Roi leur répondit qu'il ne demanderait à Erfurt que le nécessaire, qu'il maintiendrait ses droits et ses libertés, et qu'il diminuerait les charges causées par l'entretien de la garnison, en y faisant contribuer toute la Thüringe.

Deux jours après, Gustave-Adolphe appela auprès de lui le conseil, ainsi que les chefs des corporations; il leur fit encore un discours pour leur expliquer que le but de la guerre qu'il avait entreprise était de défendre la cause de Dieu et de délivrer l'Église chrétienne. Il aurait pu obtenir depuis longtemps déjà des conditions de paix acceptables, s'il avait consenti à laisser dans l'embarras ses coreligionnaires et ses parents; mais il aimait mieux s'exposer à perdre la vie et la couronne que d'abandonner la

[1] L'électeur de Mayence y était représenté par un chancelier.

liberté allemande, et il s'estimerait heureux si le Christ le jugeait digne de mourir pour la gloire de son nom. Il conclut en disant que tous devaient suivre son exemple en contribuant au bien commun, et il chercha à flatter ses auditeurs en leur annonçant qu'il leur confierait sa femme, ce qu'il avait de plus cher au monde.

Erfurt dut rompre toutes relations avec l'archevêque-électeur de Mayence, son souverain, et prêter serment de fidélité au roi de Suède et à l'électeur de Saxe; on lui garantissait le maintien de ses libertés. Tilly, respectant les priviléges de la ville, n'y avait pas mis garnison : le Roi lui en imposa une de quinze cents hommes. L'électeur de Mayence avait laissé les protestants d'Erfurt suivre librement leur religion : Gustave-Adolphe déclara les catholiques exclus de sa faveur. Il consentit cependant, sur les prières du conseil de ville, à ne pas expulser le clergé catholique; mais ce fut à la condition que les ecclésiastiques lui jureraient fidélité. Il prit ensuite sous sa protection particulière les pasteurs luthériens, ainsi que les professeurs protestants de l'université, les déchargea de tout impôt de guerre, de tout logement de troupes, et en accabla, au contraire, le clergé catholique. Ce clergé se composait, à Erfurt, du chapitre collégial de Notre-Dame et Saint-Séverin, des bénédictins de Pétersbourg, du couvent écossais, des chartreux et des jésuites. Ces derniers, informés de l'irritation du Roi contre eux, allèrent se jeter à ses genoux. Il les reçut d'un air sévère, leur reprocha, en termes vagues et sans rien préciser, les troubles qu'ils avaient causés, le sang qu'ils avaient versé, et les engagea à suivre l'exemple des autres ecclésiastiques, et à ne pas se mêler dorénavant de politique. Les jésuites auraient pu facilement l'accuser à leur tour de crimes politiques certains et précis; mais il avait pour lui la force[1].

Une alliance avec la maison de Weimar fut conclue à Erfurt, aux mêmes conditions qu'avec la maison de Hesse-Cassel. Les ducs pourraient, avec leurs propres troupes, faire des conquêtes sur les territoires de la Ligue; mais Guillaume, le plus âgé, et Bernard, le plus jeune, commencèrent à se jalouser avant d'avoir rien conquis. Le Roi n'était sans doute pas fâché de ces divisions, qui empêchaient ses alliés de devenir trop puissants. Il établit le

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 671; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 343.

duc Guillaume son lieutenant à Erfurt et pour toute la Thüringe, et le chargea de lever une armée dont le duc lui-même aurait le commandement; en attendant, il lui laissait quatre régiments d'infanterie et un de cavalerie.

En faisant prêter serment par Erfurt à l'électeur de Saxe, chef de la branche albertine, et en y laissant pour lieutenant un prince de la branche ernestine, le Roi obligeait tous les princes de la maison de Saxe à l'aider, dans l'espoir d'acquérir cette importante ville; et, comme les deux branches de cette maison se détestaient, il ne devait rien craindre ni de l'une, ni de l'autre. Cette garantie ne lui suffit cependant pas encore, et il laissa une garnison commandée par le colonel Löwenstein ne relevant que de lui[1].

Le 6 octobre, l'armée suédoise, forte de vingt-six mille hommes, dont dix-huit mille fantassins et huit mille cavaliers[2], marcha sur Würtzbourg. Pendant qu'un détachement, commandé par Baudissin, faisait un détour à l'ouest, du côté de Gotha, le reste se dirigea avec le Roi vers le midi, par Arnstadt et Ilmenau. La traversée de la forêt de Thüringe dura trois jours; Gustave-Adolphe rallia Baudissin devant Königshofen. Cette place était la clef de l'évêché de Würtzbourg; le commandant capitula le 10 octobre, après avoir essuyé quelques coups de canon. Les Suédois trouvèrent dans Königshofen beaucoup d'armes, de vivres, et d'orfévrerie d'église apportée de tous les environs dans l'espoir de la mettre à l'abri. Toute la Franconie catholique tremblait, et le prince-évêque de Würtzbourg s'était enfui, quoique le Roi lui eût offert sa protection. Schweinfurt, sur le Main, ville impériale protestante, n'opposa aucune résistance, et les Suédois arrivèrent devant Würtzbourg le 13 octobre.

Le Main, qui coule en cet endroit du sud au nord, divisait la capitale du prince-évêque en deux parties, dont la plus considé-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 675.

[2] L'armée de Baner, sur l'Oder, était de dix mille hommes; celle de Tott, sur l'Elbe, de vingt-quatre mille; l'armée du landgrave de Hesse-Cassel en avait huit mille. Le tout, avec l'armée royale de vingt-six mille hommes, faisait soixante-huit mille hommes, qui devaient être portés au double par des renforts. (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 432, 433.)

rable, située sur la rive droite, était mal fortifiée. Sur la rive gauche, s'élevait le château du Marienberg. Bâti sur un rocher, au sommet de la colline du Schlossberg, et inaccessible du côté de la rivière, une pente douce permettait de l'approcher du côté opposé. Là, une avant-cour, défendue par une demi-lune[1], était séparée du reste du château par un fossé profond, taillé dans le roc. Gustave-Adolphe, en arrivant par la rive droite, trouva la principale porte de la ville à l'est fermée, et tellement obstruée de fumier, qu'un pétard ne put la faire sauter. Comme on tirait peu des tours et des remparts, les mousquetaires suédois purent sans difficulté la déblayer et l'abattre ensuite à coups de hache.

La garnison s'était retirée dans le château, en brûlant le pont derrière elle. Tous les membres du gouvernement avaient pris la fuite avec l'évêque, et il ne restait plus que la municipalité. Le Roi la fit sommer de se rendre, et, dans la soirée du 14 octobre, elle lui envoya un moine écossais et un fonctionnaire civil pour convenir de la capitulation. Gustave-Adolphe, afin de faciliter les négociations, remit à la ville comme otages deux de ses officiers. Ceux-ci furent très-bien hébergés à l'hôtel du Faucon-d'Or; ils coururent toutefois un grand danger pendant la nuit. Des fantassins suédois, qui se trouvaient dans le faubourg, avaient découvert quelques tonneaux de vin de Franconie. Peu habitués à cette boisson, ils s'enivrèrent, et mirent le feu par imprudence à quelques cabanes. Les habitants s'imaginèrent que le Roi voulait incendier leur ville, et une foule furieuse s'amoncela devant l'hôtel du Faucon; elle finit par s'apaiser, en voyant que les Suédois eux-mêmes travaillaient à éteindre le feu.

Le lendemain matin, de bonne heure, les portes furent ouvertes; le Roi entra avec quelques régiments, et prit aussitôt des mesures pour rétablir le pont du Main et attaquer le château. Le colonel Axel Lilia traversa la rivière avec un certain nombre de mousquetaires, malgré le feu de la garnison, et s'empara du faubourg de la rive gauche. En même temps, des poutres et des planches furent jetées sur les piles du pont, qui subsistaient encore, et l'Écossais Ramsay franchit par là le Main avec une bonne partie de l'infanterie.

Le château opposa une résistance acharnée et fit beaucoup de

[1] Ouvrage extérieur terminé sur la campagne par un angle saillant.

mal aux assaillants. Gustave-Adolphe faillit même perdre la vie. Placé derrière la porte qui donnait accès au pont, il considérait par une étroite embrasure les efforts de ses soldats, lorsque, au moment où il se penchait pour donner un ordre, un boulet frappa la muraille à côté de lui et le couvrit de poussière.

Le jour suivant, les Suédois élevèrent une batterie, démolirent une tour qui se trouvait au milieu de la colline, puis s'approchèrent du château par l'ouest et donnèrent l'assaut à la demi-lune. Ce premier assaut échoua, et les Suédois y perdirent trois cents hommes; un second, qui fut donné dans la matinée du 17 octobre, réussit [1]. Le colonel Axel Lilia commandait encore l'avant-garde; le régiment bleu l'appuyait, d'autres suivaient. La demi-lune fut attaquée au point du jour; les échelles se dressèrent, et l'avant-cour tomba au pouvoir des Suédois. Les assiégés, battus, s'enfuirent en masses serrées vers le pont-levis qui donnait accès dans le château. Le commandant du Marienberg avait donné ordre de l'abaisser pour recevoir ses soldats, mais de tenir la principale porte fermée et de n'ouvrir qu'une petite porte latérale, afin d'empêcher les assaillants d'entrer avec eux. Il en résulta une horrible mêlée, et le pont se trouva tellement chargé de morts, que, lorsque le commandant ordonna de le relever, les chaînes ne purent en supporter le poids et se rompirent. Le pont restant abaissé, les Suédois purent s'approcher de la porte principale et la faire sauter avec un pétard. Ils se précipitèrent ensuite dans l'intérieur de la forteresse et continuèrent le massacre.

Le commandant de la garnison, Heinrich Keller de Schleitheim, fit battre la chamade pour annoncer qu'il se rendait, mais la tuerie continua au cri de : « Quartier de Magdebourg! » Tous les défenseurs tombèrent; le colonel suédois Léonard Torstenson n'épargna que le commandant, à la condition qu'il livrerait les trésors cachés dans le château. Les cadavres de vingt et quelques moines se trouvèrent mêlés à ceux des combattants.

Lorsque Gustave-Adolphe fit son entrée, il vit que quelques-uns des soldats de l'évêque, pour échapper, faisaient les morts :

[1] G. Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 436) et Hurter (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 430) indiquent le 18.

« Levez-vous, leur dit-il en riant, on ne vous fera pas de mal. » Sur cet ordre, quelques survivants sortirent du milieu des cadavres, et eurent la vie sauve [1].

Les Suédois trouvèrent dans le Marienberg une énorme quantité d'or, d'argent, de bijoux, de vêtements et de meubles [2]. Tous les environs avaient déposé leurs trésors dans cette forteresse, qu'on croyait inexpugnable, et l'évêque, l'un des plus riches de l'Allemagne, n'avait pu emporter que peu de chose. Plusieurs milliers de fûts, pleins d'excellent vin, trente pièces de canon, beaucoup de poudre, une écurie pleine de magnifiques chevaux, et la bibliothèque épiscopale, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Gustave-Adolphe abandonna à ses soldats la plus grande partie du butin. Un petit coffre, plein de ducats, avait été découvert; quelques mousquetaires reçurent l'ordre de l'apporter au Roi. En chemin, le fond se détacha, et les ducats roulèrent à terre; les soldats s'empressèrent de les ramasser, mais en en faisant disparaître un certain nombre dans les manches de leurs pourpoints. Le Roi s'en aperçut et se contenta de dire en riant : « Je vois bien que cet or ne doit pas m'appartenir; laissez les fripons emporter leur fortune. » A partir de la prise du Marienberg, les thalers devinrent si abondants à l'armée suédoise que de simples soldats en eurent jusqu'à cent [3]. La discipline disparut en même temps.

Environ cent femmes, des religieuses pour la plupart, s'étaient réfugiées dans le château; on ne leur fit aucun mal, mais elles furent obligées de payer une rançon. Le Roi fit restituer aux bourgeois quelques meubles qui leur appartenaient, et qui n'avaient, du reste, que peu de valeur pour le soldat; il envoya la bibliothèque de l'évêque à l'université d'Upsal [4].

Aussitôt après l'occupation du château, un gouvernement fut installé pour l'administration de la Franconie. Le Roi publia en même temps une proclamation, pour annoncer qu'il n'avait passé

[1] *Le Soldat suédois*, p. 91.

[2] Ils y trouvèrent entre autres et y prirent les statues des douze apôtres en argent massif (*Mercure français*, t. XVII, 2e part., p. 80).

[3] L'évêque de Würtzbourg avait dans le Marienberg trois cent quarante mille thalers (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 354).

[4] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 675 à 678; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 432, 437; *Mercure français*, t. XVII, 2e part., p. 78.

en Allemagne que pour sauver la liberté et arracher les nations à l'esclavage. Il avait d'abord espéré, disait-il, que, venant délivrer tout le monde de la tyrannie de l'Empereur, les catholiques aussi bien que les protestants l'aideraient, ou du moins resteraient neutres, comme la France l'avait stipulé pour eux dans son traité avec la Suède. Mais les évêques n'en avaient pas moins manifesté les intentions les plus hostiles, ce qui l'avait obligé à entrer en Franconie. Il avait établi un nouveau gouvernement, afin que ces malheureuses contrées ne retombassent pas au pouvoir des méchants avant que Dieu leur eût accordé une paix durable. Il prenait possession du pays comme souverain provisoire, mais en se réservant d'en disposer à sa convenance. Toutes les autorités devraient lui prêter serment, et quiconque désobéirait serait puni.

De Würtzbourg, Gustave-Adolphe écrivit aux trois électeurs ecclésiastiques, pour les sommer d'embrasser son parti, de lui ouvrir leurs États, de lui fournir de l'argent et des vivres, de laisser pleine liberté religieuse à leurs sujets protestants, et, comme garantie, de lui livrer quelques forteresses. En attendant, il distribua les nombreux couvents de la Franconie et leurs richesses à ses officiers et à ses partisans. Toute résistance était impossible. La Franconie avait peu souffert jusqu'alors des maux de la guerre; les villes regorgeaient de grains, de vins et de toutes sortes de provisions. L'armée suédoise en profita pour vivre dans l'abondance. Les soldats se livrèrent à un gaspillage effréné : ils vendaient une vache pour un thaler, un mouton pour cinq batz. Gustave-Adolphe employa ses nouvelles ressources à lever des troupes, et sortit de la Franconie plus fort qu'il n'y était entré. Mais, après quelques semaines de séjour de l'armée, le pays se trouva épuisé et manqua du nécessaire [1].

Pendant que les Suédois occupaient la Franconie, que devenait Tilly? Après avoir fait panser ses blessures à Halle, le général de l'Empereur était arrivé le 20 septembre à Halberstadt. Il y rallia beaucoup de fuyards et se retira dans l'évêché de Hildesheim. En se dirigeant ainsi vers l'ouest, il se proposait d'attirer à lui les Suédois et de les empêcher de se jeter sur les États catholiques; il voulait aussi recueillir les renforts qui lui arri-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 678; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 448, 449.

vaient de ce côté. Le 3 octobre, il passa le Weser à Corvey et rallia des troupes que lui envoyait l'électeur de Cologne ; mais ayant appris que Gustave-Adolphe, au lieu de le poursuivre, allait envahir la Franconie, il résolut de le suivre. Le 6 octobre, le jour même où le Roi partait d'Erfurt, il quitta Corvey après y avoir laissé Gronsfeld, et arriva le 12 octobre à Fritzlar, dans la Hesse-Cassel. Le lendemain, Aldringer et Fugger le rejoignirent, et l'armée impériale se retrouva presque aussi nombreuse qu'avant la bataille de Leipzig. Elle se composait, en effet, de vingt-huit mille hommes, dont dix-huit mille fantassins et dix mille cavaliers, avec vingt-six pièces de canon. Le landgrave de Hesse-Cassel fut le premier à en souffrir : ses États furent ravagés. Abandonné par le Roi et trop faible pour tenir la campagne, il se retira dans ses places fortes.

Tilly, venu de Fritzlar à Fulda, partit de cette dernière ville le 19 octobre, pour aller au secours de Würtzbourg. Il ignorait que cette place avait capitulé deux jours auparavant. Il fut rejoint en route, près de Miltenberg [1] sur le Main, à l'ouest de Würtzbourg, par le duc Charles IV de Lorraine, avec douze mille hommes. Ce prince, malgré les menaces de Richelieu, avait quitté son pays pour venir au secours de l'Empereur. Tilly, maintenant à la tête de quarante mille hommes, était supérieur en forces à Gustave-Adolphe ; mais il arriva trop tard pour sauver Würtzbourg. Il chercha alors à conserver les pays du Rhin et du Neckar, surtout Mayence et Heidelberg [2].

Après avoir pris Würtzbourg, le roi continua ses conquêtes dans le bassin du Main, et occupa, à la fin d'octobre, Wertheim et Rothenbourg-sur-la-Tauber. Dans cette dernière ville, la garnison impériale s'était révoltée à cause d'un retard dans le payement de la solde ; elle obligea ses chefs à capituler et passa au service de la Suède.

Les princes protestants, menacés par le Roi d'être traités en ennemis s'ils restaient neutres, conclurent avec lui des traités par lesquels ils s'engagèrent à payer des subsides, à la condition d'en être dédommagés par des agrandissements aux dépens de la

[1] A Aschaffenbourg, d'après M. d'Haussonville (*Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. I, p. 224).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 679 et suiv.

Ligue. L'évêque de Bamberg lui-même entra en négociation Gustave-Adolphe lui demandait trois tonnes d'or [1], ses forteresses de Forchheim [2] et de Cronau [3], un subside mensuel égal à celui qu'il payait à la Ligue, et le rappel de ses troupes qui se trouvaient sous les ordres de Tilly. L'évêque prétexta qu'il lui fallait, avant de rien conclure, consulter sa diète. Il se proposait de gagner du temps; le Roi s'en aperçut, et s'il laissa de côté Bamberg, ce fut avec l'intention d'y revenir plus tard. Il marcha en attendant vers le Rhin. Le prélat, croyant avoir échappé au danger, refusa tout subside; mais il fut contraint de le payer l'année suivante [4].

Gustave-Adolphe, laissant le feld-maréchal Horn avec un corps d'armée pour garder la Franconie, avait quitté Würtzbourg le 16 novembre, à la tête de douze mille hommes. Tilly lui était supérieur en nombre, mais ses meilleurs soldats étaient tombés à Leipzig; il n'avait que des recrues, mal armées, mal nourries, avec lesquelles il ne pouvait pas arrêter les Suédois. Gustave-Adolphe saisit comme au vol Aschaffenbourg, Seligenstadt, Steinheim, traversa Hanau, qu'un de ses officiers avait pris le 16 novembre, et, arrivé à Offenbach, envoya le comte Philippe Reinhardt de Solms sommer la ville de Francfort-sur-le-Main de lui ouvrir ses portes. Des envoyés du conseil municipal parurent au camp du Roi, pour lui demander la neutralité; ils lui parlèrent des devoirs des bourgeois envers l'Empereur et des dangers qu'une alliance avec la Suède ferait courir à leurs foires et à leurs priviléges. Le Roi leur répondit : « Je suis surpris que vous ne parliez que de vos foires, tandis qu'il s'agit de la foi, de la liberté et du bien de l'Empire. Depuis l'île de Rügen jusqu'au Main, j'ai trouvé les clefs de toutes les forteresses, et, si vous me refusez le passage, je saurai bien trouver aussi celles de votre ville. » Les envoyés le prièrent de les laisser au moins consulter l'électeur de Mayence, mais Gustave-Adolphe refusa. « C'est moi qui suis maintenant pour vous, leur dit-il, l'électeur de Mayence. Je vous donnerai une absolution aussi valable que la sienne. Je voudrais pouvoir vous épargner, mais l'Allemagne est un malade qui ne

[1] C'est-à-dire trois cent mille florins.
[2] Forchheim, au sud-est de Bamberg.
[3] Cronau, au nord-est de Bamberg.
[4] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 681.

peut être guéri que par de violents remèdes. Je le vois bien, vous voudriez me tendre seulement le petit doigt, mais il me faut toute la main. »

Ils se retirèrent, et Gustave-Adolphe ne laissa pas à la municipalité le temps de réfléchir, car le 27 novembre l'armée suédoise parut en ordre de bataille devant Sachsenhausen. Ce faubourg de Francfort, situé sur la rive gauche du Main, eut à choisir entre ouvrir ses portes ou les voir enfoncer : il les ouvrit. Le Roi laissa une garnison de six cents hommes à Sachsenhausen, passa le Main, entra dans la ville et ne fit que la traverser pour en ressortir du côté de l'ouest par la porte de Bockenheim. Pendant tout ce temps, il eut constamment son chapeau à la main, saluant à droite et à gauche avec une grâce parfaite. Le même jour, les Suédois occupèrent la petite ville mayençaise de Höchst; la garnison, forte de trois cents hommes, capitula et entra au service de la Suède. Quelques jours après, le Roi obligea la municipalité de Francfort à se prononcer tout à fait pour lui, et il conclut en même temps une alliance avec les comtes du Wetterau[1].

L'électeur de Mayence n'ignorait pas que les prochains coups lui étaient destinés; il se prépara à se défendre, barra l'embouchure du Main en y faisant planter des pieux et couler des bateaux chargés de pierres, et reçut dans sa capitale deux mille Espagnols, tirés du corps d'armée qui occupait le bas Palatinat. Les Espagnols jurèrent de combattre jusqu'au dernier homme; mais l'électeur, peu rassuré par leurs serments, s'embarqua sur le Rhin avec tous ses trésors, et se réfugia à Cologne, en compagnie de l'évêque de Worms. Il y eut quelques légers combats entre les Suédois et les Espagnols. Le duc Bernard de Weimar, qui commandait l'avant-garde suédoise, s'empara du château d'Ehrenfels, sur la rive droite du Rhin, et de celui de Mäusethurm, dans une île en face de Bingen. Les Suédois isolaient ainsi Mayence pour le prendre plus facilement[2].

Vers le même temps, le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 682, 683; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 353.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 683; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 454.

vint rejoindre le Roi à Höchst. Au commencement d'octobre, il avait pris Münden, au confluent de la Werra et de la Fulda, et pillé l'évêché de Paderborn.

Gustave-Adolphe négociait alors une alliance avec Georges II de Hesse-Darmstadt. Le landgrave, ne pouvant se défendre, se résigna à traiter. Le Roi lui fit de meilleures conditions qu'aux autres princes, parce que Georges II était le gendre de l'électeur de Saxe[1], et qu'on espérait que la défection d'un souverain connu pour sa fidélité à l'Empereur en ébranlerait d'autres. Il lui permit de garder la neutralité, tout en continuant ses relations avec l'Empereur, et il l'affranchit de toutes les charges de la guerre. Il exigea seulement de lui la cession, jusqu'à la prise de Mayence, de la forteresse de Rüsselheim, située sur la rive gauche du Main, dont elle commandait les communications[2]. Le Roi se dédommagea en se moquant du margrave ; il l'appelait, à cause de ses continuelles démarches en faveur de la paix, l'archipacificateur du Saint-Empire romain ; et lorsqu'il lui gagnait de l'argent au jeu, il disait en riant : « Cet argent me fait un double plaisir : d'abord parce que je l'ai gagné, et ensuite parce qu'il vient de l'Empereur. » Le bruit courait, en effet, que le margrave recevait de l'argent de la cour de Vienne[3].

Le roi de Suède se préparait à attaquer Mayence, lorsqu'il apprit que Nürenberg était menacé par Tilly. Il résolut d'aller aussitôt à son secours. Tilly, qui se trouvait dans la Bergstrasse[4], cherchant à défendre les pays du Rhin contre les Suédois, avait reçu de Maximilien l'ordre d'abandonner Mayence et Heidelberg à leur sort, et de revenir en Bavière. L'électeur craignait qu'une seconde bataille, semblable à celle de Leipzig, n'enlevât aux catholiques leur dernière armée ; il pensait aussi qu'elle serait moins exposée et d'ailleurs plus utile sur les bords du Danube que sur

[1] Le landgrave Georges II avait succédé à son père Louis, mort le 27 juillet 1626, et avait épousé, en 1627, Sophie-Éléonore, fille de Jean-Georges Ier, électeur de Saxe (*Mercure français*, t. XIII, p. [illegible] ; *Art de vérifier les dates*, t. III).

[2] La diète de Hesse-Darmstadt, consultée à Giessen par le landgrave Georges, avait déclaré, comme celle de Hesse-Cassel, vouloir rester fidèle à l'Empereur (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 498).

[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. [illegible].

[4] Pays entre Darmstadt et Heidelberg.

les bords du Rhin. Tilly avait en outre été chargé de châtier, en passant, la ville de Nürenberg, qui venait de traiter avec la Suède. Il traversa Windsheim, Ansbach et Gunzenhausen[1]. Dans cette dernière ville, Pappenheim se sépara de lui afin d'aller guerroyer pour son compte.

Avant de quitter Halle, Gustave-Adolphe avait envoyé Martin Chemnitz comme ambassadeur, pour gagner à sa cause les États du sud de l'Allemagne, principalement les villes libres. Chemnitz se rendit d'abord à Nürenberg, la première des villes impériales. Froidement accueilli par cette illustre cité, qui, dans l'intérêt de son commerce, voulait demeurer fidèle à l'Empereur, ou du moins rester neutre, il lut au grand conseil assemblé (6 octobre) une lettre du Roi, conçue dans les termes les plus durs, dans laquelle Gustave-Adolphe menaçait de traiter en ennemi tous les protestants qui useraient de pareilles équivoques, et spécialement de mettre à feu et à sang la ville de Nürenberg, si elle ne changeait pas de conduite. Ces arguments réussirent : le conseil, laissant là ses scrupules, conclut une alliance avec le roi de Suède, et se mit à lever des troupes.

Nürenberg venait d'embrasser le parti de Gustave-Adolphe lorsque Tilly arriva. Il somma la ville de se soumettre et de lui fournir des vivres. Elle répondit par un refus, et Tilly se prépara à l'assiéger. Mais il avait affaire à des adversaires décidés, dont le courage était encore accru par la crainte d'être punis de leur défection. Le 22 novembre, à la première nouvelle de son arrivée, ils avaient rasé leurs jardins et leurs maisons de campagne pour les remplacer par des fortifications ; presque toute la population y travailla ; des canons furent placés dans les tours et sur les remparts. Deux régiments, nouvellement enrôlés, y formaient une garnison, sous les ordres du comte de Solms ; la bourgeoisie fut appelée aux armes, et à une revue qui eut lieu, il se trouva trente mille citoyens armés, de dix-huit ans et au-dessus.

Soldats et bourgeois se défendirent également bien, et firent d'heureuses sorties. Tilly ne s'en préparait pas moins à donner l'assaut, lorsqu'un événement imprévu dérangea tous ses plans. Un artilleur de l'armée bavaroise, jadis au service de la ville d'Ulm, que l'on avait forcé d'entrer dans un régiment de la Ligue,

[1] Sur l'Altmühl, entre Nürenberg et Nordlingue.

résolut d'embrasser la cause des protestants. On ignore s'il agit par sa propre impulsion, ou s'il fut gagné par l'or des bourgeois. Le 3 décembre, avant de déserter, il posa une mèche allumée sous un des tonneaux de poudre dont la garde lui avait été confiée, et se glissa ensuite dans la ville. L'explosion fut terrible : toutes les munitions de l'armée furent détruites, ainsi que plusieurs pièces de canon, et il y eut un grand nombre de soldats tués ou blessés. Le mécontentement des troupes, qui n'avaient pas été payées depuis longtemps, et dont le nombre diminuait par suite des épidémies causées par la rigueur de la saison, fut encore augmenté par cet accident et devint bientôt de la mutinerie. On raconte que Tilly, accablé de chagrin, s'écria : « Je vois bien que le bonheur ne veut plus de moi. » Dès le lendemain il leva son camp, et avec une telle hâte, que beaucoup de chariots et de bagages furent abandonnés. Il divisa son armée en deux corps, envoya l'un en Bohême, par le haut Palatinat, et revint avec l'autre vers le Danube, par Gunzenhausen et Nordlingue. Arrivé dans cette dernière ville, il licencia, faute d'argent, ce qui lui restait de troupes lorraines. Le duc Charles, redoutant une attaque des Français, était retourné dans son pays[1].

Gustave-Adolphe avait déjà envoyé en avant, à Hanau, une partie de son armée. A la nouvelle que Tilly avait levé le siége de Nürenberg, il reprit la mise à exécution de ses plans contre Mayence. Le 11 décembre, par un froid très-vif, il quitta Francfort, et, malgré le traité de neutralité qu'il avait conclu avec le landgrave de Hesse-Darmstadt, il traversa ses États pour aller s'emparer de plusieurs petites places qui appartenaient à Mayence, et qui étaient encore occupées par des garnisons espagnoles[2].

Le 16, Gustave-Adolphe vint à Stockstadt, sur le Rhin, en face d'un ouvrage en forme d'étoile, que les Espagnols avaient élevé sur la rive gauche, au-dessus d'Oppenheim. On manquait de bateaux, l'ennemi les ayant tous détruits. Le Roi, accompagné seu-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 670, 684 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 440.

[2] Gustave-Adolphe ne voulait pas déclarer la guerre à l'Espagne, de peur que la flotte espagnole ne s'unît à la flotte danoise pour ruiner le commerce de la Suède et s'emparer de la Baltique ; il chassa néanmoins du bas Palatinat les troupes espagnoles. (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 458 et suiv.)

lement de trois personnes, traversa le fleuve sur une petite barque, pour aller reconnaître la rive opposée. A peine était-il arrivé, que la garde espagnole l'obligea à se rembarquer au plus vite; mais il avait eu le temps de voir tout ce qui lui était nécessaire. La nuit suivante, un marinier de Nierenstein amena deux grands bateaux, et le lendemain, vers six heures du matin, un peu avant le jour, trois cents hommes du régiment des gardes traversèrent le Rhin, sous le commandement du comte Nicolas Brahé. Ils furent assaillis, sur l'autre rive, par une troupe de cuirassiers espagnols; mais les Suédois tinrent bon jusqu'à l'arrivée de renforts, et repoussèrent l'ennemi [1]. Le Roi fit alors passer son artillerie avec le reste de son armée, et marcha sur Oppenheim, qu'il enleva sans difficulté. Le château fut pris d'assaut, après quelques jours de résistance, et les cinq cents hommes qui s'y trouvaient furent passés au fil de l'épée. Les Espagnols, qui occupaient d'autres petites places, frappés de terreur, les abandonnèrent pour se réfugier à Mayence ou à Frankenthal.

Le soir du 19 décembre, le Roi parut devant Mayence. Il rencontra d'abord quelque résistance; mais le 23, lorsque les Suédois s'approchèrent des murs avec des échelles pour donner l'assaut, le commandant espagnol, don Philippe de Sylva, capitula. Autorisé à sortir librement avec la garnison, forte de deux mille hommes, il se retira vers la Moselle. Les vainqueurs trouvèrent dans la ville quatre-vingts pièces d'artillerie, de la poudre et de grands approvisionnements de vivres. Les bourgeois se rachetèrent du pillage en payant quatre-vingt mille thalers; les juifs et le clergé catholique furent spécialement rançonnés. La bibliothèque de l'archevêque, embarquée pour la Suède, fut engloutie dans la Baltique par une tempête [2]. Le Roi s'établit au château électoral, et remplaça à la cathédrale le culte catholique par le culte protestant [3]. On y exécuta, en sa présence, les chants :

[1] A la place où s'était tenu Gustave-Adolphe, au bord du Rhin, entre Stockstadt et Gernsheim, on éleva une colonne portant un lion avec un casque sur la tête et une épée entre les griffes. Ce monument, qui menaçait ruine par suite de l'humidité, a été transporté, en 1707, sur une colline, à quelque distance du rivage. (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 686.)

[2] O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 380.

[3] Évangélique ou luthérien.

« Soutiens-nous, Seigneur, selon ta parole, et fais périr le Pape et les Turcs », et, « Mon âme, loue maintenant le Seigneur. »

La prise de Mayence coupait les communications entre la haute et la basse Allemagne. Les Suédois, poursuivant leurs succès, occupèrent diverses places des bords du Rhin ; Spire, Worms firent alliance avec le Roi. Le 8 janvier 1632, à trois heures du matin, Bernard de Weimar arriva au galop devant les portes de Mannheim avec trois cents cavaliers. Lorsqu'on lui demanda qui il était, il répondit : « Une troupe impériale que l'ennemi poursuit et qui est perdue si on ne la reçoit vite. » Les portes furent ouvertes ; Bernard entra dans la ville et s'en empara. Les soldats allemands de la garnison eurent la vie sauve et entrèrent au service de la Suède ; quant aux Espagnols, qui s'y trouvaient au nombre de deux cent cinquante, ils furent massacrés. On n'épargna que le commandant, Maraval, et son porte-drapeau : ils obtinrent leur liberté moyennant une forte rançon ; mais, arrivés à Heidelberg, le commandant espagnol du bas Palatinat leur fit trancher la tête, pour n'avoir pas défendu la place. Quelques jours auparavant, le général suédois, Gustave Horn, laissé à Würtzbourg, prenait Windsheim, Mergentheim [1] et l'importante place de Heilbronn sur le Neckar (1er janvier 1632) [2].

Pendant que Gustave-Adolphe s'emparait de l'évêché de Würtzbourg et de l'électorat de Mayence, le général suédois Ake Tott achevait la conquête du Mecklenbourg. A la fin d'août 1631, il assiégea Rostock. Le vaguemestre-colonel Fiermond, qui commandait la garnison, était décidé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, dans l'espoir que Tilly le dégagerait. Comme la population montrait des intentions hostiles, il la fit désarmer, et défendit aux bourgeois de former des rassemblements dans les rues. Il opéra ensuite plusieurs sorties heureuses ; mais la bataille de Leipzig se livra sur ces entrefaites. Tott en ayant donné la nouvelle au commandant, celui-ci refusa d'abord d'y croire ; mais un officier, qu'il envoya aux informations, lui ayant con-

[1] Marienthal.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 686-688 ; *Mercure français*, t. XVII, 2e part., p. 103-112 ; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 964, 1010.

(Frankenthal ne se rendit aux Suédois que le 26 novembre-6 décembre 1632. *Mémoires sur la vie et la mort de Loyse Juliane*, p. 309.)

firmé la victoire des Suédois, il consentit à capituler. Comme il aurait pu résister longtemps encore, il obtint des conditions très-favorables. La garnison, composée de deux mille cinq cents fantassins et de deux compagnies de cavalerie, sortit, le 16 octobre 1631, mèche allumée, balle à la bouche, et fut conduite vers le Weser. Les prêtres catholiques, ainsi que le chancelier et les fonctionnaires du gouvernement de Wallenstein, furent obligés de quitter la ville et de suivre la garnison.

Après avoir occupé Rostock, Tott marcha, avec les ducs de Mecklenbourg, contre Wismar, la dernière place possédée par les Impériaux sur la Baltique. Une sortie, qui échoua, disposa le colonel Gramm, commandant de la garnison, à traiter. On convint qu'il enverrait un de ses officiers en Silésie, auprès du général Tiefenbach, pour s'informer de la situation des choses, et qu'il y aurait un armistice pendant son absence, c'est-à-dire pendant quatre semaines environ. L'officier revint au terme fixé; mais Gramm refusa encore de capituler, parce qu'il espérait être secouru. Enfin les Suédois perdirent patience, et Tott somma le commandant de se rendre. Gramm capitula le 22 janvier 1632, et sortit avec ses deux mille trois cents hommes; mais des difficultés s'étant élevées au sujet des conditions, la garnison fut attaquée en chemin, quelques centaines d'hommes furent tués et le reste pris. Deux mille soldats se virent contraints d'entrer au service de la Suède, et Gramm lui-même fut emmené à Greifswalde comme prisonnier de guerre. Domitz ayant capitulé le 29 décembre, le Mecklenbourg se trouva tout entier au pouvoir des Suédois [1].

Les Impériaux possédaient encore Magdebourg, où commandait Wolf de Mansfeld. Bloqué par le général suédois Baner, il négociait déjà une capitulation à la fin de l'année 1631, lorsque l'arrivée de Pappenheim obligea Baner à se retirer. Mais Pappenheim ne tarda pas à se convaincre que la ville ne pouvait être défendue. Les environs n'étaient plus qu'un désert; les magasins étaient vides. Il fit brûler les rares maisons qui avaient échappé à l'incendie de l'été précédent, ainsi que les baraques des soldats et les moulins, enclouer ou jeter dans l'Elbe la grosse artillerie, qu'il ne pou-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 689-690.

vait emmener faute de chevaux; puis, chargeant sur des voitures le produit du pillage, il quitta la ville le 18 janvier, avec toute la garnison, qui fut conduite à Wolfenbüttel. Quelques jours après, Baner revint et installa trois régiments dans les lieux qui jadis avaient été Magdebourg. Il fit publier une invitation aux anciens habitants survivants de retourner dans leur patrie. Peu à peu il en revint quelques centaines, qui se construisirent de misérables cabanes; Gustave-Adolphe leur accorda des priviléges, leur fournit gratuitement des matériaux, et la ville put renaître de ses cendres [1].

Pendant que les Suédois poursuivaient leurs conquêtes à l'ouest et dans le nord de l'Allemagne, l'électeur de Saxe, leur principal allié, s'était aussi mis en campagne.

Après la bataille de Leipzig, Jean-Georges ne se trouvait pas en état de se défendre seul. Tiefenbach, à la tête de l'armée impériale de Silésie, envahit la Lusace et envoya des partis de cavalerie jusque sous les murs de Dresde; il espérait sans doute obliger l'électeur à traiter. Heureusement pour celui-ci, la politique de la cour de Vienne à son égard changea; on se décidait à employer la douceur. Tiefenbach reçut, en conséquence, l'ordre d'évacuer la Lusace et de retourner en Silésie. Cependant l'Empereur trouvait au-dessous de sa dignité de faire les premières démarches pour arriver à la paix. L'ambassadeur espagnol Cadareta s'en chargea, et fit proposer à l'électeur, par le baron d'Eschede, d'envoyer deux ambassadeurs dans un lieu que l'on désignerait; l'Empereur en enverrait aussi deux de son côté; l'Espagne interviendrait comme médiatrice, et les difficultés seraient bien vite aplanies. Ces démarches, qui témoignaient de la haute idée qu'on avait de sa puissance, flattèrent l'électeur. Après avoir longuement énuméré les mauvais traitements qu'il avait éprouvés de la part de l'Empereur, il déclara qu'il désirait voir se conclure une paix générale, mais que son traité avec le roi de Suède lui interdisait de négocier séparément.

Ces mêmes démarches lui avaient aussi rendu confiance en sa force. A la fin de septembre 1631, il quitta Leipzig avec son armée,

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 691.
A la fin de 1631, les armées de Gustave-Adolphe avaient en tout quatre-vingt mille hommes (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 466).

réoccupa les places de la Lusace évacuées par Tiefenbach, et fit entrer son feld-maréchal Arnim en Bohême. La révolte, temporairement étouffée par la bataille de la Montagne-Blanche, y couvait sous la cendre. Il était possible que la noblesse tchèque, maltraitée, se soulevât et fît cause commune avec les ennemis de l'Empereur.

Les paysans de la vallée de l'Eger s'étant révoltés au printemps de l'année 1631, à l'occasion d'une mission de moines, appuyée par des soldats, Arnim en profita pour s'emparer des villes frontières. Tiefenbach proposa d'envahir à son tour l'électorat de Saxe, alors privé de défenseurs, et, par cette diversion, d'obliger Arnim à revenir sur ses pas et à évacuer la Bohême; mais on préféra lui donner l'ordre d'aller au secours de Prague : il arriva trop tard.

Les seigneurs catholiques s'étaient enfuis. Arnim faisait ravager leurs terres et épargner celles des protestants, surtout les possessions de Wallenstein; il avait défendu à ses soldats, sous peine d'être pendus, de voler même une poule au duc de Friedland. Dans les premiers jours de novembre, Arnim parut devant Prague. Le plus grand désarroi régnait dans cette ville. Les autorités avaient disparu; les nobles, les riches, s'étaient enfuis à Vienne; les partisans de Wallenstein injuriaient ses adversaires et leur disaient, en faisant allusion aux événements : « Voilà la soupe que vous avez trempée; il y a moins d'un an, l'Empereur dominait l'Allemagne d'une mer à l'autre, et maintenant sa seconde capitale lui est enlevée. » Quelques centaines de soldats formaient seules la garnison, et encore n'y avait-il personne pour les commander, car le lieutenant de l'Empereur s'était réfugié à Budweis, en emportant les joyaux de la couronne. Don Balthasar Maradas, officier espagnol, qui s'était récemment distingué au service de l'Empereur, voulut défendre la ville. Comme il n'exerçait alors aucune charge, il demanda conseil au duc de Friedland. « Faites ce que vous voudrez, lui répondit le duc, je n'ai pas de commandement, je ne puis donner ni ordre, ni conseil. » Et Wallenstein partit à son tour. En pareille occurrence, Maradas pensa que le mieux était de conserver au moins la garnison à l'Empereur, et il se retira avec elle à Tabor.

Le bas peuple se précipita aussitôt hors de la ville pour voir arriver l'armée saxonne. Lorsqu'on raconta à Arnim qu'il n'y avait

pas un soldat dans la capitale de la Bohême, il refusa de le croire, jusqu'à ce qu'un intendant de Wallenstein, qu'il aperçut parmi la foule, lui eût confirmé le fait. « Messieurs, dit-il alors à ses officiers, Prague est à nous sans coup férir. » Une capitulation, signée avec la municipalité, assura aux habitants leurs propriétés, leur religion, et respecta même leurs liens de sujétion envers l'Empereur.

Le 11 novembre, onze ans après la bataille de la Montagne-Blanche, les Saxons entrèrent dans Prague, au nombre de quatre mille, surpris de leur succès, sans bruit, comme des voleurs qui craignent d'être découverts. L'électeur de Saxe y vint aussi en personne, mais y resta peu de temps. N'osant pas occuper le palais de l'Empereur, il logea dans la maison du prince de Liechtenstein. Il fit mettre les scellés sur le musée d'objets d'art de Rodolphe II, et ne prit pour lui que quelques canons qu'il emmena à Dresde. Arnim avait fait placer des sentinelles autour du palais de Wallenstein, pour empêcher d'y rien soustraire. Les jésuites durent quitter la ville, et l'on enleva quatre églises aux catholiques pour les donner aux protestants.

Avec les Saxons arrivèrent les nobles, jadis bannis, entre autres le vieux comte de Thurn. Il logea dans son ancienne maison, devenue la propriété du fameux secrétaire Michna, et eut lieu, dit-on, d'être satisfait de l'administration de celui-ci. La plupart des bannis trouvèrent également leurs anciennes possessions en meilleur état qu'ils ne les avaient laissées : les granges étaient pleines, les maisons bien meublées. Un des premiers actes de Thurn fut de faire ensevelir les têtes de ceux qui avaient conspiré avec lui, lesquelles étaient encore clouées à la tour du grand pont.

A la fin de l'année 1631, Gustave-Adolphe était maître du nord de l'Allemagne. Le traité de Berwalde lui avait permis de continuer la guerre, et son alliance avec la Saxe lui avait fait remporter la victoire de Leipzig. Il ne rencontre plus désormais de résistance. Pendant que l'électeur de Saxe entre en Bohême et occupe Prague, il entre lui-même en Franconie, s'empare de Würtzbourg, puis de Mayence. Il a pris pied en Allemagne ; il s'entoure d'alliés que lui donnent ses succès, il renforce ses troupes; il domine l'Oder, l'Elbe, le Weser, le Rhin, ces grandes routes de l'Alle-

magne. Reste à conquérir le Danube, à envahir la Bavière, à prendre Vienne : il se dispose à accomplir ce dernier acte du grand drame[1].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 691-693; *Mercure français*, t. XVII, 2e part., p. 118.

CHAPITRE V

NÉGOCIATIONS. — LES SUÉDOIS; LEUR ARMÉE, LEUR DIPLOMATIE.

1631-1632.

Séjour de *Gustave-Adolphe à Mayence et à Francfort-sur-le Main* (hiver 1631-1632).

Alliance entre la France et la Bavière (8-20 mai 1631); elle garantit à Maximilien ses États héréditaires, ses conquêtes et la dignité électorale.

Les succès de Gustave-Adolphe effrayent Richelieu. — Charnacé, à Munich, conseille à l'électeur de Bavière de conclure un traité de neutralité avec la Suède (novembre 1631). — Ambassade envoyée par la Ligue à Louis XIII à Metz. — Réunion de la Ligue à *Ingolstadt* (14 décembre 1631). — Richelieu envoie auprès du roi de Suède, à Mayence, de l'Isle (1[er] janvier 1632), Charnacé (9 janvier), Brézé (18 janvier). — Question de la neutralité de la Ligue; question de l'Alsace. — Gustave-Adolphe refuse la neutralité aux conditions posées par Maximilien (restitution des territoires enlevés à la Ligue). — Maximilien et l'électeur de Cologne la refusent aux conditions posées par la Suède (licenciement de l'armée de la Ligue). — *L'électeur de Trèves,* pour échapper aux Suédois, se livre à la France. — Le *Palatin* ne peut obtenir son rétablissement, ni de l'Empereur, ni du roi de Suède, malgré l'intervention de l'Angleterre (1631). — L'électeur de *Brandebourg* refuse de faire épouser à son fils la princesse Christine, fille de Gustave-Adolphe (janvier 1632). — *Traités* de Gustave-Adolphe avec le duc de Lünebourg (1631), le landgrave de Hesse-Cassel (août 1631), les ducs Guillaume de Saxe-Weimar, le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel, les ducs de Mecklenbourg. — Le Roi sème la division en promettant les mêmes possessions à plusieurs princes à la fois, et en donnant aux villes les biens de l'ordre Teutonique.

Négociations pour la paix générale. — Richelieu envoie Gournay en Allemagne. — Réunion des catholiques et des protestants à *Francfort* (15 septembre 1631). — La bataille de Leipzig (17 septembre) enhardit les protestants. — Les ambassadeurs impériaux se retirent. — L'électeur de Mayence offre au roi de Suède de négocier, mais Gustave-Adolphe lui pose des conditions inacceptables.

L'Empereur entre en négociations avec l'électeur de Saxe. — Wallenstein essaye de s'entendre pour son compte avec Gustave-Adolphe; repoussé, il sert d'intermédiaire à l'Empereur pour négocier avec la Saxe. —

Cadareta. — Le roi de Danemark et Richelieu ne peuvent séparer l'électeur de Saxe de la Suède. — Gustave-Adolphe veut continuer la guerre.

L'Empereur cherche des alliés. — Pologne, Espagne, Rome. — Scène entre Urbain VIII et le cardinal Borgia (6 mars 1632). — Le Pape refuse de secourir l'Autriche. Toscane, Modène, Suisse.

Gustave-Adolphe améliore son *armée*. — Armement, tactique, infanterie, cavalerie, artillerie, train, discipline. — Jugement de Frédéric II. — *Diplomatie* de Gustave-Adolphe; ses agents.

Le roi de Suède passa l'hiver de 1631 à 1632, soit à Mayence, soit à Francfort. Jamais empereur d'Allemagne n'avait tenu une cour plus brillante. La Reine, d'abord installée à Erfurt, vint le rejoindre. Il rappela également de Prusse son chancelier Oxenstierna. Celui-ci n'avait pas approuvé l'expédition dans les pays du Rhin; lorsqu'il vint trouver son maître à Francfort, il lui adressa ces paroles : « J'aurais mieux aimé présenter mes félicitations à « Votre Majesté à Vienne qu'ici. » De tous côtés arrivaient des membres de la haute aristocratie de l'Empire, des ambassadeurs français, anglais, allemands. Gustave-Adolphe donnait jusqu'à vingt audiences par jour; il était devenu comme le centre de toute la grande politique et semblait être l'arbitre de l'Europe [1].

Après avoir hésité longtemps, l'électeur de Bavière signa enfin à Munich, le 8 mai 1631, un traité avec la France. Richelieu n'avait pu l'y décider qu'en le menaçant de renouveler les anciennes alliances de la France avec les princes protestants d'Allemagne. L'alliance avec la Bavière devait durer huit ans. On garantissait à l'électeur ses États héréditaires, ceux qu'il avait conquis, et la dignité électorale pour lui et ses héritiers. On s'obligeait en outre, pour le cas où il serait attaqué, à envoyer à son secours neuf mille fantassins et deux mille cavaliers, avec de l'artillerie en proportion, à moins qu'il ne préférât recevoir l'argent nécessaire pour lever lui-même autant de troupes. De son côté, la Bavière s'engageait, si la France était menacée, à venir à son aide avec trois mille fantassins, mille cavaliers et de l'artillerie. Ce traité

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 693; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 469.

O. Klopp (*Tilly*, t. II, p. 370) compare Gustave-Adolphe à Mayence, à Napoléon à Erfurt.

devait demeurer secret, spécialement à l'égard de la Suède et de l'Autriche [1].

Dès que Gustave-Adolphe se fut rapproché des territoires de la Ligue, l'électeur de Bavière réclama le secours promis. Mais Richelieu répondit que l'alliance, étant seulement défensive, ne pouvait être invoquée dans ce cas, parce que c'était Tilly, un général bavarois, qui avait attaqué Gustave-Adolphe. Le Cardinal commençait cependant à s'inquiéter des succès de la Suède. Il s'était proposé d'affaiblir l'Autriche en lui enlevant l'appui de la Ligue, et de sauver la Ligue afin de s'en faire, au besoin, une alliée contre la Suède ; son but final consistait à s'assurer de l'Alsace, peut-être même de toute la rive gauche du Rhin, et à donner la couronne impériale à la maison de Bavière. Mais Gustave-Adolphe, au lieu de se jeter sur l'Autriche après la bataille de Leipzig, comme le demandait Richelieu, avait attaqué la Ligue. Le Cardinal s'effraya bien plus encore, lorsque les Suédois, en occupant les bords du Rhin, se rapprochèrent des frontières de la France et menacèrent l'Alsace. A quoi bon abattre l'Autriche, si c'était pour la remplacer par une puissance encore plus formidable? Cependant, plus le Roi faisait de conquêtes, plus il était difficile de l'arrêter. La France avait bien stipulé, dans le traité de Berwalde, que Gustave-Adolphe n'attaquerait pas la Ligue ; mais la Ligue ayant elle-même attaqué les Suédois, comment la sauver maintenant? Richelieu l'essaya néanmoins.

Au mois de novembre 1631, il envoya Charnacé à Munich, pour engager Maximilien à conclure, en son nom et au nom de la Ligue, un traité de neutralité avec le roi de Suède. Charnacé fit observer à l'électeur que, s'il refusait, il souffrirait d'autant plus de la guerre, que l'Empereur lui-même avait persuadé aux protestants que c'était surtout la Bavière qui avait demandé l'édit de restitution. Maximilien aurait voulu consulter ses alliés avant de s'engager ; mais Charnacé lui fit encore observer qu'il fallait se décider promptement, sans quoi le roi de Suède continuerait ses conquêtes. Maximilien et ses conseillers essayèrent de démontrer

[1] Ce traité fut signé par l'électeur à Munich, le 8 mai 1631, et par le roi de France à Fontainebleau, le 30 du même mois. (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 714 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 474 ; Ranke, *Histoire de France*, t. III, p. 244.)

à l'ambassadeur qu'il vaudrait mieux s'occuper tout de suite de la paix générale. Charnacé répondit que le but du traité était précisément d'arriver à la paix générale, et qu'en attendant, si Gustave-Adolphe ne respectait pas la neutralité une fois conclue, le roi de France lui déclarerait la guerre et enverrait au secours de la Ligue quinze mille fantassins et deux mille cavaliers.

Maximilien était fort embarrassé. Si les princes catholiques traitaient avec la Suède, on pourrait leur reprocher de manquer, non-seulement à leurs devoirs envers l'Empereur, mais encore à leur parole, car ils lui avaient promis plusieurs fois de le secourir; on pourrait même les accuser d'aider à la destruction de l'Empire et de la religion catholique. D'un autre côté, s'ils refusaient de traiter, le roi de Suède les déposséderait les uns après les autres, sans que l'Empereur pût l'en empêcher. Enfin Gustave-Adolphe avait déclaré, disait-on, qu'aussitôt la neutralité acceptée, il entamerait des négociations pour arriver à la paix générale. Pour toutes ces raisons, l'électeur se montra disposé à ne pas repousser les offres de Charnacé. Ses théologiens et ses conseillers l'y encouragèrent aussi, en disant que, puisqu'on était trop faible pour secourir l'Empereur, il valait mieux sauver la Ligue que de la perdre avec lui. Avant de se décider, l'électeur voulut encore consulter Tilly et Aldringer; il les fit venir pour cela à Donauwerth. Les deux généraux furent d'avis que les troupes dont on disposait, environ cinq mille hommes, étaient trop peu nombreuses et de trop mauvaise qualité pour pouvoir résister.

Il fallait donc traiter. Maximilien demanda à Charnacé que le roi de Suède restituât aux catholiques ce qu'il leur avait enlevé. Charnacé répondit que la France désirait qu'il en fût ainsi, mais que Gustave-Adolphe exigerait peut-être, de son côté, que les troupes catholiques abandonnassent les points qu'elles occupaient dans les États protestants. Quoi qu'il en soit, il fut convenu que l'ambassadeur français irait négocier avec le Roi sur ces bases, et l'électeur de Bavière lui remit pour cela un projet signé. Maximilien envoya en outre son conseiller de guerre Küttner à Louis XIII, et engagea les électeurs ecclésiastiques à se rallier à sa politique. Richelieu avait conseillé à ces derniers, comme à l'électeur de Bavière, de s'allier avec la France. Les électeurs de Cologne et de Mayence, les évêques de Würtzbourg, de Worms et d'Osnabrück,

malgré les avis contraires de l'Espagne[1], reconnurent qu'il était impossible de continuer la lutte, et envoyèrent aussi une ambassade à Louis XIII. Le roi de France était venu s'établir à Metz pour surveiller de plus près les événements. Le malheureux évêque de Würtzbourg se trouvait à la tête de l'ambassade. Connaissant la piété du Roi, il se plaignit de ce que la religion catholique, par suite de la politique du Cardinal, s'affaiblissait en Allemagne et en Europe. Richelieu répondit que le roi de Suède n'en voulait qu'à l'Empereur; que s'il avait attaqué les membres de la Ligue, c'était parce qu'ils avaient réuni leurs troupes à celles de l'Empereur; mais que, si les catholiques demeuraient réellement neutres, Gustave-Adolphe respecterait leurs États et leur restituerait même ceux dont il s'était emparé. S'ils voulaient continuer à secourir l'Empereur, ce serait de leur part une folie de prétendre que la Suède les épargnât. « Vous n'entendez pas votre propre intérêt, ajouta-t-il, lorsque vous vous sacrifiez pour les Habsbourg. Cette maison ne recherche que sa propre grandeur; elle vous opprimera, vous, catholiques, aussi bien que les protestants, si l'on ne met des bornes à son ambition. »

Pendant ce temps, l'électeur de Bavière avait une entrevue à Ingolstadt avec plusieurs princes de la Ligue (14 décembre 1631)[2]. Questenberg, qui s'y était rendu pour représenter l'Empereur, les engagea à ne pas négocier et à continuer la guerre. Les princes proposèrent, au contraire, de demander l'intervention de la France. Questenberg s'y opposa; mais ils ne se décidèrent pas moins à y recourir[3].

Il restait à faire accepter la neutralité par la Suède. Un premier ambassadeur français, de l'Isle, vint sonder Gustave-Adolphe à Mayence (1er janvier 1632). Il lui fit observer qu'en attaquant les territoires catholiques, il violait le traité de Berwalde. Le Roi lui répondit qu'il était disposé à respecter la Ligue, si elle s'abstenait de son côté de tout acte d'hostilité envers les Suédois, et si elle licenciait ses troupes[4].

[1] L'Espagne, par jalousie contre la France, les engageait à ne pas accepter la neutralité.

[2] Une partie seulement des princes convoqués y vint.

[3] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 713; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 473 à 482; *Mercure français*, t. XVIII, p. 10, 124, 142.

[4] De l'Isle rapporta ces réponses au roi de France.

Peu de jours après (9 janvier 1632)[1], Charnacé, arrivant de Munich, présenta au roi de Suède, à Mayence, le projet de traité signé par l'électeur de Bavière. La première condition de ce projet était que le Roi restituerait à la Ligue tout ce qu'il lui avait pris. Le Roi déclara que c'était impossible; que, s'il consentait à faire des restitutions, ce serait pour obtenir la paix générale et non pas seulement la neutralité des princes catholiques; puis il renouvela à Charnacé les conditions qu'il avait déjà présentées à de l'Isle, et dont la principale était le licenciement de l'armée de la Ligue : il ne voulait négocier que sur cette base. Licencier l'armée, c'était se mettre dans l'impossibilité de résister à la Suède. Charnacé, mécontent de cette déclaration, qui ne concordait guère avec les espérances qu'il avait données à l'électeur de Bavière, fit observer qu'en refusant les restitutions, la Suède semblerait continuer la guerre dans son seul intérêt. Gustave-Adolphe répondit qu'il ne pouvait combattre l'Autriche et l'Espagne sans occuper les territoires des provinces catholiques.

Le Roi se défiait de la Ligue; il pensait qu'elle ne demandait la neutralité que pour gagner du temps. Il ne voulait pas cependant se brouiller avec la France, car, bien qu'il ne recherchât pas autant ses subsides depuis qu'il s'était emparé des pays les plus fertiles et les plus riches de l'Allemagne, il craignait de se mettre sur les bras un aussi redoutable adversaire. La Suède et la France avaient beau avoir besoin l'une de l'autre, la première pour faire des conquêtes en Allemagne, et la seconde pour abaisser la maison d'Autriche, leurs rapports s'aigrirent, et Gustave-Adolphe finit par déclarer à Charnacé que, si la France l'incommodait, il saurait lui faire la guerre. Richelieu était alors trop occupé par les troubles intérieurs du royaume, pour pousser à bout son allié.

Un nouvel ambassadeur français, le marquis de Brézé, beau-frère du Cardinal, se rendit à Mayence, et vit le roi de Suède en compagnie de Charnacé (18 janvier). Brézé invita Gustave-Adolphe à ne pas tourner ses armes contre l'Alsace, la couronne de France ayant elle-même l'intention de reprendre cette province, qui lui avait jadis appartenu[2]. Il le pressa en outre de reconnaître la neu-

[1] Charnacé fut reçu par le Roi le 9 et le 12 janvier (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 484).

[2] L'Alsace avait fait partie du royaume d'Austrasie, et avait appartenu à la France jusqu'au dixième siècle.

tralité de la Ligue. Sur la question de l'Alsace, Gustave-Adolphe affirma qu'il était venu en protecteur de l'Empire, non en traître, et qu'il ne pouvait consentir à ce qu'on en séparât aucun territoire. C'était pourtant ce qu'il avait déjà fait lui-même et ce qu'il se proposait de faire encore au profit de la Suède. Brézé essaya de l'adoucir, en proposant de l'aider plus efficacement qu'on ne l'avait fait jusqu'alors; il lui offrit même de faire entrer en Allemagne l'armée française, déjà réunie sur les frontières de Lorraine. Richelieu, en prenant une part directe à la guerre, pensait acquérir plus d'influence dans les affaires d'Allemagne et tenir en respect les Suédois; mais le Roi refusa : il doutait, disait-il, que deux armées si différentes pussent s'entendre, et il ajoutait que Sa Majesté Très-Chrétienne servirait mieux la cause commune en faisant une diversion contre les Espagnols, en Catalogne ou ailleurs. Il promit, toutefois, de ne pas toucher, pour le moment, à l'Alsace.

Quant à la neutralité de la Ligue, le roi de Suède ne consentait à la reconnaître qu'aux conditions suivantes : Le duc de Bavière et les autres princes s'abstiendront de toute hostilité, soit contre le Roi, soit contre les protestants, ses alliés. Ils restitueront toutes les places, villes et provinces conquises dans la basse Saxe depuis l'année 1618, et les remettront en dépôt au Roi jusqu'à la paix générale. Ils retireront leurs troupes des États protestants; l'armée des princes catholiques ne dépassera pas douze mille hommes et ne devra jamais être réunie sur un seul point. Ils n'accorderont aucun secours à l'Empereur, et ne permettront pas à ses troupes de camper dans leurs États, qu'ils laisseront seulement traverser par les soldats des deux partis. L'archevêque luthérien de Magdebourg et les autres prisonniers faits par les catholiques seront remis en liberté sans rançon. Moyennant ces conditions, le Roi s'engage, de son côté, à ne plus faire la guerre, ni au duc de Bavière, ni aux autres princes catholiques, et à ne pas leur imposer de contributions. Il en exceptait toutefois l'évêque de Bamberg, dont il convoitait les États pour les réunir à son duché de Franconie. Les places prises par l'armée suédoise dans le bas Palatinat, sauf Spire, que le Roi garde pour lui, seront livrées au duc de Bavière, qui les tiendra en dépôt jusqu'à ce qu'un accord ait été conclu avec l'électeur palatin, ce qui doit arriver au plus tôt, sous la médiation des rois de France et d'Angleterre. Pour plus de sûreté, le roi de

France donnera sa garantie que le duc de Bavière et ses alliés observeront fidèlement la neutralité; celui qui la violera sera traité en ennemi par la France comme par la Suède. En définitive, Gustave-Adolphe entendait garder toutes ses conquêtes, et il exigeait que la Ligue licenciât ses troupes, car avoir des soldats et ne pas pouvoir les réunir équivalait à leur licenciement. Il voulait, en d'autres termes, que l'Allemagne fût à sa merci.

Les deux ambassadeurs français, après avoir d'abord refusé d'accepter ces conditions, s'y résignèrent et les présentèrent à leurs alliés, lorsqu'ils se furent convaincus que Gustave-Adolphe n'y changerait rien. Brézé chargea le baron de Saludie de les faire connaître à l'électeur de Cologne, et Charnacé les porta lui-même à l'électeur de Bavière. L'électeur de Cologne les rejeta, et se montra mécontent que les ambassadeurs français les eussent signées sans consulter les principaux intéressés. Saludie lui répondit que cette signature avait été le seul moyen d'empêcher les Suédois de marcher tout de suite sur Cologne. L'électeur exprima alors la crainte de ne pouvoir les exécuter. Quant à l'électeur de Bavière, il déclara à Charnacé qu'il ne pouvait les accepter sans trahir la cause qu'il avait glorieusement soutenue jusqu'alors, et il demanda que la France imposât à Gustave-Adolphe les premières conditions proposées, ou rompît avec lui. Il se plaignait amèrement d'avoir été trahi [1].

Tous les membres de la Ligue ne suivirent pas l'exemple de l'électeur de Bavière; plusieurs d'entre eux traitèrent séparément avec les Suédois. L'électeur de Trèves, sans se concerter avec les autres princes catholiques, fit porter au roi de Suède, à Mayence (janvier 1632), une lettre dans laquelle il se déclarait neutre et se plaçait sous le protectorat de la France. Gustave-Adolphe fut désagréablement surpris. Il avait offert lui-même la neutralité à l'électeur, à la condition que celui-ci lui accorderait le libre passage sur le pont du Rhin à Coblentz, lui livrerait la forteresse d'Ehrenbreitstein, qui, de la rive droite du fleuve, dominait cette place, enfin lui payerait un subside. Reconnaître purement et simplement la neutralité de l'archevêque, c'était renoncer

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 715 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 483 à 490; *Mercure français*, t. XVIII, p. 15, 126, 157.

à tous ces avantages. Il lui écrivit donc pour lui exprimer son mécontentement, et refusa de reconnaître sa neutralité. L'électeur crut échapper au danger en se jetant dans les bras de la France : il n'eut pas toutefois à se féliciter d'avoir abandonné la cause de l'Empereur[1]. Après l'électeur de Trèves, la ville de Cologne et Wolfgang-Guillaume de Neubourg demandèrent à être considérés comme neutres; mais le roi de Suède y mit de telles conditions, qu'on ne put s'entendre.

Gustave-Adolphe ne traita pas mieux le Palatin. L'infortuné Frédéric V était oublié : sa cause qui, peu d'années auparavant, était celle de tout le parti protestant, se trouvait reléguée maintenant parmi les intrigues diplomatiques. Son beau-frère seul, le roi Charles Ier, s'occupait encore de lui. Au printemps de l'année 1631, l'ambassadeur anglais Anstruther, accompagné de Rusdorf, l'agent de Frédéric V, s'était rendu à Vienne, pour entretenir l'Empereur de la restauration du Palatin, et, s'il y consentait, lui offrir l'appui de l'Angleterre pour chasser d'Allemagne le roi de Suède. L'Espagne se montrait disposée à cette restauration; mais l'Empereur, retenu par l'électeur Maximilien de Bavière, ne pouvait rien accorder. La bataille de Leipzig changea la situation. Ferdinand, de plus en plus menacé, se montra favorable au Palatin, dans l'espoir d'obtenir l'appui de l'Angleterre. Mais les Anglais, à leur tour, se tournèrent du côté du vainqueur. Le Palatin, croyant le moment venu d'agir, se rendit à Francfort auprès du roi de Suède, accompagné d'une suite nombreuse. Gustave-Adolphe le reçut solennellement, le traita en souverain, et ne négligea rien de ce qui pouvait le flatter; mais il ne lui rendit aucune partie de ses biens, quoiqu'il eût en son pouvoir presque tout le bas Palatinat.

L'ambassadeur anglais Vane parut en même temps que Frédéric V. Il intercéda vivement en faveur du beau-frère de son maître; mais Gustave lui représenta que Charles Ier venait de signer un traité avec l'Espagne, sans réclamer à cette puissance la partie des États du Palatin qu'elle occupait[2]; et lorsque l'am-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 718; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 492; *Mercure français*, t. XVIII, p. 12, 123.

[2] Traité de Madrid (15 novembre 1630), approuvé à Londres (17 décembre 1630), *Mercure français*, t. XVI, 2e part., p. 450.

bassadeur lui rappela qu'il s'était engagé, dans de nombreux manifestes, à rétablir tous les princes chassés par l'Empereur, et qu'il avait maintenant l'occasion de commencer en restaurant le Palatin, le plus malheureux de tous, il s'irrita et dit en face à l'ambassadeur qu'il le tenait pour un Espagnol déguisé. « Je suis décidé, continua-t-il, à rétablir l'électeur palatin dans ses États, si le Roi votre maître conclut une alliance avec moi contre l'Espagne, et met à ma disposition un corps d'armée de douze mille Anglais. A cette condition, j'obligerai les Espagnols et le duc de Bavière à restituer à la maison palatine tous les territoires qu'ils lui ont enlevés. » Vane s'excusa sur ce qu'il n'avait pas de pouvoirs pour conclure une pareille alliance. « S'il en est ainsi, répliqua Gustave, ne parlez plus de rétablir le roi de Bohême. Vous venez trop tard : dans mon traité avec la France, j'ai reconnu la neutralité du duc de Bavière, et je ne puis lui enlever ni la dignité électorale palatine, ni le haut Palatinat. »

Vane se retira fort mécontent et fut rappelé en Angleterre (1er août 1632)[1]. Le Palatin ne renonça pour cela à aucune de ses espérances. Il suivit le roi de Suède pendant ses campagnes de l'année 1632; chaque fois qu'il réclamait son rétablissement, le Roi lui demandait de reconnaître sa suzeraineté, Frédéric hésitait, et l'affaire traînait en longueur[2]. Le Palatin mourut sans avoir rien obtenu[3].

Les entretiens de Gustave-Adolphe avec le chancelier de Brandebourg, Götze (milieu du mois de janvier 1632), nous font connaître quelques-uns de ses projets. Le roi de Suède remit sur le tapis le mariage de Christine, sa fille unique, avec le fils unique de Georges-Guillaume, électeur de Brandebourg. La princesse était luthérienne et le prince calviniste; mais le Roi ne voyait pas là un obstacle insurmontable. Il demandait seulement que le Brandebourg cédât à la Suède son droit d'expectative sur la Poméranie, offrant, de son côté, de faire de l'héritier de

[1] Hamilton reçut en même temps l'ordre de trouver quelque prétexte pour revenir en Angleterre. (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. IV, p. 705.)

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 720 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 469, 472; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 370; *Mercure français*, t. XVIII, p. 121, 155.

[3] Il mourut à Mayence le 29 novembre 1632, treize jours seulement après Gustave-Adolphe.

Georges-Guillaume un électeur de Mayence et un duc de Franconie; mais il fallait pour cela que le Brandebourg l'aidât de toutes ses forces. Ces brillantes propositions furent accueillies froidement à Berlin; on prétexta la différence de religion, la parenté; au fond, l'électeur se défiait du Roi, et craignait, s'il lui cédait ses droits sur la Poméranie, de ne plus entendre parler de mariage, ni de Mayence, ni de la Franconie. Il demanda que les théologiens luthériens et calvinistes tinssent d'abord une assemblée générale pour s'entendre sur les points contestés entre eux. On n'alla pas plus loin[1].

Gustave-Adolphe dévoila encore plus son ambition dans ses traités avec les maisons de Weimar, de Hesse et de Brunswick ou des Guelfes. Il en conclut un (avril 1631) avec le duc Georges de Lünebourg, qui, dès l'année 1630, était entré en négociation avec lui. Le duc devait avoir le gouvernement de tous les territoires appartenant à la maison de Brunswick, ainsi que de l'évêché de Hildesheim, et y lever de quatre à six régiments pour l'armée suédoise. Un article secret lui promettait en outre l'évêché de Minden avec l'Eichsfeld, et le chargeait de négocier des traités entre les divers princes de sa famille et la couronne de Suède. Il en signa un d'abord avec son frère, le duc de Celle; mais le Roi refusa de le ratifier, parce que le duc de Celle n'y reconnaissait pas sa suzeraineté. Plus tard, le duc de Lünebourg apprit que le Roi avait déjà promis l'évêché de Minden au landgrave de Hesse-Cassel et l'Eichsfeld au duc Guillaume de Weimar, et qu'il s'était entendu séparément avec un autre prince de la maison des Guelfes, le duc Frédéric-Ulrich de Brunswick-Wolfenbüttel. Celui-ci s'engagea, pour lui et pour ses héritiers, à reconnaître le protectorat du Roi et de ses successeurs, à les aider de toutes ses forces, et à ne conclure ni paix ni alliance sans leur consentement. Il reçut en outre, comme fief de la couronne de Suède, l'évêché de Hildesheim, déjà promis à Georges de Lünebourg. Les ducs de Mecklenbourg, de leur côté, furent obligés de conclure un traité par lequel ils accordaient à la Suède des droits éventuels sur leur héritage. Tous les princes protestants s'efforçaient donc d'obtenir de Gustave-Adolphe une part dans ses conquêtes; mais le Roi consultait avant tout son intérêt personnel,

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 721 et suiv.

et ne se faisait pas faute de promettre les mêmes possessions à plusieurs princes à la fois [1]; il espérait, en agissant ainsi, les diviser et en obtenir des conditions plus avantageuses. Tout était mis à l'encan, livré au plus offrant. Ce fut dans le même dessein de diviser ceux qui pouvaient devenir des adversaires, qu'on donna les biens de l'ordre Teutonique aux villes; on brouillait ainsi les villes avec la noblesse [2]. Cette politique, de la part de celui qui se prétendait le libérateur de l'Allemagne, est au moins singulière.

Les négociations pour la paix générale n'aboutirent pas mieux que celles qu'on avait ouvertes pour réclamer la neutralité de la Ligue. Mais il faut revenir un peu en arrière. La diète électorale de Ratisbonne (1630) avait décidé qu'une réunion des catholiques et des protestants aurait lieu l'année suivante à Francfort. Les deux partis s'y préparèrent, les protestants par le congrès de Leipzig (février-avril 1631), les catholiques par une réunion de la Ligue à Dinkelsbühl (mai, juin 1631); mais ni les uns ni les autres ne prirent des mesures décisives. Fixée d'abord au 3 février 1631, l'assemblée de Francfort le fut ensuite au mois d'août de la même année. Aussitôt qu'il en fut informé, Richelieu envoya aux électeurs ecclésiastiques le sire de Gournay, pour leur déclarer que le rétablissement de la paix en Allemagne était son unique pensée, et pour les prémunir contre la fausse nouvelle d'une alliance qu'il aurait contractée avec la Suède au détriment des États catholiques. L'électeur de Cologne répondit à ces allégations peu sincères, en lui montrant une copie du traité de Berwalde, et en ajoutant que l'Empereur et les électeurs seraient fort heureux d'obtenir des éclaircissements sur les desseins de la France.

Au jour fixé, les ambassadeurs des États catholiques se trouvèrent réunis en grand nombre à Francfort; les ambassadeurs des États protestants y vinrent tard, et ceux de Saxe refusèrent de participer aux délibérations, tant que les représentants du Brandebourg ne seraient pas arrivés. Ils vinrent le 12 septembre, et ce

[1] Gfrörer en cite plusieurs autres exemples (*Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 724).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 722 et suiv.

Les princes qui recevaient des territoires y imposaient aussitôt leur religion. (O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 375.)

fut seulement le 15 que les séances commencèrent. La nouvelle de la bataille de Leipzig (17 septembre 1631) ne fut pas favorable aux négociations. Les protestants, enhardis, réclamèrent la suppression de l'édit de restitution; les commissaires impériaux, et à leur tête Gaspard de Stadion, grand maître de l'ordre Teutonique, répondirent que l'édit ayant été publié en conformité de la paix de religion, l'Empereur ne le retirerait jamais et écouterait seulement les plaintes auxquelles son exécution pourrait donner lieu. Cependant le roi de Suède approchait; les ambassadeurs impériaux, craignant de n'être plus en sûreté à Francfort, se retirèrent, après avoir toutefois exprimé l'espoir que les négociations continueraient ailleurs.

Le landgrave de Hesse-Darmstadt, qui avait déjà tant fait pour réconcilier les protestants avec l'Empereur, travaillait toujours à la paix générale, et l'électeur de Mayence, qui avait obtenu plein pouvoir de Vienne, offrait au roi de Suède de négocier. Gustave-Adolphe ne put s'y refuser, sous peine de soulever l'opinion publique contre lui; mais il présenta des conditions inacceptables (milieu de décembre 1631)[1]. Il exigeait, en effet, le retrait de l'édit de restitution, le retour aux protestants de tous les biens du clergé dont ils s'étaient emparés avant ou après le traité de Passau, l'abolition de la réserve ecclésiastique, la liberté complète de religion; il demandait que les calvinistes fussent traités comme les luthériens, que le culte évangélique fût rétabli à Augsbourg, et que cette ville recouvrât ses anciens priviléges. Les couvents récemment repris par les catholiques dans le duché de Würtemberg seraient restitués à leurs possesseurs; on expulserait les jésuites de l'Empire, comme auteurs de tous les troubles. On rétablirait la Bohême, la Moravie et la Silésie dans l'état où elles se trouvaient avant la guerre; tous les bannis y rentreraient en possession de leurs biens. Le palatin Frédéric V recouvrerait ses États et sa dignité électorale; les procès intentés aux protestants seraient annulés, et l'on composerait la chambre impériale par moitié de catholiques et de protestants. Les troupes espagnoles quitteraient le sol de l'Empire. Enfin,

[1] Ces conditions semblent, d'après Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 501), avoir été présentées au Roi par le landgrave de Hesse-Cassel : elles diffèrent un peu de celles que rapporte Gfrörer (*Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 719).

pour récompenser Sa Majesté royale de Suède d'avoir sauvé l'Allemagne, on l'élirait roi des Romains[1]. Avec de pareilles bases les négociations ne pouvaient aboutir.

L'électeur de Saxe, comme son gendre le landgrave de Hesse Darmstadt, était favorable au rétablissement de la paix générale, et l'Empereur n'avait pas désespéré de le gagner à sa cause, même après la bataille de Leipzig et l'invasion de la Bohême. Il avait d'abord vainement essayé d'entrer en relation avec lui par l'intermédiaire de Cadareta, l'ambassadeur espagnol à Vienne. Après l'invasion de la Bohême par les Saxons, il renouvela cette tentative par l'intermédiaire de Wallenstein. Il envoya, dans ce dessein, le conseiller Questenberg à son ancien généralissime. Wallenstein négociait déjà pour son propre compte avec le roi de Suède. Repoussé par Gustave-Adolphe, il consentit à servir d'intermédiaire à l'Empereur pour négocier avec la Saxe et avec Arnim (novembre 1631). Cette intervention n'eut des résultats que plus tard. Afin d'activer l'affaire, le marquis Cadareta, ambassadeur d'Espagne à Vienne, chargea le colonel Paradis d'offrir son aide à l'électeur, pour conclure une paix séparée avec l'Empereur. Un souverain protestant, le roi de Danemark, envoya aussi un ambassadeur à l'électeur de Saxe, pour l'engager à se réconcilier avec l'Autriche ; il craignait, surtout depuis la bataille de Leipzig, que la Suède ne dominât la Baltique. Richelieu, de son côté, employait le sire de l'Isle, pour pousser le même électeur à se séparer du roi de Suède[2]. Jean-Georges aurait négocié volontiers ; il envoya même de son côté au roi de Suède le conseiller Kurt d'Einsiedel pour traiter avec lui de la paix générale ; mais Gustave-Adolphe reçut froidement l'ambassadeur, et lui répondit que les négociations pour la Ligue ayant échoué, il ne restait plus qu'à continuer la guerre[3].

L'Empereur s'y était aussi décidé, et il cherchait partout des alliés. La Pologne refusait de le secourir, à cause des menaces de guerre

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 719 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 425 ; Ranke, *Histoire de France*, t. III, p. 248.

[2] D'après Droysen (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 508-509), Richelieu conseillait à l'électeur de Saxe de signer la paix avec l'Empereur, pour faire quitter au roi de Suède les bords du Rhin.

[3] G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 503 à 512.

des Russes, et de l'armistice de six ans qu'elle avait conclu avec la Suède. L'Espagne promit 300,000 ducats, mais probablement ne les paya pas. On eut grand'peine à obtenir quelque chose du pape Urbain VIII. Dans l'intérêt des États de l'Église, et même de la religion catholique, il redoutait moins la victoire de la Suède que celle de l'Autriche. Il soutenait que Gustave-Adolphe ne faisait qu'une guerre politique et protégeait tout le monde dans sa religion; il serait même allé jusqu'à prononcer ces paroles : « L'Autriche et l'Espagne ont obligé, par leurs violences, le roi de « Suède à quitter son royaume, et Dieu lui-même a suscité ce roi « pour nous protéger. » Pour appuyer Savelli, son ambassadeur ordinaire à Rome, Ferdinand II envoya auprès du Saint-Siége le cardinal Pazmani, archevêque de Gran et primat de Hongrie. Pazmani trouva un allié plein de zèle en la personne du cardinal Borgia, ambassadeur d'Espagne. Après s'être adressé plusieurs fois, mais inutilement, au Pape, Borgia fit en effet contre la politique du Saint-Siége une violente sortie en plein consistoire (6 mars 1632). Il reprocha à Urbain VIII l'indifférence coupable qu'il montrait à l'égard de l'Église en abandonnant la maison d'Autriche. Le Pape répondit que l'Empereur ne devait s'en prendre qu'à lui-même; que les troupes et l'argent qu'il avait employés, pendant la guerre de Mantoue, à ravager l'Italie, auraient suffi pour empêcher l'invasion des Suédois en Allemagne; qu'il était ridicule de parler de nouvelles invasions de Goths en Italie, quand, dans le siècle qui venait de s'écouler, les États de l'Église avaient été ravagés par les Espagnols et par les Allemands. Tout le monde connaissait sa paternelle sollicitude pour la défense de la vraie foi; mais la guerre de Mantoue ayant épuisé le trésor de l'Église, il ne pouvait plus employer que la prière et les moyens spirituels pour protéger la religion. Borgia demanda que le Pape excommuniât au moins le roi de France à cause de son alliance avec les hérétiques, et qu'il enlevât la pourpre au cardinal de Richelieu. Urbain VIII répondit que Borgia, étant ambassadeur d'une puissance étrangère, n'avait pas le droit de siéger dans une réunion de cardinaux, et encore moins d'y faire des propositions, et il lui imposa silence. Les cardinaux du parti espagnol voulurent soutenir Borgia; il en résulta une vive discussion : le Pape, effrayé par leurs menaces, finit par promettre une faible somme; il publia ensuite un jubilé général, et ordonna

des processions solennelles pour demander à Dieu l'extermination des hérétiques.

L'Empereur ne fut pas plus heureux auprès de Venise. Le conseil déclara que la République avait depuis longtemps l'habitude de ne pas se mêler des affaires étrangères, et qu'en outre son trésor avait été épuisé par la guerre de Mantoue. Les autres États italiens, craignant d'accroître la puissance de l'Autriche, firent une réponse analogue. Les ducs de Toscane [1] et de Modène, seuls, accordèrent quelques subsides. Les Suisses, par les mêmes motifs, ne se montrèrent pas mieux disposés que les Italiens [2].

La guerre allait donc continuer; mais avant d'en présenter le récit, arrêtons-nous un instant pour examiner quelques-unes des améliorations par lesquelles Gustave-Adolphe prépara le succès de ses armes.

Si grandes, si importantes qu'eussent été ses victoires, Gustave-Adolphe ne se contenta pas de laisser dans le même état l'armée qui les avait remportées. Il la perfectionna, et, sachant profiter de l'expérience, il s'efforça d'en faire un instrument de plus en plus formidable. Possédant moins de soldats que ses adversaires, il remédia à leur infériorité numérique, en leur donnant une meilleure organisation, de meilleures armes, et en en faisant un plus habile usage.

Il introduisit de grandes améliorations dans l'armement de son infanterie. Comprenant l'importance croissante des armes à feu, il diminua le nombre des piquiers pour augmenter celui des mousquetaires; les premiers devinrent le tiers, et les seconds les deux tiers du nombre total. Afin de rendre l'infanterie plus légère, il ne laissa aux piquiers, de toute leur pesante armure, que le casque de fer, et remplaça leurs lourdes piques de quinze pieds par des pertuisanes ou hallebardes de onze pieds seulement, y compris le fer qui avait deux pieds de long et quatre pouces et demi de large.

Pour les mousquetaires, le poids de leurs mousquets fut di-

[1] L'Empereur avait promis au duc de Toscane le titre de roi (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 513).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 751 et suiv.; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 513 et suiv.; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 560.

minué de façon à pouvoir tirer sans fourche; et, dans plusieurs régiments, on employa le rouet au lieu de la mèche. La bandoulière fut supprimée, et remplacée par une poche en cuir bouilli, contenant un nombre considérable de cartouches en fort papier. Grâce à la légèreté de leurs armes, à leurs cartouches, et à l'habitude que donne l'exercice, les Suédois tiraient trois ou quatre fois plus vite que les Impériaux, en sorte que le feu de cinq cents mousquetaires de Gustave-Adolphe était au moins aussi efficace et aussi redoutable que celui de quinze cents mousquetaires de Tilly.

Partant également de ce principe, qu'aucune force ne doit être perdue, Gustave-Adolphe disposa toute son infanterie, les mousquetaires comme les piquiers, sur six rangs de profondeur seulement; mais tandis que les piquiers étaient serrés les uns contre les autres pour donner plus de cohésion et de force à leur rempart de pertuisanes, les mousquetaires étaient au contraire divisés par groupes de quatre ou cinq hommes de front sur six de profondeur, séparés des groupes voisins par des intervalles de deux à trois pieds, afin que le premier rang, après avoir tiré, pût facilement, et sans perdre de temps, se replier et recharger derrière le dernier rang. De plus, d'après cet autre principe, que les différentes armes doivent se soutenir mutuellement, Gustave-Adolphe plaça des mousquetaires sur les flancs des piquiers et entre les escadrons de la cavalerie[1]. Enfin la première ligne de bataille était appuyée sur une seconde, qui pouvait la soutenir et surtout défendre ses flancs, comme cela arriva à la bataille de Leipzig.

Chaque régiment suédois contenait moins de soldats que les régiments impériaux; il avait à sa tête un colonel, un lieutenant-colonel, un colonel-vaguemestre, un quartier-maître, deux ecclésiastiques, quatre chirurgiens, quatre prévôts, un secrétaire, deux valets de justice, un bourreau. Le régiment était divisé quelquefois en douze, mais habituellement en huit compagnies[2]; chaque compagnie se composait d'environ cent quarante-quatre hommes, et il y avait ordinairement pour six hommes un exempt, pour douze un chef d'escouade, pour vingt-cinq un caporal ou un sergent. Les officiers étaient : un capitaine, un lieutenant et un

[1] 150 à 200 mousquetaires entre les escadrons.
[2] Le nombre des compagnies par régiment varia beaucoup.

porte-drapeau. Le capitaine, chargé de maintenir sa compagnie au complet, recevait pour dix soldats la solde de onze. Le lieutenant exerçait les soldats, les punissait, surveillait les gardes. Il avait pour aide le plus ancien des sergents. Le porte-drapeau tenait le drapeau pendant le combat, et avait le droit de demander la grâce des condamnés. Le sixième sergent, appelé aussi guide, portait le drapeau pendant les marches et prenait soin des malades. Chaque compagnie avait trois tambours.

Avant la prise de Francfort-sur-l'Oder, deux régiments formaient une brigade, qui, devant se composer de deux mille deux cents hommes, n'en contenait en réalité que quatorze à quinze cents, ce qui réduisait le chiffre de chaque régiment à environ sept cents hommes. Cependant le nombre des officiers restait toujours celui du régiment au complet. Le Roi, en ayant de nombreux officiers, se proposait de donner libre carrière à l'ambition et au courage, et aussi de tenir des cadres tout prêts pour organiser et instruire promptement les recrues.

Gustave-Adolphe avait aussi l'habitude de confier les plus dangereuses entreprises à des volontaires pris dans tous les régiments; il préservait ainsi ces régiments de grandes pertes, qui les auraient entièrement désorganisés. Il préférait les enrôlements volontaires aux enrôlements forcés, et comparait celui qui est soldat malgré lui à un mauvais chien qu'on veut obliger à chasser.

Le roi de Suède n'avait pas, comme les Impériaux, quatre sortes de cavaliers : les cuirassiers, les carabiniers, les dragons et les Croates; mais seulement deux : les cuirassiers et les dragons. Afin de rendre sa cavalerie plus légère, il ne laissa à ses cuirassiers que le casque en fer et une demi-cuirasse. Ils avaient pour armes, comme les cuirassiers impériaux, une longue épée et deux pistolets à rouet, et, de plus, une carabine, également à rouet. Les dragons suédois ne portaient pas de cuirasse; ils avaient un mousquet à mèche et un sabre assez court; à leur selle pendait une hache pour couper du bois et abattre au besoin les palissades lors d'un assaut. Ils combattaient plus souvent à pied que les dragons impériaux, et le Roi leur dut plusieurs de ses succès.

Les escadrons de la cavalerie suédoise avaient seulement quinze ou seize hommes de front sur quatre de profondeur. Rangés d'abord en bataille entre des corps de mousquetaires qui les flan-

quaient, ils s'avançaient, prenaient le galop quand ils se trouvaient à portée de mousquet, et déchargeaient leurs armes dès qu'ils pouvaient apercevoir le blanc des yeux des ennemis. S'ils avaient fait brèche, ils attaquaient à l'arme blanche, sinon ils se repliaient au milieu des mousquetaires, qui, secondés par l'artillerie légère, tiraient à leur tour; puis, lorsque le moment était venu, les cavaliers recommençaient à charger.

Les régiments de cavalerie suédoise contenaient aussi moins de soldats que ceux des Impériaux. Un escadron se composait généralement de deux colonnes, chacune de trente-trois hommes. Le nombre des escadrons par régiment variait de quatre à douze; il était habituellement de quatre. Chaque régiment de cavalerie, comme ceux d'infanterie, avait à sa tête un colonel, un lieutenant-colonel, un colonel-vaguemestre, un quartier-maître, deux ecclésiastiques, quatre chirurgiens, quatre prévôts, un secrétaire, deux valets de justice, un bourreau. Chaque escadron avait un capitaine, un lieutenant, un cornette, un vaguemestre, quelques caporaux, deux trompettes. Dans l'armée suédoise, comme dans l'armée impériale, les cavaliers se montaient et s'équipaient à leurs frais, mais ils n'avaient pas plusieurs chevaux comme les cavaliers de l'Empereur. Si un cavalier perdait son cheval, il lui était permis de servir comme fantassin pendant trois mois, en continuant à recevoir la solde de cavalier; mais il devait, au bout de ce temps, se monter de nouveau.

Gustave-Adolphe améliora son artillerie en l'allégeant. Il se servit pendant quelque temps de canons de cuir, ou plutôt de canons formés d'un faible tube en fer entouré de cuir. Comme ils pesaient à peine un quintal (cent livres), ils étaient d'une mobilité extrême; mais ils s'échauffaient et se détérioraient beaucoup trop vite. En 1631, Gustave-Adolphe cessa de s'en servir, pour employer exclusivement une nouvelle espèce de canons inventés par l'Anglais Hamilton. Ils étaient en fer, avaient quatre pieds de long, pesaient six cent vingt-cinq livres, et, avec une charge d'une livre un tiers de poudre, lançaient des boulets de quatre livres. Deux chevaux les traînaient facilement : un seul suffisait pour les munitions. Chaque régiment avait six ou huit de ces canons. On les plaçait souvent derrière l'infanterie, qui s'ouvrait à certains moments pous les laisser tirer. Ils se chargeaient au moyen de gargousses, et avec une telle rapidité, qu'un bon canon-

nier tirait trois coups pendant qu'un mousquetaire en tirait deux. Gustave-Adolphe eut aussi de gros canons, lançant des boulets de vingt-quatre et quarante-huit livres, qui ne différaient de ceux des Impériaux qu'en ce qu'ils se chargeaient avec des gargousses. Son artillerie était plus nombreuse que celle de ses adversaires; il eut deux cents canons au siége de Francfort-sur-l'Oder, cent à Leipzig et à Lützen, trois cents dans son camp de Nürenberg.

Dans l'armée suédoise, le grand prévôt ne maintenait pas seulement la discipline au camp : il surveillait encore les marches, suivait l'armée, prenait soin des vivres et en fixait le prix. Le *Rumormeister* avait en dehors du camp les mêmes fonctions que le grand prévôt; il précédait les troupes en marche, pour empêcher que rien ne fût pillé avant l'arrivée de l'armée. Le vaguemestre-colonel, aidé par les vaguemestres de compagnies, veillait aux bagages. L'artillerie suivait l'armée, et les bagages suivaient l'artillerie; chaque escadron de cavalerie avait droit à dix voitures; chaque compagnie d'infanterie, à deux.

La discipline des Suédois, en dehors du service, ne valait pas beaucoup mieux que celle des Impériaux, parce que le Roi n'avait pas toujours assez d'argent pour payer exactement la solde. Les soldats de Gustave-Adolphe étaient appelés deux fois par jour à la prière et au prêche, et ceux qui n'y venaient pas étaient sévèrement punis; mais ils pillaient comme les soldats de Wallenstein[1]. Un colonel d'infanterie recevait par mois cent quatre-vingt-quatre thalers, un capitaine soixante, un lieutenant trente, un soldat trois et demi. Dans la cavalerie, un capitaine de dragons avait par mois cent thalers, un lieutenant quarante, un simple dragon quinze thalers. Gustave-Adolphe faisait payer la solde les 1er, 11 et 21 de chaque mois. Il accordait en outre des récompenses extraordinaires. Une compagnie qui s'était souvent distinguée recevait une gratification d'un mois de solde. Pour les actions d'éclat, le Roi donnait de l'argent ou un grade; il ne faisait jamais d'un soldat un officier, sans lui donner en même temps de quoi soutenir son rang. Tous pouvaient, comme dans l'armée impériale, arriver aux plus hauts grades. Gustave-Adolphe invitait sans distinction ses officiers à sa table. Le cérémonial était alors banni dans ses rapports avec eux, et il ne

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 131.

négligeait pas d'étudier leur véritable caractère, lorsque le vin du Rhin leur déliait la langue et leur faisait dire ce qu'ils pensaient.

Frédéric II, roi de Prusse, nous donne un aperçu de la stratégie de ce temps. « La manière dont on faisait la guerre alors était différente de celle dont on la fait à présent. Les princes ne faisaient que rarement de grands efforts pour lever des troupes ; ils entretenaient en temps de guerre une ou, suivant leur puissance, plusieurs armées ; le nombre de chacune ne passait pas d'ordinaire vingt-quatre mille hommes. Ces troupes vivaient du pays où elles étaient employées, elles cantonnaient ordinairement, et ne campaient que lorsqu'elles voulaient donner bataille, ce qui leur rendait les subsistances faciles. Lorsque l'Empereur ou le roi de Suède voulaient exécuter quelque grand projet, ils joignaient deux armées au moyen desquelles ils gagnaient la supériorité. Les généraux dont les corps étaient les plus faibles, ayant comparé les forces des ennemis avec les leurs, se retiraient sans combattre ; et, comme ils vivaient également partout à discrétion, il leur était indifférent d'abandonner un pays, parce qu'ils en trouvaient toujours un autre à piller. Cette méthode prolongeait la guerre, ne décidait de rien, consommait plus de monde par sa durée que celle d'à présent, et la rapine et le brigandage des troupes dévastaient totalement les provinces qui servaient de théâtre de guerre aux armées[1]. »

Gustave-Adolphe, outre la guerre, avait à s'occuper des plus grandes affaires politiques. Il le fit d'abord seul, puis avec Oxenstierna. Il ne négociait jamais directement, mais toujours par l'intermédiaire d'agents qu'il pouvait désavouer au besoin, et qui étaient néanmoins si prudents et si discrets, que les ambassadeurs français se plaignaient sans cesse de ne pouvoir, malgré tous leurs efforts, pénétrer les desseins du Roi. Gustave-Adolphe et Oxenstierna obtenaient le secret absolu de leurs agents en les choisissant avec soin, et en les payant de manière à les mettre à l'abri de la corruption. Le Roi et son chancelier ne négligeaient, de leur côté, aucun moyen pour corrompre les agents des autres

[1] Frédéric II, *OEuvres* (*Mémoires de Brandebourg*), édition de 1789, t. I, p. 70.

souverains; ils avaient établi dans toutes les cours de l'Europe comme un réseau d'espions qui ne manquaient pas d'argent, et qui s'en servaient à propos pour acheter les personnages influents. C'est ainsi que le résident suédois à Copenhague, Fegräus, connaissait tous les secrets du Danemark par Christine Munk, la maîtresse du roi Christian IV. Gustave-Adolphe ne dédaignait pas non plus d'enivrer les ministres et les officiers étrangers pour les faire parler. Un colonel écossais à son service, sir Patrik Ruthwen, qui pouvait beaucoup boire impunément, était spécialement chargé de cette besogne[1].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 693 et 713; Francheville (Gualdo Priorato), *Histoire des dernières campagnes de Gustave-Adolphe, Tableau militaire, etc.*, p. 247.

CHAPITRE VI

GUSTAVE-ADOLPHE EN BAVIÈRE : PASSAGE DU LECH, MORT DE TILLY.

1632.

Campagne de Franconie. — Horn prend Bamberg (12 février 1632); il se retire sur Würtzbourg à l'arrivée de Tilly (8 mars). — Gustave-Adolphe quitte Mayence (13 mars), rejoint Horn à Kitzingen (22 mars). — Tilly bat en retraite pour couvrir la Bavière. — Le roi de Suède traverse Nürenberg (31 mars), occupe Donauwerth (5 avril), passe le Danube, *force le passage du Lech* (15 avril). — Tilly est blessé et se retire à Ingolstadt. — Gustave-Adolphe devant Augsbourg (18 avril); capitulation (20 avril); le pouvoir passe des catholiques aux luthériens. — Entrée de Gustave-Adolphe (24 avril). — La bourgeoisie jure fidélité au Roi.

Le roi de Suède devant Ingolstadt (28 avril). — *Mort de Tilly* (30 avril 1632). Assaut repoussé, accident arrivé au Roi : ses paroles. — Les Bavarois occupent Ratisbonne avant les Suédois (27 avril-3 mai). — Le roi de Danemark offre vainement sa médiation. — Un agent français, Saint-Étienne, demande à Gustave-Adolphe de reconnaître la neutralité de la Bavière : le Roi refuse. — Les rapports entre la France et la Suède s'aigrissent.

Gustave-Adolphe renonce au siége d'Ingolstadt (4 mai) et marche sur *Munich.* — Dévastations. — Le roi de Suède entre à Munich (17 mai 1632). — Les canons, la revue.

Guerre dans l'Autriche antérieure et sur le Rhin. — Oxenstierna à Mayence. — Gustave-Adolphe à Memmingen. — Maximilien reste enfermé dans Ratisbonne.

La campagne de l'année 1632 s'ouvrit en Franconie. L'évêque de Bamberg ayant refusé de payer des subsides au roi de Suède, le feld-maréchal Horn fut chargé de le châtier et d'achever la conquête du bassin du Main. Parti de Würtzbourg à la tête d'environ dix mille hommes, il s'empara d'abord de la petite ville d'Hochstadt sur l'Aisch, puis envoya deux régiments d'infanterie et trois escadrons de cavalerie en avant, contre Bamberg. Arrivés

devant cette ville (11 février), les Suédois sommèrent les habitants de se rendre. La garnison impériale s'était retirée; l'évêque, sa cour et la plupart des ecclésiastiques avaient pris la fuite ; il ne restait plus que quelques chanoines. Dans l'impossibilité de défendre une place ouverte et sans défense, ils se résignèrent à capituler. Le traité était conclu, il ne restait plus qu'à le signer, lorsque cinq cents hommes de la landwehr de Bamberg, qui revenaient de Cronach, parvinrent à se glisser dans la ville, et décidèrent les habitants à résister : au lieu de signer le traité, on fit feu sur l'ennemi. Les Suédois n'étaient pas hommes à renoncer à leur entreprise ; un pétard leur ouvrit une porte ; ils se précipitèrent dans la ville et eurent bientôt nettoyé les rues. La nuit arrivait ; les bourgeois, après s'être un instant défendus dans le rathhaus, purent se retirer chez eux grâce à l'obscurité. Ils passèrent toute la nuit dans de cruelles angoisses, craignant à chaque instant d'éprouver le sort de Magdebourg. Les Suédois attendirent rangés en bataille sur les places publiques, et, le lendemain matin, pillèrent les maisons des principaux bourgeois, des chanoines et des jésuites. Le bas peuple n'eut rien à souffrir, aucune maison ne fut brûlée ; les femmes furent respectées ; les capucins et les franciscains, demeurés tranquilles dans leurs couvents, ne furent pas inquiétés. Le feld-maréchal arriva le lendemain avec le reste de son armée ; il convoqua le conseil de ville, le réprimanda de son manque de foi, et obligea la bourgeoisie à prêter serment de fidélité à la couronne de Suède. Le culte évangélique fut installé dans la cathédrale. Horn aurait voulu attaquer ensuite Forchheim, place située sur la Regnitz, au sud-est de Bamberg ; mais de fortes pluies l'en empêchèrent.

Cependant l'évêque de Bamberg ne songeait qu'à recouvrer ses États ; il ne laissa aucun repos à l'électeur de Bavière, qu'il n'eût ordonné à Tilly d'en chasser les Suédois. Tilly, alors à Nordlingue, rallia les garnisons du haut Palatinat et les concentra à Neumarkt [1]. Lorsqu'il eut sous ses ordres vingt mille hommes, bien armés et bien approvisionnés, il entra en campagne (milieu de février), prit Altdorf et quelques autres places des environs de Nürenberg, et arriva devant Bamberg.

Horn, le voyant approcher, tint un conseil de guerre. Plusieurs

[1] Au sud-est de Nürenberg.

officiers furent d'avis de se retirer, parce qu'on se trouvait inférieur en nombre, et que Bamberg était mal fortifié ; d'autres se récrièrent en rappelant la gloire militaire des Suédois, et soutinrent qu'il serait d'autant plus inopportun d'abandonner la ville, que le Roi avait donné ordre au duc Guillaume de Saxe-Weimar, qui se trouvait près de là, en Thüringe, de les renforcer. Cet ordre avait été donné en effet ; mais le duc refusa de l'exécuter : son orgueil s'opposait à ce qu'il servît sous un simple noble suédois. Cependant le parti favorable à la résistance l'emporta ; il fut décidé qu'on se défendrait, et les Suédois travaillèrent à réparer les fortifications.

Le 8 mars, les Bavarois, ayant surpris hors des murs le régiment de Baudissin, le refoulèrent, franchirent la Regnitz et pénétrèrent dans la ville. Mais Horn, à la tête du régiment de Thurn, les rejeta au delà de la rivière, et détruisit le pont. Reconnaissant néanmoins que la position n'était pas tenable, il embarqua sur le Main son artillerie et ses bagages, et, quoique poursuivi par Tilly, et entouré d'une population hostile qui massacrait les traînards, il se retira en bon ordre dans la direction de Würtzbourg.

Gustave-Adolphe se préparait de son côté à achever la conquête du bas Palatinat, en assiégeant Philippsbourg et Heidelberg, lorsqu'il apprit l'échec de Horn en Franconie ; il quitta aussitôt Mayence (13 mars) avec environ vingt mille hommes pour venir à son secours, et le rencontra (22 mars) à Kitzingen[1] sur le Main, à peu de distance à l'est de Würtzbourg. Après avoir rejoint Baner et rallié le duc Guillaume de Weimar, l'armée suédoise compta quarante mille hommes.

C'était le double de celle des Bavarois. Tilly battit à son tour en retraite. L'électeur de Bavière eut un instant l'idée de l'envoyer en Bohême, dans l'espoir que les Suédois le poursuivraient et épargneraient ses États. Mais la crainte de voir le Roi envahir la Bavière, qui lui serait complétement ouverte, le fit changer d'avis ; il ordonna à Tilly de se retirer sur le Danube, à Ingolstadt, pour couvrir l'électorat.

Gustave-Adolphe entra dans Nürenberg (31 mars) accompagné de l'ex-roi de Bohême, le palatin Frédéric V, et de plusieurs

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 725 et suiv.; Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 525 et suiv.; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 410.

autres princes allemands [1]. Un savant avait dressé un tableau généalogique pour prouver que Gustave-Adolphe descendait de l'un des anciens burgraves de Nürenberg [2]. Le conseil et un grand nombre de bourgeois vinrent le recevoir hors des portes; la foule, toujours avide de spectacles, poussait des cris de joie. Le Roi reçut de magnifiques présents, entre autres deux coupes d'argent, dorées à l'intérieur, et représentant, l'une un globe céleste, et l'autre un globe terrestre; c'étaient de très-beaux spécimens de l'industrie de Nürenberg. Le Roi répondit à l'adresse des conseillers avec une éloquence que la présence de son armée rendait irrésistible. Il sut d'ailleurs les flatter habilement, en leur parlant de la splendeur et de la célébrité de leur ville. Il avait, disait-il, quitté son royaume, et il exposait sa vie pour les arracher à l'oppression de l'Empereur; il les engageait à rester fidèles à la liberté allemande et à la cause évangélique contre lesquelles s'étaient ligués l'Autriche, l'Espagne et le Pape. Le Roi prit ensuite des mesures pour assurer la sécurité des routes, et donna au conseil de Nürenberg plusieurs domaines ecclésiastiques. Peut-être les bourgeois espéraient-ils que leur ville allait devenir la capitale d'un nouvel empire.

Gustave-Adolphe ne passa que quelques heures à Nürenberg; il continua aussitôt sa route vers le midi; mais, arrivé à Neumarkt, au lieu de poursuivre Tilly du côté d'Ingolstadt, il se dirigea au sud-ouest vers Donauwerth, et arriva devant cette ville le 5 avril. Le Roi se proposait de tourner Ingolstadt et d'envahir la Bavière par l'ouest.

La garnison de Donauwerth se composait d'infanterie, de cavalerie, et de landwehr bavaroise, en tout deux mille hommes, sous le commandement du duc Rodolphe-Max de Saxe-Lauenbourg. Elle refusa d'abord de se rendre; mais lorsque le Roi eut fait prendre d'assaut le Schellenberg, qui domine la ville et sur lequel les assiégés avaient établi quelques ouvrages, lorsqu'il eut en outre repoussé une sortie et commencé à canonner Donauwerth, les bourgeois pressèrent le commandant de capituler. L'approche de quelques cavaliers, qu'on prit à tort pour l'avant-garde de Tilly,

[1] Gustave-Adolphe avait passé la nuit précédente à la belle étoile devant les murs de la ville (Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 531).

[2] G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 532.

le décida à refuser encore. En attendant, Gustave-Adolphe faisait passer la Wörnitz à un corps de mousquetaires, afin d'attaquer aussi la ville du côté de l'ouest.

Le soir, vers dix heures, les Suédois entendirent, sur le pont du Danube, un bruit de chars et de chevaux; c'était la garnison qui se retirait à la faveur de la nuit; ils tirèrent aussitôt toutes leurs pièces dans cette direction. En même temps, leur infanterie, après avoir enfoncé les portes à coups de hache ou de pétard, pénétra dans la ville, massacra tout ce qu'elle rencontra, et se livra au pillage jusqu'à l'arrivée de Gustave-Adolphe. Quelques détachements de cavalerie furent envoyés à la poursuite de la garnison sans pouvoir l'atteindre. Le lendemain matin, on trouva cinq cents cadavres, tant dans la ville que sur le pont. Le Roi fit continuer et achever les travaux de défense sur le Schellenberg. Après avoir appartenu pendant vingt-cinq ans à la Bavière, Donauwerth passait sous l'autorité de la Suède. Le culte luthérien y fut aussitôt rétabli [1].

Avec le pont de Donauwerth, Gustave-Adolphe possédait l'une des clefs de la Bavière; il lui restait à prendre la seconde en s'emparant du Lech. Tilly, arrivé à la hâte d'Ingolstadt pour le défendre, occupait une forte position à Rain, petite ville située sur la rive droite de cette rivière, non loin du Danube. Sur son ordre, tous les ponts furent coupés jusqu'à Augsbourg. Cette ville impériale se mit en état de défense; la garnison fut augmentée; on désarma les bourgeois protestants dont on se défiait; les abords des portes furent déblayés, les arbres abattus, et des retranchements élevés partout. L'électeur de Bavière accourut en personne au camp de Tilly avec ce qu'il avait réuni de landwehr. Depuis la perte de Donauwerth, il tremblait pour ses États.

Le roi de Suède ne resta à Donauwerth que le temps nécessaire pour prendre possession des places situées sur les bords du Danube jusqu'à Ulm, ville avec laquelle il avait déjà conclu un traité. Toutes ouvrirent leurs portes, et les Suédois trouvèrent dans ce riche pays, qui n'avait pas encore été dévasté, d'immenses quantités de grains.

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 728; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 528-534.

Gustave-Adolphe marcha ensuite vers le Lech. Ce torrent, qui descend des Alpes du Tyrol, a un courant rapide; ses eaux étaient alors gonflées par la fonte des neiges. Tilly se tenait là, sur la rive droite, solidement retranché derrière des ouvrages en terre. Devant lui, le Lech formait un arc de cercle dont il occupait la corde; derrière lui, un ruisseau, l'Aicha; à sa droite se trouvait la petite ville de Rain. Sa cavalerie surveillait constamment le cours du Lech; Gustave n'en résolut pas moins de forcer le passage.

Malheureusement pour les Bavarois, la rive gauche était plus élevée que la rive droite. Le Roi, profitant habilement de cet avantage, y établit quatre batteries, chacune de dix-huit canons, et, à partir du 13 avril, fit diriger pendant deux jours un feu croisé incessant contre les Bavarois. Le pont de Rain avait été détruit; les Suédois en construisirent un autre avec des chevalets, près d'Oberndorf, en ayant soin de cacher leurs travaux au moyen de feux de paille mouillée dont la fumée se joignait à celle de la canonnade. Dans la nuit du 14 au 15 avril, le pont fut achevé. Avant l'aurore, le Roi fit passer la rivière à des soldats finlandais, le fusil dans une main et la pelle dans l'autre; ils construisirent sur la rive droite une tête de pont qu'on arma d'artillerie. L'infanterie traversa ensuite, pendant que la cavalerie passait à gué un peu plus haut. Tilly se vit bientôt attaqué de tous les côtés; il organisa la résistance avec sa présence d'esprit habituelle. Aldringer, qui commandait en second les Bavarois, se jeta deux fois avec impétuosité sur la cavalerie ennemie; le vent d'un boulet qui lui passa près du visage lui fit perdre subitement connaissance et lui enleva la parole. Tilly, de son côté, avait saisi le drapeau de l'un de ses régiments de Wallons et menait ses troupes à l'ennemi, lorsqu'un coup de fauconneau lui brisa la cuisse droite au-dessus du genou. On l'emporta du champ de bataille. Il eut encore la force d'assister à un conseil de guerre. L'armée bavaroise, composée en grande partie de recrues, ne pouvait résister en rase campagne à l'armée suédoise, plus aguerrie et plus nombreuse; Tilly conseilla de battre en retraite. L'électeur de Bavière voulait résister encore; mais les généraux se rangèrent à l'avis de Tilly, et Maximilien finit par s'y rallier à cause du découragement de l'armée. La nuit suivante, la retraite eut lieu sur Ingolstadt. On portait Tilly dans une litière, au milieu des troupes. Il souffrait

cruellement, et l'on était souvent obligé de s'arrêter, parce qu'il perdait connaissance; on craignait qu'il n'arrivât pas vivant.

On raconte que le lendemain Gustave-Adolphe, en voyant les positions que les Bavarois avaient abandonnées, s'écria qu'à la place de l'électeur il se serait laissé arracher la barbe et le menton par les balles, plutôt que de les quitter et d'ouvrir ses États à l'ennemi. Au lieu de poursuivre l'électeur, le roi de Suède marcha contre Augsbourg. Le 18 avril, il arriva devant cette place, à Lechhausen, sur la rive droite du Lech, pendant que Torstenson, colonel de son artillerie, campait de l'autre côté, à Oberhausen, sur la Wertach[1].

La garnison d'Augsbourg était faible; l'électeur de Bavière en avait appelé une partie à lui; les fortifications se trouvaient en très-mauvais état; la ville ne pouvait résister longtemps. Gustave-Adolphe fit jeter deux ponts sur le Lech et établir deux batteries; il se garda bien toutefois d'ouvrir le feu, quoique les Bavarois tirassent sur lui du haut des tours et lui fissent assez de mal: il espérait entrer dans la ville sans combat. Le commandant, rencontrant peu d'appui dans le Conseil et de l'hostilité parmi les bourgeois, capitula en effet le 20 avril; la garnison sortit avec les honneurs de la guerre.

Le conseil catholique, installé par force en 1629, se retira, et le pouvoir passa aux évangéliques[2]. Pour leur assurer la prépondérance, le Roi conféra la dignité patricienne à dix-neuf familles protestantes[3]. La ville devait recevoir une garnison suédoise; les fortifications seraient réparées; la ville prêterait serment de fidélité à la couronne de Suède. De son côté, le Roi confirmait les anciens droits et les anciennes libertés de la bourgeoisie.

Le 24 avril, Gustave-Adolphe fit son entrée solennelle dans Augsbourg; il était accompagné, comme à Nürenberg, d'une suite brillante de princes allemands. Il s'arrêta d'abord à l'église

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 734; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 510 et suiv.; *Mercure français*, t. XVIII, p. 198 et suiv.; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 424; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 1022; Gualdo Priorato (traduction Francheville), p. 132; Francheville, *Remarques militaires par un officier prussien*, p. 371.

[2] Luthériens.

[3] Les patriciens seuls élisaient le Conseil.

de Sainte-Anne, où le prédicateur de la cour de Suède, le docteur Fabricius, faisant allusion aux évangéliques qui arrivaient au pouvoir après en avoir été écartés, prêcha sur ce texte : « A cause de la désolation des opprimés et du gémissement des pauvres, je me lèverai, dit le Seigneur, je délivrerai celui qu'on méprise[1]. » A l'issue du service divin, le Roi se rendit à cheval à la maison de Marquard Fugger, située sur le marché aux vins; le conseil municipal nouvellement formé s'y était réuni avec la bourgeoisie pour lui jurer fidélité. Par le serment dont le secrétaire particulier du Roi, Sattler, lut le texte, le conseil s'obligeait à reconnaître Gustave-Adolphe pour roi et à lui obéir en fidèle sujet. Les bourgeois confirmèrent le serment par leurs acclamations. Une médaille commémorative fut frappée avec cette légende : *Gustava et Augusta, caput religionis et regionis*[2], ce qui laissait croire que Gustave-Adolphe tenait beaucoup à la possession d'Augsbourg, berceau de la foi luthérienne, et qu'il se proposait peut-être d'en faire la capitale d'un nouvel empire[3].

Dès le lendemain, le Roi se mit en marche pour Ingolstadt, place située sur la rive gauche du Danube, et sous les murs de laquelle étaient campées les troupes de l'électeur de Bavière; il y arriva le 28 avril. Tilly était alors mourant. Malgré ses souffrances et l'affaiblissement graduel de ses forces, il ne faisait entendre aucune plainte, et ne songeait qu'à son armée et à la cause qu'il avait toujours servie. Il recommanda avant tout à l'électeur de conserver Ratisbonne, car le salut de l'Empire comme celui de la Bavière en dépendait. Le 30 avril, il rendit l'âme. La dernière parole qu'il balbutia dans son agonie fut : « Ratisbonne, Ratisbonne. » Il avait prié son confesseur, le jésuite Maria Guercino, de prononcer à son oreille, au premier coup du glas funèbre, ces mots : *Domine, in te speravi, non confundar in æternum*[4]. L'œil du mourant, tourné vers le crucifix, s'illumina à cette parole, puis se

1 Psaume XII (XI), verset 6.

2 « Gustavie-Augsbourg, tête de la religion et du gouvernement ». *Augusta* pouvait être considéré comme l'anagramme de Gustave (*Mercure français*, t. XVIII, p. 695).

3 GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 734; LOTICHIUS, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 1022.

4 « Seigneur, j'ai espéré en vous, faites que je ne sois pas confondu dans l'éternité. » (Psaume XXX, vers. 1.)

ferma pour toujours. Tilly avait soixante-treize ans. Wallenstein, en recevant la nouvelle de sa mort, s'écria avec émotion : « Il n'a jamais eu son pareil. »

Avec Tilly disparaît l'un des plus illustres généraux de la guerre de Trente ans. Aucun ne remporta plus de victoires : il suffit de rappeler celles de la Montagne-Blanche, de Wimpfen, de Höchst, de Stadtlohn, de Lutter. Ce héros, que ses adversaires ont calomnié, était sévère pour ses soldats et plus encore pour lui-même, humain pour les malheureuses populations que foulait la guerre, tolérant en matière religieuse, fidèle observateur des lois de l'Empire, et désintéressé, vertu rare, surtout à cette époque. Avec moins d'ascendant que Wallenstein, moins de génie militaire que Gustave-Adolphe, il l'emporta sur tous les deux par ses qualités personnelles. Il n'était pas marié, et il conserva néanmoins une entière pureté de mœurs. On eût dit un de ces religieux militaires établis au moyen âge pour guerroyer en Palestine ; c'était un moine sous la cuirasse ; ses soldats l'appelaient : « le vieux père [1]. »

Le jour de la mort de Tilly (30 avril), les Suédois donnèrent l'assaut à la tête de pont située sur la rive droite du Danube ; ils furent repoussés avec de grandes pertes. Le même jour aussi, Gustave-Adolphe, monté sur un cheval blanc, s'étant approché du fleuve pour se rendre compte de l'état des choses, un sergent bavarois le reconnut, et tira sur lui un coup d'une pièce de vingt-quatre avec tant de précision, que le boulet traversa le ventre de son cheval. Le Roi tomba sous sa monture, tout couvert de sang et de poussière. Son escorte le croyait mort ; il se releva en disant : « La poire n'est pas encore mûre », il monta un autre cheval et continua son chemin. Presque au même instant, le jeune margrave de Bade, qui se trouvait à côté de lui, eut la tête emportée par un boulet.

De retour au camp, Gustave-Adolphe prononça quelques pa-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 736 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 513 et suiv.; Villermont, *Tilly*, t. II, p. 225 ; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 454.

Tilly avait légué soixante mille thalers aux plus anciens régiments qui avaient servi sous lui (*Mercure français*, t. XVIII, p. 207).

Tilly est enterré dans l'église paroissiale d'Alt-Œtting (rive droite de l'Inn, au sud de Neu-Œtting, à l'ouest de Braunau).

roles, qui montrent que ses alliés allemands commençaient à être mécontents de ses allures de souverain. Il parla, en effet, des nombreux envieux, que lui avait suscités le bonheur de ses armes, et qui cherchaient à diminuer sa gloire et à persuader aux imbéciles qu'il faisait la guerre pour s'enrichir. Puis, comme il s'entretenait de l'incertitude des choses humaines et de la mort qui termine à l'improviste les vies les plus brillantes, il parla de la pureté de ses intentions, des princes expulsés qu'il avait rétablis dans leurs États, des dettes qu'il avait dû contracter à Francfort et ailleurs, et affirma de nouveau qu'il n'avait quitté son royaume et tout ce qu'il possédait de plus cher, que pour arracher l'Allemagne à la tyrannie de la maison d'Autriche. Cette scène finit par la prière que lui adressèrent les personnes présentes, de ne pas tant exposer dorénavant une vie aussi précieuse.

L'électeur de Bavière, conformément aux conseils de Tilly, laissa quatre régiments pour garder Ingolstadt, puis se dirigea vers Ratisbonne pour l'occuper avant les Suédois, et assurer par là ses communications avec les États héréditaires de l'Autriche. L'importance de Ratisbonne n'échappait pas à Gustave-Adolphe. Dans l'espoir de s'en emparer avant Maximilien, il y envoya le feld-maréchal Horn par la rive droite du Danube, tandis que les Bavarois suivaient la rive gauche. Arrivé en face de Kehlheim, Horn apprit que Ratisbonne était tombé au pouvoir de l'électeur. A la première nouvelle de l'approche des Suédois, le conseil de ville avait consenti à recevoir une garnison de quinze cents hommes des troupes de Maximilien, à la condition qu'avant d'entrer ils prêteraient serment de fidélité au conseil, et laisseraient aux bourgeois la garde des portes et des retranchements. Ces conditions déplurent à l'électeur; ses soldats une fois entrés, il donna au commandant de la garnison l'ordre de prendre en main la défense de la ville. Le matin, de bonne heure, une compagnie bavaroise, traversant une des portes pour se rendre à l'exercice, s'en empara après avoir désarmé la garde bourgeoise, et, à un signal donné par le tambour, deux détachements de cavalerie, cachés dans le voisinage, arrivèrent à bride abattue. Un habitant tenta d'abaisser la herse : il fut tué par un officier. La porte et les rues adjacentes se trouvèrent bientôt au pouvoir des Bavarois; les bourgeois furent désarmés (27 avril). Le 3 mai, l'électeur arriva avec ses troupes et traita la ville avec rigueur. Gustave-Adolphe rappela

Horn dès qu'il eut appris l'occupation de Ratisbonne par Maximilien.

Pendant que le roi de Suède campait encore devant Ingolstadt, il reçut la visite de deux agents danois. L'hiver précédent, il avait envoyé le général Baudissin à Copenhague, pour demander au roi de Danemark d'unir ses troupes aux Suédois, et lui offrir, dans ce cas, l'archevêché de Brême. A la même époque, des agents de l'Empereur sollicitaient le roi de Danemark dans un sens opposé. Christian IV ne voulut s'engager ni avec le roi de Suède, parce qu'il craignait qu'il ne se fît la part du lion, ni avec l'Empereur, parce qu'il n'avait pas oublié la campagne de Wallenstein en Jutland, et n'espérait pas que la cour de Vienne consentît à lui laisser l'archevêché de Brême. Christian avait résolu de jouer le rôle de médiateur ; c'est pourquoi il envoya deux agents à Gustave-Adolphe. Le roi de Suède se contenta de leur répondre qu'il désirait la paix, mais qu'ayant entrepris la guerre uniquement en faveur des évangéliques, il ne pourrait négocier qu'autant que ceux-ci se trouveraient garantis à l'avenir contre toutes les attaques de l'Empereur. C'était payer de mots les envoyés danois.

Saint-Étienne, le résident français à la cour de Munich, parut aussi au camp d'Ingolstadt[1] (30 avril). Louis XIII, en apprenant la défaite de Tilly sur le Lech, avait dit à l'ambassadeur vénitien à Paris, « qu'il était grand temps de mettre un terme aux progrès du Goth ». Gustave-Adolphe reçut l'ambassadeur français publiquement, en présence du Palatin, de Horn et de plusieurs personnages de distinction, afin de donner plus d'importance à ses propres paroles. Saint-Étienne le pria de rester neutre à l'égard de l'électeur de Bavière : le Roi répondit que c'était chose impossible, parce que le duc Maximilien lui avait fait la guerre et n'attendait que des secours de l'Empereur pour la continuer. L'ambassadeur français ayant répliqué que son maître verrait avec une grande satisfaction cette neutralité : « Le duc de Bavière, reprit Gustave-Adolphe, m'a toujours été hostile ; il a fait attaquer mes troupes à Bamberg. » Saint-Étienne chercha à excuser l'électeur, en disant que c'était l'évêque de Bamberg qui en avait été cause, et que Tilly n'avait agi que sur ses pressantes demandes. « Je vois bien, dit alors le Roi, que vous êtes venu pour m'en imposer.

[1] Il fit cette démarche à la demande de Maximilien.

Les troupes n'étaient-elles pas celles du duc? Et si Tilly a outrepassé ses instructions, pourquoi ne l'a-t-on pas fait pendre? »

L'ambassadeur essaya encore d'excuser l'électeur, vanta ses qualités, et parla de la haute estime que Maximilien professait pour le Roi. A ce mensonge évident, Gustave-Adolphe s'emporta. « On peut louer un pou, dit-il, et en parler comme d'un animal fidèle et utile à l'homme parce qu'il lui tire du sang inutile. Je connais assez bien maintenant le duc de Bavière et ses prêtres, pour ne pas me laisser tromper plus longtemps par eux. » Puis, prenant Saint-Étienne lui-même à partie, il lui déclara qu'il n'avait rien à faire dans son camp, puisqu'il n'apportait aucun pouvoir du roi de France. Saint-Étienne l'ayant prié d'indiquer les conditions auxquelles il consentirait à reconnaître la neutralité de l'électeur de Bavière, le Roi lui répondit : « Qu'il licencie à l'instant ses troupes, et qu'il les empêche d'entrer au service de l'Empereur; qu'il jure de ne commettre aucune hostilité contre moi pendant trois ans; ou bien qu'il me laisse traverser Ingolstadt, afin que je puisse poursuivre mon ennemi, et qu'il restitue à nos amis et alliés tout ce qu'il leur a enlevé. Mais je veux une réponse d'ici à demain. »

Saint-Étienne, poussé à bout, laissa entendre quelques paroles menaçantes sur la puissance de son maître, qui était en état de faire respecter ses désirs. Gustave-Adolphe l'interpella et lui dit : « J'ai fait instruire le roi de France de mes desseins par plusieurs ambassadeurs, spécialement par Charnacé, et je pense que Sa Majesté est loyale envers moi. Cependant, si elle veut envoyer quarante mille de ses Français au secours de la Bavière, peu m'importe avec qui j'aie à combattre; je pourrai m'entendre avec le Turc, qui est mon bon ami. » Et sur l'observation de l'ambassadeur que le Turc était l'ennemi héréditaire de toute la chrétienté, Gustave-Adolphe continua : « Si le Sultan est l'ennemi de tous excepté le mien, je n'ai aucune raison de le considérer comme un ennemi, car les Turcs ne sont pas plus mauvais que les papistes avec leur idolâtrie. Je sais bien que le Tout-Puissant m'assiste et que je suis envoyé de lui, comme je l'ai appris à Leipzig, car je pense que les coups que j'ai donnés là aux Impériaux valent bien le chapeau de castor qu'ils m'ont enlevé en Prusse[1]. »

[1] Gustave-Adolphe faisait ici allusion à un coup de feu qui lui avait

La jalousie de la cour de France à l'égard de Gustave-Adolphe s'accroissait de plus en plus. Les subsides, payés avec des retards de plus en plus grands, finirent par cesser tout à fait. Un mois environ après la mission de Saint-Étienne, Richelieu fit demander au Roi jusqu'où il voulait pousser ses conquêtes et quand il s'arrêterait : « Quand mon intérêt l'exigera », répondit-il. A la menace de Richelieu d'envoyer une armée française contre les Suédois, Gustave-Adolphe aurait encore répondu par ces paroles : « Que Sa Majesté le roi de France ne se donne pas cette peine ; j'irai la trouver à Paris, à la tête de cent mille hommes, et nous viderons là nos différends. » Il est donc probable que si Gustave-Adolphe eût vécu, une guerre aurait éclaté entre le roi de France et lui[1].

Gustave-Adolphe était arrivé devant Ingolstadt le 28 avril. Il n'aurait pu prendre cette place qu'en faisant de grandes pertes de temps et d'hommes : il y renonça, et il renonça aussi à marcher sur Vienne, parce qu'il n'aurait pu, sans danger, laisser sur ses derrières deux villes aussi importantes qu'Ingolstadt et Ratisbonne. Il se décida à marcher sur Munich. Il espérait que l'électeur le suivrait pour défendre ses États, et dégarnirait pour cela ses forteresses ; le Roi pensait le battre alors en rase campagne, enlever ensuite les forteresses, qui n'auraient plus été suffisamment défendues, et marcher en toute sécurité sur Vienne. Si l'électeur ne le suivait pas, le Roi ferait toujours la conquête de la Bavière, et referait son armée dans ce riche pays.

Les Suédois quittèrent leur camp d'Ingolstadt le 4 mai. Ils avaient rarement eu jusqu'alors pour adversaires les habitants des pays qu'ils traversaient ; il en fut tout autrement en Bavière. Le peuple, dévoué à l'Église et à son prince, avait pour les Suédois des sentiments de haine d'autant plus vifs qu'il voyait en eux des étrangers et des ennemis de sa foi. Gustave-Adolphe, informé de ces dispositions, donna des ordres sévères pour faire régner la discipline ; mais ils ne furent pas toujours exécutés. Les soldats exercèrent d'affreux ravages. La maison du paysan

enlevé son chapeau en 1629, pendant la guerre de Prusse (MAUVILLON, *Histoire de Gustave-Adolphe*, p. 198).

[1] GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 737-741 ; LOTICHIUS, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 1024 ; G. DROYSEN, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 551 ; *Mercure français*, t. XVIII, p. 213-218-221.

n'était pas plus épargnée que le château du seigneur, et les malheureux s'en vengeaient en maltraitant les Suédois qu'ils pouvaient saisir, en leur crevant les yeux, en leur coupant le nez, les oreilles, les bras, les jambes [1]. Les représailles étaient plus terribles encore. Une centaine de villages furent incendiés, et les soldats repoussèrent plus d'une fois les paysans dans les flammes à coups de mousquet et de hallebarde.

La conquête fut prompte. Le duché, jusqu'alors épargné par la guerre, était riche. « Tout abondait dans un pays qui n'avait pas encore senti la picorée des soldats [2] »; les Suédois y trouvèrent toutes sortes d'approvisionnements. Moosbourg, Landshut, Freisingen, trois villes situées sur l'Isar, furent occupées, et n'échappèrent au pillage qu'en payant de fortes rançons. L'approche de l'ennemi avait répandu la terreur dans Munich. Les trésors de l'électeur furent transportés dans les montagnes. L'électeur se réfugia à Salzbourg; les principaux et les plus riches des habitants quittèrent la ville, abandonnant à eux-mêmes le conseil municipal et le bas peuple. Le conseil envoya des ambassadeurs auprès du Roi à Freisingen pour conclure avec lui un arrangement, et surtout pour gagner du temps en négociant; mais le Roi, sans se laisser retarder par des paroles inutiles, arriva le 17 mai devant Munich. Il ne pouvait être question de traiter : les plénipotentiaires du conseil vinrent lui remettre à genoux les clefs de la ville. A midi, Gustave-Adolphe fit son entrée avec trois régiments d'infanterie, qui occupèrent les portes et observèrent d'ailleurs la plus exacte discipline. Le reste de l'infanterie campa au dehors sur une belle pelouse, et la cavalerie se répandit dans les villages des environs. Le Roi s'installa au château avec l'ex-roi de Bohême; les autres princes et seigneurs logèrent dans les principales maisons de la ville.

Gustave-Adolphe se fit montrer les appartements du palais ducal; il en admira le goût et la magnificence : « Quel est l'architecte qui a dirigé la construction de ce palais? demanda-t-il au gouverneur. — L'électeur lui-même, lui répondit-on. — Si je pouvais avoir cet architecte, répliqua-t-il, je voudrais l'envoyer à Stockholm. — Il saura bien s'en garder », dit alors le gouverneur.

[1] *Le Soldat suédois*, p. 279.
[2] *Ibid.*

On raconte que le Palatin et le duc Guillaume de Weimar manifestèrent l'intention de faire sauter le château de Munich, et que le Roi s'y opposa.

Le lendemain de son entrée, Gustave-Adolphe visita l'arsenal. Il n'y trouva d'abord que des affûts; un traître lui apprit où étaient les canons. *Surgite a mortuis et venite ad judicium*[1], s'écria le Roi en frappant du pied. On enleva les planches sur lesquelles il marchait, et l'on découvrit cent quarante canons empilés sur trois rangs. Il y en avait quatre-vingt-deux d'une grosseur extraordinaire, dont douze pareils, qu'on appelait les douze apôtres, et un autre, vrai colosse en son genre, qu'on avait nommé *la Truie,* à cause de sa grosseur. On a raconté qu'un de ces canons contenait trente mille ducats. On découvrit de la même manière, dans le château, une grande quantité d'habits de soldats, nouvellement confectionnés, jaunes, bleus, verts. Gustave-Adolphe les distribua à ses régiments, et fit transporter à Augsbourg les canons avec tous les objets précieux qui se trouvaient dans le musée de l'électeur. Les paysans bavarois, employés à enlever les canons, furent bien étonnés lorsqu'ils virent le Roi leur parler amicalement, leur montrer comment il fallait se servir des leviers, et surtout leur partager à la fin une poignée de ducats. Ils n'étaient pas habitués, remarque un historien suédois, à être ainsi traités par leur propre souverain.

Le Roi avait annoncé une revue pour le 19 mai; il voulait à la fois donner une fête aux habitants et leur montrer sa puissance. Avant de s'y rendre, il visita l'église des jésuites, où le père recteur lui adressa un discours en latin. Le Roi lui répondit dans la même langue, et entama avec lui une discussion religieuse, dans laquelle il soutint énergiquement, quoique en termes convenables, la doctrine des luthériens sur l'Eucharistie. En sortant de chez eux, il trouva le peuple amoncelé et lui fit jeter quelques poignées d'argent[2]. Gustave-Adolphe vint ensuite à son camp. Une foule de curieux étaient accourus. Il y eut différents simulacres de combat, dans lesquels on put voir l'ordre de bataille des Suédois. Les habitants de Munich n'en croyaient pas leurs yeux, lorsqu'ils voyaient le Roi descendre de cheval, prendre leur fusil à de

[1] « Ressuscitez d'entre les morts, et venez au jugement. »
[2] *Le Soldat suédois*, p. 303.

simples soldats qui manœuvraient mal, l'épauler, leur montrer comment il fallait tirer, enfin leur parler amicalement comme à des compagnons. Le 20 mai, jour de l'Ascension pour les catholiques, le Roi entendit un sermon luthérien dans la chapelle du château; il vint ensuite à l'église de Notre-Dame pour y voir les cérémonies catholiques, et, en sortant, jeta encore de l'argent au peuple, qui se ruait pour le prendre.

Le Roi réussit, du moins pour le moment, à gagner les habitants de Munich. Déjà à cette époque le luxe et les vices des grandes villes y affaiblissaient le patriotisme. Le peuple des campagnes montra de tout autres dispositions.

Munich dut, comme les autres villes de Bavière, payer une forte somme. Après avoir demandé quatre cent mille thalers, le Roi en exigea seulement trois cent mille; cent cinquante mille furent payés comptant, et l'on fournit des garanties pour le reste [1]. Gustave y séjourna peu de temps : la guerre le rappelait à l'ouest, vers la Souabe et le Rhin; il vint camper à Memmingen. Pendant sa campagne de Bavière, ses généraux avaient pris Memmingen, Kempten, Füssen, Landsberg et d'autres places des hautes vallées du Lech et de l'Iller, et s'étaient rapprochés du lac de Constance [2]. Ils rencontrèrent de la part des habitants de l'Autriche antérieure une vive résistance. Ces populations catholiques, toujours bien traitées par la maison de Habsbourg, lui demeuraient attachées. Les paysans, ralliés en grand nombre à Weingarten [3], autour du colonel impérial de Schwenden, combattirent vaillamment les Suédois avec leurs haches de bûcherons et des lances rouillées. Mais leur zèle et leur fidélité ne purent l'emporter sur l'art de la guerre. Cernés, ils furent obligés de déposer les armes et de livrer leur colonel, qui fut emmené à Ulm comme prisonnier de guerre. Quelques jours après, un nouveau soulèvement eut lieu à Brégenz. Les paysans traversèrent le lac, assaillirent les petites garnisons suédoises de Wangen et de Ravensbourg et les égor-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 741; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 553; *Mercure français*, t. XVIII, p. 226; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 1028.

[2] La frontière ouest de la Bavière était alors le Lech : la Souabe commençait sur la rive gauche de cette rivière.

[3] Près de Ravensbourg, au nord du lac de Constance.

gèrent. Les paysans de l'Allgau[1] s'emparèrent, de leur côté, de Kempten; mais les Suédois, venus d'Augsbourg et d'Ulm, les attaquèrent près de là, le 22 mai, en tuèrent une partie et dispersèrent le reste. Ils mirent le feu à une église où cent paysans s'étaient réfugiés. La plupart de ceux-ci périrent dans les flammes; quelques-uns se tuèrent en se précipitant du haut du clocher. Beaucoup de villages des environs furent ravagés et brûlés; les paysans, découragés, livrèrent leurs armes.

En quittant Mayence, au commencement du mois de mars, pour marcher contre Tilly, le roi de Suède avait laissé des troupes au palatin Christian de Birkenfeld et au duc Bernard de Weimar, pour continuer ses conquêtes dans les pays du Rhin[2]. Tous deux se trouvaient placés sous la direction d'Oxenstierna; mais ils refusaient de lui obéir et ne pouvaient pas non plus s'entendre entre eux. Oxenstierna écrivit au Roi qu'il était dangereux de confier des postes importants à des princes et à des seigneurs de haute naissance, parce qu'ils se croyaient au-dessus des lois, et suivaient seulement leur bon plaisir. Les Impériaux profitèrent habilement de ces discordes : le colonel Ossa prit en effet quelques places sur le haut Rhin, et le comte d'Emden remporta quelques succès sur le bas Rhin. Vers le même temps, huit mille Espagnols, commandés par Cordova, vinrent assiéger Spire et s'en emparèrent le 9 mai. Ils ne purent pas s'y maintenir, et ils se retirèrent à Trèves, où de nouveaux renforts leur arrivèrent du Brabant. Les choses en étaient là, lorsque Gustave-Adolphe appela le duc Bernard de Weimar auprès de lui à Memmingen, pour mettre fin à ses discussions avec Birkenfeld et Oxenstierna.

Maximilien n'avait pas suivi les Suédois. Il conservait son armée à Ratisbonne, au lieu de l'exposer dans une bataille qu'il aurait certainement perdue. Dépouillé de tous ses États, il se trouvait dans une situation encore plus critique que l'Empereur, lorsqu'il avait été assiégé dans Vienne en 1619. A cette époque,

[1] Haute vallée de l'Iller.

[2] Les Suédois avaient augmenté les fortifications de Mayence et construit une citadelle, appelée Gustavsbourg, sur la rive gauche du Main, au confluent de cette rivière et du Rhin (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 527).

Maximilien avait sauvé Ferdinand II; il espérait maintenant que l'Empereur le sauverait à son tour; et c'était de la Bohême qu'il attendait ce secours, car c'était là que s'organisait la résistance[1].

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 744 et suiv.

CHAPITRE VII

SECOND COMMANDEMENT DE WALLENSTEIN.
LE CAMP DE NÜRENBERG.

1632.

Négociations de Wallenstein avec Gustave-Adolphe et Arnim (novembre 1631). — *Wallenstein reprend le commandement* pour trois mois, et se charge de lever et d'organiser une nouvelle armée (20 décembre 1631). — Entrevue avec Eggenberg; traité entre l'Empereur et Wallenstein (15 avril 1632). — Wallenstein lève une armée; recrutement, discipline, officiers, équipement, impôts. — Wallenstein établit son quartier général à Tabor (26 avril 1632).

Entrevue de Rakonitz, entre Wallenstein et Arnim (21 mai 1632). — *Wallenstein enlève Prague* aux Saxons (23 mai). — Il continue de négocier avec Arnim, mais l'oblige à se retirer à Dresde, en menaçant de couper ses communications. — L'électeur de Saxe hésite; ses négociations avec Gustave-Adolphe au sujet des biens conquis.

Maximilien, électeur de Bavière, réclame en vain le secours des Impériaux. — Pour échapper aux Suédois, il quitte Ratisbonne (milieu de juin), et rejoint Wallenstein à Eger (fin juin). — Gustave-Adolphe se concentre à Donauwerth et poursuit les Bavarois, mais il ne peut les atteindre avant leur jonction avec les Impériaux.

Le camp de Nürenberg. — Wallenstein marche avec soixante mille hommes contre les Suédois qui n'en ont que vingt mille. — Gustave-Adolphe s'établit dans un camp retranché autour de Nürenberg pour attendre des renforts (commencement de juillet 1632). — Courage des bourgeois; avidité des officiers allemands. — Révolte des troupes allemandes (1er août). — Arrivée de Wallenstein, combat de Neumarkt. — Wallenstein s'établit dans un camp à l'ouest de Nürenberg pour affamer les Suédois. — Escarmouches (15 juillet). — Les Suédois perdent Lichtenau (6 août). — Combat de Freistadt (11 août). — Horn occupe Coblentz (1er juillet). — Oxenstierna réunit trente mille hommes et rejoint le Roi (24 août). — Wallenstein n'est pas renforcé comme le Roi. — Pappenheim, au lieu de le rejoindre, fait une expédition contre les Hollandais qui assiègent Maestricht (juillet-août 1632).

Gustave-Adolphe offre la bataille; Wallenstein la refuse (31 août, 1er septembre). — Le Roi attaque le camp de Wallenstein (3 septembre 1632).

— Repoussé avec de grandes pertes, il quitte Nürenberg (18 septembre). — Wallenstein abandonne son camp (23 septembre). — Le Roi offre de négocier : conditions.

Après avoir été privé de son commandement, Wallenstein, dans l'espoir de se venger et de conserver le Mecklenbourg, était entré en relation avec les Suédois[1]. Gustave-Adolphe, surpris de ces ouvertures, laissa entendre cependant qu'il ferait tout ce que désirerait le général, s'il passait de son côté. A cette déclaration, Wallenstein répondit par l'offre d'embrasser la cause suédoise; le Roi, s'exprimant alors plus clairement, assura que si le duc de Friedland abandonnait l'Empereur, il le soutiendrait contre ses ennemis et le maintiendrait dans ses possessions. Sur ce, le général, sans toutefois s'engager par écrit, promit d'abandonner l'Empereur dès que l'occasion s'en présenterait, et demanda à commander lui-même douze mille Suédois. Après la bataille de Leipzig, Wallenstein réitéra sa demande. Mais Gustave-Adolphe se défiait d'un homme qui, après avoir trahi son souverain, pourrait le trahir aussi; il n'osait lui confier des troupes, et, comme il se dirigeait alors vers le Rhin, il ne pouvait pas se priver d'un aussi fort détachement : il le renvoya aux Saxons et à leur général Arnim qui entrait alors en Bohême. Wallenstein, mécontent de cette réponse, changea de plan : « Puisque le Roi, dit-il, se retire après que l'affaire est allée si loin, il faut se tourner d'un autre côté. » (Novembre 1631.)

Le duc de Friedland n'était jamais tombé auprès de l'Empereur dans une disgrâce complète. Ferdinand le désignait toujours comme son généralissime, et le consultait souvent. Plus il éprouvait d'échecs, plus il se rapprochait de celui auquel il avait dû ses succès. Les Espagnols se montrèrent favorables au rappel de Wallenstein; c'était contre leur volonté qu'il avait été privé de son commandement, et Philippe IV lui avait plusieurs fois fait savoir qu'il lui continuait sa faveur. En mai 1631, les Espagnols demandèrent formellement son rappel, et promirent de fournir, dans ce cas, un million de florins pour lever une nouvelle armée. Ils désapprouvaient la paix que l'Autriche avait conclue avec la France à Cherasco, sous la pression des électeurs, et ils ne pou-

[1] Par l'intermédiaire d'Adam Terzka, son beau-frère.

vaient souffrir plus longtemps que l'armée impériale se confondit avec celle de la Ligue sous le commandement de Tilly.

Les Espagnols avaient mis dans leur parti, à la cour de Vienne, le prince d'Eggenberg; mais l'Empereur n'osait pas encore rétablir Wallenstein, de peur de se brouiller avec la Ligue. Celle-ci, de plus en plus menacée par Gustave-Adolphe, ne vit plus d'autre moyen de salut que la protection de la France, et elle la rechercha sans l'autorisation de la cour de Vienne. Placé dès lors entre les protestants, qui voulaient élire Gustave-Adolphe roi des Romains, et la Ligue, qui, sous l'inspiration de Richelieu, se montrait disposée à élire l'électeur de Bavière, l'Empereur avait besoin plus que jamais de posséder une armée à lui. On essaya des enrôlements : ils échouèrent, et Wallenstein apparut comme le seul personnage capable de les faire réussir et d'organiser une armée. Ses amis s'agitaient pour lui; il était l'homme du parti espagnol et dynastique; il était aussi l'ancien chef du feld-maréchal saxon Arnim, avec lequel il avait conservé de bons rapports. L'Empereur pensa qu'on pourrait d'abord se servir de ces relations pour regagner l'électeur de Saxe, qui ne s'était allié qu'à regret avec le roi de Suède.

A la fin de novembre 1631, Wallenstein eut une entrevue avec Arnim au château de Kaunitz, à moitié chemin entre Pardubitz et Prague. On ignore ce qui s'y passa; mais peu de temps après, Wallenstein, qui avait juré de ne plus servir Ferdinand II, dût-il par là encourir la damnation, abandonna tout projet d'alliance avec la Suède, et se déclara prêt à reprendre le commandement de l'armée impériale, mais seulement pour trois mois (20 décembre 1631)[1].

Ferdinand II n'imposait aucune condition à son général; il se confiait entièrement à sa fidélité et à son habileté. Cependant, comme il était à craindre qu'une rupture ouverte ne jetât la Ligue dans les bras de la France, le duc de Friedland promit de se maintenir en bonne intelligence avec les princes catholiques, spécialement avec l'électeur de Bavière.

[1] Probablement aussi à la condition qu'on rapporterait l'édit de restitution, qu'il n'avait jamais approuvé, et dans lequel il voyait la cause de tous les désastres de la maison d'Autriche. En effet, le 18 janvier suivant (1632), Terzka eut avec Arnim, à Aussig, une entrevue dans laquelle il lui promit que l'Empereur retirerait l'édit.

Wallenstein reprit donc le commandement de l'armée. Les généraux reçurent l'ordre de lui obéir, et Tilly[1] lui-même n'y fit aucune objection. Ce rappel de l'homme qui avait jadis élevé l'Empereur à sa plus haute puissance, et qui semblait maintenant le seul capable de le tirer de l'abîme, remplit de joie toute l'armée. Avec les subsides de l'Espagne, Wallenstein mit sur pied, en quelques mois, soixante mille hommes. Les capitaines étaient nommés par les colonels; les colonels par le généralissime; quant aux généraux, ils étaient seulement présentés par lui : l'Empereur s'en réservait la nomination. Wallenstein avait l'entière direction de l'armée. On lui avait proposé de s'adjoindre le jeune roi de Hongrie, fils aîné de l'Empereur, pour lui enseigner l'art de la guerre; ce prince ainsi que son entourage lui aurait obéi en toutes choses. Il refusa formellement : la présence de l'héritier du trône à son quartier général aurait diminué son autorité. Il se réservait de faire marcher l'armée où il voudrait et quand il voudrait.

Outre le commandement des troupes, Wallenstein devait avoir la direction de la politique. En janvier 1632, des négociations avaient commencé avec la Saxe. Au mois de février, le généralissime eut à se prononcer sur les relations à entretenir avec la France. Il existait alors dans ce royaume une vive opposition contre Richelieu, en faveur de la reine mère, Marie de Médicis, et de l'héritier présomptif de la couronne, Gaston d'Orléans[2]. Les ennemis du ministre blâmaient son alliance avec les protestants, avec la Suède, avec la Hollande; soutenus déjà par l'Espagne, ils espéraient lui arracher le pouvoir, s'ils obtenaient de l'Empereur un concours militaire. Gaston s'étant révolté avec l'appui du duc de Montmorency et des États de Languedoc, Wallenstein fut d'avis (juillet à novembre 1632) qu'il fallait l'aider par les armes. Il pensait que, si Gaston renversait le Cardinal, la France changerait de politique, abandonnerait la Suède pour soutenir l'Autriche, et que c'en serait fait alors de Gustave-Adolphe. Mais la révolte fut réprimée, Richelieu garda le pouvoir, et la politique de la France demeura contraire à l'Autriche.

[1] Ces faits se passaient peu de temps avant sa mort.

[2] Louis XIII n'avait pas encore d'enfants; Louis XIV ne vint au monde qu'en 1638.

Wallenstein n'avait consenti à reprendre le commandement que pour trois mois. Ce délai expiré (20 mars 1632), l'Empereur le supplia de ne pas l'abandonner, et le roi de Hongrie lui écrivit une lettre pour l'assurer de son amitié. Le duc de Friedland posa alors de nouvelles conditions, et l'Empereur ne put que les accepter. Une entrevue eut lieu à ce sujet, à moitié chemin de Vienne à Znaïm (13 avril 1632), entre le généralissime et Eggenberg : elle eut pour résultat une sorte de traité entre le sujet et son souverain (15 avril). L'Empereur le tint quitte de quatre cent mille thalers qu'il restait devoir pour des acquisitions qu'il avait faites de biens confisqués en Bohême. Il confirma ses droits sur le Mecklenbourg ; et, comme ce duché était au pouvoir de l'ennemi, il lui accorda la possession provisoire de la principauté de Glogau en Silésie. Pour le cas où le Mecklenbourg ne pourrait pas lui être rendu, il lui promit une principauté équivalente qui lui conférerait le même rang et lui assurerait le même revenu.

Wallenstein, pour se garantir contre un nouveau renvoi, demandait le titre de généralissime à vie, ainsi que le droit de confiscation et de grâce, que l'Empereur avait seul exercé jusqu'alors. On lui refusa le titre de généralissime à vie, mais on lui acorda, avec le droit de commander seul les armées de l'Empire, celui de traiter avec les princes d'Allemagne et de distribuer à son gré les pays conquis. Il disposait donc en définitive de tout ; mais ce fut précisément ce pouvoir illimité qui plus tard le perdit.

Dès qu'on connut le rappel de Wallenstein, une ardeur belliqueuse se répandit dans tous les États héréditaires. Trois cents brevets d'enrôlement furent envoyés à divers officiers ; colonels, capitaines, tous ceux qui avaient déjà servi sous lui accoururent auprès de leur ancien général. Aux officiers riches, il demandait d'ouvrir leurs trésors et d'enrôler à leurs frais des compagnies et des régiments ; beaucoup vendirent pour cela leurs terres et leurs meubles. Aux officiers pauvres, il avançait lui-même de l'argent. Partout on enrôlait : dans la haute et la basse Autriche, en Silésie, en Moravie, en Hongrie, en Carinthie, dans la Styrie et la Carniole. Les routes étaient couvertes de soldats qui rejoignaient leurs drapeaux en chantant, et encombrées de longs convois d'approvisionnements. Cependant, comme le duc de Friedland voulait lever une armée double de celle de l'ennemi, les enrôlements volontaires ne suffirent pas : il fit saisir, surtout dans les

grandes villes, une foule de gens sans aveu qu'il transforma, bon gré, mal gré, en soldats. On raconte aussi que les recruteurs, entrant dans les maisons où il y avait des jeunes gens, jetaient sur la table de l'or et un bout de corde, et s'écriaient : « Choisissez : ou soldat, ou pendu. » Peu lui importaient d'ailleurs la taille et la santé; il comptait sur les fatigues de la guerre pour faire le triage et séparer le bon grain du mauvais. Il y en eut qu'attira l'élévation de la solde : un bon fantassin recevait jusqu'à vingt-cinq thalers de prime. Il en vint des pays étrangers. Terzka, beau-frère du duc, l'un des plus riches propriétaires fonciers de la Bohême, alla négocier auprès du roi Sigismond de Pologne l'enrôlement d'un corps de Cosaques; et comme l'argent ne lui manquait pas, il ramena trois mille chevaux et quatre mille recrues. Le comte de Mérode fut envoyé en Flandre pour y lever des Wallons, et le colonel Isolani, en Hongrie, pour y enrôler des Croates[1].

Chaque cavalier s'entretenait à ses frais, et emmenait avec lui un ou deux chevaux de main, que conduisaient des valets. Les cuirassiers étaient en grande partie des gens de petite noblesse, peu aisés, n'ayant souvent pour tout bien que leur cheval de bataille et leur équipement.

La solde était élevée[2]; mais le payement en était irrégulier, et les troupes l'attendaient souvent plusieurs mois. Outre la solde, il y avait des récompenses pour les actions d'éclat : les soldats recevaient alors de l'argent et des grades; les officiers, des chaînes d'or, des biens confisqués, de l'avancement. Wallenstein donnait rarement moins de mille thalers à la fois. Le duc de Friedland se montrait aussi prodigue de titres que d'argent. Il éleva au grade de feld-colonel d'artillerie les comtes Gallas, Mansfeld, Aldringer, Montecuculli, mais à la condition qu'ils rétabliraient leurs anciens régiments et y ajouteraient quelques compagnies. Il nomma d'emblée vaguemestres généraux, huit officiers : Schaumbourg,

[1] Pour récompenser Isolani, Wallenstein le nomma général de la cavalerie légère.

[2] Dans la cavalerie, un colonel recevait par mois quatre cents florins ; un capitaine, cent vingt-cinq; un lieutenant, quarante; un cornette, trente; un cuirassier, vingt-quatre. — Dans l'infanterie, chaque mousquetaire recevait par mois six florins, chaque piquier neuf florins.

Holk, Officutz, Haraucourt, Mérode, Cronenbourg, Deffurt et Sparre.

A côté des récompenses, les punitions : la bastonnade, les verges, la potence, la roue. Presque tous les jours les prévôts avaient à sévir. Wallenstein exigeait une obéissance absolue, même à ses caprices les plus bizarres. Tout bataillon qui n'avait pas fait son devoir était décimé; tout officier qui s'était conduit lâchement, mis à mort; le nom des fuyards était affiché à un poteau d'infamie. Les prières, la naissance, la parenté, rien n'y faisait. Quiconque fuyait pour échapper à la mort périssait de la main du bourreau. Les soldats avaient d'ailleurs en leur général une confiance aveugle; ils le croyaient en relation avec les esprits infernaux, et redoutaient sa colère plus que la mort; de là le courage extraordinaire qu'ils déployèrent à la bataille de Lützen. Au reste, si Wallenstein était impitoyable pour les affaires de service, il tolérait une licence extrême pour toute autre; ainsi une foule de courtisanes suivaient l'armée, et les pays que l'on traversait étaient livrés à toutes les passions du soldat.

Wallenstein montra pendant son second généralat une affabilité qui ne lui était pas habituelle, et qui lui gagna tous les cœurs. En donnant de l'avancement à un très-grand nombre d'officiers, il se les attachait, et mettait un successeur qu'on aurait voulu lui donner, dans l'impossibilité de se faire à son tour des créatures. Au moyen des enrôlements que les officiers faisaient à leurs frais, il organisait plus rapidement son armée, et empêchait qu'on pût le remplacer lui-même, car il se constituait ainsi leur débiteur; c'était sur lui et non sur l'Empereur qu'ils comptaient pour le remboursement de leurs avances, et leur intérêt exigeait qu'il restât à la tête de l'armée pour pouvoir les payer. C'était également en son nom que les fournitures d'armes et de vivres étaient faites. Comme on manquait de fourniments pour les cuirassiers, et que nulle part on ne les fabriquait meilleurs ni plus promptement qu'en Lombardie, quelques seigneurs italiens qui le connaissaient, les marquis Jules Rangoni et Cornélius Bentivoglio, en achetèrent en son nom de grandes quantités.

Les fortes sommes avancées par Wallenstein et par ses officiers étaient encore loin de suffire à la levée et à l'équipement d'une armée de soixante mille hommes. Des impôts extraordinaires furent établis dans tous les États de l'Autriche. La Silésie seule

paya pour vingt-huit régiments ; la haute Autriche dut fournir cinquante-deux mille florins par mois, ce qui occasionna de nouveaux soulèvements dans cette province à peine pacifiée. Ces charges n'étaient pas les seules. Jusqu'alors les États héréditaires avaient peu souffert ; dorénavant les paysans et les bourgeois durent loger et entretenir des soldats, et, en dépit des ordres du généralissime, ceux-ci se croyaient tout permis. La noblesse autrichienne fournit aussi des sommes considérables : l'évêque de Vienne, Anton Wolfrath, donna quatre-vingt mille thalers ; le prince Dietrichstein, cent mille florins.

La situation était difficile. Pendant qu'on réorganisait l'armée impériale, Gustave-Adolphe, après avoir anéanti l'armée de la Ligue, faisait la conquête de la Bavière, et Tilly mourait à Ingolstadt. Wallenstein résolut de reprendre la Bohême, et d'entrer en Saxe, pour obliger le roi de Suède à venir au secours de l'électeur et à évacuer la Bavière. Si le Roi ne venait pas, il pensait obliger les électeurs de Saxe et de Brandebourg à se réconcilier avec l'Empereur, et lorsque la Suède serait ainsi isolée, lui imposer la paix. Le 26 avril 1632, il établit son quartier général à Tabor, en Bohême [1].

Bien qu'il fût le premier menacé par la nouvelle armée impériale, l'électeur de Saxe n'avait rien fait pour accroître ses forces. Il manquait d'argent pour payer des troupes, et n'osait laisser faire Arnim, qui, à l'exemple de Wallenstein, lui proposait de lever une armée sans rien débourser.

Arnim eut d'abord quelque velléité d'attaquer les Impériaux ; mais il reconnut bien vite qu'il était trop faible pour cela. Toujours brouillé d'ailleurs avec le roi de Suède, qui ne lui pardonnait pas d'avoir voulu créer un tiers parti, il préféra traiter avec eux. On lui avait conféré à la fois, comme à Wallenstein, les pouvoirs militaires et diplomatiques. Le 17 mai le colonel Sparre vint le trouver à Laun [2], pour l'assurer des intentions pacifiques de l'Empereur, et pour l'inviter à venir voir le général à Rako-

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 222, 251 ; Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 703, 749, 753 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 412, 507 ; *Mercure français*, t. XVIII, p. 91, 108, 119, 145, 230, 292 ; O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 358, 402.

[2] Au sud de Tœplitz.

nitz [1]. Arnim, après en avoir référé à Dresde, s'y rendit le 21 mai. Wallenstein lui déclara que les princes qui feraient la paix conserveraient leur liberté religieuse et leurs biens, même les biens ecclésiastiques, sans distinguer s'ils avaient été enlevés avant ou après le traité de Passau. Il demandait que ses offres fussent aussi transmises au Brandebourg, et qu'on lui fît une prompte réponse.

Le lendemain de l'entrevue de Rakonitz (22 mai), Wallenstein fit attaquer Prague [2]. Arnim n'y avait laissé qu'une faible garnison, et s'était retiré à Leitmeritz, pour ne pas s'exposer à être isolé de la Saxe et à perdre toute son armée dans une bataille. Wallenstein fit d'abord canonner les murailles par vingt pièces de canon établies sur la Montagne-Blanche (*Weissenberg*). Les intelligences qu'il avait dans la place le servirent mieux encore que son artillerie. Pendant la nuit, les capucins démolirent une partie des murailles de la ville qui touchait à leur couvent, et introduisirent par là le régiment de Grana. Le lendemain matin, ce régiment, et deux autres, entrés par la même brèche, surprirent l'ennemi. Les Saxons, démoralisés par cette attaque imprévue, ne firent qu'une courte résistance et se réfugièrent au Hradschin. Ils se rendirent deux jours après, et purent se retirer librement, en laissant toutefois leurs armes et leurs drapeaux. Le duc de Friedland distribua l'or à pleines mains aux soldats qui avaient été blessés pendant le combat : il voulait encourager ses troupes dès leur entrée en campagne.

Après s'être emparé de Prague, Wallenstein reprit les négociations avec Arnim. Il avait hâte d'en finir, et demandait, avant tout, une entrevue personnelle avec l'électeur Jean-Georges de Saxe, se flattant de tout terminer avec lui en une heure. Mais l'électeur, bien que désirant la paix, n'osait encore se prononcer.

Pendant ce temps Arnim, pressé de tous côtés par les troupes impériales qui manœuvraient pour lui couper la retraite, se voyait forcé d'abandonner Leitmeritz et de se retirer directement sur Dresde. A Péterswalde, dans les montagnes qui séparent la Bohême de la Saxe, il eut encore une entrevue avec le colonel

[1] A l'ouest de Prague.
Wallenstein avait déjà pris plusieurs places de la vallée de l'Eger.
[2] Francheville, *Remarques militaires par un officier prussien*, p. 380.

Sparre, qui lui exprima le regret qu'éprouvait Wallenstein de ne pas voir accueillir ses propositions. Sparre alla jusqu'à offrir pour Jean-Georges un blanc seing du duc de Friedland, sur lequel il pourrait écrire ses conditions : on voulait l'arracher à toute force à l'alliance suédoise. Mais l'électeur répugnait à s'engager, parce qu'il avait promis au roi de Suède de ne conclure aucun traité sans son consentement ; et il n'osait cependant pas l'appeler à son secours, de peur de transporter la guerre dans ses États[1].

L'Empereur n'était pas seul à négocier avec Jean-Georges. Gustave-Adolphe négociait aussi avec lui. Il s'agissait entre eux des biens ecclésiastiques dont les Suédois s'étaient emparés. Le Roi soutenait que, les ayant conquis, il en était par là même légitime possesseur ; il n'affirmait toutefois son droit de conquête, que pour pouvoir réclamer des compensations ailleurs, et garder entre autres la Poméranie. Il désirait en effet posséder ce duché comme fief de l'Empire, de la même manière que le roi de Danemark possédait le Holstein. Le Brandebourg ayant sur la Poméranie un droit d'expectative, il pensait le dédommager avec des évêchés. Pour réaliser ce plan, Gustave-Adolphe se proposait de fonder dans l'Empire une union des évangéliques, qui pourrait tenir en échec la maison d'Autriche et les papistes ; et, pour donner dès à présent plus d'ensemble aux opérations militaires, il offrait d'instituer un conseil de guerre avec le consentement duquel tout devrait être fait.

Ces idées furent présentées de la part du roi de Suède à la Saxe au mois de juin 1632, par le palatin Auguste de Neubourg[2] et par Löffler, chancelier de Würtemberg. L'électeur promit de ne conclure aucune paix générale ou séparée sans le consentement du Roi, et, lorsqu'on négocierait, de faire tous ses efforts pour que la Suède obtînt satisfaction dans toutes les choses justes et possibles. Gustave-Adolphe reçut ces promesses avec joie[3] et renou-

[1] D'après Ranke (*Geschichte Wallensteins*, p. 248), toutes ces négociations parurent un instant suspectes à Gustave-Adolphe ; mais lorsqu'elles lui eurent été communiquées dans leur entier, il demeura convaincu de la loyauté de l'électeur de Saxe à son égard. — D'après Droysen, au contraire (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 567, 569, 574), l'électeur trahissait le Roi.

[2] Le palatin mourut en route, au retour.

[3] Il était alors à Nürenberg.

vela ses propositions ; mais la guerre allait encore une fois modifier la politique [1].

Wallenstein, s'il envahissait la Saxe, pouvait craindre que le roi de Suède, au lieu de venir l'y attaquer, ne détruisît l'armée bavaroise à Ratisbonne et n'envahît ensuite l'Autriche. Maximilien était en effet dans une situation désespérée. Il écrivait lettres sur lettres au généralissime pour le supplier de venir à son secours, le traitant de *Dilection,* et employant les termes les plus humbles à l'égard d'un homme qu'il détestait, mais qui tenait son sort entre ses mains [2]. Craignant d'être attaqué par Gustave-Adolphe, et séparé de la Bohême, il quitta Ratisbonne au milieu du mois de juin, remonta la vallée de la Naab, et, pour rejoindre les Impériaux, traversa le haut Palatinat en passant par Amberg et Weiden (22 juin).

Le général venait d'occuper Eger au nord-ouest de la Bohême. Ce fut là que s'opéra, vers la fin de juin, la jonction des Impériaux et des Bavarois. Il avait été convenu que le duc de Friedland aurait le commandement des deux armées. On raconte que Maximilien sut dissimuler ses sentiments, mais que Wallenstein laissa tomber dans son entourage des paroles mordantes pour son nouvel allié.

Gustave-Adolphe se trouvait à Memmingen, lorsqu'il reçut la nouvelle de la prise de Prague par les Impériaux. Ignorant encore quel était le plan de Wallenstein, s'il attaquerait l'électeur de Saxe, ou s'il viendrait au secours de l'électeur de Bavière, le Roi commença par rappeler ses garnisons et par concentrer ses troupes à Donauwerth ; puis, lorsqu'il apprit que Maximilien avait quitté Ratisbonne et se dirigeait vers Wallenstein, il se mit lui-même à sa poursuite avec vingt mille hommes, après avoir laissé le duc Bernard de Weimar et Baner à Donauwerth, avec deux petits corps d'armée, pour garder ses conquêtes en Souabe

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 243, 252 ; GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 755 ; O. KLOPP, *Tilly*, t. II, p. 402 ; *Mercure français*, t. XVIII, p. 293.

[2] Maximilien lui écrivit entre autres de Rain, après que Tilly eut été blessé (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 512 ; GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 746). Tilly lui écrivit aussi d'Ingolstadt peu de jours avant sa mort (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 513-514).

et en Bavière. Son but était d'écraser les Bavarois avant leur jonction avec les Impériaux. Le 18 juin, Gustave-Adolphe atteignit Nürenberg; il y passa trois jours pour laisser reposer ses troupes et prendre des renseignements sur la position de l'ennemi. Informé que l'électeur se trouvait alors à Amberg, il marcha vers lui et arriva le 23 juin à Sulzbach. Il sut là que les Bavarois, continuant leur route dans la direction de Weiden, avaient sur les Suédois plus d'un jour d'avance. Il lui devenait désormais impossible d'empêcher leur jonction avec les Impériaux.

Gustave-Adolphe resta deux jours à Sulzbach, indécis et attendant des renseignements. Craignant d'abord que Wallenstein ne se jetât sur la Saxe, il envoya le duc Guillaume de Weimar en Thüringe, pour y rallier les garnisons suédoises, et fit savoir à l'électeur qu'il arrivait lui-même en personne. Mais il apprit bientôt par ses espions que Wallenstein se proposait de diriger ses premiers coups sur les Suédois.

Comme le Roi avait à peine vingt mille hommes à opposer à soixante mille, la prudence semblait exiger qu'il se retirât sur le Main ou sur le Danube, s'y établît dans une forte position, et appelât à lui toutes ses troupes encore dispersées en Allemagne. Mais, en agissant ainsi, le Roi aurait perdu Nürenberg et exposé peut-être cette place au sort de Magdebourg, ce qui lui aurait enlevé, avec son prestige, la confiance de ses alliés. C'est pourquoi, au risque de rendre la concentration de ses forces plus difficile en restant plus éloigné du Main et du Danube, ses deux bases d'opération, il résolut de s'établir à Nürenberg, comme il s'était établi à Werben l'année précédente, et d'y attendre ses troupes. Il y revint en conséquence, et, précédant ses soldats afin de ne pas perdre de temps, il déclara aux habitants de cette ville qu'il s'était décidé à établir un camp fortifié devant leurs murailles et à tout tenter pour les sauver. Le conseil et la bourgeoisie accueillirent cette déclaration avec reconnaissance, et promirent que tous travailleraient aux retranchements du camp.

Ces retranchements devaient entourer toute la ville et ses faubourgs, en comprenant dans leur sein les maisons de campagne et les jardins placés en dehors des murailles. Le 1er juillet, plusieurs milliers de bourgeois et de paysans mirent la main à l'œuvre, et les travaux marchèrent si vite qu'ils furent presque terminés en quarante-huit heures. Les soldats, à leur arrivée

(3 juillet), achevèrent ce qui restait encore à faire, et, dans les premiers jours de juillet, tout fut prêt. Un fossé de douze pieds de largeur sur huit de profondeur entourait les lignes ; les entrées étaient couvertes par des demi-lunes ou des ouvrages à corne. Plusieurs ponts avaient été jetés sur la Pegnitz. Trois cents bouches à feu furent installées, tant sur les retranchements du camp que dans les tours de la ville.

Grâce à la prévoyance du conseil [1], les magasins de Nürenberg contenaient des grains pour un an ; mais les moulins n'étaient pas assez nombreux. On manquait aussi de fourrage, et il fallait en aller chercher, à travers mille dangers, jusqu'à une distance de six milles. Bientôt le camp se remplit, non-seulement de soldats, mais aussi d'un grand nombre de paysans, qui venaient s'y réfugier avec leur bétail, leurs meubles, et tout ce qu'ils possédaient de plus précieux. Le conseil les logea dans les faubourgs, afin de ne pas mettre la ville même à la merci de gens dont la plupart étaient dépourvus de moyens d'existence. Ces malheureux souffrirent beaucoup, car les approvisionnements étaient réservés pour les habitants et pour les soldats. Leur bétail périt d'abord, faute de fourrage, et ils manquèrent bientôt de vivres. A la fin du siége, il en mourut des centaines par jour.

Les bourgeois avaient la plus grande confiance en Gustave-Adolphe, et le Roi ne négligeait rien de ce qui pouvait la faire durer. Il prenait aussi des mesures pour soutenir le moral des habitants : prières publiques, jours de pénitence, chants moitié religieux, moitié politiques. Tous les hommes de dix-huit à quarante ans prirent les armes ; ils avaient la garde de la ville et des remparts, et devaient être prêts à se réunir au premier signal de leurs capitaines. On forma avec les plus jeunes et les plus braves vingt-quatre compagnies qu'on appela les compagnies de l'*a, b, c,* parce que chacune d'elles avait un drapeau rayé rouge et blanc, portant sur un fond bleu une des lettres de l'alphabet. Elles devaient être de service tous les jours ; on leur confia la garde des points les moins menacés des ouvrages extérieurs, les autres étant réservés aux soldats. Cette milice d'élite donnait à peu près huit mille hommes.

[1] Conseil exécutif, *magistrat,* distinct du grand conseil.

Gustave-Adolphe n'obtenait pas, dans une partie de son armée, le même appui qu'auprès des bourgeois. Les seigneurs allemands à son service trouvaient qu'il tardait trop à leur distribuer les territoires conquis; son autorité leur semblait insupportable; ils cherchaient à soulever les soldats contre lui, donnaient l'exemple de l'indiscipline, maltraitaient et pillaient les paysans réfugiés dans les faubourgs. Le 29 juin (9 juillet), jour de la fête de saint Pierre et saint Paul, le Roi, indigné, fit venir devant sa tente tous les officiers supérieurs de race allemande, et leur reprocha leurs méfaits dans les termes les plus durs. Il les accusa de voler leurs compatriotes et leurs coreligionnaires, et d'être cause qu'on disait publiquement : « Le Roi, notre ami, nous fait plus de mal que nos ennemis. » Il leur rappela qu'il avait quitté son royaume, vidé son trésor, exposé sa vie, pour défendre leur liberté; qu'il n'avait pas seulement reçu de l'Empire allemand de quoi se faire faire une culotte, et qu'il aimerait mieux d'ailleurs s'en passer que de leur rien prendre [1]. Il leur avait donné tout ce qu'il possédait, sans jamais leur rien refuser. S'ils lui obéissaient, il leur partagerait toutes ses conquêtes; mais s'ils se révoltaient, il saurait bien se défendre avec ses Finnois et ses Suédois.

Jamais le Roi ne s'était laissé aller à une pareille colère. Apercevant, devant la tente d'un caporal, des vaches qui avaient été volées, il saisit lui-même le voleur par les cheveux et le livra au grand prévôt en lui disant : « Viens ici; il vaut mieux que je te punisse, que d'être puni aussi moi-même et nous tous par Dieu à cause de toi. » Il livra également au bourreau deux capitaines de cavalerie coupables de vol.

La terreur que cette scène inspira ne fut pas de longue durée. Le 1er août, les troupes allemandes se révoltèrent à l'instigation de leurs chefs, au moment où le Roi voulait les conduire à une expédition. Elles refusaient de combattre avant d'avoir reçu la solde arriérée. Le Roi fut cette fois obligé de céder et d'emprunter deux tonnes d'or à la ville de Nürenberg. Tous les bourgeois furent convoqués et priés de fournir le plus qu'ils pourraient. Le conseil garantissait aux prêteurs le remboursement de la somme et un intérêt de six pour cent; la somme fut trouvée.

[1] Gustave-Adolphe avait néanmoins envoyé en Suède les bibliothèques de Würtzbourg et de Mayence.

Pendant que Gustave-Adolphe se retranchait devant Nürenberg pour défendre cette ville, gagner du temps et réunir toutes ses forces, Wallenstein marchait contre lui avec les deux armées, impériale et bavaroise. Suivant son habitude, il ravageait et brûlait tout ce qu'il rencontrait. A Neumarkt, il passa une grande revue de ses troupes; il avait sous ses ordres deux cents compagnies de fantassins et trois cents cornettes de cavalerie, en tout soixante mille hommes[1] avec quatre-vingts pièces de canon. A la vue de cette armée formidable, le duc de Friedland s'écria : « Dans quatre jours on verra qui sera le maître en Allemagne, de moi ou des Suédois. » Il se dirigea sur Nürenberg.

Gustave-Adolphe, pour surveiller les mouvements des Impériaux, avait envoyé du côté de Neumarkt le colonel Taupadel, avec un corps de cavalerie. Ce colonel se laissa surprendre et entourer; ses soldats furent massacrés et lui-même fait prisonnier. Wallenstein, pour faire montre de générosité et se ménager peut-être pour l'avenir une voie à des négociations, le remit en liberté, non-seulement sans exiger de rançon, mais en le comblant de présents. Les Impériaux, se dirigeant vers l'ouest, franchirent la Rednitz à peu de distance de Schwabach, et, descendant le long de la rive gauche, vinrent camper, à l'ouest de Nürenberg, entre les villages de Stein et de Dombach, sur des collines escarpées au pied desquelles coule la rivière.

L'électeur de Bavière, à cause de la supériorité numérique des Austro-Bavarois, aurait voulu livrer bataille; il avait hâte d'en finir et de recouvrer ses États. Mais Wallenstein s'y refusa; son armée n'était pas assez aguerrie pour se mesurer sans péril avec l'armée suédoise, et il ne voulait pas l'exposer à être détruite, car sur elle seule reposait toute l'autorité de l'Empereur.

De son camp, Wallenstein apercevait la ville de Nürenberg et le camp suédois, dont il n'était séparé que par la Rednitz et par une plaine de peu d'étendue. Par sa position, il coupait les communications du Roi avec la Bavière et la Souabe, et il espérait en outre, grâce à la supériorité de sa cavalerie légère, l'empêcher de tirer ses approvisionnements du nord et de l'est. Son plan consistait à affamer la ville et l'armée suédoise, et à im-

[1] Les estimations varient de soixante mille à quatre-vingt mille (G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 603).

poser au Roi une paix dont il dicterait les conditions. Bien que sa position fût naturellement très-solide, il la renforça encore, en faisant élever des retranchements sur toutes les pentes, et construire des forts de campagne qui défendaient les angles morts avec de l'artillerie. Là où la ligne des retranchements se brisait, il y avait des bastions. Le camp fut achevé en trois jours; il suivait les ondulations du terrain, et couvrait une étendue de deux milles et demi, comprenant plusieurs villages dont les maisons servaient à la défense. Une rivière, la Bibert, qui se jette dans la Rednitz, le divisait en deux parties : la plus forte était celle du nord où se trouvait un vieux château, le Burgstall.

Le système de temporisation adopté par Wallenstein n'empêchait pas qu'il y eût tous les jours des combats entre les cavaliers qui allaient chercher du fourrage; les Impériaux n'en trouvaient pas pour leurs vingt mille chevaux dans la contrée sablonneuse où ils campaient. Une escarmouche, qui eut lieu le 15 juillet entre les avant-postes, eut une certaine importance, parce que chaque armée envoya des troupes pour soutenir les détachements engagés; elle se termina à l'avantage des Suédois; les Impériaux eurent environ cent hommes tués. Mais quelques jours plus tard, le 6 août, le Roi éprouva un échec : il perdit la petite forteresse de Lichtenau[1], qui menaçait les derrières des Impériaux et inquiétait leurs fourrageurs. Wallenstein y plaça une forte garnison, et la possession de cette place lui permit de se ravitailler plus facilement. Cet événement fit une impression fâcheuse à Nürenberg; mais, presque immédiatement après, une occasion se présenta de rétablir la réputation des armes suédoises. Le colonel Taupadel, à la tête de dragons et de cuirassiers, surprit, dans la nuit du 10 au 11 août, à Freistadt[2], un grand convoi de vivres, destiné au camp de Wallenstein. Soldats et bourgeois furent massacrés indistinctement dans les rues, et la petite ville incendiée. Le Roi, qui était venu en personne, avec mille hommes, à la rencontre de Taupadel, pour couvrir au besoin sa retraite, se heurta contre le général Sparre qui, de son côté, arrivait du camp de Wallenstein pour protéger le convoi. Un combat sanglant s'engagea, dans lequel le Roi s'exposa beaucoup afin d'encourager ses

[1] Lichtenau est situé sur la Rezat, à l'est d'Ansbach.
[2] Au sud de Nürenberg.

soldats; les Impériaux furent vaincus et perdirent six cents morts, cent prisonniers et trois drapeaux. Parmi les prisonniers se trouvaient Sparre ainsi que ses deux lieutenants-colonels, Terzka et Lessley; le reste échappa en se réfugiant dans un marais.

Gustave-Adolphe eut soin de rehausser son succès, en récompensant généreusement les officiers et les soldats qui y avaient pris part, et en faisant célébrer à Nürenberg un service solennel d'action de grâces. Il sentait que son inaction lui nuisait auprès de ses amis comme auprès de ses ennemis, car tous étaient habitués à voir en lui un conquérant qui avait des ailes. Cependant il ne pouvait pas se dégager avec les seules forces qu'il avait sous la main. Dès qu'il eut pris la résolution de camper devant Nürenberg, c'est-à-dire à la fin du mois de juin, il ordonna de la manière la plus pressante aux commandants des différents corps suédois disséminés en Allemagne, de se réunir à Oxenstierna et de venir à son secours.

Oxenstierna, laissé sur les bords du Rhin pour achever la conquête des trois électorats ecclésiastiques, avait battu au mois de mai les Espagnols, et les avait fait poursuivre jusqu'à Trèves. Il fut rejoint, au commencement du mois de juin, par son gendre, le feld-maréchal Horn, que le Roi lui avait envoyé pour remplacer le duc Bernard de Weimar, appelé à Memmingen. L'électeur de Trèves avait livré aux Français sa forteresse d'Ehrenbreitstein, tandis que son chapitre, avec lequel il vivait en mauvaise intelligence, ouvrait aux Espagnols, non-seulement Trèves, mais encore Coblentz, en face d'Ehrenbreitstein. Les Français et les Espagnols, séparés seulement par le Rhin, se livrèrent là de sanglants combats; les Français, se trouvant les plus faibles, appelèrent les Suédois, et Horn vint à leur secours. Il partit de Mayence le 23 juin à la tête de dix mille hommes, et cerna Coblentz. Après une courte résistance, les Espagnols capitulèrent (1er juillet), et, en livrant cette ville et plusieurs autres places fortes de l'électorat, ils obtinrent de se retirer librement. Horn céda ensuite Coblentz aux Français moyennant une forte somme.

Ce fut sur ces entrefaites que le chancelier reçut l'ordre de concentrer toutes ses troupes et de les amener à Nürenberg. Oxenstierna se mit aussitôt à la tête des régiments qui n'étaient pas indispensables sur le Rhin, et partit avec le palatin de Birkenfeld. Il rallia en Franconie le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel,

que le départ de Pappenheim pour la Hollande avait laissé libre de ses mouvements, et le duc Guillaume de Weimar, que le Roi avait envoyé au secours de l'électeur de Saxe [1]. Il fut rejoint, peu de temps après, par Baner et par le duc Bernard de Weimar, qui revenaient, le premier de Bavière, le second de Souabe [2]. Le chancelier se trouva alors à la tête d'une armée de secours de trente à quarante mille hommes, avec laquelle il arriva par Neustadt à Bruck [3], où le Roi vint à sa rencontre (24 août). Wallenstein n'avait rien fait pour empêcher cette jonction, ce qui ne peut s'expliquer que par la crainte que lui inspiraient la valeur des troupes de Gustave-Adolphe et l'habileté de leur chef. Le Roi disposait maintenant de cinquante mille hommes; il allait passer de la défensive à l'offensive.

Wallenstein chercha aussi à se renforcer, mais avec moins de succès que son adversaire. Il avait beau concentrer en lui tous les pouvoirs, il n'était pas aussi bien obéi que le Roi. Gustave-Adolphe dirigeait seul la guerre et la diplomatie, et n'éprouvait de la part

[1] L'électeur de Saxe, prié d'envoyer des troupes au Roi, en envoya fort peu.

[2] Le duc Bernard de Weimar, laissé à Memmingen avec six mille hommes, avait continué à comprimer les soulèvements de paysans à l'est du lac de Constance. Il s'empara de Ravensbourg, de Wangen, de Brégenz. Séparé un instant de la Bavière par les paysans qui avaient occupé Memmingen et Kempten, il reprit ces deux villes. Au milieu du mois de juillet, le soulèvement fut comprimé dans toute la région qui s'étend du lac de Constance à l'Iller; mais il recommença presque aussitôt sur les bords du Lech, à l'arrivée de l'archiduc Léopold, frère de l'Empereur. La garnison suédoise de Friedberg (à l'est d'Augsbourg) ayant été massacrée, Baner accourut d'Augsbourg; les portes furent enfoncées à coups de pétard, et tout ce qui résista fut tué. On mena ensuite les survivants, hommes, femmes, enfants, hors des murs; les hommes furent égorgés, la ville pillée et rasée. Cet exemple de sévérité, ou plutôt de barbarie envers des bourgeois, dont le seul crime était leur fidélité pour leur souverain, effraya la ville de Landsberg (sur le Lech), et la décida à se rendre au duc de Weimar. Celui-ci, remontant le Lech, prit Schongau, Rosshaupt et enfin Füssen, dont les habitants se défendirent avec la plus grande bravoure et qui fut pris d'assaut (27 juillet). Après avoir donné quelque repos à ses troupes, Bernard envahit le Tyrol, et l'archiduc Léopold se disposait à s'enfuir en Italie, lorsque le duc de Weimar reçut aussi du Roi l'ordre de rejoindre le chancelier. Il obéit à regret et vint lentement rallier Oxenstierna (19 août) à Windsheim (à l'ouest de Nürenberg). Peu de jours auparavant, Baner était arrivé d'Augsbourg (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 776).

[3] Entre Erlangen et Fürth.

de ses conseillers que l'opposition qui éclaire sans contraindre. Wallenstein avait au-dessus de lui l'Empereur; il était gêné par son propre parti qu'il était obligé de ménager, et par la cour qui s'avisait parfois de donner des instructions à ses lieutenants. Il avait envoyé à Pappenheim l'ordre de le rejoindre à Nürenberg; mais ce général téméraire ne lui obéit pas mieux qu'il n'avait obéi à Tilly, et il prépara ainsi la défaite de Lützen comme il avait déjà causé celle de Leipzig. Au lieu de renforcer les Impériaux devant Nürenberg, il entreprit, pour secourir les Espagnols dans les Pays-Bas, une expédition plus digne d'un condottiere que d'un véritable général.

A la fin de l'année 1631, Pappenheim s'était séparé de Tilly à Gunzenhausen pour se rendre en Westphalie. Réduit à ses seules forces, environ quinze mille hommes, sans communications avec l'Autriche et la Bavière, entouré d'ennemis supérieurs en nombre, il avait tenu tête au général suédois Baudissin, au landgrave Guillaume de Hesse-Cassel, au duc Georges de Lünebourg, non-seulement en gardant sa position, mais en gagnant du terrain. Il occupait la Westphalie et tenait en son pouvoir plusieurs places, entre autres Wolfenbüttel, lorsqu'il reçut l'ordre de rappel de Wallenstein. Il évita d'obéir sous divers prétextes : il n'avait d'autre motif que son goût pour l'indépendance. La gouvernante des Pays-Bas, l'infante Isabelle, l'ayant appelé sur ces entrefaites au secours de Maëstricht qu'assiégeait le prince Frédéric-Henri d'Orange avec vingt-quatre mille hommes, cette aventure le tenta.

Laissant Gronsfeld pour garder la Westphalie, il partit des environs de Hanovre, au milieu du mois de juillet 1632, avec une armée de douze mille fantassins et trois mille cavaliers, franchit le Rhin à Cologne, et arriva devant Maëstricht au commencement du mois d'août. Les Espagnols avaient déjà, à une portée de canon de cette ville, une armée de secours de seize mille hommes, commandée par Gonzalès de Cordova et par le marquis de Santa-Crux. Pappenheim comptait que les généraux espagnols se joindraient à lui pour attaquer les Hollandais ; mais la fierté castillane ne leur permit ni d'accepter le secours d'un Allemand, ni de l'aider : ils refusèrent de combattre avec lui.

Pappenheim avait promis de délivrer Maëstricht ; ce refus de concours ne l'arrêta pas. Le 17 août, au lever du soleil, il mena

ses troupes à l'assaut des lignes des assiégeants. En avant marchaient cent enfants perdus, le sabre à la bouche, des fascines dans les mains. Deux brigades suivaient, chaque soldat portant des fascines sur la tête; puis venait le reste de l'infanterie; la cavalerie fermait la marche et avait ordre de ne laisser revenir personne en arrière. Les Impériaux assaillirent les retranchements avec une audace incroyable et forcèrent le camp des Hollandais; mais, accablés par le nombre, ils furent repoussés. Pappenheim les ramena dans leur camp, les fit manger, et après midi donna un second assaut. Il dura six heures, mais sans plus de résultat que le premier. Le soir, deux mille Impériaux jonchaient les retranchements. Pappenheim avait reçu dans le pommeau de sa selle un boulet qui avait failli l'emporter.

Pendant tout ce temps, les Espagnols, comme s'ils eussent assisté à un spectacle, avaient considéré la lutte sans faire le moindre mouvement. Quatre jours après, Maëstricht se rendit. Pappenheim revint à la hâte en Allemagne, et arriva assez à temps pour sauver Wolfenbüttel, qu'assiégeait le duc Georges de Lünebourg, mais trop tard pour aider les Impériaux à prendre Nürenberg.

Wallenstein ne fut pas non plus secouru du côté de la Silésie, où il dut laisser Tiefenbach et Holk pour tenir tête à l'armée des électeurs de Saxe et de Brandebourg, commandée par Arnim [1].

[1] Comme l'électeur de Saxe ne se décidait pas à faire la paix, Tiefenbach envahit la Lusace, s'empara de Görlitz et de Zittau, et ravagea le pays. Arnim, à la tête des Saxons, l'obligea à se retirer, le poursuivit en Silésie, prit Glogau, et se joignit au colonel suédois Duval, à qui Gustave-Adolphe avait donné le commandement des troupes de l'Oder et de la Wartha, après le départ de l'Anglais Hamilton. Duval, ayant décidé l'électeur de Brandebourg à réunir ses troupes aux siennes et à celles de Saxe, ce qui porta l'armée des électeurs protestants à seize mille hommes (18 août), s'empara d'une partie de la Silésie et occupa Breslau.

Pour dégager la Silésie, Wallenstein envoya un ancien officier danois luthérien, alors au service de l'Empereur, le feld-maréchal Holk, faire une diversion en Saxe à la tête de six mille hommes. Ces soldats ravagèrent le Voigtland et l'Erzgebirge *, c'est-à-dire les frontières de la Saxe du côté de la Bohême, pillant, brûlant, jetant les femmes dans le feu après les avoir violées. Dans le voisinage de Freiberg, ils s'emparèrent d'un ecclésiastique luthérien et le coupèrent en petits morceaux qu'ils jetèrent aux chiens. Ils s'avancèrent ainsi jusque près de Dresde. Ayant appris que

* Le Voigtland occupe le haut bassin de l'Elster; l'Erzgebirge est l'ensemble de montagnes qui séparent la Saxe de la Bohême.

Le généralissime ne se faisait pas illusion sur le danger qui le menaçait depuis que le Roi avait été rejoint par Oxenstierna. Obligé plus que jamais de rester sur la défensive, il fit agrandir les retranchements et approfondir les fossés, afin de fortifier encore sa position. Le 31 août, le Roi sortit de ses lignes avec toute son armée et offrit la bataille à son adversaire ; Wallenstein demeura immobile. Gustave-Adolphe essaya alors de le chasser de son camp par une vigoureuse canonnade. Il fit établir à cet effet trois batteries sur la rive droite de la Rednitz, et tirer pendant toute la journée du 1er septembre ; mais le camp était trop éloigné pour qu'on pût lui faire de là un mal sérieux. Le Roi prit enfin le parti de donner l'assaut. Le 24 août (3 septembre), jour de la fête de saint Barthélemy, il passa la Rednitz à Fürth et développa ses troupes. La clef de la position était le Burgstall, vieille forteresse en ruine, entourée de fossés profonds, et située sur le sommet d'une montagne escarpée, que des chasseurs n'auraient gravie qu'avec peine. Les pentes avaient été couvertes par des abatis d'arbres, depuis le pied jusqu'au sommet, et garnies de dix à douze rangs superposés de mousquetaires. Au sommet, derrière les fossés, se trouvaient de puissantes batteries de canons. Une mort inévitable y attendait les assaillants ; l'assaut fut néanmoins donné. Par suite du peu d'étendue du terrain, cinq cents mousquetaires seulement pouvaient s'avancer à la fois. Le périlleux honneur de marcher les premiers avait été réservé à cinq cents fantassins allemands. A huit heures du matin, ils s'ébranlèrent. La montagne devint aussitôt un volcan : on n'y vit plus ni arbres, ni rochers, mais seulement une épaisse fumée d'où partaient des éclairs. Les cinq cents Allemands furent refoulés avec des pertes énormes ; d'autres prirent leur place, et ainsi de suite, jusqu'au coucher du soleil. Tous les régiments à leur tour donnèrent l'assaut : aucun ne réussit ; ils

l'électeur de Saxe recevait à dîner quelques ambassadeurs étrangers, les Croates de Holk mirent le feu à trois villages et firent annoncer à l'électeur « qu'ils voulaient lui fournir des flambeaux pour son banquet » (29 septembre). Jean-Georges fut obligé de rappeler de Silésie son feld-maréchal Arnim, pour défendre ses États contre ces brigands, que Gallas était encore venu renforcer à la fin de septembre avec un nouveau corps d'armée. Wallenstein avait réussi à dégager la Silésie ; mais il lui fut impossible d'en tirer aucun secours, les Impériaux ne pouvant en sortir sans y laisser rentrer les Saxons (GFRÖRER, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 773).

avaient tiré trois cent mille coups de mousquet. Le soir, deux mille cadavres couvraient les abords de la forteresse. Assez tard, le duc Bernard parvint à s'emparer d'une hauteur voisine qui dominait la Burgstall; mais on ne put y amener du canon, parce que la pluie tombée la nuit précédente avait rendu le sol trop glissant. Bernard conserva sa position jusqu'au lendemain matin; le Roi, jugeant une nouvelle attaque inutile, le rappela, rentra dans son camp et y demeura encore quatorze jours.

Celui-là devait être considéré comme vaincu qui abandonnerait le premier son camp; ce fut le Roi : la famine et les maladies l'y forcèrent. Les soldats recevaient assez de pain de la ville; mais les bourgeois pauvres et les paysans réfugiés dans les faubourgs mouraient de faim par centaines, et leurs cadavres restaient souvent plusieurs jours sans sépulture. Quatre mille chevaux avaient péri; leurs restes s'accumulaient dans les rues et empoisonnaient l'air; la porte du Jardin zoologique en était tellement encombrée qu'elle ne pouvait plus se fermer. On souffrait du manque d'eau; les fontaines contenaient souvent des bêtes crevées. La mauvaise nourriture et l'infection engendrèrent des épidémies, qui sévirent parmi les soldats comme parmi les habitants. Des bandes de voleurs profitaient de la détresse publique pour piller. Gustave-Adolphe résolut de se retirer. Il laissa dans la ville le chancelier Oxenstierna avec une garnison de cinq mille hommes sous le général Kniphausen; et, le 18 septembre, après deux mois et demi de séjour devant Nürenberg, il sortit du côté de Fürth, passa devant le camp de Wallenstein, en ordre de bataille, au son des tambours et des fifres, sans être attaqué, traversa Neustadt, puis Windsheim, guetta de là l'ennemi pendant plusieurs jours, espérant encore qu'il sortirait de son camp pour attaquer Nürenberg et serait alors pris entre deux feux.

Mais Wallenstein vit le piége et l'évita. La famine lui interdisait toutefois de rester plus longtemps; ses soldats souffraient plus encore que ceux du Roi : ils n'avaient plus de vivres, ils étaient dévorés par la vermine, les puits ne leur donnaient qu'une eau fangeuse. Le 23 septembre, cinq jours après le départ du Roi, Wallenstein mit le feu à son camp et se dirigea au nord, vers Forchheim. Par suite du manque de chevaux de trait, il se vit obligé d'abandonner beaucoup d'ustensiles et d'armes. L'Europe avait tenu longtemps les yeux fixés sur Nürenberg : son attente fut

déçue. Deux puissantes armées étaient restées pendant deux mois et demi en présence l'une de l'autre, sans rien décider, et cette inaction leur avait néanmoins plus coûté qu'une sanglante bataille ; elles avaient été réduites chacune d'un tiers par la disette, les épidémies et la désertion [1].

On a raconté que le roi de Suède, en levant son camp, fit offrir à Wallenstein, par un émigré bohémien, la couronne de Bohême, et que le généralissime la refusa. Le colonel Sparre était tombé aux mains des Suédois; Gustave-Adolphe s'en servit pour ouvrir des négociations avec les Impériaux. Il demandait qu'Oxenstierna se rendit dans leur camp, ou Wallenstein dans celui des Suédois. Le duc de Friedland communiqua l'offre du Roi à l'électeur de Bavière, et l'on décida de la transmettre à l'Empereur et d'attendre sa réponse.

On examina à la cour de Vienne ce que les protestants pouvaient demander et vraisemblablement obtenir. C'était surtout l'abrogation de l'édit de restitution, au moins en faveur de la Saxe, du Brandebourg et du Danemark ; le rétablissement des princes expulsés ; la cessation des confiscations, non-seulement dans la basse Saxe et la Franconie, mais aussi dans les États héréditaires de l'Autriche. L'Empereur ne repoussait pas complétement ces demandes ; il voulait seulement présenter des contre-propositions, et réclamait avant tout l'intégrité de ses États. S'il était obligé de rendre le haut Palatinat, il tenait à ne pas céder en compensation à l'électeur de Bavière la haute Autriche, qu'il lui avait jadis remise en gage. Il demandait aussi à reprendre possession de la Lusace, laissée à la Saxe. Le roi de Suède évacuerait les électorats et les principautés qu'il avait envahis. On établirait l'égalité entre les catholiques et les protestants, et l'on achèverait la pacifi-

[1] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 756-779 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 601-606 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 254 ; *Mercure français*, t. XVIII, p. 339, 343, 388, 414, 595, 602, 615 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VII, p. 254 ; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. I, p. 1050-1054 ; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles* (bataille du Burgstall) ; Röse, *Herzog Bernhard der Grosse von Sachsen-Weimar*, t. I, p. 170 ; Gualdo Priorato (traduction Francheville), p. 160, 201 ; Francheville, *Remarques militaires par un officier prussien*, p. 391 à 402 ; Soden, *Gustav Adolph und sein Heer in Süddeutschland, von* 1631 *bis* 1635, t. I ; Soden donne un plan du camp de Wallenstein.

cation par une amnistie générale[1]. Mais le roi de Suède ne pouvait pas négocier sur des bases qui ne tenaient aucun compte de ses prétentions, et les protestants ne le pouvaient pas davantage, parce qu'ils dépendaient entièrement du Roi. Les négociations n'eurent donc pas de suite, et la continuation de la guerre devint inévitable[2]. L'orage, après avoir plané sur Nürenberg, allait éclater sur la Saxe.

[1] C'était le développement de propositions arrêtées entre Wallenstein et Eggenberg.

[2] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 257-260.

CHAPITRE VIII

BATAILLE DE LÜTZEN; MORT DE GUSTAVE-ADOLPHE

1632.

Gustave-Adolphe revient en Bavière pour envahir l'Autriche, et dégager la Saxe en attirant Wallenstein (1er octobre 1632); mais celui-ci persiste à marcher contre la Saxe. — Maximilien quitte Wallenstein à Cobourg (15 octobre) pour aller défendre ses États. — Wallenstein occupe Leipzig (1er-2 novembre); Pappenheim le rejoint à Mersebourg (fin octobre).

Gustave-Adolphe, appelé par l'électeur de Saxe, et craignant de perdre ses communications avec la Baltique, revient du Danube vers le nord (18 octobre), traverse Nürenberg (22-27 octobre), rallie Bernard de Weimar à Arnstadt (2 novembre). — Le Roi charge Oxenstierna de fonder une nouvelle union protestante; il entre à Erfurt (7 novembre); ses pressentiments; il arrive à Naumbourg (11 novembre) et s'y retranche. — Le duc de Lünebourg et l'électeur de Saxe évitent de réunir leurs troupes à celles du Roi. — Pappenheim se sépare de Wallenstein pour aller à Cologne. — Wallenstein quitte Weissenfels et marche vers Leipzig : son plan de campagne. — Le Roi, averti du départ de Pappenheim, suit Wallenstein (15 novembre) et se décide à lui livrer bataille.

Bataille de Lützen (16 novembre 1632); mort de Gustave-Adolphe et de Pappenheim.

Réflexions sur Gustave-Adolphe : son portrait.

Dès qu'il eut appris que Wallenstein avait levé son camp, Gustave-Adolphe laissa au duc Bernard de Saxe-Weimar un corps de huit mille hommes pour le surveiller, et se dirigea lui-même (1er octobre), avec le gros de l'armée, vers le Danube et Donauwerth[1]. Il pensait nourrir ses troupes dans des pays qui n'avaient pas encore été ravagés, achever la conquête de la Bavière, et envahir l'Autriche. Le Roi comptait pénétrer d'autant plus facilement dans les États héréditaires, que les paysans de la

[1] Par Rothenbourg-sur-la-Tauber, Dinkelsbühl et Nordlingue.

haute Autriche, favorables au protestantisme, étaient entrés en relation avec lui, et n'attendaient que son arrivée pour se soulever. Les retranchements de Rain, près du Lech, avaient été livrés par le colonel Mitschefahl à un corps d'armée venu d'Italie au secours des Impériaux; le Roi les reprit (11 octobre) et fit décapiter le traître. Il marcha ensuite sur Ingolstadt afin d'assiéger de nouveau cette forteresse.

En menaçant les États héréditaires, Gustave-Adolphe espérait attirer à lui Wallenstein, et dégager ainsi ses alliés. Mais le duc de Friedland, au lieu de venir défendre l'Autriche, se jeta sur la Saxe. Parti de Forchheim à la tête de ses deux armées, il prit Bamberg, Baireuth, Cobourg (8 octobre), mais perdit un temps précieux devant le château de cette ville, que défendait Taupadel avec cinq cents hommes. L'électeur de Bavière, apprenant que le roi de Suède menaçait Ingolstadt, heureux d'ailleurs d'avoir une occasion de ne plus obéir au généralissime, se sépara des Impériaux le 15 octobre, et se dirigea vers Ratisbonne avec son armée, qui était bien réduite, et quelques régiments que Wallenstein avait consenti à lui prêter sous le commandement d'Aldringer [1].

Le duc de Friedland, de son côté, abandonna Cobourg sans en avoir pris le château, traversa Cronach, incendia Plauen (19 octobre) et rallia à Altenbourg les troupes de Holk et de Gallas, qui arrivaient des environs de Dresde. Le 1er novembre, Leipzig se rendit aux Impériaux après quelque résistance, et se racheta du pillage en payant cinquante mille thalers; le château de Leipzig, le Pleissenbourg, capitula le lendemain. Wallenstein avait de nouveau donné ordre à Pappenheim de le rejoindre; et, comme il se défiait de lui, il avait adressé à tous les officiers du feld-maréchal une lettre menaçant de révocation quiconque désobéirait. Pappenheim essaya de conserver son indépendance et d'échapper au rappel, en demandant à l'Empereur l'autorisation de rester dans la basse Saxe; mais Ferdinand II refusa, et Pappenheim dut rejoindre Wallenstein à Mersebourg (fin octobre).

Cependant l'électeur de Saxe, attaqué par les Impériaux, envoyait courrier sur courrier à Gustave-Adolphe en Bavière, à Bernard de Weimar en Thüringe, à Arnim en Silésie, et faisait transporter ses

[1] En tout, quatorze mille hommes environ (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 579).

trésors dans la forteresse de Königstein [1]. Bernard, s'exagérant ses forces, prétendait sauver seul l'électeur, et se disposait à attaquer Pappenheim pour l'empêcher de rejoindre Wallenstein, lorsqu'il reçut du Roi l'ordre formel de ne rien entreprendre jusqu'à ce qu'il fût arrivé lui-même. Bernard s'imagina que Gustave-Adolphe agissait ainsi par jalousie. Plein de découragement, il vint (31 octobre) à Erfurt, où il attendit le Roi.

Wallenstein espérait, de son côté, s'emparer de toute la Saxe pendant l'hiver, reconquérir au printemps la basse Allemagne et le Mecklenbourg, et, en coupant par là toute retraite au Roi, l'avoir à sa merci. Il apprit tout à coup que Gustave-Adolphe avait quitté les bords du Danube et marchait contre lui. Le Roi craignait d'autant plus de perdre ses communications avec la Suède, que la France et la Hollande, jalouses de ses succès, paraissaient disposées à l'abandonner à ses propres forces. Le Danemark n'était même pas éloigné de s'allier avec l'Espagne pour empêcher la Suède de dominer dans la Baltique. Le Roi se défiait aussi de l'Angleterre qui réclamait le rétablissement immédiat du Palatin. Malgré tous ces dangers, Oxenstierna fut encore d'avis d'envahir l'Autriche; mais le Roi, plus prudent que son chancelier, revint dans le nord.

Gustave-Adolphe était parti de Neubourg sur le Danube (18 octobre) après y avoir laissé, pour garder ses conquêtes en Bavière, le palatin de Birkenfeld et quelques milliers d'hommes. Arrivé à Nordlingue, il ordonna de conduire l'armée en Thüringe par le plus court chemin, et lui-même, prenant les devants avec cinq cents cavaliers, arriva à Nürenberg le 22 octobre. Il en repartit le 27, accompagné d'Oxenstierna, et de Kniphausen avec la garnison, et se rendit à marches forcées à Arnstadt [2], où il rallia divers détachements (2 novembre). Ce fut là que Bernard vint le trouver. L'entrevue fut froide et accompagnée de reproches des deux côtés. Le duc remit son bâton de commandement entre les mains du Roi, et demanda à être traité dorénavant, non plus en serviteur de la couronne de Suède, mais en prince de l'Empire. Il est probable que Gustave-Adolphe l'apaisa par de nouvelles promesses, car Bernard continua à combattre avec ardeur pour la

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 583.
[2] Arnstadt, sur la Gera, à peu de distance au sud d'Erfurt.

cause suédoise. L'armée resta six jours à Arnstadt, après quoi elle poussa jusqu'à Erfurt.

Le Roi songeait alors à grouper, dans une union générale, les protestants des quatre cercles du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de Franconie et de Souabe ; il laissait en dehors la Saxe et le Brandebourg, dont il craignait l'opposition. Les représentants des quatre cercles devaient tenir une assemblée à Ulm ; Oxenstierna, chargé de la diriger, quitta Arnstadt et se rendit d'abord à Francfort. C'était la dernière fois qu'il voyait Gustave-Adolphe. Si le roi de Suède eût vécu, l'alliance projetée aurait sans doute créé un empire suédois ; par suite de sa mort, elle n'aboutit qu'à l'union de Heilbronn.

Entré à Erfurt (7 novembre), Gustave-Adolphe y fit une visite à son lieutenant, le duc Guillaume de Weimar, alors malade. La Reine était venue à sa rencontre. Après avoir soupé à la hâte avec elle et avec le duc Ernest de Saxe-Weimar, il passa la nuit à lire des dépêches, à donner des ordres, à expédier des courriers. Le lendemain matin, il exhorta le conseil d'Erfurt à demeurer fidèle à la Reine, s'il lui arrivait malheur à lui-même, car il avait le pressentiment de sa mort prochaine ; puis il monta à cheval et rejoignit son armée, qui s'était mise en marche sous le commandement de Bernard, pour se rendre en Saxe.

Le 11 novembre, le Roi arriva à Naumbourg. Les habitants de cette ville se jetèrent à ses genoux ; ils baisaient ses vêtements et bénissaient en lui leur sauveur ; les cruautés de Holk avaient jeté toute la population dans les bras du conquérant. Ces hommages presque idolâtres déplurent au Roi : « Je crains, dit-il à son entourage, que le Ciel ne me réserve quelque malheur, car ces gens m'honorent comme un dieu. » Il fit aussitôt commencer à Naumbourg la construction d'un camp retranché ; ne pensant pas encore livrer bataille, il voulait auparavant rallier les troupes du duc Georges de Lünebourg et de l'électeur de Saxe. Mais le duc de Lünebourg, au lieu de le rejoindre, négociait secrètement avec l'électeur, qui avait repris son plan de former un tiers parti, et il lui menait ses troupes à Torgau.

Jean-Georges de Saxe ne rejoignit pas non plus le Roi. Gustave-Adolphe lui adressait lettre sur lettre pour le prier de lui envoyer son armée ; l'électeur rappela ostensiblement Arnim de Silésie ; mais Arnim, secrètement d'accord avec lui, n'obéit pas.

On commençait à croire, à la cour de Dresde, que l'Empereur allait l'emporter de nouveau, et l'électeur, tout en appelant le Roi à son secours, tenait son armée en réserve, afin de pouvoir imposer sa médiation aux deux adversaires lorsqu'ils auraient usé leurs forces l'un contre l'autre. Gustave-Adolphe s'aperçut de l'infidélité de ses alliés, et, la nuit qui précéda la bataille de Lützen, il se plaignit amèrement du duc de Lünebourg et de plusieurs autres princes. Mais n'était-ce pas lui qui les avait d'abord engagés à trahir l'Empereur ?

En voyant le roi de Suède se retrancher à Naumbourg, les Impériaux crurent qu'il se proposait d'y prendre ses quartiers d'hiver, et qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer. Pappenheim, toujours avide d'indépendance, en profita pour demander de se rendre à Cologne, afin de délivrer cette ville du parti suédois qui l'opprimait. Wallenstein y consentit, mais à la condition qu'il s'emparerait d'abord de la forteresse de Halle, le Moritzbourg. Le généralissime quitta ensuite Weissenfels pour se rendre à Leipzig. On a dit que son plan était d'étendre ses troupes pour les faire vivre plus aisément, de se retirer devant le Roi afin de lui laisser le chemin libre, et, lorsque celui-ci se serait mis en marche pour défendre la Saxe, de se concentrer et de l'attaquer avec des forces supérieures avant sa jonction avec l'électeur. Mais il semble plutôt qu'il voulait seulement se mettre en quartiers d'hiver, car, s'il avait eu le dessein d'attaquer le Roi, il ne se fût pas affaibli en laissant partir Pappenheim.

Gustave-Adolphe resta à Naumbourg, du 11 au 15 novembre, passant la nuit dans la ville et le jour dans le camp. Il finit, à cause du froid, par loger son infanterie dans Naumbourg même. Le 14 novembre, un paysan saxon vint lui apporter une lettre interceptée, dans laquelle le général impérial Colloredo annonçait à un colonel le départ de Wallenstein pour Leipzig et celui de Pappenheim pour Halle. Gustave-Adolphe se concerta sur-le-champ avec Bernard et Kniphausen, pour savoir si l'on devait livrer bataille. Kniphausen fut d'avis qu'il fallait auparavant se réunir aux Saxons; mais le Roi, avant de rien décider, voulut se rendre compte par lui-même de l'état des choses. Il quitta pour cela Naumbourg le lendemain (15 novembre), à quatre heures du matin. La nouvelle du départ de Pappenheim lui fut confirmée, et il apprit en outre que les troupes de Wallenstein

campaient, sans se garder, dans les villages situés autour de Lützen. « Je crois vraiment, dit alors le Roi, que Dieu m'a livré l'ennemi. » Il se décida à attaquer.

Colloredo, que le duc de Friedland avait chargé de ramener la garnison de Weissenfels, aperçut du château de cette ville l'armée du Roi qui s'avançait. Il en prévint Wallenstein, qui envoya aussitôt un courrier à Pappenheim pour lui donner l'ordre de revenir[1]. Après le départ de Colloredo, le Roi fit occuper Weissenfels. Entre cette ville et Lützen se trouve le Rippach, petite rivière, sur la rive droite de laquelle s'étend cette vaste plaine de la Saxe où se sont livrées tant de batailles. Isolani, à la tête de vingt cornettes de Croates, essaya d'arrêter l'avant-garde suédoise au passage de la rivière : il fut battu, et les Suédois continuèrent leur marche. Il faisait déjà nuit lorsqu'ils arrivèrent devant Lützen[2].

Les deux armées se trouvaient assez rapprochées l'une de l'autre. Le trouble régnait au quartier général des Impériaux ; on y tirait le canon, on expédiait des ordres, pour rappeler les troupes dispersées. A mesure que les régiments arrivaient, ils se rangeaient en bataille, malgré l'obscurité. Les lignes des Impériaux s'étendaient à l'est de Lützen, au nord de la route qui va de cette ville à Leipzig en suivant la direction de l'ouest à l'est. Leur aile droite, appuyée à Lützen et à des moulins à vent qui se trouvaient en dehors des murs, consistait principalement en cavalerie dont une partie formait la réserve ; les jardins situés près de la ville étaient garnis de mousquetaires. Le centre, placé au nord de la route, à trois cents pas des maisons, était composé de carrés massifs de piquiers et de mousquetaires, ayant chacun quatre mille neuf cents hommes environ, soixante-dix hommes de front sur soixante-dix hommes de profondeur, et le tout si bizarrement enchevêtré, que les piquiers ne pouvaient pas se servir de leurs piques, et que les mousquetaires ne pouvaient tirer que très-difficilement[3]. De sem-

[1] Cet ordre, teint du sang de Pappenheim, se trouve aux archives de Vienne.

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 779-784 ; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 629, 636, 644 et suiv., 654, 658 ; *Mercure français*, t. XVIII, p. 667.

[3] Chaque carré était formé de la manière suivante : au centre se trouvait d'abord un grand carré de piquiers, composé de vingt-cinq petits

blables masses devaient être anéanties par l'artillerie suédoise.

Des deux côtés de la route se trouvaient des fossés sans eau, avec des talus [1] élevés par les paysans pour empêcher les passants de pénétrer dans leurs terres. Sur l'ordre du duc de Friedland, on approfondit les fossés pendant la nuit, et l'on transforma les talus en parapets, derrière lesquels furent placés des mousquetaires. L'aile gauche, appuyée au Flossgrab, petit canal qui fait communiquer la Saale avec l'Elster, était formée par les cuirassiers de Piccolomini divisés en gros escadrons.

Devant le centre était établie une batterie de sept canons. Le reste de l'artillerie, soit quatorze canons, se trouvait installé à l'aile droite, près des moulins à vent, de manière à prendre en écharpe les troupes qui attaqueraient le front. Enfin toute l'armée se trouvait disposée sur deux lignes; elle comptait environ vingt-cinq mille hommes, non compris Pappenheim qui allait arriver. La cavalerie croate couvrait les deux ailes.

Les Suédois se mirent aussi, dès le soir, en ordre de bataille. Venus du sud-ouest par la route de Weissenfels, ils se placèrent en face et au midi des Impériaux, et se rangèrent aussi sur deux lignes. L'aile droite, commandée par le Roi, se composait de cavalerie : six régiments suédois et finnois en première ligne, et six régiments allemands en seconde ligne. Cette aile devait couper aux Impériaux leur ligne de retraite sur Leipzig. Le centre était formé de huit brigades d'infanterie, dont quatre brigades en première ligne, sous le comte Nils Brahé, chacune ayant devant elle cinq gros canons, et quatre brigades en seconde ligne, sous Kni-

carrés, cinq carrés de front sur cinq carrés de profondeur, composés chacun de cent piquiers, soit dix hommes de côté, ce qui faisait, pour le grand carré, cinquante hommes de front sur cinquante de profondeur ; en tout deux mille cinq cents piquiers. Ce carré de piquiers était entouré de vingt-quatre petits carrés, composés chacun de cent mousquetaires, soit dix hommes de côté, en tout deux mille quatre cents mousquetaires. En définitive, on avait un énorme carré de soixante-dix hommes de front sur soixante-dix de profondeur. Cent autres mousquetaires formaient en outre quatre petits carrés de vingt-cinq hommes flanquant les quatre angles du grand carré. Le tout comptait ainsi cinq mille hommes, moitié piquiers et moitié mousquetaires (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 702).

[1] Ou plutôt des *balmes*, en prenant ce mot, non pas dans le sens de grotte, mais dans le sens, usité en certaines régions de la France, de clôtures en terre, sortes de murailles, larges à la base et étroites au sommet, ordinairement précédées d'un fossé dont la terre a servi à faire la balme.

phausen. Derrière cette seconde ligne se trouvait une réserve de deux régiments : un d'infanterie, sous l'Écossais Henderson ; l'autre de cavalerie, sous l'officier palatin Œhm. A l'aile gauche était le duc Bernard de Weimar, avec douze corps de cavalerie, disposés aussi sur deux lignes. Des détachements de cinquante à cent mousquetaires se trouvaient répartis à chaque aile entre les escadrons de cavalerie, et manœuvraient en tout quarante petits canons. Les Suédois avaient environ vingt mille hommes, cinq mille de moins que les Impériaux[1]. Le Roi passa la nuit dans sa voiture avec Bernard et Kniphausen.

Le lendemain matin, 16 novembre, un épais brouillard couvrait la plaine; les deux armées, quoique très-rapprochées l'une de l'autre, ne pouvaient se voir. L'armée suédoise fit la prière, les trompettes sonnèrent le chant de Luther : « Notre Dieu est une puissante forteresse » ; et le Roi lui-même entonna, suivant les uns, le psaume : « Ne tremble pas, petite troupe » ; suivant d'autres, le chant : « Jésus-Christ notre Sauveur qui a vaincu la mort. » Depuis la blessure qu'il avait reçue à Dirschau en Prusse[2], Gustave-Adolphe ne pouvait porter sa cuirasse sans souffrance. Lorsqu'on la lui apporta, il refusa de la mettre, prit seulement un habit de drap, un pourpoint de cuir par-dessus, et monta à cheval sans avoir déjeuné.

Il parcourut les rangs en s'adressant en leur langue aux soldats de chaque nation. « Chers amis et compatriotes, dit-il aux Finnois et aux Suédois, le jour est venu de montrer votre force. L'ennemi ne se tient plus sur une haute montagne, derrière des retranchements inaccessibles; il est là, en rase campagne ; et s'il livre bataille, ce n'est pas volontairement et dans l'espérance de vaincre, mais parce qu'il ne peut nous échapper. Combattez donc vaillamment, comme de braves soldats, pour Dieu, la patrie et le Roi. Si vous vous conduisez bien, je vous récompenserai loyalement ; mais si vous lâchez pied, je vous jure que vos ossements ne retourneront pas en Suède. » Il parla dans le même sens aux régiments allemands. Les soldats répondirent en l'acclamant, et en frappant sur leurs armes.

[1] D'après Droysen, on ne connaît pas exactement la force des deux armées (*Gustaf Adolf*, t. II, p. 663).

[2] Il avait une balle restée dans l'épaule (RICHELIEU, *Mémoires*, t. VII, p. 266). Voir ci-dessus, p. 22.

Wallenstein, ce jour-là, comme il lui arrivait souvent, souffrait de la goutte; il parcourut en litière le front des troupes. Il gardait le silence; mais son terrible regard annonçait à chacun la récompense ou la punition qui lui était réservée. Il monta ensuite son cheval de bataille, et dit a ceux qui se trouvaient près de lui : « Je vais attendre l'ennemi de pied ferme, et si je puis l'arrêter deux heures, Pappenheim arrivera. »

Le mot d'ordre fut, comme à Leipzig : « Dieu soit avec nous », pour les Suédois, et « Jésus-Marie », pour les Impériaux. Vers les onze heures, le brouillard se dissipa. Le duc Bernard et les autres généraux reçurent les derniers ordres du Roi. Gustave-Adolphe tourna les yeux vers le ciel et dit : « Au nom de Dieu, Jésus, Jésus, Jésus! fais-nous combattre aujourd'hui pour l'honneur de ton saint nom »; puis il brandit son épée au-dessus de sa tête et cria : « En avant! »

Le Roi commandait l'aile droite. Près de lui se trouvaient le duc Franz-Albert de Saxe-Lauenbourg[1], le maréchal de la cour Kreilsheim, le chambellan Truchsess, le page Auguste Leubelfing, fils d'un patricien de Nürenberg, plusieurs officiers faisant fonction d'aides de camp, et deux piqueurs.

Toute la première ligne suédoise se précipita pour franchir la route. A gauche, on apercevait la ville de Lützen en flammes. Les Impériaux, en l'incendiant, avaient voulu empêcher qu'on ne les tournât par leur aile droite. L'armée essuya d'abord le feu des mousquetaires embusqués dans les fossés, et celui des deux batteries de l'ennemi, placées, l'une devant son centre, l'autre a son aile droite. Cette artillerie, bien disposée, fit d'abord assez de mal; de nombreux boulets tombèrent autour de Gustave-Adolphe. Les cavaliers de l'aile droite suédoise, arrivés près des fossés de la route, hésitèrent; mais le Roi les ayant franchis, ils le suivirent, et engagèrent le combat avec les cuirassiers de Piccolomini et les Croates.

Pendant ce temps, l'infanterie du centre avait traversé la route, enlevé la batterie de sept canons qu'elle avait aussitôt tournée contre l'ennemi, et enfoncé deux carrés d'Impériaux. Elle en entamait un troisième, lorsque la cavalerie et la réserve de Wal-

[1] Le plus jeune des fils du duc de Lauenbourg.

lenstein tombèrent sur les Suédois fatigués, leur reprirent les canons et les refoulèrent au midi de la route.

Aussitôt que le Roi, vainqueur à l'aile droite, apprit que son infanterie cédait au centre, il se mit à la tête du régiment de cavalerie de Smaland[1], dont le colonel, Frédéric Stenbok, venait d'être blessé, et arriva au secours de ses fantassins. Mais son cheval, trop fougueux, s'emporta ; ses cavaliers eurent de la peine à le suivre. Au même instant, le brouillard couvrit de nouveau la plaine. Accompagné seulement de quelques personnes, le Roi tomba au milieu d'un gros de cuirassiers de l'Empereur ; son cheval reçut un coup de pistolet dans l'encolure, et lui-même eut le bras gauche brisé d'un autre coup tiré par un officier ennemi.

Comme il demandait au duc de Lauenbourg de le sortir de là, il reçut une balle dans le dos, tomba de cheval et fut traîné à une certaine distance par les étriers. Le duc de Lauenbourg avait pris la fuite avec l'escorte. Des deux piqueurs, l'un avait été tué, l'autre blessé ; le page Leubelfing restait seul. Ce jeune homme de dix-huit ans mit pied à terre et offrit son cheval au Roi. Gustave-Adolphe lui tendit les deux mains, mais le page ne put le soulever. Des cuirassiers impériaux les avaient entourés ; ils demandèrent qui était ce blessé ; le page refusa de le dire, mais le Roi se fit connaître, et un des cuirassiers lui déchargea son pistolet dans la tête. Le Roi fut aussitôt dépouillé ; on lui enleva jusqu'à sa chemise, ainsi qu'au malheureux page, qui fut blessé grièvement et laissé pour mort[2].

Pendant que Gustave-Adolphe était tué, l'aile gauche, commandée par Bernard, livrait un sanglant combat. Avec sa décision ordinaire, le duc chassa les mousquetaires qui occupaient les jardins de Lützen, s'empara d'un moulin à eau, construit en pierres et crénelé, et donna l'assaut à la batterie des moulins à vent, qui faisait d'affreux ravages dans les rangs des Suédois. La victoire restait indécise, lorsque Bernard se vit attaqué par derrière. Isolani, à la tête de ses Croates, avait tourné Lützen et s'était jeté sur les bagages. Il s'ensuivit, parmi les troupes qui les gardaient,

[1] Province de la Suède, à l'est de cette contrée.

[2] Leubelfing succomba à ses blessures à Naumbourg, après avoir raconté la mort du Roi devant témoins.

un grand désordre; mais quelques détachements de la seconde ligne suédoise chassèrent les Croates.

Ce fut à peu près à ce moment que Bernard reçut, par le chambellan Truchsess, la nouvelle de la mort du Roi. Gustave-Adolphe, pour le cas où il lui arriverait malheur, lui avait promis le commandement en chef. Bernard, laissant aussitôt l'aile gauche au comte Nils Brahé, courut au centre et apprit à Kniphausen la mort du Roi. Kniphausen, officier excellent, mais circonspect, conseilla de battre en retraite. « Il ne s'agit pas de se retirer, lui répondit Bernard, mais de venger le Roi; il faut vaincre ou mourir. » Et il se rendit à l'aile droite où il se mit à la tête du régiment de Smaland, après avoir transpercé de son épée le lieutenant-colonel de ce régiment, soit parce qu'il refusait de combattre, soit pour le punir de n'avoir pas suivi le Roi.

Cependant le cheval de Gustave-Adolphe galopait sur le front des troupes, sans cavalier et couvert de sang. A cette vue on entendit dans tous les rangs ces mots : « Le Roi est blessé, prisonnier, tué. » Cavaliers et fantassins se jetèrent en avant pour le sauver ou le venger, et franchirent de nouveau la route en broyant tout sur leur passage. La batterie de sept canons fut pour la seconde fois prise et tournée contre l'ennemi. L'attaque avait été si furieuse que toute la cavalerie de l'aile gauche impériale fut refoulée, et les gros carrés de l'infanterie du centre dispersés. Par malheur pour Wallenstein, le feu prit à ses chariots de poudre; plusieurs firent explosion. Des escadrons entiers de cavalerie s'enfuyaient déjà au galop vers Leipzig, et une foule de femmes, qui s'étaient emparées des chevaux de bagages, les suivaient. En même temps l'aile gauche suédoise, après une lutte acharnée, occupa les moulins à vent, et enleva la batterie de quatorze canons.

Ce fut alors seulement que Pappenheim arriva sur le champ de bataille avec sa cavalerie. L'ordre du duc de Friedland lui était parvenu à Halle, au moment où son infanterie pillait la ville. Comme il n'y avait pas un instant à perdre, il chargea le premier officier qu'il rencontra de réunir l'infanterie; et lui-même, se mettant à la tête de la cavalerie, se dirigea en toute hâte vers Lützen : « Où commande le Roi? » Telle fut sa première question en arrivant sur le champ de bataille; et, plein du désir de combattre Gustave-Adolphe en personne, il attaqua aussitôt l'aile droite des Suédois. Le Roi venait d'être tué. Atteint à son tour de

deux balles, Pappenheim fut retiré de la mêlée mortellement blessé. Mais son arrivée avait ranimé le combat. Grâce à ses cuirassiers, Wallenstein put encore réunir de l'infanterie et de la cavalerie, et repousser les Suédois au midi de la route; mais ceux-ci tinrent ferme avec une admirable bravoure. De toute leur infanterie, les quatre brigades de la première ligne du centre furent celles qui souffrirent le plus. Les Impériaux se jetaient sur elles par masses énormes. Le régiment jaune suédois, au bout de demi-heure de combat, avait succombé sans rompre ses rangs; les cinq sixièmes de son effectif étaient tués ou blessés.

Peu de temps avant le coucher du soleil, le brouillard se dissipa encore une fois, mais seulement pour une demi-heure. Ce fut pendant ce court espace de temps que les Suédois assurèrent leur victoire. La seconde ligne de leur centre, commandée par le major général Kniphausen, était demeurée presque intacte; elle fit un effort désespéré, et, pour la troisième fois, franchit la route et s'empara de la batterie de sept canons. La nuit commençait [1] : Wallenstein fit sonner la retraite, et elle s'opéra sur Leipzig sans être inquiétée. Le soir, assez tard, l'infanterie de Pappenheim arriva; mais elle fut entraînée par le mouvement de retraite. La bataille avait duré neuf heures. La nuit suivante fut une des plus horribles dont on ait ouï parler, à cause des cris des mourants et des blessés répandus sur le champ de bataille, lesquels succombèrent presque tous depuis [2].

Wallenstein s'était beaucoup exposé pendant le combat. Accompagné de quelques troupes, il arriva à Leipzig à une heure avancée de la nuit. Le lendemain matin, l'armée impériale, ralliée autour de cette ville, reçut l'ordre de se retirer en Bohême. Les deux armées avaient eu en tout neuf mille morts, dont un grand nombre d'officiers. Pappenheim mourut de ses blessures le lendemain de la bataille, à trois heures du matin, dans le château du Pleissenbourg, à Leipzig. On raconte que, dans ses derniers moments, lorsqu'il apprit la mort de Gustave-Adolphe, son âme assombrie par la défaite se rasséréna.

[1] Suivant une lettre écrite d'Erford (Erfurt) peu de jours après, le combat continua pendant la nuit : « La nuit était toute noire lorsqu'ils se chamaillaient encore, ne se pouvant discerner qu'à la lumière des coups de canon et des mousquetades. » (*Ample Récit, etc.*, Lyon, Roussin, 1632.)

[2] Richelieu, *Mémoires*, t. VII, p. 262.

Pappenheim, comme Tilly, son ancien chef et son compagnon d'armes, se distinguait par sa piété. Avant de partir de Halle pour le champ de bataille de Lützen, il s'était confessé et avait communié. Il fut toujours dévoué au catholicisme et à l'Empire. Sa bravoure, sa libéralité, avaient fait de lui l'idole des soldats. On trouva sur son corps cent cicatrices de blessures qu'il avait reçues dans quarante-quatre combats; la première datait d'une attaque des Français contre Riva, en Valteline. A la bataille de la Montagne-Blanche, où il contribua beaucoup à la victoire, il en reçut vingt, dont sept furent jugées mortelles. Simple dans sa manière de vivre, il ne songeait qu'à la gloire. Au lieu de chercher à s'enrichir, comme la plupart des généraux de son temps, il donnait tout à ses troupes, ne gardant rien pour lui; et lorsqu'on le lui reprochait, il se contentait de répondre que le mérite ne consistait pas à avoir la bourse pleine; Gustave-Adolphe l'appelait « le soldat »[1]. Ses restes furent transportés de Leipzig à Prague, et ensevelis dans l'église des Prémontrés au couvent de Strachow.

On trouva le corps de Gustave-Adolphe sur le champ de bataille, atteint de neuf blessures, complétement dépouillé, le visage contre terre. Placé sur un chariot de bagages, il fut apporté, pendant la nuit, dans le village de Meuchen sur les derrières de l'armée suédoise, et déposé dans l'église, près de l'autel. Il avait été tellement foulé aux pieds, qu'on fut obligé d'enterrer tout de suite une partie de ses entrailles. Le maitre d'école de l'endroit et un soldat récitèrent les prières des morts. On porta ensuite le cadavre dans une maison voisine, où il fut déposé sur une table que l'on montre encore. Le maitre d'école, qui était en même temps menuisier, fit un pauvre cercueil, dans lequel on le transporta le jour suivant à Weissenfels, où il fut embaumé[2]. La veuve de Gustave-Adolphe fit placer le cœur dans une boite d'or, et ne consentit à s'en séparer, ainsi que du corps, que sur les menaces du clergé. De Weissenfels, le corps fut porté à Wittenberg, où il passa une nuit dans la chapelle du château, puis à Wolgast. L'été suivant, on le transporta en Suède, à Nyköping, et, le 21 juin 1634,

[1] D'après une légende, on aurait trouvé, dans les archives de sa famille, une prédiction d'un moine, qui annonçait qu'un Pappenheim, couvert de cicatrices et monté sur un cheval blanc, tuerait de sa propre main, dans une bataille, un grand roi du Nord.

[2] Par un pharmacien nommé Gasparus.

il fut solennellement déposé à Stockholm, dans l'église des Chevaliers, que Gustave-Adolphe avait choisie lui-même pour le lieu de sa sépulture[1].

Celui des piqueurs du Roi qui avait été blessé à ses côtés, Jacques Erichson (l'autre avait été tué), demeura dans le village de Meuchen jusqu'à sa guérison. Aidé de quelques paysans, il voulut mettre une grosse pierre à la place où Gustave était mort; mais ils ne purent la rouler que jusqu'à l'endroit où on la voit encore aujourd'hui; on l'appelle la pierre des Suédois. Le Roi avait été tué quarante pas plus loin, sur la lisière d'un champ où se trouvait, il y a quelque temps, un acacia[2].

L'ancien électeur palatin, l'ex-roi de Bohême, Frédéric V, mourut à Mayence[3], treize jours après Gustave-Adolphe (29 novembre 1632). A la nouvelle de la mort du roi de Suède, il fut pris d'une fièvre qui l'emporta rapidement. Sa veuve, l'orgueilleuse Élisabeth, vécut encore assez pour voir son frère, Charles Ier, roi d'Angleterre, périr de la main du bourreau[4]. Avec Frédéric V disparaît l'un des premiers auteurs de la guerre de Trente ans, et avec Gustave-Adolphe, le plus redoutable adversaire de la maison d'Autriche.

Gustave-Adolphe avait à peine trente-huit ans lorsqu'il mourut.

[1] On a accusé le duc Franz-Albert de Saxe-Lauenbourg d'avoir assassiné le Roi; mais le témoignage du page Leubelfing et celui du chambellan Truchsess prouvent que cette accusation est complétement fausse (Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden,* p. 795-796). Voir la dissertation de Francheville à ce sujet, p. 233, et celle de Mauvillon (*Histoire de Gustave-Adolphe,* p. 572-580).

[2] Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 786-793; G. Droysen, *Gustaf Adolf,* t. II, p. 664 et suiv.; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. III, p. 586-595; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri,* t. I, p. 1120. Le *Mercure français* donne peu de renseignements sur la bataille de Lützen, t. XVIII, p. 668, 706; Richelieu, *Mémoires,* t. VII, p. 257; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles;* Gualdo Priorato (traduction Francheville), p. 218, 232; Francheville, *Remarques militaires par un officier prussien,* p. 425, avec un plan.

[3] Levassor, *Histoire de Louis XIII,* t. IX (VII), p. 422; *Mercure français,* t. XVIII, p. 690.

[4] Son fils aîné, Charles-Louis, recouvra son électorat en 1648; sa fille Sophie épousa, en 1658, le duc Ernest-Auguste de Brunswick-Lunebourg, et le fils aîné de Sophie, l'électeur Georges-Louis de Hanovre, monta en 1714 sur le trône de la Grande-Bretagne, du droit de sa mère et de son aïeule Élisabeth. (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne,* t. II, p. 310.)

Il continua la politique de sa famille, en cherchant à s'emparer de la Baltique et à en faire un lac suédois. En 1629, à la suite de longues guerres, il en possédait déjà tous les rivages, à l'exception du Danemark, du Mecklenbourg et de la Poméranie. La plus grande partie de ce qui lui restait à conquérir dépendait de l'Empire, et à la tête de l'Empire se trouvait la plus puissante maison de la chrétienté, la maison d'Autriche. Mais l'Allemagne était divisée par la question des biens ecclésiastiques, et l'Empereur venait de s'aliéner les protestants par l'édit de restitution. Cet édit était légal, puisqu'il ne faisait qu'imposer l'observation de la paix d'Augsbourg, en ordonnant aux protestants de restituer aux catholiques les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés en violation de cette paix; mais il était impolitique, parce qu'il réunissait contre les catholiques les luthériens et les calvinistes, jusqu'alors divisés, et que, outre plusieurs princes, il éloignait de l'Empereur deux électeurs, ceux de Saxe et de Brandebourg, dont le premier surtout était demeuré très-attaché à la maison d'Autriche. Ce fut à ce moment que Gustave songea à compléter sa conquête de la Baltique.

A la même époque la France, de son côté, se proposait de compléter son territoire en s'annexant l'Alsace, peut-être aussi la rive gauche du Rhin jusqu'à Cologne, et de diminuer la puissance de l'Autriche en lui enlevant la couronne impériale pour la faire passer à la maison de Bavière. La Suède et la France, ayant le même adversaire, s'unirent pour le combattre. Richelieu crut avoir trouvé en Gustave-Adolphe un instrument qu'il abandonnerait après s'en être servi. La guerre du roi de Suède contre la Pologne n'était pas encore achevée : Richelieu lui fit conclure l'armistice d'Altmark, qui lui donna la liberté d'intervenir en Allemagne.

Gustave-Adolphe n'avait pas de motifs sérieux d'intervention. Il mettait en avant la sécurité de son royaume : mais l'Empereur ne la menaçait pas. Ferdinand n'avait un instant pensé à créer une flotte sur la Baltique que pour achever la défaite du roi de Danemark, et il n'en était plus question depuis la paix de Lübeck. Le roi de Suède se présentait en outre comme le défenseur des princes allemands; mais il n'avait pas été appelé par eux : le duc de Poméranie l'avait même prié de ne pas venir à son secours; il débarqua en Allemagne sans y avoir aucun allié.

Gustave-Adolphe dut ses premiers succès à l'excellence de ses troupes, peu nombreuses, mais bien exercées, et aguerries par leurs guerres avec la Pologne ; il les dut plus encore à la faiblesse de l'armée impériale. Cette armée, beaucoup plus considérable que la sienne, était complétement ruinée, et son chef, Wallenstein, dont la position était déjà menacée lors du débarquement des Suédois, fut renvoyé deux mois après. Enfin Gustave-Adolphe dirigeait seul la guerre et la politique, tandis que l'Empereur ne pouvait rien faire sans les électeurs. Du côté du Roi, unité complète ; du côté de l'Empereur, de perpétuelles divisions.

Malgré ces avantages, le roi de Suède resta six mois sans faire autre chose qu'occuper les bouches de l'Oder. Le traité de Berwalde, conclu avec la France, lui procura des subsides, et le mit à même d'achever l'occupation de l'Oder par la prise de Francfort. L'alliance qu'il imposa par force à son beau-frère l'électeur de Brandebourg lui ouvrit le bassin de l'Elbe. L'électeur de Saxe, effrayé par l'édit de restitution, gardait encore la neutralité, lorsque l'Empereur, en le faisant sommer par Tilly de déposer les armes, l'obligea à se jeter aussi dans les bras du Roi.

Cette alliance fut décisive. Gustave-Adolphe, n'ayant plus rien à craindre sur ses derrières, marcha en avant et vainquit Tilly à Leipzig. Le Roi l'emporta par l'unité du commandement, la mobilité de ses troupes, la rapidité de leur tir ; Tilly succomba par la désobéissance de Pappenheim, et par la pesanteur de son armée, encore vouée à la vieille tactique espagnole.

Gustave-Adolphe aurait pu percer jusqu'à Vienne et imposer la paix à l'Empereur ; il préféra se renforcer avant de tenter cette dernière entreprise. En attendant, il profite habilement de la victoire ; il envahit la Franconie et les électorats ecclésiastiques du Rhin : Würtzbourg, Francfort-sur-le-Main, Mayence, tombent en son pouvoir. Les souverains ecclésiastiques abandonnent lâchement leurs États : ils se sentent perdus depuis la défaite de Tilly, et les faibles secours que leur envoient les Espagnols ne peuvent les rassurer.

Le roi de Suède passe l'hiver à Francfort et à Mayence. On l'a comparé pendant ce séjour à Napoléon au congrès d'Erfurt. Il dispose de l'Allemagne ; les princes protestants l'entourent, le sollicitent ; c'est à qui obtiendra du conquérant la plus large part des dépouilles des vaincus.

Quels sont alors les desseins de Gustave-Adolphe [1] ? Il poursuit toujours son projet de créer un royaume composé de tous les rivages de la Baltique. Afin d'acquérir plus facilement la partie de ces rivages qui relève de l'Empire, il conquiert au préjudice des catholiques, sur le Main et sur le Rhin, d'autres territoires, qu'il pourra échanger contre ceux qu'il convoite et qu'il ne peut réunir immédiatement à son royaume parce qu'ils appartiennent à ses alliés. Cette bande de territoire sur les bords de la Baltique sera sans doute d'autant plus large que ses conquêtes auront été plus grandes ; mais la Suède demeure toujours le centre de son empire.

Cependant ses succès ont alarmé Richelieu. Si le Cardinal voulait abaisser l'Autriche, c'était au profit de la France et de la Bavière, puissances catholiques, et non au profit de la Suède protestante. Il exigeait que Gustave-Adolphe ne combattît que l'Empereur et épargnât la Ligue, c'est-à-dire tous les autres princes catholiques de l'Allemagne. Mais le Roi pouvait difficilement distinguer, et ses succès lui faisaient supporter impatiemment une semblable tutelle. Lorsque les agents de Richelieu le pressèrent d'épargner la Bavière, le Roi alla jusqu'à menacer d'attaquer la France. Les subsides furent supprimés ; mais Gustave-Adolphe pouvait s'en passer depuis qu'il occupait les territoires les plus riches de l'Allemagne.

Cependant l'Empereur a rendu le commandement à Wallenstein ; il a une nouvelle armée. Le roi de Suède, voyant menacer ses communications avec le nord de l'Allemagne et avec la Baltique, se concentre d'abord sous les murs de Nüremberg, puis livre bataille à Wallenstein à Lützen, le bat, mais périt dans son triomphe. La victoire et la défaite furent dues aux mêmes causes qu'à Leipzig ; le Roi fut tué parce qu'il oublia trop ses fonctions de général, pour reprendre celles de soldat. Cette manière de s'exposer lui venait des habitudes qu'il avait contractées lorsqu'il lui avait fallu aguerrir ses troupes ; elle était aussi un reste des habitudes guerrières du moyen âge, où la force l'emportait sur le calcul, où le général n'était presque toujours que le plus

[1] G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 666 ; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 264.

vaillant des soldats, et où le nombre des combattants se trouvant peu considérable, l'exemple du chef pouvait tout enflammer.

Qu'eût fait Gustave-Adolphe s'il eût survécu à la bataille de Lützen? Aurait-il pris Vienne? Se serait-il alors contenté d'un empire scandinave sur les bords de la Baltique? En un mot, se proposait-il de devenir empereur d'Allemagne? Rien ne le fait croire; et s'il l'eût voulu, il eût probablement échoué, à cause de l'opposition de la France, qui se serait unie alors, non-seulement à l'Espagne, mais encore à l'Autriche et aux catholiques d'Allemagne. Ferdinand II, menacé, eût sans doute accordé la révocation de l'édit de restitution, et, cette révocation une fois obtenue, les protestants eux-mêmes auraient renvoyé le roi de Suède dans son royaume, en lui accordant le moins possible. L'électeur de Saxe avait refusé de combattre avec le Roi à Lützen; il était revenu à son projet de former un tiers parti, qui imposerait la paix, soit à l'Empereur, soit à la Suède. Il n'avait aucun intérêt à ce que Gustave-Adolphe devînt empereur.

Le roi de Suède n'eut jamais l'idée d'établir en Allemagne ni la liberté politique, ni la liberté religieuse. S'il délivrait les princes protestants de la suzeraineté de l'Empereur, c'était pour leur imposer la sienne, suzeraineté plus étroite et plus sévère, parce qu'au lieu d'être limitée par les lois de l'Empire, elle n'avait d'autre règle que sa seule volonté. Il avait d'ailleurs supprimé la liberté politique en Suède. Il ne voulait pas non plus établir la liberté de conscience telle qu'on entend la pratiquer de nos jours, c'est-à-dire la faculté pour chacun de suivre sa religion, l'État n'en ayant aucune. Il admettait, comme tous les princes de son temps, la règle *Cujus regio ejus religio*, en vertu de laquelle chaque souverain pouvait imposer sa religion à ses sujets. Il l'appliquait en Suède en persécutant les catholiques [1]; et s'il les traita moins mal en Allemagne, ce fut surtout à cause de la France. Il était sans doute luthérien convaincu, et c'était là précisément ce qui le rendait étranger à tout système d'égalité religieuse; mais le politique l'emportait sur le croyant. Il se servit de la religion pour arriver à l'agrandissement de ses États; la religion fut pour lui un moyen : la fondation

[1] Voir ci-dessus, p. 16.

d'un empire scandinave, le but. Il apporta à la réalisation de ce plan les qualités éminentes d'un homme d'État et d'un général; il a montré l'influence qu'un souverain peut avoir sur les destinées des nations.

Comme général, il changea surtout la tactique; il rendit son armée plus mobile, son artillerie plus nombreuse et plus légère; son génie sur le champ de bataille fit le reste. Sa diplomatie fut habilement secondée par Oxenstierna. Elle consistait surtout à avoir d'excellents agents, bien payés, à se tenir au courant de tout, à user de toutes les influences, à ne reculer devant aucun moyen. Mais le plus grand avantage qu'il eut sur ses adversaires, ce fut l'unité de commandement dans la guerre, l'unité de direction dans les négociations.

« Ce prince, dit Fryxell, avait bonne mine, une taille élevée; il était bien fait, mais il engraissa trop pendant les dernières années de sa vie; les chevaux les plus forts pouvaient seuls le porter pendant une course un peu longue. Du reste, il était bien portant et vigoureux, actif et endurci aux fatigues. Le seul défaut physique dont il fut affligé était une vue basse. Sa tournure était noble, pleine de charme; son corps droit, et son menton un peu avancé. Ses cheveux, courts et relevés sur le front, étaient, ainsi que ses moustaches et sa royale, d'un blond jaune; c'est pourquoi on l'appela souvent le *roi d'or*. Son front et son nez étaient fortement bombés; ses yeux bleu clair exprimaient la franchise, et son visage conserva toujours les couleurs et la plénitude de la jeunesse. Son regard, ses traits et toute sa personne offraient la réunion bien rare d'une affabilité douce, d'une gravité et d'une majesté toutes royales [1]. »

Gustave-Adolphe avait de grandes facultés, un coup d'œil sûr et rapide; il s'exprimait avec une clarté et un charme que relevait encore la douceur de sa voix et de son geste. Il possédait une vaste mémoire, qui lui permettait de se rappeler les noms de ses généraux, de ses officiers, souvent même de simples soldats qui s'étaient distingués par des actes de bravoure : faculté précieuse, car un général qui peut appeler un soldat par son nom est sûr de son dévouement.

[1] FRYXELL, *Histoire de Gustave-Adolphe*, traduction du Puget, p. 112.

Sa piété était vive et sincère. Rarement il manquait à la prière du matin et du soir, jamais à l'office divin. Il ne souffrait chez personne le mépris des choses saintes. Il trompait d'autant plus facilement les autres sur la légitimité de ses entreprises, qu'il se trompait lui-même ; et il donnait d'autant plus libre carrière à son ambition, qu'en combattant l'Empereur et le catholicisme il pensait remplir une mission politique et religieuse. Mais, aux yeux de ses contemporains impartiaux, sa religion disparaissait sous sa politique. Voilà pourquoi Urbain VIII ne vit en lui que l'adversaire de la maison d'Autriche, et non celui de l'Église catholique. On raconte même que le Pape dit une messe à Rome pour le repos de son âme [1].

Quant à sa conduite privée, sauf une liaison de courte durée, elle fut toujours régulière, et contraste avec celle des princes protestants d'Allemagne à cette époque. Les plaisirs de la table, le jeu, l'oisiveté, lui étaient inconnus. Inaccessible à la jalousie, il sut conserver Oxenstierna comme chancelier, malgré son indépendance de caractère. Il n'aima que la gloire ; mais, pour réussir, il oublia quelquefois ses promesses, entre autres à l'égard du Palatin, et il fit de ses intérêts la règle de sa justice, comme lorsqu'il envahit la Poméranie et força l'électeur de Brandebourg à s'allier avec lui. Son rôle a été grand, son influence plus brillante toutefois que durable. Il a étonné le monde par ses victoires de Leipzig et de Lützen, par l'autorité qu'il exerça au sein de l'Empire bien qu'il ne fût que le chef d'un petit pays. Il a su aussi, non-seulement faire appel à l'opinion publique, mais la modifier dans le sens qui convenait à ses desseins. C'est pour cela qu'il fit composer et répandre en Allemagne des brochures, des ouvrages, destinés à combattre ce qu'il appelait la tyrannie de l'Empereur, et à représenter les Suédois comme des libérateurs. La plupart des hommes croient volontiers celui qui affirme et qui réussit, et l'histoire, lorsqu'elle devient impartiale, n'aboutit pas toujours à les tirer de leur erreur. Gustave-Adolphe, en empêchant le triomphe de la maison d'Autriche, a contribué à établir en Allemagne, entre les

[1] G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 665.

Richelieu écrit seulement : « Le Pape, ayant cette nouvelle, alla en l'église nationale des Allemands dire une messe basse. » (*Mémoires*, t. VII, p. 264.)

princes protestants et les princes catholiques, cette égalité que la paix de Westphalie a confirmée; enfin il a procuré à son pays la domination de la Baltique; mais cette domination a eu peu de durée, et la Suède ne conserve plus aujourd'hui de la guerre de Trente ans qu'un souvenir de gloire.

CHAPITRE IX

NÉGOCIATIONS. — CONGRÈS DE HEILBRONN. CAMPAGNE DE 1633 ; WALLENSTEIN EN SILÉSIE, BERNARD DE WEIMAR EN BAVIÈRE.

1633.

Négociations. — Les Suédois restent en Saxe, Wallenstein se renforce en Bohême : punitions et récompenses. — Le landgrave de Hesse-Darmstadt vient négocier à Leitmeritz avec l'évêque de Vienne (14 mars 1633). Wallenstein consent à un armistice et continue les négociations avec Arnim, près de Nimptsch en Silésie (7 juin 1633). Difficultés que présente la conclusion de la paix; parti ultra-catholique de Vienne; politique espagnole ; visées de Wallenstein à l'électorat palatin.

Congrès de Heilbronn. — Autorité d'Oxenstierna. — Le chancelier suédois veut continuer la guerre; il ne peut diriger ni les électeurs de Saxe et de Brandebourg, ni la France. — Propositions de Feuquières. — Oxenstierna convoque les protestants à Heilbronn pour le 10 mars 1633. — Le chancelier et Feuquières se disputent la direction de l'Allemagne : la France a de l'argent ; la Suède a des territoires. — Conduite hautaine d'Oxenstierna ; ses propositions aux protestants (19 mars). — Mort de Sigismond III, roi de Pologne (avril 1632). — Le traité de Berwalde est renouvelé entre la France et la Suède (19 avril 1633). — Une alliance est conclue entre la Suède et les cercles du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de Souabe et de Franconie (23 avril). — Alliance entre la France et ces quatre cercles (septembre). — Feuquières empêche Oxenstierna de devenir électeur de Mayence. — Question palatine. — Clôture du congrès de Heilbronn (3 mai 1633). — Feuquières essaye vainement de gagner l'électeur de Saxe, puis Wallenstein (août 1633). — Entrevue de Gelnhausen entre Arnim et Oxenstierna.

Campagne de 1633. — *Wallenstein* reprend la Silésie et la Lusace aux Suédois ; il négocie avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg.

Bernard de Weimar et Horn se réunissent pour envahir la Bavière. — Leurs troupes se révoltent à Neubourg (23-30 avril 1633). — Bernard de Weimar devient duc de Franconie (20 juillet 1633). — Les Suédois assiégent Constance et Brisach ; ils sont obligés de lever le siége. — Feria et Aldringer reprennent la haute Alsace. — *Bernard* assiége *Ratisbonne* (7 novembre), et *prend* cette place (15 novembre 1633); il marche vers l'Autriche, prend Straubing (21 novembre), et arrive près de Passau. — Wallenstein part de Görlitz (11 novembre) pour aller défendre

l'Autriche, quitte Pilsen (8 décembre), marche sur Straubing. — Bernard, craignant d'être cerné, revient à Ratisbonne. — Jean de Werth. — Wallenstein rentre en Bohême. — Schlick. — La brouille entre Wallenstein et la cour s'aggrave.

L'électeur de Saxe aurait désiré envahir la Bohême pour achever la défaite de Wallenstein ; mais le duc Bernard de Weimar s'y refusa. Il pensait que l'armée suédoise, encore inférieure en nombre à l'armée impériale, s'exposerait beaucoup trop en s'avançant dans un pays où elle ne possédait aucune place forte, et qu'il valait mieux rester sur la défensive en Saxe et continuer les conquêtes commencées en Souabe et en Bavière. Le chancelier de Suède, Oxenstierna, qui vint à Dresde au mois de décembre, fut du même avis.

Wallenstein profita du répit qu'on lui laissait, pour reconstituer son armée. Il punit d'abord ceux qui s'étaient mal conduits pendant la dernière campagne. Trois semaines après la bataille de Lützen, il fit arrêter et amener à Prague, sous bonne escorte, un certain nombre d'officiers et de soldats. Deux colonels, plusieurs autres officiers et quatre simples cavaliers, condamnés par un conseil de guerre sous la présidence de Holk pour avoir pris la fuite, furent mis à mort devant le rathhaus de l'Altstadt (21 janvier 1633). Neuf fantassins furent pendus ; vingt-huit soldats eurent leurs noms affichés à des potences et furent déclarés « indignes de boire avec un homme d'honneur ». A côté des châtiments, il y eut des récompenses : huit caporaux ou simples cavaliers furent anoblis ; plusieurs officiers reçurent de l'argent, et Holk eut pour sa part une seigneurie en Bohême.

Wallenstein s'occupa ensuite de renforcer son armée, pour pouvoir reprendre l'offensive au printemps. Mais, tout en se préparant à continuer la guerre, il était disposé à faire la paix. Déjà vieux, accablé d'infirmités, il aspirait au repos, et désirait moins accroître sa haute position que la consolider. Il fallait pour cela s'entendre avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg. Mais ces deux princes n'étaient pas d'accord : l'électeur de Saxe, moins exigeant que celui de Brandebourg sur les conditions de la paix, prétendait, si la guerre continuait, en avoir seul la direction ; il en résultait entre eux un certain refroidissement, qui rendait les négociations difficiles. Le

roi de Danemark, Christian IV, qu'inquiétaient toujours les succès de la Suède, fit des démarches en faveur de la paix, et envoya en Allemagne un agent, le comte Wartensleben, qui se rendit à Vienne et vit à son retour Wallenstein et les deux électeurs.

Le landgrave Georges de Hesse-Darmstadt offrit, de son côté, ses services à Ferdinand II. Immédiatement après la bataille de Lützen, il vint à Dresde pour nouer des négociations avec son beau-père, l'électeur de Saxe. On convint qu'une conférence aurait lieu à Leitmeritz en Bohême, entre plusieurs membres du conseil privé de l'Empereur et le landgrave qui représenterait les deux électeurs. Parti de Dresde (11 mars 1633), Georges de Hesse-Darmstadt fut reçu à la frontière de Bohême, près de Tœplitz, par quelques compagnies de Croates; plus loin, au bord de l'Elbe, par un colonel de cavalerie de l'armée du duc de Friedland, et il entra dans la petite ville de Leitmeritz au milieu de deux haies de soldats. Les plénipotentiaires impériaux, ayant à leur tête Anton Wolfrath, évêque de Vienne, l'un des confidents de Wallenstein, étaient arrivés seulement deux heures avant lui. Afin d'éviter les difficultés d'étiquette, ils firent en sorte de rencontrer le landgrave dans la rue, au moment où il y descendait pour aller leur rendre visite.

Les conférences commencèrent dans la demeure du landgrave (14 mars). Celui-ci demandait, avant tout, qu'on satisfît les Suédois en leur cédant quelques territoires comme fiefs de l'Empire; il était, en effet, impossible de conclure une paix générale sans leur consentement. Les principales conditions qu'il proposait ensuite étaient : la restitution des États du Palatin à ses héritiers; la révocation de l'édit de restitution, et la limitation de la réserve ecclésiastique aux seuls évêchés actuellement catholiques; l'égalité des deux religions dans la chambre de justice; enfin, pour la Bohême, la liberté du luthéranisme et le rétablissement du droit d'élire le Roi.

Les plénipotentiaires autrichiens se montraient assez disposés à indemniser la Suède, à restituer une partie du Palatinat, à admettre l'égalité des deux confessions dans les tribunaux de l'Empire, à laisser à leurs possesseurs actuels les biens ecclésiastiques situés dans les pays protestants. Mais ils en exceptaient les évêchés, et cela, parce que l'Empereur réservait encore à

son fils, l'archiduc Léopold-Guillaume, ceux d'Halbertstadt et de Magdebourg, et ils repoussaient toute immixtion des princes de l'Empire dans les affaires de la Bohême. Les deux partis étaient donc encore loin de s'entendre. On résolut cependant de convoquer un congrès, soit à Breslau, soit à Prague, pour continuer les négociations. Mais il fallait auparavant conclure un armistice, et l'on ne pouvait le faire sans le consentement du généralissime.

Wallenstein désirait la paix, mais il voulait en dicter les conditions. Consentirait-il à signer un armistice? L'une de ses maximes favorites était qu'il fallait faire croire à une chose et en faire une autre. Il partit en conséquence de son quartier général de Königgrätz, occupa Nimptsch en Silésie (29 mai 1633), s'établit près de là dans une forte position, rangea son armée en bataille dans la plaine[1]; puis, au moment où ses adversaires s'attendaient à être attaqués, il offrit de négocier (7 juin). Une première entrevue eut lieu à égale distance des deux camps, entre Wallenstein et Arnim qui commandait alors en chef l'armée protestante[2].

Les deux généraux y assistèrent seuls. Arnim, craignant d'être soupçonné par ses alliés, ne voulut rien conclure ce jour-là, et se fit accompagner aux entrevues suivantes par quelques officiers suédois et brandebourgeois. Un armistice de quatorze jours fut signé; les officiers des deux armées en profitèrent pour fraterniser, et ceux de l'armée protestante furent pendant ce temps les hôtes du duc de Friedland. Au bout des quatorze jours, les hostilités demeurèrent encore suspendues, et le 22 août, l'armistice fut renouvelé pour quatre semaines.

Wallenstein continua avec Arnim les négociations commencées à Leitmeritz avec le landgrave de Hesse-Darmstadt, et offrit de confirmer les concessions déjà faites par les conseillers de l'Empereur; mais on ne put pas se mettre d'accord sur l'époque à laquelle il fallait faire remonter les restitutions. Wallenstein voulait, en effet, rétablir l'Empire dans l'état où il se trouvait en 1622, afin de maintenir la réforme catholique introduite en Bohême après la bataille de la Montagne-Blanche, tandis qu'Ar-

[1] Au sud-est de Schweidnitz, probablement entre cette ville et Nimptsch.

[2] Elle se composait de Saxons, de Brandebourgeois et de Suédois.

nim réclamait la date de 1618, précisément pour anéantir les conséquences de cette bataille. Il y avait une autre difficulté : c'était l'opposition du parti ultra-catholique de Vienne, dirigé par le nonce du Pape, Rocci, et par les jésuites. Ce parti refusait de faire des concessions, et soutenait que l'Empereur ne pouvait pas traiter avec des hérétiques.

Contrecarré par ses adversaires de la cour, Wallenstein vit en outre sa position ainsi que sa politique de paix menacées par l'Espagne. Sous l'inspiration de son ministre Olivarès, Philippe IV avait choisi, pour remplacer sa tante l'infante Isabelle dans le gouvernement des Pays-Bas, le plus jeune de ses frères, le cardinal infant don Fernando ; et, sans même en prévenir l'Empereur, il avait ordonné au duc de Feria, gouverneur de Milan, de conduire en Alsace une armée de vingt mille fantassins et quatre mille cavaliers. Cette armée devait frayer le chemin des Pays-Bas au cardinal infant, et lui permettre de donner une impulsion nouvelle à la guerre contre la Hollande et contre la France. Ce passage d'une armée espagnole en Allemagne était contraire aux engagements pris avec Wallenstein, car on lui avait promis de ne laisser, dans toute l'étendue de l'Empire, aucune troupe en dehors de lui; mais les Espagnols espéraient qu'ayant de grandes obligations envers eux, il se désisterait de ses droits en faveur de leurs généraux. Wallenstein s'y refusa : il ne voulait partager avec personne une autorité qu'il n'avait reprise que pour imposer à tous une paix conforme à ses idées. Or sa politique, spécialement à l'égard de la France, différait de celle de l'Espagne. Il ne voulait pas, en effet, brouiller l'Empire avec la France, parce qu'une semblable rupture aurait encore accru les difficultés de la paix. Or permettre le passage de l'armée espagnole, c'était rompre avec la France.

Il y avait d'autres difficultés. Wallenstein désirait obtenir, comme équivalent du Mecklenbourg auquel il avait renoncé, la possession immédiate du bas Palatinat, et, après la mort de Maximilien de Bavière, la dignité électorale palatine. Il se flattait d'être accepté des deux partis : des protestants, qui craignaient que l'électorat restât à la Bavière, la plus zélée des maisons catholiques de l'Allemagne, et des catholiques, qui tenaient avant tout à ce que cette importante dignité ne fût pas rendue à une

famille calviniste. Sur ce point, le duc de Friedland avait encore des vues opposées à celles de l'Espagne, car cette puissance songeait toujours à s'établir elle-même dans le bas Palatinat. Wallenstein, pour ménager l'Espagne, finit cependant par consentir à ce que Feria vînt en Alsace; mais ce ne fut que sur l'assurance formelle que le général espagnol se soumettrait à ses ordres[1].

Pendant que le duc de Friedland négociait avec Arnim pour rétablir la paix, Oxenstierna réunissait les protestants à Heilbronn pour les décider à continuer la guerre. Après la mort de Gustave-Adolphe, tout le poids des affaires était retombé sur le chancelier. Le reichsrath suédois non-seulement le maintint dans sa haute position, mais le nomma plénipotentiaire auprès de l'Empire, avec la même autorité que le Roi lui-même, c'est-à-dire avec des pouvoirs illimités en matière politique et militaire. Mais il devait éprouver dans l'exercice de cette autorité de plus grandes difficultés que le Roi, à cause de l'infériorité de sa position personnelle. Les princes d'Allemagne ne se soumettaient pas volontiers à un simple gentilhomme suédois.

Pendant la dernière campagne de Gustave-Adolphe, Oxenstierna avait convoqué les protestants à Ulm, dans l'espoir de les amener à conclure une nouvelle alliance avec la Suède. Le chancelier désirait vivement que les électeurs de Saxe et de Brandebourg, les deux plus puissants princes protestants d'Allemagne, s'y fissent représenter, afin d'entraîner les autres. Ce fut pour les y décider qu'il se rendit à Dresde. Il y fit une entrée presque royale; l'électeur de Saxe le reçut avec solennité, le logea dans son château, mais refusa, selon son habitude, de prendre aucun engagement. Le sentiment de sa dignité personnelle et de ses devoirs comme prince de l'Empire lui faisait supporter avec peine la domination suédoise. Le chancelier ne fut pas plus heureux auprès de l'électeur de Brandebourg. Celui-ci était cependant le beau-frère de Gustave-Adolphe; mais il ne voulait pas plus que l'électeur de Saxe se soumettre à la domination suédoise.

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 273 à 299; HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. III, p. 598, t. IV, p. 64; *Mercure français*, t. XIX, p. 323, 342, 386.

La France n'était pas mieux disposée. Richelieu avait vu avec déplaisir les Suédois occuper les pays de la rive gauche du Rhin, dont il désirait lui-même s'emparer afin de donner à la France ses frontières naturelles. Le Cardinal persistait à soutenir la Suède, sans rompre ouvertement avec l'Autriche, car il avait assez à faire ailleurs. La mort de Gustave-Adolphe le débarrassait d'un voisin incommode et d'un allié peu docile. Il espérait qu'Oxenstierna se laisserait diriger plus facilement que le Roi, mais il craignait en même temps que les Suédois et les protestants ne devinssent plus tièdes dans leur lutte contre la maison de Habsbourg. Ce fut pour les exciter qu'il envoya en Allemagne une foule d'agents, chargés d'y semer la défiance envers l'Autriche et l'Espagne, de gagner l'électeur de Bavière en lui offrant la couronne impériale, et de présenter partout le roi de France comme le seul souverain capable de défendre les intérêts et la liberté des membres de l'Empire.

Le principal de ces agents fut le gouverneur de Verdun, Manassès de Pas, marquis de Feuquières, cousin du célèbre père Joseph. Arrivé à Würtzbourg (5 mai 1633), il y vit Oxenstierna, et lui proposa de mettre l'électeur de Saxe à la tête des protestants, et de marier le fils de Louis XIII avec l'héritière de Suède. Le chancelier n'eut pas de peine à lui faire abandonner l'idée de mettre l'électeur de Saxe à la tête des protestants : Jean-Georges manquait de volonté, n'aspirait qu'à la paix, et se trouvait complétement sous l'influence de son gendre, le landgrave de Hesse-Darmstadt. Quant à la proposition de mariage, il l'écarta prudemment, car une semblable union ne tendait qu'à placer la Suède sous la domination de la France. Feuquières dit aussi quelques mots des prétentions de la France sur la rive gauche du Rhin ; mais Oxenstierna n'y fit aucune réponse.

Comme la ville d'Ulm, où devaient se réunir les protestants, se trouvait alors menacée par l'armée impériale, le chancelier suédois convoqua ses alliés à Heilbronn pour le 10 mars 1633. Il y arriva le 15 ; Feuquières l'avait précédé de deux jours. Les ambassadeurs d'Angleterre, de Hollande, de Saxe, s'y rendirent également ; l'électeur de Brandebourg ne prit aucune part aux négociations. L'ambassadeur anglais présida l'assemblée, comme représentant les enfants du Palatin, dont le roi d'Angleterre, Charles Ier, était l'oncle et le tuteur.

La question la plus importante était celle de savoir si l'on continuerait la guerre. La Hollande, qui avait intérêt à occuper l'Empereur en Allemagne afin qu'il ne pût pas secourir l'Espagne, demandait la guerre. La Saxe, au contraire, conseillait la paix et rappelait aux membres de l'Empire leurs devoirs envers l'Empereur. L'électeur au surplus pensait gagner davantage à la paix qu'à la guerre, car l'Empereur seul pouvait consolider sa possession de biens ecclésiastiques. Quant à la France, elle demandait, comme la Hollande, la continuation d'une guerre qui, sans lui imposer de grands sacrifices, épuisait l'Autriche. C'est pour cela que Richelieu offrait de renouveler avec la Suède le traité de Berwalde et de s'allier avec les princes allemands; et comme il espérait toujours parvenir à séparer de l'Empereur l'électeur de Bavière, il priait les Suédois de ne pas irriter Maximilien, de l'épargner, et de faire sortir leurs troupes de ses États.

La continuation de la guerre soulevait une autre question : celle de savoir qui aurait le commandement. La rivalité qui existait entre la France et la Suède pour la direction générale n'avait pas cessé avec la mort du Roi. L'Angleterre et la Hollande préféraient la direction de la Suède, parce que cette puissance était protestante, et que, se trouvant plus éloignée d'elles que la France, son autorité se ferait moins sentir et soulèverait moins de conflits. Les princes allemands hésitaient entre la France et la Suède. Oxenstierna s'efforçait de les gagner et de les maintenir sous sa dépendance; il aurait même voulu qu'ils ne s'alliassent avec la France qu'indirectement et par son intermédiaire; mais Feuquières disposait d'un moyen d'influence qu'aucune puissance européenne ne possédait alors au même degré : l'argent. Il écrivait à Louis XIII : « Notre argent vaincra l'Autriche; princes, comtes, villes, c'est à qui tendra la main. Ils aiment tant le son de nos pièces d'or, qu'il ne dépend que du Roi de placer son argent à un bon taux. » Nürenberg même, la ville la plus riche de l'Allemagne, lui en demandait. L'électeur de Saxe ne fit pas difficulté de recevoir cent mille thalers; le prédicateur de la cour de Dresde, Hoe de Hoenegg, accepta aussi de l'argent. On donnait des chaînes d'or et des joyaux aux conseillers influents, et des épés d'or aux généraux. Deux conseillers de Strasbourg se plaignirent, l'année suivante, d'avoir été oubliés dans la distribution des chaînes; le duc Guillaume de Weimar sollicitait un secours pour sa femme et

pour son fils. La France payait partout des pensions, et celles-ci n'étaient pas sans importance : le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel en recevait une de douze mille thalers. A sa cour on parlait français, on s'habillait à la française ; aussi n'est-on pas étonné de le voir passer l'année suivante au service de Louis XIII. Le palatin de Birkenfeld harcelait l'ambassadeur français pour avoir aussi une pension. Cette vénalité n'était pas faite pour inspirer à Feuquières un grand respect pour les princes allemands. Il les trouve médiocres, et fait même de l'électeur de Saxe un portrait rebutant ; il ne reconnaissait de l'intelligence qu'à son gendre, le landgrave de Hesse-Darmstadt. Ce fut avec des pensions et des présents, que le roi de France finit par acquérir, sur beaucoup de princes de l'Empire, une influence plus considérable que celle qu'avaient jamais exercée les empereurs ; plusieurs de ces princes auraient même désiré élire roi des Romains un souverain si riche et si généreux.

Si la Suède manquait d'argent, elle possédait des territoires, surtout des biens ecclésiastiques ; et ses alliés, les princes allemands, ne se faisaient pas faute d'en demander. Oxenstierna attribua à l'administrateur du Würtemberg tous les biens ecclésiastiques de ce duché et la ville de Constance ; il promit au duc Guillaume de Weimar l'évêché de Bamberg ; au duc Bernard de Weimar, le duché de Franconie. Le landgrave de Hesse-Cassel, non content de l'abbaye de Hersfeld, dont ses ancêtres s'étaient emparés, et de l'abbaye de Fulda, que Gustave-Adolphe lui avait abandonnée, réclamait encore le pays de l'Eichsfeld, qui dépendait de Mayence, et, outre l'évêché de Paderborn, tous les biens ecclésiastiques de la Westphalie. « Aucun prince, dit l'historien suédois Martin Chemnitz, aucun officier ou fonctionnaire, qui ne désire un bailliage, une abbaye, un couvent, une seigneurie. Plus un personnage a d'importance, plus il a d'ambition ; tous se fondent sur des promesses du Roi ; tout ce que la Suède conquiert est pris par ses alliés ; il lui reste à peine l'électorat de Mayence. »

Les Suédois cependant ne s'oubliaient pas ; ainsi Oxenstierna donna l'évêché d'Osnabrück, comme principauté héréditaire, au bâtard de Gustave-Adolphe, Gustave Gustavson, malgré l'opposition du chapitre et du conseil de cette ville. Le serment de fidélité fut exigé des habitants (7 février 1634) ; on attribua aux luthériens les églises et les écoles, et Osnabrück, par application du principe

Cujus regio ejus religio, dut changer de religion en changeant de maître.

Les princes allemands se trouvaient donc attirés, tantôt par l'argent de la France, tantôt par les territoires dont disposait la Suède. A Heilbronn, Oxenstierna se posa en maître absolu de l'Allemagne, et traita avec hauteur les princes qui y étaient venus en personne. Feuquières dit de lui que son orgueil l'emportait sur son jugement, et que sa présomption allait quelquefois jusqu'à la grossièreté. Un jour, en présence du duc Guillaume de Weimar, il traita les Allemands de lâches. « La lâcheté allemande, lui répondit le duc, en haussant les épaules, a plus fait cependant que tous les Finlandais réunis. » L'orgueil d'Oxenstierna rendait avec lui les rapports difficiles; les princes allemands supportaient avec peine son autorité. La donation de la Franconie ne put lui gagner Bernard de Weimar; celui-ci passa plus tard au service de la France. Kniphausen, qui avait beaucoup contribué à la victoire de Lützen, quitta un instant le service de la Suède à cause d'Oxenstierna, et ne consentit à y rentrer que grâce à l'argent français.

Le 19 mars 1633, à Heilbronn, le chancelier de Suède fit venir les princes et les ambassadeurs dans la salle des banquets de la maison de l'ordre Teutonique, où il avait établi sa demeure. Sous prétexte d'éviter des querelles de préséance entre eux, ils durent tous écouter debout ce qu'il plut à ce gentilhomme suédois de leur communiquer. Oxenstierna ne leur parla même pas en personne. Comme c'était la coutume pour les empereurs dans les diètes, il leur fit lire ses propositions par un secrétaire. Elles comprenaient six points : 1° Conclusion d'une alliance de tous les princes avec la Suède, alliance qui durerait jusqu'à ce que les électeurs évangéliques eussent été rétablis et que la Suède eût obtenu une indemnité convenable. 2° Ne fallait-il pas déclarer que l'Empereur avait violé sa capitulation d'élection, et le traiter, ainsi que la Ligue, en ennemi, jusqu'à ce que la Suède et ses alliés eussent obtenu satisfaction? 3° Quel nombre de soldats devait-on mettre en campagne, et comment les nourrir? 4° Établissement d'un directoire de guerre. 5° Comment introduire une meilleure discipline dans l'armée? comment rétablir la paix et développer le commerce? 6° Par qui la Suède serait-elle défendue si elle était attaquée? Le chancelier demandait qu'on levât quarante-quatre régiments d'in-

fanterie, chacun de mille hommes, deux cent seize compagnies de cavalerie, plus douze régiments pour les garnisons. Les frais de cette armée se seraient élevés par an à environ quinze millions de florins.

Ces propositions furent examinées comme l'étaient celles de l'Empereur dans les diètes, et l'on y fit une réponse par écrit; mais cette réponse ne fut donnée qu'au bout de neuf jours, et Oxenstierna s'irrita d'un si long délai. « Neuf jours, s'écria-t-il, pour s'occuper du point capital, de la levée d'une nouvelle armée! Si l'on continue de la sorte, les années s'écouleront avant qu'on ait rien fait. » L'assemblée dut ensuite, contrairement à l'usage, délibérer de vive voix. Lorsqu'on lut une déclaration relative à la conclusion d'une alliance avec la Suède, Oxenstierna la trouva équivoque et morigéna encore à ce sujet les membres de l'assemblée : « S'il avait affaire à de simples particuliers, ajouta-t-il, il parlerait tout autrement. » Les États s'étant engagés à « procurer à la Suède une indemnité suffisante pour lui témoigner leur reconnaissance », le chancelier trouva ces expressions ambiguës.

Sur leur refus de déclarer l'Empereur ennemi de l'Empire, Oxenstierna leur dit qu'il ne comprenait pas qu'ayant traité Ferdinand II de tyran au congrès de Leipzig, ils pussent refuser maintenant de voir en lui un ennemi. Sur la question de la direction de la guerre, il s'irrita qu'on voulût, tout en la lui confiant, lui imposer un contrôle. Quand on reprochait à la Suède la conduite de ses soldats, il répondait que les États ne faisaient rien pour eux. Enfin, il se plaignait constamment de la lenteur des délibérations; « l'ennemi était proche et n'attendrait pas la fin de leurs discours. »

Feuquières employait cependant toute son influence au profit du chancelier. Il recommandait aux princes allemands d'accroître l'armée, de se défier des propositions de l'Autriche, et de ne pas perdre un temps précieux à délibérer si longuement. Mais il n'était pas facile d'obtenir des décisions rapides et précises de princes qui ne songeaient qu'à leur intérêt, et qui croyaient le trouver tantôt du côté de la Suède, tantôt du côté de l'Empereur.

Le chancelier tenait d'autant plus à continuer la guerre, qu'il avait pour cela, depuis peu, un motif nouveau, et spécial à la Suède. En effet, Sigismond III, roi de Pologne, l'ancien rival de

Gustave-Adolphe, était mort au mois d'avril 1632 [1], ayant conservé jusqu'à la fin le titre de roi de Suède. Son fils Ladislas, élu après lui roi de Pologne, prit, même avant son élection, ce titre de roi de Suède, qu'il prétendait lui appartenir par droit d'hérédité. Or Ladislas était, par sa mère, neveu de l'empereur Ferdinand II, et celui-ci aurait pu soutenir ses prétentions comme il avait déjà soutenu celles de son père. En continuant la guerre contre l'Autriche, le chancelier se proposait donc, non-seulement de conserver les conquêtes des Suédois, mais encore d'occuper l'Empereur en Allemagne et de l'empêcher d'aider Ladislas à disputer le trône à Christine, l'héritière de Gustave-Adolphe.

Pendant que les princes protestants perdaient leur temps à Heilbronn, la France et la Suède resserraient leur alliance. Le traité de Berwalde fut d'abord renouvelé le 19 avril 1633 [2]. La France s'engageait à payer un subside annuel d'un million de livres, et la Suède, à lever une armée de trente mille fantassins et six mille cavaliers. Tous les gouvernements de l'Allemagne et de l'étranger pourraient accéder à cette alliance, qui devait durer jusqu'au rétablissement de la paix. Les princes allemands finirent aussi par se laisser gagner, et, le 23 avril, une alliance fut conclue entre la Suède et les cercles de Souabe, de Franconie, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Elle devait durer jusqu'au rétablissement des États protestants, de la liberté de l'Allemagne et des lois de l'Empire. Aucun allié ne pouvait rester neutre ni traiter séparément avec l'ennemi, et tous devaient aider la Suède à obtenir une juste satisfaction. On convint d'adjoindre au chancelier un conseil, avec lequel il délibérerait sur les affaires importantes; dans celles de la guerre, cependant, il aurait le dernier mot. Ce traité, grâce à l'ambassadeur français, reconnaissait les droits des catholiques. Les ecclésiastiques qui demeureraient tranquilles ne devaient être inquiétés ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens. Feuquières intervint même plus tard (fin juillet) en faveur des jésuites, des capucins et des cisterciens, qui avaient été expulsés de diverses villes.

Feuquières, de son côté, parvint à conclure une alliance (9 sep-

[1] Après un règne de quarante-cinq ans.

[2] Ce traité devait primitivement durer jusqu'au 1er mars 1636 (voir ci-dessus p. 62).

tembre avec les quatre cercles déjà unis à la Suède [1] ; mais ce ne fut pas sans difficulté, car il rencontra sur ce point l'opposition d'Oxenstierna et de l'ambassadeur anglais, qui tous les deux redoutaient l'influence de la France en Allemagne. Il remporta encore un plus grand succès, en empêchant Oxenstierna de devenir électeur de Mayence. Le chancelier, se fondant sur une promesse de Gustave-Adolphe et sur le consentement présumé des Allemands, prétendait acquérir, avec l'archevêché de Mayence et l'évêché de Worms, la dignité électorale et l'archichancellerie de l'Empire. Les négociations ouvertes pour atteindre ce but étaient en bonne voie, lorsque l'ambassadeur français, qui convoitait pour son maître l'Alsace et la rive gauche du Rhin, empêcha la cession de Mayence à Oxenstierna. Il objecta que cette cession rendrait plus difficile le rétablissement de la paix générale. « Si vous y consentiez, dit-il aux princes allemands, toutes les puissances catholiques se tourneraient contre vous, et mon maître ne pourrait plus vous soutenir, car la conscience et l'honneur ne lui permettent pas de laisser détruire le premier électorat ecclésiastique. »

La question palatine ne pouvait pas ne pas être traitée à Heilbronn. Le chancelier promit à l'ambassadeur anglais de faire restituer aux enfants du Palatin les États et la dignité électorale de leur père, à la condition qu'ils payeraient une indemnité à la Suède et lui céderaient Mannheim.

La Saxe, le Brandebourg, la Suisse, Venise, furent invités à accéder à l'union de Heilbronn. La Hollande, sans y entrer, offrit des subsides pour la continuation de la guerre, et promit de faire une diversion en Allemagne dès qu'elle aurait signé la paix avec l'Espagne. Des copies du traité franco-suédois furent également envoyées au roi de Danemark, au duc de Savoie et au duc de Mantoue.

Le congrès de Heilbronn fut clos le 3 mai [2]. Oxenstierna devait donner un banquet ce jour-là, mais la nouvelle d'une révolte des troupes de Bernard et de Horn l'en empêcha [3].

[1] A Francfort-sur-le-Main (*Mercure français*, t. XIX, p. 500).

[2] Le congrès de Heilbronn fut suivi de deux autres : à Heidelberg (fin mai), et à Francfort-sur-le-Main (du 9 août au 23 septembre 1633) (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 76).

[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 3, 41, 174, 182 ; *Mercure français*, t. XIX, p. 460.

Relation du voyage de Feuquières en Allemagne (AUBERY, *Mémoires pour*

Après le congrès de Heilbronn, Feuquières se rendit à Dresde pour gagner l'électeur de Saxe à la nouvelle alliance franco-suédoise. Il échoua ; mais, avec cette souplesse merveilleuse qui fait les bons diplomates, il se retourna aussitôt d'un autre côté, et essaya de gagner un allié plus important encore que l'électeur de Saxe, en la personne du généralissime autrichien lui-même, le duc de Friedland.

C'était surtout à Dresde que résidaient les exilés de Bohême ; ils s'y groupaient autour d'un seigneur qui était parvenu à sauver à temps ses richesses, et qui pouvait être considéré comme leur chef, le comte Kinsky, beau-frère de Terzka, l'un des confidents de Wallenstein. Feuquières entra en relation avec eux. Kinsky pensa que le duc de Friedland pourrait bien, s'il était soutenu par la France, se déclarer contre l'Empereur et obtenir la couronne de Bohême ; et plusieurs autres faiseurs de projets ne parlèrent de rien moins que d'élire Wallenstein roi des Romains, et Louis XIII empereur. Quoi qu'il en soit, Feuquières et Kinsky rédigèrent, ou plutôt Kinsky écrivit, sous la dictée de Feuquières, un mémoire adressé à Wallenstein, dans lequel, après avoir fait observer au généralissime qu'il pourrait être encore une fois victime de la versatilité de l'Empereur, on lui proposait d'entrer dans l'union de Heilbronn, en lui offrant, pour prix de son concours, la couronne de Bohême [1].

Wallenstein ne répondit rien à cette invitation, et Feuquières regarda ce silence comme un refus. Il est certain cependant que le général s'entretint avec les Suédois, sinon de ce même projet, du moins d'un projet analogue. Au mois de mai 1633, dans des communications secrètes qu'il eut avec Oxenstierna, il lui assura qu'il n'avait repris le commandement que pour rendre la liberté à la Bohême, sa patrie, et y rappeler les bannis. Ceux-ci, de leur côté, ne pensaient pouvoir retourner dans leurs foyers que si l'on rendait à la diète le droit d'élire le Roi, et les Suédois étaient favorables à l'élection de Wallenstein au trône de Bohême, parce qu'il aurait été pour eux un allié contre la Pologne.

l'histoire du cardinal de Richelieu, t. I, p. 381); Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges vom Tode Gustav Adolfs ab*, t. I, p. 59, 119 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VII, p. 277, 336.

[1] Relation du voyage de Feuquières (Aubery, *Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 399) ; Richelieu, *Mémoires*, t. VII, p. 345.

Terzka attribua les hésitations du général aux astres, qui lui auraient annoncé que le moment de sa grandeur n'était pas encore venu ; mais la conduite de Wallenstein s'explique aisément sans cela. Il pensait en effet que, si le droit d'élire ses rois était rendu à la Bohême, les bannis, soutenus par les Suédois, pourraient bien lui préférer un protestant ; il perdrait, dans ce cas, sa haute position sans en obtenir une autre. Si, au contraire, il était élu par eux, il aurait beaucoup de peine à les satisfaire, et devrait commencer par leur restituer les biens confisqués, dont il possédait lui-même une partie. Il valait donc mieux pour lui acquérir l'électorat palatin, obtenir moins peut-être, mais d'une manière plus sûre. Il ne voulut pourtant pas repousser définitivement les propositions des bannis, car il pouvait un jour avoir besoin d'eux. Il se contenta, pour le moment, de ne pas les accepter, et prévint la cour de Vienne que l'ennemi lui avait offert les plus hautes dignités, mais que sa fidélité restait entière. En attendant il renvoyait les officiers dont il n'était pas sûr, afin d'avoir de plus en plus son armée dans la main.

L'armistice conclu entre Wallenstein et Arnim avait été renouvelé le 22 août pour quatre semaines, pendant lesquelles les Impériaux restèrent immobiles dans leur camp de Nimptsch en Silésie. Les négociations continuèrent ; on présenta plusieurs projets. Il fut question d'offrir la couronne de Suède à Oxenstierna ; les Suédois se seraient contentés d'argent pour payer leurs troupes, et n'auraient pas exigé de territoires. L'Empereur abandonnerait à la Saxe les évêchés de Magdebourg et d'Halberstadt, mais lui reprendrait la Lusace. Arnim et Thurn seraient élevés au rang de princes de l'Empire et recevraient de riches dotations ; Wallenstein donnerait des terres à ses officiers, et prendrait pour lui le margraviat de Bade-Durlach, le Würtemberg et le bas Palatinat, où il remplacerait les Espagnols.

Il restait à arrêter définitivement toutes ces conditions et à les imposer, soit à la Suède, soit à l'Empereur. Arnim se mit en route pour les communiquer à Oxenstierna. Le chancelier de Suède résidait en ce moment à Francfort-sur-le-Main, où, entouré de princes allemands et de nombreux ambassadeurs, il tenait une sorte de cour. Il vint à la rencontre du général saxon, pour l'entretenir sans témoins et pouvoir mieux assurer le secret des négociations. L'entrevue eut lieu à Geln-

hausen[1] (12 septembre 1633). Arnim exposa le projet de paix, et l'intention dans laquelle était Wallenstein de l'imposer par la force à la cour de Vienne. Seulement le duc de Friedland, n'étant pas complétement sûr de tous ses officiers, demandait qu'on lui envoyât quelques régiments suédois, afin qu'il pût réprimer toute tentative d'opposition.

Oxenstierna écouta avec un calme imperturbable, avec une circonspection pénétrante et soupçonneuse, les ouvertures d'Arnim; il n'y ajouta aucune foi. Plus le plan semblait brillant, moins il se laissait séduire : il le trouvait trop avantageux au parti protestant pour être sérieux, et d'ailleurs Arnim lui-même ne pouvait pas affirmer qu'il crût entièrement à la sincérité de Wallenstein. Le prudent chancelier promit seulement d'aider le général dès que celui-ci aurait commencé l'exécution du plan proposé.

Wallenstein était-il alors vraiment décidé à s'allier avec la Suède pour imposer la paix à l'Empereur? Il est impossible de le dire ; et, dans tous les cas, après l'entrevue de Gelnhausen et la froideur avec laquelle Oxenstierna avait accueilli ses avances, il dut y renoncer. Dans une conférence qu'il eut un soir avec Arnim, après son retour, il s'entretint encore avec lui de tout ce qui pourrait se faire; puis, le lendemain, changeant complétement de politique, il déclara qu'une paix durable était impossible, tant qu'on n'aurait pas chassé les étrangers du sol de l'Empire, et qu'il fallait, avant tout, que la Saxe et le Brandebourg s'alliassent avec lui contre les Suédois.

La guerre allait donc recommencer. Elle eut lieu en 1633, d'un côté, en Silésie et en Saxe, entre Wallenstein et Arnim, ce dernier soutenu par les Brandebourgeois[2] et par un corps d'armée suédois que commandait Thurn ; de l'autre côté, en Souabe, c'est-à-dire dans les pays du haut Rhin et du haut Danube, entre les Suédois, commandés par Bernard de Weimar et par Horn, et les Bavarois, commandés par Aldringer. Les Suédois gardèrent la défensive en Silésie; ils prirent l'offensive en Souabe[3].

[1] A l'est de Hanau.

[2] Les Brandebourgeois étaient commandés par Borgsdorf.

[3] Holk, lieutenant de Wallenstein, après avoir ravagé la Saxe et pillé Leipzig, mourut le 9 septembre 1633 (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 103 et suiv.).

Arnim se replia sur la Saxe afin de défendre l'électorat, et les Suédois, restés en Silésie sous le commandement du vieux comte Mathias de Thurn, se retranchèrent dans un camp près de Steinau sur la rive gauche de l'Oder, au nord-ouest de Breslau. L'intention de Thurn était, pendant que les Impériaux combattraient Arnim, de s'établir solidement dans le bassin de l'Oder, et de pénétrer ensuite en Bohême. Mais Wallenstein ménageait toujours les Saxons, dans l'espoir de les gagner. Au lieu de tourner toutes ses forces contre eux, il se contenta de les faire suivre par les Croates qui formaient sa cavalerie légère, et, avec le gros de ses troupes, il se dirigea à marches forcées de Nimptsch vers Steinau. Les Suédois n'avaient pas eu le temps de se fortifier, lorsqu'il parut devant leur camp; il les fit aussitôt canonner par sa puissante artillerie. Surpris par cette attaque inopinée, très-inférieurs en nombre et ne pouvant compter sur aucun secours, ils jugèrent la résistance impossible et capitulèrent (13 octobre 1633). La plupart des simples soldats s'enrôlèrent immédiatement dans l'armée impériale; quant aux officiers[1], le duc de Friedland crut pouvoir les retenir malgré la capitulation, jusqu'à ce qu'il eût repris toutes les places de la Silésie. Il s'empara ensuite de Liegnitz, puis de Glogau. Il menaça la garnison de cette dernière ville de faire pendre devant les murs un de ses colonels tombé au pouvoir des Impériaux, si elle tirait une seule fois sur ses troupes; la place n'aurait pu d'ailleurs se défendre : la garnison capitula.

Des coups si prompts, si imprévus, venant d'un général qu'on s'attendait à voir trahir l'Empereur, firent une grande impression dans tout le nord de l'Allemagne. Le légat suédois en Poméranie, Sten Bielke, le voyant s'avancer, craignit de perdre ses communications avec la Baltique et résolut de lui barrer le passage de la Wartha en fortifiant Landsberg. Mais les Impériaux, après s'être emparés sans peine de Francfort-sur-l'Oder, passèrent la Wartha ailleurs qu'à Landsberg, grâce à la connivence des Polonais. Les Suédois, menacés de plus en plus dans leur ligne de retraite, évacuèrent Landsberg avant d'avoir essuyé un seul coup de canon, et abandonnèrent de nouveau le Brandebourg et la Poméranie aux incursions des Croates. Pendant qu'il faisait

[1] Thurn était au nombre des prisonniers.

poursuivre les Suédois par ses généraux, Wallenstein entrait en Lusace et y prenait Görlitz et Bautzen. La première de ces places fut enlevée d'assaut ; la seconde se rendit pour ne pas éprouver le même sort. En peu de jours Wallenstein avait obtenu les plus brillants résultats : il avait rendu à l'Autriche la Silésie et la Lusace, et menaçait les bords de la mer Baltique. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg, terrifiés, se trouvaient à sa merci.

Après les succès qu'il venait de remporter, Wallenstein était plus puissant que jamais : il pouvait compter sur l'absolu dévouement de son armée, et semblait n'avoir plus rien à craindre du parti ultra-catholique de Vienne. Mais au moment où il eût pu accabler les électeurs de Saxe et de Brandebourg, il s'arrêta, et, sans se laisser éblouir par la fortune, leur offrit la paix aux mêmes conditions qu'avant la campagne. Il persistait à vouloir expulser les Suédois de l'Allemagne et à imposer la paix à l'Empereur, et il invitait pour cela les deux électeurs à joindre leurs troupes aux siennes. C'était leur demander de se mettre encore plus à sa merci ; et comme le généralissime pouvait avoir l'intention de revenir à son ancien projet, de placer tous les électeurs sous le joug de la maison d'Autriche, ils hésitaient. Les négociations se renouèrent toutefois à son quartier général de Görlitz [1].

Pendant que Wallenstein réoccupait la Silésie et la Lusace, et enlevait aux Suédois le bassin supérieur de l'Oder, la Bavière était envahie, et l'archiduché d'Autriche menacé du côté du Danube. Après la bataille de Lützen, Oxenstierna avait envoyé le duc Bernard en Franconie pour surveiller l'électeur Maximilien. Au printemps de l'année 1633, Bernard et Horn se réunirent pour envahir la Bavière [2]. Ils passèrent le Lech près d'Augsbourg (9 avril) avec vingt-quatre mille hommes et cinquante-six canons. Aldringer se replia devant eux pour couvrir Munich. Bernard occupa Neubourg et s'y installa au château du Palatin (23 avril). Ce fut là que ses troupes se révoltèrent.

Les armées suédoises étaient encore considérables, mais elles ne comptaient plus qu'un très-petit nombre de Suédois. Deux années de guerre les avaient fait disparaître pour la plupart, et la Suède,

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 302, 309, 316, 324.
[2] Les généraux de Bernard avaient repris Bamberg le 9 février 1633 (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 59).

pays médiocrement peuplé, se trouvait dans l'impossibilité de réparer elle-même ses pertes. C'était surtout aux princes allemands et à leurs troupes que Gustave-Adolphe avait dû ses victoires en Allemagne. Il avait promis aux soldats une solde régulière, et aux officiers de riches présents ou des terres. Les soldats se plaignaient alors avec raison de ce que les contributions des pays conquis et les impôts des alliés servaient, non pas à leur payer la solde, mais à enrichir le chancelier, les commissaires, les présidents, les résidents, c'est-à-dire toujours des Suédois. Le bruit qui courut qu'à Heilbronn on parlait de rétablir parmi eux la discipline, accrut leur mécontentement. Oxenstierna, disaient-ils, donnait les pays conquis à des gens qui s'étaient d'abord cachés et n'avaient embrassé le parti évangélique qu'après les victoires du Roi; et, pendant que les soldats versaient leur sang et souffraient du froid, de la chaleur et de la faim, on distribuait à d'autres le prix de leurs services.

Ces plaintes ne se bornèrent pas aux rangs inférieurs de l'armée. Le 30 avril, les colonels et les officiers, comme les soldats, s'engagèrent, les uns envers les autres, à ne plus combattre avant de savoir au service de qui ils étaient, pour qui ils avaient fait des conquêtes, et quand ils seraient payés : ils ne voulaient pas vivre plus longtemps de pillage. Ils envoyèrent une lettre, contenant cette décision, à Bernard et à Horn, en les priant de la faire parvenir au chancelier, et ils menacèrent, si on ne leur donnait pas une réponse satisfaisante dans un délai de quatre semaines, de ne pas marcher contre l'ennemi.

Bernard trouva les demandes justes et se borna à en critiquer certaines expressions; mais Horn se récria sur la honte d'une pareille sédition, et sur l'inconvenance qu'il y avait à vouloir faire la loi au chancelier. Les officiers répondirent qu'ils n'avaient fait qu'obéir à la nécessité, et qu'ils étaient d'ailleurs tout disposés à servir la cause évangélique. Horn porta leur lettre à Oxenstierna, qui se trouvait encore à Heilbronn. Le chancelier, obligé de céder, résolut de distribuer, comme fiefs de la couronne de Suède, les territoires qui avaient été promis, d'en vendre d'autres pour payer l'arriéré de la solde, et, si cela ne suffisait pas, de demander aux princes allemands une avance d'argent. L'assemblée de Heilbronn s'y engagea, mais à la condition que l'armée prêterait serment de fidélité à la fois à la Suède et aux États

allemands. La valeur des seigneuries et des biens attribués aux officiers, ainsi que de l'argent payé aux soldats, s'éleva à près de cinq millions de thalers. L'Empereur, en dix ans, n'avait pas donné davantage. Le 18 mai, Horn annonça aux officiers les concessions d'Oxenstierna ; ils se déclarèrent satisfaits et promirent de s'acquitter fidèlement de leur service à l'avenir. Ce ne fut qu'au mois d'août qu'ils obtinrent les biens promis ; ils les reçurent, non pas comme fiefs suédois, ainsi qu'il en avait d'abord été question, mais comme fiefs héréditaires et immédiats de l'Empire, en reconnaissant toutefois l'autorité du chancelier de Suède.

Bernard ne vit pas avec déplaisir la révolte des troupes, parce qu'elle lui donna l'occasion de rappeler à Oxenstierna que Gustave-Adolphe avait promis de lui constituer un duché de Franconie avec les évêchés de Würtzbourg et de Bamberg. Le duc exerçait une trop grande influence sur les troupes, pour qu'on pût le lui refuser ; Oxenstierna céda, bon gré, mal gré, et lui envoya la lettre d'investiture (20 juillet) [1]. Bernard devint en réalité le vassal de la Suède, qui s'engagea à lui renouveler l'investiture à chaque changement de règne. Plusieurs obligations lui furent imposées : il dut payer aux Suédois six cent mille thalers en quatre ans ; fonder, au nom de la Suède, une école supérieure, et deux établissements pour les enfants des principales familles ; laisser aux Suédois, jusqu'à la paix, le château de Würtzbourg et la place de Königshofen [2]. Il y aurait alliance offensive et défensive, même hors de l'Allemagne, entre la Suède et lui ; il devrait fournir en conséquence deux mille cinq cents hommes, et dépendre, pour la guerre, du directoire suédois ou de son représentant [3].

La révolte des troupes une fois apaisée, Bernard et Horn se remirent en campagne. Leur plan consistait à envahir la Bavière et à s'emparer de Ratisbonne. Mais avant de le réaliser, ils décidèrent d'occuper tout d'abord les places de Constance et de Brisach, afin d'assurer leurs derrières et de barrer le chemin aux Espagnols qui arrivaient d'Italie. Ils assiégèrent Constance avec une

[1] A Heidelberg (Röse, *Herzog Bernhard der Grosse von Sachsen-Weimar*, t. I, p. 2[illegible]4 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 7[illegible]).
[2] Au sud de Meiningen.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 48-60.

armée qui s'élevait à près de quarante mille hommes; mais cette ville, qui comptait parmi ses défenseurs Franz Mercy, le futur rival de Turenne, repoussa toutes les attaques et les obligea à se retirer (13 octobre 1633)[1]. Les conseils de Richelieu ne furent pas étrangers à la levée du siége. Le ministre français avait craint que la prise de Constance par les Suédois n'effrayât les cantons suisses catholiques et ne les jetât dans les bras de l'Autriche.

Pendant ce temps, le duc de Feria était venu du Milanais en Allemagne avec douze mille Espagnols, par la Valteline et le Tyrol[2], et s'était réuni près de Ravensbourg (29 septembre) à Aldringer, qui était à la tête d'environ dix-huit mille hommes. Ces deux généraux, sur l'ordre formel de Wallenstein, refusèrent de livrer bataille à Horn et à Bernard; ils traversèrent le Rhin à Seckingen[3] le 15 octobre, reprirent les quatre villes forestières[4], et allèrent dégager Brisach assiégé par les Suédois. A la fin d'octobre, les Impériaux et les Espagnols réunis avaient repris toute la haute Alsace. Mais le manque de vivres et les maladies ne leur permirent pas de poursuivre plus loin leurs avantages. Les Espagnols ne purent résister à la rigueur de la saison; la plupart succombèrent, et Feria lui-même mourut de la fièvre peu de temps après (24 février 1634)[5].

Bernard de Weimar se trouvait à Schaffouse, lorsqu'il reçut (16 octobre) de l'électeur de Saxe une lettre, qui le priait de faire une diversion en Bohême afin d'empêcher Wallenstein d'envahir ses États. Ce fut pour cela qu'il reprit son premier plan, qui consistait à s'emparer de Ratisbonne. Laissant Horn en Souabe pour surveiller Feria et Aldringer, il se dirigea

[1] Le *Mercure suisse* contient un long récit de ce siége, p. 203 et suiv.; *Mercure français*, t. XIX, p. 566.

[2] Ses troupes passèrent par le Stelvio (Rohan, *Mémoires*, t. II, p. 54).

[3] Au nord d'Aarau.

Wallenstein, pour surveiller les Espagnols, envoya quelques secours à Feria sous le commandement de Gallas, dont il était sûr, et auquel il donna un grade égal à celui de Feria et supérieur à celui d'Aldringer (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 327).

[4] Waldshut (Valster), Rheinfelden, Seckingen et Laufenbourg (*Mercure français*, t. XIX, p. 199).

[5] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 327; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 98, 102; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XII (VII), p. 910.

sans plus tarder vers Ulm, et de là descendit le long du Danube, après avoir embarqué sur des radeaux son matériel de siége.

La Bavière ne disposait pas d'assez de troupes pour arrêter l'ennemi. Le commandant des Bavarois, Jean de Werth [1], pensant que Munich allait être attaqué, concentra tout ce qu'il put trouver et s'établit à Freisingen [2]. Mais les Suédois marchèrent droit sur Ratisbonne, où ils arrivèrent le 7 novembre. Bernard put s'établir à son aise devant cette place, la plus forte du Danube, et il commença par la bloquer, en attendant la grosse artillerie et les munitions que lui envoyait la ville de Nürenberg. Il se hâtait, craignant toujours l'arrivée d'Aldringer. Malheureusement pour les Bavarois, le colonel qui commandait la garnison fut tué dès le commencement du siége, et une tentative de Jean de Werth pour faire entrer dans la ville un fort détachement de cavalerie échoua. En quatre jours tous les ouvrages extérieurs furent pris; le 13 novembre, le feu fut ouvert contre le corps de la place par toute l'artillerie; à huit heures du soir, une large brèche était pratiquée près de la porte des Fontaines. Le lendemain, à quatre heures du matin, la canonnade recommença, et les assiégeants se préparèrent à donner l'assaut. Une plus longue résistance devenait impossible : la ville capitula (14 novembre 1633). La garnison, qui se composait de deux mille cinq cents fantassins et de cinq cents cavaliers, sortit (15 novembre) avec armes et bagages, mais drapeaux pliés. On promit aux habitants de leur épargner le pillage. Quant au clergé catholique, Bernard refusa de le comprendre dans la capitulation : il dut, dans un délai de quatre semaines, payer cent mille thalers, et, comme garantie, l'évêque fut emprisonné. Les églises furent pillées, et le culte évangélique établi dans la cathédrale en présence de Bernard, de sa cour et de son armée [3].

[1] Jean, baron de Werth, né en 1594 à Weerdt (Limbourg), issu d'une famille de condition médiocre, fit ses premières armes sous le général espagnol Spinola, et assista au siége de Juliers (1621). Il passa en 1631 au service de Maximilien, électeur de Bavière.

[2] Bernard de Weimar et Horn avaient vainement assiégé Munich au commencement de l'année 1633 (*Mercure français*, t. XIX, p. 504).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 107, 110; Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 327; *Mercure français*, t. XIX, p. 640; Röse, *Herzog Bernhard der Grosse von Sachsen-Weimar*, t. I, p. 251; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 110, 115.

La prise de Ratisbonne fit partout une immense impression. L'Autriche se trouva menacée. Wallenstein fut vivement irrité du succès des Suédois, surtout parce qu'il empêchait la conclusion de la paix. Pressé par l'Empereur de marcher au secours de l'archiduché d'Autriche, il partit de Görlitz en Lusace le 11 novembre, et arriva à Pilsen en Bohême à la fin du mois. Il avait été obligé de laisser de forts détachements en Silésie et en Lusace, parce que les habitants y étaient favorables à l'ennemi; il en laissa également en Bohême pour tenir tête à Arnim et aux Saxons, et il envoya quelques secours au duc de Bavière, sous le commandement de Strozzi. Lui-même, avec quatre mille cavaliers d'élite, un petit corps d'excellente infanterie et quelques pièces de campagne, quitta Pilsen (8 décembre) et marcha vers Straubing.

Trois jours après avoir pris Ratisbonne, Bernard avait continué à descendre le long du Danube pour envahir l'archiduché d'Autriche. Straubing se rendit le 21 novembre ; ses riches approvisionnements de vivres furent conduits à Ratisbonne. Vers le même temps, Deggendorf ouvrit ses portes. Bernard avait reçu une députation de paysans protestants de la haute Autriche qui le priaient de venir à leur secours. Il passa l'Isar à Plattling, malgré Jean de Werth qui le harcelait sans cesse, et il menaçait déjà Passau, lorsque la rigueur de la saison, et la crainte de voir Wallenstein lui couper la retraite, lui firent rebrousser chemin vers Ratisbonne. A son passage à Straubing, il éprouva un léger échec. Jean de Werth, qu'on appelait aussi le Comte Noir, assaillit ses quartiers à l'improviste, enleva les bagages d'un de ses régiments, et, selon son habitude, disparut aussi vite qu'il était venu. De retour à Ratisbonne, le duc mit ses troupes en quartiers d'hiver dans la ville et dans les environs.

Cependant Wallenstein était arrivé (10 décembre) à Furth, petite ville de la frontière de Bavière. Il apprit là que Bernard avait renoncé à envahir l'Autriche et était revenu à Ratisbonne. Qu'allait faire le généralissime? Fallait-il, avec les huit mille hommes environ dont il disposait alors, entamer les hostilités contre Bernard qui en avait beaucoup plus, lui livrer bataille, assiéger Ratisbonne? Wallenstein avait peu d'infanterie, point d'artillerie de siége ; son armée ne pouvait pas séjourner dans un pays de montagnes où l'hiver était rigoureux, et où l'on ne pourrait se procurer des vivres qu'avec difficulté. Ne devait-on pas se

contenter, pour le moment, d'avoir empêché Bernard d'envahir l'archiduché d'Autriche ? Contrairement à l'avis de ses colonels, qui auraient volontiers livré bataille aux Suédois, le généralissime rentra en Bohême pour y prendre ses quartiers d'hiver, et il promit à l'électeur de Bavière de revenir à son secours dès que la saison le permettrait[1].

Le parti de la cour à Vienne était toujours hostile à Wallenstein ; il craignait de lui voir conclure une paix trop favorable aux protestants. L'influence de ce parti s'accrut par la nomination de l'un de ses membres à la présidence du conseil de guerre de l'Empereur. Pendant le premier généralat de Wallenstein, le conseil de guerre qui était à la tête de l'administration militaire en Autriche avait eu pour président Collalto, un des amis du duc de Friedland. Pendant le second, le président fut un de ses adversaires, le comte de Schlick. Il en résulta de nombreux tiraillements. Schlick pouvait être considéré comme le rival de Wallenstein. Doué d'une mémoire incomparable des lieux et des personnes, il avait étudié à fond les sciences militaires pendant ses campagnes des Pays-Bas. Aucun général ne savait distinguer mieux que lui le mérite et la valeur des officiers ; et, dans la guerre de Danemark, c'était lui qui avait porté à l'ennemi les coups les plus décisifs. Avant que Wallenstein eût repris le commandement, il avait été désigné pour accompagner le fils de l'Empereur, le jeune roi de Hongrie, qui devait être mis à la tête de l'armée. Il existait donc entre ces deux hommes une rivalité naturelle. Toute entente était impossible entre le président du conseil de guerre, qui voulait exercer les droits de sa charge, et le généralissime, qui prétendait conserver une indépendance complète.

Une visite faite par Schlick, en août 1633, au camp des Impériaux en Silésie, n'avait fait qu'accroître leur mésintelligence. Schlick avait vivement critiqué l'inaction du généralissime. Ses plaintes furent un instant étouffées par le succès de la campagne de Silésie ; mais elles recommencèrent à être écoutées après la perte de Ratisbonne. Le conseil de guerre proposa en effet

[1] On a dit que Wallenstein s'était retiré en Bohême, afin de ne pas rendre Ratisbonne au duc de Bavière qu'il détestait; mais il ne fut guidé en réalité que par des raisons militaires (RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 331-333).

d'établir l'armée en Saxe et en Thüringe, afin de tenir l'ennemi en échec et d'alléger les charges de la Bohême, charges si écrasantes qu'à Prague plusieurs centaines d'habitants préférèrent, plutôt que de les supporter, abandonner complétement leurs maisons et leurs biens, et qu'on entendait dire partout qu'être ruiné par les Suédois ou par les Impériaux, c'était la même chose. Mais l'avis du conseil de guerre ne fut pas suivi.

Pressé par l'électeur de Bavière, l'Empereur donna ordre d'attaquer les Suédois et de les chasser de Ratisbonne : Wallenstein n'obéit pas. Il alléguait la rigueur de la saison et l'avis de ses propres officiers, qu'il avait amenés à ses vues et qu'il s'attachait en ayant l'air de suivre leurs conseils. Il fit plus : l'Empereur ayant ordonné au général Suys de s'avancer de la haute Autriche vers l'Inn, le duc de Friedland lui défendit de quitter ses positions, et ce fut à lui, non à l'Empereur, que le général obéit. La brouille entre Wallenstein et la cour s'envenimait et allait aboutir à une catastrophe [1].

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 310, 327, 337 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 110, 115.

CHAPITRE X

LA MORT DE WALLENSTEIN.

1634.

La brouille augmente entre Wallenstein et le parti de la cour. — Castagneda, Ognate. Wallenstein s'oppose à ce que l'Espagne lève une armée en Allemagne; il refuse de partager le commandement avec le roi de Hongrie et d'envoyer à l'infant don Fernando, gouverneur des Pays-Bas, un secours de six mille hommes (5 janvier 1634). — Le père Quiroga. — Irritation du duc de Friedland.

Wallenstein convoque les colonels à Pilsen. — Les colonels s'obligent par écrit à lui obéir (12 janvier 1634). — Le banquet. — Les deux princes de Toscane quittent l'armée. — La cour ne s'effraye pas.

Négociations pour la paix entre Wallenstein et les électeurs de Saxe et de Brandebourg (février 1634). — Arnim. — Négociations entre Wallenstein et la France (janvier 1634).

La cour de Vienne cherche à s'assurer de la fidélité des généraux. — Piccolomini, Gallas, Aldringer. — Hostilité d'Ognate contre Wallenstein; il persuade l'Empereur et Eggenberg de la culpabilité du général. — Ognate et l'électeur de Bavière demandent le renvoi de Wallenstein. — Commission d'examen. — Une patente impériale, ordonnant aux troupes d'obéir à Gallas, est signée (24 janvier 1634), mais tenue secrète. — Piccolomini et Aldringer sont chargés d'arrêter Wallenstein à Pilsen. — Avis d'Ognate. — L'arrestation ne peut pas avoir lieu (février 1634). — Wallenstein communique ses plans aux colonels, et ceux-ci s'engagent une seconde fois à lui obéir, mais sous la réserve de l'autorité de l'Empereur (20 février 1634). — Wallenstein veut concentrer l'armée à Prague (24 février), pour imposer la paix à la cour de Vienne. — Ognate fournit de l'argent à l'Empereur; la cour s'assure de la fidélité des principaux chefs de l'armée. — Ferdinand II émet une seconde patente (18 février), qui ordonne à l'armée d'obéir à Gallas. — Cette patente est publiée à Prague (22 février), dont la garnison reste fidèle à l'Empereur. — Le colonel Beck. — Wallenstein ordonne de concentrer l'armée à Laun. — Il recherche l'appui d'Oxenstierna et de Bernard de Weimar (commencement de février). — Circonspection du chancelier suédois; Bernard de Weimar marche sur Eger. — Plan de Wallenstein. — L'Empereur s'établit à Budweis.

Wallenstein quitte Pilsen (23 février), arrive à Eger avec le colonel Butler (24 février). — Piccolomini occupe Pilsen. — L'astrologue du duc. —

Butler, Gordon, Lessley. — Tuera-t-on Wallenstein ? — Piccolomini transmet à Butler l'ordre de ramener Wallenstein mort ou vif. — D'où vient cet ordre. — Un messager apporte la patente impériale à Wallenstein à Eger (24 février). — Wallenstein dévoile ses desseins à Lessley, qui avertit Gordon. — Embarras des deux officiers : ils veulent s'enfuir. Ilow et Terzka essayent en vain de les gagner (25 février) : ils s'invitent à souper chez Gordon. — Butler, Lessley et Gordon se décident à tuer Wallenstein et ses partisans. — Ceux-ci sont assassinés au château après le souper chez Gordon. — Mort de Wallenstein (25 février 1634).
Punition des complices. — Jugement sur Wallenstein. — Son portrait par le maréchal de Gramont.

Pendant que le parti de la cour reprochait à Wallenstein de vouloir conclure une paix trop avantageuse aux protestants[1], Castagneda, ambassadeur d'Espagne, trouvait le général trop favorable à la France.

L'influence espagnole, déjà considérable à Vienne, s'accrut encore lorsque Castagneda fut remplacé par le comte Ognate (fin octobre 1633). C'était ce même Ognate qui avait maintenu l'union entre l'Autriche et l'Espagne pendant les premières années de la guerre. Il essaya d'abord de gagner le généralissime à l'idée d'une action commune des deux branches de la maison de Habsbourg, en le ménageant et en prenant une situation intermédiaire entre lui et le parti qui lui faisait opposition. Mais Ognate ne réussit pas mieux à diriger Wallenstein que Richelieu n'avait réussi à diriger Gustave-Adolphe. L'ambassadeur fut très-effrayé lorsqu'il vit à quel point l'Empereur et ses ministres dépendaient du généralissime, et combien peu celui-ci s'inquiétait des ordres de la cour. Il renonça dès lors au rôle de médiateur, et se mit à la tête du parti ultra-catholique. Comme l'Espagne avait un grand intérêt à occuper l'Alsace et le Brisgau, afin de maintenir les communications du Milanais avec les Pays-Bas[2], Ognate demanda qu'une nouvelle armée, dont le commandement serait donné à un général espagnol, fût levée en Allemagne pour secourir le duc de Lorraine et tenir tête à la France sur le haut Rhin. Mais Wallenstein ne voulut pas entendre parler d'une armée

[1] Voir ci-dessus, p. 185.

[2] Pour l'Espagne, qui possédait alors Naples et le Milanais, le chemin pour aller dans les Pays-Bas était la Suisse et le Rhin, bien plutôt que la mer, car il fallait, dans ce cas, faire un long détour et suivre les côtes de France, puissance avec laquelle on était en guerre.

espagnole qui, en faisant la guerre à la France, empêcherait de négocier avec les protestants.

Le parti ultra-catholique se renforçait de plus en plus. En l'année 1632, il avait essayé de faire donner le commandement de l'armée au fils aîné de l'Empereur. On lui avait préféré Wallenstein, qui semblait alors indispensable, et le parti n'avait pas insisté. Le jeune roi de Hongrie n'ayant pas encore d'enfant, on craignait, d'ailleurs, en exposant sa vie à la guerre, de compromettre le principe de l'hérédité. Mais, au commencement de septembre 1633, sa femme, l'infante doña Maria, sœur de Philippe IV, lui ayant donné un fils, et l'hérédité se trouvant désormais assurée, Ferdinand III demanda lui-même à exercer un commandement. L'Empereur, lié par ses promesses, ne pouvait pas le lui accorder sans le consentement de Wallenstein, et celui-ci le refusa. A la demande qui lui fut adressée, il répondit que le roi de Hongrie étant son seigneur et maître, il lui céderait volontiers le commandement, mais qu'il ne pouvait le partager avec lui.

Ce refus acheva de jeter le roi de Hongrie dans le parti de l'opposition. Le père capucin Quiroga, qui avait pris une grande part à son mariage avec l'Infante, était alors son confesseur et son principal conseiller. Il employa son influence à rendre ce jeune prince de plus en plus favorable à l'Espagne; et le cabinet de Madrid, espérant pouvoir le diriger plus facilement que son père, semait déjà de l'argent parmi les électeurs, afin de le faire nommer roi des Romains. L'Empereur, en effet, était loin de vouloir subordonner l'Empire à l'Espagne. Ognate essaya de l'intimider ; au milieu de décembre 1633, il lui donna à entendre que, s'il approuvait les conditions de paix offertes par Wallenstein aux électeurs de Saxe et de Brandebourg, le roi d'Espagne lui retirerait son amitié.

Le conflit, une fois engagé, allait s'envenimer de plus en plus. L'infante Isabelle étant morte (fin novembre 1633), le cardinal infant don Fernando, désigné pour la remplacer, eut besoin du secours de l'Empereur pour se maintenir dans les Pays-Bas. Ognate demanda ce secours et s'efforça de montrer que l'intérêt de l'Espagne était aussi celui de l'Autriche. Mais l'Empereur ne pouvait rien décider sans son généralissime. Il envoya le père Quiroga à Pilsen, pour lui demander de fournir au cardinal infant six mille hommes de cavalerie légère (5 janvier 1634). Wallenstein

fit une réponse qui équivalait à un refus. Au fond, il voyait dans la demande qu'on lui adressait une première tentative pour lui enlever son armée. Il en conçut une vive irritation contre la cour, et ne la cacha pas. Il parlait tantôt de se mettre à la tête de quelques milliers de cavaliers, et, les astres lui étant favorables, de tenter encore une fois la fortune ; tantôt de donner sa démission, mais il avait soin d'ajouter qu'il ne la donnerait qu'autant que les colonels le dégageraient de sa garantie, ou qu'on le mettrait en état de leur rembourser les avances qu'ils avaient faites [1].

Cependant le bruit se répandait partout que le général était brouillé avec la cour et qu'on voulait le remplacer. Comme les officiers s'en alarmaient, Wallenstein convoqua les colonels à une réunion qui devait avoir lieu à son quartier général de Pilsen. Ils y vinrent, très-irrités de voir leur situation compromise, et se laissèrent aller aux propos les plus vifs contre le parti ultra-catholique, les jésuites et les étrangers. Ils se déchainaient surtout contre les Espagnols, qui, ayant déjà la haute main à la cour, s'efforçaient de l'obtenir aussi dans l'armée, et prétendaient y distribuer les places d'après la naissance, et non plus, comme Wallenstein, d'après les services rendus. Qu'allaient-ils devenir, si le roi de Hongrie, dominé par un entourage d'Espagnols et de moines, prenait le commandement de l'armée? Le 12 janvier, on leur communiqua la demande que faisait la cour de Vienne, d'envoyer un corps de troupes à l'Infant. Ils furent tous d'avis que la cour n'avait qu'un seul but : la ruine de l'armée. Le feld-maréchal Ilow, alors, avec Terzka, le principal confident de Wallenstein, ajouta que le généralissime, à qui l'on demandait ce secours et que l'on persécutait parce qu'il ne pouvait pas l'accorder, songeait à donner sa démission. Devait-on le souffrir? Que deviendraient, dans ce cas, les officiers qui, se fiant à sa promesse de les dédommager de leurs avances, avaient levé, complété, équipé des régiments à leurs frais? Que deviendraient-ils, si le général les abandonnait? Ils seraient tous ruinés. Les officiers semblaient même ne pas reconnaître à Wallenstein le droit de donner sa démission ; pour l'en détourner, ils lui envoyèrent une députation, composée d'Ilow et de trois colonels.

Le moment décisif était venu pour le duc de Friedland. Lorsque

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 362, 369, 374, 376.

les délégués des officiers se présentèrent devant lui, il leur exposa qu'il avait offert à Quiroga de se démettre de son commandement, si les colonels consentaient à le décharger de ses obligations envers eux. Les délégués s'y refusèrent énergiquement. Le général leur promit alors de différer sa démission jusqu'à ce qu'il sût ce que l'Empereur avait décidé à l'égard de l'armée, et, dans tous les cas, de ne pas se séparer d'eux sans les en prévenir. Il leur demandait par contre de le soutenir, et d'empêcher qu'on lui fît aucun affront. C'était leur demander d'empêcher qu'il fût privé de son commandement, comme il l'avait été à Ratisbonne quatre années auparavant. Il voulait s'assurer de l'obéissance de son armée, même contre l'Empereur. Cette demande fut rapportée aux colonels. Ceux-ci étaient tellement excités, qu'ils en saisirent d'abord à peine la portée. Ilow en profita pour leur lire un écrit par lequel, après avoir exprimé leur reconnaissance au duc, ils juraient de ne jamais se séparer de lui, et de verser avec lui et pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Si l'un d'eux violait sa promesse, il devait être tenu pour un homme sans honneur, et n'importe qui pourrait l'en punir, même par la mort.

Les colonels furent un peu refroidis par cette lecture ; ils manifestèrent quelque hésitation à signer un écrit dans lequel les droits de l'Empereur n'étaient pas réservés. Il leur semblait qu'on ne pourrait jamais les obliger à combattre l'Empereur, et le duc Henri-Jules de Saxe-Lauenbourg [1], qui exerçait un commandement dans l'armée, exprima la crainte qu'un serment ainsi prêté sans restriction ne portât atteinte aux droits de l'Empereur. Terzka et Ilow parvinrent à les tranquilliser, en leur disant que Gallas, dont personne ne soupçonnait la fidélité, avait approuvé l'écrit. Cette assertion était fausse. Quoi qu'il en soit, le duc Henri signa le premier, à cause de son rang, mais non sans quelque hésitation. Les autres colonels signèrent après lui. Ceux qui n'étaient pas présents signèrent le soir dans un banquet que leur donna Ilow [2].

[1] Son frère, le duc Franz-Albert de Saxe-Lauenbourg, servait dans l'armée suédoise (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 377).

[2] D'après Hurter (*Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 365), l'écrit fut signé par quarante-deux colonels.

Le *Mercure français*, t. XX, p. 489, donne le texte de cet écrit, qui était un véritable traité entre le général et ses officiers.

On a souvent raconté que l'écrit lu avant le banquet contenait une clause qui limitait l'engagement des colonels à la durée du commandement de Wallenstein, et que celui qu'on leur fit signer après ne contenait pas cette restriction. Il n'en est rien : les colonels surent très-bien ce qu'ils signaient ; leurs hésitations seules le prouveraient.

Comme ils avaient prononcé, soit avant, soit pendant le banquet, certaines paroles qui trahissaient le scrupule ou la défiance, le général jugea nécessaire de leur parler encore une fois. Après les avoir réunis auprès de son lit, il leur rappela les exigences de la cour, exprima l'espoir de faire la paix, malgré elle, avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg, et assura qu'on ne devait pas craindre qu'il tentât rien contre le service de l'Empereur et la religion catholique ; enfin il renouvela sa promesse de rembourser à chacun ses avances. Les colonels, de leur côté, confirmèrent encore une fois l'engagement qu'ils avaient pris. Cependant les deux princes de Toscane, restés jusqu'alors au camp comme volontaires, jugèrent à propos de s'éloigner, et le principal personnage de leur suite, le marquis Guicciardini, vint avertir l'Empereur de ce qui s'était passé.

On fut d'abord très-effrayé à Vienne : on craignit une conspiration militaire ; puis on se rassura, et l'on ne vit dans les avertissements des Toscans et des Espagnols que le résultat d'une antipathie nationale, à laquelle on ne devait prêter aucune attention. Il paraît même que l'Empereur, secrètement jaloux de son fils, ne lui aurait pas confié volontiers le commandement de l'armée. Quoi qu'il en soit, Ferdinand II ne fit pas difficulté d'envoyer un de ses conseillers, Gebhard, au quartier général de Pilsen, pour y prendre part aux négociations que le duc de Friedland avait entamées avec la Saxe [1].

Le désaccord survenu entre Wallenstein et la cour de Vienne, au lieu de nuire à ses négociations avec la Saxe, ne faisait que les faciliter. L'électeur, craignant en effet que, si le général était remplacé, son successeur ne se montrât plus exigeant, désirait traiter avant ce remplacement. Il le désirait encore plus, depuis

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 376, 379, 381, 383, 387 ; Hurter, *Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 362, 366.

que Gustave-Adolphe était mort et n'exerçait plus sur lui l'ascendant que donnent le rang et la victoire.

Le principal négociateur, du côté des Saxons, était toujours Arnim, l'ancien compagnon d'armes de Wallenstein. L'électeur de Saxe, qui ne voulait rien faire sans le Brandebourg, l'envoya à Berlin, pour essayer de gagner l'électeur aux conditions de paix que proposait Wallenstein. Arnim arriva à Berlin le 5 février 1634. Les ministres de Brandebourg étaient divisés. Schwartzenberg s'efforçait toujours de réconcilier l'électeur avec l'Empereur, et de le rapprocher d'abord de la Saxe ; mais la majorité du conseil privé préférait une alliance avec la Suède. Repoussé par le conseil, Arnim s'adressa directement à l'électeur. Il lui représenta que la Suède voulait continuer la guerre, mais qu'elle ne pourrait pas détruire le catholicisme en Allemagne, parce que la France s'y opposerait, et qu'il fallait, d'un autre côté, maintenir l'Autriche pour faire contre-poids à la France. Il rappela aussi les actes arbitraires des Suédois, et le peu d'espoir que la maison de Brandebourg pouvait conserver de jamais faire reconnaître ses droits sur la Poméranie tant que durerait leur puissance. Frappé de ces considérations, Georges-Guillaume consentit à négocier sur les bases proposées par la Saxe, bases dont la principale était le rétablissement de l'Allemagne dans la situation de 1618.

De retour à Dresde, Arnim prit les instructions de l'électeur. Jean-Georges l'autorisa à accepter même un traité dans lequel Wallenstein dépasserait ses pouvoirs, parce que, même dans ce cas, on pouvait espérer une ratification de l'Empereur. Il promettait d'aider le généralissime à obtenir une récompense proportionnée à ses services, mais déclarait qu'il ne le soutiendrait pas s'il se révoltait contre l'Empereur. Quant aux conditions générales de la paix, il semble qu'elles étaient acceptées par le duc de Friedland : c'étaient le retour de l'Empire à l'état dans lequel il se trouvait en 1618, l'abandon aux évangéliques des évêchés qu'ils possédaient, l'égalité des deux confessions. De plus, l'électeur de Saxe demandait qu'on lui laissât la Lusace en pleine souveraineté, avec Magdebourg et Halberstadt [1].

Les négociations de Wallenstein avec la France avaient continué par l'intermédiaire de Kinsky et de Feuquières (commencement

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 387, 396.

de 1634). Richelieu cherchait à se servir du duc de Friedland contre l'Empereur et contre l'Espagne, comme il s'était déjà servi de Gustave-Adolphe. Pour le gagner, il se déclarait prêt à lui assurer une dotation territoriale, semblable à celle qu'il avait obtenue lors de son premier commandement ; quant à la couronne de Bohême, Richelieu se montrait de moins en moins disposé à la lui promettre. Il ne voulait prendre d'ailleurs aucun engagement avec le généralissime, avant que celui-ci eût conclu un traité formel avec la France, et publié une protestation dans laquelle il annoncerait qu'il allait employer son armée au rétablissement de la paix [1].

La cour de Vienne, dès qu'elle sut que Wallenstein prétendait lui imposer la paix, songea à se mettre en relation directe avec les généraux. Schlick, lorsqu'il était venu au camp de Silésie, en août 1633, avait déjà essayé de s'assurer de leur obéissance pour le cas où le généralissime serait privé de son commandement. Ces tentatives ne demeurèrent pas complétement inconnues au duc de Friedland, et il ne mit de son côté que plus de soin à s'attacher les généraux, surtout Piccolomini, Gallas et Aldringer.

Wallenstein avait une grande confiance en Piccolomini. Arrivé jadis en Allemagne avec une compagnie de cavalerie, que le grand-duc de Toscane envoyait en Bohême, il était devenu célèbre des deux côtés des Alpes. On admirait surtout la discipline qu'il savait maintenir parmi ses cuirassiers. Mais ce n'était pas seulement un brillant officier, c'était encore un négociateur habile, et il avait été employé avec succès en cette qualité, soit en Italie, soit en Allemagne. Le général l'avait pris en affection, surtout depuis la bataille de Lützen, à cause du grand courage qu'il y avait déployé à la tête de la cavalerie. Il l'envoya à Gallas et à Colloredo, pour savoir s'il pouvait compter sur eux. Les trois généraux se rencontrèrent à Francfort-sur-l'Oder ; ils promirent de suivre leur chef partout où il irait ; mais, tout en l'assurant de leur dévouement, ils étaient décidés à rester fidèles à l'Empereur. Piccolomini entretenait déjà des relations avec l'ambassadeur d'Espagne [2].

[1] Le bruit que Louis XIII devait être élu empereur, et Wallenstein roi des Romains, n'avait aucun fondement (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 398 et suiv.).

[2] Il reçut plus tard de l'Espagne une principauté (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 405).

Gallas était de tous les généraux le plus remarquable comme militaire et comme diplomate, et c'était en lui que la cour de Vienne avait le plus de confiance [1]. Avant la réunion des colonels à Pilsen, on avait eu l'intention de le nommer généralissime. Gallas, malade lors de cette réunion, n'avait pu y assister, mais il avait écrit à son beau-frère Aldringer [2] une lettre dans laquelle il se plaignait que la cour de Vienne eût indisposé le duc de Friedland; et, peu de temps après la réunion, il revint au quartier général (24 janvier) et y passa plusieurs semaines dans les meilleurs termes avec Wallenstein. On les croyait complétement d'accord.

Aldringer n'était pas seulement un homme de guerre. On disait de lui qu'il savait se servir aussi bien de la plume que de l'épée. De basse extraction, entré d'abord en qualité de secrétaire au service du colonel Madruzzi, il avait ensuite commandé une compagnie de volontaires. Son chemin fut rapide. Il combattit au pont de Dessau, s'enrichit à la prise de Mantoue, et figura dans les rapports difficiles qui eurent lieu entre Maximilien de Bavière et Wallenstein. Celui-ci pensait l'employer à Vienne; mais lorsque la brouille avec la cour éclata, Aldringer essaya de contenter tout le monde sans rompre avec personne.

L'Empereur s'était promptement tranquillisé au sujet de la réunion de Pilsen, et, au commencement du mois de février 1634, on ne voulait voir encore à Vienne dans cette réunion aucune trace de révolte. Seul, l'ambassadeur d'Espagne, avec le coup d'œil pénétrant d'un ennemi, apercevait le danger. Il en avertissait l'Empereur et le prince d'Eggenberg, mais sans parvenir à les convaincre. Le 22 janvier 1634, il écrivait dans une lettre : « Si Wallenstein franchit le fossé, je ne vois pas comment on pourra lui résister. Les quelques officiers fidèles qui se trouvent à l'armée ne sont pas en état de l'arrêter. » Et il ajoutait assez clairement : « Pour ne pas laisser sombrer la maison d'Autriche, il serait nécessaire de mettre de quelque manière cet homme hors d'état de nuire; mais ni l'Empereur, ni ses ministres n'auraient assez de courage pour

[1] Gallas, né à Trente, en Tyrol, mort à Vienne (1647), avait servi en Danemark sous Tilly (1625), en Italie sous Collalto pendant la guerre de Mantoue (1629), au camp de Nurenberg sous Wallenstein (1632).

[2] Leurs femmes appartenaient toutes les deux à la maison d'Arco.

cela ; je crains de voir mourir le malade[1] dans mes bras sans pouvoir le secourir. »

Ognate reçut enfin des renseignements qui ne laissaient plus de doute sur les menées du duc de Friedland : ils étaient probablement relatifs à ses rapports avec la France, et se trouvaient confirmés par des avis de l'électeur de Bavière et surtout du duc de Savoie. On avait appris, entre autres choses, que les émigrés bohémiens se flattaient de lui donner la couronne de Bohême. Muni de ces renseignements, l'ambassadeur d'Espagne se rendit auprès d'Eggenberg. Le ministre l'écouta sans dire un mot, haussa les épaules et le renvoya à l'Empereur. Il croyait tout expliquer par le caractère bizarre et impérieux du général, et ne pouvait penser qu'il voulût entrer en lutte ouverte avec l'Empereur. Mais Ferdinand II crut cette fois aux renseignements d'Ognate, et Eggenberg lui-même finit aussi par y croire.

Cependant l'Empereur ne pouvait se décider à agir. Pour l'y pousser, Ognate pria le cardinal infant de l'autoriser ostensiblement à lui refuser tout subside, tant que Wallenstein conserverait le commandement. De son côté, l'électeur de Bavière, dont les États étaient la proie des Suédois, manifestait l'intention de se jeter dans les bras de la France, si le général n'était pas renvoyé, et il offrait, si le commandement de l'armée était donné au roi de Hongrie, de se mettre sous ses ordres avec l'armée bavaroise. Cette subordination au roi de Hongrie, il l'avait formellement refusée en 1630; mais les circonstances étaient changées : la Bavière et la Ligue étaient maintenant écrasées.

Dans la seconde moitié du mois de janvier, une commission fut instituée, dans le sein du conseil privé, pour s'occuper de l'affaire. Elle se composait du prince d'Eggenberg, d'Anton Wolfrath, évêque de Vienne, et du comte de Trauttmansdorff. Ces personnages pensèrent d'abord (car ils n'étaient en aucune façon hostiles au duc de Friedland) qu'il suffirait de limiter ses pouvoirs; mais le confesseur Lamormain et le comte Schlick soutinrent que, vu son caractère, cette limitation ne produirait aucun effet. Le parti ultra-catholique, indigné des conditions de paix accordées à Arnim, ne pouvait pas supporter qu'on attendît plus longtemps ; on fit des prières dans les églises pour demander à Dieu d'éclairer

[1] L'Empereur.

l'Empereur; enfin l'ambassadeur d'Espagne fut appelé aux séances de la commission.

Ferdinand II se laissait entraîner peu à peu. Une patente fut rédigée, par laquelle il déliait tous les officiers de leurs obligations envers leur chef, et, en attendant qu'il fût remplacé, leur ordonnait d'obéir à Gallas. La même patente promettait une amnistie générale, dont n'étaient exclus que le généralissime et deux officiers que l'on désignait comme les principaux meneurs, Terzka et Ilow. Cette pièce, datée du 24 janvier, mais signée probablement quelques jours après, fut d'abord tenue tout à fait secrète, et les relations officielles entre la cour et le quartier général continuèrent dans les formes ordinaires, afin de n'éveiller aucun soupçon. L'Empereur montrait autant de prudence et de circonspection que Wallenstein en montrait peu.

Il fallait, avant d'arriver à la révocation, s'assurer de la fidélité des principaux chefs de l'armée. On s'adressa d'abord à deux généraux qui avaient conservé des relations avec des personnages importants de la cour : Aldringer et Piccolomini. On leur envoya, en février, un agent de confiance, habitué à s'acquitter de missions difficiles : Walmerode. Il ne semble pas que les généraux aient été difficiles à gagner. On promit de leur donner, sous le roi de Hongrie, une situation plus importante que celle qu'ils occupaient sous Wallenstein. Aldringer n'avait pas signé l'engagement de Pilsen, et, pour Piccolomini, on pensait qu'il ne se regardait pas comme lié par un semblable écrit. Tous les deux étaient en effet d'avis que, si l'Empereur révoquait son généralissime, il serait de leur devoir de se séparer immédiatement de ce dernier. On leur demanda, pour ce cas, de l'arrêter, afin de le mettre immédiatement hors d'état de nuire; on ne le condamnerait ensuite qu'après lui avoir fait son procès et avoir entendu sa justification. Ognate, moins scrupuleux, ne fut pas de cet avis; il disait qu'il serait aussi facile de le tuer que de l'arrêter. On se décida néanmoins pour l'arrestation : Aldringer et Piccolomini s'en chargèrent.

Ils partirent le 7 février 1634, Aldringer, de Passau, et Piccolomini, de Linz, pour se rendre à Pilsen. Mais l'arrestation n'était déjà plus possible; Wallenstein avait remplacé la garnison de Pilsen par une autre dont les officiers n'auraient pas prêté la main à une semblable tentative. La chose demeura secrète, et

il ne semble pas que le généralissime en ait eu connaissance. Aldringer ne vint pas même jusqu'à Pilsen ; feignant d'être malade, il resta à Frauenberg [1], auprès de Maradas, gouverneur de Bohême. Quant à Piccolomini, arrivé à Pilsen, il s'en éloigna au plus vite [2].

Le duc de Friedland avait convoqué à son quartier général une nouvelle réunion des colonels. Elle eut lieu le 19 février 1634, un dimanche, auprès du lit du général qui souffrait d'une attaque de goutte. Il leur renouvela sa garantie de leurs avances, déclara que son plan était, non pas de rien faire contre l'Empereur, ou de changer de religion comme on en avait répandu le bruit, mais de conclure une paix qui, sans être agréable à toute la cour, n'en serait pas moins avantageuse à la maison d'Autriche. C'était pour y arriver qu'il réclamait de nouveau leur appui. En sortant, les colonels se réunirent chez Ilow et furent tous d'avis de remplir les engagements qu'ils avaient pris envers leur chef. Pour les rassurer tout à fait, on leur présenta un écrit par lequel ils ne promettaient de le soutenir qu'à la condition d'être dégagés de leurs obligations envers lui dans le cas où il entreprendrait quelque chose de contraire à la religion et à l'Empereur. Cet écrit fut signé le 20 février. Le lendemain, le colonel Mohr de Waldt partit pour Vienne, afin de communiquer à la cour l'engagement des colonels et de proposer une entrevue entre le général et Eggenberg. Wallenstein n'avait donc pas encore rompu ouvertement avec la cour ; il cherchait seulement à peser sur elle pour l'amener à ses fins. Mais il se préparait en même temps à faire un pas de plus et à aller jusqu'à la trahison.

Il avait en effet donné l'ordre de concentrer l'armée, le 24 février, sur la Montagne-Blanche, à côté de Prague dont il se proposait de faire sa place d'armes. Pendant que ce mouvement de concentration s'opérait, le général, aidé de quelques-uns de ses officiers, devait fixer définitivement avec Arnim les conditions de la paix entre la maison d'Autriche et les électeurs de Saxe et de Brandebourg, les proclamer avec l'assentiment de l'armée, et

[1] A l'ouest de Pilsen.

[2] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 344, 402, 418, 445 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 163 ; *Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 374.

les imposer ensuite à la cour. La paix une fois conclue, Wallenstein parlait de se démettre de son commandement en faveur du roi de Hongrie. Il avait écrit une lettre dans laquelle il déclarait que dans quatre mois il se retirerait et baiserait l'étrier de Ferdinand III.

Qu'allait-il arriver, si l'Empereur, au lieu d'accepter les conditions de la paix, les rejetait et dépouillait le duc de Friedland de son commandement? Sans doute, les colonels tenaient à maintenir leur général dans sa position, afin d'être assurés du payement de leurs avances, mais ne pourrait-on pas, en les désintéressant, les séparer de lui? L'Empereur évaluait à deux millions de florins la somme nécessaire pour cela. Il était loin de posséder pareille somme; mais l'ambassadeur d'Espagne intervint. Sans pouvoir la fournir tout de suite en totalité, il en offrit une partie, et fit espérer le reste.

Cependant la plupart des officiers étaient déjà gagnés par la cour. Aldringer et Maradas se trouvaient à Frauenberg. Gallas se rendit auprès d'eux, sous prétexte de déterminer Aldringer à venir à Pilsen, mais en réalité pour s'entendre avec lui. Colloredo, qui commandait en Silésie, et les colonels Hatzfeld, Götz et Suys, se joignirent à eux. La patente du 24 janvier avait été communiquée seulement à quelques fidèles. Sûre maintenant des principaux chefs de l'armée, la cour de Vienne n'hésita plus à émettre le 18 février 1634 une seconde patente [1], qui déclarait que, Wallenstein ayant ourdi une conspiration pour enlever à l'Empereur sa couronne et ses États héréditaires, Ferdinand II, comme chef suprême de l'armée, ordonnait aux officiers supérieurs de n'obéir désormais ni à l'ex-généralissime, ni à ses partisans, spécialement Ilow et Terzka, mais seulement à Gallas, jusqu'à ce qu'un autre général eût été nommé. La cour était sûre des chefs : mais qu'allaient faire les soldats? Suivraient-ils leur général ou l'Empereur?

Les premiers événements et les plus décisifs se passèrent à Prague. Lorsque Wallenstein avait donné à son armée l'ordre de se concentrer sur la Montagne-Blanche, il ne connaissait pas encore sa destitution; il la pressentait seulement et voulait être

[1] D'après Hurter (*Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 419), il semble qu'il n'y eut pas de seconde patente, et que ce fut la première, celle du 24 janvier, qui fut publiée le 22 février.

prêt à agir. Il comptait sur la garnison de Prague, mais se défiait du colonel Beck qui la commandait [1]. Il le rappela donc auprès de lui à Pilsen (21 février); mais Beck, en quittant Prague, eut soin de recommander à son lieutenant-colonel de n'obéir à aucun des ordres qui lui arriveraient de Pilsen. A peine fut-il parti, que Gallas fit parvenir à la garnison l'ordre de l'Empereur de ne plus obéir au duc de Friedland, à Ilow et à Terzka; Aldringer, de son côté, gagna le lieutenant-colonel. La patente fut aussitôt publiée dans Prague au son du tambour et répandue dans tout le pays (22 février). Non-seulement personne n'y fit opposition, mais la garnison, d'accord avec les autorités, prit immédiatement des mesures pour empêcher les autres troupes d'approcher de la ville.

On s'occupait à Pilsen de la concentration de l'armée sur la Montagne-Blanche, quand on y reçut la nouvelle des événements de Prague. On crut au premier moment qu'ils pouvaient être l'œuvre du lieutenant-colonel, et qu'il serait facile d'y remédier par un ordre du colonel Beck; mais on ne tarda pas à connaître la vérité. La défection de la garnison de Prague offrait d'autant plus de gravité, que c'était sous les murs de cette ville que l'armée devait se réunir pour de là imposer les conditions de la paix. En l'apprenant, Terzka manifesta une vive irritation; Ilow et Kinsky baissèrent la tête, et se mirent à remuer le sable du bout de leurs cannes : ils ne comprenaient que trop la portée de ce qui venait de se passer. Quant à Wallenstein, il ne se fit pas non plus illusion : il congédia le conseiller impérial, venu auprès de lui pour prendre part aux négociations avec la Saxe. « J'avais la paix dans la main », dit-il au colonel Beck; et, après un instant de silence, il ajouta ces paroles qu'on peut considérer comme l'expression de l'espérance, ou plutôt du remords : « Dieu est juste. » Le fossé dont parlait l'ambassadeur d'Espagne était franchi : la réconciliation devenait impossible; Wallenstein alla jusqu'au bout.

Surpris par la patente qui lui enlevait le commandement et par la défection de la garnison de Prague, le duc de Friedland renonça à s'établir sur la Montagne-Blanche, et ordonna de

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 420.

concentrer les troupes à Laun sur les bords de l'Eger. Quant aux colonels, ils devaient venir le rejoindre à Eger[1], où il avait résolu de se rendre lui-même.

Il n'avait pas encore renoncé à exécuter son plan et à imposer la paix à l'Empereur. Avant la publication de la patente, se sentant déjà abandonné par une partie de ses généraux, il avait cherché un appui auprès des Suédois et renoué des négociations avec eux. Oxenstierna résidait alors à Halberstadt. Le duc de Friedland lui envoya Bubna (commencement de février 1634) pour lui annoncer qu'il avait l'intention de rompre avec l'Autriche. Le prudent chancelier s'en tint à ses premières déclarations. Il refusa de négocier avec le généralissime, tant que sa rupture avec la cour de Vienne ne serait pas devenue effective et publique ; il promettait, lorsqu'elle aurait eu lieu, de se rendre en personne auprès de lui. Bernard de Weimar, qui occupait alors Ratisbonne, et auquel Wallenstein s'adressa également, lui fit la même réponse : il fallait qu'il se séparât publiquement de l'Empereur pour que l'on crût en lui.

Le général fit alors un dernier pas : il offrit en garantie au duc de Weimar deux places importantes : Francfort-sur-l'Oder et Landsberg sur la Wartha. Bernard hésitait encore, redoutant quelque piége. Le confident du duc de Friedland, Ilow, expédiait courrier sur courrier au duc de Weimar, et le pressait d'envoyer des dragons pour s'emparer tout de suite de Pilsen, qui renfermait beaucoup d'artillerie, et de venir rejoindre Wallenstein à Eger. Il l'engageait aussi à appeler aux armes les paysans protestants de la haute Autriche. Mais Bernard se défiait toujours. Cependant, comme les renseignements qu'il recevait de tous les côtés concordaient avec ceux d'Ilow, comme Wallenstein occupait encore au nord de la Bohême une forte ligne de places frontières, telles qu'Ellnbogen, Hohenbourg, Falkenau, Königswarth, et que son alliance n'était pas à dédaigner si elle était sincère, il se mit en marche dans la direction d'Eger pour se tenir prêt à tout événement.

Arnim, de son côté, se dirigeait aussi vers Eger pour conclure la paix. Wallenstein pensait le recevoir entouré de ses officiers.

[1] Ville située sur la rivière du même nom.

signer le traité, le présenter ensuite à l'Empereur, et, s'il refusait de le ratifier, l'y contraindre, en s'appuyant à la fois sur l'électeur de Saxe et sur les Suédois. Il se croyait appelé à remplir, sans Ferdinand et au besoin contre lui, une sorte de mission providentielle. Lors de son premier commandement, son but avait été de mettre l'Empire aux pieds de la maison d'Autriche, de détruire les droits des princes souverains, les priviléges et les libertés des provinces, et de donner à l'Empereur le pouvoir absolu ; pendant le second, il prétendit jouer le rôle d'arbitre entre la cour de Vienne et ses adversaires. Mais il n'avait jamais oublié son intérêt personnel ; et, surtout maintenant que la maison d'Autriche, dominée par l'Espagne, cherchait à lui enlever son armée, la seule base de sa puissance et le seul instrument de ses desseins, il ne songeait à rien moins qu'à rallier autour de lui les ennemis de Ferdinand II, à le renverser, et à fonder pour sa propre famille un État indépendant. C'est seulement avec de telles intentions qu'on peut expliquer plusieurs de ses paroles. Il disait en effet qu'il fallait montrer au monde qu'il pouvait y avoir un empereur d'une autre maison que celle d'Autriche ; que si Ferdinand ne voulait plus le reconnaître pour son général, lui ne voulait plus de son côté l'avoir pour maître ; qu'il ne voulait plus désormais obéir, qu'il voulait être son propre maître, et qu'il avait le moyen de le devenir.

Bien que l'Empereur pût compter sur la plupart des généraux, sa situation ne laissait pas que d'être pleine de périls ; aussi se crut-il obligé de se mettre personnellement en avant. Il se rendit en Bohême, à Budweis, pour faire appel à la loyauté et à la fidélité des troupes ; son fils, le roi de Hongrie, l'accompagna.

Pendant ce temps, l'ambassadeur d'Espagne ne restait pas inactif. Il écrivait à son maître que, si on laissait Wallenstein aller plus loin, c'en était fait de l'Empereur, qui avant un mois serait chassé de ses États ; c'est pourquoi il le suppliait d'envoyer des subsides extraordinaires.

Aldringer, chargé de la direction générale des mesures à prendre, se rendit d'abord auprès de l'électeur de Bavière, et obtint de lui qu'il fît avancer ses troupes vers Vilshofen et Passau et se rapprochât ainsi de la Bohême, afin de pouvoir opposer une résistance commune à une attaque combinée des troupes du duc de Friedland et du duc de Weimar. Gallas restait à Budweis,

auprès de l'Empereur et du roi de Hongrie, et y réorganisait les troupes fidèles, qui s'y rendaient de tous les côtés. Piccolomini, chargé spécialement de commander l'armée, occupa sans peine Pilsen, que Wallenstein venait d'évacuer. Pendant ce temps Colloredo partait de Silésie pour prendre les révoltés à revers par Leitmeritz [1].

Le duc de Friedland quitta Pilsen dans la matinée du 23 février 1634, et entra à Eger le lendemain dans l'après-midi. Porté dans une litière à deux chevaux, il était seulement entouré de quelques fidèles et d'une escorte peu nombreuse. Il s'installa, non pas au château, mais dans une maison de la ville. Les dragons du colonel Butler, qu'il amenait à sa suite, passèrent la nuit hors des murs; le colonel entra seul avec les drapeaux.

Wallenstein s'était établi à Eger, pour être plus rapproché des Suédois et des Saxons. Son astrologue avait, dit-on, lu dans les astres qu'un grand danger le menaçait, mais qu'il y échapperait et qu'il parviendrait à une brillante fortune. Le général se croyait sûr de la garnison, parce qu'elle était commandée par deux officiers écossais et protestants : le lieutenant-colonel Gordon et le major Lessley.

Butler était un Irlandais. Les princes protestants enrôlaient alors des soldats en Écosse, tandis que les catholiques en enrôlaient en Irlande. Comme Wallenstein ne s'inquiétait pas de religion, son armée renfermait à la fois des Irlandais et des Écossais. Plusieurs braves officiers de l'importante famille irlandaise des Butler avaient déjà guerroyé sur le continent. L'un d'eux, Walter Butler, était entré au service de l'Empereur. Fait prisonnier par les Suédois, il avait payé sa rançon, et était venu enrôler de nouvelles troupes pour le compte de l'Autriche. Devenu colonel d'un régiment de dragons, il avait gagné la confiance de Wallenstein par sa bravoure ; mais il professait un grand respect pour la dignité impériale, et avait reçu de très-mauvaise humeur l'ordre de conduire son régiment à la Montagne-Blanche ; il ne se cachait pas pour dire qu'il perdrait plutôt cent vies que de tirer l'épée contre Ferdinand II. Une rencontre fortuite sur la route de Pilsen fit que Wallenstein lui demanda de l'accompagner.

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 420, 437; Hurter, *Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. [illegible], [illegible]

Le général attachait ainsi à sa personne celui qui devait être l'un des auteurs de sa perte. Tout en le suivant, Butler resta d'accord avec les généraux demeurés fidèles à l'Empereur. Il les avertit même que Dieu lui réservait peut-être l'accomplissement de quelque acte héroïque ; et cet acte, il ne le cachait pas à Gallas, c'était, si cela devenait nécessaire, d'arrêter et de tuer Wallenstein.

Depuis la première réunion des colonels à Pilsen, depuis que la conduite du généralissime faisait douter de sa fidélité, l'idée de le tuer s'était présentée à plus d'un esprit. Lorsqu'il avait été question de l'arrêter, l'ambassadeur d'Espagne avait fait observer qu'il serait plus facile de le mettre à mort[1]. Eggenberg lui-même, jadis son protecteur et son ami, n'y faisait pas d'objection. On rappelait cet ancien dicton : « Il faut écraser le scorpion sur la blessure qu'il a faite. »

Piccolomini venait d'occuper Pilsen. Butler, afin de ne laisser aucun doute sur ses intentions, lui envoya son confesseur, Patrice Taafe, pour l'assurer de sa fidélité. Piccolomini chargea Taafe de dire au colonel que, s'il voulait gagner la faveur de Ferdinand II, il n'avait qu'à ramener Wallenstein mort ou vif. Mais avant que le confesseur fût de retour, Piccolomini avait déjà fait parvenir directement à Butler, par une autre voie, un ordre formel de ramener Wallenstein mort ou vif. Il s'appuyait lui-même sur un ordre de l'Empereur, qu'un messager d'Ognate lui avait apporté. Ferdinand II ne l'avait pas donné ; il l'a toujours nié, et on doit l'en croire. Mais au milieu des plaintes, des inquiétudes, des passions que soulevait la conduite du duc de Friedland, l'Empereur, sans rien commander ni défendre, avait fini par laisser le champ libre au parti de l'action ; or, l'idée de ce parti était précisément qu'il fallait ramener Wallenstein mort ou vif. Qui donc avait envoyé cet ordre ? C'était sans doute l'ambassadeur d'Espagne. Quant à Piccolomini, il l'avait accepté, sans y regarder de trop près. Ce ne fut cependant pas l'ordre d'Ognate qui causa la mort du général.

Lorsque Wallenstein fit son entrée dans Eger, les deux officiers écossais, Lessley et Gordon, qui commandaient la garnison, ne

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 417.

savaient rien encore de la patente impériale. Le soir, vers minuit, un messager demanda à entrer : il était envoyé par Gallas. Lessley l'introduisit auprès du duc de Friedland. Le messager lui présenta la patente impériale qui défendait à ses officiers de lui obéir, ainsi qu'à Ilow et à Terzka. Wallenstein la lut, et eut aussitôt une conférence avec Lessley[1]. Se croyant sûr de cet officier, il lui fit connaître la teneur de la patente, et lui parla sans ambages de ses relations avec le duc Bernard de Weimar, et de son dessein de lui ouvrir les portes d'Eger et d'Ellnbogen. Lessley ne croyait pas les choses aussi avancées avec les Suédois ; la trahison devenait pour lui manifeste. Il revint au château, tout troublé par l'arrivée de la patente impériale, et plus encore par les confidences qu'il venait de recevoir : il raconta tout à Gordon.

On comprend dans quel embarras se trouvèrent les deux officiers écossais, en apprenant la destitution du généralissime, la défense de lui obéir, enfin sa trahison. Ils ne pouvaient se dissimuler que Wallenstein voulait leur faire trahir l'Empereur. Mais, d'un autre côté, ils avaient des obligations particulières envers le généralissime, et spécialement envers Terzka à qui ils devaient leurs grades. Ils s'arrêtèrent d'abord à l'idée d'avertir le commandant d'Ellnbogen, afin d'empêcher que cette place ne tombât au pouvoir des Suédois, et de s'enfuir eux-mêmes d'Eger qu'ils désespéraient de sauver.

Le lendemain, 25 février, ils furent appelés chez Ilow. Celui-ci les engagea à ne recevoir d'ordres que de Wallenstein. Le moment était décisif. Gordon répondit « qu'il avait juré fidélité à l'Empereur, et que personne ne pouvait le délier de son serment ». A cette déclaration, Ilow, surpris, garda le silence. Terzka était présent : « Messieurs, dit-il, vous êtes étrangers dans l'Empire ; pourquoi parlez-vous de l'Empereur ? Le duc peut vous récompenser, et il le fera généreusement. » Ilow leur rappela ensuite l'ingratitude de la maison d'Autriche envers le duc de Friedland. Les deux généraux ne purent les gagner ; mais ils ne désespérèrent pas encore d'y parvenir. Comme on était en carnaval, Ilow et Terzka s'invitèrent à souper chez Gordon, qui demeurait au châ-

[1] Lessley était un homme grand et maigre, silencieux et réfléchi ; il possédait toute la confiance de Wallenstein (Ranke, *Geschichte Wallensteins*, p. 415).

teau; ils pensaient le persuader plus facilement à l'issue d'un repas.

En même temps, Lessley reçut l'ordre de réunir le lendemain les bourgeois, pour les contraindre à se prononcer en faveur du duc de Friedland. Le plan de Wallenstein était de s'établir à Eger, et d'en faire le centre de sa résistance.

Ainsi acculés, les deux officiers écossais se rapprochèrent du colonel irlandais Butler, dont ils s'étaient d'abord défiés comme d'un partisan de Wallenstein, mais dont ils n'ignoraient plus sans doute les relations avec Piccolomini. Leur position était pleine de péril. S'ils obéissaient à Wallenstein, ils violaient leur serment et se jetaient avec lui dans les aventures; s'ils lui désobéissaient, ils avaient à redouter sa vengeance et celle de ses partisans : un mot de lui, et ils perdaient la vie. Gordon et Lessley exposèrent à Butler le dessein qu'ils avaient formé de s'enfuir; Butler les en dissuada, par ce motif qu'il ne fallait pas abandonner Eger aux ennemis de l'Empereur. Mais on ne pouvait pas non plus arrêter le duc ni le retenir prisonnier, car les soldats le défendraient, et il en résulterait un combat pendant lequel les Suédois s'empareraient de la ville. Cependant le temps pressait; la trahison était certaine, menaçante pour l'Empereur et pour leur propre vie.

Comme les trois officiers s'interrogeaient sur ce qu'il fallait faire, Lessley, l'homme de confiance de Wallenstein, s'écria tout à coup : « A mort les traîtres! » Butler avait reçu de Piccolomini l'ordre de ramener Wallenstein mort ou vif; mais il s'était tenu jusqu'alors sur la réserve : il se défiait des Écossais, comme les Écossais se défiaient de lui. Il fut heureux d'entendre exprimer par un autre ce qu'il pensait lui-même. Il ne semble pas cependant qu'il ait parlé de l'ordre qu'il avait reçu. Gordon résista un instant, puis finit par se rendre. Ils se rappelèrent le proverbe : « Les morts seuls ne sont plus à craindre. » Ils pensèrent que le meurtre de Wallenstein était le moyen le plus sûr et le plus prompt de sauver la maison d'Autriche et de se sauver eux-mêmes.

Mais il fallait auparavant mettre à mort ses principaux partisans, surtout Terzka et Illow; ceux-ci une fois tués, il serait facile de tuer Wallenstein; la vie des officiers serait dès lors assurée et la ville conservée à l'Empereur, tandis que si l'on tuait Wallenstein seul, ses partisans avertis prendraient leurs mesures, et il

s'ensuivrait un combat, dont le résultat pourrait être la mort des conjurés et la perte de la ville. Gordon devait recevoir à souper, le soir même, au château, les chefs demeurés fidèles au duc de Friedland : il consentit à les laisser égorger à sa table. Butler offrit ses dragons irlandais, pour accomplir cette œuvre de sang. Lessley se chargea de la ville ; il confia la garde du château et celle de la place du marché à des officiers dont il était sûr ; un seul était un Écossais de son régiment ; les autres, dont un major, étaient des Irlandais du régiment de Butler, qu'on fit entrer sans bruit dans la ville avec deux compagnies de dragons.

Le soir (25 février 1634), vers six heures, les officiers qui devaient souper chez Gordon arrivèrent au château ; Ilow et Terzka étaient accompagnés de Kinsky, et du capitaine de cavalerie Neumann qui remplissait auprès du duc de Friedland les fonctions de secrétaire. Ils s'assirent autour d'une table dressée dans une vaste salle. Les malheureux, sans s'en douter, étaient déjà prisonniers et n'avaient plus que deux heures à vivre. Ils portèrent de nombreux toasts à leur général, à sa santé, à la réalisation de ses desseins, à leur indépendance.

Au dessert, vers huit heures, tous les domestiques se retirèrent. Pendant qu'on échangeait de nouveaux toasts, Lessley fit relever le pont-levis, et lorsqu'il eut reçu les clefs de la porte du château, il avertit le major du régiment de Butler que l'heure d'agir avait sonné. Ce major se trouvait dans une salle voisine avec six robustes Irlandais, choisis pour l'exécution. Il entra subitement dans la salle du festin en criant : « Vive l'empereur Ferdinand ! » Au même instant, une autre troupe d'Irlandais pénétrait par d'autres portes et occupait toutes les issues. Au cri de : Vive l'Empereur ! Gordon, Lessley et Butler répondirent par des acclamations. Les autres convives furent tués avant d'avoir pu tirer l'épée. Ilow seul parvint à se mettre en garde et provoqua Gordon ; il tomba, comme les autres, sous le long poignard des Irlandais.

L'exécution n'avait duré que quelques minutes. Plus de bruit dans le château. Lorsque le major des dragons voulut sortir, on le prit pour un rebelle qui s'échappait, et l'on tira sur lui. Ces coups de feu, la nuit, jetèrent l'alarme parmi les Irlandais qui occupaient la place du marché. Lessley accourut et leur annonça ce qui se passait ; les soldats jurèrent de rester fidèles à l'Empereur, de vivre et de mourir pour lui ; ils se répan-

dirent aussitôt dans les rues pour empêcher toute tentative de soulèvement.

Qu'allait-on faire de Wallenstein? Ses principaux partisans étaient morts : on pouvait maintenant le faire prisonnier; mais les Suédois étaient près d'Eger, et le hasard pouvait tout compromettre. On résolut de le tuer, et ce furent encore les Irlandais que Lessley chargea de cette besogne.

Wallenstein s'était établi dans la plus belle maison de la ville[1]. Un escalier tournant et extérieur conduisait aux appartements. Le capitaine irlandais Devereux le monta, suivi de quelques soldats. Il était dix heures du soir. Wallenstein venait de prendre un bain et allait se mettre au lit. Son astrologue Senno l'avait quitté quelques instants auparavant. Son échanson, en lui apportant à boire, rencontra les soldats dans l'escalier. Il leur recommanda de ne point troubler le repos de son maître ; mais il fut aussitôt blessé par les Irlandais qui criaient : « Rebelle! »

Wallenstein, entendant du bruit, se dirigea en chemise vers la fenêtre, sans doute pour appeler la garde. Mais, au même instant, Devereux enfonçait la porte et lui criait : « Fripon et traître! » Le duc s'appuya contre une table, remua les lèvres sans pouvoir articuler un mot, étendit les bras, et le capitaine irlandais lui enfonça sa hallebarde en pleine poitrine. Les soldats voulaient jeter le cadavre par la fenêtre : Devereux les en empêcha; on le roula dans un drap rouge, et on l'emporta au château, où on le réunit à ceux des autres victimes.

La ville était encore tranquille. L'heure avancée et un violent orage avaient empêché la nouvelle de s'ébruiter. Les dragons gardaient les rues et les portes. Le lendemain, de bonne heure, les officiers de la garnison furent appelés au château. Un gentilhomme allemand leur apprit ce qui s'était passé pendant la nuit, et leur demanda s'ils voulaient demeurer fidèles à l'Empereur : ils répondirent que oui. On réunit alors le conseil de ville et les bourgeois : ils renouvelèrent leur serment de fidélité. Gallas approchait, croyant avoir à assiéger Eger : les portes s'ouvrirent devant lui. Toutes les autres places frontières restèrent à l'Empereur. Le duc Franz-Albert de Saxe-Lauenbourg, que Wallenstein avait

[1] C'était la maison d'un apothicaire nommé Pachhälbel (Hurter, *Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 436).

envoyé à Ratisbonne, arrivait sans se douter de rien, apportant la nouvelle de l'approche de Bernard de Weimar : il fut arrêté et conduit à Pilsen, en même temps que les cadavres de ses amis[1].

La trahison de Wallenstein était manifeste ; il était justement puni. Mais la manière dont il fut mis à mort répugne à nos idées de légalité : on ne lui avait pas fait son procès ; il n'avait été ni entendu, ni jugé. Ferdinand n'avait pas ordonné de le tuer ; Piccolomini seul, trompé ou excité par l'ambassadeur d'Espagne, envoya à Butler l'ordre de s'en emparer mort ou vif ; et encore ce fut Lessley qui, avant de connaître cet ordre, proposa le premier de tuer le duc. Gordon, Lessley, Butler, savaient qu'ils rendaient un immense service à l'Empereur, en le débarrassant d'un tel adversaire ; ils pensaient en même temps mettre leur propre vie à l'abri. Wallenstein occupait une trop haute situation pour pouvoir être saisi et jugé comme un personnage ordinaire : ce fut la cause de sa mort. Le meurtre des officiers était nécessairement lié au sien.

Wallenstein fut peu regretté : tout le monde se défiait de lui. L'ambassadeur d'Espagne, Ognate, appela sa mort une grande grâce que Dieu faisait à la maison d'Autriche. Oxenstierna et Bernard de Weimar s'en réjouirent également, car ils n'avaient jamais cru à ses promesses. Quant à Richelieu, il la regretta, parce qu'elle lui enlevait un instrument dont il espérait se servir ; mais Louis XIII n'en déclara pas moins que le sort de Wallenstein était celui que devraient avoir tous les traîtres.

La plupart des biens du duc de Friedland lui venaient de confiscations opérées contre les rebelles de Bohême. Après sa trahison et sa mort, ils furent de nouveau confisqués, et servirent à récompenser largement les généraux demeurés fidèles.

Quelques chefs militaires, complices, furent seuls punis par le conseil de guerre que le roi de Hongrie forma sous la présidence du feld-maréchal-lieutenant Götz (mars 1635). Cinq furent condamnés à mort. Le comte Schafgotsch, qui avait formellement

[1] RANKE, *Geschichte Wallensteins*, p. 438 à 450 ; HURTER, *Wallensteins vier letzte Lebensjahre*, p. 425, 434 ; *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 134, 137 ; BARTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Kriegs*, t. I, p. 123, 135 ; Lotichius (*Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 158, donne deux gravures représentant la mort de Wallenstein et celle de ses complices ; RICHELIEU, *Mémoires*, t. VIII, p. 95, 100.

pris les armes contre l'Empereur, fut seul exécuté. Des quatre autres, Scharfenberg et Heimerle furent enfermés au Spielberg à Brünn; Sparre et Sosi, dans la forteresse de Gratz. Au bout de très-peu de temps, Sparre fut autorisé à prendre du service en Pologne; les trois autres furent mis en liberté avant la fin de 1635, sous la simple promesse d'obéir à l'Empereur, aux électeurs et aux États fidèles. Eggenberg et Questenberg, trouvés trop favorables au traître, furent disgraciés, mais pour peu de temps.

Wallenstein occupe un rang distingué parmi les stratégistes de l'Allemagne. Il montra, dans ses campagnes, de la décision, de la vigueur. Il fut également bon tacticien : on lui doit l'organisation militaire de l'Autriche, surtout l'emploi de la cavalerie légère avec l'artillerie de campagne. Mais son génie consista surtout à lever des armées. L'enrôlement des troupes, le commandement, l'administration, qui sont devenus plus tard des choses distinctes, étaient alors étroitement unis. Lorsque Wallenstein reçut, pour la seconde fois, le commandement de l'armée, il rappela auprès de lui des amis éprouvés, dont un grand nombre, après leur congé, s'étaient établis sur ses domaines. Des soldats ayant déjà servi, mêlés aux recrues, leur donnèrent bientôt la tenue militaire.

La levée d'une armée avait alors en Allemagne un certain côté financier. Les colonels recrutaient les régiments à leurs frais, et formaient une sorte de corporation de créanciers de l'État. Le général en chef leur garantissait le remboursement de leurs avances, faisait lui-même les plus grandes dépenses, et était comme l'entrepreneur de la guerre. A la fois général et banquier, le duc de Friedland était merveilleusement doué comme administrateur. Bien qu'il fournit une forte solde et des vivres en abondance, il savait organiser les contributions de telle manière, qu'après avoir pourvu au payement et à l'entretien de ses troupes, il restait encore aux habitants de quoi vivre.

Son armée était composée de soldats de toutes les nations; on pouvait voir, dans un seul régiment, jusqu'à dix nationalités différentes; les colonels étaient, comme jadis dans les armées de Charles-Quint, Espagnols, Italiens, Wallons, Allemands. Wallenstein ne s'inquiétait pas de la religion de ses soldats : quelques-uns de ses meilleurs généraux étaient protestants. Comme dans les guerres contre les Turcs on avait employé des protestants aussi bien que des catholiques, il continua à les enrôler sans distinction.

Au contraire, dans l'armée de Gustave-Adolphe, il n'y avait à peu près que des protestants, et dans celle de la Ligue, que des catholiques. Wallenstein voyait volontiers des grands seigneurs entrer à son service; mais il accueillait également bien des parvenus, des fils de marchands et même de serfs. Il ne reconnaissait pas d'autres rangs que ceux que donnent les grades. Il aimait à faire de nouveaux règlements : il changea même la manière de battre du tambour.

Avec ce mélange de nations, de religions, de rangs, l'ordre ne pouvait être maintenu que par une discipline sévère : les plus petites fautes, des singularités dans le costume, par exemple, étaient punies, afin d'en empêcher de plus grandes. Pendant les campagnes, on se relâchait un peu de la discipline, et l'on tolérait une certaine licence de mœurs. Aucun colonel ne devait laisser les absences impunies; les pillards étaient sur-le-champ pendus.

Le premier mérite aux yeux de Wallenstein, c'était la bravoure. Il avait toujours des chaînes d'or à sa disposition, pour pouvoir récompenser le courage sur-le-champ; il donnait aussi des titres de noblesse. On regardait comme une grande faveur qu'il vous mît la main sur la tête ou sur l'épaule, et vous adressât ensuite des éloges. Si quelque soldat périssait dans une action d'éclat, il honorait sa mémoire en assistant à ses funérailles. La lâcheté était punie, même avec cruauté; un échec où l'on avait commis une faute était considéré comme un crime. Si le généralissime donnait de l'avancement, il ne trouvait pas mauvais qu'on ne l'en remerciât pas, car on devait sa nomination, non à la faveur, mais au mérite. Les recommandations de la cour lui étaient désagréables : il les repoussait avec mépris.

Il imposait le duel à tout soldat blessé dans son honneur : quiconque refusait de se battre était chassé de l'armée. Si quelqu'un se présentait avec un équipement trop orné, il le renvoyait en disant qu'il était bon pour faire partie de la cour d'un cardinal, et que la fumée de la poudre lui gâterait le visage.

Tant qu'il fut en bonne santé, il aima à manger avec ses officiers; il maintenait toutefois avec soin la subordination. Il ne voulait pas être salué quand il entrait dans le camp. Lorsqu'il se retirait dans son quartier, il ne permettait à personne de venir dans le voisinage avec des chevaux, des chiens, des éperons bruyants.

Hors du camp, il aimait à déployer plus de faste qu'aucun prince. Il s'était fait bâtir à Prague un palais magnifique avec des galeries, des colonnades, des salles vastes et ornées, des grottes pleines de fraîcheur. Ses écuries avaient des crèches de marbre, et contenaient trois cents chevaux de choix. Dans ses voyages, il avait à son service de nombreux carrosses, dont plusieurs à six chevaux. Ses jardins contenaient des volières d'un style oriental et des viviers bien pourvus. On a dit qu'il avait voulu faire de son château de Sagan la huitième merveille du monde. Il s'y était laissé représenter en triomphateur monté sur un char que traînaient les quatre coursiers du soleil.

N'aimant pas les cérémonies en usage à la cour et méprisant les profonds saluts, il s'entourait néanmoins d'une grande pompe. Ses pages, qu'il prenait volontiers dans les premières familles, avaient des vêtements de soie bleue rehaussés de pourpre et d'or. Ses serviteurs étaient richement équipés; sa garde se composait de soldats choisis, de haute et belle stature. Il voulut, surtout après être devenu duc de Mecklenbourg, en imposer par une tenue princière.

Il vivait sobrement, mais sa table devait être richement servie. Il aimait à dire qu'il avait des chambellans qui avaient quitté le service de l'Empereur pour le sien. Personne ne payait mieux que lui. Il avait pris en Italie les mœurs et les habitudes du grand monde, et l'on raconte qu'il sut charmer toutes les dames de Berlin lorsqu'il parut dans cette ville. Il aimait la conversation, et, en causant, il se laissait aller volontiers à des mouvements passionnés. C'était alors que les fantômes de son imagination apparaissaient aux yeux de ses interlocuteurs comme des projets arrêtés, et qu'on prenait de simples boutades pour des actes réfléchis.

Malheur à qui excitait sa colère; il n'était plus alors maître de lui. On le laissait tempêter jusqu'à ce que l'accès fût passé. On le traitait alors de *Schiefer*[1]; Wallenstein le savait, et évitait les occasions de s'irriter. Quiconque vivait dans son intimité souffrait de sa bizarrerie. On portait sur lui les jugements les plus exagérés et les plus divers. Pour certains, c'était le monstre le plus sauvage qu'eût produit la Bohême; pour d'autres, le plus grand capitaine que le monde eût jamais vu.

[1] Mot haut allemand, qui signifierait le biscornu.

Son extérieur était mâle et intelligent, plutôt que grand et imposant. Il était maigre, d'un teint pâle tirant sur le jaune; il avait de petits yeux clairs et rusés. Son front élevé portait la trace de la pensée, non du souci; il avait les traits accentués, pas de rides. Vieilli de bonne heure, ses cheveux blanchissaient déjà à quarante ans. Il souffrait presque toujours de la goutte. Il n'avait que cinquante ans lorsqu'il fut tué. Dans ses dernières années, ce n'était qu'avec peine et appuyé sur un jonc d'Espagne qu'il pouvait marcher; il regardait autour de lui à chaque pas.

Il avait l'esprit sans cesse en mouvement; la maladie, au lieu de calmer son ambition, semblait plutôt l'exciter. Il ne songeait qu'à fonder sa puissance, à accroître l'importance de sa famille, et à voir à ses pieds ses anciens ennemis.

Il détestait les prêtres qui vivaient dans le monde, en dehors de leur ministère. Il ne voulait pas entendre parler de dons faits en faveur d'ecclésiastiques; c'était autant de perdu pour ses soldats. Il raillait la vie voluptueuse des gens d'église, et méprisait ceux qui se mettaient à leur service. Il ne voulait pas souffrir la présence des jésuites dans son camp, et permettait aux protestants, qui s'y trouvaient en grand nombre, le libre exercice de leur religion. D'après Ranke, on l'entendait dire que la liberté de conscience était le privilége des Allemands.

Les singularités de son caractère et les calculs astrologiques qu'il aimait à faire pour lui-même et pour ses amis, ne l'empêchaient pas d'être très-pratique en affaires. S'il était en certaines occasions prodigue et inconsidéré, il ne manquait ni d'économie, ni de prévoyance. Il déclarait qu'il lui était impossible d'obéir à aucun ordre.

On peut considérer Wallenstein comme un condottiere. Ce que Mansfeld et Halberstadt avaient été du côté des protestants, Wallenstein le fut du côté des catholiques. S'il l'emporta sur eux, c'est qu'il se mit au service de l'Empereur, au lieu de soutenir de simples princes ou de combattre pour lui seul. Supérieur à Tilly comme organisateur d'armées, il lui fut inférieur comme général. Il a créé des masses énormes pour l'époque; ses expéditions étaient des invasions. Il a écrasé ses adversaires par le nombre, il s'est montré imposant dans son camp de Nürenberg, mais il n'a remporté aucune grande victoire. Il y a en lui quelque

chose de disproportionné : c'est avant tout un condottiere fantasque [1].

Le maréchal de Gramont nous a laissé dans ses Mémoires un portrait du duc de Friedland. « Ce Walstein était vaillant et judicieux à la guerre, admirable à lever et à faire subsister les armées, sévère à punir les soldats, prodigue à les récompenser, pourtant avec choix et dessein ; toujours ferme contre le malheur, civil et affable dans le besoin ; d'ailleurs orgueilleux et fier au delà de toute imagination ; ambitieux de la gloire d'autrui, jaloux de la sienne ; implacable dans la haine, prompt à la colère, cruel dans la vengeance ; plein d'ostentation, libéral à l'excès lorsqu'il s'agissait de sa gloire et de se faire des créatures pour parvenir à ses fins. En un mot, Walstein était un de ces hommes nés pour commander aux autres et pour donner beaucoup de craintes à son maître, quelque puissant qu'il pût être [2]. »

[1] Ranke, *Geschichte Wallensteins,* p. 339, 350, 453 ; Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. IV, p. 142, 144, 522.
[2] Gramont, *Mémoires,* t. I, p. 298.

CHAPITRE XI

SIÉGE DE RATISBONNE. — BATAILLE DE NORDLINGUE.

1634.

Siége de Ratisbonne. — Les Suédois menacent l'Autriche par le nord, et surtout par l'ouest où ils possèdent Ratisbonne. — L'électeur de Bavière entre en campagne (mars 1634). Le roi de Hongrie prend à Prague le commandement de l'armée impériale, avec Gallas pour lieutenant général. — Secondé par l'électeur de Bavière et par le duc de Lorraine, il assiége Ratisbonne (1er juin 1634). — Le duc Bernard de Weimar veut remplacer la Suède dans la direction du parti protestant. — Laissé seul par Horn, il essaye de secourir Ratisbonne (1er juin); repoussé, il renforce la garnison et se retire en Franconie. — Les Impériaux prennent Kehlheim qui gêne leurs opérations (26 juin). — Horn consent à quitter la Souabe, pour se joindre à Bernard et secourir Ratisbonne. Tous deux perdent leur temps à Landshut qu'ils ont pris d'assaut (23 juillet), et arrivent trop tard. — Ratisbonne capitule (28 juillet 1634).

Diversion des Suédois en Bohême. — Les Suédo-Saxons envahissent la Bohême et arrivent devant Prague (25 juillet). — Leurs chefs, Baner et Arnim, ne s'entendent pas. — Informés que Ratisbonne est sur le point de capituler, ils se retirent (28 juillet).

Politique d'Oxenstierna. — Le chancelier de Suède se propose d'établir une union des trois cercles de la basse Allemagne : basse Saxe, haute Saxe et Westphalie. — La diète de basse Saxe, réunie à *Halberstadt,* refuse (février 1634).

Assemblée de Francfort (7 février 1634). — Oxenstierna veut rattacher les trois cercles de la basse Allemagne à l'union de Heilbronn. — Embarras des protestants. — Opposition de l'électeur de Saxe. — Prétentions de la France et de la Suède : Oxenstierna demande la Poméranie pour la Suède, et Mayence pour lui; Feuquières réclame pour la France : l'Alsace, Philippsbourg et Brisach : opposition réciproque. — A la nouvelle de la prise de Ratisbonne, la Suède, ayant besoin de la France, lui cède Philippsbourg (5 septembre 1634).

Bataille de Nordlingue. — Le roi de Hongrie, apprenant que les Suédo-Saxons évacuent la Bohême, prend l'offensive pour leur faire évacuer aussi la Bavière. — Mauvaise situation de Bernard et de Horn à Augsbourg. — Le cardinal infant quitte Milan (30 juin 1634), pour prendre en flanc les Suédois. — Le roi de Hongrie met le siége devant Nordlingue (17 août). — Les Suédois marchent au secours de cette place (16 août), s'établissent à Bopfingen (22 août), et y attendent des renforts. — Le

cardinal infant rejoint les Impériaux devant Nordlingue (2 septembre). — Les Suédois attaquent les Impériaux (5 septembre). — *Bataille de Nordlingue* (6 septembre 1634). — Les Impériaux battent les Suédois et font Horn prisonnier.

Suites de la bataille. — Nordlingue se rend (7 septembre). — Bernard se retire en Würtemberg ; le roi de Hongrie occupe ce pays, entre à Stuttgart (21 septembre), prend Heilbronn (1er octobre). — Oxenstierna se retire de Francfort à Mayence. — Le roi de Hongrie retourne à Vienne (24 novembre). — Les Impériaux reprennent Würtzbourg (18 janvier 1635), y rétablissent l'évêque et occupent la Franconie. — Baner est resté à Erfurt et n'a rien fait pour arrêter les Impériaux : il surveille les électeurs de Saxe et de Brandebourg. — Werth assiége Heidelberg (16 novembre 1634). — Les Français, commandés par La Force et Brézé, l'obligent à se retirer (22-23 décembre 1634). — La période française commence.

La mort de Wallenstein avait peu modifié la situation générale. Les Suédois menaçaient toujours les États héréditaires : Baner, secondé par Arnim et les Saxons, devait les envahir, au nord, par la Bohême ; Bernard de Weimar et Horn, à l'ouest, par la Bavière et l'archiduché d'Autriche. C'était de ce dernier côté que le danger était le plus grand, parce que, sans compter plusieurs petites places, les Suédois y possédaient Ratisbonne, la plus importante forteresse de l'Allemagne.

Il fallait se débarrasser à tout prix d'un si redoutable voisinage ; c'est pourquoi ce fut sur les bords du Danube que la guerre recommença. Au mois de mars 1634, Maximilien réunit son armée à Ingolstadt. Après avoir été rejoint par un corps autrichien, commandé par Aldringer, il entra en campagne avec dix mille hommes, et assiégea Straubing. La garnison suédoise se rendit lorsqu'elle vit la brèche ouverte. Les Bavarois occupèrent ensuite Cham et plusieurs autres places du haut Palatinat. Mais il fallait, pour s'emparer de Ratisbonne, des troupes plus nombreuses que celles dont disposait l'électeur : il dut attendre l'armée impériale. Gallas, chargé de réorganiser cette armée, avait rappelé à l'intérieur les régiments douteux, pour ne laisser aux frontières que ceux dont on était sûr. Composant ensuite les garnisons avec des recrues, il ne garda, pour faire campagne, que des soldats exercés et éprouvés.

Le roi de Hongrie reçut le commandement de l'armée, et on lui donna Gallas pour le diriger, avec le titre de lieutenant général. L'armée d'opération se trouvait à Prague. Avant de la rejoindre,

le Roi, accompagné d'une suite nombreuse, vint entendre la messe dans le couvent des carmes déchaussés du bas Werde, près de Vienne, pour demander à Dieu de bénir ses premières armes (2 mai 1634). Il partit ensuite avec le comte Gaspard de Stadion, grand maître de l'ordre Teutonique, le comte Maximilien de Trauttmansdorff, et plusieurs autres seigneurs.

L'armée comptait quarante mille hommes, et possédait une nombreuse artillerie. Le Roi quitta Prague avec elle; le 20 mai, il parut devant Pilsen. Laissant là dix mille hommes à Colloredo, pour défendre la Bohême, il se dirigea avec le reste vers Ratisbonne et arriva devant cette place le 1er juin 1634. Après l'arrivée de Maximilien, il eut de nouveau quarante mille hommes sous ses ordres[1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. IV, p. 145, 158; Schreiber, *Maximilian I,* p. 643.

Le roi de Hongrie vit arriver dans son camp le duc Charles de Lorraine, qui avait perdu ses États, et qui n'espérait les recouvrer qu'avec le secours de l'Autriche.

Le duc Henri II de Lorraine était mort à Nancy, le 31 juillet 1624, ne laissant, de son second mariage avec Marguerite de Gonzague, fille de Vincent Ier, duc de Mantoue, que deux filles : Nicole et Claude. Son frère François II, comte de Vaudemont, lui survécut. Qui devait succéder à Henri II? Sa fille Nicole, ou son frère François II? En d'autres termes, la couronne de Lorraine était-elle féminine ou masculine? La question était douteuse. Pour la faire disparaître en confondant les droits, Charles IV, fils aîné du comte de Vaudemont, épousa, en 1621, avec dispense du Pape à cause de la parenté, Nicole, fille aînée de Henri II. A la mort de Henri II, le comte de Vaudemont prit d'abord la couronne : il soutenait qu'elle était masculine; mais pour éviter les difficultés, il abdiqua presque aussitôt en faveur de son fils Charles IV, qui réunit ainsi le droit masculin du chef de son père et le droit féminin du chef de sa femme.

Richelieu, qui venait d'arriver au pouvoir (29 mars 1624), se hâta de réclamer au duc la restitution de certains territoires, et l'hommage pour certains autres. A cela vint s'ajouter la question de Verdun, dont l'évêque, François, était un prince lorrain. Gaston d'Orléans se réfugia en outre à la cour de Lorraine après la révolte de Montmorency, et épousa, le 3 janvier 1632, sans l'autorisation de son frère le roi Louis XIII, Marguerite, sœur de Charles IV. Enfin le duc se montrait plus favorable à l'Empereur qu'au roi de France. Il y avait là matière à discussion : la guerre éclata. En 1634, Charles IV avait perdu tous ses États. (Voir d'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. I.) Les habitants dont le Roi se défiait furent chassés du pays; certaines places furent fortifiées, d'autres rasées, et nombre de gentilshommes se virent contraints d'habiter en France. A partir du 22 mai 1634, le duché,

Malheureusement pour les Suédois, l'unité de direction, qui avait fait, sous Gustave-Adolphe, leur principale force, n'existait plus. Le feld-maréchal Horn et le duc Bernard de Weimar n'étaient pas d'accord : tous deux voulaient commander; ils se disputaient même les vivres pour leurs armées. Oxenstierna soutenait Horn, parce qu'il était son gendre et de nationalité suédoise; mais il ne pouvait se faire obéir de Bernard, qui, en sa qualité de prince, se croyait au-dessus du chancelier. La différence des vues politiques s'ajoutait à la rivalité du commandement. Bernard désirait, comme l'électeur de Saxe, former un tiers parti indépendant de la Suède, tandis qu'Oxenstierna prétendait tout diriger; Bernard aspirait même à devenir le chef des protestants à la place de la Suède, et se montrait disposé à faire la paix. Dans une entrevue entre les deux généraux à Berching [1] (13 janvier 1634), Horn avait déjà refusé de joindre ses troupes à celles du duc. Ils ne s'entendirent pas mieux lorsqu'ils surent que le roi de Hongrie marchait vers le Danube. C'était Bernard qui avait pris Ratisbonne, c'était à lui de le défendre. Abandonné à ses seules forces, il quitta Dinkelsbühl [2] à la tête de vingt mille hommes pour aller au secours de la place. Il traversa d'abord le Danube à Kehlheim, le repassa à Ratisbonne, et établit son artillerie au delà du fleuve, au nord de la ville, sur la colline appelée le Weinberg, pendant que le roi de Hongrie installait lui-même la sienne près de là, sur le Galgenberg (1er juin 1634). Il s'engagea aussitôt entre les deux armées, dans

traité en pays conquis, dut entretenir à ses frais l'armée d'occupation. Cependant plusieurs châteaux, situés dans les montagnes, étaient encore défendus par des garnisons lorraines. Le plus important était celui de la Motte, qui succomba à la fin de juin après un siége acharné, pendant lequel Turenne fit ses premières armes. Les archives de Lorraine, qui s'y trouvaient, servirent aussitôt à étayer les prétentions du Roi sur le duché. La prise de la Motte mit fin à la guerre; il n'y eut plus dorénavant que des rixes entre les paysans qui étaient ruinés et les soldats qui vivaient à leurs dépens. Pendant ce temps, le Roi installait un conseil suprême pour administrer le pays, et exigeait le serment de fidélité de tous les employés; quiconque refusait, perdait sa place. Le parlement de Paris fut assez docile pour condamner le duc comme coupable de lèse-majesté, et une colonne fut érigée dans la ville de Bar pour transmettre à la postérité le souvenir du crime du duc et de sa punition. (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 173.)

[1] Au sud de Neumarkt, dans le haut Palatinat.

[2] Au sud-ouest d'Ansbach.

la vallée du Regen, un combat à la suite duquel Bernard dut se retirer [1].

Le lendemain, Ferdinand occupa les positions que le duc venait de quitter, et fit ouvrir une violente canonnade contre Stadt-am-Hof. Cette petite ville, située sur la rive gauche du Danube, communiquait avec Ratisbonne par un pont en pierre. Après avoir repoussé une sortie, mais échoué dans l'assaut donné à un ouvrage avancé, près du pont, le Roi se décida à attaquer sans délai la place dont Stadt-am-Hof pouvait être considéré comme un faubourg. Plusieurs régiments impériaux traversèrent le Danube, à l'est de la ville, sans être inquiétés, et s'établirent sur la rive droite, afin d'attaquer aussi par le sud, et de diviser par là les forces de la garnison.

Le major général suédois Lars Kagge, qui la commandait, avait augmenté et amélioré les fortifications. Les habitants, en majorité protestants, le soutinrent, et formèrent douze compagnies de milice pour prendre part à la défense. Bernard, à la tête de l'armée de secours, était trop inférieur en forces aux Impériaux pour les obliger à lever le siége; il manquait d'ailleurs de vivres. Tout ce qu'il put faire, ce fut de jeter dans la ville deux régiments, qui élevèrent le chiffre de la garnison à six mille hommes; après quoi il se retira en Franconie. Ses troupes, harcelées par des cavaliers croates et bavarois, décimées par les maladies et la désertion, furent bientôt réduites à trois mille hommes; encore ne put-il les retenir sous ses drapeaux qu'en leur donnant de l'argent, dont Nürenberg fit l'avance.

Débarrassé de Bernard, le roi de Hongrie poursuivit activement le siége. Cent pièces de canon tiraient sur la ville des deux côtés du Danube; le Roi en pointa plusieurs. Malheureusement pour les Impériaux, le temps était mauvais, et une pluie continuelle rendait les travaux difficiles. Les assiégés, de leur côté, se défendaient avec le plus grand courage; ils faisaient de fréquentes sorties, et la garnison suédoise de la petite ville de Kehlheim, située à quelque distance en amont de Ratisbonne, leur venait en aide en

[1] Il se retira du côté de la chartreuse de Prüfening, à l'ouest de Ratisbonne.

HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 150, 158; FUCHS, *Die Schlacht bei Nördlingen*, Weimar, Voigt, 1868, p. 95-97.

inquiétant les Impériaux et en leur barrant le Danube. Aldringer alla faire le siége de cette place, et le colonel suédois Rosen, qui la commandait, capitula (26 juin) après avoir repoussé deux assauts.

La perte de Kehlheim détermina Bernard à faire de nouvelles démarches auprès de Horn pour en obtenir des secours. Horn surveillait alors la Souabe et le pays du Lech, pour barrer le passage au cardinal infant don Fernando, qui arrivait d'Italie. Il consentit néanmoins à joindre ses forces à celles de Bernard, pour essayer de faire lever le siége de Ratisbonne. Les deux armées, réunies à Augsbourg, en partirent le 12 juillet; elles comptaient en tout environ vingt mille hommes. Un courrier fut expédié aux défenseurs de Ratisbonne, pour les prévenir que le 17 juillet, à minuit, des feux leur signaleraient l'approche du duc, et pour les prier de faire une sortie pendant que les Suédois attaqueraient les assiégeants. La dépêche fut interceptée, et Bernard, d'ailleurs, ne put pas marcher aussi rapidement qu'il l'avait espéré. Tous les passages du Danube étaient gardés, et les Suédois n'avançaient que péniblement au milieu d'un pays dévasté, qu'ils achevaient de piller et de brûler. La petite ville d'Aichach entre autres fut incendiée, et ses habitants jetés dans les flammes. Le 16 juillet, les Suédois passèrent l'Isar à Freisingen, qu'ils prirent d'assaut et pillèrent. Le 20, ils arrivèrent devant Landshut, capitale de la basse Bavière[1].

Cette place, située sur la rive droite de l'Isar, couvrait, du côté du midi, les Impériaux occupés au siége de Ratisbonne. Le roi de Hongrie en avait confié la défense à Aldringer. En deux jours la brèche fut ouverte. Aldringer refusa néanmoins de capituler; il s'attendait à être secouru par Jean de Werth, qu'il avait appelé à lui. Le soir du 23 juillet, les Suédois écrasèrent la ville de boulets rouges, et, pendant que les bourgeois étaient occupés à éteindre les incendies, ils donnèrent l'assaut. Beaucoup d'habitants essayèrent de s'enfuir par le pont de l'Isar; mais, lorsqu'il fut chargé de monde, Bernard le fit balayer par son artillerie, et le pont s'abîma dans les flots, entraînant avec ses débris une foule de malheureux.

[1] Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 236.

En même temps, les Suédois pénétraient dans les maisons, pillaient, massacraient les habitants sans défense et outrageaient les femmes. Plus de mille personnes périrent dans la ville, autant dans l'Isar. Plusieurs familles furent complétement anéanties, et beaucoup de riches bourgeois tombèrent dans une affreuse misère. La garnison bavaroise eut deux mille hommes tués; Aldringer, atteint d'une balle de mousquet, tomba mort sur le pont[1].

Les Suédois séjournèrent huit jours à Landshut, et en repartirent le 30 juillet. Au bout de quatre heures de marche, ils apprirent la capitulation de Ratisbonne. Le 22 juin, les tranchées se trouvaient déjà poussées jusqu'à quatre cents pas des murailles; le 7 juillet, tous les ouvrages avancés et l'île du Danube tombèrent au pouvoir des assiégeants. La famine commençait à se faire sentir dans la place, comme du reste aussi dans le camp des Impériaux, car il était difficile d'approvisionner une armée de quarante mille hommes, suivie de cent cinquante mille valets, femmes et enfants, avec dix mille chevaux pour les bagages. Dès qu'il fut maître de l'île et des ouvrages avancés, le Roi somma le commandant de se rendre. Au bout de quelques jours, Kagge répondit qu'il n'en avait pas le pouvoir; mais les magistrats de la ville demandèrent un armistice, et le Roi leur en accorda un jusqu'au 12 juillet, à midi, moyennant la remise de trois otages. Le délai écoulé, Kagge laissa encore la parole aux magistrats. Gallas déclara aux négociateurs que le Roi pourrait se rendre maître de la ville à l'instant, s'il ne craignait de la ruiner. Les assiégés réfléchirent : la poudre leur manquait; ils étaient dans l'impossibilité de repousser un assaut, et ils devaient renoncer à l'espoir d'être secourus. D'un autre côté, les Impériaux avaient intérêt à occuper promptement Ratisbonne, afin d'aller au secours de Prague, menacé par les Suédois et les Saxons. Ils posèrent des conditions modérées, et les assiégés capitulèrent. Le roi de Hongrie assurait à Ratisbonne le maintien de ses libertés et le libre exercice de la religion protestante. La ville devait recevoir une garnison impériale. La garnison suédoise sortirait avec les honneurs de la guerre. Tous ceux qui le désireraient, quand même ils auraient été jadis au service de

[1] Son corps fut enseveli dans le couvent des cisterciens de Prül, près de Ratisbonne (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 647, 648).

l'Empereur ou de l'électeur de Bavière et l'auraient quitté pour celui de la Suède, jouiraient de la faculté de se retirer. Les prisonniers et les otages furent rendus sans rançon ; Bernard réclama toutefois cent mille thalers pour remettre en liberté l'évêque de Ratisbonne, qu'il avait envoyé à Würtzbourg.

Le 28 juillet 1634, le roi de Hongrie, accompagné de l'électeur de Bavière, du duc de Lorraine et d'une suite nombreuse, assista, dans une prairie, au défilé des Suédois. La garnison avait été réduite de six mille hommes à quinze cents par les fatigues du siége et par les maladies. Ils sortirent, divisés en quatre régiments, enseignes déployées, tambours battants, mèche allumée, mousquets armés, balle à la bouche, toutes choses qui constituaient les honneurs de la guerre. Lorsque le colonel du premier régiment descendit de cheval et plia le genou devant le Roi, celui-ci et ses officiers lui tendirent la main et le félicitèrent de s'être conduit en brave soldat. Le commandant en chef, Lars Kagge, arriva à cheval entre Gallas et Piccolomini. Il mit pied à terre à son tour, et, pliant le genou devant le Roi, lui dit : « En livrant Ratisbonne à Votre Majesté, je lui remets les clefs du Saint-Empire romain, et je la prie humblement de tenir tout ce qu'elle a promis. » Ferdinand lui tendit la main et lui répondit qu'il satisferait de son mieux à sa demande. Cette promesse n'était pas inutile, car les troupes impériales se jetaient déjà sur les bagages des Suédois. Gallas et Piccolomini ne purent les arrêter qu'en mettant l'épée à la main et en tuant ou blessant plusieurs de leurs propres soldats.

La prise de Ratisbonne avait coûté aux Impériaux huit mille morts ; la plupart de leurs blessés périrent dans la basse Autriche faute de nourriture et de médicaments ; six mille déserteurs avaient quitté l'armée. La garnison suédoise avait perdu de son côté quatre mille cinq cents hommes, sans compter huit cents bourgeois [1].

Pendant que Bernard et Horn étaient en marche pour faire lever le siége de Ratisbonne, Baner et Arnim tentaient, de leur

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 111, 159 à 167 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 643 à 648 ; Fuchs, *Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 63 ; *Mercure français*, t. XX, p. 583-594 ; Soden, *Gustav Adolph und sein Heer in Süddeutschland*, t. II, p. 525 ; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 222 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 164.

côté, une diversion en Bohême. Le chancelier Oxenstierna espérait d'autant mieux réussir, que les Impériaux n'avaient pas été heureux sur l'Oder, en Silésie et dans le Brandebourg, pendant les premiers mois de l'année 1634 : ils y avaient perdu toutes les conquêtes faites par Wallenstein l'année précédente.

L'armée suédo-saxonne, forte en tout de dix-sept mille hommes, passa l'Elbe à Melnik [1], le 23 juillet 1634, et parut le 25 sur la Montagne-Blanche. La terreur régnait dans la capitale de la Bohême; beaucoup de ses habitants s'étaient enfuis jusqu'à Vienne. Maradas, qui y commandait et n'avait qu'une faible garnison sous ses ordres, se prépara néanmoins à une vigoureuse résistance. Les généraux ennemis n'étaient pas d'accord; Arnim ne s'entendait pas mieux avec Baner que Bernard avec Horn [2]. Arnim était d'avis de donner l'assaut pendant la nuit, sur trois points à la fois, et d'exciter le courage des soldats par des distributions d'argent et la promesse du pillage. Baner soutenait au contraire qu'une attaque de vive force était impossible, et n'aboutirait qu'à faire tuer inutilement beaucoup de monde. La nouvelle qu'on reçut sur ces entrefaites, que Ratisbonne était sur le point de capituler, les décida à battre en retraite. Les Suédois et les Saxons craignirent d'avoir bientôt sur les bras toute l'armée impériale, car le roi de Hongrie, après avoir pris Ratisbonne, se hâterait certainement de marcher au secours de Prague. Le 28 juillet, le jour même où Ratisbonne ouvrait ses portes, ils quittèrent leur position de la Montagne-Blanche, et se retirèrent en pillant, brûlant, et commettant toutes sortes d'excès [3].

Tandis que Bernard et Horn, sur le Danube, Arnim et Baner, sur l'Elbe, continuaient la guerre contre l'Autriche, Oxenstierna ne négligeait rien pour rattacher de plus en plus les protestants d'Allemagne à la fortune de la Suède, et pour venir au secours des armées par la diplomatie. Il avait déjà groupé autour de lui, au congrès de Heilbronn, quatre cercles de la haute Allemagne, ceux de Souabe, de Franconie, du Haut et du Bas-Rhin. Désirant faire quelque chose de semblable dans la basse Allemagne, il fit convoquer à Halberstadt, par le duc de Brunswick-Wol-

[1] Au nord de Prague (*Mercure français*, t. XX, p. 548).

[2] L'électeur de Saxe accompagnait ses troupes.

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 168, 178.

fenbüttel, une diète du cercle de Basse-Saxe, et s'y rendit en personne (février 1634); mais il ne put en obtenir qu'elle s'unît avec les cercles de Haute-Saxe et de Westphalie. L'électeur de Saxe contribua à ce résultat, en dissuadant la diète de conclure des alliances qui violeraient les lois de l'Empire. Oxenstierna obtint cependant des subsides, qui servirent à lever l'armée que Baner conduisit en Bohême.

Le chancelier de Suède ne renonça pas d'ailleurs à son plan. Il fit une nouvelle tentative, peu de temps après, pour faire entrer les trois cercles de la basse Allemagne dans l'union de Heilbronn, et convoqua pour cela à Francfort, pour le mois de mars 1634, une assemblée des États protestants. Feuquières, l'ambassadeur français, assista à l'assemblée de Francfort, comme il avait assisté à celle d'Halberstadt. La France et la Suède cherchaient, chacune de son côté, à se servir des princes allemands pour réaliser leurs desseins. La France poursuivait l'affaiblissement de la maison d'Autriche, et convoitait l'Alsace, les deux places de Philippsbourg et de Brisach, peut-être même tous les bords du Rhin; la Suède désirait prendre pied en Allemagne, en obtenant, comme récompense de ses services, une province sur les bords de la Baltique, telle que la Poméranie [1]; et Oxenstierna, qui ne négligeait pas ses intérêts particuliers, espérait toujours obtenir pour lui-même l'électorat de Mayence. Quant aux princes protestants, ils flottaient entre Feuquières et Oxenstierna, aimant peu la France et la Suède, mais ne pouvant renoncer à leur alliance sans se mettre à la discrétion de l'Empereur.

La Suède et la France étaient également loin de s'entendre. La Suède refusait d'abandonner l'Alsace à la France, parce qu'elle espérait la garder elle-même en gage afin de se faire céder plus facilement la Poméranie; elle refusait aussi pour la même raison de lui remettre Philippsbourg, dont la garnison s'était rendue aux Suédois (13 janvier 1634) [2].

Feuquières, de son côté, faisait tous ses efforts pour brouiller

[1] Le duc de Poméranie vivait encore : il mourut le 20 mars 1637. On a accusé à tort l'Autriche d'avoir offert la Poméranie à la Suède; ce fut la Suède qui la réclama (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 218).

[2] Le lieutenant-colonel Gaspard Bamberger s'y était bravement défendu pendant plusieurs mois. La famine l'obligea à capituler.

les princes avec la Suède, pour empêcher l'électeur de Saxe de trop se livrer à cette puissance, pour soutenir Bernard de Weimar contre Horn, et surtout pour s'opposer à ce qu'Oxenstierna obtînt l'électorat de Mayence, car la France ne voulait pas voir là un protestant, un Suédois, et préférait en outre un voisin faible à un voisin puissant.

L'électeur de Saxe avait déjà contribué à l'insuccès de la Suède à Halberstadt. Il poursuivit la même politique à Francfort, où son ambassadeur conseilla la paix et s'opposa à ce qu'on fît des cessions de territoire aux étrangers.

Oxenstierna ouvrit le congrès le 7 avril 1634, par un discours qui dura trois heures, et dans lequel il invita les membres de l'Union à demeurer d'accord pour continuer la guerre, et à témoigner leur reconnaissance à la Suède. Ses relations avec Feuquières étaient assez tendues, le chancelier refusant Philippsbourg à la France, et l'ambassadeur français refusant Mayence au chancelier. Oxenstierna se montrait d'autant plus tenace, que son fils, envoyé à Londres, lui annonçait que le roi d'Angleterre était prêt à lui fournir vingt mille hommes en Allemagne; mais Feuquières ne l'était pas moins, parce qu'il était soutenu par Bernard de Weimar et par d'autres princes qu'il avait su gagner par ses libéralités. L'intervention de l'ambassadeur de Saxe parait avoir seule empêché une rupture entre la France et la Suède : il persuada au chancelier qu'il ne pouvait rien faire sans la France, et les relations s'adoucirent. Le 8 juin 1634, Oxenstierna, qui n'avait pas encore fait de visite à Feuquières, vint le voir. Ils se promirent de soutenir réciproquement leurs demandes, et une entente passable s'établit entre eux. Feuquières engagea l'assemblée à se montrer reconnaissante envers la Suède et envers le chancelier (21 juin). Mais il eut beau réclamer Philippsbourg et promettre que le roi son maître rendrait cette forteresse après la paix sans exiger de dédommagement, les Suédois lui firent une réponse évasive qui équivalait à un refus (11 juillet)[1]. Ce refus refroidit de nouveau Feuquières à l'égard de la Suède, et il ne fut presque plus question ni de la Poméranie, ni de Mayence. Mais la prise de

[1] Oxenstierna avait quitté Francfort le 9 juin, pour aller prendre les eaux à Schwalbach; il revint le 8 juillet (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. IV, p. 189).

Ratisbonne et la nouvelle que le roi de Hongrie remontait les rives du Danube et se rapprochait de Francfort, changèrent les dispositions du chancelier. Le 5 septembre il vint annoncer à Feuquières que la Suède cédait Philippsbourg. La garnison prêterait serment à la fois au roi de France et à l'Union de Heilbronn, et la forteresse ne pourrait passer en d'autres mains, sans l'assentiment du Roi et de l'Union. Feuquières promit de son côté que son maître non-seulement y nommerait pour gouverneur un prince allemand, mais qu'il enverrait à l'Union un secours de six mille hommes, et ferait bientôt approcher des bords du Rhin une armée de quarante mille hommes [1].

La prise de Ratisbonne par les Impériaux avait forcé la Suède et l'Union de Heilbronn à se rapprocher de la France ; la bataille de Nordlingue allait les obliger à s'en rapprocher encore plus.

Après s'être emparé de Ratisbonne, le roi de Hongrie se dirigea d'abord vers Prague, afin de protéger cette ville contre Baner et Arnim [2]. Le 1er août, il campa près de Straubing; mais ayant reçu la nouvelle que l'ennemi se retirait de la Bohême, il remonta le Danube (4 août) pour délivrer la Bavière des Suédois et pour prendre l'offensive contre l'Union de Heilbronn.

De retour à Augsbourg (6 août 1634), Horn et Bernard se trouvaient dans une situation difficile. Leur armée ne dépassait pas le chiffre de dix mille hommes, et elle était dans le plus pitoyable état. La mort décimait les soldats, et les chevaux étaient si épuisés, qu'ils ne pouvaient plus porter leurs cavaliers, et qu'il fallait les conduire par la bride. Bernard écrivait à Oxenstierna (17 août) : « Il ne nous reste qu'à attendre de la miséricorde de Dieu qu'elle suscite quelque autre armée qui puisse combattre l'ennemi. »

Les Suédois n'allaient pas seulement avoir affaire à l'armée du roi de Hongrie, à elle seule déjà bien supérieure en nombre à la leur; une armée espagnole arrivait en outre du Tyrol pour les prendre en flanc [3]. Le cardinal infant don Fernando, frère de

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 154, 180 à 194; *Mercure français*, t. XX, p. 456.

[2] Et sans doute aussi dans l'espoir d'obliger l'électeur de Saxe à se réconcilier avec l'Empereur.

[3] Richelieu, qui voulait se servir contre l'Autriche des princes italiens, comme des princes allemands, leur avait envoyé le sieur de Bellièvre pour les gagner à sa politique. Le duc de Parme accepta sans hésiter le protec-

Philippe IV, quitta en effet Milan (30 juin 1634) pour se rendre en Allemagne. Il avait avec lui neuf mille hommes; après avoir rallié Serbelloni, il en eut quinze mille [1].

Le roi de Hongrie arriva de son côté à Ingolstadt (13 août), prit d'assaut Donauwerth, qui avait refusé de se rendre (16), et, le 17 août, parut devant Nordlingue; il établit son quartier général à Reimlingen, au sud-est de cette place.

Nordlingue, ville impériale, bien fortifiée, était défendue par une garnison suédoise d'environ mille hommes et par tous les habitants capables de porter les armes. Le duc de Weimar avait fait remettre aux bourgeois une lettre par laquelle il les invitait à opposer aux Impériaux une vigoureuse résistance, jurant, sur son honneur de prince, de faire lever le siége. Les Suédois eurent d'abord l'intention d'aller au-devant des Espagnols, et de les attaquer avant leur jonction avec les Impériaux; mais la prompte arrivée du roi de Hongrie les décida à y renoncer; ils se concentrèrent à Günzbourg (16 août) [2] et marchèrent au secours de la ville assiégée.

Une sommation de se rendre, adressée au commandant le 18 août, demeura sans effet. Dès le lendemain, les assiégeants ouvrirent le feu, et, afin de priver d'eau les habitants, détournèrent de son cours l'Eger, rivière qui passait près des murs. Le troisième jour du siége (22 août), les Suédois s'établirent dans une forte position, à l'ouest de Nordlingue, sur les hauteurs de Bopfingen [3]. Leur armée était peu nombreuse. Oxenstierna leur envoya des renforts et de l'argent pour compléter leur artillerie, et acheter des vivres et des munitions; ils attendaient avec impatience les six mille hommes promis par Feuquières.

La situation pleine de périls dans laquelle se trouvaient les Suédois ne put mettre d'accord leurs généraux. Ils tinrent un conseil

torat du Roi, et reçut, en retour, la promesse d'une somme d'argent et d'un secours de vingt mille hommes. Le duc de Mantoue était tout dévoué à la France; la Savoie demeurait indécise; Venise ne voulut pas s'engager (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 195).

[1] Don Fernando avait quitté Madrid le 21 avril 1632; il resta à Barcelone jusqu'en avril 1633, et entra le 24 mai 1634 à Milan (FUCHS, *Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 104).

[2] Sur le Danube, à l'est d'Ulm.

[3] D'après Fuchs, on ne peut déterminer exactement la place qu'occupait le camp suédois (*Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 83, 84).

de guerre dans la nuit du 23 au 24 août. Bernard voulait attaquer sans délai l'armée impériale. Il faisait observer que les Suédois avaient perdu Ratisbonne, que le Rhin et le Main étaient menacés, que, s'ils ne sauvaient pas Nordlingue, leur réputation serait perdue et les membres de l'Union de Heilbronn les abandonneraient. Horn, d'accord avec Oxenstierna et avec la plupart des officiers, était au contraire d'avis de renforcer seulement la garnison, afin de prolonger sa résistance, et d'attendre, avant de livrer bataille, l'arrivée du rhingrave Otton-Louis, de Kratz de Scharffenstein et d'autres troupes[1]. Pour le moment, les Impériaux étaient supérieurs en nombre, et les Suédois, s'ils étaient battus, n'auraient plus d'armée. L'avis de Horn l'emporta. Le 24 août, les Suédois réussirent à jeter dans la ville un détachement de deux cent cinquante mousquetaires, qui arriva à temps pour aider les assiégés à repousser un assaut donné par le régiment de Pappenheim. Dans un nouveau conseil de guerre, tenu le 2 septembre, l'avis de Horn l'emporta encore.

Le cardinal infant avait traversé la Valteline et le Tyrol, et était entré en Allemagne par Füssen, dans la haute vallée du Lech; il rejoignit le camp impérial devant Nordlingue avec quinze mille hommes. Le duc Charles de Lorraine, nommé général des troupes de la Ligue par son beau-frère l'électeur de Bavière, arriva aussi (3 septembre).

Avec tous ces renforts, l'armée impériale s'éleva à plus de cinquante mille hommes. Le jour même de l'arrivée de l'Infant, les assiégeants commencèrent à bombarder la ville. La situation de Nordlingue empirait. Chaque jour les habitants faisaient des signaux pour annoncer aux Suédois leur détresse. Plusieurs assauts

[1] Ce fut à ce moment que le maréchal de la cour de Vienne, comte Stahrenberg, fit, au nom du roi de Hongrie, des propositions à Bernard de Weimar, dans le dessein de le détacher de la Suède et de conclure avec lui une paix séparée. Le duc les repoussa, en disant qu'il ne pouvait se fier à des papistes qui prétendaient qu'on n'était pas obligé de tenir parole aux hérétiques. Cependant, comme Bernard, après avoir reçu les ouvertures de Stahrenberg, émit l'avis de se retirer, on a pensé qu'il avait voulu se donner le temps de réfléchir et de négocier. Mais son avis fut repoussé par Horn, et Bernard revint bientôt à sa première opinion qu'il fallait livrer bataille (Fecns, *Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 97, 100).

avaient déjà été donnés; on en préparait un nouveau pour le 5 septembre : il fallait se hâter de secourir la place[1].

L'armée impériale occupait, au midi de Nordlingue, une chaîne de collines qui s'étend de l'ouest à l'est, et dont les principaux sommets sont : le Landle, le Tannenberg, l'Heselberg et l'Allbuch[2]. Au sud de cette chaîne de collines s'en élève une autre, celle de l'Arnsberg, qui en est séparée par un vallon où coule de l'ouest à l'est un ruisseau, le Rezenbach, au bord duquel se trouve le village de Hirnheim. Horn proposa d'occuper solidement cette seconde chaîne de collines, pour retarder le siége en inquiétant les assiégeants, empêcher les Impériaux de recevoir leurs approvisionnements de la Bavière et du Danube, et les obliger ainsi, par la famine, à lever le siége et à se retirer. On adopta l'avis de Horn, qui ne préjugeait pas la question de savoir si on livrerait bataille.

Le 5 septembre, les Suédois, Bernard en tête, quittèrent leurs positions de Bopfingen pour occuper celles de l'Arnsberg. Les Impériaux, mal éclairés par les Croates qui formaient leur cavalerie légère, n'eurent connaissance de ce mouvement que vers les cinq heures du soir, par une attaque dirigée contre leurs avant-postes placés sur le Landle. Piccolomini essaya vainement, avec deux régiments de cavalerie, d'arrêter les Suédois : il fut refoulé sur le Tannenberg après un sanglant combat.

Bernard, pour suivre le plan convenu avec Horn, aurait dû ne pas attaquer les Impériaux, ne pas s'avancer jusqu'à la colline du Landle, et s'établir seulement sur l'Arnsberg. Mais après ce premier succès, soit qu'il fût entraîné par la chaleur du combat, soit qu'il revînt à sa première opinion et voulût forcer Horn à livrer bataille, il continua son mouvement, s'empara du Tannenberg et attaqua ensuite la troisième colline, celle de l'Heselberg, qui était couverte de bois. Il rencontra là des retranchements défendus par quatre cents Espagnols, qu'il ne put forcer.

Horn arriva sur ces entrefaites. Il renouvela son conseil d'oc-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 197, 202; Fuchs, *Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 75, 91, 106, 112; Schreiber, *Maximilian I*, p. 649, 651; *Mercure français*, t. XX, p. 606; *Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 176.

[2] L'Allbuch se relie, par une chaîne secondaire allant du sud au nord, au Galgenberg, qui joint Nordlingue au midi. — La chaîne principale forme, du Landle à l'Allbuch, un demi-cercle ouvert au nord-est.

cuper seulement la chaîne de l'Arnsberg, sur les derrières des Impériaux; mais l'impétuosité de Bernard l'emporta sur la prudence de Horn. « Nous vaincrons, s'écria le duc de Weimar ; la fortune nous a ouvert la voie. Notre milice würtembergeoise vaut mieux que cinq mille Espagnols harassés. Courage ! nous acquerrons de l'honneur et de la gloire. — Eh bien ! s'il en mésarrive, répondit Horn en montant à cheval, je n'en serai pas responsable. » Le corps d'armée de Bernard, restant dans ses positions, forma la gauche, tandis que celui de Horn, continuant d'avancer dans le vallon du Rezenbach, devint la droite. Les deux généraux avaient sous leurs ordres vingt-cinq mille hommes, dont seize mille fantassins et neuf mille cavaliers.

L'infanterie suédoise avait été retardée dans sa marche par l'artillerie ; aussi fut-ce seulement vers minuit que Bernard parvint à chasser les Espagnols des retranchements de l'Heselberg, et qu'il put commencer à installer ses canons. Il restait aux Suédois à enlever l'Allbuch, la position la plus importante des Impériaux parce qu'elle dominait toutes les autres. Bien qu'il fît clair de lune, l'obscurité était si profonde dans les bois, que Bernard fut d'avis, comme Horn, de ne pas attaquer avant le jour[1].

Gallas, qui, sous l'autorité du roi de Hongrie et du cardinal infant, avait le commandement effectif de toute l'armée impériale, avait reconnu les positions de l'ennemi et tout préparé pour la bataille. L'aile droite et le centre se trouvaient un peu en arrière et au nord des positions du Landle, du Tannenberg et de l'Heselberg, perdues dans la soirée. Les Bavarois, commandés par le duc de Lorraine, formaient l'aile droite à l'ouest ; ils avaient surtout de l'infanterie, réunie en un seul corps, et seulement quatre escadrons de cavalerie commandés par Jean de Werth et couvrant leur flanc droit dans la plaine[2]. Le centre, composé aussi d'infan-

[1] D'après Fuchs, Horn aurait abandonné son opinion de garder la défensive, et proposé d'attaquer lui-même l'Allbuch (*Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 115, 116); mais il faut remarquer que ce fut parce que ce soin revenait à l'aile droite qu'il commandait. D'après Hurter, il y eut encore une discussion entre Horn et Bernard (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 203).

[2] Il reste des doutes sur la situation des deux armées (Fucns, *Die Schlacht bei Nördlingen*, plan de la bataille).

terie, était commandé par Gallas; le roi de Hongrie et l'Infant s'y trouvaient. L'aile gauche occupait l'Allbuch, disposée sur deux lignes, la première d'infanterie, en grande partie espagnole, sous Serbelloni, la seconde formée par presque toute la cavalerie, sous Piccolomini. Cette aile employa toute la nuit, sous la direction d'un jésuite, le Père Camaja, à élever et à garnir d'artillerie trois retranchements, en forme de demi-lunes, ouverts au nord, et fermés au midi, du côté de l'ennemi, par un mur de trois pieds de haut. Les Bavarois étaient environ six mille; les Impériaux, douze mille; les Espagnols, quinze mille[1]; en tout trente-trois mille hommes, dont vingt mille d'infanterie et treize mille de cavalerie : huit mille hommes environ de plus que les Suédois. L'armée impériale faisait face au midi; l'armée suédoise faisait face au nord.

Le silence n'avait été troublé après minuit que par une sortie de la garnison de Nordlingue, qui fut repoussée. L'aile droite suédoise avait passé la nuit en face de l'Allbuch; au point du jour, le 6 septembre 1634, elle engagea la bataille. Horn, qui la commandait, se mit en marche pour attaquer directement la colline avec son infanterie, pendant que sa cavalerie, commandée par le lieutenant-colonel Witzleben, devait aller un peu plus à droite, rester sur la pente de la montagne afin d'être moins exposée, et servir de réserve. Mais, au lieu d'attendre, Witzleben, soit qu'il eût mal compris cet ordre, soit qu'il crût le moment d'attaquer venu, se jeta sur les retranchements de l'Allbuch avec le régiment des gardes du corps à cheval de Horn. Il vint se heurter contre trois régiments impériaux, et dut se replier avec perte sur l'infanterie suédoise.

L'infanterie de Horn, un instant retardée par l'échec de la cavalerie, continua néanmoins à marcher contre les trois demi-lunes de l'Allbuch. Celles-ci étaient défendues par les régiments espagnols de Salm et de Würmser. Horn les fit d'abord attaquer par deux brigades. Salm et Würmser furent tués et leurs deux

[1] Les Espagnols étaient commandés en chef, sous le cardinal infant, par le marquis de Leganez (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 2[illegible]9).

L'électeur de Bavière n'assista pas à la bataille; Fuchs n'en parle pas dans son tableau des chefs de corps.

régiments refoulés. Mais au lieu de s'arrêter dans les retranchements et de s'y établir, comme elle en avait reçu l'ordre, l'infanterie suédoise poursuivit ses avantages, ce qui mit le désordre dans ses rangs. Elle fut accueillie à la fois par le feu de l'infanterie espagnole et par les charges des cuirassiers de Piccolomini, qui formaient la seconde ligne de bataille. Au même instant, un chariot de poudre qui se trouvait dans les retranchements de l'Allbuch fit explosion. Il en résulta parmi les Suédois une panique dont les Impériaux et les Espagnols profitèrent pour reprendre leurs positions. Ils le firent d'autant plus aisément, que les demi-lunes, ouvertes de leur côté, ne leur opposaient aucun obstacle, et que la cavalerie suédoise, déjà refoulée, ne put servir de réserve et protéger la retraite.

Le sort de la bataille dépendait de la possession de l'Allbuch. De ce point, en effet, l'artillerie espagnole commandait tout le vallon du Rezenbach, qu'occupaient les Suédois. Horn fit de nouveaux efforts pour s'en emparer : il y envoya deux brigades sous Witzthum ; mais elles échouèrent. Il demanda alors du secours à Bernard, qui lui envoya de l'Heselberg le comte de Thurn avec deux régiments. Mais Thurn se trompa de chemin en inclinant trop à gauche, et tomba au milieu de régiments italiens qui lui étaient supérieurs en nombre. Un long et sanglant combat s'engagea, et Horn, au lieu d'être appuyé par Thurn, dut au contraire venir à son secours et le dégager. A mesure que les Suédois s'épuisaient, les Impériaux faisaient avancer des troupes fraiches, et Horn, pour ne pas être séparé de la gauche, songeait à battre en retraite. Il consulta cependant Bernard, et celui-ci pensa qu'il fallait conserver ses positions jusqu'à la nuit.

Mais il n'était encore que midi. Se maintenir jusqu'à la nuit parut impossible à Horn ; Bernard se rangea à son avis de battre en retraite, et annonça qu'il resterait sur l'Heselberg jusqu'à ce que la droite eût opéré son mouvement. Horn le commença aussitôt dans la direction du bourg de Hirnheim. Il pensait prendre derrière ce bourg une forte position sur l'Arnsberg, de façon à pouvoir protéger à son tour, avec son artillerie, la retraite de Bernard. Il était sur le point de réussir, son artillerie se trouvait déjà sur l'Arnsberg, et les troupes traversaient le Rezenbach à Hirnheim, lorsque le corps d'armée de Bernard fut mis en déroute.

Ce corps d'armée avait d'abord bravement résisté, et s'était longtemps maintenu en possession de l'Heselberg. Mais lorsque la droite se fut retirée, les Bavarois l'attaquèrent de front, et les Impériaux se jetèrent dans son flanc droit pour le séparer de Horn.

La cavalerie de Bernard fut la première à s'apercevoir de ce dernier mouvement; se voyant perdue si elle attendait, elle prit aussitôt la fuite vers le sud-ouest, dans la direction d'Ulm. L'infanterie, n'étant plus soutenue, fut taillée en pièces par la cavalerie impériale, et Horn, surpris au passage du Rezenbach, éprouva le même sort. Le combat avait duré six heures, de six heures du matin à midi. Les Impériaux étaient vainqueurs; l'infanterie espagnole s'était montrée digne de sa vieille réputation; et si les Croates ne s'étaient attardés à piller les bagages, pas un ennemi n'aurait échappé. Environ six mille Suédois, ou plutôt Allemands au service de la Suède, avaient été tués, un plus grand nombre encore blessés. Six mille prisonniers, la plupart aussi Allemands, furent tout de suite incorporés dans l'armée impériale. Horn et Kratz furent faits prisonniers avec deux généraux, quatorze colonels et nombre d'officiers. Le duc Bernard eut son cheval tué et n'échappa que grâce à un de ses capitaines, qui lui donna le sien.

Trois cents drapeaux avaient été pris : deux cents décorèrent l'église des bénédictins d'Emmaüs à Prague; cent furent partagés entre Rome, Madrid et Munich. Le plus précieux de tous était celui de Bernard, qu'on appelait le *Blanc Atlas,* et qui portait, au milieu d'une couronne d'or, cette sentence : *Non verbis, sed armis*[1]. Quatre mille chariots, douze cents chevaux de trait, toute l'artillerie suédoise (en tout cinquante-quatre pièces), tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Christian de Grünn, l'aide de camp de Bernard, s'était retiré avec le bagage du duc dans la petite ville de Neresheim, au sud-ouest de Nordlingue; les Croates d'Isolani le firent prisonnier. Il avait eu le temps de brûler les papiers de la chancellerie du duc; la vaisselle d'or de Bernard, des selles brodées, de riches habits et une forte somme en ducats tombèrent entre les mains des Croates.

A la nouvelle de la victoire que venaient de remporter ses armes,

[1] « Par les armes, non par des paroles. »

l'Empereur prononça ces paroles : « Dieu a beaucoup fait pour nous; mais je persisterai dans ma simplicité, et je me montrerai encore plus humble qu'auparavant. » Il ordonna des actions de grâces dans toutes les églises. Il en fut de même à Munich et à Madrid. Le Pape, sur la demande des cardinaux espagnols, fit célébrer la victoire de Nordlingue par des feux de joie qui durèrent deux jours. A Stockholm, on reçut avec le plus grand calme la nouvelle de la défaite de l'armée.

Horn, fait prisonnier, fut accueilli avec distinction par le roi de Hongrie et par le cardinal infant. Celui-ci même l'embrassa, ce qui surprit beaucoup le feld-maréchal suédois, à cause de la réputation de fierté des Espagnols. Quant à Kratz[1], qui l'année précédente se trouvait encore au service de la Bavière, il ne pouvait guère espérer son pardon. Étant commandant d'Ingolstadt, il avait, en effet, tenté de livrer cette place au duc Bernard de Weimar (mai 1633). N'ayant pu accomplir son dessein, il s'était enfui et avait pris du service dans l'armée suédoise[2]. Il fut emmené à Vienne. Doué d'une force extraordinaire, il brisa les barreaux de fer de sa prison pendant une nuit d'orage, et s'enfuit en Hongrie, déguisé en moine. Un détachement de hussards, envoyé à sa poursuite, l'atteignit; il en tua quatre et ne put être repris qu'après un véritable combat. Quelques jours après, il fut décapité au rathhaus de Vienne. Les prières de son fils, adressées à l'Empereur et à l'électeur de Bavière, ne purent lui sauver la vie; il obtint seulement qu'on ne lui couperait pas la main droite avant de le mettre à mort.

Le premier fruit de la victoire des Impériaux fut la reddition de Nordlingue, qui eut lieu le lendemain de la bataille (7 septembre). La bourgeoisie implora son pardon et offrit de jurer de nouveau fidélité à l'Empereur. Le roi de Hongrie, se conformant aux intentions de son père, annonça que grâce était faite à la ville, et que son alliance avec les Suédois était mise à néant. La bourgeoisie prêta serment. On ne toucha pas à ses libertés; rien ne fut enlevé aux protestants. Quant à la garnison, elle sortit avec tout ce qu'elle possédait, sauf ses armes. Vingt officiers, dont la plu-

[1] Baron Kratz de Scharffenstein.

[2] Soden, *Gustav Adolph und sein Heer in Süddeutschland*, t. II, p. 484.

part avaient quitté le service de l'Empereur pour celui des Suédois, furent envoyés prisonniers à Vienne. La ville paya cent mille florins pour n'être pas détruite, cent cinquante mille pour n'être pas pillée, plus dix mille cinq cents pour le rachat de ses cloches, qui, suivant l'usage, revenaient à l'artillerie des assiégeants [1].

Les débris de l'armée suédoise n'avaient pas d'autre refuge que le Würtemberg. Ce fut de ce côté que se dirigea Bernard. A Göppingen [2], il rencontra le rhingrave Otton-Louis, qui arrivait trop tard. Le secours de six mille hommes, promis par Feuquières, n'était pas venu, et le maréchal de la Force, qui se trouvait sur la rive gauche du Rhin avec un corps d'armée, avait refusé de franchir ce fleuve. Bernard, ne pouvant entreprendre rien d'important avec le peu de troupes qui lui restaient, se sépara du rhingrave, qui alla se réfugier sous les murs de Strasbourg [3], et, renforcé lui-même par le landgrave de Hesse-Cassel, il vint manœuvrer pour couvrir son duché de Franconie contre les Impériaux.

Le roi de Hongrie aurait peut-être pu anéantir l'ennemi en le poursuivant avec vigueur. Il ne le fit pas, et l'un des motifs qui semblent l'en avoir empêché fut la crainte que le désespoir ne poussât les Suédois à se jeter entièrement dans les bras de la France. Il n'en continua pas moins à envahir les États des quatre cercles de la haute Allemagne, qui avaient formé l'Union de Heilbronn. Entré dans le Würtemberg (14 septembre), il suivit le cours du Neckar, pendant que Jean de Werth parcourait la Souabe, et que le cardinal infant se dirigeait vers les Pays-Bas, où il devait remplir les fonctions de gouverneur. Le 21 septembre, le Roi occupa Stuttgart. Le duc de Würtemberg, terrifié par la bataille de Nordlingue, et jugeant toute résistance impossible,

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 204 à 212; Fuchs, *Die Schlacht bei Nördlingen*, p. 110, 140; O. Fraas, *Die Nördlinger Schlacht*, Nordlingue, 1869; Schreiber, *Maximilian I*, p. 652, 656; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 262. Relation de la bataille de Nordlingue par Horn (Aubery, *Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 429); Röse, *Herzog Bernhard der Grosse von Sachsen-Weimar*, t. I, p. 296; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles*; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 180; Soden, *Gustav Adolph und sein Heer in Süddeutschland*, t. III, p. 21.

[2] A l'est de Stuttgart.

[3] Le rhingrave Otton-Louis mourut peu de temps après.

s'était enfui précipitamment à Strasbourg[1]. Ses sujets, laissés sans défense, ne purent que se jeter aux pieds du vainqueur, qui leur fit grâce. Les juges du pays furent confirmés dans leurs fonctions, sur l'assurance qu'ils suivraient la confession d'Augsbourg. Les protestants ne furent pas inquiétés, et l'université de Tübingue fut protégée, malgré les attaques qu'elle avait dirigées contre l'Église catholique[2]. Le roi de Hongrie donna le commandement des quatre cercles de la haute Allemagne au général comte Huyn de Geleen, et nomma le comte Charles-Louis de Sulz gouverneur du Würtemberg[3].

Pendant ce temps le cardinal infant avait occupé Aschaffenbourg (2 octobre). Il traversa le Rhin, et conclut à Juliers, le 26 octobre 1634, avec les électeurs de Mayence et de Cologne, un traité par lequel il s'obligeait à leur fournir des troupes et de l'argent. Jean de Werth, de son côté, s'avança rapidement vers la forêt Noire, obligea un corps d'armée ennemi à lever le siége de Willingen, petite place de la haute vallée du Danube, et en poursuivit les débris jusqu'au pont de Kehl.

Le roi de Hongrie, continuant à descendre le Neckar, était arrivé devant Heilbronn. Il en commença le siége le 27 septembre. La garnison, forte de douze cents hommes, se rendit à discrétion au bout de quatre jours, et la plupart de ceux qui la composaient entrèrent au service de l'Empereur.

Après l'occupation de Heilbronn, rien ne pouvait plus arrêter la marche des Impériaux. Ils poussèrent des reconnaissances jusqu'aux portes de Francfort-sur-le-Main, où se trouvaient le chancelier de Suède et le conseil de l'Union. Oxenstierna, ne s'y

[1] A son arrivée, le duc de Würtemberg fut nommé par les Français commandant de Philippsbourg. Il fut rétabli dans ses États le 24 octobre 1638 (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 77).

[2] Ferdinand II repoussa les propositions de réforme catholique que lui fit l'évêque de Constance (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 59). A la même époque, le bâtard de Suède, Gustave Gustavson, contraignait les catholiques d'Osnabrück à embrasser le protestantisme (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 230).

[3] Ce pays était considéré, non pas comme conquis, mais comme ayant fait retour à l'Empire d'après les lois féodales par suite de la révolte du duc (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 230).

croyant plus en sûreté, se retira à Mayence où il se prépara à se défendre. Mais le roi de Hongrie se proposait d'achever auparavant l'occupation du Würtemberg et de la Franconie, et de faire lever le siége de Brisach.

Le Würtemberg était complétement conquis, à l'exception de trois places de peu d'importance : Asperg, Urach et Schorndorf. Après avoir pris les mesures nécessaires pour les obliger à capituler, Ferdinand III partit (24 novembre) d'OEhringen[1], où il avait séjourné quelque temps pour observer les mouvements des Suédois et des Français, et se rendit à Vienne.

L'occupation de la Franconie suivit de près celle du Würtemberg. Würtzbourg fut assiégé par le colonel Götz. La garnison suédoise qui s'y trouvait était trop faible pour défendre la ville; elle se retira dans la forteresse du Marienberg avec d'abondantes provisions. Les Impériaux entrèrent dans la ville au milieu d'octobre, et y firent prisonnières, avec l'aide des habitants, quelques troupes qui s'y trouvaient encore. Le siége de la forteresse marcha lentement; les Impériaux voyaient leurs tranchées constamment bouleversées par l'artillerie du Marienberg, et une mine, mal dirigée par eux, leur fit beaucoup de mal. Les Suédois avaient encore des grains et du vin pour longtemps, mais le manque de bois les obligea à capituler (18 janvier 1635). L'évêque de Würtzbourg, qui avait fui à l'approche de Gustave-Adolphe, revint immédiatement; les ecclésiastiques recouvrèrent leurs biens, et les anciens fonctionnaires leurs charges. Pendant que Würtzbourg était pris, Piccolomini occupait, près de Schmalkalde, les passages de la forêt de Thüringe, et la Franconie fut complétement évacuée par les Suédois. Bernard n'avait pu défendre son duché. Baner se trouvait alors avec dix mille hommes près d'Erfurt, mais il se défiait du duc, et il n'avait rien fait pour arrêter les Impériaux. Il surveillait seulement les électeurs de Saxe et de Brandebourg.

La prise de Heidelberg et de Mannheim devait être, pour les Impériaux, le complément de la conquête du Würtemberg et de la Franconie, c'est-à-dire des deux bassins du Neckar et du Main[2]. Ces deux places étaient les plus importantes du bas Pala-

[1] A l'est de Heilbronn.

[2] Heidelberg avait été pris l'année précédente (1633) par les Suédois (*Mercure français*, t. XIX, p. 189).

tinat. Les Bavarois, chargés de prendre Heidelberg, essayèrent de l'enlever par un coup de main. Le 16 novembre, de grand matin, Jean de Werth, à la tête de ses cavaliers, enfonça une des portes, mais il ne put entrer. Le commandant suédois, Abel Moda, convoqua le conseil de la ville pour lui demander s'il pouvait s'appuyer sur les habitants, et, après une réponse affirmative, il confia la garde des portes aux bourgeois comme aux soldats. Jean de Werth commença le siége; la ville fut prise. Restait le château; Werth en poussa l'attaque avec vigueur. Les Bavarois comptaient beaucoup sur une mine placée sous la plus grosse tour. Mais cette tour contenait un foudre d'une dimension extraordinaire et rempli d'eau; la mine fut inondée. Cet échec découragea les assiégeants; désespérant de prendre le château, ils pillèrent la ville (30 novembre) et battirent en retraite. Les Suédois en profitèrent pour renforcer la garnison.

Le 13 décembre, cinq mille Bavarois reparurent devant Heidelberg; ils attaquèrent le château sans relâche pendant huit jours, et il allait succomber, lorsque les maréchaux français la Force et Brézé, qui se trouvaient alors près de Mannheim, à Oggersheim, sur la rive gauche du Rhin, envoyèrent à son secours six mille de leurs meilleurs soldats (22 décembre 1634). Ces six mille hommes attaquèrent brusquement les Bavarois, sans déclaration de guerre, et leur tuèrent beaucoup de monde. Lorsqu'on se plaignit de cette agression inattendue, les Français répondirent que leur roi avait pris Heidelberg sous sa protection; que les assiégeants, d'ailleurs, n'étaient pas des Impériaux, mais des Lorrains, et que le duc de Lorraine était pour eux un ennemi qu'ils poursuivaient à outrance [1].

Les Bavarois, cernés entre le château et les Français, se trouvaient hors d'état de résister. Ils se retirèrent dans la ville, qui leur restait ouverte, et offrirent de capituler (23 décembre 1634). Les conditions ne furent pas rigoureuses. Lorsque Gallas demanda aux maréchaux français l'explication de leur conduite, ils répondirent une seconde fois qu'ils avaient vu dans les assiégeants des Lorrains, leurs ennemis, qui attaquaient une ville amie; mais que leur maître n'avait pas pour cela l'intention de

[1] Les Bavarois avaient été commandés à Nordlingue par le duc de Lorraine.

nuire en rien à la bonne entente qui existait entre l'Empereur et lui, et qu'il était disposé à faire, de son côté, tout ce qu'il pourrait pour la maintenir.

Quelque temps auparavant, le roi de Hongrie avait ordonné au général Reinach, qui commandait alors la garnison de Brisach, de n'attaquer les Français sous aucun prétexte. L'Empereur et le roi de France redoutaient l'un et l'autre d'en venir directement aux mains; mais la guerre allait bientôt éclater entre eux; le combat de Heidelberg en était le prélude; la période française de la guerre de Trente ans commence [1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 223 à 234; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 294; Arnauld d'Andilly, *Mémoires*, t. II, p. 44; *Mercure français*, t. XX, p. 239.

Les Français, après avoir fait lever par les Impériaux le siége du château de Heidelberg, repassèrent le Rhin et prirent Spire. Les soldats français escaladèrent un fort qui couvrait cette ville, en montant sur les pointes des hallebardes (Arnauld d'Andilly, *Mémoires*, t. II, p. 49).

L'inaction de Bernard de Weimar à ce moment est assez inexplicable; il voulait probablement ne pas exposer son armée (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 232; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 294). Bernard passa à Gustavsbourg, près de Mayence, en décembre 1634, une revue de dix-huit mille hommes (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 237).

CHAPITRE XII

POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE LA SUÈDE. — LA PAIX DE PRAGUE ET L'ARMISTICE DE STUHMSDORF.

1634-1635.

Politique de la France et de la Suède. — *L'assemblée de l'Union à Francfort,* effrayée par la défaite de Nordlingue, se dissout (13 septembre 1634), en laissant un conseil de direction. — Ce conseil propose de nommer le duc Bernard de Weimar général en chef. — La France, habilement représentée par Feuquières, supplante la Suède en Allemagne. — Le conseil de l'Union envoie des représentants à Paris. — *Traité de Paris* entre la France et l'Union (1er novembre 1634). — Les Français occupent Philippsbourg (14 septembre 1634).

Assemblée de l'Union à Worms (2 décembre 1634). — Elle approuve le traité de Paris; Oxenstierna refuse de l'accepter. — La Grange aux Ormes. — *L'Union nomme Bernard son généralissime* (12 mars 1635). — Clôture de l'assemblée (30 mars). — Traité entre Bernard et Feuquières (2 avril 1635).

Oxenstierna quitte Worms (2 avril 1635); se rend en *France;* y signe le *traité de Compiègne* (28 avril 1635); se rend en Saxe par mer.

Guerre du Rhin. — Les Impériaux reprennent Philippsbourg (24 janvier 1635), Spire (février), Landau (février), Augsbourg (24 mars 1635). — Bernard demeure inactif. — Brouille entre Baner et l'électeur de Saxe. — Bernard campe près de Worms; reprend Spire (22 mars). — Gallas prend Heidelberg (juin 1635).

Enlèvement de l'électeur de Trèves. — Les Espagnols surprennent Trèves et font l'électeur prisonnier (26 mars 1635). — *La France déclare la guerre à l'Espagne* (19 mai). — Les Français battent les Espagnols à *Avein* (20 mai). — Traité entre la France et la Hollande (8 février 1635).

Paix de Prague. — Négociations de Leitmeritz entre l'Empereur et la Saxe (12 juin 1634). — *Préliminaires de Pirna;* les théologiens; armistice (24 novembre 1634). — *Traité de Prague,* entre l'Empereur et l'électeur de Saxe (30 mai 1635). — La paix d'Augsbourg est confirmée; exclusion des calvinistes. — Les luthériens garderont pendant quarante ans les biens ecclésiastiques usurpés de 1552 au 11 novembre 1627; les biens envahis depuis seront restitués. — Archevêchés de Magdebourg et de Brême; évêché d'Halberstadt. — Villes impériales. — Chambre de justice. — Question palatine. — Armistice; princes qui en sont exceptés. — L'électeur de Brandebourg accède au traité; autres princes et villes

qui y accèdent. — Mandat de rappel. — Richelieu fait attaquer la paix de Prague. — Les exclus.

Armistice de Stuhmsdorf. — D'Avaux. — Richelieu l'envoie auprès des cours du nord. — Mort de Sigismond III, roi de Pologne (30 avril 1632). Ladislas VII; ses droits au trône de Suède. — Les Suédois refusent la liberté religieuse aux catholiques livoniens. — D'Avaux fait signer à Stuhmsdorf (12 septembre 1635), entre la Suède et la Pologne, un armistice de vingt-six ans.

Négociations. — Oxenstierna et le reichsrath suédois. — Oxenstierna à Magdebourg; il essaye vainement de négocier avec la Saxe et avec l'Empereur. — Mission de Brandenstein à Vienne.

La bataille de Nordlingue avait jeté un grand trouble dans l'assemblée de l'Union à Francfort; au premier moment d'effroi, on décida de lever une armée de quatre-vingt mille hommes, à laquelle on fournirait l'argent, les vivres et les munitions nécessaires; mais rien de tout cela ne fut exécuté. Le 13 septembre 1634, huit jours à peine après la bataille, l'assemblée fut dissoute, et chacun se hâta de retourner chez soi. Seuls, le chancelier de Suède et l'ambassadeur français, Feuquières, ne s'émurent point; Oxenstierna prit aussitôt des mesures pour réorganiser l'armée, rassurer les alliés et en acquérir de nouveaux. Le conseil de l'Union, laissé à Francfort, avait été chargé de pourvoir aux besoins les plus urgents. Horn était prisonnier; il fallait nommer un commandant pour l'armée qu'on allait reconstituer avec les débris de Nordlingue et de nouvelles levées. Cette charge revenait naturellement à Bernard, qui possédait plus que tout autre la confiance des soldats; mais on objectait son inclination pour la France et sa brouille avec le chancelier. Pour ne pas se mettre à sa merci, Oxenstierna proposa de donner alternativement le commandement au duc Bernard et au palatin de Birkenfeld; mais les inconvénients qu'aurait entraînés ce partage empêchèrent de l'adopter, et le conseil fut d'avis de nommer Bernard seul : « Il avait fait verser le char, disait-on; c'était à lui de le relever. »

On a déjà vu que la France s'efforçait de supplanter la Suède en Allemagne. La défaite de Nordlingue facilita la tâche de l'ambassadeur français, en ébranlant la confiance que les princes allemands avaient eue jusqu'alors dans les forces de la Suède. On commençait à se demander si le chancelier était bien capable de diriger l'Allemagne; on comparait sa politique à celle de Wallenstein, et l'on disait qu'il voulait soumettre tous les princes allemands

à la Suède, comme Wallenstein avait voulu les soumettre à l'Autriche. Feuquières profita avec habileté de tous ces mécontentements. Il entretenait avec soin la brouille entre Bernard et le chancelier, encourageait les velléités qu'avait le duc d'abandonner le service de la Suède pour celui de la France, et promettait tout ce qu'on lui demandait. Lorsqu'on le pressait trop vivement, il indiquait les conditions que la France mettait à son concours : c'étaient le libre exercice de la religion catholique dans les pays conquis par les protestants, le refus de toute paix séparée, l'attaque des États héréditaires de l'Autriche, le commandement donné à un général français. Mais dès qu'on se montrait disposé à accepter ces conditions et qu'on lui demandait un concours effectif, il se retranchait derrière son manque de pouvoirs et répondait qu'il lui fallait d'abord obtenir l'approbation de sa cour.

La nouvelle de la bataille de Nordlingue était arrivée à Paris le 12 septembre. Louis XIII se trouvait alors à Monceaux. Richelieu se rendit auprès de lui avec le père Joseph, et n'eut pas de peine à lui montrer qu'il fallait soutenir la Suède et les protestants d'Allemagne, afin de les empêcher de subir une paix qui permettrait à l'Empereur d'unir ses forces à celles du roi d'Espagne pour écraser la France. De nouvelles demandes de secours de la part de la Suède et des protestants ne tardèrent pas d'ailleurs à arriver. Oxenstierna et les représentants de l'Union envoyèrent en France deux ambassadeurs : Löffler, vice-chancelier de Würtemberg, et Streif, conseiller du palatin de Deux-Ponts, chargés de pousser la France à une rupture ouverte avec l'Autriche et avec l'Espagne.

Le 21 octobre, les deux ambassadeurs eurent une audience du Roi. Louis XIII les renvoya au Cardinal. Richelieu se plaignit vivement qu'on n'eût pas encore livré aux Français la place de Philippsbourg [1], que la Suède leur avait promise, et qu'on eût chassé des religieux et pris leurs couvents. A une demande de troupes, il répondit par le refus de rompre ouvertement avec l'Empereur, et n'offrit de faire des préparatifs de guerre que si les électeurs de Saxe et de Brandebourg s'engageaient à ne pas faire la paix avec l'Autriche. Ne pouvant obtenir des troupes, les

[1] Les Suédois avaient occupé Philippsbourg le 13 janvier 1634 (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 149).

ambassadeurs demandèrent de l'argent : Richelieu récrimina alors sur ce que les protestants n'avaient pas payé de leur côté ce qu'ils devaient. Enfin, lorsque Löffler, pour l'apaiser, proposa de céder à la France l'Alsace à titre de gage : « Vous plaisantez, lui répondit le Cardinal, nous la possédons déjà. » Effectivement, le rhingrave Otton-Louis, désespérant de pouvoir défendre cette province contre les Impériaux, venait de la placer sous le protectorat français par un traité du 6 octobre 1634. La place de Benfeld [1], en Alsace, n'avait pas été remise aux Français par le rhingrave, mais les ambassadeurs de l'Union étaient autorisés à la céder. Richelieu, qui le savait, la leur réclama : ils ne purent pas la lui refuser, et, le 1er novembre 1634, ils signèrent, à Paris, un traité dans lequel ils donnaient satisfaction au Cardinal sur tous les points.

D'après ce traité, la France ne devait rompre avec l'Empereur que si les deux cercles de Saxe s'engageaient à ne conclure aucune alliance particulière avec l'Autriche. Dans ce cas elle fournirait à ses frais, au directeur de l'Union, une armée de douze mille hommes, qui prêterait à la fois serment au Roi et aux alliés, et serait commandée en chef par un prince allemand, et en second par un lieutenant général français ayant droit de *veto*. Le Roi aurait, au conseil de l'Union, un représentant avec voix délibérative pour toutes les affaires. Enfin la France entretiendrait sur les bords du Rhin une puissante armée, pour agir suivant les circonstances. Les protestants devaient confirmer la cession de l'Alsace et de Benfeld, et aider le Roi à prendre Brisach, dès que la France déclarerait la guerre à l'Autriche. Lors de la paix générale, le Roi rendrait toutes les places de l'Empire dont il se trouverait en possession. On ne ferait ni paix ni trêve que d'un commun consentement. La France pourrait prendre sous sa protection tous ceux qui le lui demanderaient, et les confédérés seraient obligés de les traiter comme des neutres. Dans toutes les villes d'Allemagne, les catholiques devaient jouir de la liberté qu'ils possédaient en 1618, et les ecclésiastiques, conserver leurs revenus. Le Roi était déchargé de l'obligation prise par lui, dans le traité de Berwalde, de fournir un million de livres par an ;

[1] Au nord-est de Schelestadt.

mais il donnerait incessamment une somme de cinq cent mille livres une fois payées.

Strasbourg, la plus importante place de l'Alsace, ne pouvait être cédée, parce que, étant ville impériale, elle possédait elle-même les droits de souveraineté. On essaya de la gagner. Le premier président du parlement de Paris vint lui demander de recevoir une garnison française : elle refusa. Quant à Philippsbourg, dont la cession avait été promise, mais non réalisée, Feuquières, se défiant de l'officier allemand qui y commandait, et craignant qu'il ne la livrât aux Espagnols, y avait fait entrer, dès le 14 septembre 1634, une garnison française, et l'on peut s'étonner de voir Richelieu la réclamer encore plus d'un mois après. On plaça cette garnison sous les ordres du duc de Würtemberg, qui venait de perdre ses États; il jura de la garder fidèlement pour le Roi. Cette forteresse était alors tellement importante, que le bruit courut qu'Oxenstierna avait reçu quatre millions de livres pour la céder [1].

Quelques semaines après la clôture de l'assemblée de l'Union à Francfort, Oxenstierna en convoqua une autre à Worms pour le 22 novembre, afin de s'entendre sur les conditions de la paix avec l'Empereur, ou sur les moyens de continuer la guerre. Worms avait l'avantage de se trouver sous la protection d'une armée française campée non loin de là. Peu de princes y vinrent en personne, en sorte que le chancelier ne s'y serait peut-être pas rendu lui-même, si l'arrivée de l'ambassadeur français ne l'y eût obligé. Feuquières avait pour principale instruction d'empêcher les membres de l'Union de rien conclure avec l'Empereur sans la France, et de veiller à ce que ni Oxenstierna, ni l'électeur de Saxe, ni le landgrave de Hesse-Darmstadt ne s'emparassent de la direction des négociations.

Oxenstierna ouvrit les séances le 2 décembre. Les membres de l'Union se déclarèrent prêts à fournir des vivres et des munitions, et Feuquières, moyennant l'engagement que prirent le chancelier et les représentants des quatre cercles, de ne conclure, seuls, ni

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 193, 213, 224; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 282, 289, 291 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, 178 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 119, 147, 202.

paix ni armistice avec l'Empereur, promit de son côté que son maître romprait ouvertement avec l'Autriche, et tiendrait toutes les promesses qu'il avait faites. Feuquières présenta aussi à l'assemblée et à Oxenstierna, pour le signer, le traité conclu à Paris le 1er novembre 1634, avec Löffler et Streif. Les membres de l'Union, qui n'avaient rien à perdre à ce que la France supplantât la Suède dans le direction de la guerre, y accédèrent pour la plupart. Mais le chancelier ne put retenir sa colère lorsqu'il en eut pris connaissance. Il se plaignit qu'on l'eût trompé, qu'on voulût enlever à la Suède la direction de la guerre, qui lui revenait à si juste titre. Il alla jusqu'à dire aux deux ambassadeurs, Löffler et Streif, que des traîtres avaient seuls pu accepter un pareil traité ; il refusa de le signer, et quitta Worms le 15 décembre pour retourner à Francfort. Feuquières avait inutilement essayé de le retenir[1].

Le départ d'Oxenstierna semble n'avoir été qu'une boutade, peut-être même une ruse de diplomate, pour obtenir la révision du traité. Il revint quelque temps après à Worms, où une nouvelle assemblée eut lieu le 20 janvier. Peu de membres de l'Union s'y trouvèrent. La plupart des absents s'excusaient sur la rigueur de la saison, sur l'éloignement, sur les frais du voyage. Feuquières était allé rendre compte de vive voix à son souverain de ce qui s'était passé. Le baron de la Grange aux Ormes, venu pour le remplacer (29 janvier 1635), rassura les membres de l'Union sur les succès des Impériaux, et les engagea à avoir une entière confiance en son maître, qui était prêt à tout sacrifier pour rétablir la paix et assurer la liberté de l'Allemagne. Il promit Mayence à Oxenstierna, le landgraviat d'Alsace à Bernard. Il disait partout que le Roi se chargeait de ramener la maison d'Autriche au bon sens et ne demandait de l'Allemagne, en retour, qu'une étroite amitié. Les membres de l'Union, encore absents, furent invités par exprès à venir tout de suite. Ils arrivèrent, et, le 17 février, Oxenstierna soumit d'abord à leur examen l'élection de Bernard comme généralissime.

A la fin de l'année précédente, le conseil de l'Union, laissé à Francfort, avait été d'avis de donner le commandement de l'armée

[1] Feuquières eut un instant l'idée de s'emparer de la personne d'Oxenstierna pour le faire signer par force.

au duc Bernard de Weimar; mais on n'avait pas pu s'entendre sur les conditions auxquelles il l'exercerait. Bernard avait réclamé des droits analogues à ceux qu'avait eus Wallenstein, lorsqu'il avait repris, pour la seconde fois, le commandement de l'armée impériale. Il voulait une autorité illimitée sur l'armée, le droit de nommer tous les généraux et tous les officiers, celui de récompenser et de punir, d'enrôler et de loger ses troupes où et comme bon lui semblerait, d'occuper toutes les places de l'Union, d'établir des impôts de guerre sur les pays ennemis; il exigeait en outre une indemnité pour les frais faits jusqu'alors, un traitement annuel, et l'assurance qu'il garderait, lors de la paix, tous les pays qu'il aurait conquis. Ces conditions exorbitantes n'avaient pu être acceptées; l'affaire fut reprise à Worms, et, le 12 mars 1635, le duc Bernard fut nommé généralissime à des conditions plus raisonnables. Toutes les troupes étaient placées sous son commandement, sauf celles du landgrave de Hesse-Cassel; mais il devait dépendre de l'Union : deux conseillers de guerre l'accompagneraient partout, et il ne pourrait rien faire d'important sans eux. Des bornes étaient mises à son droit de récompenser et de punir; on lui promettait de ne conclure, à son insu, aucun accord avec l'ennemi; il recevrait un traitement de quatre mille thalers par mois; chaque État s'obligeait à fournir des vivres dans un délai fixe pour l'entretien de l'armée.

Feuquières, de retour à Worms (18 février), trouva le terrain habilement préparé par La Grange aux Ormes. La France était moins favorable que la Suède et les princes protestants à une paix avec l'Autriche; Feuquières poussait même à la guerre à outrance. Afin de rallier à cette politique la Suède et les princes, il confirma sans hésiter toutes les promesses de La Grange; et, peu de temps après la nomination de Bernard comme général de l'Union, le roi de France renouvela la promesse qu'il avait déjà faite, d'entretenir sur les bords du Rhin une armée de vingt-huit mille hommes. Le 2 avril suivant, Feuquières conclut avec le duc de Weimar un traité, qui donnait à celui-ci le commandement de douze mille fantassins allemands à enrôler aux frais du Roi sur les vingt-huit mille, et qui lui cédait le landgraviat d'Alsace et le bailliage de Haguenau sous la suzeraineté de la France[1]. On écrivit

[1] Röse (*Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 463) en donne le texte. Feuquières fut chargé (31 janvier 1635) d'enrôler en Allemagne, sur les

ensuite aux électeurs de Saxe et de Brandebourg pour les dissuader de négocier avec l'Empereur, et l'on envoya des ambassadeurs à l'électeur de Saxe, pour le prier au moins de ne pas traiter avant qu'Oxenstierna se fût rendu à Dresde. Enfin le bruit s'étant répandu que la Saxe, dans ses négociations avec l'Empereur, abandonnait la cause du Palatin, les héritiers de celui-ci obtinrent de l'Union la promesse que leur rétablissement serait la première condition posée lorsque l'on traiterait.

L'assemblée de Worms fut close le 30 mars 1635. Le principal résultat que la France en avait obtenu, c'était la confirmation du traité de Paris, qui la faisait intervenir dans les affaires d'Allemagne et lui remettait en gage l'Alsace; c'était surtout la continuation de la guerre.

Ces résultats étaient loin de satisfaire Oxenstierna. Le chancelier de Suède ne partageait pas volontiers avec la France la direction de l'Allemagne. Il désirait la paix; l'opinion et la situation de sa patrie l'y poussaient : il trouvait seulement peu digne de la Suède de l'offrir à son adversaire; aussi avait-il vu avec plaisir que l'Union eût invité le roi de Danemark à continuer, comme médiateur, les négociations qu'il avait ouvertes avec la cour de Vienne. Les négociations de l'électeur de Saxe avec l'Empereur ne lui inspiraient pas la même confiance parce qu'on ne lui en communiquait rien [1].

Ce fut dans le dessein de s'informer par lui-même de la situation des affaires, qu'il résolut de se rendre à Dresde. Un tel voyage n'était pas alors sans péril, car les armées impériales couvraient de nouveau l'Allemagne. D'un autre côté, il était utile de s'entendre avec Richelieu. C'est pourquoi Oxenstierna se décida à aller d'abord à Paris, pour se rendre ensuite à Dresde en faisant un détour par mer. Il partit de Worms le 2 avril, aussitôt après la clôture de l'assemblée. Désirant paraître à la cour de France dans tout l'éclat de sa dignité, il se fit accompagner d'une suite de deux cents personnes. De Metz, il écrivit au Roi, pour lui exprimer son vif désir de lui témoigner son respect et de voir un ministre dont les hautes qualités étaient inestimables. Oxenstierna

vingt-huit mille hommes, douze mille qu'il commanderait lui-même (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 259).

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 253, 259, 343; RICHELIEU, *Memoires*, t. VIII, p. 229.

prétendait être traité comme vice-roi de Suède : on le reçut seulement comme un ambassadeur extraordinaire. Le 27 avril, il fut présenté au Roi, puis à Richelieu, avec lequel il conféra en latin pendant trois heures. Oxenstierna refusait encore de signer le traité de Paris, à cause de la cession de Benfeld. On en prépara un autre qui fut signé le 28 avril à Compiègne. Il n'y était question ni de Benfeld, ni de secours en argent ou en hommes pour les quatre cercles. Les deux parties se faisaient seulement la promesse de ne conclure aucune paix séparée. La religion catholique devait être maintenue dans les pays conquis, et l'on ne toucherait pas aux revenus du clergé. Oxenstierna obtint cependant une exception à l'égard des prélats et des princes ecclésiastiques qui emploieraient leurs revenus à aider l'Empereur contre la Suède et ses alliés. Mayence et Worms étaient donnés au chancelier. Oxenstierna promit de son côté de mettre Baner en mouvement pour chasser Gallas du Würtemberg et le refouler sur le Danube. Ce traité ne le satisfaisait pas entièrement, car il avait pour but de continuer la guerre et laissait la France intervenir en Allemagne ; le chancelier crut cependant avoir assez fait en resserrant les liens d'amitié entre la France et la Suède.

Le 30 avril, Oxenstierna fut reçu en audience de congé. Louis XIII lui mit au doigt un anneau enrichi de diamants d'une valeur de dix mille thalers, qu'il portait lui-même, et lui en donna encore un autre avec son portrait. Le Suédois, hautement satisfait, quitta Paris le 3 mai. A Dieppe, il monta à bord d'une escadre hollandaise, qui l'y attendait, et fit voile vers la basse Saxe. Il s'arrêta à la Haye, y reçut l'accueil le plus flatteur, et usa de toute son influence pour essayer de gagner les puissants seigneurs des États; mais il les trouva peu disposés à rompre avec l'Autriche.

Oxenstierna fit aussi d'inutiles efforts pour obtenir des secours de Venise et de l'Angleterre. Venise [1] s'excusa sur ce qu'elle souffrait encore des charges qu'elle avait dû s'imposer pendant la guerre de Mantoue. L'Angleterre refusa également de s'engager [2].

[1] Oxenstierna avait envoyé à Venise le comte Gualdo, qui servait dans l'armée suédoise comme capitaine de cavalerie, et qui a écrit l'histoire de son temps (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 212).

[2] Oxenstierna avait envoyé son fils en Hollande et en Angleterre (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 262).

Le marquis de Senneterre, envoyé par Richelieu, eut beau faire observer au Roi que la guerre était le seul moyen de faire rendre le Palatinat à ses neveux, Charles Ier, qui manquait d'argent et craignait pour le commerce de ses sujets, ne voulut rien promettre. La palatine douairière, sa sœur, n'en obtint pas davantage [1].

Lorsque l'année 1635 commença, les Impériaux avaient déjà repris sur les Suédois le Würtemberg et la Franconie, et se préparaient à poursuivre leurs avantages sur le Rhin contre Bernard, et sur l'Elbe contre Baner. Malheureusement pour eux, la France entrait en lice, et les maréchaux de La Force et Brézé venaient d'arracher Heidelberg à Gallas (23 décembre 1634).

La reprise de Philippsbourg compensa cet échec. Elle fut opérée, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1635, par l'ancien commandant de cette place, le colonel Gaspard Bamberger, que la famine avait contraint de la livrer aux Suédois le 13 janvier de l'année précédente [2]. Il déguisa un certain nombre de soldats en paysans, donna à chacun d'eux une hache, et les envoya dans la ville comme marchands de vivres. Ils y entrèrent sans difficulté, et obtinrent même d'y passer la nuit. Lorsque l'obscurité fut complète, Bamberger s'approcha; les fossés étaient gelés, des soldats les traversèrent sans bruit, escaladèrent les remparts et massacrèrent les sentinelles. Avertis par les clameurs qui s'élevaient, les soldats déguisés en marchands abattirent les portes et firent entrer leurs camarades. La garnison française eut beau se mettre en défense et repousser les Impériaux au delà du fossé, elle fut bientôt refoulée elle-même et obligée de se réfugier dans la citadelle; mais les portes en furent enfoncées à coups de canon et la garnison faite prisonnière. L'heureux vainqueur trouva sur les remparts cent vingt-huit canons, et dans la ville, outre tout l'avoir du duc de Würtemberg, une énorme quantité de vivres.

La prise de Philippsbourg produisit une grande impression, et enhardit les Impériaux. Jean de Werth passa le Rhin sur la glace,

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 250, 262; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 343; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 365 et suiv.

[2] Feuquières l'avait fait occuper par des Français le 14 septembre 1634.

et somma Spire de se rendre. Cette ville épiscopale, qui appartenait à l'électeur de Trèves, était incapable de se défendre. Les habitants se hâtèrent de faire leur soumission et d'implorer la protection de l'Empereur; Jean de Werth leur laissa une garnison (février 1635). Il prit ensuite Landau, eut sa première rencontre avec un corps français, remporta l'avantage, et repassa le fleuve avant le dégel.

Augsbourg, la principale ville du cercle de Souabe, fut prise un mois plus tard par le feld-maréchal-lieutenant bavarois comte de Wahl. La bourgeoisie et la garnison, commandées par le colonel suédois Winkel, se défendirent avec une grande bravoure, mais ne purent résister à la famine. Tous leurs efforts pour se procurer des vivres échouèrent; chaque jour un grand nombre de personnes tombaient d'inanition dans les rues. La demande de la liberté religieuse, que la bourgeoisie faisait et que les Impériaux repoussaient, retarda pendant quelque temps la capitulation. La ville se rendit enfin, le 24 mars, après quatre mois de siége. La garnison put se retirer librement en Thüringe. Un seul ministre protestant fut autorisé à rester dans la ville avec un aide; la bourgeoisie protestante dut payer une amende de trois cent mille florins à l'Empereur et de quatre-vingt mille à l'électeur de Bavière.

Pendant que les Impériaux, poursuivant le cours de leurs succès, prenaient Philippsbourg, Spire, Landau et Augsbourg, Bernard demeurait inactif: il se réservait, et aspirait évidemment à se faire une situation à part entre les Suédois et les Français. Pour accroître son importance, il fit courir le bruit que l'Empereur lui avait promis le duché de Franconie et le commandement de vingt-cinq mille hommes, s'il embrassait son parti; mais il est peu probable que Ferdinand ait jamais eu l'idée de séculariser en sa faveur les deux évêchés de Würtzbourg et de Bamberg.

Au mois de décembre 1634, le duc avait passé à Gustavsbourg, près de Mayence, une revue de son armée: elle comptait alors dix-huit mille hommes. Le 1er janvier suivant (1635), il quitta Mayence, traversa Francfort, et vint s'établir à Gelnhausen [1]; il eut bientôt vingt-quatre mille hommes sous ses ordres. Le feld-

[1] A l'est de Hanau.

maréchal suédois Baner en avait presque autant [1] sur les bords de l'Elbe, dans les évêchés de Magdebourg et d'Halberstadt. Si ces deux généraux s'étaient réunis au duc de Lünebourg, qui occupait le Weser, et aux électeurs de Saxe et de Brandebourg, ils auraient pu lutter avec avantage contre les Impériaux; mais on ne s'entendait pas [2]. Les rapports étaient surtout très-tendus entre Baner et l'électeur de Saxe. Tous deux se disputaient des quartiers pour leurs troupes. Ils conclurent un arrangement dans les premiers jours de l'année 1635; mais Baner, lorsqu'on le lui présenta pour le signer, fit remarquer que les conditions convenues avaient été changées. Il s'ensuivit une altercation des plus vives; l'électeur menaça Baner de le chasser de Magdebourg et d'Halberstadt, s'il ne signait pas; Baner répondit qu'il donnerait sur les doigts à qui l'oserait, et l'électeur irrité s'écria : « Que les Suédois se hâtent de quitter le sol allemand, sinon je leur montrerai le chemin. » De pareilles scènes ne rétablissaient guère la concorde entre les protestants et les Suédois, et il était grand temps pour eux que la France intervînt.

Après avoir vainement attendu à Gelnhausen l'arrivée de Baner, Bernard, se voyant menacé par Gallas, qui occupait Aschaffenbourg, et par Mansfeld, qui venait de prendre Höchst, se dirigea vers Bensheim au nord de Heidelberg, pour demander du secours aux maréchaux français. Mais ceux-ci avaient perdu une partie de leurs troupes par suite de la rigueur de l'hiver, et ne songeaient d'ailleurs pour le moment qu'à reconquérir les États du duc de Würtemberg, le pensionnaire de leur maître. Bernard, craignant de plus en plus d'être attaqué par les Impériaux, passa le Rhin (5 mars 1635) sans consulter les maréchaux, et campa près de Worms [3].

Bernard, devenu généralissime de l'Union, forma le dessein de reprendre Spire, dont Jean de Werth venait de s'emparer, et

[1] Vingt-trois mille hommes, dont trois mille Suédois seulement (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 251).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 238.

L'Empereur renouvela son alliance avec le roi d'Espagne Philippe IV, qui le poussait à la guerre (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 239).

[3] Ce fut alors (12 mars) que les membres de l'Union, assemblés à Worms, nommèrent Bernard généralissime de leurs troupes. Voir ci-dessus, p. 301, 306.

obtint pour cela le concours de quatre mille Français. Après avoir vu ses faubourgs pris et deux brèches pratiquées, la ville offrit de se rendre ; Bernard refusait un arrangement, mais le maréchal de Brézé l'accorda (22 mars). Jean de Werth, qui passait le Rhin le même jour, pour faire lever le siége, battit en retraite immédiatement. La ville se racheta du pillage en payant cent quinze mille thalers. Quant à la garnison, qui était de deux mille cinq cents hommes, elle entra au service de Bernard, au lieu d'aller rejoindre les Impériaux comme on l'y avait autorisée. Le 2 avril, on l'a déjà vu, le duc de Weimar traita avec Feuquières. La prise de Spire par les Franco-Suédois n'arrêta pas les succès des Impériaux. En juin 1635, Gallas s'empara à l'improviste de Heidelberg et en fit incendier le château. L'occupation de Trèves par les Espagnols fut un événement plus important encore [1].

De tous les princes allemands, l'électeur de Trèves, Christophe-Philippe de Sœtern [2], s'était engagé le premier et le plus étroitement avec la France. Brouillé depuis longtemps avec son chapitre, il en déposa le doyen, Charles de Metternich, neveu de son prédécesseur, ainsi que le prévôt Husmann, et invita les chanoines à les remplacer. Le chapitre, au lieu de lui obéir, porta plainte au nonce, à Cologne, et le nonce écrivit à l'électeur pour l'engager à changer d'avis; mais celui-ci reçut mal la lettre, et menaça de faire pendre le notaire qui la lui apportait. Plusieurs chanoines, pour échapper à la persécution, se réfugièrent à Luxembourg; l'archevêque leur nomma des successeurs, que le nonce excommunia. L'archevêque en vint même, soit qu'il suivît sa propre inspiration, soit qu'il y eût été invité de Paris, à vouloir imposer aux chapitres de Trèves et de Spire l'élection du cardinal de Richelieu comme coadjuteur [3]. Mais l'arrivée du cardinal infant dans les Pays-Bas, après la bataille de Nordlingue, rendit la situation de Sœtern très-difficile en encourageant les chanoines. Les Français lui conseillèrent de mettre sa personne en sûreté à Metz. L'électeur se contenta d'y envoyer son argent, et resta à Trèves; il allait bientôt s'en repentir.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. IV, p. 230 à 257, 344; Richelieu, *Mémoires,* t. VIII, p. 219-225; Schreiber, *Maximilian I,* p. 664.

[2] Il avait succédé en 1623 à Lothaire de Metternich.

[3] Le Pape repoussait la nomination de Richelieu comme coadjuteur de Trèves (Ranke, *Histoire de France,* t. III, p. 352).

Le comte de Rittberg, commandant de la ville de Luxembourg, fit partir de Thionville, sur la Moselle (25 mars), deux barques, couvertes de toile comme les bateaux de sel, et pleines de soldats d'élite, espagnols, wallons et allemands. Le colonel Maillard les commandait, et il était accompagné du doyen du chapitre, Charles de Metternich. Les barques descendirent la rivière, et arrivèrent à Trèves le lendemain (26 mars) avant le jour. Une partie des soldats abordèrent près de la porte des Grues; l'obscurité était encore complète. Au cri poussé par la garde, les soldats répondirent qu'ils apportaient des vivres, et qu'ils étaient venus d'aussi bonne heure par crainte des Espagnols. Mais au même instant ils firent sauter la porte avec un pétard, et se précipitèrent dans la ville. Le commandant français de Trèves, Bussy-Lamet, se trouvait alors à Coblentz; son fils, qui le remplaçait, opposa une vigoureuse résistance aux assaillants, et il les avait déjà ramenés jusqu'à leurs bateaux, lorsque le colonel Maillard, qui avait pénétré dans la ville par un autre côté avec le reste de sa troupe, accourut en faisant sonner les trompettes. Les Français, surpris, se défendirent en désespérés; les uns furent tués, les autres faits prisonniers avec le jeune Bussy[1].

La garnison vaincue, Maillard et le doyen du chapitre se dirigèrent vers la résidence archiépiscopale. Ils y trouvèrent l'électeur avec son confident, le docteur Brewer. « Que Votre Grâce se rende prisonnière », lui cria Metternich, en lui appliquant la pointe de son épée sur la poitrine. « Eh bien! soit, puisque je ne puis faire autrement », répondit l'archevêque. Et, accompagné d'un chapelain, d'un valet de chambre et de deux pages, le second électeur de l'Empire fut emmené d'abord à Luxembourg, puis à Gand. Son palais, ainsi que les maisons habitées à Trèves par des Français, furent pillés.

Cet attentat contre un allié, un protégé de la France, irrita vivement Louis XIII. Il fit demander au cardinal infant la liberté de Sœtern. Le cardinal infant répondit qu'il ne pouvait rien faire sans l'assentiment de son frère, le roi d'Espagne; mais Richelieu n'était pas d'humeur à attendre : il envoya un héraut à Bruxelles déclarer solennellement la guerre à l'Espagne (19 mai 1635)[2].

[1] La garnison française était de mille hommes.

[2] Levassor donne le texte de la déclaration de guerre, et raconte toutes les formalités observées (*Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 399).

Le lendemain même (20 mai), les maréchaux de Chatillon et de Brézé battirent complétement les Espagnols près du village d'Avein [1], dans le pays de Liége. Thomas de Savoie, prince de Carignan [2], qui les commandait, prit la fuite. Richelieu, après s'être borné pendant longtemps à payer des subsides aux Hollandais, avait signé avec eux, le 8 février 1635, par l'intermédiaire de Charnacé, une alliance offensive et défensive. Les deux parties s'engageaient à faire envahir les Pays-Bas espagnols chacune par une armée de trente mille hommes, et se partageaient d'avance le territoire à conquérir [3]. Après la bataille d'Avein, le prince d'Orange se réunit aux Français; puis, se mettant à la tête des deux armées, qui s'élevaient à cinquante et un mille hommes, avec cent trente canons, il prit Tirlemont [4] et assiégea Louvain (22 juin). Mais il manquait de vivres, la place était bien fortifiée, et Piccolomini s'approchait avec une armée de secours de dix-huit mille hommes. Le 4 juillet 1635, les Franco-Hollandais levèrent le siége, et les Espagnols eurent bientôt reconquis tout le terrain perdu [5].

Pendant que les Espagnols étaient battus à Avein, l'Empereur remportait une grande victoire diplomatique en signant la paix de Prague avec l'électeur de Saxe. Un mois environ après la mort de Wallenstein, l'électeur de Saxe avait témoigné au duc François-Jules de Saxe-Lauenbourg, déjà employé à des négociations l'année précédente, son désir de faire la paix. L'Empereur, en ayant été informé, indiqua Leitmeritz [6], en Bohême, pour être le siége des conférences, et envoya, comme négociateurs, le comte de Trauttmansdorff, le conseiller aulique Questenberg et le docteur Gebhard; Jean-Georges envoya, de son côté, ses principaux conseillers. Les négociateurs entrèrent à Leitmeritz le 12 juin 1634.

[1] Hurter (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 249) dit *Urbaine* au lieu d'*Avein*.

[2] Le prince de Savoie s'était mis au service de Philippe IV, malgré son frère Victor-Amédée I[er], duc régnant.

[3] Cette alliance fut renouvelée le 6 septembre suivant, et le Roi promit un subside d'un million et demi de livres.

[4] Au sud-est de Louvain.

[5] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 246, 304; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 227, 300; *Mercure français*, t. XX, p. 911, 965; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 383; Monglat, *Mémoires*, t. I, p. 79; Pontis, *Mémoires*, t. II, p. 212.

[6] On y avait déjà négocié en 1633.

La guerre ne cessa pas pour cela; aucun armistice n'avait été conclu. Pendant qu'on s'abouchait à Leitmeritz, le roi de Hongrie assiégeait Ratisbonne (du 1er juin au 28 juillet), et Baner, réuni à Arnim, marchait sur Prague [1].

Lorsque les Suédois et les Saxons entrèrent en Bohême, Jean-Georges voulut empêcher Baner d'occuper Leitmeritz, afin de ne pas interrompre les conférences. Baner ayant refusé, l'électeur fit inviter les négociateurs impériaux à se rendre à Pirna, petite ville située sur les bords de l'Elbe, en Saxe, à peu de distance de Dresde. Ils s'y rendirent volontiers, et l'Empereur avait un si grand désir de faire la paix, que ses ambassadeurs déclarèrent que l'invasion de la Bohême ne changeait rien à ses intentions [2].

Les protestants ont reproché à l'électeur de Saxe de les avoir trahis en négociant séparément avec la cour de Vienne. Mais il n'avait pris aucun engagement avec l'Union, et, outre que son alliance avec les Suédois était nulle, comme contraire aux lois de l'Empire, l'électeur la regardait comme dissoute par la mort de Gustave-Adolphe. Jean-Georges demandait qu'on accordât le libre exercice de la confession d'Augsbourg à tous les sujets des États d'Église [3], qu'on supprimât la réserve ecclésiastique, et que la Suède fût dédommagée uniquement aux dépens des catholiques. La victoire des Impériaux à Nordlingue (6 septembre 1634) ne modifia pas les prétentions de l'électeur de Saxe : l'électeur les accrut même, en demandant la liberté de religion pour les États héréditaires de la maison d'Autriche, l'égalité des deux confessions dans la chambre de justice et dans le conseil aulique, une amnistie générale, et le rétablissement des ducs de Mecklenbourg et des enfants du Palatin. L'Empereur, tout en maintenant l'édit de restitution, se montrait disposé à en retarder et à en restreindre les effets, et même à ne pas l'appliquer du tout à l'électeur de Saxe, auquel on promettait de laisser indistinctement tous les biens ecclésiastiques dont il s'était emparé. Le landgrave de Hesse-Darmstadt avait recommencé ses démarches pacifiques auprès de l'électeur de Saxe, son beau-père. Grâce à lui, des préliminaires

[1] Ils arrivèrent à la Montagne-Blanche le 25 juillet.

[2] Colloredo, alors en Silésie, ayant battu les Saxons, l'Empereur l'en réprimanda, tant il craignait d'irriter la Saxe.

[3] La paix d'Augsbourg ne donnait le libre exercice du luthéranisme dans ces sortes d'États qu'aux villes et aux nobles.

de paix furent signés à Pirna le 24 novembre 1634[1], et l'on convint que de nouvelles conférences seraient ouvertes le 13 janvier suivant à Aussig, en Bohême, pour convertir ces préliminaires en une paix définitive.

Les négociations de Pirna avaient été tenues secrètes; mais il suffisait à Richelieu de savoir qu'elles existaient, pour en soupçonner le but et s'efforcer de les entraver; la paix devait, en effet, anéantir tous ses plans. Il envoya Rorté et le sieur de Beauregard à l'électeur de Saxe, pour lui conseiller de s'allier avec le roi de France, qui lui procurerait une paix plus avantageuse que l'Empereur[2]. Ces deux agents se rendirent à Dresde, bien munis de cet or que Feuquières appelait le froment du Pérou; ils gagnèrent l'électrice et Arnim, mais ne purent convaincre l'électeur.

Le 11 décembre 1634, les ambassadeurs impériaux présentèrent à Ferdinand II, à Vienne, les préliminaires de Pirna. Comme les conditions de la paix intéressaient les alliés de l'Empereur, il eut été convenable d'obtenir leur consentement avant de rien décider; mais les réunir était alors impossible, et les consulter par écrit aurait occasionné des retards. L'Empereur crut pouvoir remplacer l'avis de ses alliés par une consultation de théologiens. Il chargea le cardinal Dietrichstein de demander à des membres du clergé séculier et de tous les ordres religieux si les préliminaires de Pirna contenaient quelque chose de contraire à la conscience ou au service de Dieu. La réponse fut que, pour empêcher la ruine de la religion catholique dans l'Empire, Ferdinand pouvait en conscience accepter toutes les conditions du projet de paix[3]. On croit qu'Ognate, ambassadeur d'Espagne, fut du même avis. Après cette consultation, l'Empereur signa les préliminaires.

La paix n'était pas encore définitive : un armistice fut d'abord

[1] Hurter nous apprend que ces préliminaires sont renfermés dans un document extrêmement rare, et sur lequel il donne néanmoins peu de détails (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 268 et note).

[2] Instruction du 27 janvier 1635.

[3] Ces consultations étaient alors fréquentes, aussi bien chez les protestants que chez les catholiques. L'électeur de Brandebourg demanda à Wolfgang Crell et à d'autres théologiens s'il pouvait s'allier avec l'Empereur et avec l'électeur de Saxe, et s'il pouvait accepter un traité qui excluait les calvinistes de la paix : ils répondirent que non. Le duc de Würtemberg et le landgrave de Hesse-Cassel consultèrent aussi leurs théologiens (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 274).

signé à Laun, en Bohême (28 février 1635), entre les armées impériale et saxonne, et, vers le milieu de mars, les négociations furent reprises, non pas à Aussig, comme on l'avait décidé en signant les préliminaires, mais à Prague. Les plénipotentiaires impériaux y remirent aux Saxons le projet définitif (18 avril). L'électeur faisait encore des objections; il persistait à demander la liberté religieuse pour les protestants d'Autriche et une amnistie générale. On finit par convenir que, sur la question d'amnistie, l'électeur s'entendrait plus tard avec l'Empereur. Quant à exiger la liberté religieuse des États héréditaires, c'était vouloir enlever à l'Empereur le droit qu'avait alors tout souverain d'imposer sa religion à ses sujets; on ne pouvait prendre d'engagement à cet égard.

Enfin, après de nouveaux délais, qui vinrent encore du côté de la Saxe, le traité fut signé le 30 mai 1635, au château impérial de Prague, et, le 15 juillet suivant, on échangea les originaux revêtus des signatures de l'Empereur et de l'électeur [1].

En principe, le traité de Prague maintenait la paix d'Augsbourg (1555), grande charte religieuse et territoriale de l'Allemagne, et l'édit de restitution (1629), qui ne faisait que l'exécuter; mais, en fait, il adoucissait la paix et l'édit. Tout en n'accordant le bénéfice de la paix, conformément au traité de 1555, qu'aux seuls protestants de la confession d'Augsbourg, et en le refusant aux calvinistes, dont le culte n'avait pas d'existence légale, on fit cependant des concessions à l'électeur de Brandebourg et aux maisons d'Anhalt, devenus calvinistes; le landgrave de Hesse-Cassel lui-même ne devait pas être exclu de la paix, s'il consentait à remplir certaines conditions.

Les princes et les États protestants de l'Allemagne devaient conserver définitivement tous les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés avant la transaction de Passau (1552). Ils devaient conserver provisoirement, pendant quarante ans, tous

[1] Le landgrave de Hesse-Cassel et le général suédois Baner avaient encore tenté, mais vainement, d'empêcher la signature du traité (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 280). — Les protestants, réunis à Worms avec Oxenstierna, avaient aussi essayé d'empêcher l'électeur de Saxe de traiter avec l'Empereur (*ibid.*, t. IV, p. 272). — Plus tard, le 14 juin 1648, l'ambassadeur de Saxe demanda que les calvinistes fussent exclus de la paix de Westphalie (*ibid.*, t. IV, p. 281, note).

les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés depuis cette transaction jusqu'au 11 novembre 1627, sauf à décider, par voie d'accommodement amiable ou par justice, si ces biens devaient être laissés définitivement à leurs possesseurs. Les biens envahis depuis le 11 novembre 1627 devaient être restitués tout de suite.

L'évêché d'Halberstadt fut assuré à un catholique, l'archiduc Léopold-Guillaume, second fils de l'Empereur ; mais l'archevêché de Magdebourg, par dérogation à la paix d'Augsbourg et à l'édit de restitution, fut laissé à un protestant, le prince Auguste de Saxe, fils de l'électeur Jean-Georges, sa vie durant. Quatre bailliages dépendant de cet archevêché passaient à l'électorat de Saxe[1].

Quatre villes impériales, Nürenberg, Ulm, Strasbourg et Francfort, conservaient, pour elles et pour les territoires soumis à leur juridiction, la liberté de pratiquer le luthéranisme. Donauwerth devait redevenir ville libre impériale, aussitôt qu'elle aurait remboursé à l'électeur de Bavière les frais de l'exécution de l'année 1607 ; mais comme elle fut toujours dans l'impossibilité de le faire, elle demeura définitivement à la Bavière.

L'Empereur consentait à composer la chambre de justice de membres des deux religions, et à faire entrer des protestants de la confession d'Augsbourg dans le conseil aulique de l'Empire.

On maintint ce qui avait été déjà décidé à l'égard du Palatin[2]. Maximilien de Bavière restait donc en possession du haut Palatinat et de la dignité électorale ; mais on assurait à la veuve de Frédéric V son douaire, et à ses enfants un entretien princier, s'ils faisaient une soumission convenable. Les princes demeurés fidèles à l'Empereur, spécialement le duc de Lorraine, devaient reprendre possession des États qui leur avaient été enlevés ; les ducs de Mecklenbourg également. Les princes allemands ou étrangers

[1] Ceux de Querfurt, Borch, Jüterbock et Dafme (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 282). La paix de Prague entraînait, pour le Danemark, la perte des évêchés du nord de l'Allemagne, surtout de l'archevêché de Brême, qui avait été offert peu de temps auparavant au prince Frédéric, fils de Christian II. L'Empereur céda néanmoins l'archevêché de Brême à Frédéric pour gagner le Danemark (30 avril 1636) (*ibid.*, t. IV, p. 315, 422).

[2] Voir ci-dessus, t. I, p. 324, 500.

qui ne consentiraient pas à ces restitutions y seraient contraints par la force. On promettait à l'électeur de Brandebourg, pour le cas où il accéderait à la paix, de soutenir les droits qu'il avait sur la Poméranie.

Il y aurait amnistie complète en faveur des catholiques et des protestants de la foi d'Augsbourg, sauf ceux qu'un recès spécial en excepterait.

Les princes étrangers pourraient accéder au traité; les membres de l'Empire avaient un délai de dix jours pour le signer. Tous ceux qui l'accepteraient devaient payer des subsides [1], et réunir leurs troupes aux troupes de l'Empereur, à l'exception de celles dont ils auraient eux-mêmes besoin pour la défense de leur pays.

Quelques recès accessoires furent ajoutés au traité de Prague. L'un d'eux désignait les personnes exclues de l'amnistie ; parmi elles se trouvaient le margrave Frédéric de Bade-Durlach et le duc de Würtemberg. Cependant, si les exclus accédaient à la paix de Prague, l'Empereur déciderait, avec l'avis du collége électoral, ce que le bien de l'Empire exigerait qu'on fît à leur égard. Un autre recès contenait la cession pure et simple de la Lusace à l'électeur de Saxe, en payement de soixante-douze tonnes d'or que l'Empereur lui devait pour le secours qu'il en avait reçu en 1620, lors du soulèvement de la Bohême [2].

La paix de Prague rencontra d'ardents adversaires à la cour même de Dresde, entre autres l'électrice et Arnim. L'électrice fit sentir son mécontentement aux conseillers qui n'avaient pas empêché de la conclure. Quant à Arnim, aveuglé par sa haine contre le catholicisme, non-seulement il refusa de prendre part aux né-

[1] Cent vingt mois romains.

[2] La tonne d'or valant cent mille florins, cela faisait sept millions deux cent mille florins.

La Lusace fut ainsi séparée de la Bohême. Le roi de Bohême n'y conserva plus que le protectorat du chapitre et de la cathédrale de Bautzen, et des quatre couvents du pays (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 288). La remise de la Lusace eut lieu à Görlitz le 24 avril 1636.

La Silésie livra à l'Empereur ses lettres d'union, prêta serment, se réconcilia avec lui, et garda ses priviléges et la confession d'Augsbourg (*ibid.*, t. IV, p. 287). Voir ci-dessus, t. I, p. 257 et suiv.

Les négociateurs de la paix de Prague reçurent des récompenses. Hoe, le haut prédicateur de la cour de Dresde, eut pour lui dix mille thalers (*ibid.*, t. IV, p. 289).

gociations, mais, après la signature de la paix, il quitta l'armée sans même en prévenir l'électeur, et se retira à Altenbourg, où il se laissa aller aux critiques les plus amères.

L'électeur de Brandebourg, de nouveau dirigé par son ministre catholique Adam de Schwartzenberg, et gagné par la promesse que les Impériaux lui avaient faite de lui assurer la possession de la Poméranie, accéda à la paix de Prague le 6 septembre 1635. Louis d'Anhalt renonça à son alliance avec la Suède. Les ducs de Saxe-Weimar, branche aînée *ernestine* de Saxe, qui ne pardonnaient pas à la branche cadette *albertine,* dont Jean-Georges était le chef, de lui avoir enlevé l'électorat sous le règne de Charles-Quint, s'étaient d'abord montrés hostiles aux préliminaires de Pirna ; ils changèrent d'avis : Guillaume de Weimar et ses frères, sauf Bernard, le plus compromis de tous, adhérèrent à la paix. La maison de Brunswick-Lünebourg, dont le chef n'avait pas rompu ouvertement avec l'Empereur, les deux ducs de Mecklenbourg, l'administrateur de l'archevêché de Brême, les princes du cercle de Basse-Saxe, ces derniers réunis en diète circulaire à Brunswick, y adhérèrent également.

Le roi de Hongrie reçut, le 6 juin 1635, les pleins pouvoirs de l'Empereur pour faire exécuter la paix. Le 27 juin, trois conseillers de Nürenberg parurent devant lui à Neumarkt [1], pour négocier l'acceptation du traité. Le Roi consentit à ne pas leur imposer de garnison, confirma tous leurs priviléges, leur fit rendre tous les territoires que la Bavière leur avait enlevés, et laissa les protestants en possession de toutes les églises. Strasbourg, Francfort, Erfurt et beaucoup d'autres villes, qui avaient supporté les plus lourdes charges de la guerre et souffert de l'interruption de leur commerce, adhérèrent aussi à la paix. Mais les villes hanséatiques, surtout Hambourg, refusèrent, parce qu'elles se ressentaient peu de la guerre.

A la fin du mois de juillet, un mandat de rappel fut adressé à tous les officiers et soldats allemands, pour leur ordonner de quitter le service de la Suède, de la France, et de toutes les puissances hostiles à l'Empereur, sous peine de forfaiture entraînant perte de fiefs et bannissement. Ce mandat les aurait tous ramenés

[1] Au sud-est de Nürenberg.

au service de l'Empereur, si la cour de Vienne avait pu leur payer l'arriéré de leur solde ; mais elle manquait d'argent.

La paix de Prague était un grave échec pour la Suède et pour la France. Richelieu la fit attaquer dans plusieurs brochures. Un Allemand de Deux-Ponts, Tilemann Stella (Justus Asterius), la combattit comme blessant la conscience au point de vue catholique, et violant la constitution de l'Empire. L'habileté des agents français servit encore mieux la politique de Richelieu que ces plumes vénales. Aussitôt la paix de Prague connue, ils s'étaient mis à parcourir l'Allemagne pour empêcher les princes protestants d'y adhérer. Ils échouèrent auprès de l'électeur de Brandebourg et de plusieurs princes, mais ils réussirent auprès d'un certain nombre. Les principaux parmi ceux qui demeurèrent exclus de la paix et de l'amnistie furent : le margrave de Bade-Durlach, le comte palatin Jean de Deux-Ponts, tuteur des enfants du Palatin et administrateur de la partie du Palatinat occupée par les Suédois, et le jeune duc de Würtemberg, dont le tuteur, Jules-Frédéric, son oncle, avait beaucoup aidé les Suédois.

Le landgrave de Hesse-Cassel avait toujours été un des adversaires les plus acharnés de l'Empereur. Il devait tous les agrandissements de son modeste héritage à des conquêtes faites sur des biens ecclésiastiques, principalement sur ceux de l'abbaye de Hersfeld. On négocia au sujet de cette abbaye, mais sans pouvoir s'entendre. Il y avait deux partis à la cour de Cassel : l'un, dirigé par le général Mélander, voulait la paix ; l'autre, ayant à sa tête la princesse Amélie, femme du landgrave, voulait la guerre. Le landgrave, sollicité d'un côté par l'Autriche, qui employait pour ses négociations l'évêque de Würtzbourg, de l'autre par la France, finit par rompre de nouveau avec l'Empereur.

En définitive, la paix de Prague enlevait à la Suède deux électeurs protestants, plusieurs princes, plusieurs villes ; il ne lui restait plus d'alliés ayant quelque puissance, sauf le landgrave de Hesse-Cassel. Sans le secours de la France, la Suède était perdue [1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 263 à 333 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 236 à 343 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 316 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIII (VIII), p. 557 ; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 563 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 222, 254 ; Dumont, *Corps diplomatique*, t. VI, 1re part., p. 88.

Richelieu avait envoyé auprès des cours du Nord, pour les rattacher à la France, un ambassadeur qui, pendant un long séjour fait à Venise, avait montré une habileté extrême, et avait su captiver tout le monde par le charme de son esprit et la distinction de ses manières, Claude de Mesmes, comte d'Avaux[1], intime ami du père Joseph. Il avait une grande pénétration d'esprit, un jugement net et solide, et beaucoup de cette éloquence qui persuade. Actif et insinuant, s'accommodant aux mœurs de tous les peuples et au caractère des personnes, il gagnait les ministres avec lesquels il traitait, par un certain air d'ouverture et de franchise qui inspirait la confiance. Il savait allier le cérémonial de son emploi avec la politesse française. Il était désintéressé, bienfaisant, modéré. Catholique sincère, il soutint les intérêts de la religion, mieux quelquefois que ne le désiraient les ministres de France. Il savait l'histoire, parlait et écrivait avec la même facilité en français, en allemand, en italien et en latin. Richelieu a dit de lui qu'il n'avait jamais fait de faute[2]. A la fin de 1634, un mariage entre l'héritier du trône de Danemark et une fille de l'électeur de Saxe[3] avait fourni à Louis XIII l'occasion de l'envoyer à Copenhague. En répétant sans cesse que la maison de Habsbourg aspirait à la domination universelle, d'Avaux sut éveiller les soupçons du roi Christian contre l'Espagne et contre l'Autriche, et lui présenter une alliance avec la France comme un moyen infaillible de se préserver d'un tel danger.

De Copenhague, d'Avaux se rendit à Stockholm (décembre 1634) pour raviver, chez les membres du reichsrath de Suède, le zèle qui s'était refroidi pour l'Allemagne, surtout depuis la défaite de Nordlingue[4]. A la nouvelle de ce désastre, le reichsrath écrivit à Oxenstierna[5] qu'il ne doutait pas de son courage et ne désespérait point de voir les affaires se remettre en bon chemin, mais qu'il était disposé, à cause de la misère générale qui régnait en Suède, à renoncer à toute conquête, à accepter un dédommagement en argent, et même, si l'on ne pouvait l'obtenir sans difficulté, à se

[1] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, 238, 580.

[2] Son collègue Ogier nous a laissé une relation précieuse des voyages de d'Avaux.

[3] Magdeleine Sibylle.

[4] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 240.

[5] 12 octobre 1634, 2 avril 1635, 28 juillet 1635.

contenter simplement de l'amitié des États évangéliques. Loin d'avoir assez d'argent pour faire la guerre, on ne savait comment pourvoir aux dépenses de l'État ; la Suède était tellement ruinée que les habitants ne pouvaient plus payer d'impôts, et que ceux du cercle de Wiborg et de l'Ingrie, pour échapper à la misère et aux levées d'hommes, émigraient par milliers en Russie. Elle ne recueillerait, d'ailleurs, que l'ingratitude de la part de ses alliés allemands; la paix avec l'Empereur était donc une nécessité [1].

Les Suédois avaient en outre une raison spéciale de mettre fin à leur guerre d'Allemagne, c'était leur situation vis-à-vis de la Pologne. L'armistice de six ans, qui avait été conclu à Altmark le 26 septembre 1629 par l'entremise de l'ambassadeur français Charnacé, entre Sigismond et Gustave-Adolphe, allait expirer le 26 septembre 1635. Sigismond était mort le 30 avril 1632 ; mais il avait laissé tous ses droits au trône de Suède à Ladislas VII, élu la même année roi de Pologne. Gustave-Adolphe, mort quelques mois après son rival (16 novembre 1632), n'avait d'autre héritier qu'une fille, Christine, alors âgée de sept ans. Ladislas était loin d'avoir renoncé à ses droits : il continuait à porter, comme son père, le titre de roi de Suède [2], et, à l'expiration de l'armistice, la guerre allait recommencer, guerre plus importante pour les Suédois que la guerre d'Allemagne, puisqu'elle pouvait entraîner pour eux un changement de souverain, de dynastie et de religion. Aussi Richelieu désirait-il que l'armistice fût renouvelé, afin que les Suédois pussent continuer la guerre en Allemagne.

Peu de temps après son arrivée à Stockholm, d'Avaux, présenté aux tuteurs de la reine Christine, leur fit un beau discours latin de trois quarts d'heure, pour les engager à prolonger l'armistice, et leur persuader qu'on terminerait avec bien plus de facilité le différend avec la Pologne, si l'on commençait par renverser l'Empereur. Mais il ne réussit pas. Les tuteurs voulaient d'abord en finir avec Ladislas. Ils réunirent une armée de vingt mille hommes, dont ils donnèrent le commandement à l'ancien général La Gardie, pour attaquer la Pologne du côté de la Prusse [3].

[1] Lettre du reichsrath à Sten Bielke, commissaire suédois en Poméranie, du 18 avril 1635.

[2] Ladislas avait encore un parti en Suède.

[3] Ladislas, de son côté, était poussé par l'Empereur à faire la guerre à la Suède.

Quoiqu'il eût échoué à Stockholm, d'Avaux ne désespérait pas encore de réussir en Pologne. Il fit voile pour ce pays, et débarqua à Danzig le 17 mai 1635. Il fut bien accueilli par les Polonais; son grand-père avait eu des relations d'amitié avec l'ambassade polonaise venue jadis à Paris pour offrir à Henri de Valois la couronne des Jagellons. Il gagna immédiatement par ses flatteries le roi Ladislas, qu'il était allé complimenter à Thorn. Des négociations s'ouvrirent : elles durèrent trois mois et demi. Les Suédois, pour prolonger l'armistice, exigeaient que Ladislas renonçât au titre de roi de Suède, et leur payât un million de thalers, qui servirait à licencier leurs troupes. Les Polonais demandaient, de leur côté, qu'on leur rendît la Livonie. L'ambassadeur français fit les plus grands efforts et déploya une habileté rare. Plusieurs fois les deux armées furent sur le point d'en venir aux mains. Le 21 août, d'Avaux ne put décider les Suédois à restreindre leurs prétentions qu'en les menaçant de se retirer. Six jours après, la demande d'accorder aux catholiques de Livonie le libre exercice de leur religion faillit tout compromettre ; les Suédois refusaient de céder sur ce point, et, chose singulière, ils invoquaient à l'appui de leur intolérance les souvenirs de l'Inquisition et de la Saint-Barthélemy. Un jour l'écuyer tranchant du roi de Pologne, Jean Sobieski, furieux de ces récriminations, cria aux armes ; l'infanterie polonaise et les hussards allaient se précipiter sur leurs adversaires ; ceux-ci chargeaient leurs mousquets, et les cavaliers finnois apprêtaient leurs lances. Le calme ne fut rétabli qu'avec peine. Le 31 août, les Suédois déclarèrent encore qu'il leur était impossible d'accorder la liberté religieuse en Livonie [1] ; mais d'Avaux ayant renouvelé sa menace de partir, ils promirent d'adoucir le sort des catholiques ; on s'en contenta, et, le 12 septembre 1635, l'armistice fut enfin signé, et prit, du lieu où l'on se trouvait [2], le nom d'armistice ou de paix de Stuhmsdorf. La trêve était renouvelée pour vingt-six ans. Ladislas renonçait au titre de roi de Suède et à la Livonie ; la Suède, de son côté, reconnaissait la suzeraineté de la Pologne sur la Prusse. C'était la seconde fois que la France arrachait les Suédois à une guerre avec la Pologne pour les jeter sur

[1] Ce fait prouve combien peu les Suédois songeaient à établir la liberté de conscience.

[2] Stuhmsdorf, en Prusse, près de Marienwerder.

l'Allemagne. Charnacé leur avait imposé l'armistice d'Altmark en 1629 ; d'Avaux leur imposa celui de Stuhmsdorf en 1635[1].

Richelieu n'avait encore atteint qu'une partie de son but. Par suite du traité de Stuhmsdorf, les Suédois, sans inquiétude du côté de la Pologne, recouvraient la liberté de leurs mouvements ; mais ils n'étaient pas pour cela décidés à continuer la guerre en Allemagne. Même après le traité, au mois de janvier 1636, le reichsrath écrivait encore à Oxenstierna qu'il fallait faire la paix, et ne pas s'exposer, en pêchant avec un hameçon d'or, à perdre dix millions pour en gagner un. Oxenstierna désirait aussi la paix, mais il la voulait avec des conditions meilleures que celles dont se contentait le reichsrath[2].

Le chancelier se trouvait en Hollande lorsque la paix de Prague fut signée (30 mai 1635). Continuant son voyage vers la Saxe, il débarqua le 15 juin 1635 à Stade[3]. Il se rendit à Magdebourg qu'occupait l'armée de Baner, et écrivit de là (16 juillet) à l'électeur de Saxe pour se plaindre de ce que le traité qu'on lui avait communiqué laissait de côté la Suède, comme si elle n'avait pris aucune part à la guerre ; il ne voulait pas croire que ce fût un véritable traité, alors surtout que l'électeur s'était engagé envers Gustave-Adolphe à ne pas conclure de paix sans le consentement de la Suède, et il n'y voyait qu'un projet répandu dans l'intention de jeter du trouble dans les esprits. Jean-Georges répondit qu'il lui ferait porter des éclaircissements. Le 28 juillet, une ambassade saxonne arriva en effet auprès du chancelier, et lui exposa les motifs qui avaient déterminé l'électeur à faire la paix. Elle lui fit observer qu'on ne pouvait pas accorder des territoires à la Suède, parce que le sol de l'Empire était inaliénable, mais que l'électeur s'emploierait pour lui obtenir un juste dédommagement en argent. Elle le pria en même temps d'évacuer l'archevêché de Magdebourg. Oxenstierna répondit qu'il enverrait une ambassade demander des explications plus détaillées ; mais il ordonna en même temps à Baner de concentrer son armée.

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 297, 330, 352 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 252, 257 ; *Mercure français*, t. XXI, p. 83 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 309 à 319.

[2] D'après Hurter, ce fut Richelieu qui empêcha la paix en faisant triompher à Stockholm le parti de la guerre (*Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 353).

[3] Sur l'Elbe.

Les ambassadeurs suédois envoyés par le chancelier, parmi lesquels figurait le comte Brandenstein, trésorier général de la Suède, trouvèrent l'électeur de Saxe à Leipzig (11 août 1635). La Suède, lui dirent-ils, ne pouvait en conscience approuver une paix dont était exclue la maison palatine, et qui ne parlait ni de la France, ni de la Hollande. L'électeur, dans sa réponse, s'en tint à des généralités. Dix jours après, les ambassadeurs suédois revinrent, et annoncèrent que le chancelier consentait à évacuer Magdebourg, si la Suède et ceux qui l'avaient servie recevaient des satisfactions convenables. Les rapports s'envenimèrent : l'électeur déclara que la Suède devait d'abord restituer tout ce qu'elle possédait en Allemagne, et qu'alors seulement il essayerait d'obtenir pour elle une indemnité en argent.

Oxenstierna eût volontiers rompu les négociations et déclaré la guerre à la Saxe; mais il comptait peu sur l'armée de Baner. Il continua de négocier, réclama le payement des frais de guerre, la Poméranie ou tout autre territoire de l'Empire comme gage, l'extension de l'amnistie à tous les États de l'Allemagne sans exception, et une nouvelle alliance de la Saxe avec la Suède. Le 21 novembre, Jean-Georges répondit que tous les princes étrangers pouvaient accéder à la paix de Prague, et offrit, comme dédommagement, un million de florins, payable en quatre ans, avec Stralsund comme gage jusqu'à complète libération. L'armée suédoise évacuerait l'Empire dans le plus bref délai [1].

Ne pouvant rien obtenir de plus de l'électeur, Oxenstierna eut l'idée de s'adresser directement à l'Empereur. Il lui envoya une lettre à Vienne par l'un des négociateurs, le comte de Brandenstein, qui, jadis conseiller et chambellan de Ferdinand II, avait passé au service de Gustave-Adolphe à son arrivée en Allemagne. Mais Brandenstein et son compagnon de route, le docteur Burkhard, furent arrêtés, parce qu'on avait appris à Vienne qu'ils apportaient des écrits hostiles à l'Empereur et surtout à l'électeur de Saxe. On trouva en effet chez Burkhard un écrit, dans lequel il était dit que la Suède devait garder tout ce qu'elle avait

[1] Oxenstierna ayant déclaré que Gustave-Adolphe avait fait la guerre pour assurer la paix de l'Empire et sur l'appel de l'électeur de Saxe, celui-ci répondit que le Roi était venu dans son propre intérêt (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 408).

conquis en Allemagne. Tous deux ne tardèrent pas à être remis en liberté, mais il ne fut plus question de traiter.

L'Empereur ne regarda pas pour cela les négociations comme rompues; il espérait d'autant plus arriver à une entente, que l'électeur de Mayence lui avait fait savoir qu'Oxenstierna étai disposé à lui restituer son électorat et le priait de le réconcilier avec l'Empereur. De plus, le reichsrath suédois ordonnait toujours au chancelier de traiter.

Placé entre le reichsrath qui voulait la paix et la France qui poussait à la guerre, Oxenstierna hésitait. Le traité de Wismar (30 mars 1636) put seul le décider à continuer la lutte. La France, de son côté, s'y engageait de plus en plus [1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 352, 361.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE TRENTE ANS

1618-1648

LIVRE QUATRIÈME

PÉRIODE FRANÇAISE

1635-1648.

CHAPITRE PREMIER

GUERRE AVEC LA FRANCE. — BATAILLE DE WITTSTOCK.

1635-1636.

GUERRE EN 1635. — *Expédition de Bernard et de la Valette sur le Rhin; retraite vers la Sarre.* — Bernard de Weimar, menacé par Gallas, se retire à Sarrebrück (26 juin 1635). — Les Impériaux passent le Rhin, prennent plusieurs places, entre autres Kaiserslautern (17 juillet), et assiégent *Mayence.* — La Valette rejoint Bernard à Saint-Avold (25 juillet). — Les alliés font lever par les Impériaux le siége de Deux-Ponts et de Mayence (9 août), et passent le Rhin (25-26 août); mais Francfort accepte la paix de Prague, Bernard essaye vainement de surprendre le landgrave de Hesse-Darmstadt (30 août), et le landgrave de Hesse-Cassel n'ose pas le rejoindre. — Les alliés, faute de vivres, repassent le Rhin (15-16 septembre), opèrent leur retraite; poursuivis par Gallas, ils traversent la Sarre (26 septembre) et atteignent Metz (28 septembre). — Les Impériaux reprennent *Mayence* (17 décembre).

Campagne de Lorraine. — Le duc de Lorraine passe le Rhin (30 mars 1635); il est repoussé, repasse le Rhin (24 mai), rentre en Lorraine (juillet). — Louis XIII lui prend Saint-Mihiel (2 octobre), retourne à Saint-Germain (22 octobre). — Le duc de Lorraine et Gallas campent près de *Dieuze,*

puis se retirent; Gallas occupe *Saverne* (26 décembre); le duc de Lorraine va à Bruxelles. — Bernard prend ses quartiers d'hiver près de Metz.

Négociations de Poniskau. — *Traité de Saint-Germain en Laye* entre Louis XIII et Bernard de Weimar (27 octobre 1635). — Bernard à Paris (8 mai 1636); le traité est modifié; départ de Bernard (25 mai).

L'électeur de Saxe rompt avec les Suédois et Baner. — Baudissin entre à son service.

Traité de Wismar entre la France et la Suède. — Saint-Chamond voit Oxenstierna à Wismar (27 octobre 1635); il maintient Kniphausen au service de la Suède (13 décembre), et signe avec Oxenstierna le traité de Wismar (30 avril 1636).

Médiation du roi de Danemark. — Le roi de Danemark convoque un congrès à Lübeck. — L'Empereur cède l'archevêché de *Brême* au fils du roi de Danemark (30 avril 1636). — Saint-Chamond fait échouer la médiation du Danemark. — La médiation du *Mecklenbourg* et celle de la *Saxe* échouent aussi.

Guerre en 1636. — *Guerre en France.* — Gallas se replie de Saverne sur Drusenheim. — Bernard prend *Saverne* (15 juillet 1636). — Embarras de Gallas avec les troupes polonaises.

Campagne de Condé en Franche-Comté. — Manifeste de Louis XIII (7 mai 1636). — Condé entre en Franche-Comté (27 mai), assiége *Dôle*, lève le siége à l'arrivée du duc de Lorraine (14 août). — *Invasion de Gallas en Franche-Comté.* — Le roi de Hongrie lance de Brisach un manifeste contre le roi de France (18 septembre 1636). — Gallas entre en Franche-Comté, campe à *Champlitte;* la Valette et Bernard campent en face de lui. — Gallas marche sur Dijon (20 octobre), échoue devant *Saint-Jean de Losne* (30 octobre), repasse le Rhin à Brisach (fin décembre 1636).

Invasion de l'Infant en France. — L'Infant passe la Somme (2 août 1636). — Terreur à Paris. — Jean de Werth. — Préparatifs de défense. — Louis XIII part pour l'armée (1er septembre); les Français reprennent Corbie (10 novembre). — L'Infant rentre dans les Pays-Bas, faute de vivres. — Nouveau traité entre la France et la Hollande (6 septembre 1636). — Rohan barre les passages de la *Valteline.*

Guerre en Allemagne. — Les Suédois et les Saxons prennent leurs quartiers d'hiver près de Berlin. Les Saxons s'emparent de *Magdebourg* (15 juillet 1636). — Baner prend Lünebourg (31 août). — Les Austro-Saxons occupent les retranchements de *Werben* (7 septembre). — *Bataille de Wittstock :* les Austro-Saxons sont battus par les Suédois (4 octobre 1636); résultats. — Les électeurs de *Saxe* et de *Brandebourg* restent fidèles à l'Empereur. — Le landgrave de *Hesse-Cassel* persiste dans son opposition, et traite avec la France (21 octobre 1636). — Baner reprend les retranchements de *Werben* (22 octobre) et Erfurt, et assiége vainement Leipzig (février 1637); il se retire à Torgau. — *Wrangel* rançonne Berlin et prend ses quartiers d'hiver en Poméranie.

Après avoir traité avec Feuquières (2 avril 1635), Bernard prit position sur la rive gauche du Rhin, entre Worms et Frankenthal; mais, tandis qu'il attendait vainement les secours des géné-

raux français et ne recevait ni troupes ni argent, les Impériaux se renforçaient sur la rive droite. Gallas s'établit avec vingt mille hommes, d'abord dans une forte position près de Philippsbourg, puis dans un camp retranché entre Mannheim et Ladenbourg. Gronsfeld vint l'y rejoindre avec les Bavarois, pendant que Hatzfeld et Carretto près de Francfort, et les colonels Götz et Beck près d'Oppenheim, se tenaient à sa portée; enfin le roi de Hongrie arrivait.

Bernard se trouva trop faible pour lutter contre de si nombreux adversaires. Le 26 juin 1635, quelques jours seulement avant l'arrivée du roi de Hongrie à Dinkelsbühl (2 juillet 1635), il quitta ses positions et se retira à Sarrebrück, près de la frontière française, après avoir laissé des garnisons dans les places fortes. Il emportait avec lui les restes mortels du palatin Frédéric V, qui avaient été déposés à Frankenthal : s'attendant à la perte de cette forteresse, il craignait qu'ils ne fussent outragés par l'ennemi.

Les généraux impériaux, dès qu'ils connurent la retraite de Bernard, franchirent le Rhin, et, descendant la rive gauche, prirent Frankenthal, Worms, Oppenheim, Bingen, Bacharach. Ils assiégèrent ensuite Kaiserslautern et Mayence, la plus importante place occupée par les Suédois dans l'ouest de l'Allemagne. Kaiserslautern ne tarda pas à être pris par le général impérial Hatzfeld (17 juillet). Le régiment jaune suédois, qui en formait la garnison, repoussa six assauts; au septième, il se fit tuer jusqu'au dernier homme; son héroïsme n'empêcha pas la perte de la ville. Bernard avait déposé tout son butin dans Kaiserslautern; en perdant cette place, il perdit tout ce qu'il possédait.

Richelieu avait mis à la tête de l'armée française qui devait soutenir Bernard, son fidèle ami, le gouverneur de Metz, l'archevêque de Toulouse, Louis de Nogaret, cardinal de la Valette [1]. Ce général, qui d'ailleurs éprouvait quelque scrupule à s'unir à un protestant pour combattre l'Empereur, avait ordre d'inquiéter l'ennemi sans s'exposer, et il lui était formellement interdit de s'approcher du Rhin. Les Français opérèrent leur jonction avec

[1] On l'appelait aussi par dérision : *le Valet*, au lieu de *la Valette* (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 391). Le pape Urbain VIII se plaignait qu'on revêtit les dignitaires de l'Église de fonctions civiles et militaires (Ranke, *Histoire de France au XVI*e *et au XVII*e *siècle*, t. III, p. 352).

les troupes de Bernard, près de Saint-Avold, le 25 juillet 1635. L'armée alliée s'éleva alors à trente mille hommes, dont quinze mille Français. Le duc espérait pouvoir reconquérir tout ce qu'il avait perdu ; mais le cardinal de la Valette n'avait ni l'esprit aussi entreprenant que lui, ni des troupes aussi bonnes. Il consentit cependant à secourir Deux-Ponts. Gallas, qui assiégeait cette place, se réfugia dans le château de Landstuhl dont le possesseur, un Sickingen, lui ouvrit les portes. Ce premier succès des alliés causa leur perte. La Valette, en effet, encouragé par la retraite de Gallas et rassuré par les promesses que fit Bernard de lui procurer des vivres, consentit à accompagner le duc jusqu'au Rhin. Les débuts de cette marche en avant furent heureux : les alliés prirent Kreutznach (2 août), Bingen (6 août); leur approche fit même lever (9 août) par les Impériaux le siége de Mayence, qui, serré de près, était sur le point de se rendre faute de vivres.

Arrivé à Bingen, Bernard voulut franchir le Rhin. La Valette refusa d'abord, parce que l'armée avait déjà perdu trois mille hommes par suite de la famine, des maladies et des désertions; mais la nouvelle de la levée du siége de Mayence le décida à suivre encore les conseils de Bernard. Vingt-six mille hommes passèrent le Rhin (25-26 août). Bernard se promettait de brillants succès : ses espérances ne se réalisèrent pas; les revers des alliés commencèrent dès qu'ils eurent passé le fleuve. Et d'abord Francfort-sur-le-Main accepta la paix de Prague et abandonna ainsi le parti de la Suède. L'effet de cet abandon ne tarda pas à se faire sentir. Un colonel suédois, Vitzthum, occupait Sachshausen, faubourg de Francfort situé sur la rive gauche du Main. Les bourgeois lui demandèrent de l'évacuer. Vitzthum le promit ; mais la nouvelle de l'arrivée de Bernard et des Français lui fit changer d'avis. Appelant à lui cinq cents soldats de Hanau, il se fortifia dans Sachshausen et dans la tour qui défendait le pont du Main. Les bourgeois ne se laissèrent pas intimider; ils l'attaquèrent bravement, et furent secourus par le général Lamboy que leur envoya Gallas. Dès que Lamboy eut braqué ses canons contre le faubourg, Vitzthum, jugeant la défense impossible, capitula.

Cet échec des Suédois fut bientôt suivi de plusieurs autres. Bernard, ayant essayé de surprendre les Impériaux, les trouva sur leurs gardes et fut rejeté lui-même dans ses quartiers (30 août).

Une tentative qu'il fit pour enlever le landgrave de Hesse-Darmstadt, qui se trouvait à Giessen à la tête de trois ou quatre mille hommes, échoua pareillement. Enfin le landgrave de Hesse-Cassel n'osa pas le rejoindre, par crainte de l'Empereur.

Pendant ce temps, l'armée alliée souffrait de la faim; les Français se plaignaient de ne pas recevoir les vivres que Bernard leur avait fait espérer, et Bernard, de ne pas recevoir l'argent que la France lui avait promis. La disette augmentait d'autant plus que l'ennemi empêchait de s'approvisionner sur la rive droite du Rhin. On se vit bientôt réduit à nourrir les hommes avec des herbes, des racines, des raisins verts, et les chevaux avec des feuilles d'arbres. La dyssenterie ne tarda pas à sévir, décimant les soldats, surtout les Français; et les bandes peu disciplinées de Bernard accusèrent leur général de s'entendre avec l'Empereur.

Le duc renonça à se maintenir plus longtemps sur la rive droite. Il ôta du Gustavsbourg [1] les approvisionnements qu'il y avait fait placer, repassa le Rhin (15 et 16 septembre), fit replier le pont de bateaux, et, laissant dans Mayence une garnison de cinq mille hommes, battit en retraite vers Saint-Avold. Les alliés se retirèrent d'abord sans être inquiétés; mais le 19 septembre, près de Kreutznach, Gallas, à la tête de vingt-neuf mille hommes, leur barra la route de Saint-Avold, sur laquelle l'intendant de l'armée d'Allemagne, Arnauld d'Andilly, avait fait réunir des blés, et il les obligea à prendre, par la vallée de la Nahe, puis par celle du Glan, des chemins à peine praticables, dans lesquels il les poursuivit sans relâche, et où les alliés ne trouvèrent pour vivre que des pommes sauvages et de l'eau. Le 21 septembre, à Meisenheim, la cavalerie française dispersa un corps de Croates et lui prit treize canons; mais le lendemain les alliés furent obligés de brûler leurs chariots de bagages pour en employer les chevaux au transport de l'artillerie. Il avait fait beau temps jusqu'alors; le 23, il plut toute la journée, ce qui acheva de mettre les chevaux en un tel état qu'ils ne pouvaient presque plus traîner les canons.

Ce même jour, les alliés arrivèrent devant le château de Birkenfeld, et prièrent le palatin d'y recevoir en dépôt les canons

[1] Le Gustavsbourg était une forteresse située au confluent du Main et du Rhin, sur la rive gauche du Main.

qu'ils ne pouvaient pas emmener. Le palatin refusa, et les alliés jetèrent les canons dans un étang voisin. Leurs généraux avançaient un peu au hasard, car ils ne connaissaient pas le pays, et le duc de Weimar remédiait autant que possible à cette ignorance, en employant jusqu'à cinq cents cavaliers à prendre des renseignements auprès des paysans et à éclairer la route[1]. Ayant appris qu'il était obligé de traverser un défilé appelé le pas du Noyau[2], où quelques troupes eussent suffi pour arrêter toute l'armée, il se hâta d'y envoyer le sieur de Vennes, capitaine au régiment des gardes, qui s'en saisit une heure seulement avant l'apparition des coureurs ennemis. L'armée put passer, et, en marchant jour et nuit, elle arriva le 26 septembre à la Sarre, alors gonflée par les pluies. Le passage eut lieu à Vaudrevanges[3]; une partie traversa à gué, l'autre sur un pont que Bernard fit établir à la hâte. Les Impériaux, s'ils avaient suivi les alliés de plus près, auraient pu les arrêter à la Sarre et les anéantir; mais Gallas n'arriva que quatre heures après que les alliés eurent passé la rivière. Le lendemain, Bernard eut l'avantage à Boulay dans un sanglant combat, ce qui lui permit d'atteindre Metz le 28 septembre, poursuivi néanmoins jusqu'aux portes de la ville par les Croates. Cette retraite, qui dura treize jours, fut considérée par Gallas comme un chef-d'œuvre de stratégie militaire. L'honneur en revient à Bernard, qui montra une vigilance incroyable, mettant chaque jour à bout plusieurs chevaux, étant partout, donnant ordre à tout. L'armée n'en avait pas moins été réduite à quelques régiments d'infanterie et à cinq mille cavaliers; elle fut heureusement renforcée par l'arrivée de douze mille Suisses que le Roi avait fait enrôler.

La malheureuse expédition de la Valette et de Bernard fut

[1] Il faisait passer les troupes, l'artillerie et le bagage par trois chemins différents, afin d'éviter l'embarras (ARNAULD D'ANDILLY, *Mémoires*, t. II, p. 69).

[2] Probablement près de la Nahe (BARTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. I, p. 283).

[3] Wallerfangen, au nord-ouest de Sarrelouis.

Feuquières, qui commandait un corps d'Allemands enrôlés avec l'argent de la France, s'occupa activement du passage. Il avait secondé Bernard et était resté une fois quarante heures à cheval (ARNAULD D'ANDILLY, *Mémoires*, t. II, p. 68).

suivie de la perte de Mayence [1]. Bernard avait laissé le commandement de cette ville à un officier d'une grande activité, le colonel Hohendorf. Il fit plusieurs sorties heureuses; mais, au bout de trois mois, les fatigues, la famine, les maladies, avaient réduit la garnison de cinq mille hommes à trois mille; les munitions étaient épuisées, les canons et les fusils hors d'usage à force d'avoir servi. La ville ne pouvant plus tenir, Hohendorf conclut, le 17 décembre 1635, une capitulation honorable. L'occupation suédoise durait depuis quatre ans. La ville avait beaucoup souffert : plusieurs beaux monuments étaient détruits, ainsi qu'un grand nombre d'églises; la population se trouvait réduite de moitié, les survivants étaient ruinés, et les émigrés qui revinrent ne trouvèrent souvent plus les demeures qu'ils avaient quittées [2].

La campagne que fit le duc de Lorraine pour recouvrer ses États se rattache à celle de Gallas. Le 30 mars 1635, le duc franchit le Rhin avec un petit corps d'armée. Mais, obligé par l'arrivée du maréchal de la Force et par le manque de vivres de repasser le fleuve (24 mai), il fut rejoint près de Brisach par Jean de Werth, rentra avec lui en Lorraine au mois de juillet, et prit Remiremont. Ses sujets lui étaient demeurés fidèles, bien que ses mœurs légères l'en rendissent peu digne [3]. Un soulèvement général du pays eut lieu en sa faveur; nobles, bourgeois, paysans, tous accoururent sous les drapeaux de leur souverain légitime; la sœur du duc, Henriette, princesse de Pfalzbourg, le rejoignit à la tête d'un corps de troupes. Gallas, la poursuite des alliés achevée,

[1] Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 365.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 344, 357, 389, 393 à 398, 407; *Mercure français*, t. XXI, p. 24, 34, 64, 75, 273; Arnauld d'Andilly, *Mémoires*, t. II, p. 60 à 68; Gramont, *Mémoires*, t. I, p. 309; Monglat, *Mémoires*, t. I, p. 89; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 368, 375, 380, 385; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XIV (VIII), p. 48-68; Röse, *Herzog Bernhard der Grosse von Sachsen-Weimar*, t. II, p. 75 à 92; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges vom Tode Gustav Adolfs ab*, t. I, p. 270 à 283.

[3] Louis XIII ayant demandé au célèbre graveur lorrain Callot de représenter la prise de Nancy par les Français, comme il avait déjà gravé la prise de la Rochelle et le siége de Bréda, Callot refusa. Quelques seigneurs de la suite du Roi insistèrent et lui donnèrent à entendre qu'on pourrait bien l'y contraindre : « Je me couperais plutôt le pouce », répondit l'artiste. (D'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. I, p. 301.)

vint à son secours et obligea le maréchal de la Force à se replier sur Lunéville [1]. Alors Louis XIII se mit lui-même à la tête d'une nouvelle armée pour chasser le duc de Lorraine et les Impériaux. Il se borna à prendre la faible place de Saint-Mihiel, le 2 octobre, et revint le 22 du même mois à Saint-Germain, en laissant au cardinal de la Valette le soin de continuer la guerre. La Valette, ayant avec lui Bernard et le maréchal de la Force, se trouvait à la tête de quarante mille hommes. Il aurait voulu livrer bataille à Gallas et au duc de Lorraine pour les rejeter au delà du Rhin; mais Gallas [2] ne voulut pas compromettre les résultats obtenus par la victoire de Nordlingue, le traité de Prague et l'expédition de la Sarre; il garda la défensive et s'établit avec le duc dans une position inexpugnable près de Dieuze [3]. La Valette s'installa en face, appuyé aux forteresses de Moyenvic et de Marsal, et les deux armées demeurèrent un mois entier en présence l'une de l'autre. Les Impériaux n'eurent bientôt plus ni vivres, ni eau; les Français ravageaient le pays et leur coupaient les approvisionnements. Pressés par la famine, Gallas et le duc de Lorraine durent abandonner leur camp. Gallas occupa Saverne (26 décembre 1635), y prit ses quartiers d'hiver, et de là fit des démarches pour gagner Bernard au parti de l'Empereur. Chose singulière, Feuquières essayait à la même époque de faire entrer le général bavarois Jean de Werth au service de la France. Tous deux échouèrent. Le duc de Lorraine, de son côté, après s'être séparé de Gallas, plaça ses troupes dans diverses villes reconquises, et vint à Besançon dans le dessein d'y passer l'hiver. Mais, au bout d'un mois, cédant à sa légèreté habituelle, il se rendit à Bruxelles et y mena

[1] L'enthousiasme en faveur du duc de Lorraine n'était pas toujours de longue durée. Les bourgeois de Besançon ayant offert au duc quatre canons de campagne, il les accepta de bonne grâce. Il témoigna moins de satisfaction quand on lui présenta sept cents paysans qu'on lui dit prêts à le suivre jusqu'en France. Il préféra remettre au lendemain le soin d'en passer la revue. Le lendemain, de tant de soldats, il ne s'en trouva plus que deux. « Le plus gaillard, dit Forget, demanda quinze jours pour aller au pays faucher son pré et savoir des nouvelles. » (Forget, *Histoire manuscrite de Charles IV;* d'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France,* t. II, p. 44.)

[2] Gallas avait vingt-quatre mille hommes, et le duc de Lorraine vingt mille.

[3] Au nord-est de Nancy.

une vie de luxe et de plaisir qui ne convenait guère à un prince en train de perdre ses États.

Lorsque les Impériaux eurent abandonné leur camp de Dieuze, la Valette établit ses troupes en Lorraine ; l'indiscipline de la noblesse l'avait empêché de poursuivre Gallas. Bernard se rendit de son côté à Metz, et obtint de laisser ses troupes en quartiers d'hiver près de là. Il venait de conclure un nouveau traité avec la France et de se mettre entièrement à son service [1]. En effet, un peu avant son expédition du Rhin, son confident, le conseiller Poniskau, négociait à Paris et demandait pour lui un subside de quatre millions de livres, afin de pouvoir lever et entretenir une armée de trente mille hommes. Cette demande parut exagérée, et l'on trouva imprudent de confier une aussi forte somme à un étranger qui pouvait changer de parti. Tout le monde était convaincu de la nécessité de s'attacher le duc, dont on appréciait les rares talents militaires; mais on pensait qu'une somme moins considérable suffirait. On offrit à Poniskau une pension de douze mille livres, s'il décidait son maître à entrer dans les vues de la France; Poniskau ne se laissa pas corrompre et persista dans ses demandes.

La campagne du Rhin suspendit les négociations. Dans les premiers jours d'octobre (1635), Poniskau les reprit. L'opinion exprimée par le cardinal de la Valette, que la guerre contre l'Empereur était impossible sans le duc, rendit Richelieu plus accommodant, et, le 27 octobre 1635, un traité fut conclu à Saint-Germain en Laye. Le duc devait lever dix-huit mille hommes avant le 10 janvier suivant (1636), et recevoir pour cela quatre millions de livres. Sur cette somme, un traité secret lui en assurait personnellement deux cent mille. On lui promettait de nouveau, comme à Worms, le landgraviat d'Alsace et le bailliage de Haguenau [2]. Bernard, de son côté, s'engageait à conduire l'armée partout où le Roi le commanderait : il était complétement au service de la France. Il eut soin toutefois de faire croire à ses officiers qu'il continuait à n'être pour elle qu'un allié.

[1] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 344, 399 à 405; RICHELIEU, *Mémoires*, t. VIII, p. 422.

[2] En acceptant l'Alsace, qui appartenait à la maison d'Autriche, Bernard rompait complétement avec cette maison.

Cependant l'argent promis ne venant pas, Bernard se rendit lui-même à Paris, où il arriva le 8 mars 1636.

Bernard, qui appartenait à l'une des plus anciennes familles de l'Allemagne, et dont les ancêtres avaient porté la couronne impériale, ne fut guère satisfait de la réception qu'on lui fit à la cour de France (20 mars). Il y fut traité moins en prince qu'en mercenaire. On raconte que, le Roi s'étant couvert pendant que le duc lui adressait sa harangue, le duc se couvrit également, ce que le Roi trouva si inconvenant qu'il se retira, visiblement indigné, dans son cabinet, et fit des reproches à l'introducteur des ambassadeurs. On dit aussi qu'on permit au duc de se couvrir pour une fois seulement, et que cela lui fut interdit pour l'avenir. Enfin, Richelieu lui ayant insinué qu'il pourrait épouser sa nièce, madame de Combalet, le duc lui aurait répondu : « Votre Éminence me connaît mal, si elle croit que je pourrais consentir à une pareille mésalliance. » Le 25 mai, Bernard quitta Paris pour aller rejoindre son armée [1]. Il n'avait pas obtenu tout ce qu'il désirait : les quatre millions furent réduits à deux millions et demi; on s'engagea en outre à lui servir une pension de cent cinquante mille livres, et à payer sa rançon ainsi que celle de ses officiers, s'ils étaient faits prisonniers [2].

Pendant l'année 1635, les Impériaux avaient refoulé les Français depuis le Rhin jusqu'à Metz. Les Saxons, leurs nouveaux alliés, n'eurent pas tant de succès contre les Suédois. Pressé par le baron Kurz, que l'Empereur lui avait envoyé à Dresde après la conclusion de la paix de Prague, l'électeur se décida à rompre avec la Suède. Le 6 septembre, l'armée saxonne passa la Saale et occupa Bernbourg. Elle comptait vingt-sept mille hommes et était commandée par le général Baudissin, qui venait de quitter le service des Suédois pour celui de l'électeur.

En face des Saxons se trouvait l'armée suédoise, commandée par Bauer. Elle comptait vingt mille hommes; la plupart étaient

[1] Bernard de Weimar fit en 1637 un second voyage à Paris, où il séjourna du 29 janvier au 2 mai (Röse, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 140, 143).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 346 à 351 ; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 365, 426, t. IX, p. 176 ; Monglat, *Mémoires*, t. I, p. 109 ; Röse, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 62, 85, 103, 108, 469 ; Aubery, *Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 550.

des Allemands mal payés, et par suite mécontents. Baner dut employer toute son énergie pour les empêcher de se révolter. Sa situation devint encore plus critique, lorsqu'à la suite de la paix de Prague un mandat de rappel eut été adressé à tous les soldats allemands au service de la Suède, surtout lorsque Baudissin eut pris le commandement de l'armée saxonne. Baudissin, en effet, profitait des anciens liens de camaraderie qui l'attachaient aux officiers allemands de Baner, pour leur inspirer la haine des Suédois et les engager à entrer, comme lui, au service de l'électeur. Baner fit d'abord prendre patience à ses officiers en leur annonçant l'arrivée prochaine d'Oxenstierna ; mais le chancelier étant venu les mains vides, leur mécontentement n'eut plus de bornes ; Oxenstierna faillit même être enlevé par eux, et dut, pour se mettre en sûreté, s'établir à Weimar. La plupart des officiers allemands auraient volontiers abandonné le service de la Suède, si l'Empereur avait pu leur garantir leur solde ; mais la cour de Vienne manquait tout à fait d'argent. Bientôt après, officiers et soldats furent payés par la France : ils restèrent dès lors au service de la Suède.

L'électeur de Saxe avait déclaré à Baner qu'il n'avait pas l'intention de l'attaquer, et que le seul but de son expédition était de prendre possession de l'archevêché de Magdebourg, que l'Empereur lui avait cédé par le traité de Prague. Mais Baner ne pouvait se fier à de pareilles assurances. Se trouvant inférieur en forces, il suivit l'exemple de Gustave-Adolphe. En 1631, le roi de Suède s'était établi dans le camp fortifié de Werben pour attendre les secours des princes protestants ; en 1635, Baner s'établit dans cette même position pour attendre les renforts qui lui arrivaient de Prusse. L'armistice conclu à Stuhmsdorf (12 septembre 1635) permettait à Oxenstierna d'envoyer en Allemagne l'armée préparée contre la Pologne. Les généraux Wrangel et Torstenson, qui la commandaient, arrivèrent avec des troupes fraîches, et, le 13 octobre 1635, leur avant-garde parut en Poméranie.

Le 16 octobre, Baner fit annoncer à l'électeur de Saxe que, désirant toujours la paix, il espérait ne pas être inquiété dans ses quartiers. Mais, le même jour, l'électeur envoya à Aschersleben [1]

[1] Au sud-ouest de Bernbourg.

un nouveau mandat de rappel aux officiers allemands de l'armée suédoise; le 31 octobre, Oxenstierna lui écrivit une lettre dans laquelle il se plaignait de son ingratitude et en appelait au jugement du monde entier.

Les hostilités commencèrent. Après avoir chassé les Suédois de plusieurs de leurs positions dans les évêchés de Magdebourg et d'Halberstadt, Baudissin passa l'Elbe avec sept mille Saxons et parut devant Domitz, place forte du Mecklenbourg. La possession de cette ville l'aurait rendu maître du cours inférieur de l'Elbe; mais il s'était lancé en avant avec trop peu de forces; Baner, rejoint par des troupes de Prusse, le battit sous les murs de Domitz, puis, réuni à Torstenson, battit, le 17 décembre, un autre corps saxon à Kiritz[1]. Le général suédois vint ensuite près de Berlin, et resta quelque temps en présence du gros de l'armée saxonne. Les opérations recommencèrent dès le mois de janvier de l'année suivante[2].

En imposant à la Suède et à la Pologne l'armistice de Stuhmsdorf, Richelieu avait permis à la Suède d'envoyer une nouvelle armée en Allemagne ; et c'était grâce à ce renfort que Baner avait pu remporter quelques avantages sur les Saxons. L'intervention de la France ne s'arrêta pas là, et un nouveau traité vint mettre à la disposition des Suédois l'argent nécessaire pour payer leurs soldats. Comme la paix de Prague trouvait auprès des États de l'Allemagne un accueil de plus en plus favorable, Richelieu résolut de soutenir la Suède mieux qu'il n'avait fait jusqu'alors : il envoya en conséquence le marquis de Saint-Chamont en Allemagne, avec pleins pouvoirs et cinq cent mille livres (28 août)[3].

Saint-Chamont trouva Oxenstierna à Wismar (27 octobre), au moment où, désespérant presque de pouvoir continuer la guerre faute d'argent, et assez disposé à traiter avec l'Empereur, il allait s'embarquer pour la Suède. Saint-Chamont lui déclara que le roi de France était plus que jamais décidé à continuer la lutte ;

[1] Au nord-est de Havelberg.

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 410, 413.

[3] Saint-Chamont, entré à Hambourg (20 octobre 1635), appela aussitôt à une conférence les envoyés français Beauregard et Rorté ; il chargea Beauregard d'exciter à la guerre le landgrave de Hesse-Cassel et le duc Georges de Lünebourg, et Rorté, d'empêcher l'électeur de Brandebourg et les ducs de Mecklenbourg d'abandonner la Suède pour l'Empereur.

il fut néanmoins froidement accueilli et trouva le chancelier découragé. « Oui, lui répondit Oxenstierna, si vous étiez venu trois mois plus tôt, tout aurait pu rester dans le même état ; mais il y a maintenant défection de tous les côtés. La Suède ne peut résister seule à l'Empereur et aux Allemands réunis. » Malgré ses instances, Saint-Chamont ne put obtenir de réponse décisive. Il revint à Hambourg et se rendit de là auprès de sept régiments suédois commandés par Kniphausen et campés sur les bords du Weser. Kniphausen, brouillé avec Oxenstierna, était sur le point d'imiter Baudissin et d'abandonner le service de la Suède. Saint-Chamont retint le général et les soldats, en leur donnant de l'argent et en leur promettant que, lors de la paix, le roi de France les ferait comprendre dans l'amnistie (13 décembre 1635)[1].

Mais le plus important était de décider Oxenstierna à continuer la guerre. Les quelques succès que Baner avait remportés sur les Saxons à la fin de l'année 1635 ayant rendu un peu de confiance au chancelier, il invita Saint-Chamont à revenir auprès de lui à Wismar. L'alliance de Berwalde, conclue le 23 janvier 1631 entre la France et la Suède, finissait le 10 mars 1636. Les deux hommes d'État discutèrent pendant trois semaines. Quand Oxenstierna se montrait peu disposé à continuer la guerre et se plaignait que les Suédois fussent haïs des Allemands après leur avoir rendu tant de services, Saint-Chamont lui répondait que cette ingratitude ne devait pas empêcher de continuer une guerre dont le but était, non pas l'intérêt des Allemands, mais la ruine d'un ennemi commun. Quand Oxenstierna demandait que, pour lutter plus efficacement, le roi de France déclarât la guerre à l'Empereur, Saint-Chamont demandait que la Suède déclarât de son côté la guerre à l'Espagne, ce que le chancelier refusait pour ne pas nuire au commerce des Suédois avec les Espagnols.

Enfin, le 30 mars 1636, un traité fut conclu à Wismar sur les bases de l'accord de Compiègne (fin avril 1635), dans le dessein, y était-il dit, de rétablir la liberté de l'Allemagne, et, par la continuation de la guerre, d'assurer la paix générale en renversant la paix de Prague. La Suède devait porter la guerre en Bohême, et la France sur les bords du Rhin. L'Allemagne serait replacée dans

[1] Kniphausen fut tué dans un petit combat, peu de temps après, le 10 janvier 1636.

l'état où elle se trouvait en 1618; on rétablirait les princes chassés; on ramènerait à l'union de Heilbronn ceux qui l'avaient abandonnée. La guerre serait continuée jusqu'à ce que la France et la Suède eussent reçu satisfaction; on ne conclurait séparément ni paix, ni armistice. La France assurait à la Suède un subside annuel d'un million de livres. L'alliance devait durer trois ans. On échangerait les ratifications avant le 1er août.

Ce traité fut loin de satisfaire le gouvernement de Stockholm, car l'opinion, en Suède, n'était pas favorable à la guerre; on s'y défiait de la France, dont on trouvait les subsides trop faibles. Lorsque le baron d'Avaugour apporta le traité de Wismar ratifié par le Roi, le gouvernement de Stockholm adopta cet expédient, d'observer en fait le traité, mais d'en différer la ratification jusqu'à ce que le roi de France eût déclaré la guerre à l'Empereur. Cette ratification n'eut lieu que deux ans plus tard [1].

Pendant que la France signait un nouveau traité avec la Suède, afin de la pousser à continuer la guerre, le roi de Danemark renouvelait ses tentatives pour rétablir la paix en Allemagne. La guerre qui avait éclaté près de ses frontières, entre la Suède et la Saxe, l'avait effrayé. Il fit d'abord des démarches auprès de l'électeur de Saxe, et celui-ci en fit part à la cour de Vienne. Mais l'Empereur n'avait aucune confiance dans cette médiation, parce qu'il doutait de la sincérité du roi de Danemark et pensait qu'Oxenstierna, se voyant soutenu par la France, refuserait la paix. Il laissa cependant continuer les négociations, et Christian IV convoqua à Lübeck, pour le mois de mai 1636, un congrès auquel il invita le chancelier de Suède. Saint-Chamont sut parer habilement le coup, en faisant ajouter au traité de Wismar un article secret par lequel Oxenstierna s'engageait à repousser la médiation du roi de Danemark.

Le refus d'Oxenstierna de se rendre à Lübeck eut cet effet, de donner plus de confiance à la cour de Vienne dans les intentions du roi de Danemark. L'Empereur, dans l'espoir de s'attacher Christian IV, consentit même (30 avril 1636) à modifier en sa faveur l'édit de restitution, et à céder à son fils l'archevêché de

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 414, 420; Richelieu, *Mémoires*, t. VIII, p. 344, 351, t. IX, p. 8; Gfrörer, *Gustav Adolph, König von Schweden*, p. 582; G. Droysen, *Gustaf Adolf*, t. II, p. 256.

Brême, à la seule condition que le jeune prince et le chapitre accéderaient à la paix de Prague. Cette cession, en gagnant le roi de Danemark à l'Empereur, devait le brouiller avec la Suède, parce que l'archevêché se trouvant presque en entier au pouvoir des Suédois, Christian IV et son fils ne pouvaient en prendre possession qu'en les chassant.

Saint-Chamont mit tout en œuvre pour entraver la médiation du roi de Danemark ; il sut, entre autres, déterminer les diverses diètes du royaume à refuser à leur Roi des contributions de guerre et à lui déclarer que, s'il voulait combattre la Suède, les États voulaient, eux, vivre en paix avec elle. Christian étant ainsi paralysé par l'opposition de ses sujets, il ne fut pas difficile à l'ambassadeur français de lui arracher un écrit, par lequel il promettait de renoncer à sa médiation et d'observer à l'égard de la Suède la plus stricte neutralité.

De nouvelles tentatives pour amener la paix entre l'Empereur et la Suède furent faites par les ducs de Mecklenbourg et par l'électeur de Saxe, mais ne réussirent pas mieux que celles du roi de Danemark. Ce fut encore Saint-Chamont qui les fit échouer [1].

Les deux traités conclus avec la France, celui de Saint-Germain par Bernard de Weimar et celui de Wismar par Oxenstierna, donnèrent une impulsion nouvelle à la guerre pendant l'année 1636. Les Franco-Suédois eurent alors deux armées principales : celle du Rhin et celle du nord de l'Allemagne.

Les Français, unis à Bernard de Weimar, devaient partir du Rhin, refouler les Impériaux sur le Danube et envahir la Bavière et l'Autriche. Ils avaient à combattre à la fois les Impériaux et les Bavarois, tous commandés par Gallas. Les Impériaux avaient com-

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 421, 424.

Richelieu avait des agents occupés à parcourir l'Allemagne et à soulever partout les esprits contre l'Empereur ; il en avait même un à Vienne, du nom de Charbonnières. Ferdinand II ayant résolu de mettre un terme aux menées de ce résident français, lui intima l'ordre de quitter le pays. Charbonnières n'avait pas moins de courage que d'habileté : il déclara qu'il se fortifierait dans sa demeure et ne partirait que sur l'ordre du Roi. L'Empereur fut vivement irrité de cette réponse : « Ne suis-je donc plus maître chez moi ? » s'écria-t-il. Mais il se contint, et laissa l'ambassadeur tranquille, pour ne pas donner au roi de France de prétexte à une rupture ouverte. Charbonnières, toutefois, reçut bientôt de Richelieu l'ordre de quitter Vienne (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 482 et suiv.).

mencé à prendre leurs quartiers d'hiver en Alsace ; la rigueur de la saison et le manque de vivres les obligèrent à se retirer. Gallas, établi d'abord à Saverne (26 décembre 1635), n'y laissa qu'une garnison et vint s'installer à Drusenheim, aux bords du Rhin.

Dans les premiers jours de juin, le duc Bernard de Weimar, de retour de Paris, se mit à la tête de ses troupes en Lorraine et prit l'offensive. Son armée avait été réduite à sept mille cinq cents hommes. Il assiégea néanmoins Saverne ; mais ses forces étaient insuffisantes, et les opérations ne purent être poussées avec vigueur qu'après l'arrivée du cardinal de la Valette. La forteresse était privée d'eau ; ses vivres et ses munitions diminuaient ; une brèche était déjà ouverte ; un violent feu d'artillerie décida la place à capituler. Le colonel de Mühlheim, qui commandait la garnison et s'était défendu bravement, obtint des conditions honorables (15 juillet 1636). Bernard put voir en cette circonstance que les Français ne le considéraient que comme un mercenaire à leur solde ; il ne dut en effet apposer sa signature au bas de l'acte de capitulation qu'après le cardinal ; et lorsqu'il demanda qu'on lui livrât la ville parce qu'elle dépendait du margraviat d'Alsace qu'on lui avait promis, on la lui refusa, sous prétexte qu'elle était une résidence de l'évêque de Strasbourg. La France voulait en réalité se réserver la possession de la plus forte place du pays.

Gallas occupait un camp fortifié à peu de distance de là, à Drusenheim, sur la rive gauche du Rhin, et se tenait en communication avec Stollhofen et la rive droite par un pont de bateaux ; il ne se crut pas assez fort pour rien tenter en faveur de Saverne. Ses troupes, peu nombreuses, n'étaient pas même sûres. Huit mille cavaliers, dont la Pologne n'avait plus besoin depuis qu'elle avait signé avec la Suède l'armistice de Stuhmsdorf, étaient venus renforcer l'armée impériale. N'observant aucune discipline, ils devinrent bientôt un embarras. La Valette et Bernard les excitaient, d'ailleurs, sous main. Les Polonais se plaignirent de leurs quartiers, de l'insuffisance de leur solde. Ils menacèrent de mort des colonels qui voulaient les apaiser, et faillirent tuer le général Mercy. Un petit nombre seulement consentirent à rester ; la plupart voulaient retourner en Pologne. Ils s'emparèrent de la place de Germersheim, non loin de Spire, et en firent un repaire d'où ils ne sortaient que pour ravager le pays. Enfin Mercy parvint à leur faire repasser le Rhin, et un certain nombre consenti-

rent à suivre le général Götz en Hesse. Ils commirent dans cette expédition toutes sortes d'excès, et finirent par regagner la Pologne ; Gallas n'en garda que deux cents auprès de lui [1].

Depuis que la France possédait l'Alsace, le duc de Lorraine était séparé de l'Allemagne ; mais il pouvait encore trouver un refuge au midi, dans la Franche-Comté, qui appartenait à l'Espagne. Richelieu résolut de l'isoler aussi de ce côté, en occupant la Franche-Comté. Un manifeste, publié par le roi de France le 7 mai 1636, annonça qu'il ne songeait pas à conquérir cette province, quoiqu'elle eût cependant fourni des secours au duc de Lorraine, mais qu'il voulait seulement faire sentir aux habitants qu'ils ne devaient pas soutenir ses ennemis. Le 27 mai 1636, le prince de Condé y entra avec une armée nombreuse et vint mettre le siége devant Dôle [2]. Par suite de la révolte des Polonais, Gallas n'avait pu envoyer que trois mille hommes au secours de cette place. Mais elle était bien fortifiée, et la bourgeoisie, encouragée par l'archevêque de Besançon et par le parlement, se défendit avec un grand courage. Condé, malgré sa supériorité numérique et le feu de trente pièces de canon, ne put s'en emparer. Les bombes, dont l'usage venait de s'introduire en France, y causèrent cependant une grande terreur. « On les voyait de moment à autres, raconte un témoin, comme oiseaux noirs en la sommité de l'air, et ces foudres tombants firent horribles effets de toutes parts. Sentinelles furent posées pour prendre part à leur vol, mais il était difficile d'évader et impossible de parer à la chute [3] ». Après un sanglant assaut qui fut repoussé le 14 juin, et plusieurs sorties qui coûtèrent beaucoup de monde aux Français, Dôle répondit à la sommation de capituler, « qu'on pourrait en parler quand le prince aurait passé quatorze mois devant ses murs. »

Le siége durait déjà depuis deux mois, lorsque, à la demande du cardinal infant, gouverneur des Pays-Bas, le duc de Lorraine marcha au secours de la place avec deux mille hommes tirés des troupes espagnoles. Il rallia sur les bords de la Saône le général impérial Lamboy et des troupes levées dans la province envahie.

[1] De nouveaux enrôlements se firent en Pologne ; mais on fut encore obligé de chasser les enrôlés (fin février 1637).

[2] Alors capitale de la province.

[3] Girardot de Noseroy ; Weiss, *l'Espagne, de Philippe II aux Bourbons*, t. I, p. 347 ; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 396.

Le 14 août il arriva près de Dôle, et le lendemain il attaqua les Français. Condé fut obligé de lever le siége et de se retirer à la hâte, en abandonnant son artillerie et de grandes provisions de vivres.

Peu de jours après (10 septembre), Gallas entra à son tour en Franche-Comté. La France et l'Autriche s'étaient combattues jusqu'alors, sans qu'il y eût eu, de part ni d'autre, déclaration de guerre; les deux adversaires semblaient craindre de s'aborder. L'enlèvement de l'électeur de Trèves avait amené la déclaration de guerre de la France à l'Espagne; l'invasion de la Franche-Comté par Condé entraîna la déclaration de guerre de l'Autriche à la France.

Le roi de Hongrie était parti pour l'armée le 14 mai 1636. Il traversa Munich (29 mai) [1], et le 3 juin entra à Augsbourg, où il fut reçut avec de grands honneurs. De là Gallas l'accompagna jusqu'à Donauwerth, où ils concertèrent, avec le grand maître de l'ordre Teutonique, un plan d'opérations s'étendant aux Espagnols et aux Impériaux. Il fut décidé que l'Infant envahirait la France par le nord, pendant que Gallas l'envahirait par l'est. Après être resté un mois à Donauwerth, le Roi se rendit sur les bords du Rhin, passa en revue l'armée impériale à Drusenheim (23 juillet), et transporta son quartier général à Stollhofen (16 août), puis à Brisach (23). Ce fut de cette dernière place qu'il publia, le 18 septembre 1636, un manifeste contre le roi de France. Il lui reprochait d'avoir traité avec la Suède au moment même où il négociait avec l'Empereur à Ratisbonne, d'avoir expulsé le duc de Lorraine de ses États, d'avoir intrigué en Allemagne contre l'Empereur et travaillé à la ruine de la religion catholique. Il avertissait les habitants qu'ils seraient protégés autant que possible contre toute violence, s'ils payaient les contributions qu'on leur imposerait; mais que, s'ils refusaient, ils seraient traités en ennemis. Ils ne devraient, du reste, s'en prendre qu'à leur gouvernement. Le roi de Hongrie, obligé de se rendre à la diète électorale de Ratisbonne, laissa ensuite le commandement de l'expédition à Gallas.

[1] L'électrice de Bavière, Élisabeth, fille de Charles III, duc de Lorraine, étant morte sans postérité le 11 janvier 1635, Maximilien avait épousé à Vienne (15 juillet 1635) la princesse Marie-Anne, fille de Ferdinand II (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 685).

Après s'être réuni au duc de Lorraine, à Lamboy et à Mercy, Gallas se trouva à la tête de trente à quarante mille hommes. Le duc de Lorraine opinait pour que l'on marchât sur Dijon; mais Gallas n'était pas homme à se lancer dans une entreprise hardie. Au lieu d'envahir la Bourgogne, il préféra se tenir sur la défensive, rester en Franche-Comté et s'établir dans un camp retranché à Champlitte sur les bords du Salon [1].

La Valette et Bernard ne tardèrent pas à arriver. Après avoir pris Saverne (15 juillet), ils avaient rejeté les Impériaux sur la rive gauche de la Sarre; puis, profitant du départ du duc de Lorraine pour Dôle assiégé par Condé, ils s'étaient emparés de plusieurs places de ses États, de Blamont, de Rambervilliers, de Remiremont. L'entrée de Gallas en Franche-Comté les obligea de cesser leurs conquêtes pour venir s'opposer à l'invasion des Impériaux. Ils campèrent à Montsaujeon [2], non loin de Gallas, résolus de leur côté à ne pas livrer bataille, de peur qu'une défaite n'ouvrît le royaume à l'ennemi. Mais il y avait tous les jours de petits combats, et l'on cherchait réciproquement à s'enlever des convois. Le 10 octobre, Bernard exécuta un brillant coup de main sur les Croates; il prit leur camp, le pilla, l'incendia, et en ramena, avec dix-huit cents chevaux, la voiture même de leur général Isolani.

Cependant Gallas, manquant peut-être de vivres, et pressé par le roi de Hongrie et par le duc de Lorraine, qui désapprouvaient sa lenteur, ne pouvait demeurer plus longtemps inactif. Dans la nuit du 20 octobre 1636, il leva son camp de Champlitte sans que l'ennemi s'en aperçût, entra en Bourgogne, et, conformément au désir du duc de Lorraine, marcha sur Dijon. Le 22 octobre il passa la Vingeanne, et arriva devant Mirebeau qu'il prit d'assaut le lendemain. Les habitants avaient eu le patriotisme de détruire leurs approvisionnements pour qu'ils ne profitassent pas à l'ennemi. Gallas marcha ensuite sur Dijon en enlevant plusieurs châteaux, et il était arrivé à une heure et demie de cette ville, lorsque, changeant brusquement de route et inclinant à gauche, il se jeta à l'improviste sur Saint-Jean de Losne, ville située sur la Saône de façon à couper ses communications avec Dôle (30 oc-

[1] Au nord de Gray.

[2] Au nord-ouest de Champlitte.

tobre)[1]. Cette place aurait succombé comme Mirebeau, si le colonel Rantzau ne s'y fût jeté en venant d'Auxonne et n'en eût renforcé la garnison à la hâte[2]. Les Impériaux l'attaquèrent cinq jours de suite sans pouvoir la prendre; une pluie persistante, qui fit déborder la Saône, les obligea de se replier sur Mirebeau.

La Valette et Bernard s'étaient mis à leur poursuite. Les mauvaises nouvelles que Gallas reçut, non-seulement de Picardie, où le cardinal infant échouait dans son invasion du nord de la France, mais encore d'Allemagne, où les nouveaux alliés de l'Empereur, les Saxons, venaient d'être battus par les Suédois[3], le découragèrent entièrement et le confirmèrent dans son idée de se retirer. De Mirebeau il se dirigea vers l'est, pour regagner la Franche-Comté. Il pensait traverser la Saône à Apremont[4]; mais Bernard s'était emparé de cet important passage (29 novembre). Gallas réussit cependant à le forcer et à traverser la rivière sans trop de pertes, grâce à la mésintelligence qui régnait entre Bernard et les généraux français. Gallas n'avait plus avec lui que la moitié de son armée. Malgré l'ordre que lui envoya le roi de Hongrie d'aller prendre ses quartiers d'hiver en Champagne, il crut devoir revenir en Allemagne. Après avoir encore perdu un grand nombre de soldats par suite de la neige, du froid et du manque de vivres, il repassa le Rhin à Brisach, dans les derniers jours de l'année 1636, et prit ses quartiers d'hiver dans la forêt Noire, le margraviat de Bade, le Würtemberg et la Franconie. Après son départ, le duc de Lorraine soutint encore la lutte contre la Valette et le duc de Longueville; mais sa résistance n'eut pas d'autre résultat que d'accroître la dévastation et l'appauvrissement de ses États[5].

[1] D'après Gramont, Gallas renonça à marcher sur Dijon parce qu'il vit le passage du Til gardé par l'armée française (*Mémoires*, t. I, p. 319).

[2] Rantzau se jeta dans la ville en ayant de l'eau jusqu'à la ceinture (Monglat, *Mémoires*, t. I, p. 121); né dans le Holstein, il était entré au service de la France en 1631.

[3] A Wittstock (4 octobre 1636).

[4] Au sud-ouest de Gray.

[5] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 438, 442, 449, 465, 469; Richelieu, *Mémoires*, t. IX, p. 181, 185, 191, 202, 259, 261, 274; Gramont, *Mémoires*, t. I, p. 315; Monglat, *Mémoires*, t. I, p. 112, 116; *Mercure français*, t. XXI, p. 130, 270, 276; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 266, 270; Aubery, *Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 1.

L'invasion des Espagnols dans le nord de la France ne réussit pas mieux que celle des Impériaux à l'est. Le cardinal infant, don Fernando, gouverneur des Pays-Bas, n'avait pas attendu les décisions du conseil de guerre de Donauwerth pour se mettre en campagne. Il concentra ses troupes, appela à lui Jean de Werth et Piccolomini, et résolut d'envahir la Picardie, pendant que la plus grande partie de l'armée française était occupée à envahir elle-même la Franche-Comté.

Le 30 juin, il quitta Bruxelles avec une suite nombreuse, et, arrivé dans le Hainaut, publia contre le roi de France un manifeste, dans lequel il énumérait les griefs de la maison de Habsbourg, et déclarait ne faire la guerre que pour maintenir la religion catholique et rétablir la paix en Europe. Les places de la Picardie ne se trouvaient pas en état de résister. Guébriant, plus tard maréchal de France, défendit bravement Guise; mais Rocroy, la Capelle, le Catelet, résistèrent peu; les habitants de la Picardie étaient alors mécontents à cause des impôts. Heureusement pour la France, les troupes espagnoles manquaient de discipline, et leurs chefs n'étaient pas d'accord [1].

A la nouvelle de l'invasion, le Roi accourut de Fontainebleau (14 juillet 1636). On donna le commandement de l'armée au comte de Soissons [2], ayant sous ses ordres les maréchaux de Chaulnes et de Brézé; mais le comte n'avait à la Fère que treize mille hommes. Il essaya vainement de barrer aux Espagnols le passage de la Somme à Cérisy (2 août) [3]; les Français perdirent deux mille quatre cents hommes et s'enfuirent vers Compiègne. Le 8 août, Jean de Werth remporta près de Noyon un nouvel avantage; Roye, Montdidier et Corbie ouvrirent leurs portes à l'ennemi.

L'arrivée des fuyards, les incursions des cavaliers de Jean de Werth, qui parcouraient le pays jusqu'à Pontoise, répandirent dans Paris une terreur si grande que, dans les premiers moments, le Roi lui-même et Richelieu ne purent y échapper. La colère publique se déchaîna contre le ministre, qui avait, disait-on, ouvert la capitale, en faisant abattre les murailles et combler les fossés pour planter des jardins et bâtir des couvents. On n'épar-

[1] Le duc Thomas de Savoie accompagnait l'Infant.
[2] Louis de Bourbon, cousin du prince de Condé.
[3] Entre Bray et Corbie.

gna pas même le Roi. Le parlement critiquait sans rien faire. Les habitants de Paris s'enfuyaient ; les routes de Chartres et d'Orléans se couvrirent de voitures et de chariots ; les plus effrayés voulurent mettre la Loire entre eux et l'ennemi, et se rendirent à Tours. Le nom seul de Jean de Werth épouvantait[1].

Après un premier moment d'effroi, il y eut une telle réaction de courage et d'activité, qu'on organisa la défense en huit jours. Les autorités, les compagnies de marchands, les corporations d'ouvriers, les couvents, les abbayes, les églises, furent invités à envoyer tout ce qui pouvait servir à la guerre. Les corporations d'ouvriers montrèrent un grand empressement, et le Roi embrassa au Louvre le président des savetiers, pour le récompenser de son zèle. Richelieu déploya le plus grand courage. Le trésor se remplit, et, en dix jours, Paris rassembla tout ce qu'il fallait pour entretenir quinze mille hommes pendant trois mois.

Les autres villes suivirent son exemple. On fit des efforts incroyables ; les anciens soldats s'équipèrent en vingt-quatre heures, et ceux qui, sans avoir jamais servi, étaient capables de porter les armes, furent prêts à combattre en six jours. Tout propriétaire ou locataire d'une maison fournissait un homme avec une épée et un baudrier. Les artisans, sauf ceux qui fabriquaient des objets d'équipement, ne devaient garder auprès d'eux qu'un compagnon et un apprenti. On cessa de bâtir : maçons, charpentiers, tailleurs de pierre, furent enrôlés. Quiconque possédait une voiture la livrait avec un cheval ; tout maître de poste fournissait une voiture attelée, avec un postillon. On n'exigea rien des laboureurs ni des boulangers, afin de ne pas occasionner de famine. La galerie du Louvre fut mise à la disposition de ceux qui voulaient y entreposer des denrées. Quiconque établissait un moulin sur la Seine devait le garder sans payer aucun droit. Les bateaux chargés de grains, naviguant sur la Loire et sur l'Oise, furent garnis de gens armés pour les défendre contre les rôdeurs. Un tiers des habitants de la banlieue travailla à l'établissement de bastions à Saint-Denis. Dans Paris, les auvents des boutiques furent enlevés, les soupiraux des caves murés.

[1] Cette terreur se répandit jusque dans Paris ; et comme le peuple grossit toujours les objets, le seul nom de Jean de Werth y inspirait l'effroi ; ce nom devint si terrible qu'il ne fallait que le prononcer pour épouvanter les enfants (*Mercure galant*, mai 1702, p. 74, Paris, Brunet, 1702).

Avant la fin du mois d'août, le Roi eut sur pied une armée de quarante-deux mille hommes (trente mille fantassins et douze mille cavaliers). Il partit le 1er septembre 1636 pour aller se mettre à sa tête à Senlis. L'indécision du duc d'Orléans et la rivalité entre les généraux français paralysaient l'armée; mais, heureusement pour elle, l'Infant, au lieu de suivre le conseil que lui donnait Jean de Werth de marcher sur Paris, perdit son temps à investir Abbeville et Amiens. Les Français reprirent Roye sans peine, et mirent le siége devant Corbie, une des plus fortes positions de la Somme[1]. Jean de Werth essaya vainement de le faire lever ou de ravitailler la place. Le 10 novembre, après s'être vaillamment défendue, la garnison espagnole, menacée d'un assaut, capitula[2], et le cardinal infant, manquant de vivres, rentra dans les Pays-Bas après une campagne de cinq mois.

La Hollande n'avait pas pris part à cette campagne comme à celle de l'année précédente. Le traité conclu avec elle le 8 février 1635 stipulait bien l'entière expulsion des Espagnols hors des Pays-Bas; mais le mauvais succès du siége de Louvain avait anéanti les projets belliqueux des Hollandais. Menacé par l'invasion de l'Infant, Richelieu les pressa de renouveler leur alliance. Mais toute l'habileté de Charnacé y échoua d'abord; ils avaient même envoyé à Vienne leur résident à Hambourg, Léon Voppius d'Aitzema (mars 1636), pour négocier avec l'Empereur et lui demander de recevoir un ambassadeur qui serait traité comme celui de Venise[3]. Cependant, grâce à l'appui du prince d'Orange, Charnacé finit par conclure avec eux, le 6 septembre 1636, un nouveau traité par lequel le roi de France s'engageait à leur payer un subside d'un million et demi de livres pour renforcer leur armée. Mais ce traité, conclu trop tard, n'eut aucune influence sur l'issue de la campagne. Pendant la même année, Rohan, envoyé d'Alsace (mars 1635), s'était emparé de la Valteline et barrait le passage aux renforts ennemis qui auraient pu venir d'Italie[4].

[1] Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, p. 440.

[2] Monglat dit le 14 novembre (*Mémoires*, p. 131).

[3] Aitzema se rendit à Vienne, puis à Ratisbonne (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 485).

[4] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 440 à 464; *Mercure français*, t. XXI, p. 2[illegible]0; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*,

Les Impériaux et les Espagnols avaient donc complétement échoué dans leur attaque contre la France. Gallas, entré en Bourgogne, n'avait guère dépassé la frontière et était revenu en Allemagne, laissant l'infortuné duc de Lorraine aux prises avec son formidable adversaire. L'Infant, après avoir fait trembler Paris, avait été obligé de retourner dans les Pays-Bas. Dans le même temps, Richelieu, par son nouveau traité, attachait la Hollande aux flancs de l'Espagne, et, par l'expédition de Rohan dans la Valteline, empêchait les Impériaux et les Espagnols de recevoir des secours de l'Italie. Mais là ne se bornèrent pas les échecs de l'Empereur; il en subit un bien plus grand encore en Allemagne.

Les Suédois et les Saxons avaient occupé pendant quelque temps, près de Berlin, des quartiers d'hiver très-rapprochés les uns des autres, sans cependant s'attaquer. Mais la guerre ne tarda pas à recommencer. Le 22 janvier 1636, Baner, après avoir reçu un renfort de huit mille hommes que lui amenait Wrangel, passa l'Elbe à Werben et établit son quartier général dans les ruines de Magdebourg. Il obligea ensuite les Saxons à lever le siége de la citadelle de Halle, le Moritzbourg, puis fit une pointe en Saxe, et revint s'établir avec neuf mille hommes au camp de Werben, d'où il pouvait observer les mouvements de l'ennemi et lui rendre les approvisionnements difficiles.

Les Saxons, aidés par un corps d'Impériaux que commandait Hatzfeld, profitèrent de cette inaction des Suédois pour assiéger Magdebourg et se mettre en possession de l'archevêché que l'Empereur avait cédé par le traité de Prague au prince Auguste, fils de l'électeur de Saxe. Baner, qui se trouvait à peine à deux journées de marche, promit de faire lever le siége. Mais il se maria, et les fêtes prolongées pendant huit jours lui firent oublier toute autre affaire. Il eût été, d'ailleurs, incapable de s'en occuper, étant ivre tous les soirs. Magdebourg ne fut donc pas plus secouru par Baner en 1636 qu'il ne l'avait été par Gustave-Adolphe en 1631. Les assiégés reçurent bien un renfort que leur amena le bâtard de Gustave-Adolphe, Gustave Gustavson; mais ils manquaient de vivres et de munitions. Les assiégeants s'emparèrent des ouvrages extérieurs, dirigèrent de là un feu

t. I, p. 367 à 386; Ranke, *Histoire de France*, t. III, p. 305; Monglat, *Mémoires*, t. I, p. 126 et suiv.

très-vif sur la ville, et obligèrent les habitants et la garnison à capituler (15 juillet 1636).

L'électeur de Saxe se trouvait enfin en possession de cet archevêché qu'il convoitait depuis si longtemps. Baner éprouva un vif dépit d'avoir perdu l'importante place de Magdebourg, et fit condamner à mort deux commandants de la garnison, sous prétexte qu'ils avaient gaspillé leurs munitions[1]. Il ordonna ensuite au général Leslie, alors en Westphalie, de venir le rejoindre devant Lünebourg, où il établit lui-même son camp le 24 août 1636. Le 31 août Lünebourg lui ouvrit ses portes, et peu de jours après il occupa Minden sur le Weser.

Pendant ce temps, les Saxons et les Impériaux s'emparaient de Havelberg (5 septembre), des célèbres retranchements de Werben (7 septembre), puis des places de Rathenau et de Brandebourg; ils vinrent ensuite s'établir à Perleberg, à peu de distance au nord-ouest de Werben. Ils se rendirent ainsi peu à peu maîtres du bassin de l'Elbe, et n'attendaient, pour l'occuper complétement, que l'arrivée des renforts que le général Götz leur amenait de Hesse.

Baner avait déjà résolu d'attaquer l'armée austro-saxonne pour recouvrer la ligne de l'Elbe. La nouvelle de l'approche de Götz le décida à livrer bataille avant son arrivée. Ses adversaires étaient partis de Wittstock[2], près des frontières du Mecklenbourg (3 octobre 1636), pour aller à la rencontre de Götz; il marcha contre eux en passant par Ruppin.

L'armée austro-saxonne comptait environ trente mille hommes, dont dix-huit mille Saxons et douze mille Impériaux; Baner en avait vingt-deux mille. Les Saxons étaient commandés par l'électeur Jean-Georges, les Impériaux par le général Hatzfeld. Ces deux chefs n'étaient malheureusement pas d'accord : l'électeur prétendait commander toute l'armée à cause de son rang, et le général, qui lui était bien supérieur en talents militaires, refusait de lui obéir. L'électeur, dès qu'il aperçut les Suédois, fut d'avis de leur livrer immédiatement bataille; Hatzfeld, qui savait que les troupes alliées, mal entretenues et mal payées, n'étaient pas disposées à

[1] Le jugement ne fut pas exécuté.
[2] Au nord-est de Werben.

se battre, voulait ne rien hasarder et attendre au moins l'arrivée de Götz. Mais l'électeur n'écouta rien.

L'armée austro-saxonne se plaça à peu de distance de Wittstock, au sud-ouest de cette petite ville, sur les hauteurs du Schreckenberg. Elle faisait face au sud-est. Sa gauche, composée de la cavalerie impériale, était protégée par une pente escarpée du côté de Wittstock. Son centre, qui comptait à la fois des Impériaux et des Saxons, occupait le milieu du Schreckenberg. Sa droite, formée par les Saxons, s'appuyait à un couvent du Saint-Sépulcre, bâti au milieu d'une forêt de chênes. Plusieurs retranchements défendus par quarante-deux pièces de canon couvraient son front; les intervalles étaient garnis de chariots.

Le 4 octobre 1636, dans la matinée, l'armée suédoise, venant de Ruppin, traversa la rivière de la Dosse au sud de Wittstock [1]. Les Austro-Saxons avaient l'avantage du terrain et la supériorité du nombre. Baner reconnut leurs positions. Comme leur aile droite était leur point faible, il résolut de diriger contre elle sa principale attaque, pendant qu'il se contenterait de retenir par des escarmouches leur centre et leur aile gauche. Le général Torstenson fut donc chargé, avec l'aile droite et le centre suédois, d'occuper l'aile gauche et le centre des ennemis, pendant que le général King, avec l'aile gauche suédoise, tournerait leur aile droite par la forêt et le couvent du Saint-Sépulcre.

La bataille commença à midi. Les Impériaux, au lieu de rester sur la défensive dans leurs excellentes positions, attaquèrent eux-mêmes. Les troupes de Torstenson leur résistèrent longtemps; vers trois heures, cependant, elles commencèrent à chanceler, et Baner dut envoyer à leur secours Leslie avec quatre brigades qui rétablirent le combat. Mais au même moment le général King, après avoir fait le tour de la forêt, annonçait son arrivée en ligne par deux coups de canon, et tombait dans le flanc droit des Saxons. Refoulés par leur droite, les alliés arrêtaient toujours sur leur front les Suédois de Torstenson et de Leslie. La nuit approchant, Baner fit avancer ses réserves, qui se composaient de quatre brigades sous le major général Vitzthum.

Cette dernière attaque fut décisive. Les valets de l'armée impériale s'enfuirent avec les chariots de munitions, laissant les soldats

[1] La Dosse se jette dans la Havel.

dans l'impossibilité de se servir plus longtemps de l'artillerie. Les Austro-Saxons profitèrent de la nuit pour se retirer dans la direction de Werben. Ils avaient cinq mille morts, six mille blessés, et, suivant certains, huit mille prisonniers. Ils avaient perdu toute leur artillerie, la chancellerie et la vaisselle d'argent de l'électeur. Les Suédois comptaient, de leur côté, deux mille morts et cinq mille blessés. Dès que Baner s'aperçut que l'ennemi se retirait, il envoya Stälhandske à sa poursuite avec mille cavaliers; la retraite se changea en déroute, et les alliés eurent encore un millier d'hommes tués. De Werben, l'électeur se dirigea vers Leipzig, et Hatzfeld vers Halberstadt, d'où il se rendit à Magdebourg, puis en Thüringe, où il rallia des Saxons et se réunit à Götz.

La paix de Prague, en donnant à l'Empereur pour alliés l'électeur de Saxe et plusieurs autres princes protestants d'Allemagne, avait singulièrement accru sa puissance, et continué l'ère de succès ouverte par la reprise de Ratisbonne et par la victoire de Nordlingue. Les Impériaux avaient chassé les Suédois de la Bavière, occupé le Würtemberg, la Franconie, le bas Palatinat, repris Würtzbourg, Heidelberg, Mayence, pénétré en France avec les Espagnols, menacé Paris et Dijon; leurs alliés, les Saxons, étaient entrés dans Magdebourg et avaient occupé les retranchements de Werben. La bataille de Wittstock changea tout. Les Suédois regagnèrent leur réputation militaire perdue à la bataille de Nordlingue; le mouvement en faveur de l'acceptation de la paix de Prague s'arrêta; les princes protestants qui l'avaient subie ou acceptée hésitèrent de nouveau, et les prétentions des Suédois s'accrurent.

Malgré sa défaite, l'électeur de Saxe demeura fidèle à l'Empereur [1], et l'électeur de Brandebourg suivit son exemple.

Le landgrave de Hesse-Cassel persista dans son opposition. La landgrave Amélie jouait auprès de son mari le rôle que l'électrice Élisabeth avait joué auprès du Palatin. « Mieux valait, disait-elle, mourir glorieusement en combattant, que de végéter dans la honte. » Guillaume de Hesse-Cassel conclut avec l'ambassadeur

[1] Les sujets de l'électeur de Saxe n'avaient pas approuvé son acceptation de la paix de Prague; ils allèrent jusqu'à se réjouir de la victoire des Suédois.

français Charnacé un traité, bientôt remplacé par un autre plus important qu'il signa le 21 octobre 1636, à Wesel, avec un second ambassadeur français, Saint-Chamont. Le landgrave s'engageait à ne se dessaisir d'aucune de ses conquêtes, à tenir sur pied dix mille hommes, et à ne conclure aucune paix avec l'Empereur sans le consentement de la France. Par contre, on lui payerait, par an, un subside de deux cent mille thalers et une pension de trente-six mille livres. Un article secret lui assurait tous les biens ecclésiastiques dont il s'était emparé.

La rupture du landgrave avec l'Empereur était complète. Ferdinand, ne pouvant plus espérer le gagner, publia contre lui (19 août — 21 novembre 1636) une patente par laquelle il le déclarait violateur de la paix publique et ennemi du Saint-Empire romain, le privait de tous ses biens et déliait ses sujets de leur serment de fidélité. Georges de Hesse-Darmstadt, cousin de Guillaume, était nommé administrateur de ses États. La patente fut renouvelée le 26 avril 1637, après la mort de l'Empereur, par son fils Ferdinand III.

Baner, quoiqu'il eût été très-affaibli par sa victoire de Wittstock, reprit les retranchements de Werben (22 octobre 1636), puis Erfurt, la plus importante place des duchés de Saxe, et, au commencement de l'année 1637, il attaqua Leipzig et le canonna pendant trois semaines. Le 16 février 1637, comme les murailles étaient en grande partie abattues et que les Suédois se préparaient à donner l'assaut, les généraux Hatzfeld et Götz arrivèrent au secours de la ville avec trente mille hommes. Baner, inférieur en nombre, dut se retirer à Torgau; mais il se vengea de son échec en ravageant tout le pays.

La bataille de Wittstock eut son contre-coup dans les pays de l'Oder où commandait Wrangel. Ce général entra dans le Brandebourg et demanda qu'on lui livrât Cüstrin et Spandau, deux places occupées jadis par Gustave-Adolphe. L'électeur de Brandebourg s'y refusa, en disant que c'étaient des forteresses de l'Empire, et que les livrer serait violer les lois et la paix de Prague. Wrangel se mit alors en marche pour aller assiéger Cüstrin, et, en passant, il somma Berlin de lui payer une contribution de trente mille thalers. L'électeur avait pris la fuite; son lieutenant, le margrave Sigismond, répondit que la ville ne pouvait pas payer une aussi forte somme. Wrangel, n'obtenant pas d'argent, prit

lui-même la vaisselle et les bijoux de l'électeur, et se fit remettre des vivres et des vêtements. La rigueur de la saison et l'approche de troupes impériales l'obligèrent à se retirer et à aller prendre ses quartiers d'hiver en Poméranie [1].

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 334, 429, 434, 469 à 473, 477 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 696 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 324 ; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles ;* Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 414 ; R. Schmidt, *Die Schlacht bei Wittstock*, Halle, Gesenius, 1876.

CHAPITRE II

DIÈTE DE RATISBONNE; ÉLECTION DE FERDINAND III. MORT DE FERDINAND II.

1636-1637.

Diète électorale de Ratisbonne. — Elle est convoquée pour le 8 septembre 1636. — Ferdinand quitte Vienne (14 mai), séjourne à Linz, entre à Ratisbonne (7 septembre). — Les séances commencent (15 septembre). — Question de la Lorraine, du Würtemberg et du Palatinat. — Ambassade anglaise; le comte d'Arundel.

Arrivée du roi de Hongrie (15 octobre). — Absence de l'électeur de Trèves. — Capitulation d'élection. — *Élection de Ferdinand III* (22 décembre 1636); son sacre (29 décembre); son portrait. — Couronnement de la reine (21 janvier 1637).

Mort de Ferdinand II (15 février 1637). — Sa vie privée. — Gustave-Adolphe et Ferdinand II.

Ferdinand II, voyant décliner sa santé, désirait, avant de mourir, assurer à son fils la couronne impériale. L'intérêt de l'Allemagne exigeait, d'ailleurs, qu'il n'y eût pas d'interrègne dans un moment où la guerre se rallumait. Aussi, après que les électeurs eurent été sondés (fin 1635), l'archevêque de Mayence, archichancelier de l'Empire, les invita à se rendre à Ratisbonne le 7 juin, puis, par suite d'empêchements, le 8 septembre de l'année 1636, à l'effet d'élire un roi des Romains.

La trésorerie impériale reçut aussitôt l'ordre de réunir l'argent nécessaire pour le voyage de Ferdinand. Les quatre États de Bohême promirent pour cet objet vingt mille thalers, et ceux de la basse Autriche quarante mille florins. Mais, en attendant que ces sommes fussent payées, le trésorier de la cour fut obligé de faire des avances pour acheter le drap nécessaire à la confection de nouvelles livrées. Le 14 mai, l'Empereur partit de Vienne, laissant le gouvernement à son second fils, le jeune archiduc

Léopold-Guillaume, assisté du cardinal Dietrichstein et de quelques conseillers.

Après avoir passé plusieurs jours à Linz, capitale de la haute Autriche, l'Empereur fit, le 7 septembre, son entrée solennelle à Ratisbonne avec l'Impératrice et une suite nombreuse. Le comte Adam de Schwartzenberg, ambassadeur de Brandebourg, fut le seul qui se trouva dans la ville avant lui; le lendemain, l'électeur de Bavière arriva, et bientôt après, celui de Mayence et l'ambassadeur de Saxe. Les séances ne purent commencer que le 15, et encore en l'absence de l'électeur de Cologne, qui, retenu par diverses mesures à prendre pour garantir ses États contre une invasion de l'ennemi, n'arriva que le 22 octobre.

Le 15 septembre 1636, l'Empereur transmit son message au collége électoral. Après avoir rappelé toutes ses démarches pour le rétablissement de la paix, il faisait observer que les puissances étrangères, qui intervenaient déjà dans les affaires de l'Empire, y interviendraient plus encore si le trône devenait vacant. Il fallait donc, avant tout, nommer un roi des Romains qui aiderait l'Empereur et lui succéderait. A l'égard de son fils, dont il sollicitait l'élection, il disait qu'il l'avait élevé, dès sa jeunesse, dans la crainte de Dieu et l'observation de toutes les vertus qui conviennent à un prince; qu'il l'avait ensuite appelé à son conseil privé, associé à l'administration de ses États héréditaires et de l'Empire; il avait l'assurance qu'il se montrerait digne des plus hautes fonctions. Il ajoutait que le roi de Hongrie, connaissant plusieurs des langues de la chrétienté, pourrait s'entretenir et négocier directement avec les souverains étrangers. Quant à la paix, il était lui-même disposé à adopter toutes les conditions qui ne seraient pas contraires aux lois de l'Empire et au traité de Prague, et, pour la faciliter, il accepterait la médiation soit du Pape, soit du roi de Danemark.

Dans la séance qui eut lieu trois jours après, les électeurs firent une longue réponse à ce message. Ils conseillèrent de négocier avec la France, et, afin de montrer que le collége électoral était complétement d'accord avec l'Empereur, d'envoyer à Cologne deux de ses membres, qui poseraient comme première condition de la paix l'évacuation du territoire de l'Empire par les troupes françaises et le rétablissement du duc de Lorraine dans ses États. Si l'on abandonnait la Lorraine, qui était l'un des bastions de l'Em-

pire, la France pourrait toujours envahir l'Allemagne à son gré, et la paix ne durerait pas. On ne devait pas non plus renoncer aux Trois-Évêchés. Il fallait aussi comprendre l'Espagne dans la paix, mettre un terme aux troubles de l'Italie, et, dans tous les cas, vérifier avec soin les pouvoirs des ambassadeurs français, afin que ce qui était arrivé en 1630 à Ratisbonne ne pût pas se renouveler [1]. On ne mettrait en délibération aucun des points réglés par la paix de Prague, parce qu'il serait honteux de soumettre les décisions de l'Empire au bon plaisir des étrangers.

Les électeurs se montrèrent également disposés à traiter avec la Suède, et à profiter pour cela de la médiation du roi de Danemark. Ils offrirent de se joindre à l'Empereur, mais à la condition de négocier séparément avec la Suède et avec la France; ils espéraient que la Suède, isolée ainsi diplomatiquement, se montrerait plus traitable. Quant aux conditions, ils refusaient de lui céder la Poméranie, Gustave-Adolphe ayant lui-même déclaré que son expédition en Allemagne n'avait nullement pour but d'agrandir ses États. L'Empereur donna son assentiment aux avis des électeurs, et leur promit de ne rien décider sans leur communiquer les pièces et sans entendre les intéressés.

Le 20 septembre, l'ambassadeur de Saxe demanda une amnistie générale, spécialement en faveur du duc de Würtemberg et des enfants du Palatin. Le duc de Würtemberg, qui s'était jeté dans les bras de la France, avait eu, le 17 août précédent, à Offenbourg [2], une audience du roi de Hongrie, et celui-ci, touché de ses embarras, lui avait promis son appui. Il avait en effet à sa charge l'entretien de dix princes mineurs, de huit princesses et de quatre veuves, sans compter leurs suites. Mais le mariage qu'il contracta sur ces entrefaites avec Anne-Catherine, de la maison des comtes de Wild-et-Rhin, connue pour son hostilité contre l'Empereur, mariage qui fut désapprouvé même par la Saxe, le Brandebourg et la Suède, le fit exclure définitivement de l'amnistie.

Les enfants du Palatin n'étaient pas seulement soutenus par l'électeur de Saxe; le roi d'Angleterre, leur oncle, réclamait aussi avec insistance le rétablissement de l'aîné, Charles-Louis, dans

[1] Voir ci-dessus, t. I, p. 539 et suiv.
[2] Près du Rhin, dans l'Ortenau.

les États et les dignités de son père[1]. Charles Ier pouvait, ou s'unir avec les ennemis de l'Autriche pour rétablir son neveu par la force des armes, ou s'unir avec l'Autriche pour obtenir cette restauration de gré à gré. Mais comme il fallait, dans les deux cas, déclarer la guerre, et que sa brouille avec son parlement l'empêchait de recevoir des subsides, il crut plus habile de ménager tour à tour les deux partis, dans l'espoir que l'un d'eux rétablirait le jeune palatin pour gagner l'appui de l'Angleterre. On voulut bien ne pas se faire de Charles Ier un ennemi, quoiqu'on n'en eût rien à craindre; mais on se mit peu en peine d'en faire un allié, parce qu'on n'avait rien à en espérer. Il avait envoyé auprès de l'Empereur Thomas Howard, comte d'Arundel. Howard rencontra Ferdinand II à Linz et le suivit à Ratisbonne. Le jeune palatin écrivit lui-même de son côté au collége électoral (14 septembre 1636), et sa mère réclama l'appui de l'ambassadeur hollandais Aitzema. Mais les électeurs ne voulurent revenir ni sur le jugement rendu à Mülhausen en 1627, ni sur la paix de Prague[2]; en conséquence, la dignité électorale ne devait retourner à la branche palatine de la maison de Wittelsbach qu'à l'extinction de la branche bavaroise, et quant aux États du Palatin, on n'en voulait rendre au jeune prince que les deux tiers. Mécontent de cette décision, l'ambassadeur anglais quitta Ratisbonne, et Charles Ier se retourna vers la France et la Suède. Il leur promit de grands secours contre l'Autriche; mais il ne put rien leur fournir[3].

Quelques semaines après l'ouverture de la diète, et lorsque quinze séances avaient été déjà consacrées à des questions qui ne répondaient guère au but de la convocation, Ferdinand pria les électeurs de nommer, sans délai, le roi des Romains. A ceux qui disaient que l'Empereur jouissait d'une bonne santé et que l'élection de son successeur ne pressait pas, l'électeur de Mayence répondait que Ferdinand II, sujet à des attaques d'apoplexie, pouvait mourir subitement; que la guerre nécessitait à la tête de l'armée un chef qui pût maintenir les officiers dans l'obéissance et empêcher les soldats de se laisser acheter par les étran-

[1] Des négociations avaient été ouvertes à Vienne en 1635.
[2] Voir ci-dessus, t. I, p. 417; t. II, p. 318.
[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 320, 487, 497; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 326, 328.

gers; enfin que les négociations pour la paix générale seraient plus difficiles si le trône devenait vacant. Cependant, les conseillers de l'Empereur ayant été d'avis que la présence du roi de Hongrie exercerait une impression favorable sur le collége électoral, l'Empereur l'appela à Ratisbonne, ainsi que la Reine, et tous les deux y firent leur entrée, le Roi le 15, et la Reine le 18 octobre.

Les préparatifs de l'élection prirent beaucoup de temps. Le 8 novembre, il survint un événement qui montra qu'on devait se hâter : l'Empereur eut une attaque d'apoplexie et resta deux heures sans connaissance; on craignit qu'il ne mourût pendant la nuit.

On s'effraya aussitôt à l'idée que le trône pût d'un moment à l'autre devenir vacant. Mais un électeur manquait, l'électeur de Trèves. On a vu comment il avait été enlevé de sa résidence[1]. L'Empereur, qui voulait le livrer au nonce du Pape à Vienne, l'avait fait venir de Gand, sous la garde du marquis Louis de Gonzague, et emprisonner à Linz. On craignit que l'absence de cet électeur lors du vote ne servît de prétexte pour attaquer l'élection. L'archevêque électeur de Trèves, Philippe-Christophe de Sœtern, s'était rendu coupable de trahison, en offrant la couronne impériale à Louis XIII et la coadjutorerie de Trèves à Richelieu, et en voulant démembrer l'Empire pour restaurer au profit de la France le royaume d'Austrasie. L'électeur de Mayence soutint que, par suite de ces crimes, il était déchu de ses droits, et que l'élection serait valable sans lui; l'électeur de Bavière fut du même avis; et le 27 octobre 1636, on décida qu'elle aurait lieu en son absence. Toutefois, les députés du chapitre de Trèves, qui n'étaient pas coupables comme leur archevêque, ne furent pas éloignés de Ratisbonne, ainsi qu'ils auraient dû l'être s'ils avaient été considérés comme des étrangers. On eut soin d'insérer dans la capitulation d'élection que l'absence de l'archevêque de Trèves ne pourrait donner lieu à aucune demande en nullité.

Le collége électoral rédigea ensuite, conformément à l'usage, la capitulation d'élection, sans que le roi de Bohême y prît part[2].

[1] Voir ci-dessus, p. 312 et suiv.

[2] On a déjà vu que le roi de Bohême, tout en étant électeur, ne prenait pas part à l'administration de l'Empire comme les autres électeurs (HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 501).

Elle ne différait en aucun point essentiel de celle de Ferdinand II.

D'après cette capitulation [1], Ferdinand III devait demander le consentement des électeurs : pour faire des alliances [2] au nom de l'Empire; pour engager ou aliéner les provinces, les domaines et les revenus de l'Empire, et pour revendiquer les anciennes aliénations; pour entreprendre des guerres; pour engager hors de l'Allemagne les armées levées pour sa défense; pour établir des contributions, dans les cas où la nécessité empêcherait de consulter une diète générale; pour convoquer les diètes [3]; pour créer des péages nouveaux [4], rétablir et proroger les anciens, et abolir ceux qui auraient été usurpés; pour mettre au ban un État de l'Empire, même dans le cas où cet État l'aurait encouru de fait [5]; pour conférer les fiefs ouverts par l'extinction des vassaux; pour accorder des expectatives; pour donner le droit de battre monnaie, et généralement pour valider toutes les résolutions qui auraient pour objet la constitution et l'intérêt du corps germanique et celui de ses membres.

La capitulation accordait aux électeurs le droit de s'assembler quand et autant de fois qu'ils le jugeraient à propos pour délibérer sur les affaires de l'Empire. Elle accordait aussi aux électeurs le pas sur les ambassadeurs des républiques étrangères et sur les princes de l'Empire [6].

Le consentement des diètes était exigé : pour publier de nouvelles lois et pour renouveler les anciennes; pour faire des règlements relatifs au commerce; pour établir des lois monétaires;

[1] Dumont, *Corps diplomatique*, t. VI, 1re part., p. 137.

[2] Ou traités avec les puissances étrangères; et l'Empereur devrait demander le consentement des électeurs non plus par lettres, mais de vive voix, dans une diète d'électeurs convoquée par lui (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 501).

[3] On devrait, dans ce cas, demander l'assentiment des électeurs par des ambassades spéciales (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 501).

[4] Ou droits de douane (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 502).

[5] C'est-à-dire pour violation de la paix publique (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 502).

[6] Les électeurs demandèrent que leurs ambassadeurs eussent le pas même sur les ambassadeurs des rois (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 501). En 1645, l'Empereur, par un décret, donna le pas aux ambassadeurs de Venise sur ceux des électeurs (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 232).

pour faire la guerre et la paix; pour régler les impositions générales[1].

Si l'Empereur, hors le cas de nécessité évidente, voulait faire traverser un pays de l'Empire par des troupes ou les y cantonner, il ne pourrait le faire sans prévenir le colonel du cercle. Il ne devrait modifier ni l'organisation de la chambre de justice, établie en 1555, ni le mode des exécutions ou poursuites exercées contre les princes ou les États rebelles. Il ne pourrait expédier des lettres de noblesse et de franchise que par l'intermédiaire de la chancellerie de l'Empire, ni réclamer des taxes votées, qu'avec le consentement de l'archichancelier. Enfin l'Empereur choisirait des Allemands de préférence aux étrangers pour les fonctions de conseillers de guerre et pour les commandements militaires supérieurs.

En somme, la capitulation d'élection diminuait les pouvoirs de l'Empereur au profit des électeurs.

Le 19 décembre 1636, Ferdinand, roi de Bohême et de Hongrie, fut invité, ainsi que les autres électeurs, par l'archevêque de Mayence, archichancelier de l'Empire, à venir recevoir au rathhaus le serment de la municipalité de Ratisbonne, qui s'engageait à faire sortir de la ville tous les étrangers, et à assurer la paix et l'indépendance des électeurs. La milice bourgeoise et la garnison prêtèrent aussi serment.

Le lendemain, dans la quarantième séance, on présenta au roi de Hongrie la capitulation d'élection. Le Roi l'examina pendant une heure et demie avec les principaux conseillers de l'Empire, puis répondit qu'il acceptait tout ce qui le concernait, mais désirait consulter son père sur ce qui était relatif au pouvoir impérial. On lui répliqua que cela était inutile, parceque les conditions n'étaient pas faites pour son père; et, comme l'état de Ferdinand II exigeait une prompte solution, le Roi n'insista pas.

L'élection eut lieu le 22 décembre 1636. Le matin, vers sept heures et demie, les électeurs de Mayence, de Cologne, de Bavière et de Bohême[2], et les ambassadeurs de ceux de Saxe et de

[1] Les impôts de l'Empire devaient être fixés par des diètes soit impériales, soit circulaires (de cercles), sauf s'il y avait nécessité extrême; et, dans ce cas, ils ne pouvaient l'être sans le consentement des électeurs (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 502).

[2] Le roi de Bohême votait comme électeur de Bohême, bien qu'il dût être élu empereur.

Brandebourg, se réunirent au rathhaus et de là se rendirent à cheval à la cathédrale. Des siéges avaient été disposés pour eux dans le chœur; on en avait mis un portant le nom de l'électeur de Trèves. Ce fut l'évêque de Ratisbonne qui dit la messe. L'ambassadeur de Saxe, étant protestant, se retira dans la sacristie pendant l'office; celui de Brandebourg, Adam de Schwartzenberg, qui était catholique, y assista; et lorsque l'évêque entonna le *Veni, Sancte Spiritus,* l'ambassadeur saxon rentra. A la fin de l'hymne, le livre des Évangiles fut placé sur l'autel pour la prestation de serment des électeurs; puis on chanta encore une fois le *Veni, Sancte Spiritus,* et les électeurs se rendirent dans la chapelle du chœur avec leurs chanceliers, leurs conseillers, leurs notaires et leurs témoins. L'archevêque de Mayence demanda à ses collégues de promettre que si l'un d'eux était élu roi des Romains, cet élu jurerait la capitulation d'élection, et que si les voix se partageaient, la majorité l'emporterait. Les conseillers, notaires et témoins se retirèrent ensuite, laissant les électeurs seuls.

Comme on était déjà d'accord, les formalités ne furent pas longues, et l'archevêque de Mayence annonça bientôt à ses collégues qu'ils avaient choisi pour être roi des Romains le très-gracieux prince Ferdinand, roi de Bohême et de Hongrie. Sur une nouvelle demande adressée aux électeurs, si telle était leur volonté, ils répondirent affirmativement.

Alors l'Empereur, revêtu de tous ses insignes, entra dans la chapelle, où l'archevêque de Mayence lui annonça le résultat du vote et lui demanda de l'approuver. L'Empereur remercia les électeurs, et, en versant des larmes, recommanda à son fils de remplir fidèlement les devoirs de sa charge. L'élection fut alors proclamée dans la chapelle électorale, et le nouveau roi des Romains jura la capitulation. Les électeurs rentrèrent ensuite dans la cathédrale; le Roi fut conduit à l'autel; on chanta le *Veni Creator,* et lorsque l'hymne fut fini, les électeurs placèrent l'élu sur l'autel. On entonna ensuite le *Te Deum* au son des cloches, et au milieu des détonations de l'artillerie des remparts. Le doyen du chapitre de Mayence, Metternich, annonça au peuple le résultat de l'élection. Les deux Majestés revinrent à leur demeure sous un dais que portaient les conseillers de Ratisbonne, accompagnées de tous les électeurs et d'une suite brillante. La

cérémonie avait duré de sept heures et demie du matin à une heure et demie de l'après-midi.

Le lendemain, l'Empereur écrivit à son fils l'archiduc Léopold-Guillaume pour lui ordonner d'organiser des réjouissances à Vienne. A Madrid, le roi d'Espagne fit mettre en liberté tous les prisonniers et jeter au peuple deux mille ducats. A Rome, le pape Urbain VIII annonça l'élection en consistoire, adressa à Dieu des actions de grâces, et, malgré l'opposition de l'ambassadeur français, expédia aussitôt trois brefs pour la reconnaître.

Le sacre et le couronnement du roi des Romains eurent lieu quelques jours après (29 décembre 1636). L'archevêque de Mayence, Anselme d'Ulmstatt, qui n'était pas encore prêtre, quoiqu'il fût électeur depuis l'année 1629, reçut du nonce du Pape le sacrement de l'ordre afin de pouvoir à son tour sacrer le Roi. Le matin, les deux souverains furent reçus à la grande porte et conduits à leurs trônes par les archevêques de Mayence et de Cologne, suivis d'un nombreux clergé. La cathédrale était splendidement décorée; l'archevêque de Mayence chanta la messe de l'Épiphanie[1] avec le concours de la chapelle impériale. Après la séquence : « Toute la chrétienté célèbre la fête du Christ », le Roi fut conduit de son prie-Dieu à l'autel, et, après les litanies, le prélat consécrateur lui posa les six questions suivantes : « 1° Voulez-vous confirmer la foi catholique par votre justice? — 2° Voulez-vous être le bouclier et le protecteur de la sainte Église et de ses serviteurs? — 3° Voulez-vous gouverner l'Empire que Dieu vous donne, avec la justice de vos prédécesseurs, et le défendre fortement? — 4° Voulez-vous reprendre et employer fidèlement, dans l'intérêt du royaume et de l'Empire, les droits du royaume et les biens de l'Empire qui leur ont été enlevés injustement? — 5° Voulez-vous être le juge et le défenseur des riches et des pauvres, des veuves et des orphelins? — 6° Voulez-vous demeurer fidèle et dévoué au Saint-Père le Pape et à la sainte Église romaine? » Le Roi, après avoir répondu affirmativement à toutes ces questions, prêta serment sur l'Évangile. On demanda ensuite aux assistants : « Voulez-vous obéir au prince, fortifier son gouvernement, lui rester fidèles et lui obéir selon la parole de l'Apôtre : « Que chaque âme « obéisse à la puissance souveraine et au Roi, comme à son supé-

[1] Messe des trois rois mages.

rieur[1]. » A cette question les assistants répondirent aussi affirmativement.

Après avoir reçu l'onction, le Roi entra dans la chapelle du chœur, où il fut revêtu des habits sacerdotaux, de la dalmatique et de l'étole. Après la préface, l'électeur de Cologne lui présenta l'épée de Charlemagne, que l'électeur de Bavière et les ambassadeurs de Saxe et de Brandebourg lui ceignirent. Puis on lui remit l'anneau, symbole de l'attachement à la foi chrétienne, le sceptre, le globe, le manteau, enfin la couronne impériale[2]; et s'étant approché de l'autel, il renouvela son serment en latin et en allemand. Pendant l'évangile, le credo et l'offertoire, le Roi déposa la couronne; puis, accompagné par l'électeur de Cologne, il se rendit à l'autel, offrit une grosse pièce de monnaie, et reçut la communion de la main du prélat consécrateur. A l'issue de la messe, il fut assis sur le trône qui remplaçait celui de Charlemagne, conservé à Aix-la-Chapelle. Toutes ces cérémonies s'accomplirent avec de nombreuses prières.

Le *Te Deum* achevé, le Roi reçut les souhaits que l'archevêque de Mayence lui présenta au nom de tous les électeurs; et, pendant que les ecclésiastiques déposaient leurs ornements dans la sacristie, il reçut chevaliers, avec l'épée de Charlemagne, une vingtaine de comtes et de seigneurs, se fit recevoir lui-même membre du chapitre d'Aix-la-Chapelle, et donna aux chanoines de cette ville des lettres reversales[3], par lesquelles il déclarait que le couronnement à Ratisbonne ne préjudicierait en rien aux droits de l'église d'Aix-la-Chapelle. Quand il fut revenu dans la cour de l'évêché, on jeta au peuple des pièces de monnaie d'or et d'argent à son effigie[4].

Ferdinand III était né à Gratz le 13 juillet 1608. De plus haute taille que son père, il était bien fait, avait les cheveux noirs, et ressemblait, pour l'extérieur, à son oncle, le frère de sa mère, l'électeur Maximilien de Bavière; sa complexion délicate se fortifia

[1] Épître de saint Paul aux Romains, chap. XIII, vers. 1; à Tite, chap. III, vers. 1.

[2] Ces joyaux de la couronne avaient été apportés de la ville de Nürenberg, qui en avait la garde.

[3] Acte d'assurance donné à l'appui d'un engagement précédent.

[4] Des présents furent faits aux principaux personnages de la suite de l'électeur de Mayence.

par l'exercice. Il eut pour gouverneur le comte Christophe-Sigismond de Dohna ; pour maîtres, des jésuites. Moins bien doué que son père sous le rapport de l'esprit, il acquit par le travail une instruction solide. Il s'était occupé particulièrement de mathématiques et d'art militaire. Il parlait couramment le latin, l'allemand, l'italien, l'espagnol, passablement le français et le tchèque. A l'âge de dix-huit ans, il soutint devant l'Empereur, avec ses camarades, une thèse sur le droit, la géographie et l'histoire, et entra au conseil privé. En 1630, il fit un voyage en Allemagne, visita Nürenberg, Augsbourg, Munich et le Tyrol. Ferdinand II avait eu pour devise : *Corona legitime certantibus;* Ferdinand III prit celle-ci : *Ne quid nimis,* « rien de trop ». Il aimait, comme son père, les arts et la musique. Également pieux, il sut se faire obéir mieux que lui. Bien qu'élevé par les jésuites, il leur fut moins favorable que Ferdinand II. La religion le préserva, comme lui, des désordres des Bourbons et des Stuarts, et l'exemple de l'un et de l'autre contribua à ramener la noblesse au catholicisme. A vingt ans, il fut couronné roi de Bohême, et il était déjà roi de Hongrie [1]. Il avait vingt-huit ans quand il fut élu roi des Romains.

L'élection de Ferdinand III fut vivement attaquée par les adversaires de la maison d'Autriche. Richelieu, entre autres, en contesta la légalité, en s'appuyant sur ce que l'électeur de Trèves en avait été exclu, et sur ce que l'électeur de Bavière y avait été admis sans droit; il mettait même en doute le droit du Roi à la couronne de Bohême. Aussi, après la mort de son père, Ferdinand III fut-il reconnu par la France, non comme empereur ou roi des Romains, mais simplement comme roi de Hongrie. Richelieu employa encore, pour combattre l'élection de Ferdinand III,

[1] Son frère, l'archiduc Léopold-Guillaume, avait été destiné à l'Église. Il prit de bonne heure l'habit ecclésiastique ; son frère aîné et ses sœurs l'appelaient déjà le petit abbé. Nommé à l'âge de deux ans (1615) chanoine de Cologne et de Strasbourg, et à douze ans coadjuteur de l'évêché de Passau, il devint, avant d'avoir reçu les ordres, évêque de Passau et de Strasbourg, lorsque son oncle, l'archiduc Léopold, quitta l'Église pour rentrer dans le monde. Il eut ensuite l'expectative de plusieurs archevêchés. Léopold-Guillaume mourut en 1662, à l'âge de quarante-neuf ans (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II,* t. IV, p. 644). Voir l'ouvrage intitulé : *le Prince dévot et guerrier, ou les Vertus héroïques de Léopold-Guillaume, archiduc d'Autriche,* par le P. Avancin, traduit par le P. Henry Bex, Lille, 1667.

la plume vénale de Justus Astérius[1], dont il s'était déjà servi pour attaquer la paix de Prague[2]. Charles-Louis, fils aîné du Palatin, protesta aussi contre l'élection (janvier 1637).

Le 21 janvier 1637, la reine de Hongrie, infante d'Espagne, fut couronnée reine des Romains, à la demande de l'Empereur, et l'ambassadeur espagnol célébra cet événement en faisant tirer un beau feu d'artifice et distribuer au peuple de l'argent, des fruits, du pain, des pâtés et vingt seaux de vin[3].

La mort de l'Empereur mit fin à la diète de Ratisbonne. Ferdinand II avait quitté cette ville le 23 janvier 1637. Il voulut d'abord attendre son fils à Wels pour faire avec lui une entrée solennelle dans la capitale; mais atteint d'une fièvre tierce et se trouvant plus souffrant, il hâta son retour et arriva à Vienne le 8 février. Il put assister encore à quelques séances de son conseil privé; il sentait néanmoins qu'il n'avait plus que peu de jours à vivre, et, parfaitement résigné, il demandait à Dieu non pas de guérir, mais seulement de faire sa volonté.

Le samedi 14 février, il soupa comme à l'ordinaire, passa, suivant son habitude, une heure en prières devant l'autel dressé dans sa chambre, se mit au lit vers dix heures et s'endormit. Au bout de deux heures, il se réveilla; la respiration était courte, le corps brûlant. Il fit appeler son confesseur, se confessa et communia. Il ne put bientôt plus parler; ses forces déclinaient à vue d'œil. On lui administra l'extrême-onction, le confesseur dit les prières des agonisants, et l'Empereur mourut, un cierge bénit à la main, le jour suivant, dimanche 15 février 1637, à neuf heures du matin, au moment où toutes les églises de Vienne se remplissaient de fidèles qui venaient demander à Dieu sa guérison. Ferdinand était dans sa soixantième année, et avait survécu, quoique l'aîné, à ses douze frères et sœurs; il avait régné dix-sept ans.

[1] Tilemann Stella.

[2] Les Espagnols faisaient publier en Allemagne, surtout à Francfort, une multitude de libelles contre Richelieu, et le cardinal y envoyait de temps en temps un libraire de Paris, chargé de les recueillir et de les lui faire passer (Richelieu, *Mémoires*, t. VII, p. 518).

[3] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 498 à 511, 642 à 645, 661; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 322, 324; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 1, 4, 9, 12; Richelieu, *Mémoires*, t. IX, p. 76, t. X, p. 437; Dumont, *Corps diplomatique*, t. VI, 1re part., p. 129.

Le 17 mars, le nonce apostolique, entouré de dix prélats, célébra le service funèbre; et le 21, le corps, qui avait été embaumé, fut enseveli à Gratz dans la chapelle que Ferdinand II avait fait construire à cet effet dans la cathédrale. Son cœur fut placé à côté des restes de sa mère, dans le couvent de Sainte-Claire, à Gratz[1]. Le cercueil avait été suivi par les conseillers auliques et par cent pauvres.

La mort de Ferdinand fut précédée ou suivie à peu d'intervalle de celle de plusieurs personnages considérables. Bogislas XIV, le dernier des ducs de Poméranie, mourut le 20 mars 1637; le cardinal Franz Dietrichstein, pendant longtemps gouverneur de Moravie, le 19 septembre 1636; le cardinal Pierre Pazmani, primat de Hongrie, le 9 mars 1637[2].

Ferdinand II joignait à une dignité qui commandait le respect une bienveillance qui lui gagnait les cœurs; tout, en lui, annonçait la loyauté et inspirait la confiance. Il avait le teint rosé, une taille moyenne, et dans les dernières années un peu d'embonpoint. Sa vie était simple et réglée. Il ne dormait jamais plus de sept heures. Levé tous les jours à quatre heures du matin, il faisait une courte prière, puis passait, devant un autel dressé dans sa chambre, une heure entière à prier et à méditer, et baisait cinq fois la terre en souvenir des cinq plaies de Notre-Seigneur. Ni les voyages, ni la maladie ne changeaient rien à ces pieuses habitudes. De sa chambre à coucher il entrait dans sa chapelle, où il entendait deux messes. Le soir, avant de se mettre au lit, il passait encore une demi-heure à prier et à faire son examen de conscience. Dans les dernières années de sa vie et lorsque ses forces s'affaiblirent, s'il lui arrivait de s'assoupir, il faisait de grands efforts pour se tenir éveillé; et quand on lui conseillait de céder au sommeil, il répondait : « Dois-je donc dormir comme une brute? »

Ses devoirs religieux remplis, il assistait aux séances de son conseil, qui se prolongeaient quelquefois jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Si elles finissaient plus tôt, il passait le reste de la journée à la chasse, exercice salutaire à sa santé, et ne rentrait

[1] Ce couvent a été détruit.

[2] Né à Grosswardein en 1570, d'une famille distinguée, Pazmani se fit jésuite, puis devint archevêque de Gran et primat de Hongrie.

qu'à la nuit [1], sauf le samedi et les veilles de fêtes. Après le conseil et la chasse, il donnait audience, lisait des mémoires, et signait des lettres et des décrets. Il ne remettait jamais au lendemain ce qu'il devait faire le jour même. Hors la chasse, il ne se permettait de divertissements que si la présence d'hôtes étrangers ou les usages de la cour l'exigeaient. Il aimait les exercices du corps, tels que les courses de bagues; il jouait rarement aux cartes.

L'Empereur dînait à midi, dans l'antichambre des chambellans, avec son fils aîné, le roi de Hongrie, et soupait, avec tous ses enfants, dans les appartements de l'Impératrice. Les chapelains disaient, chacun à leur tour, les prières avant et après le repas. On faisait de la musique au souper. Les jours de fête, il mangeait en public dans la salle des chevaliers. Ses frères dînaient avec lui lorsqu'ils étaient à Vienne, jamais personne autre. Son logement était simple, sa table frugale, les mets plutôt communs que recherchés. Il n'aimait pas le faste. Les dépenses de sa cour s'élevaient, en 1625, à cent mille florins par an; c'était moins qu'en 1602, sous l'empereur Rodolphe, qui n'était pas marié. La principale était celle de ses écuries, qui contenaient six cents chevaux [2].

Il allait rarement à pied dans la ville, mais il assistait toujours aux processions, quelque temps qu'il fît; il les suivait tête nue, une torche à la main, dans une attitude recueillie qui édifiait tous les assistants. Un jour qu'il avait un bras malade, un seigneur l'engageait à ne pas porter de torche : « N'ai-je pas une seconde main pour servir Dieu? » répondit-il. Et comme un prince voulait lier conversation avec lui, il lui dit : « Nous avons à penser à autre chose ici. » Lors d'un jubilé que le Pape avait publié pour

[1] Pendant sa jeunesse, Ferdinand chassait un jour près de Spital, au sud du Sömmering, sur les confins de l'Autriche et de la Styrie. Il tomba dans un torrent gonflé par les pluies, et le courant l'entraînait sous la roue d'une forge, quand un paysan, nommé Simon Wagner, se jeta résolûment à l'eau et lui sauva la vie. A partir de ce jour, il paya toutes les années à son sauveur une pension de cent thalers. Quarante-huit ans plus tard, Wagner, alors âgé de cent sept ans, vint demander à l'empereur Ferdinand III de continuer sa pension à son fils. Elle est encore payée aujourd'hui à ses descendants. (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 656.)

[2] Voir cependant Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 13, 14.

prier Dieu de délivrer l'Allemagne de l'invasion des Suédois, Ferdinand assista à la procession, malgré la pluie qui perçait ses vêtements. S'il rencontrait un prêtre portant le saint viatique à un malade, il l'accompagnait à pied, quelles que fussent la longueur du chemin et la rigueur de la saison.

Ferdinand eut toujours un attachement inébranlable pour l'Église catholique; il n'était pas un des dogmes de la religion pour lequel il n'eût été prêt à verser son sang. Il portait un cilice et se donnait la discipline; on trouva, après sa mort, un fouet teint de son sang. Souvent, à la chasse ou ailleurs, il consacrait une demi-heure à prier Dieu et à méditer. Il observait exactement les jeûnes de l'Église, communiait tous les dimanches et jours de fête, et, la veille, retranchait quelque chose à son souper. Il se faisait toujours indiquer un livre qui fût en rapport avec la fête que l'on célébrait. Il lisait tous les jours un chapitre ou quelques passages de l'*Imitation de Jésus-Christ*. Le jour anniversaire de sa naissance, il offrait, à la messe, autant de thalers qu'il avait d'années. Avant de se confesser, il demandait à sa femme de lui pardonner les paroles et les actions qui avaient pu l'offenser. Il avait une dévotion particulière envers la sainte Vierge, faisait placer son image sur les drapeaux de ses troupes, et l'appelait sa généralissime.

Ferdinand se distingua toujours par une grande pureté de mœurs; il ne faisait jamais grâce aux condamnés pour adultère. Il punissait sévèrement les blasphèmes. Avant qu'il fût marié, un de ses courtisans lui ayant fait des offres déshonnêtes, il le renvoya. Il poussait la prudence à cet égard jusqu'au scrupule. Il fit brûler en effet beaucoup de peintures de la galerie de Prague parce qu'elles manquaient de décence. Il ne donnait jamais d'audience à des femmes qu'en présence de l'Impératrice ou de toute la cour. Il assistait volontiers aux représentations théâtrales, mais surtout à celles que jouaient alors les élèves des jésuites, et qui étaient la plupart relatives à la vie des saints. Il se chargeait quelquefois de faire recevoir, à ses frais, dans un séminaire, ceux qui s'étaient le plus distingués dans ce genre d'exercice, et avoir bien rempli un rôle de saint servait, à ses yeux, de recommandation pour obtenir une bonne cure.

Il restaura les églises, améliora la position des évêques et des curés. Il vénérait les religieux demeurés fidèles à leurs règles,

surtout les jésuites, pour lesquels il fonda plusieurs colléges[1]. Il établit aussi plusieurs séminaires pour faciliter l'étude aux jeunes gens pauvres et à ceux qui se destinaient à l'état ecclésiastique. Il introduisit dans ses États plusieurs ordres religieux, tels que les camaldules et les carmes déchaussés, leur fit des dons, leur construisit des églises. Sa piété se fit sentir même à l'étranger : il donnait de l'argent pour l'entretien de lampes au Saint-Sépulcre à Jérusalem. Il se tenait au courant de la propagation de la foi dans l'Inde, la Chine et le Japon; il donnait de l'argent pour les jésuites de Tartarie.

Ferdinand montra toujours un grand respect pour le Pape, sans toutefois le laisser jamais empiéter sur son pouvoir temporel. Ainsi ce fut malgré l'opposition du Saint-Siége qu'il accorda, par des motifs politiques, l'archevêché de Brême à un protestant, le fils du roi de Danemark.

Il regardait sa haute position comme une charge qu'il avait reçue pour l'honneur de Dieu et l'intérêt commun, et qui lui imposait de grands devoirs. « Dieu ne m'a pas mis sur le trône, disait-il, pour ne rien faire, mais pour travailler. » Ferdinand parlait très-bien l'italien, passablement le latin, jamais le français ou l'espagnol, quoiqu'il sût ces deux langues. Il avait le goût du travail et était toujours occupé à lire, à écrire, à donner des audiences. Lorsqu'il allait en voyage ou à la chasse, il emportait toujours quelques livres avec lui. Il lut plusieurs fois en entier les sept volumes de la vie des saints de Surius et toute l'Écriture sainte. Il fit de nombreuses acquisitions de livres pour sa bibliothèque, et acheta des tableaux dans les Pays-Bas. Il aimait l'histoire, comme son père, et avait, comme son cousin, l'empereur Rodolphe, une prédilection marquée pour les mathématiques. Il aimait la musique et avait plus de quatre-vingts musiciens pour sa chapelle. Il encourageait et récompensait les savants : ainsi il fit donner douze mille florins aux héritiers de Képler, et il protégea le poëte Opitz, bien qu'il fût protestant.

Il ne se bornait pas à signer les actes qu'on lui présentait : il les corrigeait souvent. S'il venait des courriers au palais pendant

[1] Ferdinand II aurait dit qu'il se serait fait jésuite s'il avait été aussi libre que ses frères. « Prenez, disait-il un jour aux jésuites, vous n'aurez pas toujours un Ferdinand II. » (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 610.)

qu'il était à la chasse, on les lui envoyait aussitôt, et il avait habituellement auprès de lui des conseillers avec lesquels il pouvait examiner sur-le-champ les affaires urgentes. Les voyages n'interrompaient pas ses travaux ; il emmenait avec lui des conseillers privés. Pendant son dernier séjour à Ratisbonne, on lui expédiait toutes les semaines, entre autres renseignements, le prix des denrées et des nouvelles sur les vendanges.

Ferdinand présidait son conseil privé sans jamais s'imposer. Il évitait les décisions précipitées et ne craignait pas d'être contredit ; chaque membre du conseil pouvait toujours exprimer librement son opinion. Après sa mort, on trouva ces mots écrits de sa main : « Je hais les chiens muets, et ceux qui se laissent amener à une opinion par l'autorité des autres ne me plaisent point. J'aime ceux qui, librement, ouvertement, sincèrement, exposent avec modestie leur avis. » Il avait du reste foi dans les destinées de l'Autriche. Il regardait la loyauté comme la qualité principale de l'homme d'État. « C'est une grande folie de croire, disait-il, qu'on puisse conserver, par des moyens que Dieu réprouve, des royaumes que Dieu a donnés. »

Ferdinand était bienveillant, ne disait jamais de mal de personne et donnait audience à tout le monde. Il s'y tenait ordinairement debout, appuyé contre une petite table. La fatigue l'obligeait-elle à s'asseoir, il faisait quelquefois offrir un siége à la personne qu'il recevait. A la fin de l'audience, il causait souvent avec le solliciteur, l'interrogeant sur ses affaires, ses enfants et toutes sortes de sujets, sans témoigner jamais ni impatience, ni dégoût. Lorsque l'Empereur entrait dans une ville, et que les conseillers municipaux allaient le recevoir et l'amenaient, sous un dais, à sa résidence, il s'entretenait familièrement avec eux tout le long du chemin, et s'informait des intérêts de leur ville. Il lisait toujours les pétitions qui lui étaient adressées, et si le jour ne suffisait pas, il y consacrait la nuit. Il accordait une attention particulière aux pétitions des pauvres. « C'était, disait-il, pour prendre soin des pauvres que Dieu l'avait fait empereur. »

Il fonda plusieurs hôpitaux, fit racheter des captifs aux musulmans. Il était aumônier pour tous les pauvres, et plein de sollicitude pour ses domestiques. Un jour qu'on lui proposait d'en renvoyer un parce qu'on n'avait plus besoin de lui, il répondit : « Il a peut-être besoin de moi. » Sa bonté, malheureusement, dégé-

nérait parfois en faiblesse. Il en résulta, entre autres, que le produit des confiscations qui eurent lieu après la révolte de Bohême et après la mort de Wallenstein, fut gaspillé.

Marié deux fois, Ferdinand n'eut pas d'enfants de sa seconde femme, Éléonore de Mantoue [1]; mais il en laissa quatre de la première, Marie-Anne de Bavière [2]. Ce furent : Ferdinand III, né le 13 juillet 1608; Marie-Anne, le 13 janvier 1610, qui épousa (15 juillet 1635) l'électeur Maximilien de Bavière; Cécile-Renée, le 16 juillet 1611, mariée (9 août 1637) à Ladislas VII, roi de Pologne, fils de Sigismond III, l'adversaire de Gustave-Adolphe; enfin Léopold-Guillaume, né le 9 janvier 1614, qui fut évêque de Passau et de Strasbourg.

Ferdinand avait vécu dans la plus grande harmonie, soit avec sa première, soit avec sa seconde femme. Celle-ci traita les enfants du premier lit comme s'ils eussent été les siens. Confinée dans la vie privée, elle prenait part aux chasses de son mari, mais ne se mêlait jamais de politique [3].

Quelques-uns des détails qui précèdent paraîtront peut-être puérils; on n'a pas cru cependant qu'ils fussent indignes d'être rapportés. Ils nous montrent, en effet, la vie intime d'un souverain qui a joué un grand rôle dans l'histoire, et ils nous font mieux comprendre les principes et les motifs qui dirigèrent sa politique. Ils nous font connaître aussi la vie privée des seigneurs et des bourgeois de cette époque, car il est bien probable qu'alors, comme plus tard, l'Empereur donna le ton à la cour, et celle-ci au reste de la société, ou du moins que Ferdinand ne fut pas une exception, et que beaucoup de personnages de son temps vécurent comme lui.

Peu de règnes ont été aussi agités que celui de Ferdinand II. Ce prince, qui appartenait à une branche cadette de la maison de Habsbourg, ne fut d'abord destiné à régner que sur la Styrie. Il n'avait que douze ans quand il perdit son père. Élevé par sa mère et par les jésuites, il resta toute sa vie ce que cette éducation première l'avait fait. Pendant que ses cousins de la branche aînée, Rodolphe et Mathias, s'adonnent aux plaisirs, se laissent gou-

[1] Mariée en 1622, morte en 1655, à l'âge de cinquante-sept ans.
[2] Mariée en 1600, morte en 1616, à l'âge de quarante-deux ans.
[3] HURTER, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 514, 561 à 667.

verner par leur entourage, et montrent plus ou moins de penchant pour le luthéranisme, Ferdinand de Styrie conserve des mœurs pures, reste inviolablement attaché au catholicisme, gouverne avec vigueur, et, usant des droits que possédaient alors tous les souverains, rétablit l'ancienne religion dans ses États.

L'empereur Rodolphe compromet par sa faiblesse, non-seulement le catholicisme, mais l'Empire : sa famille lui arrache le pouvoir et le donne à son frère Mathias. Celui-ci ne gouvernant pas mieux, la famille intervient encore et oblige Mathias à désigner pour son héritier l'archiduc Ferdinand de Styrie, vers lequel tous les catholiques se tournent comme vers un sauveur.

Les protestants de Bohême, craignant de voir disparaître les libertés arrachées à Rodolphe, se révoltent et jettent les lieutenants de l'Empereur par les fenêtres du palais de Prague. Ferdinand, qui vient de succéder à Mathias, se prépare à dompter le soulèvement. Mais ses prédécesseurs l'ont laissé sans ressources; les protestants lui enlèvent ses deux couronnes de Bohême et de Hongrie, et donnent la première à l'électeur palatin, la seconde au prince de Transylvanie. Ferdinand, élu empereur par les électeurs demeurés fidèles, soutenu par le duc Maximilien de Bavière et par l'électeur de Saxe, soumet la Bohême, prive le Palatin de son électorat, et le donne au duc de Bavière. Mansfeld, Halberstadt, le margrave de Bade, essayent de soutenir le Palatin : ils sont battus. Bethlen, de son côté, est obligé de renoncer à la Hongrie.

Les princes protestants qui se sont emparés des biens ecclésiastiques en violation de la paix d'Augsbourg, craignent d'en être dépossédés. Le roi de Danemark convoite, de son côté, plusieurs évêchés; excité et soutenu par la Hollande et par l'Angleterre, il marche au secours des princes protestants d'Allemagne.

Ferdinand a vaincu jusqu'alors par les armes de la Bavière; il veut avoir des troupes à lui : Wallenstein lève une armée formidable; le Danemark est écrasé, et Ferdinand II se croit assez fort pour publier un édit qui oblige les usurpateurs à restituer les biens ecclésiastiques dont ils se sont emparés. Cet édit lui aliène les princes protestants, et le despotisme de son généralissime lui aliène les princes catholiques; obligé de choisir entre eux et Wallenstein, il renvoie Wallenstein.

Au même instant un nouvel adversaire, le roi de Suède, débarque en Allemagne. Le renvoi du généralissime a désorganisé

l'armée. Gustave-Adolphe s'empare du bassin de l'Oder, oblige les électeurs de Brandebourg et de Saxe à s'allier avec lui, prend son essor, bat les Impériaux à Leipzig, et cherche à réaliser le dessein de sa famille, qui consiste à fonder un empire suédois entourant la Baltique. L'Empereur rappelle alors Wallenstein : le généralissime est battu à Lützen ; mais le roi de Suède meurt dans son triomphe. Son chancelier, Oxenstierna, continue la guerre. Wallenstein cherche à s'entendre avec la Suède pour imposer la paix à l'Empereur : il est assassiné. Les Suédois marchent sur Vienne ; ils ne peuvent dépasser Ratisbonne d'un côté, Prague de l'autre. Les armées de Ferdinand reprennent l'avantage ; les Suédois perdent leurs conquêtes ; les électeurs de Saxe et de Brandebourg, échappant à la pression des étrangers, signent avec l'Empereur la paix de Prague. Les Suédois, abandonnés par eux, ne peuvent plus se maintenir en Allemagne ; ils vont en être chassés, quand la France entre en lice et les soutient. Malgré cet appui, les armées impériales poursuivent leurs avantages et pénètrent en France. C'est à ce moment que Ferdinand meurt.

Ferdinand n'assista à aucune des batailles qui se livrèrent sous son règne. Ce fut avant tout un politique. Si on le compare à Rodolphe, à Mathias, et à la plupart des princes d'Allemagne de son temps, il leur est bien supérieur par la dignité de sa vie privée, par le soin qu'il prend des affaires publiques.

Si on le compare à Gustave-Adolphe, il lui semble inférieur au premier abord. Tout brille en Gustave-Adolphe, tout est terne en Ferdinand. Le roi de Suède est un conquérant ; il se montre sur tous les champs de bataille : l'Empereur est un légiste ; il vit caché dans son palais. Le Roi prend l'offensive et brise tout devant lui : l'Empereur se défend et résiste avec une indomptable énergie ; il maintient la tradition et les droits de chacun. Le Roi trompe la foule avec des mots[1] ; il se pose en Allemagne comme le champion de la liberté qu'il a supprimée en Suède, et on le croit, on l'acclame. Ne serait-ce pas là cette liberté qui fait suivre la multitude en aveugle, pourvu qu'elle en entende seulement le nom[2] ?

[1] O. Klopp, *Tilly*, t. II, p. 155.

[2] Bossuet, *Oraison funèbre de Henriette de France*.

« L'art de fronder et de bouleverser les Etats est d'ébranler les coutumes établies, en sondant jusque dans leur source, pour marquer leur

Gustave-Adolphe sait parler à l'opinion publique, il sait la former et la diriger par des pamphlets et des discours; il enchaîne à son char de triomphe l'histoire elle-même, et, depuis deux cents ans, on l'a loué et chanté plutôt que jugé [1].

On a pensé que Gustave-Adolphe, s'il eût vécu, aurait imposé aux Allemands des chaînes plus lourdes et plus difficiles à briser que celles de Napoléon [2]. Peut-être a-t-il disparu à temps pour sa gloire; les princes protestants, déjà las de lui, réclamaient vainement l'accomplissement de ses promesses; mais sa mort sur le champ de bataille de Lützen a couronné toute sa vie d'une auréole de dévouement. Il passe encore, aux yeux de beaucoup d'historiens, pour avoir été le défenseur de la liberté, et Ferdinand, le soutien de la tyrannie. Ces deux jugements sont faux. Gustave-Adolphe a représenté la force, qui séduit toujours la foule; Ferdinand II, la justice, que les esprits d'élite comprennent, et que les âmes généreuses seules pratiquent.

défaut de justice. Il faut, dit-on, recourir aux lois fondamentales et primitives de l'État qu'une coutume injuste a abolies : c'est un jeu sûr pour tout perdre; rien ne sera juste à cette balance. Cependant le peuple prête aisément l'oreille à ces discours. Ils secouent le joug, dès qu'ils le reconnaissent; et les grands en profitent à sa ruine. » PASCAL, *Pensées*.

[1] KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, introd., p. XIX, XX.

[2] *Id.*, *ibid.*, p. VIII.

CHAPITRE III

LA GUERRE EN 1637 ET 1638. — RETRAITE DE BANER.
BATAILLES DE RHEINFELDEN ET DE WITTENWEIHER. — SIÉGE DE BRISACH.
BATAILLE DE VLOTHO.

1637-1638.

GUERRE EN 1637.

Situation de l'Allemagne à l'avénement de Ferdinand III ; famine de 1635.

Gallas ravage la *Hesse-Cassel*. — Le landgrave Guillaume V meurt à Leer (1er octobre 1637) ; sa veuve, la landgrave Amélie, négocie avec l'Empereur pour gagner du temps, mais renouvelle son alliance avec la France et la Suède à Dorsten (22 août 1639).

Le duc de Pomeranie meurt (10 mars 1637). — Les Suédois refusent de remettre le duché à l'*electeur de Brandebourg ;* celui-ci *s'allie avec l'Empereur.*

Retraite de Baner. — Baner, craignant d'être cerné à Torgau, passe l'Elbe (29 juin 1637), échappe à Gallas, et rejoint Wrangel à Schwedt.

Valteline. — Les Grisons s'allient avec l'Autriche (1er novembre 1636), et se soulevent contre les Français (18 mars 1637) ; Rohan quitte les Grisons (5 mai) ; les passages de la Valteline sont ouverts aux Espagnols.

Bernard passe le Rhin près de Brisach, pour aller au secours de Baner. — *Werth assiége Ehrenbreitstein* (hiver 1636-1637), prend cette forteresse (27 juin 1637), puis va à Wittenweiher pour barrer le passage à Bernard. — Celui-ci repasse le Rhin. — Werth prend ses quartiers d'hiver à Tübingue.

GUERRE EN 1638.

L'Empereur et l'électeur de Bavière se préparent à la guerre. — *Première bataille de Rheinfelden* entre Bernard et Werth : elle reste indécise (28 fevrier 1638). — *Seconde bataille de Rheinfelden* (3 mars 1638) ; Werth est battu et fait prisonnier avec Savelli et Enkefort. — Déloyauté de Savelli. — Werth à Paris. — Bernard occupe Rheinfelden, Fribourg, Huningue, et *assiége Brisach.* — Götz, après avoir vainement attendu le duc de Lorraine, marche au secours de Brisach ; il est battu par Bernard à *Wittenweiher* (9 août 1638). — Bernard songe à se faire un État sur les bords du Rhin. — Bernard bat à *Thann* (15 octobre 1638) les Lorrains qui veulent rejoindre les Impériaux. — Götz revient au secours de Brisach, attaque Bernard (10 octobre) ; il est repoussé, se retire à Schaffouse pour refaire son armée. — Mauvaise administration de l'armée impériale, corruption des chefs. — *Götz est arrêté* comme concussionnaire ; Goltz le remplace ; Mercy refuse le commandement. — *Bernard*

prend Brisach (19 décembre 1638); il refuse de livrer cette place à la France. — Résultats de la prise de Brisach.

Le traité de Hambourg, entre la France et la Suède (6 mars 1638), complète celui de Wismar. — *Baner*, aidé par les subsides de la France, recommence la guerre, et le jeune Palatin entre en Allemagne. — Baner refoule Gallas en Bohême. — Le palatin essaye de rejoindre Baner; Hatzfeld l'atteint et le bat à *Vlotho*, sur le Weser (17 octobre 1638).

A l'avénement de Ferdinand III, les États héréditaires de la maison d'Autriche étaient épuisés et sans ressources. Les revenus de la faible partie de la Hongrie qui en dépendait encore étaient employés à défendre les frontières contre les Turcs et le prince de Transylvanie; le Tyrol, le Brisgau, l'Alsace et tous les *Vorlande* avaient été cédés à l'archiduc Léopold, frère de Ferdinand II, et la Lusace à l'électeur de Saxe; la Silésie était accablée de dettes; la haute Autriche se ressentait encore de la guerre des paysans. Les seules provinces dont on pût tirer quelques ressources étaient la Bohême et la Moravie, l'Autriche centrale et la basse Autriche [1]. Les biens confisqués, en 1621, sur les révoltés de Bohême [2], et en 1634, sur Wallenstein et ses complices, avaient été gaspillés. La paix de Prague avait établi pour tout l'Empire un impôt de guerre; il en était rentré peu de chose, et l'on ne pouvait user de rigueur dans un temps où la condescendance était si nécessaire. Quant aux subsides du roi d'Espagne et du Pape, ils demeuraient fort insuffisants.

Le manque d'argent eut les conséquences les plus fâcheuses. La plupart des soldats allemands au service de la Suède auraient abandonné cette puissance après la paix de Prague, si l'on avait pu les payer, et l'Autriche aurait gagné de nombreux partisans, si elle avait pu, comme la France, entretenir partout des agents chargés de soutenir ses intérêts et de déjouer les intrigues de ses ennemis. Quant aux troupes impériales, plusieurs n'avaient rien reçu depuis deux ans; aussi était-il impossible de les astreindre à une discipline sévère; les soldats maltraitaient, tuaient les habitants, pillaient jusqu'aux cloches et aux ornements des

[1] La Bohême et la Moravie fournissaient par an trois millions de florins, l'Autriche centrale et la basse Autriche en fournissaient deux (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 365).

[2] Estimés plus de quarante millions de florins (Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands II*, t. IV, p. 365).

églises, menaient souvent avec eux des femmes et des enfants qui les aidaient à piller, et dissipaient en un jour des vivres qui eussent suffi pour un mois. Les paysans, menacés dans leurs personnes et dans leurs biens, usaient souvent de représailles : ils massacraient sans pitié les soldats dont ils pouvaient s'emparer.

Le mal était encore accru par l'improbité des fonctionnaires et des chefs. Des officiers vendaient les vivres destinés à leurs soldats; en 1636, on dut poursuivre deux administrateurs des subsistances, Soyer et son gendre Copen. Disgracié par l'électeur de Bavière, Soyer entra au service de l'Empereur et commit encore toutes sortes de malversations.

Wallenstein avait créé trop d'officiers, eu égard au nombre des soldats; il en résulta que certains régiments ne comptèrent presque que des officiers; mais on n'osa pas les renvoyer, de peur qu'ils ne prissent du service chez l'ennemi. L'indiscipline s'étendait jusqu'aux généraux; tous voulaient être indépendants et commander en chef; des colonels se nommaient eux-mêmes commandants de places avec des traitements. Les officiers s'entre-tuaient parfois pour les causes les plus futiles. Un jour, deux colonels, Binder et Trost, échauffés par le vin, se prirent de querelle à Mersebourg en jouant aux dés, et se battirent aussitôt en duel au pistolet sur la place du marché. La distance qui les séparait n'était que de quelques pas; les deux adversaires firent feu ensemble, selon l'usage du temps, et tous les deux tombèrent morts [1].

En 1635, la récolte fut médiocre; les pluies avaient fait pourrir les semences d'été. Les soldats, réduits à se nourrir de pain de glands, désertèrent par centaines. Presque toutes les provinces avaient été dévastées; dans beaucoup d'endroits les terres ne pouvaient plus être labourées, faute de bras et de bétail; des champs, jadis fertiles, restaient incultes. Beaucoup de villes étaient en ruine; dans les riches contrées du Rhin, des villages de six cents habitants n'en comptaient plus que vingt, et encore affamés, sans forces, incapables de travailler; dans des bourgs, jadis peuplés, on ne trouvait plus que quelques veuves; les loups venaient s'y repaître de cadavres.

Les soldats augmentaient la misère publique en ravageant les

[1] Les duels étaient cependant interdits (Schreiber, *Maximilian I*, p. 715).

champs; quelquefois, autour des villes, les moissons étaient fauchées, les vignes arrachées, afin que l'ennemi ne trouvât pas à se nourrir; mais on ne tardait pas à en souffrir soi-même. Dès l'automne de 1635, la famine sévit partout; ce fut elle qui chassa de leur camp de Dieuze les Impériaux et les Lorrains. Au mois de novembre, la livre de pain coûtait un franc d'aujourd'hui; on vit des soldats se quereller et se tuer pour un morceau de pain; d'autres, disputer la pâture à leurs chevaux. On alla jusqu'à manger de la chair humaine : les morts devinrent la nourriture des vivants; on demanda des cadavres à des fossoyeurs, et l'on arracha des suppliciés à leur potence pour les dévorer. Un frère mangea sa sœur qui venait de mourir; une fille, sa mère. Des bandes de misérables, cachés dans des cavernes, prenaient les passants dans des piéges et les emmenaient pour les dépecer. Ceux qui s'attardaient le soir dans les rues de Francfort couraient le même danger.

A la famine vint s'ajouter un hiver d'une rigueur exceptionnelle. Les soldats, manquant de vêtements, se couvraient de peaux de bœuf encore saignantes. Les chevaux avaient péri; la plus grande partie des cavaliers allaient à pied. Le froid et la faim engendrèrent des épidémies qui enlevaient les hommes par milliers; dix mille hommes moururent de faim dans la seule armée française. Lorsque les troupes quittaient un pays, la peste survenait et emportait ceux qui restaient; les survivants se trouvaient à l'état de squelettes. En maintes localités de la Lorraine, la population fut réduite des cinq sixièmes, souvent plus.

La Franche-Comté fut également ruinée. « On tenait les portes des villes fermées pour ne se voir accablé du nombre des gens affamés qui s'y venaient rendre. » On dévorait les herbes, les bêtes mortes; on mangea les cadavres. Des mères tuèrent leurs enfants, s'entre-disant : « Aujourd'hui je mangerai ma part du tien, et demain tu auras aussi ta part du mien [1]. » « Aucuns allaient dehors sans savoir où, et étaient reçus à Lyon pour servir aux boutiques et aux maisons. Leur fidélité les y faisait admettre et aimer, et, Richelieu commandant par plusieurs fois de les chasser, les bourgeois et marchands de Lyon faisaient mine

[1] D'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, p. 54; Weiss, *l'Espagne, de Philippe II aux Bourbons*, t. I, p. 352.

d'obéir ; mais ils les rappelaient et faisaient rentrer secrètement[1].

La moralité disparaissait avec la sécurité ; on vivait au jour le jour ; on ne songeait plus qu'à jouir, sans s'inquiéter du lendemain. On ne se mariait plus ; le nombre des enfants naturels croissait d'année en année. Des femmes, des filles violées, se noyaient pour ne pas survivre à leur déshonneur. On ne pensait qu'à soi : plus de probité, plus de patriotisme ; on suivait uniquement son intérêt. Les crimes étaient si nombreux et si grands que le général suédois Baner disait qu'il n'aurait pas été étonnant que la terre s'entr'ouvrît pour engloutir les coupables.

Un grand nombre de couvents étaient détruits ou déserts ; la plupart des écoles, fermées ; les universités avaient perdu les deux tiers de leurs étudiants. Plus de science ni d'art ; on n'imprimait, on ne publiait plus que des ouvrages relatifs à la guerre, ou des brochures politiques. La jeunesse noble ou bourgeoise se vouait presque exclusivement au métier des armes, celui de tous qui enrichissait alors le plus et le plus vite ; et elle prenait du service chez les princes, sans s'inquiéter de leur religion ou du parti politique auquel ils appartenaient.

Ferdinand III, à son avénement au trône impérial, commença par réaliser des économies. Il restreignit les dépenses relatives à la chasse et à la musique ; il réduisit à cinq le nombre des conseillers privés ; mais il fut obligé de continuer la guerre, car la victoire de Baner à Wittstock avait relevé le courage du parti protestant[2].

Les Impériaux, commandés par Gallas et Huyn-Geleen, marchèrent d'abord contre le landgrave Guillaume V de Hesse-Cassel, qui persistait dans son alliance avec la Suède et avec la France, et

[1] Girardot de Noseroy, liv. XI ; Weiss, *l'Espagne, de Philippe II aux Bourbons*, t. I, p. 353.

Richelieu ne fut pas étranger, dit-on, aux dévastations des soldats : il voulait par là obliger le duc de Lorraine à recevoir l'Auvergne en échange de ses États (d'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, p. 59, 60). La Lorraine fut secourue par le bienheureux Fourier, fondateur et général des chanoines réguliers de Lorraine, et surtout par saint Vincent de Paul. On a évalué à deux millions de livres, somme énorme pour l'époque, l'argent que saint Vincent de Paul distribua en Lorraine (*Id., ibid.*, t. II, p. 61 à 65).

[2] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands III*, t. IV, p. 365 à 385, 512 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 712, 722, 725 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 13, 14.

qui venait de ravager les États de son cousin de Hesse-Darmstadt. Ils ravagèrent à leur tour son landgraviat; quinze villes, plus de cent villages, près de cinquante châteaux devinrent la proie des flammes; les deux tiers des habitants périrent, enlevés par la guerre, la famine et la peste. Le landgrave s'enfuit à Brême avec sa famille : il ne devait pas revoir ses États. Entré dans la Frise orientale avec sept mille hommes que commandait son général Mélander, il mourut à l'âge de trente-six ans d'une fièvre de consomption, à Leer [1], le 1er octobre 1637, sept mois et demi après Ferdinand II, pendant que ses troupes assiégeaient la forteresse de Stückhausen. Il avait été, comme son père, un des adversaires les plus acharnés de la maison d'Autriche [2].

Sa veuve, la princesse Amélie-Élisabeth, de la maison de Hanau, prit en main le pouvoir au nom de son fils aîné Guillaume VI, qui n'avait que neuf ans. La situation de la Hesse-Cassel était presque désespérée; Amélie, ne pouvant lutter, offrit de négocier, et obtint pour cela un armistice de trois mois. Guillaume V l'avait nommée régente par son testament, et cette disposition avait été ratifiée par les états du pays. Mais le landgrave George II de Hesse-Darmstadt voulut, d'après l'ordre de l'Empereur, s'emparer de la tutelle de son jeune cousin, et menaça la régente, si elle osait la lui contester, d'exécuter, contre elle et contre son fils, la mise au ban de l'Empire, que Ferdinand II avait prononcée contre Guillaume V, et que Ferdinand III venait de renouveler [3].

L'électeur de Saxe se porta médiateur, et offrit à la princesse douairière de faire confirmer sa régence par l'Empereur, si elle renonçait à l'alliance de la Suède et de la France et si elle adhérait à la paix de Prague. Mais Amélie persista dans son opposition ; elle trompa l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse-Darmstadt par de feintes négociations, jusqu'à l'arrivée d'un secours que lui envoyaient les Suédois; elle rompit alors les conférences, et re-

[1] Sur l'Ems, au sud d'Embden.

[2] Mélander fut faussement accusé d'avoir empoisonné le landgrave; il entra, peu de temps après, au service de la maison d'Autriche.

C'est du chef d'Amélie-Élisabeth que les landgraves de Hesse-Cassel ont recueilli, en 1736, la succession des comtes de Hanau (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 336).

[3] La branche de Cassel était l'aînée de la maison de Hesse.

nouvela solennellement son traité avec la France et avec la Suède à Dorsten, le 22 août 1639 [1].

Le dernier duc de Poméranie, Bogislas XIV, on l'a déjà dit, mourut le 20 mars 1637. L'électeur de Brandebourg en était l'héritier, en vertu d'anciens pactes de famille et d'investitures impériales; il fit inviter les états de Poméranie à lui prêter serment. Mais les Suédois, qui s'étaient emparés de ce duché dès leur entrée en Allemagne, se l'étaient à peu près fait céder par le duc dans le traité du 20 juillet 1630; et comme ce territoire assurait leurs derrières et leur servait de base d'opérations et de place d'armes, ils étaient bien décidés à ne pas s'en dessaisir. Aussi l'agent suédois Bielke, qui y commandait, fit-il mettre en prison le trompette, porteur de l'invitation adressée aux états, et menaça-t-il de le faire pendre, avec la patente électorale clouée sur la tête. Il ne s'en tint pas là : l'ex-général saxon Arnim lui ayant paru suspect, il le fit saisir dans son château de Boitzenbourg et l'envoya à Stockholm [2].

La conduite de la Suède au sujet de la Poméranie détermina l'électeur de Brandebourg à s'unir définitivement avec l'Empereur, et à conclure avec lui un traité, d'après lequel les deux souverains devaient combiner leurs opérations militaires pour reconquérir le duché.

Baner se trouvait avec quatorze mille hommes à Torgau, dans l'électorat de Saxe, lorsque Gallas vint fondre sur lui à la tête de quarante mille hommes. Menacé d'être cerné, Baner passa l'Elbe (29 juin 1637) et battit en retraite vers la Poméranie. Il traversa la Sprée à Lübben, et atteignit le lendemain Fürstenberg, où il devait franchir l'Oder. Le fleuve était guéable en deux endroits; mais les chevaux de l'artillerie étaient tellement à bout de forces qu'ils ne pouvaient plus avancer. Le maréchal y suppléa en promettant de l'argent à tous les soldats qui traîneraient les canons. Ils s'attelèrent, et toute l'artillerie passa de la sorte, les soldats ayant de l'eau jusqu'au cou.

[1] Ce traité fut ratifié et complété le 22 mars 1640 (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 342). On a soutenu que Bernard avait eu l'intention d'épouser la landgrave Amélie (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 527).

[2] Arnim reprit du service dans l'armée impériale en 1641; mais il mourut la même année (28 avril). (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 263.)

Baner espérait que Gallas emploierait plus de deux jours à ce même passage. Quel ne fut pas son étonnement, lorsqu'au bout de trois jours il aperçut l'armée impériale qui lui barrait la retraite! Elle avait traversé le fleuve vers les marais de Cüstrin. Retourner en arrière était impossible : les Suédois auraient ainsi abandonné leur ligne de retraite vers la Baltique; percer l'était encore plus, parce qu'ils étaient inférieurs en nombre. Ils avaient à leur gauche l'Oder, gardé par le comte de Bouchain avec six mille hommes; à leur droite, la Pologne, à laquelle ils n'osaient se fier malgré la trêve de Stuhmsdorf. Pour comble de malheur, les Suédois manquaient de vivres et de fourrage. Baner éclata en reproches contre le résident français, Beauregard [1]; il s'en prenait de ses embarras à Louis XIII, qui, en manquant à sa promesse de faire une diversion sur le Rhin, permettait à l'Empereur de l'accabler avec toutes ses forces.

Baner s'en tira par la ruse. Il envoya en Pologne sa femme et celles de ses officiers, avec son bagage, puis il annonça que l'armée allait suivre, et donna de l'argent, avec promesse d'une plus ample récompense, à un cornette du pays de Brandebourg, qui offrait de lui amener un guide fidèle, capable de conduire l'armée suédoise en Pologne. Le cornette, comme y comptait Baner, ne manqua pas de prévenir son maître, l'électeur de Brandebourg, et l'armée impériale, avertie, se mit aussitôt en marche vers la Pologne, pour barrer encore de ce côté la route aux Suédois. Le maréchal, qui n'avait fait connaître son dessein à personne, fit, sur les neuf heures du soir, une contre-marche vers l'Oder, afin de le traverser en forçant le passage gardé par le comte de Bouchain, et de rejoindre Wrangel sur la rive gauche. A sa grande surprise, Bouchain avait abandonné sa position pour rejoindre Gallas; l'armée suédoise traversa donc tranquillement l'Oder. Les Impériaux, reconnaissant vite leur erreur, revinrent en toute hâte; mais il était trop tard, et Baner opéra sa jonction avec Wrangel à Schwedt [2]. On publia, dit-on, à Hambourg, une gravure représentant Gallas occupé à lier le haut d'un sac qui contenait

[1] Richelieu raconte que Beauregard n'avait pu parler à Baner, parce qu'il l'avait trouvé ivre quatre jours entiers (*Mémoires*, t. IX, p. 400).

[2] Sur l'Oder. Pendant ce temps, l'armée brandebourgeoise prenait Havelberg, au confluent de la Havel et de l'Elbe.

l'armée suédoise, pendant que Baner, avec son épée, en coupait un coin par lequel s'échappaient ses soldats [1].

Les Français ne réussirent pas mieux dans la Valteline que les Suédois dans le nord de l'Allemagne. La France ayant refusé de garantir aux Grisons un million de livres que ceux-ci réclamaient pour payer leurs troupes, ils abandonnèrent son alliance pour celle de l'Autriche. Des députés qu'ils envoyèrent à Innsbruck conclurent un traité secret avec l'archiduchesse Claudia de Médicis, veuve de l'archiduc Léopold [2], alors gouvernante du Tyrol (1er novembre 1636). Les Grisons se soulevèrent; Rohan, venu à Coire pour négocier, fut fait prisonnier, et l'armée française, craignant d'être prise entre les Impériaux et les Espagnols, évacua la Valteline à la suite d'un traité conclu par Rohan le 26 mars 1637. Le duc, remis en liberté, quitta le pays (5 mai); les Français perdaient la Valteline, et les Espagnols pouvaient de nouveau tendre la main aux Impériaux par-dessus les Alpes [3].

Le duc Bernard de Weimar ne fut guère plus heureux que ses alliés. Ayant obtenu de Richelieu, qu'il était allé voir à Paris (février 1637), de ne plus dépendre du cardinal de la Valette et de pouvoir agir séparément, il venait, à la tête de dix mille hommes, de battre et de refouler le duc de Lorraine vers la Saône, lorsque les ambassadeurs français en Allemagne, d'Avaux et Saint-Chamont, le prièrent de passer le Rhin pour aller au secours de Baner en Poméranie. Bernard voulut répondre à cet appel, et essaya pour cela de franchir le fleuve à Rheinfelden, un peu à l'est de Bâle : les Impériaux, avertis à temps, l'en empêchèrent. Il obtint alors des calvinistes suisses l'autorisation de faire entrer en Allemagne, par le pont de Bâle, un petit corps d'armée,

[1] Hurter, *Geschichte Kaiser Ferdinands III*, t. IV, p. 340, 473 à 477 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 714, 715 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 307, 525, t. XVI (IX), p. 204 à 207, t. XVII (X), p. 192 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 324, 326 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 287 ; Richelieu, *Mémoires*, t. IX, p. 386.

[2] Mort en 1632.

[3] Rohan, *Mémoires*, p. 166, 189, 206 ; Richelieu, *Mémoires*, t. IX, p. 432.

La Valteline retomba sous le joug des Grisons, et n'en fut délivrée qu'en 1797 par le général Bonaparte, qui, sur sa demande, la réunit à la république cisalpine. Depuis 1797, la Valteline a fait partie de l'Italie et en a suivi le sort.

chargé d'opérer une diversion sous le commandement du général français du Hallier[1]. Pendant que les Impériaux marchaient à la rencontre de celui-ci, croyant avoir affaire à toute l'armée ennemie, Bernard passa le Rhin avec le gros de ses forces, plus bas, entre Brisach et Strasbourg, près des villages de Rheinau et de Wittenweiher.

L'électeur de Bavière, informé de l'arrivée de Bernard, donna ordre au feld-maréchal-lieutenant, Jean de Werth, de marcher à sa rencontre avec un corps de troupes légères. Werth, à la demande des électeurs de Mayence et de Cologne, assiégeait alors Ehrenbreitstein[2]. Cette forteresse, située sur la rive droite du Rhin, en face de Coblentz, dépendait de l'électorat de Trèves et était occupée par une garnison française (novembre 1636). Les habitants des environs s'étaient réfugiés dans la place avec leurs meubles et leurs bestiaux, pour échapper aux mauvais traitements et au pillage des Bavarois. A l'approche de Werth, la Saludie, qui commandait la garnison française, fit sortir toutes les bouches inutiles, espérant pouvoir tenir jusqu'à l'arrivée de Bernard ou de la Valette. Mais Richelieu, occupé à chasser les Espagnols de la Picardie, du Languedoc et de la Provence, ne le fit pas secourir, et il ne vit arriver, pour tout renfort, qu'un brave officier, Bussy-Lamet[3].

L'hiver de 1636-1637 étant trop rigoureux pour permettre un siége régulier, Werth établit son quartier général à Coblentz, et se borna, avec les sept mille hommes dont il disposait, à bloquer la forteresse pour l'empêcher d'être ravitaillée. Mais il souffrait beaucoup lui-même, parce que les habitants de Trèves empêchaient les arrivages par la Moselle. Un jour qu'il célébrait son second mariage avec Marie-Isabelle, fille du comte de Spaur, du Tyrol, et qu'il était à table, on vint lui apprendre que deux mille Hessois amenaient aux assiégés cent cinquante chariots de vivres. Il quitta aussitôt la salle, monta à cheval, et, malgré les glaçons, traversa le Rhin sur des barques avec mille cavaliers. Les Hessois n'étaient plus qu'à une demi-heure d'Ehrenbreitstein quand les Bavarois les attaquèrent, s'emparèrent du convoi, et se procurèrent

[1] Maréchal de camp, frère du maréchal de Vitri (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 261).

[2] Ou Hermannstein (Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 446).

[3] L'ancien commandant de Metz.

ainsi des vivres et du fourrage. Mais ils n'en eurent pas pour longtemps, et leur situation redevint bientôt aussi mauvaise que celle des assiégés. Les chevaux épuisés ne pouvaient plus porter leurs cavaliers; on était obligé, pour les nourrir, d'arracher la paille des toits, ou de fouiller la neige pour découvrir un peu d'herbe. Le mécontentement gagnait les soldats, la discipline se relâchait, un régiment se révolta.

Cependant la prise de la forteresse devenait de plus en plus difficile. Les Hessois et la noblesse calviniste du Wetterau [1] et du Westerwald [2] incommodaient les assiégeants par des incursions continuelles. L'Écossais Jacques Ramsay, qui commandait à Hanau pour les Suédois, réussit à faire parvenir aux assiégés deux bateaux de vivres, en y arborant le drapeau impérial et en déguisant les mariniers en moines; mais il n'en resta bientôt plus rien. Bussy se défendait toujours. Ne pouvant plus nourrir toute la garnison, il abandonna un jour sur un grand bateau cinq cents hommes complétement épuisés par la faim; les Bavarois en eurent pitié et leur donnèrent du pain.

On était ainsi arrivé au mois de juin 1637, lorsque Werth reçut de l'électeur de Bavière l'ordre de marcher contre Bernard, qui venait de franchir le Rhin. Il résolut de faire un dernier effort pour s'emparer de la place avant de partir; il la pressa plus vivement que jamais, et la bombarda pendant plusieurs jours. La garnison française était à bout de forces; elle avait successivement mangé ses chevaux, des chiens, des chats, des rats. Enfin Bussy et la Saludie capitulèrent, à la condition qu'Ehrenbreitstein serait remis à l'électeur de Cologne, jusqu'à ce que l'électeur de Trèves, prisonnier depuis plus de deux ans, eût recouvré sa liberté [3]. La garnison sortit avec les honneurs de la guerre le 27 juin 1637.

Après avoir livré Ehrenbreitstein à l'électeur de Cologne, conformément à la capitulation, Werth prit avec lui quatre mille hommes de ses meilleures troupes, et remonta les bords du Rhin à marches forcées, faisant jusqu'à quatorze lieues par jour. Il rencontra Bernard, fortement retranché avec quinze mille hommes, à Wittenweiher. Il essaya d'abord de le déloger de cette position;

[1] Bassin de la Wetter, au sud-est de Giessen.

[2] Pays au nord-est de Coblentz.

[3] Il fut remis en liberté, un mois après, par Ferdinand III (Levassor, *istoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 260).

n'ayant pu y parvenir, il s'établit de son côté à Schuttern, entre Offenbourg et Wittenweiher, dans le dessein de barrer à l'ennemi le passage de la forêt Noire. Il lui aurait fallu des renforts pour réussir : il en demandait à l'électeur de Bavière, à Gallas, à Götz; la plupart de ses soldats étaient malades pour avoir campé en plein air pendant deux ans. Le duc de Savelli, feldzeugmestre autrichien, et le comte Isolani, le rejoignirent au bout d'un mois avec environ deux mille hommes.

Pendant ce temps, Bernard, qui avait aussi reçu des renforts, se dirigeait au midi, du côté de Brisach, avec vingt mille hommes. Il prit d'assaut la petite ville d'Ettenheim et poussa son avant-garde jusqu'à Kentzingen. Jean de Werth tenta pendant la nuit un coup de main sur cette avant-garde; mais il trouva l'ennemi prêt à le recevoir, et dut battre en retraite. Une seconde tentative contre le camp de Wittenweiher, pendant que Bernard attaquait lui-même la petite ville de Markolsheim sur la rive gauche du Rhin, ne fut pas plus heureuse. Bernard, revenu à la hâte, repoussa les Bavarois (5 septembre 1637), et Werth reçut lui-même une balle de pistolet derrière l'oreille. La blessure était grave; il n'en combattit pas moins jusqu'à la nuit.

Cependant le duc de Weimar avait fait de grandes pertes. Il ne crut pas prudent d'envahir l'Allemagne avec les troupes qui lui restaient; peut-être même craignait-il de quitter l'Alsace, où il espérait toujours se créer une principauté. Quoi qu'il en soit, laissant son camp de Wittenweiher à la garde de quelques troupes françaises, il repassa sur la rive gauche du Rhin. Werth avait reçu, à la fin d'octobre 1637, un renfort de six mille hommes sous le commandement du colonel de Wartenberg. Dès qu'il sut que Bernard s'était éloigné, il attaqua le camp de Wittenveiher et l'emporta d'assaut. Les Français qui le gardaient, trop peu nombreux et trop peu aguerris, jetèrent leurs armes et se dispersèrent. Le mois de décembre approchant, Werth mit ses troupes en quartiers d'hiver dans le cercle de Souabe, et fixa son quartier général à Tübingue [1].

L'année 1637 n'avait pas été favorable au parti protestant. Les

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 716 à 718; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 257 à 260; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 105, note; *Mercure français*, t. XXI, p. 406.

électeurs de Saxe et de Brandebourg étaient demeurés fidèles à l'Empereur, et le landgrave de Hesse-Cassel, persistant dans son alliance avec la Suède, avait perdu ses États et était mort ; les Suédois, commandés par Baner, avaient été refoulés par Gallas dans la Poméranie ; les Français avaient perdu l'alliance des Grisons et la Valteline ; enfin, depuis la prise d'Ehrenbreitstein, les Impériaux se trouvaient maîtres de toute la rive droite du Rhin. Ces derniers avaient cependant fait la guerre sans plan arrêté. Afin d'obtenir encore plus de succès l'année suivante, l'électeur de Bavière proposa au conseil de guerre de l'Empereur d'envahir une seconde fois la France pendant que Gallas tiendrait tête aux Suédois.

Mais il fallait pour cela créer une armée. Maximilien employa tout l'hiver à réunir quinze mille hommes. Il combla les vides au moyen d'enrôlements, acheta des chevaux et des vivres, mais dut faire presque seul tous les frais de ces préparatifs. La Bavière était encore le pays le moins ravagé de l'Empire ; délivrés des incursions de l'ennemi depuis la reprise de Ratisbonne et la bataille de Nordlingue en 1634, ses habitants avaient pu se livrer à l'agriculture, faire de grands approvisionnements, et même s'enrichir en vendant leurs denrées.

L'Empereur se trouvait dans une situation moins favorable ; il travailla néanmoins à la réorganisation de ses troupes, et son conseil de guerre s'occupait d'approvisionner les forteresses du haut Rhin, lorsqu'on apprit que l'ennemi avait déjà franchi le fleuve.

Bernard avait pu, grâce à l'argent de la France, enrôler un corps d'armée de huit mille vétérans allemands. Avec la connivence des Suisses calvinistes, il traversa le canton de Bâle dans les premiers jours du mois de février de l'année 1638, et, lorsque personne ne s'y attendait, il passa le Rhin près de Rheinfelden et rentra en Allemagne. Malgré les avis de l'électeur de Bavière, le conseil de guerre autrichien n'avait rien fait pour empêcher cette invasion : les places fortes n'étaient occupées que par quelques compagnies. Le commandant de Brisach, le feldzeugmestre baron de Reinach, rallia les garnisons de toutes les villes voisines, afin de sauver au moins les soldats.

Le but de Bernard était de s'emparer d'abord des quatre villes forestières qui faisaient partie de l'Autriche antérieure. Il prit,

sans difficulté, celles qui étaient situées sur la rive droite du Rhin : Seckingen, Laufenbourg et Waldshut. Restait celle de la rive gauche et la plus forte, Rheinfelden : il en fit le siége. Après un feu terrible d'artillerie et des mines qui renversèrent deux tours, les Weimariens allaient donner l'assaut, quand Werth, quittant son camp de Tübingue, arriva par Willingen et la haute vallée du Danube, à la tête de sept mille hommes.

Il assaillit d'abord avec sa fougue habituelle le quartier général de Bernard [1], établi dans le couvent de Bücken [2], et dispersa les dragons qui le gardaient (28 février 1638). Bernard fit bientôt face au danger. Disposant ses troupes en deux colonnes, il donna le commandement de celle de droite au général Taupadel [3], en se réservant celui de la colonne de gauche [4]. Taupadel, aidé par les braves cavaliers du comte de Nassau, attaqua avec une telle impétuosité l'aile gauche ennemie, composée de Bavarois et de Croates et commandée par Werth en personne, qu'il la refoula. Pendant ce temps, Savelli et Speerreuter, à la tête de la droite impériale, avaient repoussé la gauche de Bernard jusqu'à Bücken, en lui enlevant des canons et des drapeaux, et les cuirassiers autrichiens avaient tué le rhingrave Jean-Philippe, qui refusait de se rendre. Mais Bernard parvint à rallier ses troupes sous les murs du couvent, pendant que les Impériaux, au lieu d'achever leur victoire, se jetaient sur les bagages ; et Taupadel, de retour de sa poursuite avec la droite victorieuse, tomba sur les Impériaux débandés et leur reprit les canons qu'ils avaient enlevés.

Werth était parvenu à réorganiser sa gauche dans un bois où elle avait été refoulée. Il recommença la lutte avec acharnement, et se battit lui-même à l'épée, seul à seul, contre le comte de Nassau. Il eut la joue effleurée, tandis que Nassau avait son chapeau abattu. Le duc de Rohan, qui, après son retour du pays des Grisons, s'était rendu auprès de Bernard, combattait là comme

[1] Bernard avait six mille hommes (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 105, note).

[2] Bochen, Beiken, Peik, maison de l'ordre Teutonique (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 108).

[3] Taubald, Doubatel.

[4] Levassor avance, d'après un historien italien de peu d'autorité, que Bernard commandait l'aile droite (*Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 496).

volontaire. Fait prisonnier par un dragon autrichien, il fut délivré par son aide de camp. Bernard eut à peu près le même sort. Quelques Croates, s'étant précipités sur lui, le tenaient et se promettaient d'en tirer une forte rançon, quand ils aperçurent un cheval sans cavalier qui caracolait sur le champ de bataille. Ils s'élancèrent pour le prendre, laissant le duc à la garde de l'un d'eux; à peine s'étaient-ils éloignés, que Bernard tuait le Croate et s'échappait.

Werth avait rétabli le combat. Malheureusement son infanterie, épuisée par une marche forcée de quatre jours, ne put seconder sa cavalerie, et il n'avait pas assez d'artillerie pour répondre à celle de Bernard. Il donna, au commencement de la nuit, l'ordre de suspendre la lutte, fit entrer dans Rheinfelden des renforts et des approvisionnements, et se retira. Bernard, de son côté, avait perdu trop de monde, pour qu'il lui fût possible de poursuivre ses adversaires. Il leva même le siége, et vint à Laufenbourg, pour y rallier un corps de troupes laissé en arrière, et pour se préparer à reprendre l'offensive. La victoire était donc demeurée indécise; toutefois les Impériaux avaient atteint leur but en obligeant Bernard à lever le siége de Rheinfelden. Le duc de Rohan, blessé à cette affaire, mourut à l'âge de soixante-huit ans, à l'abbaye de Königsfeld, dans le canton de Berne, d'une attaque d'apoplexie qu'il prit pendant qu'on lui ôtait une balle de la cuisse (13 avril 1638)[1].

Werth proposa de se retirer dans la forêt Noire, et d'y laisser toute l'armée dans de bonnes positions, jusqu'à ce qu'elle se fût remise de ses fatigues et eût reçu les renforts que devait lui amener le comte Fritz de Fürstenberg. Pour qu'un général aussi hardi que Werth donnât un semblable conseil, il fallait que le séjour sur les bords du Rhin fût tout à fait impossible. Savelli le repoussa néanmoins avec hauteur, et, au lieu de mettre les troupes à l'abri, il obligea Werth à se cantonner aux environs de Rheinfelden. Il devait bientôt s'en repentir.

Bernard, averti de l'approche de Fürstenberg par ses espions et par des lettres interceptées, entra lui-même dans la forêt Noire, pour surveiller de là ses adversaires, et surprendre, avant leur

[1] Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 501. Il est actuellement enseveli dans la cathédrale de Genève.

jonction, soit Werth et Savelli, soit Fürstenberg. Les Impériaux crurent que le duc de Weimar se proposait de prendre du repos, et Werth se disposait à envoyer un détachement de troupes à Brisach, afin d'en amener de grosses pièces d'artillerie pour assiéger et reprendre Laufenbourg, lorsque Bernard, sortant tout à coup des forêts, assaillit, le 3 mars 1638, les cantonnements des Impériaux. Werth et Savelli accoururent de leur quartier général de Rheinfelden, et, ralliant à la hâte six mille hommes, prirent position tout près de la ville. Ils faisaient face à l'est; leur droite, appuyée au Rhin et à la forteresse, était défendue par trois pièces de canon; leur centre était placé derrière un fossé profond, garni de mousquetaires; un bois, situé près du village de Nollingen et occupé par le régiment d'infanterie de Wahl, protégeait leur gauche. La droite était commandée par Savelli, le centre par Speerreuter, la gauche par Werth.

Bernard avait sous ses ordres huit mille hommes de troupes bien organisées. Il les divisa, comme lors de la première bataille, en deux colonnes, celle de droite que commandait Taupadel, celle de gauche qu'il commandait lui-même. Le lieutenant-colonel Keller, envoyé par lui avec une demi-brigade, refoula d'abord l'avant-garde des ennemis sur le gros de leur armée, et prit la batterie de trois canons qui défendait leur droite. Pendant ce temps Bernard s'avançait en ordre de bataille, et, profitant de la mobilité de son artillerie, l'employait à une manœuvre qu'il avait inventée sur l'heure et qui eut plein succès. En effet, sans arrêter sa marche, il fit tirer successivement trois salves de ses douze pièces de canon. La troisième de ces salves, tirée à une portée de pistolet, désorganisa complétement la première ligne des Impériaux.

Bernard donna alors à Taupadel, qui commandait son aile droite, l'ordre d'attaquer la gauche ennemie, composée de la cavalerie de Werth, et de nettoyer le bois de Nollingen; puis il envoya quatre brigades contre le fossé derrière lequel s'abritait le centre des Impériaux. La première brigade, commandée par le colonel Bodenstein, fut accueillie par un feu de mousqueterie si meurtrier qu'elle se débanda tout d'abord. Bodenstein descendit de cheval, et, s'élançant à la tête de son régiment, sauta le premier dans le fossé. Il tomba mort, atteint de plusieurs balles; mais ses soldats l'avaient suivi. Une furieuse mêlée s'engagea, et les autres brigades du duc de

Weimar y prirent bientôt part. En vain Speerreuter, qui commandait le centre des Impériaux, essaya-t-il de résister ; ses soldats, sachant le fossé perdu, se troublèrent, s'enfuirent sur la réserve de cavalerie, commandée par le baron d'Enkefort, et la mirent en déroute. Enkefort s'enfuit bientôt lui-même avec ses cavaliers dans la direction de Lörrach[1]; cerné dans un bois, près du village de Degerfelden, il fut fait prisonnier.

Lorsque le centre des Impériaux eut été ainsi complétement enfoncé, Bernard marcha avec son aile gauche sur Savelli. La droite des Impériaux était déjà entièrement démoralisée par la perte de sa batterie et par la défaite du centre : elle fut refoulée après un combat de peu de durée; Savelli s'enfuit le long du Rhin, sur la route de Brisach, avec les débris de ses troupes; mais, atteint près du village de Warmbach, il fut aussi fait prisonnier.

A l'aile gauche impériale, les dragons et les cuirassiers bavarois, animés par la bravoure héroïque de Jean de Werth, avaient soutenu l'attaque de Taupadel avec un courage inébranlable, et la victoire resta là indécise, jusqu'à ce que, le centre ayant cédé, une brigade de Weimar les attaqua par leur flanc droit. L'aile gauche se débanda alors à son tour. Werth, continuant de combattre, se retira vers Nollingen, à pied, car son cheval avait été tué. Poursuivi par Taupadel et par toute la cavalerie weimarienne, bientôt entouré par des forces supérieures, il se défendit vaillamment, ayant à ses côtés son frère, le colonel vaguemestre Anton de Werth, et quelques braves Bavarois décidés à se faire tuer avec leur général. Les deux Werth brandissaient toujours leurs terribles épées; les cavaliers bavarois, dont le nombre diminuait à vue d'œil, se serraient autour de leur chef et de leur drapeau. Enfin un capitaine du régiment de Nassau les ayant attaqués par derrière, les deux Werth furent obligés de se rendre au comte de Nassau.

Dans la première bataille de Rheinfelden, Bernard avait été attaqué; dans la seconde, il avait attaqué. Cette seconde bataille fut aussi décisive que la première l'avait été peu. Toute l'armée austro-bavaroise était tuée ou prise; tous ses généraux et la plupart de ses officiers, prisonniers. Le duc de Savelli fut conduit à Laufenbourg, où Bernard le laissa sur parole; mais il corrompit ses gardiens et s'enfuit à Heilbronn, déguisé en moine. Bernard,

[1] Au nord-ouest.

furieux de ce manque de foi, et ne pouvant en découvrir les complices, fit pendre, sur de simples soupçons, un lieutenant, un vaguemestre, un prêtre, un bourgeois et une femme. Jean de Werth fut dès lors plus étroitement surveillé; il était invité cependant à la table de Bernard.

Richelieu pria le duc de Weimar de lui envoyer ce fameux Jean de Werth qui avait fait trembler Paris deux années auparavant. Le duc fut vivement contrarié de cette demande, mais il était trop dépendant de la France pour pouvoir refuser. Werth s'emporta quand il apprit où on allait le mener. Sa femme demanda vainement qu'on le laissât en Allemagne. Il fut conduit à Paris, ainsi qu'Enkefort, avec une escorte de huit cents hommes. Il y fut accueilli avec autant de respect que d'étonnement, car les Français estimaient la bravoure jusque chez leurs adversaires [1]. On lui assigna d'abord pour prison le château de Vincennes, où il reçut entre autres la visite de Saint-Cyran, le réformateur de Port-Royal. Il put ensuite résider à Paris sur parole; les salons les plus distingués lui furent ouverts, et il y retrouva un de ses anciens compagnons d'armes, le comte de Gronsfeld.

Werth fut souvent invité à des repas, à des représentations théâtrales. Un jour qu'il assistait à un ballet en compagnie de Richelieu, interrogé sur la beauté du spectacle, il répondit que tout cela était fort beau; puis, faisant allusion à l'emprisonnement de Saint-Cyran, il ajouta que ce qu'il trouvait encore de plus étonnant, c'était de voir, dans le royaume très-chrétien, les évêques à la comédie et les saints en prison [2]. Sa fidèle épouse, Marie-Isabelle de Spaur, ne se lassa pas de faire des démarches auprès de l'Empereur, de l'électeur de Bavière et du cardinal

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 731.

[2] SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*, t. II, p. 13.

Werth, ne connaissant pas la langue française, souffrit beaucoup de sa captivité. Quand il fut fait prisonnier, « le peuple de Paris eut à cette nouvelle des transports de joie ». On fit des chansons pour célébrer sa captivité; « la cour et la ville les chantèrent, et Jean de Werth et ses chansons étaient si à la mode qu'on ne parlait plus d'autre chose ». « Quand il restait à Vincennes, on lui faisait une chère magnifique, et les dames les plus qualifiées de Paris se faisaient un divertissement de l'aller voir manger. Il leur faisait à toutes mille honnêtetés, qui cependant se ressentaient toujours de l'Allemand et du soldat. » « Il buvait admirablement et n'excellait pas moins à prendre du tabac en poudre et en cordon qu'en fumée. » (*Mercure galant*, mai 1702, p. 76, 79.)

infant, pour qu'ils payassent sa rançon et lui fissent rendre la liberté.

Après sa brillante victoire, le duc de Saxe-Weimar occupa sans coup férir Rheinfelden, Fribourg en Brisgau (6 avril 1638), Huningue, et vint assiéger Brisach, qui était la clef de la Souabe et de l'Allemagne méridionale.

Le baron Henri de Reinach, gouverneur de cette forteresse, envoyait courrier sur courrier à Munich et à Vienne pour demander du secours. L'électeur Maximilien ordonna au feld-maréchal Götz de se diriger vers Brisach avec la principale armée bavaroise, et invita le duc de Lorraine à se rapprocher du Rhin pour combiner ses opérations avec lui. Götz avait douze mille hommes sous ses ordres. Il traversa Tübingue, et, après avoir franchi les défilés de la forêt Noire, descendit la vallée de la Kintzig jusqu'à Offenbourg, où il rallia le corps d'Autrichiens commandé par Fürstenberg. Envoyé au secours de Werth, Fürstenberg s'était égaré dans la forêt Noire, faute de connaître le pays. Bientôt après, Götz réussit à faire entrer dans Brisach quelques soldats et des vivres; puis il se rendit à Drusenheim, où il reçut un renfort d'Autrichiens amené par Savelli, ce qui éleva son armée au chiffre de vingt mille hommes. Savelli, général incapable, fut traité avec mépris par Götz et par ses officiers, à cause de son parjure envers Bernard; on ne comprenait pas que l'Empereur eût gardé à son service un homme sans talents militaires, sans foi, et universellement détesté. C'était une créature de la camarilla de Vienne et de l'impératrice Éléonore, veuve de Ferdinand II, qui soutenait à la cour les Italiens, ses compatriotes. Savelli se vengea de Götz, en le contrecarrant à chaque instant [1].

Le duc de Weimar avait bloqué Brisach et ouvert la tranchée. Tout en continuant les opérations régulières d'un siége, il essaya de s'emparer de la forteresse par surprise, du côté du Rhin. Une nuit, quinze cents mousquetaires, montés sur cinq barques, donnèrent l'assaut; mais, aux premiers coups de canon tirés des rem-

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, t. I, p. 722 à 732; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 105, 106, 111, 114, 161; MONGLAT, *Mémoires*, t. I, p. 183, 186; RICHELIEU, *Mémoires*, t. X, p. 321; *Mercure français*, t. XXII, p. 1, 9; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 495; RÖSE, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 217, 219; BERTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 79 à 98.

parts, ils se rembarquèrent. Une seconde tentative n'eut pas plus de succès : la flottille se retira après avoir eu un bateau coulé.

Avant de marcher au secours de Brisach, Götz voulut se réunir au duc de Lorraine. Après avoir vainement attendu des nouvelles de Charles IV, car le messager envoyé à celui-ci avait été saisi et retenu par les avant-postes français, Götz passa lui-même sur la rive gauche du Rhin, pour aller à la recherche du duc et pour se procurer des vivres. On était au mois de juillet; les Impériaux, trouvant les moissons mûres, se chargèrent de denrées et repassèrent le fleuve près de Strasbourg au commencement du mois d'août, mais sans avoir rien appris du duc de Lorraine. C'est que Charles IV avait reçu de l'Empereur l'ordre de rejoindre, non plus Götz, mais le cardinal infant, pour aider ce dernier à couvrir les Pays-Bas contre une armée française que commandait le duc de Longueville.

Pendant ce temps, les maréchaux de camp Guébriant et Turenne avaient rejoint le duc de Weimar. Celui-ci établit ses quartiers de manière à enfermer Brisach dans un vaste demi-cercle, dont les deux extrémités touchaient au Rhin. Il fit en outre élever trois forts : l'Étoile et le Croissant, à chacune de ces deux extrémités, et, entre ceux-ci, un troisième, le Moserberg, tous reliés par un fossé profond. Sur la rive gauche se trouvaient des batteries rattachées au camp par un pont de bateaux[1]. Enfin, Bernard fit démolir la petite ville de Kentzingen, pour en employer les matériaux à la construction de son camp, qui devint ainsi comme une nouvelle ville.

Cependant Götz s'était décidé à marcher au secours de la place. A la première nouvelle de son approche, Bernard alla à sa rencontre à la tête de seize mille hommes. Après avoir traversé Offenbourg, Götz vint prendre position entre les villages de Wittenweiher et de Kappel. Il avait dix-neuf mille hommes sous ses ordres. Son aile gauche, composée de quatre brigades d'infanterie, sous Savelli, se trouvait près de Wittenweiher; le centre, qu'il commandait en personne, n'avait que de la cavalerie; l'aile droite, sous le feldzeugmestre Wahl, placée près de Kappel, comptait quatre brigades d'infanterie bavaroise, avec vingt-quatre canons. Trois escadrons de cavalerie couvraient l'extrême droite.

[1] Le pont était en trois tronçons, le Rhin ayant là trois bras.

Un convoi de vivres destiné à ravitailler Brisach, la réserve de munitions et les bagages se trouvaient en arrière, escortés par deux régiments de cavalerie.

Le 9 août 1638, vers midi, Bernard, arrivant d'Ettenheim, aperçut les Austro-Bavarois. Il lui fallait, pour les aborder, suivre d'abord un étroit défilé entre un bois et un fossé garni de buissons, puis une digue. Quelques compagnies auraient suffi pour l'arrêter; il trouva, à son grand étonnement, le passage libre : Götz et Savelli avaient négligé de le garder.

En débouchant dans la plaine, Bernard rangea son armée en bataille et attaqua les Impériaux. Taupadel, qui commandait son aile droite, attaqua la gauche ennemie, vers Wittenweiher, avec cinq régiments de cavalerie, en criant « Emmanuel! » Les Impériaux de Savelli les accueillirent à coups de mousquet au cri de « Ferdinand! » Taupadel, repoussé d'abord, appela à son aide deux brigades d'infanterie de réserve du colonel Canowski, et, après un combat acharné, força les Impériaux à reculer. Savelli, grièvement blessé au dos d'un coup de pistolet, fut sauvé avec peine d'une nouvelle captivité par ses gardes du corps.

Au même instant, Bernard s'avançait contre la droite des Bavarois avec son centre formé de six régiments d'infanterie en trois brigades, avec vingt canons. Wahl le reçut par un violent feu d'artillerie. La première brigade de Bernard fut lancée contre les batteries; il y eut une sanglante mêlée, dans laquelle on combattit corps à corps et à coups de crosse; une seconde brigade s'avança : toutes les deux furent repoussées, en perdant sept canons que Götz fit aussitôt servir contre l'ennemi par des dragons auxquels il avait fait mettre pied à terre. Bernard se mit alors à la tête de sa troisième et dernière brigade, qui attaqua les Bavarois pendant que les deux premières se reformaient derrière elle. Les Bavarois ne soutinrent pas ce nouveau choc; assaillis sur leur front par l'infanterie de Bernard, et sur leur flanc droit par la cavalerie du comte Otton-Guillaume de Nassau, qui venait de repousser les trois escadrons de cavalerie qui les couvraient, ils reculèrent et perdirent onze canons. En vain Götz envoya-t-il du centre deux régiments de cuirassiers pour reprendre les pièces perdues; Bernard, voyant approcher ces terribles cavaliers, réunit ses trois brigades en un seul corps, et reçut les cuirassiers à coups de canon et de mousquet. La victoire demeurait encore indécise,

lorsque, vers quatre heures du soir, le colonel weimarien Canowsky, après avoir enfoncé la gauche impériale avec la réserve, tomba dans le flanc des cuirassiers bavarois et les mit en fuite.

Le centre bavarois avait été affaibli par l'envoi que Götz avait fait à l'aile droite des deux régiments de cuirassiers. Attaqué à son tour, il fut acculé au Rhin par Taupadel, qui venait de battre Savelli. La bataille était perdue pour les Impériaux. Vers le soir, Götz se retira dans la direction d'Offenbourg. Taupadel ne le laissa pas respirer; il le poursuivit jusqu'à nuit close. Mais la défaite n'avait pas entièrement démoralisé les vaincus; ils se repliaient plutôt qu'ils ne fuyaient. Taupadel l'apprit à ses dépens, car un détachement de cavalerie bavaroise, placé en embuscade, le surprit, dispersa son corps d'armée et le fit lui-même prisonnier.

Bernard passa la nuit sur le champ de bataille. Outre les onze canons, il avait enlevé quatre-vingts drapeaux, fait trois mille prisonniers, et s'était emparé du convoi de vivres et de munitions destiné à ravitailler Brisach. Les Impériaux avaient eu quinze cents tués, les Weimariens sept cents [1].

Cette nouvelle et brillante victoire élargit l'horizon politique du duc de Weimar. Toujours en quête d'une principauté, privé du duché de Franconie que lui avait conféré Gustave-Adolphe, ne pouvant guère compter sur le landgraviat d'Alsace que lui avait promis la France, il eut l'idée de se tailler un État dans les possessions que l'Autriche avait sur les bords du Rhin, avec Brisach pour capitale.

L'Empereur et l'électeur de Bavière ne tenaient pas moins que Bernard à la possession de cette forteresse [2]. Le général de Horst fut chargé par eux d'y faire entrer un convoi de vivres et de munitions. Mais Bernard avait l'œil à tout. Averti par ses espions, il envoya les colonels Rosen et Canowsky se placer en embuscade à Saint-Pierre [3]; l'escorte, qui se composait de neuf régiments de

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 735 à 737 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 625 ; *Mercure français*, t. XXII, p. 483 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 116 ; Röse, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 244 ; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles ;* Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 506.

[2] Brisach dépendait de l'Autriche antérieure.

[3] Un peu à l'est de Fribourg.

cavalerie impériale, fut surprise, dispersée, et le convoi enlevé. Trois cents Croates, qui formaient l'arrière-garde, réussirent cependant à s'échapper en faisant un détour, et à introduire pendant la nuit dans Brisach trois cents sacs de denrées.

Bernard bloquait de plus en plus étroitement la place, dans l'espérance de l'obliger à se rendre faute de vivres, et d'éviter un bombardement qui eût endommagé sa future capitale. Mais il était épuisé par les fatigues et les soucis : la fièvre le prit ; il dut laisser la direction du siége aux généraux Guébriant et d'Erlach, et se rendre à Colmar pour soigner sa santé.

Pendant ce temps, l'armée austro-bavaroise, désorganisée par ses défaites de Rheinfelden et de Wittenweiher, se reformait à Offenbourg, sous le commandement de Götz et de Savelli. Horst l'avait rejointe après son échec de Saint-Pierre ; le général autrichien Lamboy et le duc de Lorraine étaient en marche pour la renforcer. Bernard, de son côté, envoyait courrier sur courrier à Paris pour demander de prompts secours, et offrait aux généraux impériaux de négocier, afin de retarder leurs opérations. Cependant les Lorrains approchaient pour rejoindre les Impériaux : Bernard, encore malade, monta à cheval, marcha à leur rencontre avec un corps français, les surprit à Thann au pied des Vosges (15 octobre 1638) et les mit en déroute. Il revint ensuite continuer le siége.

Le feld-maréchal bavarois Götz sentait son honneur engagé au salut de Brisach ; il parut au commencement d'octobre 1638, avec quatorze mille hommes, sur les hauteurs du Kaiserstuhl, au nord-est et en face du camp des Weimariens. Des feux allumés pendant la nuit annoncèrent son arrivée aux assiégés. Götz essaya d'abord d'attirer les Weimariens hors de leur camp, en dirigeant contre eux une vive canonnade ; mais ils ne bougèrent pas. Le 20 octobre, il attaqua leurs retranchements, espérant pouvoir introduire, pendant le combat, quelques approvisionnements dans la place. Cette tentative sembla un instant sur le point de réussir ; Lamboy s'empara en effet des deux premiers ponts du Rhin du côté de la rive gauche, et il allait enlever le troisième pont et les grands magasins de vivres des assiégeants, lorsque Bernard, montant à cheval malgré sa fièvre, accourut. Sa présence, ses paroles, ranimèrent les troupes ; la valeur de Guébriant et de Turenne fit plus encore : elle rétablit le combat ; les Impériaux furent repoussés, et un

grand nombre, en fuyant, se noyèrent dans le Rhin. Ce ne fut cependant qu'après sept assauts que les Weimariens reprirent leurs ponts. Pendant ce temps, Götz attaquait le camp de Bernard du côté du nord; mais il fut aussi repoussé.

La nuit seule mit fin au combat; quinze cents Impériaux avaient perdu la vie. Götz ne put renouveler l'attaque les jours suivants: les soldats, manquant de pain, refusaient de combattre. Les Autrichiens étaient arrivés sans vivres ni fourrages, et leurs chevaux étaient tellement affaiblis que les soldats se voyaient obligés de traîner eux-mêmes leurs canons : il fallut se retirer. Götz, arrivé à Waldkirch, à peu de distance au nord-est de Fribourg, se sépara de Lamboy, puis vint camper avec neuf mille hommes près de Schaffouse, dans l'espérance de s'y refaire. L'armée austro-bavaroise souffrait d'autant plus de la famine qu'elle avait à nourrir une foule de femmes et d'enfants qu'elle traînait à sa suite, et que les Suisses calvinistes lui refusaient des vivres. Beaucoup de soldats, pressés par la faim, désertèrent et passèrent au service du duc de Weimar. Les maladies contagieuses survinrent par suite des rigueurs de l'automne; nulle part on ne trouvait à loger convenablement les malades[1].

Ces maux étaient encore aggravés par la mauvaise administration. Il y avait une différence de plus de moitié, dans les armées autrichiennes, entre les effectifs sur le papier et les effectifs réels. Les officiers recevaient néanmoins les frais d'enrôlement et d'entretien pour tous les soldats inscrits, et les commissaires des vivres se faisaient payer comme s'ils les avaient tous nourris. Les soldats présents sous les drapeaux n'en étaient pas mieux traités, et l'on ne pouvait guère espérer de remède à cet état de choses, parce que les chefs de corps et les officiers appartenaient à la haute noblesse et avaient des relations de parenté ou d'amitié avec le comte de Schlick, président du conseil de guerre autrichien. En présence de tels abus et des désastres qui en étaient la suite, l'électeur de Bavière essaya de faire connaître la vérité à Ferdinand III, comme il l'avait déjà fait connaître à son père Ferdinand II. Mais la corruption était si grande, et l'accord entre

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 738 à 741 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 120, note ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 98 et suiv.; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 536.

ceux qui en profitaient si complet, que des courtisans empêchaient les ambassadeurs et les courriers bavarois de pénétrer jusqu'à l'Empereur, et que celui-ci ne connaissait pas la vérité, ou la connaissait trop tard.

Cependant l'Empereur n'ignorait pas entièrement ces désordres, et il en manifestait une vive irritation ; mais les membres du conseil de guerre de Vienne furent assez habiles pour détourner l'orage, en accusant précisément le commandant des troupes du duc de Bavière, le feld-maréchal Götz. Ils allèrent jusqu'à soutenir qu'il avait traité secrètement avec le duc de Weimar. L'électeur de Bavière, trompé lui-même, résolut de traduire Götz devant un conseil de guerre. Toutefois, par égard pour son rang, il lui envoya l'ordre de se rendre à Munich pour y présenter une relation détaillée de la bataille de Wittenweiher. Götz, qui ignorait l'accusation dont il était l'objet, et qui n'avait pas renoncé à faire lever le siége de Brisach, répondit qu'il ne pouvait quitter l'armée en ce moment. Ce refus ne fit qu'accroître les soupçons de l'électeur. Persuadé dès lors de la culpabilité du général, il lui envoya un commissaire impérial et un commissaire bavarois pour le rappeler à l'obéissance, dût-on même employer la force. Götz écuma de fureur lorsque le général comte Philippe de Mansfeld lui demanda son épée. Il voulait tenir au moins sa destitution secrète, et garder le commandement jusqu'à ce qu'il eût fait lever le siége. Devant cette résistance, les commissaires le firent arrêter et mener à Ingolstadt. A peine l'arrestation de Götz fut-elle connue, que plusieurs villes, Leipzig, Nürenberg, Augsbourg, Francfort, se plaignirent des dommages qu'il leur avait causés, et qu'on l'accusa de concussion de tous les côtés. Sa femme arriva d'Autriche pour partager sa captivité ; mais, sur l'ordre de l'électeur, le commandant de la forteresse refusa de la laisser entrer. Götz voulut au moins lui écrire pour la consoler : le commandant l'ayant prévenu qu'il enverrait sa lettre à l'électeur, il la déchira.

Pendant un examen qui dura deux années, on ne put trouver contre le général des preuves de trahison ; on n'eut à lui reprocher que d'avoir mal entretenu ses troupes. En sortant de prison, il se rendit à Ratisbonne, et entra plus tard au service de l'Autriche [1].

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 742 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 123.

Cependant l'emprisonnement de Götz, en détruisant dans l'armée austro-bavaroise tout lien de discipline et de subordination, avait rendu tout à fait impossible la délivrance de Brisach. On offrit le commandement en chef au feldzeugmestre lorrain baron de Mercy : il refusa de se mettre à la tête de troupes aussi démoralisées. L'Empereur nomma alors provisoirement le feldzeugmestre autrichien baron de Goltz.

Lorsque celui-ci partit pour l'armée, Brisach était de plus en plus menacé. Bernard, délivré de la présence de Götz, prit d'assaut les ouvrages extérieurs et somma le commandant de se rendre. Quoique la ville souffrit beaucoup de la famine, Reinach refusa; il n'avait pas encore perdu tout espoir d'être secouru. Mais il ne lui restait plus, avec les quatre cents hommes auxquels se trouvait réduite la garnison, qu'à mourir de faim ou à se rendre. Les habitants avaient partagé le sort des soldats avec un courage héroïque. Zélés catholiques et fidèles à l'Empereur, ils haïssaient également le protestantisme de Bernard et la domination française. Ils avaient sacrifié avec joie leurs dernières ressources pour sauver la ville [1]; tous les vivres étaient épuisés; on faisait du pain avec du son, de la cendre et de l'écorce de chêne, et l'on en donnait chaque jour une livre pour trois hommes. Une veuve livra encore au général cent sacs de blé qu'elle avait cachés, lui déclarant qu'elle aimerait mieux manger ses propres enfants que de voir la forteresse se rendre aux luthériens; mais ce dernier secours fut bien vite absorbé. On avait tout mangé; il ne restait plus rien, et l'on cherchait à tromper la faim avec du cuir ramolli ou avec du plâtre qu'on enlevait aux murailles. On finit par manger de la chair humaine; il fallut placer des gardes près du cimetière, pour empêcher la populace de déterrer les cadavres et de s'en repaître. On surprit une femme déterrant et démembrant le corps de son mari, pour le manger avec ses enfants; une mère tua son enfant et le mangea en compagnie de son mari.

L'air empesté par des monceaux de cadavres ne permettait plus de vivre : Reinach fut obligé de capituler. Le 19 décembre 1638,

[1] Les paysans de la Souabe s'étaient déjà montrés fidèles à la maison d'Autriche, lors de la première apparition des Suédois. Voir ci-dessus, p. 174, 191.

la garnison quitta la forteresse avec les honneurs de la guerre. Elle laissait plus de cinq mille morts. Beaucoup de soldats n'avaient plus la force de porter leurs armes. Lorsque Bernard entra dans la ville, l'aspect des habitants affamés l'émut de compassion. Il leur fit distribuer du pain; mais beaucoup l'avalèrent avec tant d'avidité qu'ils en moururent subitement. Il adressa à Dieu, dans la cathédrale, des actions de grâces suivant le rit luthérien.

Richelieu désirait vivement que Brisach fût remis à la France; et cela lui semblait juste, parce que la place avait été prise avec les secours et les subsides de la France. La possession de cette forteresse aurait ouvert au Roi un passage au delà du Rhin, et fermé à l'Empereur l'entrée de l'Alsace et de la Lorraine. Si elle était laissée au duc de Weimar, et que celui-ci vînt à mourir, il pouvait arriver que son héritier, moins habile ou moins hostile à la maison d'Autriche que lui, perdît Brisach ou l'aliénât, ou bien encore que le gouverneur que Bernard y aurait établi, ne se voyant plus de maître, disposât de la place au profit d'un autre que du Roi. Guébriant négocia donc avec Bernard pour tâcher d'en obtenir la remise; mais Bernard, qui pensait en faire sa capitale, ne voulut pas entendre parler de la céder, et il en confia le commandement à l'un de ses officiers, le major général d'Erlach.

La perte de Brisach entraînait pour les Impériaux la perte de l'Alsace et du Brisgau, et établissait, entre le Milanais d'un côté, la Lorraine et les Pays-Bas de l'autre, une barrière qui remplaçait contre eux celle de la Valteline renversée l'année précédente. La prise de cette forteresse eut d'autres résultats encore : elle releva le parti protestant en Allemagne. Les ducs de Brunswick-Lünebourg et le cercle de basse Saxe résolurent de se déclarer neutres[1].

Les Suédois obtinrent de leur côté quelques succès. Après d'assez longues négociations, Salvius, leur plénipotentiaire, et d'Avaux, ambassadeur de France, avaient signé à Hambourg,

[1] Schrriber, *Maximilian I*, p. 713; Le Laboureur, *Histoire du mareschal de Guébriant*, p. 98; Richelieu, *Mémoires*, t. X, p. 335; *Mercure françai*, t. XXII, p. 494, 559, 570; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 106, 113 et suiv.; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 338; Röse, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 249 et suiv.

le 6 mars 1638, un nouveau traité, qui éclaircissait et complétait celui qui avait été signé à Wismar en 1636 entre Oxenstierna et Saint-Chamont [1]. L'alliance était conclue pour trois ans, du 15 mars 1638 au 15 mars 1641. La France et la Suède devaient faire une guerre ouverte à la maison d'Autriche et à ses adhérents, la France sur le Rhin, et la Suède en Saxe. Le Roi payerait un million de livres pour l'arriéré, et un million chaque année, à Amsterdam, en deux fois, les 15 mai et 15 novembre. Les deux couronnes ne feraient ni paix ni trêve que d'un commun accord.

Aidée par les subsides de la France, l'armée suédoise, qui se trouvait alors à Stettin, compta, au bout de peu de temps, vingt-cinq mille hommes bien approvisionnés et quatre-vingts canons. Avec elle, Baner reprit l'offensive en 1638 contre Gallas, qui n'avait plus guère à lui opposer que quinze mille hommes [2], démoralisés par la misère et par la faim.

A la même époque, Charles-Louis, fils du palatin Frédéric V, marchait de Nimègue contre la Westphalie à la tête d'un corps d'armée levé avec l'argent de l'Angleterre et de la Hollande. L'empereur Ferdinand III était venu de son côté à Leitmeritz en Bohême, pour se concerter avec l'électeur de Saxe, et parer à la double invasion de Baner et du jeune palatin. Les Saxons, concentrés sous le feld-maréchal Marazzini, rejoignirent Gallas, pour résister à Baner, et le feld-maréchal autrichien Hatzfeld [3] rallia les garnisons du Weser et le contingent de Cologne, pour attaquer le Palatin.

Baner obligea Gallas à reculer, d'abord jusqu'en Saxe, puis, à la fin de l'année, jusqu'en Bohême. Le palatin Charles-Louis fut moins heureux. Renforcé par le général suédois King, il était entré en Westphalie, dans le comté de Lippe, avec quatre mille hommes, et y assiégeait la ville de Lemgo, lorsque Hatzfeld arriva à la tête de huit mille hommes. Le Palatin, inférieur en forces, leva aussitôt le siége, et marcha vers Minden dans l'intention de passer le

[1] Le traité de Hambourg ratifiait celui de Wismar de 1636; Richelieu, *Mémoires*, t. X, p. 240; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 304; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 522.

[2] Il en avait vingt-six mille sur le papier.

[3] Il était frère de l'évêque de Würtzbourg (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 90).

Weser et de rejoindre Baner. Mais Hatzfeld se mit à sa poursuite, l'atteignit le 17 octobre 1638 à Vlotho, sur les bords du Weser, l'attaqua sans lui laisser le temps de ranger ses troupes en bataille, lui tua deux mille hommes et mit le reste en fuite. Le bagage et l'artillerie du Palatin tombèrent au pouvoir des Impériaux, et son frère, le comte Robert, après s'être battu comme un lion, fut fait prisonnier, ainsi que l'aide de camp général Ferenz et deux lords anglais.

Charles-Louis, abandonné par ses troupes, était monté dans sa voiture à six chevaux et fuyait vers Minden. Pressé par l'ennemi, il ordonna à son cocher d'entrer dans le Weser et de le passer à gué. Mais l'autre bord se trouva si escarpé que le carrosse n'y put monter. Le Palatin se jeta à l'eau, laissa noyer son cocher et ses chevaux, perdit les insignes de l'ordre de la Jarretière que lui avait donné son oncle le roi Charles I[er], se sauva en s'accrochant à quelques saules, et arriva presque seul à Minden. Pendant ce temps, King ralliait les débris de ses troupes. Le Palatin se retira en Hollande et de là en Angleterre.

Cette victoire de Hatzfeld fut une faible compensation aux échecs de Werth, de Götz et de Gallas. Les armées impériales, saxonnes et bavaroises étaient presque dissoutes, et, à la fin de l'année 1638, la Bavière était ouverte aux Weimariens, et la Bohême aux Suédois [1].

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 744; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 90, 208; BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 333; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 96.

CHAPITRE IV

LA GUERRE EN 1639. — MORT DE BERNARD DE WEIMAR.

1639.

Projet d'échange de prisonniers. — Complot d'évasion de Horn. — L'électeur de Bavière donne provisoirement le commandement de son armée à Mercy.

GUERRE A L'OUEST, EN SOUABE. — Bernard entre en Lorraine; il se propose de conquérir ce duché, et de le donner à la France pour en obtenir carte blanche en Allemagne. — Richelieu, qui se défie de Bernard, envoie Feuquières pour conquérir le duché avec lui; Feuquières est battu à Thionville par Piccolomini (7 juin 1639). — *Mort de Bernard* (18 juillet 1639); ses desseins, son caractère.

Le Palatin se met en route pour acheter l'*armée de Bernard;* il est emprisonné par ordre de Richelieu (octobre 1639). — L'Empereur et l'électeur de Bavière essayent de la gagner; mais ils manquent d'argent. — La France achète l'armée de Bernard avec Brisach et ses autres conquêtes. — Traité de Brisach entre Louis XIII et l'armée weimarienne (9 octobre 1639).

Richelieu offre les *Vorlande* à la Bavière, pour la séparer de l'Autriche. — L'électeur, représenté par Vervaux, refuse.

GUERRE AU NORD, EN SAXE ET EN BOHÊME. — *L'armée weimarienne.* — Baner passe l'Elbe (1er février 1639), envahit la Saxe, bat Marazzini à Chemnitz (14 avril); il n'ose attaquer Prague où est Gallas (fin mai) : il ravage la Bohême, la Silésie, la Moravie. — L'approche de Hatzfeld l'oblige à revenir en Saxe; Hatzfeld s'enferme dans Dresde. — Baner laisse Königsmark pour le surveiller, et revient en Bohême; il assiége Prague, négocie avec les Impériaux; d'Avaux fait échouer les négociations.

Les Impériaux se concentrent en Bohême sous l'archiduc Léopold. — Baner rentre en Saxe, puis en Thüringe, et appelle le duc de Longueville à son secours. — *Longueville,* harcelé par Mercy, passe le Rhin entre Bacharach et Oberwesel avec l'armée weimarienne (28 décembre 1639), et prend ses quartiers d'hiver dans le Wetterau. — Mercy prend les siens dans le bas Palatinat. — La guerre en 1639.

Depuis que Werth était prisonnier et Götz destitué, Maximilien n'avait plus de chef à mettre à la tête de ses troupes. Il fit des démarches pour obtenir la liberté de Werth, et proposa de l'échanger contre le général suédois Taupadel; mais Bernard

estimait trop le général bavarois pour y consentir; au lieu de Taupadel, il demanda le maréchal Horn.

Fait prisonnier à la bataille de Nordlingue, en 1634, Horn vivait depuis lors avec sa famille, dans une captivité peu rigoureuse, à Burghausen sur la Salza [1]. Il avait là un agréable compagnon dans la personne de son geôlier, commandant de la forteresse, le capitaine Donnersberg, fils de l'archichancelier de Bavière. Le maréchal l'invitait souvent à sa table, et ne manquait pas de le faire boire. Il résolut de profiter de ses relations avec lui pour s'évader. Une intrigue amoureuse entre son domestique et la servante du commandant devait y aider. Horn avait acheté les officiers subalternes et bien disposé le capitaine par des présents; mais, au moment où le complot allait réussir, un caporal, mécontent d'avoir moins reçu que les autres, le dévoila. Maximilien envoya à la hâte des commissaires pour arrêter les coupables. Il pardonna au capitaine par considération pour les services de son père, mais fit amener Horn à Ingolstadt.

L'électeur aurait peut-être consenti à l'échanger, car son entretien, ainsi que celui de sa famille, lui coûtait fort cher, et il avait lui-même grand besoin de Werth; mais il apprit, par des lettres interceptées du Palatin, que les Suédois avaient encore plus besoin de Horn. Il renonça donc, pour le moment, à obtenir la liberté de son général, confia le commandement de sa cavalerie à Horst, et parvint, avec l'aide du duc de Lorraine, à faire accepter provisoirement au baron de Mercy le commandement en chef de toute l'armée bavaroise.

Mercy réorganisa cette armée, et l'électeur obtint de Ferdinand III l'autorisation de la faire hiverner dans le cercle de Souabe, ce qui suscita des plaintes sans nombre de la part des prélats, des villes et des nobles, membres de ce cercle. Au commencement de l'année 1639, Mercy fut chargé d'arrêter les Français et Bernard, et de les empêcher de quitter les bords du Rhin pour pénétrer en Allemagne; mais il n'avait que huit mille hommes, ce qui était trop peu pour rien tenter; aussi avait-il reçu de l'électeur l'ordre de ne pas livrer bataille à l'ennemi, et de se borner à le harceler et à lui couper les vivres [2].

[1] En Bavière, au nord de Salzbourg.
[2] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 746.

Cependant Bernard se conduisait, à l'égard de la France, comme jadis Gustave-Adolphe. Après avoir été à son service tant qu'il avait eu besoin de subsides, il prétendait rester indépendant et agir à sa guise depuis ses victoires de Rheinfelden et de Wittenweiher, surtout depuis la prise de Brisach. C'est ainsi que, Richelieu l'ayant chargé d'attaquer Mayence pour faire une diversion que lui demandait Baner, il refusa d'entreprendre cette expédition, qui devait surtout profiter à la France en lui ouvrant les frontières d'Allemagne. Il ne s'occupait plus que de la création de son duché de Saxe-Brisach. Bernard voulait en effet se tailler une principauté entre le Rhin et l'électorat de Saxe, peut-être même s'emparer de cet électorat. Le roi d'Angleterre, consulté par lui à ce sujet, approuva ses desseins, mais à la condition que les héritiers du Palatin seraient rétablis dans leurs États. Quant à la France, elle aurait été dédommagée en recevant la Lorraine. Bernard se proposait en même temps de se mettre à la tête des protestants de l'Empire. Mais il était luthérien, ce qui éloigna de lui tout d'abord la landgrave Amélie de Hesse-Cassel, qui était calviniste.

Bernard n'attendit pas la fin de l'hiver pour exécuter son plan. Au lieu de marcher sur Mayence, il entra en Franche-Comté et en Lorraine à la tête de douze mille hommes. Comme il se proposait de dédommager la France en lui attribuant la Lorraine, il voulait sans doute s'emparer d'abord de ce pays, afin de s'en faire un gage qu'il céderait à la condition d'obtenir carte blanche en Allemagne.

« Le ciel, qui a coutume, dit Girardot de Noseroy, de donner de longs hivers à nos montagnes et de leur fournir de grands remparts de neige, retira sa main cette année, si bien qu'aux mois de janvier et de février, nos montagnes furent sans neige avec un air doux et serein. » Le duc de Weimar en profita, se saisit du défilé de Montbenoit [1], traversa le Jura, et surprit Pontarlier et le fort de Joux, pendant que Guébriant et la Mothe-Houdancourt s'emparaient de Noseroy et de Saint-Claude. Bernard établissait partout le culte protestant, et, pour appeler au prêche, faisait sonner les trompettes au lieu des cloches [2]. Il pénétra ainsi jusqu'à

[1] Au nord-est de Pontarlier.

[2] Weiss, *l'Espagne, de Philippe II aux Bourbons,* t. I, p. 354 et suiv.

Besançon et mit les Lorrains en fuite. Le duc Charles IV, abandonné par l'Empereur, entama avec Louis XIII des négociations qui n'aboutirent pas.

Cependant Richelieu s'inquiétait de l'expédition du duc de Weimar. Il voulut participer au moins à la conquête de la Lorraine, afin que le sort du duché ne dépendit pas entièrement de cet allié suspect. Il y envoya pour cela Feuquières avec seize mille hommes. Feuquières, habile diplomate, était un général incapable. Comme il assiégeait Thionville, le feld-maréchal Piccolomini arriva des Pays-Bas par Bastogne [1], avec dix mille hommes, et le battit complétement le 7 juin 1639. L'infanterie s'était bien conduite; mais la cavalerie avait lâché pied. Les Français eurent six mille hommes hors de combat et quatre mille prisonniers, parmi lesquels se trouvait Feuquières ; ils perdirent en outre leur artillerie, leurs munitions et leurs bagages. Les Impériaux n'eurent qu'environ huit cents hommes tués ou blessés. Après sa victoire, lorsqu'il allait marcher au secours du duc Charles IV, Piccolomini fut rappelé par le cardinal infant, pour couvrir la frontière des Pays-Bas.

Bernard venait de s'emparer de la plus grande partie de la Lorraine. Mais au moment où, débarrassé de Piccolomini et du secours compromettant de Feuquières, il ne songeait qu'à achever sa conquête, il succomba à la fièvre qui le minait.

Sentant approcher sa fin, le duc de Weimar se fit porter à Neuenbourg, sur la rive droite du Rhin, dans ce duché de Saxe-Brisach qu'il était sur le point de créer après de longs efforts, et il y mourut le 18 juillet 1639, dans la trente-sixième année de son âge [2]. Informé de la gravité de son état, il n'en témoigna aucun trouble, confessa ses péchés, reçut la sainte cène, et employa les dernières heures de sa vie à faire son testament, et à donner d'excellents avis à ses officiers contre l'avarice et, chose curieuse,

[1] Dans le Luxembourg belge.
Levassor donne de très-grands détails sur la bataille de Thionville (*Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 222, 243).

[2] Les uns ont attribué sa mort à la peste; d'autres, à du poison que lui aurait fait administrer la cour de Vienne, ce qui est faux ; il succomba en réalité à la fièvre. Les Francs-Comtois attribuèrent sa mort à la vengeance divine, qu'il avait encourue en incendiant Saint-Claude et Pontarlier (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 264 et suiv.; Pufendorf, *Commentariorum de rebus Suecicis libri*, Utrecht, 1686, p. 373).

contre l'ambition. Puis, voyant arriver la mort, il se mit à prier, recommanda son âme à Dieu, fit le signe de la croix, invoqua le nom de Jésus, joignit les mains et expira [1].

Bernard était né à Weimar le 16 août 1604. La mort prématurée de son père, le duc Jean, le mit, avec ses sept frères, sous la tutelle de ses cousins les électeurs de Saxe, Christian II et Jean-Georges. Sa première éducation fut dirigée par sa mère, Dorothée-Marie d'Anhalt-Dessau. Après la mort de celle-ci, en 1617, son frère aîné, Jean-Ernest, voulut lui faire continuer ses études en l'envoyant à Iéna. Mais il fut impossible de l'y maintenir au delà de trois mois. La gloire de ses ancêtres et les malheurs de sa famille avaient excité dans son cœur des rêves de vengeance et d'ambition. Il se rendit d'abord à la cour du duc Jean-Casimir de Saxe-Cobourg, et s'y distingua dans des tournois ; puis, en 1621, il fit ses premières armes sous son frère Guillaume, à l'armée du margrave de Bade-Durlach, et assista à la bataille de Wimpfen. Il servit ensuite sous Halberstadt, sous le roi de Danemark et sous le roi de Suède.

Les historiens du temps s'accordent à faire son éloge. Guerrier avant tout, formé à la grande école de Gustave-Adolphe, il fut, après celui-ci, le plus distingué de tous les généraux du parti protestant. Ennemi du faste et de la flatterie, accessible à tous, écoutant patiemment les représentations qu'on lui adressait, sans se laisser tromper jamais, il se fit un devoir de supporter toutes les fatigues du soldat, de n'avoir ni meilleure chère, ni plus de repos que lui. Il parlait plusieurs langues, et excellait dans la connaissance des pays et dans l'art de choisir, au moment opportun, les postes les plus avantageux. Sa stratégie consistait surtout à surprendre son adversaire. Sachant distinguer partout le mérite, il aimait à pardonner, et ne punissait que lorsque la sévérité lui semblait indispensable ; il pensait que l'officier, le soldat, auquel on pardonnait, s'efforcerait toujours de racheter sa faute par quelque action d'éclat. Chose remarquable dans une armée composée d'aventuriers, jamais général ne fut plus aimé, plus craint, plus respecté. Le principal défaut qu'on lui repro-

[1] Röse, *Herzog Bernhard der Grosse*, t. II, p. 325, 327, 328, 554 ; Aubery donne le texte du testament de Bernard (*Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*, t. II, p. 419). Bernard fut enterré à Brisach, sous le chœur de la principale église (*Mercure français*, t. XXIII, p. 34).

chait était une grande vivacité, qui dégénérait parfois en témérité[1].

On a vanté sa chasteté, sa tempérance, sa générosité. Il avait l'âme religieuse et attribuait à Dieu tous ses succès. Il récitait exactement ses prières deux fois par jour, prenait des paroles de la Bible pour cris de guerre, et consolait ses soldats mourants en leur citant des passages de l'Écriture sainte. Du reste, complétement étranger, comme tous les hommes de son temps, aux idées de liberté religieuse, il introduisit son culte par la force, comme religion d'État, dans toutes les villes qu'il prit, en Alsace, en Lorraine, en Bavière, en Franconie. Son zèle de luthérien était redouté des calvinistes au moins autant que des catholiques.

Certains historiens ont également vanté son patriotisme. Il est difficile de les suivre jusque-là. En effet, bien qu'il fût prince allemand, il ne craignit pas de s'allier avec des étrangers, d'abord avec le roi de Suède, puis avec le roi de France, pour combattre l'Empire auquel il aurait dû demeurer fidèle; luthérien, il se mit au service de la France catholique. Et, d'ailleurs, qu'aurait-il voulu sauver? le protestantisme et les libertés politiques de l'Allemagne? Évidemment non, car les électeurs de Saxe et de Brandebourg, aussi bons protestants que lui, se réconcilièrent avec l'Empereur; et l'électeur de Bavière, le principal adversaire de Bernard, ainsi que tous les autres membres de la Ligue catholique, furent aussi jaloux que lui des libertés de l'Allemagne, et ne cessèrent jamais de lutter contre la camarilla de Vienne. Mais Bernard était un cadet de famille : il voulut se faire une position. Appartenant à cette branche aînée de Saxe, que Charles-Quint avait dépouillée de l'électorat, il tenta de recouvrer le patrimoine de son aïeul Jean-Frédéric. S'il se distingua d'Halberstadt et de Mansfeld par son caractère et par son génie, il leur fut encore supérieur en ce que, pendant que ces deux premiers aventuriers de la guerre de Trente ans songeaient surtout à s'enrichir par le pillage, il combattit, non pour la guerre elle-même et ses profits passagers, mais pour se faire une principauté sur laquelle il était peut-être capable de régner.

[1] « Ce que j'ai reconnu en lui, outre son extrême vigilance, sa prévoyance et son ordre, c'était une sagesse et une civilité qui l'auraient plutôt fait prendre pour un Italien que pour un Allemand. » (Arnauld d'Andilly, *Mémoires*, t. II, p. 60.)

Bernard ne s'était pas marié, il ne laissait pas d'enfants. Par son testament, il légua à ses frères ce qu'il appelait *le pays rangé sous son obéissance par la grâce particulière de Dieu;* dans le cas où ses frères refuseraient, il les abandonnait à la France; et il confia le commandement de son armée au major général d'Erlach, au comte de Nassau et aux colonels OEhm et Rosen. Comme les frères de Bernard avaient accédé à la paix de Prague, ils ne pouvaient se mettre en possession ni du Brisgau, ni de l'Alsace, car ces pays appartenaient à l'Autriche : le testament de Bernard équivalait donc à livrer à la France ses États et son armée.

Il n'est peut-être pas indigne de l'histoire de faire ici mention de son cheval de bataille. Il s'appelait le Corbeau, *der Rabe,* sans doute à cause de sa couleur d'ébène. Il n'avait pas de beauté apparente; mais sa taille et sa force étaient extraordinaires, et il avait souvent combattu avec son maître, mordant, foulant aux pieds les ennemis. Bernard le légua au général français Guébriant, qui, à son tour, en mourant, le donna à Louis XIV, encore enfant, en le priant de le faire nourrir avec soin dans sa grande écurie[1].

Le jeune palatin, Charles-Louis, dès qu'il eut appris la mort du duc de Weimar, quitta Londres avec tout l'argent qu'il put recueillir, et se dirigea en toute hâte et incognito vers Brisach, dans l'espérance de pouvoir acheter à la fois l'armée de Bernard et ses conquêtes. Mais une semblable expédition contrariant les vues de Richelieu, ce prince, bien qu'allié de la France, fut arrêté à Moulins (14 octobre 1639), par ordre du cardinal, et envoyé à Vincennes, où on le retint prisonnier pendant un an[2].

L'Empereur et l'électeur de Bavière cherchèrent de leur côté à gagner les troupes weimariennes, en promettant aux soldats l'amnistie, et aux officiers ainsi qu'aux généraux, de l'avancement. Richelieu avait pris les devants avec sa promptitude et son habileté ordinaires, et il avait chargé Guébriant, le baron d'Oisonville, neveu du secrétaire d'État Desnoyers, et Choisi, conseiller d'État

[1] SCHREIBER, *Maximilian I,* p. 725, 751; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII,* t. XVI (IX), p. 222, 262, 266, 270; *Mercure français,* t. XXIII, p. 32; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. I, p. 164; ARNAULD D'ANDILLY, *Mémoires,* t. II, p. 61.

[2] Il fut remis en liberté en 1640 (LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII,* t. XVII (X), p. 91).

et intendant de l'armée de Lorraine, de négocier avec ces troupes. Le 9 octobre 1639, un traité fut conclu à Brisach avec d'Erlach et les autres chefs de l'armée weimarienne. Les officiers, presque tous Allemands, jurèrent de servir la France envers et contre tous, *pour le rétablissement de la liberté publique et des États opprimés.* En revanche, ils recevaient d'assez fortes sommes, et l'armée demeurait réunie en un seul corps, sous la direction des quatre officiers nommés par le testament de Bernard, c'est-à-dire de d'Erlach, du comte de Nassau et des colonels OEhm et Rosen. Le major général d'Erlach [1], auquel le duc de Weimar avait confié le commandement de Brisach, livra sans difficulté cette forteresse aux Français. Les commandants des autres places, entre autres Fribourg et Rheinfelden, furent également achetés, et le duc de Longueville prit le commandement supérieur de toute l'armée. La France s'engageait de plus en plus dans la guerre.

Mais il fallait gagner du temps, pour organiser les pays conquis : Richelieu sut le trouver en négociant avec l'Empereur, et en lui envoyant le maréchal Schomberg [2], pour lui demander un armistice. Ferdinand III confia l'examen de la question à l'électeur de Bavière, qui envoya pour cela son confesseur, le jésuite Vervaux, en Suisse, à Einsiedeln, où se rendit en même temps l'ambassadeur français, baron d'Oisonville. Celui-ci avait pour instruction secrète de ne faire la paix qu'avec la Bavière. Il offrit même à l'électeur tous les *Vorlande,* s'il consentait à se séparer de l'Empereur et à demeurer neutre. La Bavière se fût ainsi étendue de l'Inn au Rhin, et eût formé un État important au midi de l'Allemagne. Maximilien rejeta ces offres brillantes, et donna au feldzeugmestre Mercy l'ordre de continuer la guerre [3].

Pendant qu'ils laissaient aux Bavarois le soin de lutter sur les bords du Rhin contre les Français, les Impériaux combattaient sur les bords de l'Elbe, en Saxe et en Bohême. Baner avait passé l'Elbe non loin de Lauenbourg, le 1er février 1639, avec dix-huit

[1] D'origine suisse (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 751).

[2] Duc d'Halluyn, fils du maréchal Schomberg qui avait combattu en Italie en 1630.

[3] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 752 ; LEVASSOR, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 271, 278, 291 ; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 167, 169 ; *Mercure français*, t. XXIII, p. 308 ; LE LABOUREUR, *Histoire de Guébriant*, p. 147 ; PFEFFEL, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 330.

mille hommes et quatre-vingts pièces de canon, mais il se trouvait sans vivres et sans argent. Il se proposait d'envahir la Saxe, puis la Bohême, et ses soldats, espérant qu'il pourvoirait bientôt à leurs besoins, ne murmuraient pas de se voir réduits, dès le commencement de la campagne, à manger de l'herbe et de la viande de cheval. Le maréchal suédois obtint d'abord des vivres du duc de Lünebourg; il dispersa ensuite un corps d'observation autrichien, commandé par le feldzeugmestre baron de Salis. La Saxe lui était ouverte. La première place forte que les Suédois y rencontrèrent fut Freiberg[1]; elle était défendue par le colonel Haugwitz avec trois cents dragons et une troupe de braves paysans et de mineurs. Le feld-maréchal Hatzfeld accourut de Würtzbourg au secours de Freiberg, et Baner fut obligé de se retirer jusqu'à Zeitz sur l'Elster. Mais il ne tarda pas à reprendre l'avantage. Marazzini était en marche avec six mille Saxons pour rejoindre Hatzfeld; Baner l'assaillit à Chemnitz, le 14 avril 1639, et, après un court, mais sanglant combat, détruisit ou fit prisonnier tout son corps d'armée.

Il aurait pu facilement marcher sur Dresde, et faire payer à l'électeur sa défection; mais il était trop prudent pour assiéger une place forte pendant que l'ennemi se réorganiserait. Il préféra traverser la Saxe en la ravageant. Il entra ensuite en Bohême, et arriva devant Prague à la fin du mois de mai. Gallas s'y était réfugié avec son armée, et la ville se trouvait en bon état de défense. D'un moulin à vent où il se rendit, Baner examina les solides retranchements de Prague, et se convainquit qu'un assaut lui coûterait beaucoup de monde et ne réussirait pas. Peut-être craignit-il aussi, pour le cas où il prendrait la ville, que ses soldats, la plupart Allemands, ne se débandassent après l'avoir pillée. Quoi qu'il en soit, il n'assiégea pas plus Prague que Dresde, et il se mit à ravager la Bohême, la Silésie et la Moravie. Beaucoup d'habitants périrent, soit dans les villes par des incendies, soit de faim dans les bois où ils s'étaient réfugiés; partout les moissons furent anéanties.

Ferdinand III réunit sous le commandement du comte de Hatzfeld toutes les troupes autrichiennes des bords du Rhin, pour

[1] Les tombeaux des électeurs de Saxe s'y trouvaient (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 209).

leur faire opérer en Saxe une diversion qui dégagerait les États héréditaires. L'électeur de Saxe, de son côté, leva un corps d'armée et l'envoya aux Impériaux.

Dès que Hatzfeld approcha des frontières de la Saxe, Baner, comme on s'y attendait, quitta la Bohême. Il craignit d'être pris entre Hatzfeld et Gallas, et de perdre les conquêtes qu'il avait faites dans l'électorat. Lorsque le maréchal suédois passa l'Erzgebirge pour rentrer en Saxe, Hatzfeld, redoutant la rencontre d'un aussi habile adversaire, se réfugia dans Dresde. Baner essaya de l'en faire sortir en brûlant Pirna ; mais Hatzfeld n'ayant pas bougé, il laissa en arrière le major général de Königsmark[1] avec cinq mille hommes, pour garder sa ligne de retraite et faire au besoin une diversion en Franconie, et rentra lui-même avec le gros de ses forces en Bohême, dans l'intention de marcher sur Vienne par la Moravie.

Baner, avec sa petite armée, avait déjà commencé le siége de Prague et canonné le Hradschin, lorsqu'il apprit que les Impériaux marchaient contre lui de divers points. La mort imprévue de Bernard fit sur le maréchal une impression profonde, et rendit plus sensible encore l'absence de chefs capables du côté des Suédois. Baner proposa d'échanger Taupadel contre Werth, et Horn contre tous les autres généraux et officiers autrichiens, au nombre de plus de trois cents. L'électeur de Bavière refusa encore, de peur de donner aux Suédois trop de supériorité, tant était grande alors la réputation de Horn.

Ces négociations pour échanger des généraux en amenèrent d'autres, dont le but était, au moins ostensiblement, de rétablir la paix en Allemagne. La femme de Baner, qui appartenait à la maison des comtes d'Erbach, ayant été indisposée, le président du conseil de guerre autrichien, comte Schlick, auquel elle était alliée, lui envoya un médecin de Prague. Ce médecin entama de nouvelles négociations[2]. On offrit à Baner deux duchés en Silésie, entre autres celui de Glogau, avec la qualité de prince de l'Empire, s'il amenait la Suède à signer la paix. L'agent francais résidant auprès de

[1] Il descendait d'une ancienne famille noble du Brandebourg tombée dans la pauvreté.

[2] D'après Koch, ce fut Baner qui entama le premier les négociations (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. [illegible] p. 1[illegible]8).

Baner, Beauregard, alarmé par ces négociations, en avertit promptement le comte d'Avaux, alors à Hambourg; et celui-ci, secondé d'ailleurs par Salvius, fit si bien qu'il empêcha le conseil des régents de Suède d'envoyer au général les pleins pouvoirs qu'il demandait pour signer la paix.

Pendant ce temps Hatzfeld sortit de Dresde, battit Königsmark, et se dirigea ensuite sur Prague par Eger. Il fut rejoint peu de temps après par Piccolomini; ce dernier, nommé duc d'Amalfi par le roi d'Espagne, en récompense de sa victoire de Thionville, arrivait des Pays-Bas par la Franconie et le haut Palatinat, avec douze mille hommes [1]. Les négociations pour la paix se rompirent; les Impériaux ne les avaient peut-être entamées que pour gagner du temps. Quoi qu'il en soit, Baner, se trouvant inférieur en forces, quitta une seconde fois la Bohême et se retira en Saxe.

Au milieu du mois d'octobre 1639, une armée impériale de vingt-cinq mille hommes se trouva concentrée à Prague. En remplacement de Gallas, que la goutte mettait trop souvent dans l'impossibilité de commander, l'Empereur mit à la tête de l'armée son propre frère, alors âgé de vingt-cinq ans, l'archiduc Léopold-Guillaume, grand maître de l'ordre Teutonique, archevêque d'Olmütz, évêque de Passau et de Strasbourg. Élevé dès son enfance pour l'Église, il avait toujours vécu dans une grande austérité. Ce fut avec une religieuse confiance que Ferdinand III lui donna le commandement, car on pensait à la cour de Vienne que les prières de ce prince seraient toutes-puissantes auprès de Dieu, et que les bénédictions du ciel l'accompagneraient partout. Le jeune archiduc ne tarda pas à montrer qu'il était plutôt fait pour la guerre que pour la vie ecclésiastique.

En quittant la Bohême, Baner s'était retiré d'abord en Saxe; il passa ensuite en Thüringe, et de là pria le duc de Longueville de venir à son secours avec l'armée weimarienne. Après avoir réuni ses différents corps sur la rive gauche du Rhin, Longueville résolut en effet d'aller le rejoindre. Il feignit d'abord de passer le Rhin à Brisach pour envahir la Souabe, puis il se dirigea à marches forcées du côté du nord, pour passer le fleuve à Spire et rallier Königsmark. Mais Mercy, qui n'avait perdu de vue au-

[1] Les troupes commirent en passant toutes sortes d'excès.

cun de ses mouvements, jeta quelques compagnies dans cette ville, opéra sa jonction avec les troupes de l'électeur de Cologne, commandées par Huyn Geleen, et se tint prêt à lui barrer le passage.

Le duc de Longueville venait de dépasser Landau, lorsqu'il rencontra Mercy dans une excellente position. Il n'osa ni l'attaquer, ni passer outre, et se dirigea vers Germersheim, où il campa. Mercy le suivit et attaqua lui-même. Le combat fut acharné ; quelques centaines d'hommes tombèrent de chaque côté. L'action n'avait pas été décisive ; mais les Weimariens perdirent toute confiance dans leur nouveau général, et ils désertèrent en si grand nombre que Longueville dut renoncer à rester plus longtemps dans le voisinage de l'ennemi. La nuit suivante, il quitta son camp sans bruit, et marcha vers Bingen, espérant encore y passer le Rhin.

Mercy envoya à sa poursuite son valeureux frère, le major général Gaspard de Mercy, à la tête de mille cavaliers. Celui-ci se jeta sur l'arrière-garde de Longueville, lui tua encore quelques centaines d'hommes, et lui enleva des vivres et du butin. La rigueur de l'hiver arrêta seule la poursuite. L'armée franco-weimarienne, épuisée, affamée, s'établit d'abord dans Hundsrück, sur la rive gauche du Rhin, entre la Moselle et la Nahe. Mais le pays étant ruiné, sans vivres ni fourrage, l'armée, d'après le conseil de Guébriant, traversa le Rhin près de Bacharach et d'Oberwesel, le 28 décembre 1639. Les chevaux passèrent à la nage, leurs conducteurs, qui se trouvaient dans des barques, les tenant par la bride ; et les Franco-Weimariens allèrent occuper d'excellents quartiers dans la haute Hesse et le Wetterau. En même temps Mercy prenait ses quartiers d'hiver dans le bas Palatinat[1].

Pendant cette année 1639, la guerre avait continué sur le Rhin et sur l'Elbe. Sur le Rhin, la mort de Bernard avait débarrassé la France d'un voisin incommode, mais l'avait engagée de plus en plus directement dans la lutte contre l'Autriche, en faisant disparaître un prince qui lui avait jusqu'alors servi d'intermédiaire. Si l'enrôlement de l'armée weimarienne augmentait peu

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 747, 754 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVI (IX), p. 208 à 211, 383 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 156, 157 ; *Mercure français*, t. XXIII, p. 156, 162, 176, 663, 674 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 366 ; Le Laboureur, *Histoire de Guébriant*, p. 162.

ses forces, la possession de Brisach lui ouvrait l'Allemagne. Le bassin du Danube demeurait intact entre les mains de l'Autriche. Sur l'Elbe, Baner, après avoir envahi deux fois la Bohême et assiégé Prague sans pouvoir le prendre, avait été obligé de se retirer en Thüringe. La guerre n'avait amené aucun événement décisif; quant à la paix générale, la France l'avait encore éloignée en empêchant les Suédois d'écouter les propositions de l'Autriche.

CHAPITRE V

DIÈTES DE NÜRENBERG ET DE RATISBONNE. EXPÉDITIONS ET MORT DE BANER.

1640-1641.

Diète d'électeurs a Nürenberg. — Ferdinand III convoque une diète d'électeurs à Nürenberg pour s'occuper de la paix. — Elle est ouverte le 4 février 1640. — L'Empereur convoque les princes, à la demande des électeurs. — Question de l'amnistie. Les princes demandent la convocation d'une diète générale. — Plaintes du roi de Danemark. — Affaires de Hesse-Cassel et de Brunswick. — Ferdinand III convoque une diète générale à Ratisbonne. — Affaire de la translation de la chambre impériale de Spire.

La guerre en 1640. — Baner, chassé de Bohême, est rejoint à Erfurt par les troupes de France, de Hesse-Cassel et de Brunswick. — L'archiduc Léopold-Guillaume est rejoint par Mercy. — Après avoir campé pendant quelque temps à *Saalfeld,* en face des Austro-Bavarois, Baner essaye d'entrer en Franconie ; il est refoulé, se retire à Brunswick, rentre en Hesse, se marie pour la troisième fois (septembre 1640), se retire dans le Waldeck.

Négociations. — Médiation du Pape et de Venise. — Ginetti. — Tentatives faites par l'Autriche pour séparer la France de la Suède.

Diète impériale de Ratisbonne (12 septembre 1640). — Question de la paix et de l'amnistie. — Question de l'armée ; désaccord entre l'Empereur et la diète. — *Pointe de Baner* sur Ratisbonne (21 janvier 1641) ; il se retire (26 janvier), se sépare de Guébriant à Regenstauf, fait une *retraite* désastreuse *par la Bohême ;* il est rejoint par Guébriant à Zwickau (29 mars). — Mort du duc Georges de Brunswick (12 avril). — Mort de Baner à Halberstadt (20 mai) ; son caractère. — D'Avaux achète l'armée de Baner, et Guébriant en prend le commandement.

Suite de la diète de Ratisbonne. — Question de l'amnistie et de ses effets. Les envoyés de Hesse-Cassel et de Brunswick viennent à Ratisbonne. — Question de la paix générale. — Divergences entre l'Autriche et la Bavière. — L'Autriche veut satisfaire la Suède pour écraser la France, et la Bavière veut satisfaire la France pour écraser la Suède. — Mémoire à adresser aux puissances étrangères. — Lettre de la reine Christine de Suède, offrant de négocier. — Ferdinand III envoie Lutzow à Hambourg, mais sans pouvoirs ; Salvius refuse de négocier avec lui. — Tous les membres de l'Empire prendront-ils part aux négociations ? — L'affaire

palatine est remise au jugement de l'Empereur. — Griefs religieux. — L'Empereur clot la diète (10 octobre 1641), et accorde une amnistie qui n'est pas acceptée.

Second traité de Hambourg entre la France et la Suède (30 juin 1641). — Münster et Osnabrück sont désignés comme lieux des négociations.

Traité préliminaire entre la France, la Suède et l'Empire (25 décembre 1641).

Comme son père, Ferdinand III désirait la paix. Ce fut pour y travailler qu'il chargea Anselme-Casimir d'Ulmstatt, archevêque de Mayence, archichancelier de l'Empire, de convoquer une diète d'électeurs à Nürenberg[1]. Le 4 février 1640, l'ambassadeur de l'archevêque de Mayence ouvrit la diète comme président. Il rappela en quelques mots les souffrances de l'Allemagne, et consulta ses collègues sur la conduite à suivre pour rétablir la paix ou pour continuer avantageusement la guerre; il proposa ensuite de demander la mise en liberté de l'électeur de Trèves.

Après ce discours, l'ambassadeur autrichien, baron Tobie de Haubitz, célébra longuement les services que le défunt empereur Ferdinand II avait rendus à l'Allemagne, ses brillantes victoires et son constant désir de la paix. Son fils Ferdinand III, héritant de ses intentions pacifiques, avait offert, dès le commencement de son règne, de négocier avec la France à Cologne, avec la Suède à Lübeck et à Hambourg; mais toutes ses démarches, toutes ses concessions avaient échoué devant la soif de conquêtes de ces deux puissances, et un nouveau danger se présentait du côté de l'Orient : la Hongrie, ce boulevard de l'Empire, était attaquée par les Ottomans. L'unique moyen de sauver l'Allemagne d'une ruine honteuse était que les électeurs restassent fidèlement attachés à l'Empereur. Quant à l'électeur de Trèves, Ferdinand III négociait avec lui. Haubitz termina son discours en consultant la diète sur les mesures à prendre contre les ducs de Brunswick et contre la landgrave de Hesse-Cassel, dont les menées hostiles ne cessaient pas.

Les représentants des électeurs, car il ne semble pas qu'aucun de ceux-ci soit venu en personne, furent unanimes à reconnaître

[1] D'après Koch (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. I, p. 185), cette convocation se serait faite à l'insu de l'Empereur.

que l'Empereur et l'Empire devaient s'unir étroitement, mais que, pour rendre cette union plus facile, il conviendrait d'inviter le collége des princes à venir délibérer avec celui des électeurs, et cela dans le plus bref délai, afin de ne pas accroître les frais de séjour des commissaires déjà présents.

En attendant l'arrivée des princes, les membres du congrès délibérèrent sur l'amnistie, que l'on regardait comme la première mesure à prendre pour rétablir la paix intérieure. Le représentant du Brandebourg, Jean-Frédéric de Löben, président du haut consistoire de Berlin, proposa d'accorder une amnistie générale, et de faire grâce, sans distinction, à tous les princes exclus de la paix de Prague, afin d'enlever aux puissances étrangères tout prétexte de continuer la guerre; mais l'envoyé bavarois, le vice-chancelier Richel, fut, au contraire, d'avis de n'accorder qu'une amnistie limitée. On se trompait, disait-il, en croyant qu'une amnistie générale empêcherait la France et la Suède de continuer la guerre, car ces deux puissances la faisaient, non pour rétablir les bannis, mais pour accroître leurs conquêtes; et il ne fallait pas non plus avilir le droit de grâce de l'Empereur, en l'exerçant en faveur de princes qui ne voulaient pas se réconcilier avec lui. Le président du haut consistoire de Dresde, Frédéric de Metsch, qui représentait la Saxe, soutint, comme l'ambassadeur de Brandebourg, la nécessité d'une amnistie générale et sans conditions. La paix de l'Allemagne était, croyait-il, à ce prix, car les princes bannis, tant qu'ils n'auraient pas recouvré leurs biens, s'allieraient avec l'étranger pour les reconquérir.

Cependant les princes, appelés à la demande des électeurs, au lieu de se rendre en personne à Nürenberg ou de s'y faire représenter, envoyèrent des déclarations écrites par lesquelles ils réclamaient d'un ton menaçant la convocation d'une diète générale. Les électeurs, disaient-ils, violaient la constitution et portaient atteinte aux priviléges des princes et des États, en s'arrogeant le droit de décider seuls les affaires les plus importantes, et en travaillant ainsi à fonder en Allemagne une oligarchie qui opprimerait les autres princes souverains. Après les grands sacrifices qu'ils avaient supportés, ils espéraient qu'on ne leur enlèverait pas des droits qui en étaient la compensation.

Le roi de Danemark, Christian IV, intimidé par la Suède, fit de son coté présenter à l'assemblée, par son envoyé extraordi-

naire, un mémoire dans lequel il se plaignait hautement, comme duc de Holstein, de ce que divers territoires de l'Empire avaient été soumis à des impôts, à des enrôlements, à des logements militaires, sans qu'on eût consulté les États. Pourquoi l'Empereur ne convoquerait-il pas une diète générale, ce qui ferait disparaître toute défiance et tout mécontentement? Le Roi demandait aussi avec instance qu'on donnât une solution à l'affaire du Palatin, qu'on s'entendît avec la landgrave de Hesse-Cassel, qui était prête à accepter une paix honorable, enfin qu'on gagnât le duc Georges de Brunswick-Lünebourg, le plus puissant des princes de la basse Saxe, en lui rendant Wolfenbüttel et en lui livrant Hildesheim.

Les commissaires des électeurs mirent en délibération la demande des princes, et s'occupèrent d'abord de la question de Hesse-Cassel. Par un traité conclu à Mayence le 25 juillet de l'année précédente (1639), la landgrave Amélie s'était engagée à faire sa soumission et à réunir ses troupes à celles de l'Empereur[1]. Le congrès de Nürenberg l'invita à l'exécuter; mais, à son grand étonnement, la landgrave répondit qu'on ne pouvait lui faire une pareille demande, car, en y accédant, elle se brouillerait avec ses alliés, exposerait son fils à perdre ses États, et augmenterait encore les maux de l'Empire au lieu de les diminuer. Elle déclarait aussi n'avoir aucune confiance en l'Empereur, parce qu'en ratifiant le traité il n'avait pas parlé de l'égalité politique promise aux calvinistes. Il semble certain que la landgrave s'inquiétait moins d'assurer à ses sujets le libre exercice du calvinisme que d'accroître son douaire, car c'était parce que la France et la Suède promettaient de l'aider à obtenir cet accroissement, qu'elle n'avait pas craint de s'allier de nouveau avec ces deux puissances (22 août 1639), pendant que ses envoyés signaient de leur côté un traité avec l'Empereur. Il est vrai qu'elle s'était réservé la ratification de ce dernier traité, et qu'elle pouvait la refuser. Quoi qu'il en soit, le général hessois Mélander, qui commandait ses troupes, la blâma vivement de sa duplicité; elle lui répondit par un soufflet, et Mélander quitta son service.

[1] Ce traité confirmait un premier traité conclu à Marbourg en 1638, et ratifié par Ferdinand III (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 58, 133, 144, 190).

La question du Brunswick ne put pas non plus être résolue. Les trois représentants de cette maison des Welfs, les ducs Georges, Frédéric et Auguste de Brunswick, envoyèrent une ambassade à Nürenberg pour déclarer qu'ils étaient disposés à négocier, si on les laissait traiter directement avec l'électeur de Cologne l'affaire de Hildesheim, pendante déjà depuis cent ans entre l'électorat et le Brunswick[1].

Ces questions de la Hesse-Cassel, du Brunswick, et plusieurs autres, parurent trop importantes aux commissaires, spécialement à celui de Cologne, pour qu'ils pussent seuls les résoudre. C'est pourquoi ils en renvoyèrent la solution à une diète générale qu'ils prièrent l'Empereur de convoquer dans le plus bref délai. Ferdinand III y consentit, et en fixa l'ouverture au 26 juillet de la même année; seulement il la convoqua à Ratisbonne, bien que, d'après la Bulle d'or, chaque Empereur dût tenir sa première diète à Nürenberg; mais on trouvait cette ville trop exposée aux attaques des Français et des Suédois.

Les représentants des électeurs eurent encore à examiner une question d'intérêt général avant de se séparer. La chambre de justice ou chambre impériale, qui résidait alors à Spire, priait les électeurs de transporter son siége ailleurs, parce que, les murailles de cette ville tombant en ruine et ne pouvant plus opposer de résistance, les archives étaient continuellement exposées à être pillées. Les juges, membres de la chambre, renouvelèrent en même temps la demande qu'ils avaient déjà faite, de pourvoir aux places de président et d'assesseurs, vacantes depuis longtemps. Personne ne demandait plus en effet à les occuper, depuis que la chambre, tribunal suprême de l'Empire, avait perdu toute autorité, et que les juges ne recevaient plus qu'un traitement insuffisant. Il en résultait non-seulement que les procès étaient interminables et que les plaideurs mouraient souvent avant d'avoir pu se faire rendre justice, mais que les juges, sans fortune et chargés d'enfants, se laissaient corrompre. Tous étaient accablés de dettes, soit parce qu'ils avaient perdu leurs biens pendant les divers pillages que la ville avait subis, soit parce que les vivres, à cause des droits d'octroi établis par le conseil municipal, étaient

[1] La maison de Brunswick avait enlevé plusieurs districts à l'evèché de Hildesheim, en 1524 et 1525 (Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 334).

à des prix exorbitants. Pour comble de malheur, les ministres autrichiens profitaient de la situation précaire dans laquelle se trouvait la chambre de justice pour attirer beaucoup de procès au conseil aulique de Vienne, ce qui appauvrissait encore les juges en leur enlevant les taxes dues à raison de ces procès.

Le congrès de Nürenberg approuva la translation de la chambre impériale, et invita la ville de Francfort à la recevoir. Mais les Francfortois s'opposèrent à cette translation. Ils pensaient que la présence de la chambre de justice chez eux anéantirait leur grande foire, parce que les priviléges de la chambre seraient en opposition avec les leurs, et qu'elle augmenterait dans leur ville le nombre des pauvres, les juges devant en effet amener avec eux une suite de huit cents personnes, toutes mal payées. Ils ne consentaient à recevoir que les archives. Par suite de ces difficultés, le congrès renvoya à l'Empereur et à la prochaine diète l'examen de la question [1].

Pendant que les représentants des électeurs recherchaient les moyens de pacifier l'Allemagne, Guébriant, qui commandait l'armée weimarienne en l'absence de Longueville, quittait le Wetterau avec six mille hommes et se dirigeait vers Erfurt pour s'y réunir aux Suédois [2]. Après avoir rallié dans cette ville les troupes de France (12 mai) [3], de Brunswick et de Hesse-Cassel (15 mai), Baner se trouva à la tête d'une armée de quarante mille hommes.

L'archiduc Léopold-Guillaume, arrivé à Saalfeld (7 mai 1640) [4] avec trente mille hommes, y avait établi son camp dans une forte position. Baner essaya d'abord de l'attirer en rase campagne, en dirigeant sur lui une forte canonnade; ce fut peine perdue : l'archiduc, bien décidé à ne pas livrer bataille à une armée supérieure en nombre, demeura immobile. Baner donna ensuite un assaut : il fut repoussé. Enfin, il se disposait à prendre les Impé-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 754 à 762; *Mercure français*, t. XXIII, p. 692; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 187.

[2] A Hildesheim, il renouvela l'alliance des Suédois avec le duc Georges de Brunswick-Lünebourg et avec la landgrave de Hesse-Cassel (Schreiber, *Maximilian I*, p. 762, 763).

[3] Le 16 mai, d'après Le Laboureur (*Histoire de Guébriant*, p. 204).

[4] Au sud-est d'Erfurt (Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 686).

riaux par la famine, lorsque Mercy déboucha de la forêt de Thüringe à la tête de dix mille Bavarois, aguerris et bien équipés.

Ce fut au tour de Baner de se mettre sur la défensive et de se retrancher. Quelle allait être la conduite des Impériaux? L'archiduc appela Mercy à un conseil de guerre auquel assistèrent Piccolomini, Hatzfeld et Huyn-Geleen. Après un instant de discussion, la supériorité de Mercy se fit jour, et tous les généraux présents subirent son ascendant. Il leur était en effet bien supérieur par sa science et par son coup d'œil stratégiques. Le défaut de vivres ne semblait laisser d'autre alternative que d'attaquer l'ennemi dans sa forte position ou de se retirer. Mercy proposa un troisième plan : il offrit, pendant que les Impériaux et les Suédois resteraient immobiles, de manœuvrer avec ses Bavarois sur les bords de la Saale, de manière à procurer des vivres aux Impériaux et à les couper aux Suédois. La victoire devait rester à ceux qui pourraient demeurer le plus longtemps dans leurs retranchements. L'offre de Mercy fut acceptée.

Mais lorsque les Bavarois eurent descendu le long de la Saale et dépassé Rudolstadt, Baner, se doutant du plan de ses adversaires, leva son camp et se dirigea au sud-ouest, vers Cobourg, avec l'intention de gagner le Danube en traversant la Franconie (4 juillet 1640). Mercy et Piccolomini pénétrèrent de leur côté le plan des Suédois : ils se rendirent à marches forcées vers Neustadt, petite ville située au nord-est de Cobourg, et leur barrèrent le passage. Baner, revenant alors en arrière, se replia sur Eisenach, où ses soldats, las et mécontents, menacèrent de se révolter [1]. Ils étaient restés huit jours sans pain, ne mangeant que de l'herbe; un grand nombre de Français, incapables de marcher plus longtemps, attendaient la mort dans les champs, et la moitié des troupes du Brunswick et de la Hesse-Cassel s'étaient débandées. Les Impériaux se mirent alors à la poursuite des Suédois. Baner essaya de les arrêter, en envoyant le duc Ernest de Saxe-Weimar demander un armistice; mais l'archiduc le renvoya à l'Empereur. Le maréchal ne pouvait pas attendre : il se retira à

[1] Baner voulait incorporer l'armée française dans ses troupes : Guébriant s'y opposa (Le Vassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVII (X), p. 198 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 211).

Brunswick, où les troupes brunswickoises et hessoises l'abandonnèrent encore en grand nombre. Un astrologue prédisait à son état-major la ruine de l'armée suédoise : Baner le fit saisir et jeter en prison. Pendant ce temps, l'armée impériale envahissait la Hesse-Cassel. La princesse Amélie s'enfuit à Brunswick. Comme elle faisait des difficultés, ainsi que le duc Frédéric II de Brunswick-Lünebourg, pour remplacer par de nouvelles troupes celles qui s'étaient fondues, le maréchal suédois menaça de les abandonner et de se retirer en Westphalie. Mais le duc de Longueville s'y opposa, et Baner se radoucit. Dans le même temps, le duc de Brunswick-Lünebourg et la landgrave avaient noué des négociations secrètes avec l'Empereur.

Baner, ayant concentré ses troupes à Minden sur le Weser[1], entra dans la Hesse-Cassel et s'avança jusqu'à Fritzlar, où les Impériaux s'étaient retranchés. On pensait que le maréchal prendrait l'offensive. L'archiduc, pour l'y engager, sortit de son camp, rangea son armée en bataille, et Mercy attaqua même l'avant-garde suédoise avec deux régiments de cuirassiers. Mais Baner se contenta d'occuper les hauteurs et resta sur la défensive. Il était alors tout absorbé par son troisième mariage.

Le maréchal avait perdu à Saalfeld sa seconde femme, de la famille des comtes d'Erbach. Cette femme prudente et avisée le suivait dans toutes ses expéditions, et avait acquis une grande autorité sur lui. Il pleura amèrement sa mort. « En m'ôtant ma femme, disait-il à l'envoyé de France, Beauregard, Dieu m'a ôté tout mon esprit ; il ne faut plus rien attendre de moi. » Il oublia cependant, en moins de dix jours, cette épouse si regrettée. Comme il accompagnait son corps pour l'ensevelir à Erfurt, il rencontra une jeune princesse, Jeanne de Bade-Durlach, et en devint sur l'heure si éperdument amoureux qu'il l'épousa après avoir attendu avec la plus vive impatience la fin des trois premiers mois de son deuil. Pendant cette attente, il perdait l'estime de ses officiers et de ses soldats, en négligeant complétement les affaires. Il s'exposait à être pris par l'ennemi dans les fréquents voyages qu'il faisait au château d'Arolsen[2] pour voir la princesse ; et lorsqu'il en revenait, c'était pour tenir table ouverte et boire

[1] A l'ouest de Hanovre.

[2] Arolsen, au nord-ouest de Waldeck.

à la santé de sa belle. Le jour où il reçut le consentement du margrave de Bade, son futur beau-père, il donna un repas magnifique et fit tirer deux cents coups de canon. Le bruit en parvint jusqu'à Cassel, et l'on y crut si bien à une bataille que le peuple et le clergé protestant coururent aux temples et se mirent en prières. Le 24 septembre 1640, le maréchal prit trois cents chevaux avec lui, et, accompagné de Guébriant, il alla se marier, puis ramena aussitôt sa femme à son quartier général.

Cependant le manque de vivres obligea bientôt les Suédois à battre en retraite dans le comté de Waldeck. Le duc de Longueville, atteint d'une fièvre chaude en route, se fit porter à Cassel, et de là revint en France; Guébriant prit le commandement à sa place. L'archiduc suivit les Suédois avec toute son armée. A Wildungen [1], Baner se retrancha à la hâte pour attendre un renfort que lui amenait le général français du Hallier; mais l'archiduc, au lieu de l'attaquer, se tourna du côté du Weser, fit enlever d'assaut la forteresse de Höxter (3 octobre), et il allait pénétrer dans le Brunswick, lorsque Baner accourut à marches forcées pour l'en empêcher [2].

L'hiver était arrivé. L'archiduc distribua ses troupes dans la Franconie, la Bavière, la Souabe, les deux Hesses, la Westphalie, et il se rendit lui-même avec Piccolomini à la diète de Ratisbonne. La campagne de 1640 s'était passée en manœuvres et sans événements décisifs; toutefois, Baner avait été obligé d'évacuer la Bohême et la Saxe : il prit ses quartiers d'hiver dans le Brunswick [3].

Les négociations ne réussissaient pas mieux que la guerre. Le pape Urbain VIII n'avait pas cessé d'exhorter la France et l'Autriche à faire la paix. Il désigna Cologne (1636) comme le lieu où devraient se réunir les représentants des diverses puissances, et il y envoya le cardinal Ginetti, avec la qualité de légat et de médiateur entre les princes catholiques. L'Empereur et le roi d'Espagne applaudirent à cette démarche, et s'empressèrent d'envoyer leurs plénipotentiaires. Ils invitèrent le roi de France

[1] A l'ouest de Fritzlar.

[2] Baner se posta dans la forêt de Sollinger à l'est d'Höxter.

[3] Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVII (X), p. 186, 197, 200, 210; Schreiber, *Maximilian I*, p. 763 à 766; Koch, *Geschichte des deutschen Reich unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 208, 245, 247.

à en faire autant, et celui-ci y engagea ses alliés; mais les Suédois et les Hollandais refusèrent de se faire représenter, parce qu'ils rejetaient la médiation du Pape qu'ils considéraient comme leur plus grand ennemi. La France différa alors l'envoi de ses ambassadeurs.

Quelque temps après, la république de Venise, soit sollicitation de la France, soit zèle pour la paix, offrit sa médiation aux Suédois et aux Hollandais, et proposa d'envoyer à Cologne un plénipotentiaire qui leur serait moins suspect que celui du Pape. Les Hollandais acceptèrent, mais les Suédois, sans rien décider, se plaignirent de ce que la République, dans la lettre qu'elle avait écrite à leur reine, ne lui eût donné que le titre de *Sérénissime*, sans ajouter celui de *Très-Puissante*. L'affaire en resta là.

L'année suivante (1637), comme on pressait de plus en plus la France d'envoyer des ambassadeurs à Cologne, elle demanda pour eux des sauf-conduits; mais, ne voulant pas se séparer de ses alliés, elle en demanda aussi pour les Suédois, les Hollandais et les princes protestants d'Allemagne. L'Autriche et l'Espagne élevèrent des difficultés, parce qu'elles auraient voulu isoler la France; l'Empereur fit en outre observer qu'il ne pouvait accorder de sauf-conduits aux princes allemands, parce que ceux-ci, étant ses vassaux, ne devaient pas négocier sans lui.

Le Pape proposa alors une trêve de dix à douze ans (1638). Richelieu se montra disposé à l'accepter, à la condition de garder toutes ses conquêtes jusqu'à la paix. Il espérait que cette possession temporaire finirait par devenir définitive. Ce fut précisément la crainte que les choses ne se passassent ainsi, qui décida l'Empereur à repousser la trêve. La Suède, de son côté, n'en voulut pas davantage, parce que la France prétendait diminuer ses subsides pendant l'armistice. On ne put donc pas s'entendre.

L'Autriche, n'ayant pu détacher la France de la Suède, essaya (1639) de détacher la Suède de la France. Elle fit offrir par Kurz de Senftenau[1] à Salvius, qui résidait alors à Hambourg, de donner à la Suède une indemnité en argent, et, comme garantie de cette indemnité, la possession d'une partie de la Poméranie. Kurz donna

[1] Vice-chancelier de l'Empire (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 343).

à entendre que l'indemnité ne devant jamais être payée, cette possession provisoire deviendrait définitive. Mais la Suède craignit que l'Espagne ne payât la somme et ne gardât pour elle-même cette province : elle refusa.

L'Empereur, afin de satisfaire à la demande que les princes lui avaient adressée au commencement de l'année, pendant la diète d'électeurs de Nürenberg, avait convoqué une diète impériale à Ratisbonne. Il arriva dans cette ville dès le milieu du mois de juin 1640, avec les hauts fonctionnaires de la cour et de l'Empire. Ferdinand III tenait beaucoup à ce que les princes s'y rendissent en personne, pour faciliter et hâter les négociations par leur présence; mais ils reculèrent devant les frais de voyage et de séjour, et la plupart se firent seulement représenter. L'électeur Maximilien de Bavière s'abstint prudemment de paraître, dans la crainte qu'on ne lui arrachât quelque concession dans l'affaire du Palatin. Les ambassadeurs arrivèrent successivement; ils ne se hâtaient pas, de peur d'accroître inutilement leurs frais. Les derniers venus furent les commissaires de l'électeur de Saxe; ils ne parurent qu'au commencement de septembre, quoique l'ouverture eût été fixée au 26 juillet. L'Empereur aurait désiré faire présider la diète par un prince protestant, le jeune margrave Albert de Brandebourg-Ansbach, dans l'espoir de gagner ainsi la confiance de ses coreligionnaires; mais le margrave, prétextant son manque absolu d'argent, refusa de faire le voyage.

La diète s'ouvrit le 12 septembre 1640, par la lecture du message impérial. Ce message reproduisait les principales questions déjà posées à Nürenberg, sur la paix, la guerre, l'administration de la justice et l'amnistie.

Après l'ouverture, les membres des trois ordres, au nombre de deux cent soixante, commencèrent à tenir des réunions séparées. Des contestations de préséance qui eurent lieu dans le collége des princes, entre la Bavière et Salzbourg, et entre le Mecklenbourg-Schwerin et le Mecklenbourg-Güstrow, furent résolues sans trop perdre de temps. Tous aspiraient à la paix. On tomba facilement d'accord, dans les réunions particulières, sur les points indiqués par le message. La même harmonie régna dans la première assemblée générale; on s'entendit pour demander à l'Empereur de signer un armistice avec l'ennemi, d'ouvrir des négociations de paix, et, tout d'abord, d'appeler à la diète les souverains du

Brunswick et de la Hesse-Cassel, car on ne pourrait pas obtenir d'accord durable, tant qu'un membre de l'Empire manquerait à l'assemblée.

Sur la question de paix, Ferdinand III rappela que, si les négociations avec la France avaient échoué, ce n'avait pas été sa faute, mais celle des Français. Comme preuve de son désir sincère de traiter, il reprit le fil rompu des négociations, et pendant qu'uni aux électeurs catholiques, il priait le pape Urbain VIII d'interposer encore sa médiation entre l'Allemagne et la France, il chargea le roi de Danemark de faire des démarches auprès de la Suède. Quant aux ducs de Brunswick et à la landgrave de Hesse-Cassel, il leur envoya sans délai des sauf-conduits pour se rendre à Ratisbonne.

Sur la question de l'amnistie, l'Empereur ne se montra pas aussi facile : il ne voulait la faire remonter qu'à l'année 1630. L'accorder générale et pour les actes antérieurs à 1630, c'eût été remettre en question tout ce qui avait été fait à la suite de la révolte de Bohême, spécialement la translation de la dignité électorale palatine au duc de Bavière. Les électeurs se montrèrent néanmoins favorables à une amnistie générale. Dans le collége des princes, beaucoup de membres demandèrent aussi qu'on ne refusât de sauf-conduit à aucun de ceux qui avaient été exclus de la paix de Prague, afin qu'ils pussent venir à Ratisbonne se justifier devant la diète. Mais le représentant de l'Autriche dans ce collége, le docteur Prückelmayr, conseiller privé et chancelier du conseil aulique, protesta contre toute citation que la diète voudrait donner de paraître devant elle pour se justifier, parce que ce serait empiéter sur les droits de l'Empereur, à qui seul appartenait le droit de grâce. Cette opinion fut adoptée par plusieurs commissaires, mais le représentant bavarois dans le même collége, Jean-Christophe Abegg, chancelier du conseil aulique bavarois, proposa de décider que les personnes amnistiées par l'Empereur auraient néanmoins à se justifier devant les électeurs, auxquels serait adjointe une commission du collége des princes, et il rallia à son avis les représentants des protestants.

La question d'amnistie souleva aussi de vifs débats dans l'assemblée générale. Les députés des villes ayant demandé que l'Empereur l'accordât sans aucune restriction, un grand nombre de membres catholiques de la diète s'y opposèrent, parce

que les catholiques auraient été forcés de rendre aux amnistiés les biens qui, à la suite des confiscations, étaient arrivés entre leurs mains, soit par des dons de l'Empereur, soit par des ventes. L'un des représentants de la Saxe, le docteur Leuber, voyant ces divergences, proposa d'admettre, comme terme moyen, que la grâce de tous les condamnés politiques serait recommandée à l'Empereur, qui statuerait avant la clôture de la diète. Ce fut ce dernier avis qui l'emporta lors du vote, et Ferdinand III, malgré l'opposition des ambassadeurs du Pape et du roi d'Espagne, promit de publier un décret d'amnistie générale. Rien n'était décidé pour l'époque à laquelle en remonteraient les effets.

La question d'amnistie ainsi résolue, le comte de Stahrenberg[1] présenta, au nom de l'Autriche, un projet pour l'amélioration de l'armée. Il n'eut pas de peine à démontrer que l'ennemi ne renoncerait à ses plans de conquêtes et n'accepterait la paix que lorsqu'il verrait en face de lui des forces supérieures. Une commission, élue dans les trois colléges, fut chargée d'un examen préalable sur le nombre des troupes et sur les frais de solde et d'équipement. Le président du conseil de guerre de l'Empire, Schlick, demandait une armée de quatre-vingt mille hommes; mais les frais en auraient été si considérables que la commission en fut effrayée et proposa de réduire ce chiffre au moins de moitié. Cependant la commission rencontra de la résistance chez les membres du conseil de guerre, qui soutenaient qu'une armée nombreuse était indispensable, et exprimaient la crainte que beaucoup de généraux et d'officiers ne passassent au service de l'ennemi, s'ils étaient licenciés.

Les députés des villes, de leur côté, ne voulaient plus entendre parler de combattre, et demandaient la paix à cor et à cri. Le maintien d'une telle quantité de soldats sans discipline dépeuplait, appauvrissait les villes, et détruisait tout ordre et toute moralité. Il n'y avait plus de religion; les crimes et les vices débordaient partout; la jeunesse recevait une éducation si déplorable que la postérité elle-même s'en trouvait menacée. Les ambassadeurs des électeurs et des princes ne se plaignaient pas moins amèrement. Les officiers, disaient-ils, allaient jusqu'à ravager, par jalousie, les bons quartiers destinés à leurs alliés, et à

[1] Maréchal de la cour d'Autriche.

détruire les dernières ressources des populations affamées; afin de se procurer de l'argent, ils usurpaient les droits des princes souverains en établissant arbitrairement des lignes de douane, et en faisant payer des droits d'entrée aux habitants. A ces plaintes, l'Empereur et l'archiduc répondirent en promettant de laisser aux princes des cercles le soin de répartir eux-mêmes les quartiers.

Cependant la fin de l'année 1640 approchait, et la diète n'avait encore pris aucune décision. Le décret d'amnistie, promis par l'Empereur, n'avait pas été publié, et, malgré la demande de la diète, aucune démarche n'avait été faite pour arriver à un armistice ou à des négociations. Les ambassadeurs de Brunswick et de Cassel, arrivés à Ratisbonne depuis plusieurs semaines, n'avaient pu avoir d'audience, ni de l'Empereur, ni de la diète. Les ministres autrichiens, ne songeant, en effet, qu'à obtenir de l'argent pour lever une armée qui permettrait de chasser de l'Empire les Français et les Suédois, cherchaient à entraver la diète sur tous les autres points. L'ambassadeur d'Espagne intriguait de son côté pour qu'on ne s'occupât pas de rétablir l'électeur de Trèves, afin que les Espagnols, en continuant d'occuper ses États, pussent maintenir les communications libres entre la Belgique et l'Autriche. Il résultait de tout cela un grand mécontentement parmi les députés; bon nombre parlaient de retourner chez eux[1].

Ce fut au moment où éclatait cette mésintelligence entre la diète et l'Empereur que la nouvelle se répandit tout à coup que Baner, profitant de la dispersion des troupes impériales dans leurs quartiers d'hiver, se dirigeait à marches forcées sur Ratisbonne. Le maréchal, sur les instances du duc Georges de Brunswick, d'après les uns, sur celles de Guébriant, d'après les autres, avait en effet quitté Brunswick avec quinze mille Suédo-Allemands et sept mille Français, et, traversant la Thüringe, dont les rivières étaient gelées et les champs couverts de neige, était entré dans

[1] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 255, 261, 278, 342, 345; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 149; *Mercure français*, t. XXIII, p. 701; Schreiber, *Maximilian I*, p. 767, 771; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVII (IX), p. 399; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 331; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 565; Richelieu, *Mémoires*, t. IX, p. 73, t. X, p. 85 à 142.

le haut Palatinat. Son dessein était de disperser la diète, de faire prisonniers l'Empereur et ses ministres, et, dans tous les cas, de pousser jusqu'à Vienne. Il avait envoyé des émissaires aux protestants de la haute Autriche pour les prévenir de son arrivée et les engager à se soulever.

L'alarme fut grande à Ratisbonne, et beaucoup de députés se disposèrent à fuir. L'Empereur les réunit, et les rassura par son courage et par la promesse qu'il leur fit de ne pas quitter la ville. L'ambassadeur de Bavière promit de son côté de demeurer auprès de l'Empereur, et détermina tous les autres députés à faire de même. Ils demandèrent seulement qu'on prît des mesures pour assurer l'approvisionnement et la défense de Ratisbonne.

La première chose à faire était de retarder autant que possible la marche des Suédois. Des courriers furent expédiés dans toutes les directions pour faire prendre les armes aux soldats dispersés dans leurs quartiers. Partout retentirent des cris de guerre; le général des Bavarois, Mercy, réunit à la hâte ses meilleurs régiments et marcha à l'ennemi dans le haut Palatinat. Son avant-garde, commandée par le colonel Truckmüller, rencontra près de Hahnbach [1] l'avant-garde suédoise, commandée par Königsmark, et la repoussa. Mercy, trouvant ensuite devant lui des forces supérieures, se replia sur Neumarkt, puis sur Donauwerth, pour y attendre les Autrichiens. Piccolomini, moins prompt que lui, en était encore à délibérer à Ratisbonne avec l'Empereur et le conseil de guerre. Pendant ce temps Baner, avec le gros de son armée, avançait toujours; le 21 janvier 1641 son avant-garde se montra sur les hauteurs de Winzer, en face de Ratisbonne.

L'arrivée de Baner répandit partout la terreur; un grand nombre d'habitants s'enfuirent dans les montagnes; les bourgs et les châteaux, sortis à peine de leurs cendres, flambaient de nouveau, et ces incendies annonçaient, après sept ans, le retour des barbares. Un parti de cavalerie suédoise franchit à Straubing le Danube, qui était gelé, et faillit surprendre l'Empereur à la chasse; on lui enleva ses faucons et sa litière [2].

[1] Au nord-ouest d'Amberg.

[2] Koch raconte que les Suédois mangèrent les faucons, les prenant pour des faisans (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 256).

Le dégel sauva Ratisbonne. Baner, qui ne possédait pas d'équipage de pont, craignit d'être isolé du nord de l'Allemagne s'il passait le fleuve sur la glace, et il se retira. Avant de battre en retraite, il se donna, le 26 janvier, le plaisir d'effrayer la diète, en bombardant la ville du haut de l'Ostenberg. Le baron de Reinach, le même qui avait défendu Brisach contre Bernard de Weimar, avait mis Ratisbonne en état de défense; il répondit avec l'artillerie de la forteresse. Arrivés à Regenstauf, Baner et Guébriant tinrent conseil sur les quartiers que leurs troupes devraient occuper pendant le reste de l'hiver. Afin d'emmener les Français le plus loin possible de leur pays pour les retenir plus facilement dans sa dépendance, Baner pria Guébriant de l'accompagner en Bohême. Guébriant refusa et se dirigea vers la Franconie et le haut Palatinat.

Baner, laissé seul, marcha néanmoins vers la Bohême et attaqua d'abord Cham. Le commandant de cette place la livra aux Suédois, sans même essayer de la défendre, et se retira avec la garnison à Straubing, où il fut condamné à mort et exécuté. Le maréchal séjourna quelque temps à Cham, indécis et n'osant rien entreprendre sans les Français. En vain écrivait-il à Guébriant de venir le rejoindre; tout ce qu'il put obtenir de lui fut qu'il irait l'attendre à Zwickau, en Saxe.

Cependant l'Empereur et l'électeur de Bavière avaient réuni près d'Ingolstadt une armée de dix-huit mille Austro-Bavarois, sous le commandement de l'archiduc Léopold-Guillaume. Gaspard de Mercy prit les devants, avec un corps de cavalerie d'élite, et se dirigea sur Cham, pendant que Huyn-Geleen s'y rendait également de Straubing avec un corps d'armée tiré de Bohême.

Ainsi menacé, Baner donna ordre au colonel Erich Slange de rallier sans tarder toutes les garnisons du haut Palatinat et de les lui amener. A peine Slange était-il parti, avec trois régiments de cavalerie, que Gaspard de Mercy parut sur ses derrières avec ses rapides cavaliers. Le colonel suédois, pour lui échapper, se jeta dans la ville de Neunbourg [1]; il espérait que le maréchal lui enverrait du secours, mais il se vit bientôt cerné par l'armée austro-bavaroise. Sommé de se rendre, Slange répondit que si on lui envoyait un second parlementaire, il le ferait mettre à mort.

[1] Sur la Schwarzach, au nord-ouest de Cham.

L'archiduc, qui était arrivé à la suite de Gaspard de Mercy, n'ajouta aucune foi à cette menace, et lui envoya un trompette ; Slange le fit fusiller. Cet acte de cruauté indigna les Impériaux ; Piccolomini canonna la ville ; les murailles furent bientôt démolies, les tours abattues. Le commandant suédois se défendit bravement, réparant les brèches pendant la nuit, et attendant avec impatience l'arrivée de renforts. Mais Baner, menacé de son côté par Huyn-Geleen, qui arrivait de Straubing, ne put pas le secourir. Désespérant de se maintenir lui-même à Cham, il mit le feu à la ville, prit ensuite des chemins de traverse, et se jeta en Bohême par Furth et le Bömerwald. Slange tint encore pendant trois jours derrière les murailles renversées de Neunbourg, et repoussa plusieurs assauts. Lorsqu'il eut appris le départ de Baner, il offrit de livrer la ville, si on le laissait se retirer librement ; mais l'archiduc refusa, et il fut obligé de se rendre à discrétion. Les trois mille cinq cents soldats qui lui restaient, presque tous vétérans allemands, furent incorporés dans l'armée austro-bavaroise, et, peu de jours après, combattirent leurs anciens camarades. Les officiers, entre autres le margrave Magnus de Bade, beau-frère de Baner, furent envoyés à Ratisbonne, avec cinquante étendards et drapeaux, et quatre mille chevaux de trait. Leur arrivée tranquillisa la diète.

Neunbourg pris, l'archiduc marcha sur Eger avec la principale armée, pour couper la retraite aux Suédois, pendant que Mercy, réuni à Huyn-Geleen, entrait en Bohême par Waldmünchen, et se mettait à leur poursuite. Mais Baner échappa. En dix jours, il franchit la distance de Cham à Zwickau. Comme ses canons ralentissaient la marche, il les fit réunir dans une ferme, près de Kaaden sur l'Eger, avec leurs affûts et les chariots de poudre, et fit sauter le tout. Malgré cet allégement, malgré les abatis d'arbres dont il obstruait les routes sur ses derrières afin de retarder la marche de l'ennemi, son arrière-garde, avec les femmes, les enfants qui suivaient l'armée et une partie du bagage, tomba au pouvoir de la cavalerie bavaroise. L'archiduc avait commis une grande faute en s'attardant devant Neunbourg. Si, laissant là Gaspard de Mercy avec un détachement suffisant pour assiéger cette place, il eût marché tout de suite contre Baner, il aurait pu, avec l'aide de Huyn-Geleen, cerner l'armée suédoise à Cham, et l'écraser ou la prendre tout entière.

Arrivé à Zwickau le 29 mars 1641, Baner y fut rejoint le même jour par Guébriant. Le général français, arrivant de Bamberg, avait franchi les montagnes qui séparent la vallée du Main de celle de la Saale. La neige était si épaisse que les soldats en eurent pendant trois jours jusqu'aux genoux. La première entrevue des deux généraux fut loin d'être cordiale. Baner se plaignit d'avoir été abandonné, et Guébriant lui répondit que les Suédois l'y avaient eux-mêmes obligé en ne lui laissant pas de quartiers suffisants.

Les Français et les Suédois, démoralisés par leur retraite, entrèrent, au commencement d'avril 1641, dans l'évêché d'Halberstadt, pour se remettre des fatigues de leur campagne d'hiver. L'archiduc Léopold et Piccolomini, au lieu de les y poursuivre, firent halte sur l'Eger; les Autrichiens et les Saxons s'établirent en Bohême, et les Bavarois dans la Franconie et le haut Palatinat. Mais leur repos ne dura pas longtemps.

Le duc Georges de Brunswick, en apprenant que le maréchal suédois revenait après avoir éprouvé de grandes pertes, et que les Impériaux approchaient, fut tellement effrayé qu'il en mourut au bout de peu de jours (12 avril 1641). Sa mort jeta le trouble dans tout le cercle de basse Saxe, qui craignit que les Impériaux ne vinssent le châtier de sa défection [1].

Cependant Baner était tombé malade en arrivant à Zwickau. Il se fit transporter à Mersbourg, puis à Halberstadt. Ce fut là qu'il mourut, le 20 mai 1641, à l'âge de quarante-cinq ans, des suites de ses débauches et des fatigues que lui avaient causées son expédition de Ratisbonne et sa retraite de Bohême. Il léguait son épée à Guébriant, qui prit le commandement de toute l'armée.

Baner fut l'un des meilleurs élèves de Gustave-Adolphe, et l'un des plus illustres généraux de la Suède. Il était né en 1596, à Diursholm, dans la province d'Upland en Suède. Son père fut du nombre des sénateurs que Charles IX fit décapiter en 1600. D'abord chambellan de Gustave-Adolphe, puis officier de cavalerie dans son armée, il prit part à toutes les expéditions du roi de

[1] La mort du duc Georges de Brunswick privait la France et la Suède d'un allié important, dont les États leur assuraient une libre communication entre l'est et l'ouest de l'Allemagne.

Suède depuis 1625. Il commanda l'aile droite à la bataille de Leipzig, et Gustave-Adolphe fut si satisfait de sa conduite qu'il déclara « qu'après Dieu, c'était à Baner qu'il devait la victoire ». Blessé au camp de Nürenberg, il ne put assister à la bataille de Lützen.

Depuis que Horn avait été fait prisonnier à la bataille de Nordlingue et que Bernard de Weimar était entré au service de la France, Baner était devenu le principal général des Suédois. Il remporta la victoire de Wittstock sur les Austro-Saxons, et fit deux retraites célèbres : l'une en Poméranie, devant Gallas; l'autre à travers la Bohême, devant l'archiduc Léopold. Prudent, esprit fécond en ressources, Baner joignait à une grande intrépidité une connaissance approfondie de l'art militaire, la maturité du conseil, la rapidité de l'exécution. On l'appelait le second Gustave, et il ressemblait à ce prince, non-seulement par les qualités guerrières, mais par les traits du visage. Il jouissait de l'entière confiance de ses soldats, s'occupait avec sollicitude de leur nourriture et épargnait leur sang le plus possible. Grave et réservé, il se familiarisait peu avec ses officiers et les souffrait rarement auprès de sa personne. « Il ne faut pas, disait-il, que tant de gens aient part au secret des affaires; cela les rend moins respectueux. » Et il ajoutait : « Je ne m'accommode point de ces volontaires de qualité : ils veulent être trop considérés, et les exemptions des devoirs de la discipline militaire qu'on ne peut se dispenser de leur accorder, sont d'un pernicieux exemple et gâtent tous les autres. »

Il prétendait, comme Wallenstein, être maître absolu de son armée, et agir sans s'inquiéter des ordres de personne. D'après lui, les généraux de l'Empereur étaient battus parce qu'ils manquaient d'indépendance, et que la cour de Vienne les changeait constamment et leur imposait des plans de guerre; il en résultait que les nouveaux venus prenaient de l'expérience aux dépens de l'Empereur. Baner disposait à son gré des commandements militaires, et du gouvernement de toutes les places conquises par les Suédois; mais il le faisait toujours en faveur des plus dignes. Il voulait que chaque officier disposât à son tour de ses subordonnés, et exerçât, à leur égard, même le droit de grâce. Il savait à propos récompenser et punir. Il ne souffrait pas que les soldats s'enrichissent : « Ils se débanderaient tout de suite, disait-il, et je

n'aurais plus que de la canaille; leur accorder le pillage des villes, c'est vouloir les perdre à plaisir. »

Baner aimait la dépense, et vivait largement sur les pays conquis. Son gouvernement de Poméranie et ses autres charges lui valaient cent mille livres par an. Certains historiens ont dit qu'il laissa deux cent mille; d'autres, un million de thalers, fruit de ses campagnes, qu'il avait déposés à Hambourg.

Il était robuste, laborieux, patient et d'une activité continuelle. Sujet à la colère, il traita plusieurs fois avec trop de fierté des princes et des généraux. On dit qu'il mourut chrétiennement après une maladie de deux mois, pendant laquelle il donna des marques sincères de foi et de repentir.

Après la mort de Baner, l'archiduc Léopold s'efforça de gagner les soldats de l'armée suédoise, presque tous Allemands, car il n'y avait parmi eux qu'environ cinq cents Suédois. Les colonels, mal payés, auraient passé volontiers au service de l'Empereur; mais les commissaires impériaux se présentèrent devant eux sans argent, tandis que l'ambassadeur français, d'Avaux, leur offrit de grosses sommes. Le résultat ne se fit pas attendre : tous les régiments se vendirent à qui pouvait les payer, et Guébriant se mit à leur tête. C'est ainsi que la France prenait peu à peu la première place parmi les adversaires de l'Empereur. Il restait encore une ressource aux Impériaux : c'était d'attaquer l'armée suédoise avant qu'elle eût été réorganisée. Mais l'archiduc, au lieu de marcher résolûment contre elle, préféra suivre la vieille méthode des généraux autrichiens et bavarois, et assiéger les villes et les forteresses que l'ennemi occupait en Saxe[1].

Pendant ce temps la diète de Ratisbonne continuait ses délibérations. Il avait été décidé que l'Empereur publierait une amnistie générale; mais on n'avait pas encore fixé l'époque à laquelle en remonteraient les effets. L'électeur de Bavière proposa de les faire remonter seulement jusqu'à l'année 1630, date de l'entrée des Suédois en Allemagne, ce qui excluait le rétablissement des princes palatins. La question fut discutée en détail dans les trois colléges; la diète adopta la proposition de l'élec-

[1] *Mercure français*, t. XXIV, p. 321, 324; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 254, 263; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVII (X), p. 400 à 419; Schreiber, *Maximilian I*, p. 772 à 776; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 332.

teur de Bavière, et Ferdinand l'accepta aussi, en excluant toutefois de l'amnistie les sujets de ses États héréditaires, et en reculant la publication jusqu'après la clôture de la diète. Mais le collége des princes en réclama la publication immédiate. On convint d'un terme moyen : il fut décidé que le décret serait publié sans délai, mais exécuté seulement après la clôture. L'Empereur y consentit d'autant plus volontiers que les électeurs et les princes ne lui contestaient pas le droit de grâce, et que les condamnés n'étaient pas cités devant la diète, comme il en avait été question. Quant au collége des villes, dont la majorité était protestante, il persista à réclamer une amnistie dont les effets seraient complets et non pas seulement limités à l'année 1630, et il demanda que son vote fût au moins inséré dans le décret. Le collége ne put l'obtenir, parce qu'il n'avait que voix consultative, les électeurs et les princes ayant seuls voix délibérative.

Les envoyés du Brunswick et de la Hesse-Cassel, solennellement introduits en présence de la diète, y furent accueillis avec une défiance générale et bien fondée, leurs souverains étant encore les alliés des ennemis de l'Allemagne. Ils présentèrent un mémoire dans lequel ils conseillaient d'ouvrir des négociations de paix avec les puissances étrangères, et offraient pour cela leur médiation. Le représentant de Mayence[1] répondit, au nom de toute l'assemblée, que la diète était d'avis d'ouvrir des négociations de paix en envoyant un mémoire à Stockholm, à la reine Christine. Il priait le Brunswick et la Hesse-Cassel d'appuyer ce mémoire, et engageait en même temps les ambassadeurs à présenter leurs griefs. L'envoyé de Brunswick[2] fit une réponse évasive et demanda du temps pour réfléchir; lui et son collègue de Hesse-Cassel manquaient de pouvoirs : ils n'étaient venus au fond que pour réconcilier leurs maîtres avec l'Empereur dans le cas où celui-ci aurait remporté quelque victoire décisive.

Dans la réunion générale qui suivit, le représentant de la Bavière[3] proposa de traiter aussitôt avec la France et la Suède, en posant comme base des préliminaires que le duc de Lorraine serait remis en possession de tous ses États, et en priant le légat

[1] Docteur Reichersberger.
[2] Docteur Langenbeck.
[3] Richel.

du Pape de se porter médiateur. L'Autriche et la Bavière n'étaient malheureusement pas d'accord sur la marche à donner aux négociations. L'Autriche désirait faire d'abord la paix avec la Suède, dût-on la dédommager au moyen de territoires pris dans le nord de l'Allemagne, puis tourner toutes les forces de l'Empire contre la France, afin de lui reprendre les pays du Rhin. La Bavière, au contraire, voulait qu'on fît d'abord la paix avec la France, en lui cédant quelques territoires sur les bords du Rhin, et qu'ensuite on accablât la Suède restée seule. Maximilien, comme ancien chef de la Ligue, posait en principe que, si les malheurs de la guerre obligeaient l'Allemagne à des cessions territoriales, il valait mieux les faire à la France catholique qu'à la Suède protestante. La diète adopta cette politique à une grande majorité. Ainsi continuaient entre l'Autriche et la Bavière des divergences qui devaient bientôt aboutir à une rupture.

Les trois colléges délibérèrent longtemps sur la forme d'un mémoire à adresser, non plus seulement à la reine de Suède, mais à toutes les puissances étrangères, particulièrement sur le titre à donner au roi de France. Quelques-uns voulaient lui accorder seulement celui de *Dignité royale,* comme au roi de Danemark et à la reine de Suède; la plupart, mieux avisés, furent d'avis d'employer le titre de *Majesté royale,* afin de ne pas blesser le Roi, et de ne pas ajouter une difficulté de plus à toutes celles que présentait déjà la conclusion de la paix[1].

Le député de Brunswick avait parlé des griefs religieux[2] et jeté ainsi au milieu de la diète un nouveau brandon de discorde. Les protestants ayant demandé qu'on les examinât, le chancelier de Bavière, Abegg, répondit qu'en ces malheureux temps de guerre, les catholiques étaient venus à Ratisbonne, non pour présenter des griefs et des plaintes, mais pour arracher l'Allemagne des mains de ses ennemis. Cependant les luthériens, réunis sous la présidence du commissaire de l'électeur de Saxe, ayant demandé que les griefs fussent examinés par une commission composée de membres des trois colléges, les catholiques y consentirent, à la

[1] La diète écrivit une lettre aux états de Suède le 18 janvier 1641 (*Mercure français,* t. XXIV, p. 335).

[2] C'étaient les difficultés relatives aux affaires ecclésiastiques (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. II, p. 26).

condition que les affaires politiques ne seraient pas laissées de côté. Dans la première séance de la commission, le représentant de Mayence exhorta les évangéliques à abandonner leurs griefs pour ne pas perdre un temps précieux. Les catholiques, disait-il, en avaient aussi, et qui s'accroissaient tous les jours; mais ils étaient disposés à ne pas les présenter, dans l'intérêt de la concorde et du salut commun; le traité de Prague assurait d'ailleurs suffisamment le maintien de la foi d'Augsbourg. Le représentant de la Saxe demanda du temps pour réfléchir.

Les délibérations furent interrompues par l'arrivée d'une lettre de la reine Christine de Suède, qui offrait d'ouvrir des négociations. Ferdinand III était allé passer quelques jours à Munich, auprès de sa sœur, l'électrice de Bavière; il revint promptement à Ratisbonne, et envoya le conseiller aulique Conrad de Lutzow à Hambourg, pour apprendre de l'ambassadeur suédois Jean-Adler Salvius quelles étaient les conditions de la Reine. Mais, comme Lutzow n'avait aucun pouvoir, Salvius refusa de les lui faire connaitre. L'ambassadeur français, d'Avaux, dès qu'il eut été informé de cette entrevue, intervint pour empêcher le gouvernement suédois de rien décider [1]. Pour le cas où les négociations avec la Suède échoueraient, la diète de Ratisbonne avait accordé un impôt de cent vingt mois romains pour continuer la guerre [2].

Le collége des électeurs aurait voulu qu'une députation, prise exclusivement dans son sein, représentât l'Empire au congrès pour la paix générale; mais cette prétention souleva une véritable tempête dans le sein des deux autres colléges, celui des princes et celui des villes, qui prièrent l'Empereur de mettre fin aux projets oligarchiques des électeurs. On ne décida rien toutefois, et la question ne se représenta que plus tard.

L'affaire palatine fut remise à la décision de l'Empereur. Il y eut en effet l'année suivante, à Vienne, des conférences concernant le rétablissement du fils du Palatin. Ferdinand III offrit de

[1] Les délibérations de la diète avaient lieu en allemand, car il est dit que l'envoyé de Bourgogne se tut, parce qu'il savait seulement parler latin (Schreiber, *Maximilian I*, p. 780, 781).

[2] Mois romains : espèce de contribution. — Quant aux négociations, on chargea le roi de Danemark, comme membre de l'Empire en sa qualité de duc de Sleswig-Holstein, de les ouvrir à Münster et à Osnabrück.

lui rendre le bas Palatinat, à condition qu'il renoncerait à toutes ses alliances avec les ennemis de la maison d'Autriche, et le haut Palatinat, s'il remboursait à l'électeur de Bavière les treize millions de florins pour lesquels celui-ci l'avait acquis. Quant à la dignité électorale, l'Empereur offrait d'en assurer la réversibilité à la maison palatine, à l'extinction de la branche électorale de Bavière. Mais cette dernière condition parut trop dure à Charles-Louis : il refusa d'y souscrire, et les conférences furent rompues.

La question des griefs religieux n'avait pas été résolue. Elle fut renvoyée, ainsi que celle de la chambre de justice, à une diète de députation qui devait se réunir ultérieurement à Francfort.

Les membres de la diète impériale de Ratisbonne étaient las de réunions qui duraient depuis plus d'un an sans résultats décisifs, et qui leur imposaient des frais considérables de séjour. Le 10 octobre 1641, Ferdinand III prononça la clôture, et accorda une amnistie qui s'appliquerait seulement à ceux qui se soumettraient, et dont les effets remonteraient à l'année 1630 pour les biens laïques, et au 12 novembre 1627 pour les biens ecclésiastiques. Les États héréditaires d'Autriche, le bas Palatinat et l'archevêché de Magdebourg en étaient absolument exclus. L'amnistie demeura sans effet, aucun des révoltés n'ayant voulu solliciter sa grâce de l'Empereur. Le principal résultat de la diète fut la confirmation de la paix de Prague, dont la valeur ne put plus désormais faire question [1].

La mort de Baner, en privant la Suède de l'un de ses meilleurs généraux, lui fit encore mieux sentir le besoin qu'elle avait de la France. Le traité de Hambourg (15 mars 1638) avait expiré le 15 mars 1641 : d'Avaux et Salvius le renouvelèrent (30 juin 1641), et l'on décida qu'il durerait jusqu'à la paix. Au lieu d'un million de livres stipulé par le dernier traité, la Suède dut en recevoir dorénavant chaque année un million deux cent mille en temps de

[1] L'Empereur revint à Vienne par le Danube. Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 337 ; *Mercure français*, t. XXIV, p. 355, 890 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 777 à 780, 805 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 429 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 333.

Charles Ier, roi d'Angleterre, protesta contre la diète de Ratisbonne (*Mercure français*, t. XXIV, p. 369 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 223, 335).

guerre, et sept cent cinquante mille seulement s'il y avait une trêve [1].

Il fut aussi décidé entre d'Avaux et Salvius qu'on ne négocierait plus à Cologne, mais que la France enverrait ses plénipotentiaires à Münster, et que la Suède enverrait les siens à Osnabrück. Les Suédois avaient refusé de négocier dans la même ville que la France, afin de n'avoir pas à lui céder la préséance. On a dit que d'Avaux avait désigné ces deux villes à cause de leur éloignement de Ratisbonne, pour retarder les négociations ; la reine de Suède, l'Empereur et la diète acceptèrent néanmoins.

Les négociations pour la paix générale présentaient trois difficultés préalables : le lieu des conférences, les sauf-conduits, et le jour où devaient commencer les négociations. L'Empereur acceptait Münster et Osnabrück, proposés par la France ; mais il élevait des difficultés sur les sauf-conduits ; on ne pouvait s'entendre sur les titres à donner à ceux qui devaient en être pourvus. De longues négociations eurent lieu à ce sujet à Hambourg entre d'Avaux, Salvius et Lutzow, ce dernier représentant l'Empereur. Ils finirent cependant par signer, le 25 décembre 1641, un traité préliminaire, qui indiquait, comme lieux des négociations, Münster pour l'Empire et la France, et Osnabrück pour l'Empire et la Suède, fixait le 25 mars 1642 comme date à laquelle elles devraient commencer, et nommait les personnes auxquelles des sauf-conduits seraient remis [2]. On convint que tout ce qui serait arrêté dans l'une des deux villes serait aussi censé avoir été conclu dans l'autre [3].

[1] Le roi de France signa ce traité à Saint-Germain le 21 août 1641 (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 430).

[2] Ce traité fut ratifié par l'Empereur le 22 juillet 1642, par la France le 20 juin, et par la Suède le [illegible] juillet 1643 (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 509, 520).

[3] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. [illegible], 385, [illegible], [illegible], 451, 458, 471, 479 ; *Mercure françois*, t. XXIV, p. 646 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 780 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVIII (X), p. 117 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 350 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé*, t. II, p. 332.

CHAPITRE VI

LA GUERRE EN 1641 ET 1642. — GUÉBRIANT. TORSTENSON ET MERCY.

1641-1642.

La guerre au nord de l'Allemagne. — *Bataille de Wolfenbüttel.* — Les frères et héritiers du duc Georges de Brunswick font assiéger Wolfenbüttel par Klitzing. — L'archiduc Léopold marche au secours de cette place (27 juin 1641); Guébriant et Königsmark viennent renforcer Klitzing. — Les Franco-Suédois battent les Austro-Bavarois (29 juin 1641). — L'archiduc occupe néanmoins le Weser, et assure ses communications avec la Westphalie. — Hatzfeld prend Dorsten. — L'armée suédoise, affamée, se retire vers Hanovre. — Les Impériaux prennent Brunswick. — Le duc Auguste de Brunswick négocie à Goslar. — Piccolomini prend diverses places du duché de Brunswick, il échoue devant Göttingue. — *Négociations de Goslar* entre les Impériaux, le duc Auguste de Brunswick et le landgrave de Hesse-Cassel. — Torstenson aborde à Stralsund (octobre 1641), et tombe malade. — Guébriant est rappelé en France.

La guerre sur le Rhin. — *Le duc de Lorraine* s'allie avec la France (29 mars 1641), puis refuse de joindre ses troupes à celles du maréchal de Châtillon, et celui-ci est battu à *La Marfée* par Lamboy et le comte de Soissons (6 juillet 1641). — Le duc de Lorraine revient à l'Empereur; il est excommunié par le Pape comme bigame (23 avril 1642).

Guébriant, rappelé d'Allemagne, passe le Rhin (13 janvier 1642), et *bat Lamboy à Kempen* (17 janvier 1642). — Werth est échangé contre Horn. — Wahl et Hatzfeld couvrent Cologne; le général espagnol Melos bat Gramont à Honnecourt (26 mai 1642). — *Les ducs de Brunswick traitent à Goslar* avec l'Empereur (16 janvier-19 avril 1642). — Guébriant est menacé par les Austro-Bavarois et par les Espagnols; Richelieu appelle le prince d'Orange à son secours, mais celui-ci se retire sur la promesse des Austro-Bavarois de rester neutres à l'égard de la Hollande. — Les Français à Neuss, et les Austro-Bavarois à Zons, restent en présence pendant deux mois. — Guébriant part de Neuss pour rejoindre Torstenson (octobre 1642); Wahl et Hatzfeld quittent Zons et repassent le Rhin (fin octobre 1642).

Mort de Georges-Guillaume, électeur de Brandebourg (novembre 1640). — Son fils Frédéric-Guillaume signe avec la France et la Suède un *traité de neutralité* pour deux ans (24 juillet 1641).

Les Suédois en Moravie. — *Torstenson* envahit la Silésie et la Moravie, pénètre jusqu'à Olmütz (14 juin 1642), revient pour conquérir la Silésie

et assurer ses derrières; il échoue au siége de Brieg. — Repoussé par l'archiduc Léopold, Torstenson revient en Saxe, assiége Leipzig, *bat les Austro-Saxons près de Leipzig* (2 novembre 1642). — Rappel de Wahl, de Hatzfeld et de Mercy.—Torstenson prend Leipzig (4 décembre 1642). *Expédition de Bavière.* — Conseil de guerre franco-suédois à Rudolstadt (17 décembre 1642). — Guébriant doit envahir la Bavière par l'ouest et Torstenson par le nord. — Guébriant traverse l'évêché de Würtzbourg, fait un traité de neutralité avec le Würtemberg, appelle du Hallier de Brisach pour envahir la Bavière. — Mercy, chargé de le repousser, occupe Ellwangen. — Wahl donne sa démission; *Mercy* le remplace; ses talents militaires. — Mercy prend Göppingen, et force Guébriant à se retirer en Alsace. — Mort de Richelieu (4 décembre 1642). — Torstenson échoue au siége de Freiberg en Saxe et se retire en Silésie. — Résumé.

Les frères et héritiers du duc Georges de Brunswick, tout en envoyant des ambassadeurs à Ratisbonne pour se réconcilier avec l'Empereur, s'efforçaient de lui enlever Wolfenbüttel. Cette place, demeurée au pouvoir des Austro-Bavarois depuis que Pappenheim l'avait prise en 1627, et la seule que le parti de l'Empereur possédât encore dans le cercle de basse Saxe, était alors défendue par le colonel Rauschenberg.

Au milieu du mois de mai 1641, l'archiduc Léopold marcha à son secours. L'avant-garde, composée de douze mille Bavarois, commandés par le feld-maréchal comte Joachim-Christian de Wahl, le doyen des généraux de Maximilien, s'avança rapidement le long de l'Ocker.

Le général Klitzing, qui assiégeait Wolfenbüttel pour les princes de Brunswick, essaya d'abord de s'en rendre maître en suivant le système qui avait réussi à Pappenheim, et qui consistait à inonder la ville en barrant la rivière : il échoua, et lorsque Wahl s'établit au sud de la place, il se retira et se retrancha au nord, sur les hauteurs du Limberg, pour y attendre les Franco-Suédois. Cependant l'archiduc et Piccolomini arrivaient à marches forcées, avec le gros de l'armée impériale, pour anéantir les Brunswickois avant qu'ils eussent été rejoints par leurs alliés. Ceux-ci, commandés par Guébriant et Königsmark, accouraient de leur côté au secours de Klitzing.

Les deux armées se trouvèrent le même jour (27 juin 1641) devant la forteresse. Mais, pendant que Piccolomini perdait son temps à détruire au midi de la ville les tranchées de siége, Guébriant et Königsmark prenaient, à côté de Klitzing, une excellente

position sur le Limberg. Leur flanc gauche était couvert par l'Ocker et par un fort, leur flanc droit s'appuyait à un bois près du bourg de Fümelsen, et ils garnissaient à la hâte leur front avec des fossés et des retranchements. A gauche se trouvaient les Brunswickois, sous Klitzing[1]; au centre, les Weimariens, sous Guébriant; à droite, les Suédois, sous Königsmark[2].

Les Impériaux comptaient remporter la victoire; ils tiraient un présage favorable du bruit qui s'était répandu, qu'on avait aperçu dans le ciel, à Halberstadt, un aigle portant une étoile sur le devant du corps. Dans un conseil de guerre, l'archiduc Léopold et Piccolomini furent d'avis de livrer bataille, parce qu'ils étaient supérieurs en nombre, vingt-six mille contre vingt mille. Wahl fut d'un avis contraire : il trouvait la position de l'ennemi trop forte. Mercy, envoyé en reconnaissance, assura que les Impériaux ne pourraient chasser les Suédois de leurs positions sans éprouver de grandes pertes; il proposa cependant, pour le cas où l'on persisterait à prendre l'offensive, que l'armée fît une fausse attaque avec sa droite et son centre contre les retranchements des Franco-Suédois, et qu'elle jetât sa gauche renforcée sur leur droite qui était leur point faible.

Le plan de Mercy fut adopté, et le lendemain (29 juin 1641) Wahl, avec les Bavarois qui formaient l'aile gauche impériale, marcha de bon matin contre la droite suédoise. Vers neuf heures, il se trouvait à une portée de canon de l'ennemi, tandis que le centre et la droite des Impériaux n'étaient pas encore en ligne de bataille. Rauschenberg, le défenseur de Wolfenbüttel, était venu renforcer l'armée impériale et commandait l'avant-garde de Wahl. Sans attendre le centre et la droite, il se jeta sur les Suédois, rompit leur première ligne et la refoula. Mais Königsmark, qui les commandait, fit avancer les excellents cavaliers weimariens qui formaient la seconde ligne, et repoussa les Bavarois jusqu'à la limite du bois de Fümelsen, où se livra un long et sanglant combat.

Il était déjà midi, quand l'archiduc et Piccolomini commen-

[1] Klitzing entra plus tard au service de l'Espagne (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 284).

[2] Ils avaient au milieu d'eux le cercueil recouvert d'un drap noir qui renfermait les restes de Baner (Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 328).

cèrent, avec le centre et la droite, à prendre part à la lutte. N'ayant pas la moindre connaissance du pays, ils avaient erré pendant trois heures avant d'arriver. L'archiduc, qui commandait le centre, se précipita avec trois brigades sur le centre des Franco-Suédois, chassa d'abord le régiment bleu de ses retranchements, puis fut repoussé par le feu d'une batterie de douze canons. Sans se laisser intimider, il revint avec des troupes fraiches, et fit attaquer la batterie par deux régiments de cuirassiers. Le combat fut terrible ; il y eut une mêlée dans laquelle on se donna des coups de crosse et de pique, et les Autrichiens venaient de faire une brèche aux retranchements, lorsque le général suédois Taupadel[1] tomba dans leur flanc droit avec trois brigades d'infanterie et quatre escadrons tirés de l'aile gauche. Les Autrichiens, épuisés par leurs marches et contre-marches de la matinée, furent ébranlés par cette attaque et prirent la fuite ; mais les Bavarois se défendirent jusqu'à trois heures sur la lisière du bois de Fümelsen. Un grand nombre de cavaliers avaient mis pied à terre, et le combat était si acharné qu'on se tirait des coups de pistolet à bout portant. Cependant, lorsque Taupadel, après avoir repoussé l'archiduc, arriva au secours de Königsmark, Wahl se retira : il s'était battu pendant dix heures.

Piccolomini, avec la droite des Impériaux, composée de cavalerie, avait attaqué les Brunswickois, qui formaient la gauche ennemie, mais il s'était vu repousser. Cependant, comme il avait peu souffert, il put couvrir la retraite jusqu'à Wolfenbüttel. Les Impériaux avaient quatre mille morts et deux mille prisonniers ; la perte des Franco-Suédois était de plus de mille hommes.

Heureusement pour les Impériaux, Guébriant, au lieu de poursuivre l'armée vaincue, se contenta, selon l'usage du temps, d'occuper le champ de bataille. Le feld-maréchal bavarois Wahl, dans une lettre qu'il écrivit à son souverain, l'électeur de Bavière, fit un grand éloge de la bravoure de l'archiduc, mais reprocha à Piccolomini d'avoir perdu beaucoup de bonnes troupes par sa présomption. Faisant allusion, à la fin de sa lettre, à la qualité d'étranger de Piccolomini, il disait que les affaires marcheraient bien quand les généraux seraient tous des Allemands[2].

[1] Pris à Wittenweiher, il avait été remis en liberté.

[2] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 782 à 786 ; *Mercure français*, t. XXIV, p. 329, 331 ; LOTICHIUS, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 784.

La victoire de Wolfenbüttel rendit aux Suédois le prestige qu'ils avaient perdu depuis la mort de Baner, et sauva les États de leurs alliés de Brunswick et de Hesse-Cassel; mais elle laissa Wolfenbüttel au pouvoir des Impériaux. L'archiduc pouvait encore tenir la campagne. Le défaut de vivres et une révolte de ses soldats le retinrent à Aschersleben[1] pendant tout le mois de juillet. Heureusement pour lui, il y eut également des révoltes dans le camp de l'ennemi. Depuis l'arrivée de six mille Hessois sous le comte d'Eberstein, les approvisionnements ne suffisaient plus à l'armée franco-suédoise. Guébriant proposa d'améliorer la situation en livrant une seconde bataille; mais les officiers voulurent attendre pour cela l'arrivée de Torstenson, l'un des meilleurs élèves de Gustave-Adolphe, qui venait d'être nommé lieutenant général à la place de Baner. Les Hessois, de leur côté, se retirèrent pour aller au secours de l'importante forteresse de Dorsten[2], alors assiégée par le feld-maréchal autrichien Hatzfeld.

L'archiduc, bien pourvu de vivres qui lui venaient de la Bohême, s'empara de plusieurs places, entre autres de Goslar et de Nordheim, et occupa le cours du Weser. Pendant ce temps, Mercy rôdait partout avec sa cavalerie et attaquait les fourrageurs ennemis. Ces coups de main n'étaient pas toujours heureux. Un jour, quelques régiments de cavalerie austro-bavaroise, ayant voulu surprendre un détachement de Suédois qui se dirigeait vers Göttingue, furent surpris eux-mêmes et tombèrent dans une embuscade du comte de Nassau; la plupart des Impériaux y furent tués, mais le comte de Nassau y perdit aussi la vie.

L'archiduc, en s'emparant du Weser, avait assuré ses communications avec la Westphalie et Dorsten, et coupé en même temps celles des Suédois avec la Hollande; il envahit ensuite le Brunswick à la tête de vingt mille hommes. Guébriant, dont l'armée était maintenant supérieure en nombre à celle des Impériaux, proposa encore une fois de livrer bataille; mais les officiers suédois se défiaient de ses talents militaires, malgré sa victoire de Wolfenbüttel : ils refusèrent encore de rien tenter avant l'arrivée de Torstenson.

[1] Au nord-ouest de Halle.
[2] Sur la Lippe, à l'est de Wesel.

Cependant la famine sévissait de plus en plus dans le camp des Franco-Suédois; les cavaliers vendaient leurs selles, leurs armes; des colonels mêmes engageaient leurs chevaux et leurs bagages, pour avoir de l'argent et du pain. En vain les commissaires des gouvernements français et suédois essayèrent-ils de calmer l'irritation des troupes, en leur assurant que la solde allait arriver : elles levèrent le camp sans en avoir reçu l'ordre, détruisirent leurs retranchements, et battirent en retraite du côté de Hanovre.

L'armée impériale profita aussitôt de cette révolte pour continuer ses avantages. Les Bavarois, qui en formaient l'avant-garde sous le commandement de Wahl, sommèrent Brunswick de se rendre. La famille des Welfs avait quitté cette place pour se réfugier à Hanovre. Le duc Auguste seul y était resté. Au bout d'une heure, il fit ouvrir les portes à l'ennemi, moyennant la promesse qu'on épargnerait la ville; il invita aussitôt Wahl à sa table et ne fit pas difficulté de lui dire qu'il passerait volontiers du côté de l'Empereur, si l'on accordait une amnistie générale. Le duc se rendit ensuite auprès de l'archiduc, et lui déclara que les Welfs étaient dans l'intention de rompre avec la France et avec la Suède, et de faire la paix avec l'Autriche. Il proposa Goslar comme siége des négociations.

Piccolomini aurait pu, en marchant tout de suite sur Hanovre, anéantir en une seule bataille les Franco-Suédois affamés et démoralisés. Il l'aurait pu d'autant mieux que Hatzfeld était venu le renforcer, après avoir pris Dorsten. Au lieu de cela, il partagea l'armée en plusieurs corps, et perdit à assiéger diverses places un temps que les Franco-Suédois employèrent à se reposer et à se refaire. Le but de Piccolomini était de peser sur les négociations de Goslar; mais il l'aurait atteint bien plus sûrement en battant l'armée suédoise.

De toutes ces places, Göttingue fut celle qui opposa la plus vive résistance. Le colonel Rosen, surnommé le Fou, la commandait; il avait armé les bourgeois et les paysans des environs. Hatzfeld essaya d'abord d'intimider la ville, en l'accablant de boulets rouges : il ne put réussir à y allumer des incendies. Piccolomini vint alors avec l'armée principale pour faire un siége en règle; mais Rosen, bien secondé par la garnison, opéra des sorties, détruisit les travaux des Autrichiens, leur anéantit des compagnies

entières et leur fit de nombreux prisonniers. Enfin, par malheur pour les assiégeants, l'automne s'annonça mauvais; l'archiduc découragé revint à Halberstadt.

Cependant les négociations continuaient. La landgrave Amélie de Hesse, lorsqu'elle apprit la situation déplorable de l'armée suédoise et vit rôder les cavaliers autrichiens jusque sous les murs de Cassel, se hâta d'envoyer un ambassadeur à Goslar. La résistance de Göttingue lui rendit courage, ainsi qu'aux ducs de Brunswick, et leurs représentants traînèrent les négociations en longueur jusqu'à ce que le maréchal Torstenson eût abordé à Stralsund avec un renfort de sept mille Suédois (octobre 1641). Il fallait encore louvoyer jusqu'à son arrivée sur le théâtre de la guerre; mais à peine débarqué, Torstenson tomba gravement malade, et vers le même temps Guébriant fut rappelé en France[1].

Une bataille perdue en Lorraine par les Français avait été la principale cause du rappel de Guébriant. Le duc de Lorraine Charles IV, pris de passion pour Béatrix de Cusance, veuve du prince de Cantecroix, l'avait épousée du vivant de sa première femme, la duchesse Nicole, avec laquelle il prétendait divorcer[2]. L'opposition que le Pape et l'Empereur firent à ce dessein refroidit le duc à l'égard de l'Allemagne, et l'espérance qu'il eut de le voir mieux accueilli par Richelieu lui fit faire la paix avec la France (29 mars 1641). Mais il ne tarda pas à revenir au parti de l'Empereur, lorsqu'il sut que la cour de Saint-Germain méditait de faire saisir sa maîtresse pour l'enfermer dans un cloître. Il en résulta que, lorsque le maréchal de Châtillon voulut attaquer le comte de Soissons, révolté contre Louis XIII, le duc de Lorraine refusa, sous de futiles prétextes, de joindre ses troupes aux siennes.

Le maréchal de Châtillon continua sa route, et il se trouvait sur les hauteurs de Frenois, près du bois de la Marfée, à peu de distance au sud-ouest de Sedan, quant il fut attaqué par le feld-ma-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 787 à 790; *Mercure français*, t. XXIV, p. 344; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVIII (X), p. 112.

Richelieu laissa le commandement nominal en Allemagne au duc de Longueville, pour assurer la suprématie à la France à cause du titre supérieur de Longueville (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVIII (X), p. 114).

[2] On appelait la princesse de Cantecroix « sa femme de campagne », parce qu'elle le suivait dans toutes ses expéditions.

réchal-lieutenant autrichien Lamboy, qui avait rejoint le comte de Soissons (6 juillet 1641). Le maréchal de Châtillon, abandonné par le duc de Lorraine, fut complétement battu et perdit quatre mille hommes; mais le comte de Soissons, pour qui se livrait la bataille, fut tué.

Charles IV, qui hésitait encore, se prononça pour les Autrichiens après leur victoire; il ne gagna rien cependant au sujet de son mariage : le pape Urbain VIII l'excommunia comme bigame[1] (23 avril 1642).

Ce fut surtout pour venger la défaite de la Marfée que Guébriant fut rappelé de Hanovre. Il traversa le Rhin à Wesel le 13 janvier 1642, accompagné par les troupes de Hesse-Cassel que commandait le comte d'Eberstein. Le général Lamboy était alors campé à Hulst, près de Kempen et de Crefeld, dans l'électorat de Cologne. Son armée était supérieure en nombre, et il semblait téméraire d'entreprendre de la forcer dans ses retranchements[2]; mais il était également dangereux de prendre tout autre parti, parce que Hatzfeld était en marche pour rejoindre Lamboy; et, si cette jonction s'opérait, c'en était fait de l'armée française. Guébriant se décida donc à attaquer (17 janvier 1642). L'infanterie française s'élança sur les retranchements ennemis avec une extrême bravoure, arracha les palissades, emporta une digue escarpée, et enfin s'empara de l'artillerie des Impériaux, qu'elle tourna aussitôt contre eux avec un grand succès; la cavalerie acheva la victoire. Deux mille Impériaux restèrent sur le champ de bataille; il en périt presque autant dans la fuite, et cinq mille restèrent prisonniers avec tous les officiers généraux, entre autres Lamboy. Cette victoire[3] valut à Guébriant le bâton de maréchal; elle livrait aux Français la Westphalie, le duché de Juliers et l'électorat de Cologne.

Pour protéger Cologne, Maximilien donna ordre à Wahl de re-

[1] A son retour en Lorraine, ses sujets criaient : « Dieu conserve et bénisse Monseigneur le duc, ses deux femmes et sa fille. » (Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVII (X), p. 479; t. XVIII (X), p. 427, 475 à 478; *Mercure français*, t. XXIV, p. 549; d'Haussonville, *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, t. II, p. 4, 73 et suiv.)

[2] D'après Koch (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 352), ce fut Lamboy qui attaqua Guébriant, dans l'espoir de le vaincre seul avant l'arrivée de Hatzfeld.

[3] Victoire de Kempen ou de Crefeld.

venir de l'Elbe au Rhin. Werth lui manquait toujours pour commander sa cavalerie ; le duc de Bavière proposa à Richelieu de l'échanger contre le maréchal suédois Horn, et Richelieu, après s'être fait prier et avoir exigé, en outre, soixante mille florins, consentit à lui rendre « ce service d'ami ». Maximilien paya la somme demandée, et Werth quitta Paris après quatre ans de captivité. Il vint d'abord à Munich pour remercier son souverain, et retourna ensuite, plein d'ardeur, auprès de ses cavaliers. Il rallia à Nidda, sur le Main[1], l'armée bavaroise qui arrivait à marches forcées au secours de Cologne. Elle était fatiguée, affamée, et le vieux feld-maréchal Wahl était tombé malade des suites de la campagne[2].

Wahl se rendit à Cologne et y fut rejoint par Hatzfeld. Heureusement pour eux, Guébriant s'attarda à prendre quelques forteresses, et le gouverneur des Pays-Bas espagnols, don Francesco de Melos, battit le maréchal de Gramont à Honnecourt, près du Catelet (26 mai 1642). La situation de Guébriant, dans le duché de Juliers, devint alors critique, car il pouvait être cerné entre Melos, d'un côté, et les deux généraux allemands, Wahl et Hatzfeld, de l'autre. Ceux-ci, en effet, après avoir quitté Cologne[3], campaient avec seize mille hommes près de la petite ville de Zons, sur le Rhin, et n'attendaient que l'arrivée de Melos pour attaquer Guébriant.

Vers le même temps, les ducs de Brunswick, voyant que la fortune revenait à l'Empereur, firent leur paix avec lui à Goslar (16 janvier-19 avril 1642). Ferdinand III leur accorda la neutralité qu'ils demandaient, les affranchit de l'impôt de guerre, et promit de leur rendre les forteresses de Wolfenbüttel et d'Einbeck. Cette paix aggravait encore la situation des Franco-Suédois[4].

Pour sauver Guébriant, Richelieu envoya à son secours le

---

[1] A l'ouest de Francfort.

[2] Les conseillers de Vienne empêchaient de rien envoyer à Hatzfeld, qui exagérait, disaient-ils, la misère de ses soldats.

Les électeurs catholiques, ne recevant aucun secours de l'Empereur, décidèrent, dans une conférence tenue à Mayence, de faire la guerre séparément (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 793).

[3] Ou plutôt Siegbourg.

[4] Ce traité ne fut pas exécuté, à cause de difficultés de détail (*Mercure français*, t. XXIV, p. 624-628 ; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 338).

prince d'Orange, qui entra en Allemagne avec quinze mille hommes. Maximilien avait défendu à Wahl d'attaquer les Hollandais, les troupes bavaroises ayant été levées pour défendre l'Empire et non pour guerroyer dans l'intérêt des Espagnols. Hatzfeld, ne pouvant pas se séparer de Wahl sans s'exposer, dut tenir la même conduite que lui. Tous les deux envoyèrent donc un aide de camp au prince d'Orange pour lui demander dans quel dessein il marchait contre l'Allemagne. Le prince répondit qu'il garderait la neutralité envers les Impériaux, tant que ceux-ci ne se réuniraient pas aux Espagnols. Les deux généraux assurèrent, de leur côté, qu'ils resteraient neutres à l'égard de la Hollande, si le prince s'éloignait du camp français et ne prêtait aucun appui à Guébriant. Le prince d'Orange se retira, mais en laissant à Guébriant quelques régiments et toutes ses munitions.

Après la retraite des Hollandais, les Français et les Allemands restèrent pendant deux mois en présence dans leurs camps retranchés. Ils se livraient seulement de petits combats, qui n'amenaient rien de décisif. Enfin le manque de fourrage obligea Guébriant à aller s'établir près de Neuss [1]. Mais Werth ne cessait de le harceler avec sa cavalerie. Un jour il surprit les Français dans une embuscade et leur enleva mille chevaux; un autre jour, un dimanche, averti par ses espions que leurs officiers se rendaient à Neuss pour y assister à un festin, il en fit prisonniers plusieurs et dispersa le reste.

Au mois d'octobre 1642, Guébriant, levant son camp, passa le Rhin à Wesel, puis l'Ems, et s'avança vers le Weser et la basse Saxe, pour se réunir au maréchal Torstenson. Wahl et Hatzfeld restèrent encore trois semaines dans leur camp de Zons, ne sachant de quel côté se dirigeait leur adversaire, en sorte que celui-ci ne fut pas d'abord poursuivi. Les Français, ou plutôt les mercenaires allemands au service de la France, en profitèrent pour tout ravager et tout incendier sur leur passage. La petite ville de Wachtendonk [2], entre autres, fut pillée, les femmes déshonorées, les hommes qui résistaient massacrés; après quoi les Weimariens incendièrent les maisons pour faire périr les derniers habitants, qui s'étaient réfugiés dans les caves.

[1] Sur l'Erft, au sud-ouest de Düsseldorf.
[2] Au nord-ouest de Kempen.

Werth se mit enfin à leur poursuite; mais il tomba à Lippsbourg[1] dans une embuscade que lui avait tendue Taupadel avec le régiment de Nassau, et il n'échappa qu'avec peine à une nouvelle captivité. A la fin d'octobre 1642, les Austro-Bavarois, rappelés pour protéger le haut Palatinat, quittèrent leur camp de Zons et repassèrent à Andernach, sur la rive droite du Rhin[2].

La situation des affaires au nord de l'Allemagne venait d'être modifiée, dans un sens défavorable à l'Autriche, par la mort de l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg (novembre 1640). Le nouvel électeur, Frédéric-Guillaume[3], renvoya en effet le principal ministre de son père, le comte de Schwartzenberg, qui était catholique et partisan de l'Autriche, et se mit à négocier à Hambourg avec l'ambassadeur suédois Salvius et avec l'ambassadeur français d'Avaux. Comme le roi de Pologne ne consentait à lui donner l'investiture de la Prusse qu'en se réservant le port de Pillau, Frédéric-Guillaume espérait, en s'appuyant sur la Suède et sur la France, obliger la Pologne à lui donner l'investiture de toute la Prusse sans restriction.

Il avait encore un autre motif de se rapprocher des Suédois : c'était son désir d'épouser la fille de Gustave-Adolphe, la reine Christine de Suède, qui n'avait alors que quinze ans, et de réunir ainsi une nouvelle couronne à celle de Brandebourg. Le gouvernement suédois ne voulut pas y consentir, de peur de se trouver, par la suite, engagé dans les affaires de l'Allemagne plus qu'il ne conviendrait aux intérêts de la Suède; mais, afin de ne pas faire de l'électeur un ennemi, il eut soin d'écarter ses demandes sans trop le décourager. Quoi qu'il en soit, l'espoir d'épouser la jeune reine et d'être mis en possession de Pillau détermina Frédéric-Guillaume à conclure avec la Suède et la France une trêve qui devait durer deux ans (24 juillet 1641)[4].

Torstenson profita de la neutralité du Brandebourg et de l'éloi-

[1] Entre Hamm et Lippstadt.

[2] Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVIII (X), p. 307, 357; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 496; *Mercure français*, t. XXIV, p. 618, 634; Schreiber, *Maximilian I*, p. 792 à 795; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 352.

[3] Ce fut celui qu'on appela le grand électeur.

[4] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 432, 435; Schreiber, *Maximilian I*, p. 777, 787; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 341.

gnement de Wahl et de Hatzfeld sur les bords du Rhin, pour envahir les États héréditaires de l'Autriche. C'était la première fois que ce général commandait en chef. Léonard, comte de Torstenson, était né en 1595, à Forstena, château de sa famille, l'une des plus distinguées de la Suède. Nommé page de Gustave-Adolphe en 1618, il l'accompagna dans ses campagnes de Pologne; colonel d'artillerie au commencement de la guerre d'Allemagne en 1630, il contribua beaucoup à la victoire de Leipzig et au passage du Lech, en dirigeant avec habileté le feu de ses canons. Il se distingua ensuite à Nürenberg, mais y fut fait prisonnier et resta un an à Ingolstadt. Échangé après la bataille de Lützen, il commanda l'aile droite et le centre des Suédois à la bataille de Wittstock. Baner étant mort, il fut chargé du commandement de toute l'armée.

Après avoir étouffé une révolte suscitée par les officiers allemands, il partit de Hanovre le 14 janvier 1642, passa l'Elbe, traversa sans difficulté le Brandebourg, et entra en Silésie à la tête de seize mille hommes, dont six mille fantassins et dix mille cavaliers, avec quatre-vingts canons. Les Autrichiens, commandés par l'archiduc Léopold, n'étaient pas en état de lui résister. Il prit d'assaut la forteresse de Glogau, sur l'Oder, et mit en fuite, près de Schweidnitz, un corps d'armée ennemi commandé par le duc Franz-Albert de Saxe-Lauenbourg. Celui-ci perdit trois mille hommes et fut mortellement blessé. La Moravie était ouverte : Torstenson y pénétra jusqu'à la capitale, Olmütz, qui lui fut livrée, malgré la résistance des bourgeois, par la trahison de son commandant Miniati (14 juin). Un grand nombre de riches habitants et d'ecclésiastiques avaient quitté la ville avant l'arrivée des Suédois. Accompagnés par trois cents soldats, sous le commandement du colonel Kapaun, ils emportaient ce qu'ils avaient de plus précieux, et pensaient se réfugier à Brünn. Leur perte vint de ceux dont ils attendaient leur salut : ils furent pillés par leur escorte, la plupart horriblement maltraités, quelques-uns mis à mort. De pareils protecteurs étaient peu faits pour arrêter l'ennemi. Des partis de cavaliers allèrent rôder jusqu'à six milles de Vienne; jamais les Suédois n'avaient été si près de la capitale de l'Autriche.

Cependant Torstenson ne pouvait pas aller plus loin qu'Olmütz, avant d'avoir assuré ses derrières. Il revint pour cela dans la Silésie.

et se mit à en faire la conquête. La place de Brieg[1], bravement défendue par le colonel Ranft, l'arrêta et donna le temps à l'archiduc et à Piccolomini d'arriver de Thüringe. Les Suédois furent alors obligés de lever le siége de Brieg pour se retirer dans la basse Silésie, et Torstenson, à son tour, eut besoin d'être secouru. Il pria Guébriant de venir le rejoindre, et envoya par la Pologne en Transylvanie deux émissaires déguisés, les colonels Derflinger et Plettenberg, pour exciter les Ottomans et le prince Rakoczy, successeur de Bethlen Gabor, à prendre les armes contre l'Autriche. Mais il fut surtout renforcé par un corps d'armée suédois, que le général Wrangel lui amena de Prusse. Sans tarder, il reprit l'offensive, se mit à manœuvrer, refoula les Autrichiens de devant Glogau ; puis, trompant Piccolomini par une fausse marche vers le Riesengebirge[2], il lui échappa par un mouvement rapide sur Löwenberg[3], et entra en Saxe sans être inquiété. A la fin d'octobre, il se trouva à la tête de vingt mille hommes devant Leipzig, qu'il assiégea en attendant l'arrivée de Guébriant. Après une vive canonnade, la brèche ne tarda pas à être praticable ; il donna l'assaut, mais fut repoussé.

Cependant l'électeur de Saxe avait appelé les Impériaux à son secours ; ils traversèrent Dresde, et, le lendemain de l'assaut donné par les Suédois à Leipzig, l'archiduc Léopold se trouva devant cette ville avec vingt-six mille Austro-Saxons. Torstenson, inférieur en nombre, voulut de nouveau battre en retraite du côté de Halle ; mais l'archiduc le suivit, et l'atteignit le 2 novembre 1642, à peu de distance de Leipzig et du village de Breitenfeld, légèrement au sud-ouest de l'endroit où Gustave-Adolphe avait remporté, en 1631, sa première grande victoire.

Torstenson, se voyant atteint, fit volte-face et s'établit solidement. Son armée faisait face au nord-est ; la gauche était adossée au village de Breitenfeld, la droite couverte par celui de Widderitsch : les Austro-Saxons se trouvaient au nord-ouest de Seehausen.

L'archiduc et Piccolomini, sans étudier la position, sans occuper les points stratégiques importants, résolurent de livrer bataille

[1] Au sud-est de Breslau.

[2] Chaîne de montagnes qui sépare la Silésie de la Bohême, et dont les plus hauts sommets s'élèvent à environ seize cents mètres.

[3] Au sud-ouest de Liegnitz.

aux Suédois, avant que ceux-ci eussent été renforcés par Guébriant. Il comptaient sur leur supériorité numérique, qui était de quelques milliers d'hommes, vingt-six mille contre vingt mille [1]. Ce fut Torstenson qui attaqua le premier, comme Gustave-Adolphe en avait l'habitude. La bataille s'engagea par des décharges d'artillerie, et le général suédois faillit périr dès le commencement. Un boulet de canon, tiré par les Impériaux, emporta en effet par le milieu du corps un officier qui se trouvait près de lui, fracassa la cuisse à un autre, tua le cheval que montait Torstenson, emporta la tête de celui du comte palatin Charles-Gustave [2], et enfin renversa un capitaine de cavalerie.

L'aile droite suédoise, commandée par Wittenberg et Stälhandske, attaqua avec une telle impétuosité l'aile gauche impériale, commandée par Puchheim, que cette aile n'eut pas le temps de se ranger en bataille. Après avoir vu tomber un grand nombre de leurs officiers, les cavaliers qui la composaient furent mis en déroute, et ni les prières, ni les menaces de leurs chefs ne purent les ramener au combat. L'infanterie du centre, mise ainsi à découvert, combattit avec un courage héroïque, mais fut anéantie. L'aile droite impériale, commandée par Brouay et Borneval, fut attaquée en face et de flanc par l'aile gauche suédoise; elle la repoussa d'abord jusqu'à ses canons, en lui tuant six escadrons, et en lui faisant prisonnières vingt cornettes de cavalerie; mais, prise à dos après la défaite de la gauche et du centre, elle fut obligée de cesser la poursuite et de faire volte-face. Enveloppée par toute l'armée ennemie, elle résista jusqu'à complet épuisement, mais dut enfin cesser la lutte. Une partie avait été détruite: le reste fut fait prisonnier.

L'archiduc combattit de sa personne comme un simple capitaine. Lorsqu'il vit que tout était fini, il descendit de cheval pour se perdre au milieu des fantassins; Puchheim et Borneval, qui le cherchaient, le prirent par le bras, l'entraînèrent et parvinrent à le sauver : le jeune prince regrettait de n'être pas mort dans la bataille. Ce qui restait des vieux fantassins de Tilly et de Wal-

[1] Les Impériaux avaient dix mille fantassins et seize mille cavaliers; les Suédois, dix mille fantassins et dix mille cavaliers (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 366).

[2] Ce prince monta sur le trône de Suède après la reine Christine.

lenstein fut exterminé, et une partie de la cavalerie n'évita la captivité que par la fuite. Piccolomini, accompagné de quinze cents cavaliers, s'échappa comme par miracle : l'ennemi le poursuivit pendant un mille, puis le laissa aller, le prenant pour le comte Ghislieri. La bataille avait duré trois heures.

Les Impériaux eurent cinq mille hommes tués et quatre mille prisonniers, dont plusieurs officiers de marque; ils perdirent toute leur artillerie (quarante-six canons), leurs munitions, leurs bagages, leur caisse militaire, la chancellerie de l'archiduc et de Piccolomini, cent seize drapeaux, soixante-quinze étendards[1]. Les Suédois durent leur victoire à la supériorité de leurs chefs et à la rapidité de leurs mouvements. Ils avaient eux-mêmes éprouvé de si grandes pertes (trois mille morts, deux mille blessés) qu'il leur fut impossible de poursuivre les vaincus. Les débris de l'armée austro-saxonne purent se retirer, sans être inquiétés, en Bohême vers Eger, et l'archiduc eut le temps d'appeler à lui le feld-maréchal Hatzfeld.

L'électeur de Bavière, de son côté, envoya Werth et quelques régiments de cavalerie au secours des Impériaux. Wahl, qui se trouvait au camp de Zons sur les bords du Rhin avec Hatzfeld, fut aussi rappelé pour défendre contre les Suédois les frontières nord du haut Palatinat, et Mercy, qui assiégeait alors Brisach, reçut l'ordre de rejoindre Wahl par Donauwerth. Mercy, entré dans la forêt Noire, au mois de décembre, malgré une neige épaisse, avait obligé le général français du Hallier à se réfugier sous le canon de Brisach, lorsque, sur un nouvel ordre de l'électeur, il envoya seulement quelques régiments à Wahl, et vint lui-même à Memmingen, pour garder le Lech, et couvrir la Bavière contre une invasion qu'on redoutait de la part de la France.

Après sa victoire sur les Impériaux, Torstenson revint assiéger Leipzig. Il somma les bourgeois de capituler; leurs murs, disait-il, étaient ruinés, et ils n'avaient plus à espérer aucun secours de l'archiduc depuis qu'il avait été battu. Le conseil municipal livra la ville; mais le colonel Schleinitz se retira avec la garnison dans la citadelle, le Pleissenbourg, et les étudiants de l'université l'y suivirent et jurèrent de s'y défendre jusqu'à la mort. Ils apparte-

[1] Les fuyards furent sévèrement punis (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 371).

naient, pour la plupart, à la noblesse saxonne, et plusieurs d'entre eux étaient d'adroits tireurs, qui, du haut des créneaux de la citadelle, abattaient à coups de canon ou de mousquet les officiers suédois dans les faubourgs et jusque dans leur camp. En vain Torstenson fit-il accabler la forteresse d'une grêle de boulets, et donner l'assaut par toute son infanterie : la garnison et les *Fils des Muses* repoussèrent les assaillants et leur tuèrent huit cents hommes. Mais le Pleissenbourg tombait en ruine, et Guébriant arrivait par Naumbourg : Schleinitz dut enfin se rendre, et il obtint des conditions honorables (4 décembre 1642).

Torstenson, maître de Leipzig, confia le commandement de cette ville au colonel Axel Silje, et, dans un conseil de guerre tenu à Rudolstadt (17 décembre 1642), convint avec Guébriant d'envahir la Bavière. Les Français devaient entrer de deux côtés à la fois, par la Franconie et la Souabe, et les Suédois par le haut Palatinat. Leur principal but était, pour le moment, de se procurer de bons quartiers d'hiver [1].

Au mois de janvier 1643, Guébriant envahit l'évêché de Würtzbourg en passant le Main à Gmünd [2]. L'évêque Jean-Philippe, comte de Hatzfeld, frère du feld-maréchal autrichien, lui envoya plusieurs muids d'excellent vin, dans l'espoir de le bien disposer, et le supplia d'épargner ses États. Guébriant distribua le vin à ses soldats, qui en avaient grand besoin, se fit payer une énorme contribution, et, continuant sa route, traversa les plaines du Neckar, alors couvertes de neige, et arriva à Stuttgart, où il conclut un traité de neutralité avec le duc Eberhard de Würtemberg. Il rallia ensuite le général du Hallier, qui se trouvait à Brisach, et avec lequel il devait envahir la Bavière.

A la première nouvelle de l'approche des Français, Mercy concentra ses troupes à Memmingen et se dirigea à marches forcées vers Ellwangen [3], pour s'y réunir au duc de Lorraine et à Wahl,

[1] *Mercure français*, t. XXIV, p. 663, 671, 673, 676, 1025 et suiv.; Schreiber, *Maximilian I*, p. 795-797 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 359, 360, 366, 369 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 497 ; Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. XVIII (X), p. 681, 683 ; Lotichius, *Rerum Germanicarum libri*, t. II, p. 960.

[2] Au nord-ouest de Würtzbourg, sur le Main.

[3] Au nord-est de Stuttgart.

qui arrivaient, le premier, de la Hesse-Darmstadt, le second, du haut Palatinat. Le duc de Würtemberg s'était engagé à livrer Tübingue à Guébriant, et l'avant-garde française rôdait déjà devant les portes; le colonel Trukmüller, sur l'ordre de Mercy, y entra le premier et l'occupa. Par la possession de Tübingue, les Bavarois inquiétaient les communications de Guébriant avec Brisach; par celle d'Ellwangen, ils séparaient l'armée française de l'armée suédoise. Wahl, ayant rejoint Mercy avant le duc de Lorraine, aurait voulu ne pas quitter la position d'Ellwangen avant l'arrivée du duc; mais Mercy fut d'un avis contraire. Il proposa de laisser le bagage en arrière et de se jeter sur Guébriant, avant qu'il eût été renforcé par du Hallier. Il soutint son projet avec une telle supériorité que le vieux feld-maréchal Wahl s'en trouva offensé. Son grand âge et ses nombreuses blessures augmentaient d'ailleurs considérablement pour lui les fatigues d'une campagne d'hiver; il donna sa démission de général en chef de l'armée bavaroise, et se retira à Ingolstadt, au sein de sa famille.

L'électeur de Bavière confia le commandement de son armée à Mercy, avec ordre de la tenir indépendante des armées impériales. C'est que Maximilien ne comptait plus sur l'Autriche pour le salut de l'Empire et du catholicisme. Les exhortations pressantes qu'il adressait à la cour de Vienne depuis nombre d'années n'avaient pu y faire adopter une politique suffisamment ferme; les finances autrichiennes étaient d'ailleurs ruinées, et l'Espagne, supplantée par la France, ne pouvait plus les rétablir.

Le nouveau général en chef de l'armée bavaroise, le feldzeugmestre comte François de Mercy, devait bientôt occuper le premier rang parmi les généraux allemands de la seconde moitié de la guerre de Trente ans. Issu d'une famille d'ancienne noblesse de Lorraine, né à Longwy en 1590, il avait embrassé la carrière militaire en 1606, à l'âge de seize ans, et combattu d'abord sous les drapeaux de l'Empereur, en Hongrie, contre les Turcs. Après avoir conquis par sa bravoure le grade d'officier, il revint dans sa patrie et entra au service de son souverain, le duc de Lorraine; en 1638, il prit du service dans l'armée bavaroise avec le grade de feldzeugmestre.

Mercy avait l'esprit à la fois prompt et calme, et sa rare finesse lui faisait deviner les plans de ses adversaires. Doué d'un remar-

quable coup d'œil stratégique, il savait mettre à profit la nature du terrain et faire mouvoir sans confusion de grandes masses de troupes. Comme il était moins attaché que Wahl aux vieilles méthodes de l'école espagnole, il réforma et améliora l'art de la guerre. Il divisa son infanterie en bataillons pour la faire manœuvrer plus aisément, diminua le nombre des piquiers en augmentant celui des mousquetaires, et ne donna plus aux escadrons de cavalerie que trois rangs de profondeur au lieu de cinq et même de dix rangs qu'ils avaient encore. Il rendit l'artillerie plus mobile, et commença à mêler ensemble les troupes d'armes diverses, pour qu'elles pussent se prêter un appui réciproque. Abandonnant l'ancien usage de n'avoir que de l'infanterie au centre et que de la cavalerie sur les ailes, il les disposa suivant les services que ces diverses armes pouvaient rendre. Il avait de l'unité et de la suite dans ses entreprises de guerre, et Maximilien, qui savait apprécier son mérite, ne lui donnait que des ordres généraux, en lui abandonnant le détail. Comme Tilly, catholique, paternel et plein de sollicitude pour ses soldats, il fut avec lui le plus désintéressé des généraux de la guerre de Trente ans.

Conformément à son plan, Mercy quitta Ellwangen et marcha au sud-ouest pour attaquer Guébriant avant l'arrivée de du Hallier. Il traversa d'abord Gmünd[1], et trouva Göppingen occupé par une garnison française. Mercy n'avait que des canons de trop petit calibre pour faire brèche. Afin de ne pas perdre de temps, il résolut de donner l'assaut, et il allait escalader les murailles à la tête de son régiment, lorsque la nouvelle se répandit que les Français étaient en vue. Il monta aussitôt à cheval et rangea son armée en bataille. Ce n'était qu'une fausse alerte; mais les assiégés, ayant eu le temps de réfléchir, se rendirent à discrétion, pour échapper aux horreurs d'une prise d'assaut.

Après avoir occupé Göppingen, Mercy fut rejoint par le duc de Lorraine, et Guébriant, se sentant trop inférieur en nombre, s'empressa de gagner Brisach, par Rottenbourg et la haute vallée du Neckar. Le général français ne put cependant échapper complétement à son adversaire. Werth, lancé à sa poursuite, atteignit son arrière-garde à Hemmendorf[2], en sabra une partie et fit le reste prisonnier.

[1] A l'est de Stuttgart.
[2] Au sud de Rottenbourg.

Guébriant ne trouva pas à Brisach le renfort sur lequel il avait compté, et au lieu d'entrer à Munich au printemps (1643), comme il l'avait espéré, il fut obligé de se replier vers l'Alsace. Il avait eu beau demander des secours à Paris, la mort de Richelieu (4 décembre 1642) avait jeté de l'incertitude dans le gouvernement et occasionné un temps d'arrêt dans les affaires. Tous les généraux français refusaient d'ailleurs d'entreprendre une campagne d'hiver avec des recrues. Mercy, ne trouvant plus d'ennemi devant lui, mit ses troupes en quartiers d'hiver dans le Würtemberg. L'invasion de Guébriant avait complétement échoué [1].

Celle de Torstenson ne réussit pas mieux. Il devait, de son côté, envahir la Bavière par le haut Palatinat; mais il ne voulut pas s'y engager avant d'avoir assuré ses derrières en s'emparant des principales places de la Saxe. Il marcha d'abord contre Freiberg, que le colonel Schweinitz occupait avec douze cents hommes. A une sommation de se rendre, les Saxons répondirent qu'ils défendraient leur ville jusqu'à la mort. Les assiégés recevaient des vivres de Prague par les défilés de l'Erzgebirge; ils inondaient les mines creusées par les assiégeants; et ceux-ci, lorsqu'ils eurent détruit l'enceinte, en trouvèrent une seconde, élevée en arrière. Les Suédois tentèrent cependant un assaut, mais ils furent repoussés par l'artillerie de la seconde enceinte. Enfin, une nuit, les assiégés aperçurent des signaux de feux sur les montagnes; c'était Piccolomini qui arrivait avec douze mille hommes qu'il avait concentrés à Eger, et qu'il amenait, malgré la rigueur de la saison, pour faire lever le siége. Torstenson n'osa pas hasarder une bataille contre les Autrichiens avec des troupes affaiblies par le froid, la maladie et la faim; il battit en retraite, passa l'Elbe et mit ses troupes en quartiers d'hiver en Silésie. L'invasion des Suédois en Bavière échoua donc comme celle des Français. La victoire de Torstenson n'eut pas d'autre résultat que la prise de Leipzig [2].

La situation de l'Allemagne avait peu changé depuis la mort de Baner. En 1641, malgré la victoire de Wolfenbüttel, remportée par Guébriant sur l'archiduc Léopold, l'armée suédoise avait été obligée de se retirer sur Hanovre; Torstenson, qui lui amenait des

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 798, 801; Gramont, *Mémoires*, t. I, p. 362.
[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 801; *Mercure français*, t. XXIV, p. 1035.

renforts, était tombé malade en débarquant en Allemagne, et Guébriant avait été rappelé en France pour repousser l'invasion du général autrichien Lamboy. Les ducs de Brunswick, abandonnés, avaient été obligés de se réconcilier avec l'Empereur ; le duc de Lorraine avait fait de même, après avoir conclu d'abord un traité avec le roi de France. La plus grande partie de l'année 1642 s'était passée à éviter des complications sur les bords du Rhin, les Austro-Bavarois refusant de combattre les Hollandais de peur de s'engager dans les affaires de l'Espagne, et les Hollandais refusant de combattre les Austro-Bavarois afin de ne pas accroître le nombre de leurs adversaires. Le retour des ducs de Brunswick et de Lorraine à l'Empereur ne compensait pas la neutralité que venait d'embrasser le nouvel électeur de Brandebourg. Ce fut grâce à cette neutralité que Torstenson put envahir la Silésie, la Moravie, et menacer Vienne. Craignant d'être privé de ses communications, il revint en Saxe, battit l'archiduc Léopold à Leipzig, et se concerta avec Guébriant pour reprendre l'itinéraire de Gustave-Adolphe et envahir la Bavière ; mais Guébriant fut refoulé sur le Rhin par les Bavarois, et Torstenson en Silésie par les Autrichiens.

CHAPITRE VII

DIÈTE DE FRANCFORT. — GUERRE EN SOUABE, MORT DE GUÉBRIANT. BATAILLE DE TUTTLINGEN. — LES SUÉDOIS EN MORAVIE ET EN DANEMARK.

1643.

Diète de députation à Francfort (fin mars 1643). — Question palatine; Thomas Rowe; refroidissement entre l'Autriche et la Bavière; la solution de la question palatine est laissée à l'Empereur. — Il est décidé que les trois colléges de l'Empire prendront part au congrès de Westphalie, à la condition que la question des griefs religieux sera remise à une commission mixte. — L'amnistie. — Conseil aulique. — Question palatine. — Curtius.

Guerre en Souabe. — Condé entre en Lorraine; Charles IV s'allie avec la Bavière. — Mort de Louis XIII (14 mai 1643). — Guébriant sort de Brisach et recommence la guerre. — Le duc de Lorraine rejoint Mercy concentré à Sigmaringen (fin juin 1643). — Guébriant, trouvant le chemin de la Bavière barré par Mercy, revient, essaye vainement de prendre Rottweil et se retire. — Le duc de Lorraine se sépare de Mercy et sauve par là Guébriant. — Thionville est pris par le duc d'Enghien (8 août 1643). — Révolution à Paris. — Guébriant repasse le Rhin à Wittenweiher.

Guébriant, renforcé par Rantzau, passe le Rhin (1er novembre 1643). — Échec des Français à Geisslingen (7 novembre). *Guébriant* assiége Rottweil; il est *blessé mortellement* (17 novembre). — Rottweil est pris par Rantzau (19 novembre). — Rantzau occupe Tuttlingen; il se propose d'envahir la Bavière. — *Mercy*, renforcé par les Lorrains, quitte Durlach, est rejoint par Hatzfeld et les Impériaux, *bat Rantzau à Tuttlingen* (24 novembre 1643). — Mercy reprend Rottweil et met ses troupes en quartiers d'hiver.

Les Suédois en Moravie. — Torstenson envoie Königsmark en Franconie pour y attirer Gallas, afin de pouvoir pénétrer lui-même en Bohême (juin 1643). — Torstenson s'avance jusqu'à Olmütz (22 juin 1643), négocie avec Rakoczy, la Porte et les Hongrois. — Ferdinand III gagne les Hongrois par des concessions. — Le Danemark s'allie contre les Suédois avec la Pologne, l'Empereur et la Russie. — Les Transylvains sont chassés de la Hongrie. — Torstenson, après s'être avancé jusqu'à Brünn, est obligé de reculer.

Guerre entre la Suède et le Danemark. — Torstenson, rappelé par le gou-

vernement de Suède, quitte la Moravie, envahit le Holstein (décembre 1643), occupe Kiel (Noël 1643), dévaste le Sleswig et le Jutland. — Rakoczy est repoussé par Götz. — Gallas marche au secours du Danemark, reprend Kiel. — Torstenson quitte le Holstein, et se dirige vers l'Elbe. — Traité de Bromsebro.

Il avait été décidé à Ratisbonne qu'une diète de députation se réunirait à Francfort en 1642 : elle ne put se réunir qu'en 1643 (fin mars), à cause de la guerre et du peu d'empressement de beaucoup d'États à s'y faire représenter. Par suite de l'épuisement général des finances, il ne vint des dix cercles qu'un petit nombre de représentants, et le nouvel électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, n'envoya le sien qu'au mois d'avril 1643.

Le principal but de l'Empereur était d'obtenir des subsides pour continuer la guerre. Cependant, pour ne pas indisposer les députés, ses envoyés proposèrent, dans leur message d'ouverture, de s'occuper aussi de la réforme de la justice et des négociations relatives à la paix générale. Mais il fallut examiner tout d'abord une autre question ; car, dans les premières réunions, le chancelier de Mayence, Reichersberger, présenta une note de l'ambassadeur anglais, Thomas Rowe, qui demandait le rétablissement des héritiers du Palatin. L'ambassadeur soutenait que ces princes ne pouvaient se contenter de la restitution du Palatinat du Rhin avec le simple titre de princes de l'Empire ; il réclamait en outre le haut Palatinat et la dignité électorale, et il reprochait vivement à l'électeur de Bavière l'opiniâtreté qu'il mettait à repousser tout accommodement.

Pendant que Thomas Rowe était soutenu par la France, par la Suède et par les protestants d'Allemagne, l'électeur Maximilien ne trouvait pas, auprès de l'Autriche, l'appui sur lequel il avait droit de compter. Sans l'en prévenir, l'Empereur et le roi d'Espagne avaient négocié avec le roi Charles Ier d'Angleterre, pour lui demander l'avance des treize millions de florins dus à l'électeur de Bavière, et en payement desquels on lui avait cédé la dignité électorale et le haut Palatinat. On faisait espérer à Charles Ier que, moyennant le remboursement de cette somme, l'électeur renoncerait à tout ce qu'il avait reçu. Maximilien, informé de ces négociations, fit en effet déclarer à l'Empereur qu'il était toujours prêt à se démettre de la dignité électorale et à rendre le haut Palatinat, si on lui remboursait les treize mil-

lions de florins, ou si la cour de Vienne lui cédait la partie de l'archiduché d'Autriche qu'il avait jadis reçue en gage. Il exprimait en même temps l'espoir que ces questions ne seraient plus à l'avenir discutées à son insu ; et, comme il s'apercevait bien que l'Empereur ne le soutenait que faiblement, il lui reprocha son ingratitude. Après avoir rappelé que lui seul avait jadis sauvé la maison d'Autriche, il se plaignit qu'on voulût lui faire porter maintenant la peine de la trahison de Frédéric V. Il fit déclarer en même temps aux cabinets de Londres et de Madrid que, sur cette question des treize millions de florins, il ne négocierait jamais avec eux, mais seulement avec l'Empereur, dont il avait la garantie.

L'affaire du Palatin demeurait insoluble, car l'Angleterre ne pouvait ni ne voulait payer les treize millions, et Ferdinand III n'entendait pas non plus céder une partie de ses États. L'électeur de Bavière, abandonné par l'Autriche, se rapprocha de plus en plus de la France.

La question palatine ayant été soulevée, le commissaire saxon Leuber proposa, dans le collége des électeurs, d'ouvrir la discussion sur la note anglaise ; et, dans les colléges des princes et des villes, les députés protestants réclamèrent avec énergie l'entier rétablissement des héritiers du Palatin. Ces propositions furent vivement combattues par le chancelier bavarois Abegg. Il rappela que, d'après un vote de la dernière diète, tenue à Ratisbonne en 1641, l'affaire devait être jugée à la cour de l'Empereur, et qu'on ne pouvait pas revenir, au bout de quelques mois, sur une décision prise par tout l'Empire. Ces arguments firent impression sur le congrès, et, malgré l'opposition des commissaires de Saxe et de Brandebourg, la note anglaise ne fut pas mise en discussion ; l'ambassadeur de Charles I[er] dut se contenter d'une réponse évasive.

La question des négociations pour la paix générale souleva aussi de nombreuses difficultés. En dépit de l'influence de Maximilien [1], le collége des princes et celui des villes exprimèrent leur surprise de ce que le message présenté à l'ouverture du congrès par les commissaires de l'Empereur ne disait rien de la part que

[1] Maximilien avait, comme duc de Bavière, deux députés dans le collége des princes, ce qui assurait la majorité aux catholiques dans ce collége.

tous les membres de l'Empire devaient prendre au congrès de Westphalie. Ces deux colléges, continuant leur opposition contre l'Empereur et contre les électeurs, qui cherchaient à concentrer tous les pouvoirs dans leurs mains, demandèrent que les princes et les villes libres fussent tous représentés au congrès. Les électeurs leur répondirent que les princes et les villes ne devaient pas prétendre au même rang et à la même autorité qu'eux, et qu'il fallait que les négociateurs fussent peu nombreux, afin que les affaires ne traînassent pas en longueur et que le secret en fût mieux gardé. Cette réponse ne fit qu'irriter les membres des deux bas colléges. Ils répliquèrent qu'ils ne voulaient porter aucune atteinte à l'autorité des électeurs, mais que, contribuant comme eux aux charges communes, ils devaient également prendre part aux affaires générales. Comment la paix pourrait-elle être rétablie en Allemagne, si les électeurs y détruisaient la concorde par leurs prétentions oligarchiques? Pourquoi les ambassadeurs des princes et des villes ne garderaient-ils pas le secret des affaires aussi bien que ceux des électeurs? En seraient-ils réduits à trouver plus d'appui auprès des étrangers qu'auprès de leurs propres collègues?

Cette réplique ne laissa pas que d'impressionner les électeurs. La crainte de voir leurs adversaires s'allier avec la France et avec la Suède les disposa à leur faire des concessions, et à leur reconnaître le droit d'envoyer des représentants au congrès de Westphalie, mais à la condition qu'ils y auraient seulement voix consultative. Les princes et les villes ne se tinrent pas pour satisfaits; mais désespérant de rien obtenir de plus pour le moment, ils demandèrent que la diète de députation fût close, et que l'examen de toutes les questions pendantes fût continué à Münster et à Osnabrück, où ils espéraient, grâce aux étrangers, faire adopter plus facilement leurs réclamations. L'Empereur refusa la clôture, en alléguant qu'on devait, avant de se séparer, s'occuper de l'administration de la justice; mais, au lieu de cela, les discussions continuèrent sur la question de la représentation au congrès.

L'accord était devenu complet, entre les catholiques et les protestants des deux bas colléges, pour réclamer l'admission de leurs députés avec voix délibérative; ils furent même activement soutenus par le prince-évêque de Würtzbourg, Jean-Philippe de Hatzfeld, qui, en sa qualité de duc de Franconie,

jouissait d'une grande autorité auprès des partisans des deux confessions, et qui entraîna avec lui plusieurs autres évêques. Maximilien de Bavière fut très-contrarié de voir les catholiques et même des évêques s'entendre ainsi avec les protestants. Il pensait qu'il serait très-avantageux à la cause de la religion que le collége des électeurs fût seul représenté, parce que la majorité de ce collége était catholique. C'est pour cela qu'il pria le Pape, l'Empereur et les électeurs ecclésiastiques d'user de toute leur influence pour faire cesser l'opposition des évêques. Il envoya des instructions à ses députés à Francfort, pour qu'ils modérassent le zèle aveugle avec lequel les catholiques réclamaient leurs droits au risque de tout compromettre, et il écrivit de sa propre main, en marge de ces instructions, que si les évêques savaient prévoir combien la présence des princes protestants au congrès leur serait nuisible, ils accorderaient plus de confiance aux électeurs. Mais les catholiques ne se laissèrent pas plus convaincre que les protestants, et ils persistèrent à croire qu'ils seraient mieux représentés par leurs propres députés que par ceux des électeurs.

Maximilien de Bavière prévoyait qu'une fois admis, les luthériens et les calvinistes présenteraient aussitôt leurs anciens griefs religieux, et seraient soutenus par les puissances étrangères, ce qui ne pourrait que retarder la paix. Pour l'empêcher, il fit proposer de ne pas comprendre les griefs religieux dans les négociations de paix avec les puissances étrangères, mais de les soumettre à une commission composée d'un nombre égal de catholiques et de protestants. Maximilien n'épargna ni frais ni peines pour faire adopter sa proposition, et il fut aidé, en cette circonstance, par une bulle d'Urbain VIII, qui imposait aux princes-évêques, comme un devoir strict, la défense des droits de l'église catholique contre les empiétements des protestants. Grâce aux efforts du Saint-Siége, la proposition de la Bavière réunit au sein de la diète la majorité des suffrages. Le Brandebourg et le Brunswick furent les seuls à protester[1].

Tranquillisés par cette décision relative aux griefs, Maximilien, et à sa suite les autres électeurs, ne firent plus difficulté de reconnaître au collége des princes et à celui des villes la faculté

[1] Ils empêchèrent la formation de la commission (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 407).

d'exercer au congrès de Westphalie les mêmes droits qu'ils possédaient dans les diètes ; en d'autres termes, ils y accordèrent voix délibérative pour les princes et voix consultative pour les villes.

Cette concession obtenue, les deux bas colléges en réclamèrent de plus importantes : le représentant du Brandebourg demanda qu'on fît remonter les effets de l'amnistie jusqu'à l'année 1618, et que les princes palatins prissent part au congrès de Westphalie ; le commissaire du duc Eberhard de Würtemberg demanda en outre que le décret d'amnistie fût exécuté sans la soumission préalable et personnelle des amnistiés. Ces réclamations étaient trop défavorables aux catholiques pour pouvoir être admises.

Les catholiques et les protestants se divisèrent encore dans le collége des princes, lorsque le commissaire impérial, comte Ernest d'OEttingen, proposa une nouvelle organisation du conseil aulique. Le projet de réforme déclarait que l'Empereur était le seul juge suprême, et que les membres du conseil aulique n'étaient responsables qu'envers lui. Les protestants, qui ne laissaient échapper aucune occasion d'affaiblir l'autorité impériale, demandèrent que le conseil fût au contraire déclaré responsable, non pas envers l'Empereur seul, mais envers tout l'Empire, et que ses membres appartinssent en nombre égal aux deux religions. Mais les catholiques, qui avaient tout à perdre à ces changements, se prononcèrent à l'unanimité pour les anciens droits de l'Empereur et pour l'ancienne composition du conseil ; or l'Empereur en nommait à son gré tous les membres, et il les choisissait presque exclusivement parmi les catholiques[1]. Les luthériens menacèrent de se retirer, si les modifications qu'ils proposaient n'étaient pas adoptées.

Ces orageux débats furent interrompus par l'arrivée de l'agent anglais Curtius, qui venait présenter une seconde note pleine d'ai-

[1] Le conseil aulique dépendait plus de l'Empereur que la chambre impériale, car l'Empereur nommait librement les membres du conseil aulique, tandis qu'il ne nommait les membres de la chambre impériale que sur la présentation des États. Le conseil aulique avait la même juridiction que la chambre impériale, ce qui lui permettait de lutter d'influence avec elle, et il exerçait en outre une juridiction spéciale pour les causes féodales, etc. (PFEFFEL, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 66, 80, 98 à 10[illegible] ; voir *ibid.*, t. II, p. 80, les origines de ce conseil.)

greur, et réclamer un sauf-conduit pour que les princes palatins pussent prendre part aux négociations relatives à la paix générale. On lui répondit que, d'après une décision prise par la diète impériale de Ratisbonne, la question palatine devait être traitée et résolue à la cour de Vienne[1]. Mais l'agent anglais répliqua que son maître n'y consentirait pas, et il fut soutenu par les ambassadeurs de France et de Brandebourg. Le jeune palatin, Charles-Louis, envoya, de son côté, une note dans laquelle il repoussait la compétence de la cour de Vienne, et réclamait, en s'appuyant sur la Bulle d'or, les États et les dignités de son père Frédéric V.

Tous les députés protestants, à l'exception de celui de Saxe, soutinrent le Palatin; mais le chancelier de Bavière leur répondit en invoquant également la Bulle d'or. Il rappela que c'était précisément en vertu de cette bulle que Frédéric V avait été condamné comme coupable de haute trahison, et que l'Empereur avait investi de la dignité électorale le duc de Bavière et la branche wilhelmine des Wittelsbach. Il ajouta que cette translation avait été confirmée par des diètes électorales et impériales, et par la paix de Prague. Quant au haut Palatinat, Maximilien le possédait, non pas en vertu d'une investiture que l'Empereur aurait eu cependant le droit de lui conférer gratuitement, mais par un achat au prix de treize millions de florins. La seule chose que les héritiers d'un prince banni pussent faire, c'était d'implorer leur grâce. Après ce discours, la majorité conclut au renvoi des deux notes à la cour de Vienne.

La diète de Francfort admettait donc le droit des princes et des villes à se faire représenter aux négociations générales, laissait à une commission l'examen des questions religieuses, et renvoyait de nouveau l'affaire palatine à la cour de Vienne. Mais Ferdinand différa de confirmer ces décisions. Les députés l'avaient indisposé, en lui refusant des subsides pour continuer la guerre; et comme il remportait alors de grands succès, il espérait obtenir plus par ses victoires que par des négociations. Beaucoup de protestants, irrités de ce retard, quittèrent Francfort sans attendre la clôture. Ce fut en vain que l'électeur de Bavière avertit l'Em-

[1] L'Empereur avait fixé le 17 octobre 1643 pour l'examen de la question palatine à Vienne.

pereur que la diète se dissoudrait s'il ne prenait pas une prompte résolution : Ferdinand ne se hâta pas[1].

Cependant la guerre avait recommencé au printemps de l'année 1643. Après la mort de Richelieu (4 décembre 1642), Mazarin prit la direction des affaires étrangères. Sur son ordre, le prince de Condé entra en Lorraine avec huit mille hommes, pour contraindre le duc Charles IV à se soumettre, ou au moins à se déclarer neutre. Pendant que le duc de Lorraine, indécis comme à l'ordinaire, négociait sans rien conclure, Mercy faisait tous ses efforts pour le décider à mettre sa petite armée à la disposition de l'Empereur. Tout en se plaignant de l'ingratitude de Ferdinand, Charles IV consentit à rejoindre les Bavarois, si l'on se chargeait de l'entretien de ses troupes et si on lui confiait le commandement en chef des deux armées. Maximilien accepta ces conditions, donna au duc de Lorraine le commandement en chef et lui envoya une forte somme d'argent.

La mort de Louis XIII (14 mai 1643) causa, dans les opérations de l'armée française, un ralentissement dont Maximilien profita pour améliorer la situation de ses troupes. Il nomma Mercy feld-maréchal, et confia le commandement d'Ingolstadt au vieux feld-maréchal Wahl, dont les infirmités n'avaient fait que s'accroître, et qui mourut l'année suivante.

Ce fut cependant Guébriant qui recommença les hostilités. Il sortit de Brisach à la tête de douze mille hommes, pour envahir la Souabe et la Bavière en suivant les bords du lac de Constance. A la première nouvelle de son départ, Mercy concentra l'armée bavaroise à Tübingue, et vint se placer à Sigmaringen, sur le haut Danube. Il voulait y attendre les Lorrains, et observer en même temps les mouvements de Guébriant. Charles IV ne se hâtait pas. Toujours avide de plaisirs, il perdit d'abord quelque temps à chasser dans les forêts du margrave de Bade-Durlach ; puis, avant de se mettre en campagne, il conduisit sa femme[2], avec une escorte de gardes du corps, à Hombourg[3]. Comme il en revenait, il fut assailli par une troupe de Hessois ; il se défendit avec une

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 803, 809 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 583, 586.

[2] Probablement « sa femme de campagne », la princesse de Cantecroix

[3] Dans la Hesse-Darmstadt.

grande bravoure et s'échappa, mais couvert de sang, et après avoir perdu sept gardes du corps, ses mulets et son argenterie. A la fin du mois de juin (1643), les Lorrains arrivèrent ; ils formaient un beau corps d'armée de sept mille hommes, portant tous l'écharpe rouge impériale.

Guébriant était venu de son côté à Engen, à peu de distance au nord-est de Schaffouse, quand il apprit la jonction des Lorrains avec les Bavarois. Il s'y arrêta et s'établit dans une forte position, afin de ne pas s'exposer à être surpris en marche par une armée supérieure en nombre. Le duc de Lorraine avait à peine rejoint Mercy, qu'il hésita de nouveau : Mazarin offrait de lui rendre tous ses États s'il abandonnait les Bavarois, et Charles IV était tenté d'accepter. N'osant pas cependant rompre tout de suite avec Maximilien, qui venait de lui confier le commandement de ses troupes, il essaya de se dégager peu à peu, et commença par dire à Mercy que les Lorrains feraient peut-être bien de se séparer des Bavarois, pour aider les Espagnols à repousser le duc d'Enghien qui venait de remporter sur eux la victoire de Rocroy (19 mai 1643); il finit toutefois par rester.

Mercy s'était avancé au midi de Sigmaringen jusqu'à Pfullendorf, pour barrer aux Français le chemin de la Bavière. Guébriant, ne pouvant forcer le passage et manquant de vivres, fut obligé de rétrograder. Arrivé devant la place de Rottweil, sur le haut Neckar, il en commença le siége. Il espérait s'en emparer avant l'arrivée des Bavarois ; mais, dès le lendemain, trois coups de canon annoncèrent que Mercy arrivait au secours de la garnison. Attaqués par la cavalerie de Werth, les Français, mal payés, mal nourris, lâchèrent pied et se retirèrent en désordre vers le Rhin par la vallée de la Kintzig. Mercy manœuvrait pour leur couper la retraite ; mais le duc Charles IV, dont le caractère fantasque et indécis avait les plus fâcheux effets sur la direction de la guerre, se fit d'abord attendre sous divers prétextes ; puis, au lieu d'aider les Bavarois contre les Français, il repassa tout à coup le Rhin pour aller défendre Thionville, dernier boulevard de son duché de Lorraine, assiégé par le duc d'Enghien. Ce brusque départ sauva Guébriant : les Bavarois, laissés seuls, se trouvèrent trop faibles pour le poursuivre. Quant à la place de Thionville, elle fut obligée, après une brillante défense, de se rendre au duc d'Enghien (8 août 1643). Le duc de Lorraine venait seulement de

passer le Rhin, quand la ville capitula; son départ n'avait donc profité qu'à l'ennemi.

Après avoir pris Thionville, Enghien fit savoir à Guébriant qu'il allait d'abord soumettre la Lorraine, puis traverser le Rhin et le rejoindre. Mercy, abandonné par Charles IV, se trouvait dans une situation difficile. L'électeur de Bavière fit demander à l'Empereur un renfort qui remplacerait les troupes du duc; mais Ferdinand III était alors trop menacé lui-même par les Suédois pour pouvoir rien envoyer. Mercy, profitant de ce que les Français étaient affamés et démoralisés, parvint néanmoins à leur faire repasser le Rhin à Wittenweiher [1].

Enghien allait rejoindre Guébriant, lorsqu'un soulèvement eut lieu à Paris contre Mazarin et arrêta la marche des affaires. La régente Anne d'Autriche en triompha, et, quoiqu'elle appartînt à la maison de Habsbourg, comme elle avait réellement cessé d'être Espagnole pour devenir Française, elle continua la politique de Richelieu et n'hésita pas à faire la guerre à l'Empereur et au roi d'Espagne. L'armée du Rhin, qui devait rejoindre Guébriant, fut portée à vingt mille hommes; mais au lieu d'être donnée à Enghien, elle fut mise sous les ordres du lieutenant général comte Rantzau. Josias Rantzau était un Allemand d'une insolence extrême et d'un courage farouche. En prenant le commandement, il annonça qu'il laverait son hausse-col dans le sang des Bavarois, et que quelques semaines lui suffiraient pour entrer à Munich.

Le 1er novembre 1643, Guébriant passa le Rhin à Wittenweiher, et, sans se laisser arrêter par des pluies persistantes, marcha contre Rottweil, en suivant la vallée de la Kintzig. Cette place, qu'il n'avait pas pu prendre au commencement de l'année, commandait la ligne de communication entre le Rhin et le Danube.

Mercy, auquel l'ennemi était deux fois supérieur en nombre, s'était retranché près de Durlach [2] et y attendait le retour des Lorrains. La campagne commença par un coup de main favorable aux Bavarois. Ordre avait été donné au colonel Spork de battre le pays avec huit cents dragons, pour observer les mouvements des Français. Spork, fils d'un pauvre habitant du bourg de Wester-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 810, 813; *Mercure français*, t. XXV, p. 23, 60, 145, 163.

[2] A l'est de Carlsruhe.

lohn, près de Paderborn, avait gardé les pourceaux dans son enfance. Son père ayant refusé de lui laisser épouser sa fiancée, il s'enrôla de désespoir dans l'armée bavaroise, et, de simple dragon, s'éleva par sa bravoure jusqu'au grade de colonel. Cette fortune n'avait rien changé à sa simplicité, et il savait ne pas rougir de son origine; aussi était-il adoré de ses soldats. Pendant qu'il rôdait avec ses cavaliers, un quartier-maître français, tombé en son pouvoir, lui apprit que le major général suédois Rosen, chargé par Guébriant de reconnaître la forteresse de Rottweil avec douze cents cavaliers, campait dans le village de Geisslingen [1]. Il s'en approcha vers le milieu de la nuit, surprit, tailla en pièces les avant-postes français, et mit le feu au village; quiconque essaya de sortir pour échapper aux flammes fut sabré; Rosen se réfugia avec quelques centaines d'hommes dans le château (7 novembre 1643). Comme Spork se retirait avec son butin, le maréchal Guébriant arriva devant Rottweil avec le gros de l'armée et commença le siége. Quand les tranchées eurent été creusées, le lieutenant-colonel Hettlach, qui commandait la forteresse, fit une vigoureuse sortie à la tête de sa petite garnison, et détruisit les travaux des assiégeants. Les bourgeois avaient promis de se faire tuer jusqu'au dernier homme; ils rendirent de grands services à la défense. Cependant la grosse artillerie des Français était arrivée de Brisach; les canons ébranlèrent les murailles, et des grenades lancées pendant la nuit incendièrent plusieurs maisons. Une large brèche fut pratiquée : les assiégés la fermèrent presque aussitôt par une barricade, et répondirent avec dédain à une sommation de se rendre. Une tour fortifiée s'élevait au sud de la ville; Guébriant résolut de la détruire, et de donner ensuite un assaut général. Mais le 17 novembre 1643, au moment où, du haut d'une colline, il regardait, à travers un gabion qui n'était pas rempli, l'effet d'une batterie nouvellement installée, un boulet de six livres lui fracassa le coude du bras droit, et enfonça sa fourrure dans la plaie. Comme les soldats s'apitoyaient en voyant couler son sang, il les rassura, et les exhorta à bien remplir leur devoir. Cependant il perdait ses forces; on coupa une échelle déjà dressée pour l'assaut, et quelques soldats, se servant de leurs piques, le portèrent à l'abbaye de

[1] Au nord-est de Rottweil.

Rothmünster, où se trouvait son quartier général. Gauville, son capitaine des gardes, s'étant mis à courir pour aller chercher un chirurgien, Guébriant le rappela et lui dit : « Allez plus doucement, Gauville, il ne faut jamais effrayer les soldats. » Il monta seul l'escalier de sa chambre ; les chirurgiens lui coupèrent le bras dans la plaie, sans qu'il laissât paraître la moindre émotion ; il quitta ensuite lui-même son pourpoint et se mit au lit.

Guébriant prévoyait qu'il ne survivrait pas à sa blessure. Il fit aussitôt venir un prêtre, se confessa, communia, reçut l'extrême-onction, et édifia tous ceux qui l'entouraient, par sa résignation et sa piété. Ayant reçu la visite des officiers weimariens, il les exhorta à demeurer unis entre eux et fidèles au Roi.

Cependant Rantzau avait pris le commandement en chef ; il somma une dernière fois la ville de se rendre, et le commandant Hettlach, ayant perdu tout espoir d'être secouru, capitula (19 novembre 1643). La garnison bavaroise sortit avec les honneurs de la guerre et fut incorporée dans l'armée française.

Guébriant fut porté dans la ville sur un brancard, et installé au couvent des dominicains. Le 24 novembre, les chirurgiens enlevèrent l'appareil, et, voyant que la gangrène s'était mise dans la plaie, ils furent d'avis de couper le bras plus haut. Guébriant y consentit ; mais, comme on se disposait à l'opérer, il s'évanouit et ne reprit connaissance que pour mourir presque aussitôt. Il n'avait que quarante et un ans. Son corps, transporté à Paris, fut enseveli à Notre-Dame.

Jean-Baptiste Budes, comte de Guébriant, né le 2 février 1602 au château de Plessis-Budes, diocèse de Saint-Brieuc, était issu d'une ancienne famille de Bretagne ; il descendait d'une sœur consanguine du père de du Guesclin. Il étudia d'abord au collége de la Flèche, puis à Paris, et fit ses premières armes en Hollande. Ses principales victoires en Allemagne furent celles de Wolfenbüttel et de Kempen. Après Kempen, à l'âge de quarante ans [1], il fut nommé maréchal de France. D'une instruction solide, esprit fin et souple, il lisait les classiques de l'antiquité, et joignait aux qualités brillantes du général l'éloquence de l'orateur militaire

[1] Guébriant ne laissa pas d'enfants. Il avait épousé mademoiselle Renée du Bec-Crépin. Ce fut la maréchale de Guébriant qui conduisit en Pologne la reine Marie Gonzague de Mantoue (l'abbé Arnauld, *Mémoires*, p. 250).

et l'habileté d'un diplomate consommé. Désintéressé, de mœurs pures, d'une grande sobriété, choses rares à cette époque, il prenait grand soin de ses soldats, tout en épargnant autant que possible les habitants; il était à la fois craint et aimé. « On ne gagnait pas avec lui » ; il disait que dans le métier des armes on ne devait acquérir que de l'honneur[1].

Après avoir pris Rottweil, Rantzau, contrairement à l'avis de ses officiers, se mit en marche à la tête de vingt-quatre mille hommes, et occupa Tuttlingen, petite ville située sur la rive droite du Danube. Son intention était d'envahir la Bavière, et il répétait de plus belle qu'il laverait son hausse-col dans le sang des Bavarois. Il allait payer cher sa forfanterie. Peu de jours après l'occupation de Rottweil par les Français, le duc de Lorraine, cédant aux instances de l'Empereur et de l'électeur de Bavière, avait enfin rejoint les Bavarois avec cinq mille hommes. Mercy quitta alors sa position de Durlach, puis, se dirigeant vers le midi, par un froid rigoureux, à travers des montagnes déjà couvertes de neige, il passa le Danube à Sigmaringen, et occupa Möskirch, petite ville située sur la rivière de l'Ablach. Les Français, quoique très-rapprochés, ne soupçonnaient nullement sa présence; ils croyaient qu'il s'était éloigné pour défendre la Bavière, et couvrir ce pays en occupant la ligne de l'Iller; aussi n'avaient-ils établi nulle part de postes avancés. Chose qu'on trouva extraordinaire, aucun des soldats de l'armée de Mercy ne passa à l'ennemi pour annoncer son arrivée; la confiance en leur chef et l'espérance de la victoire et du butin l'emportèrent sur l'habitude et le profit immédiat de la trahison.

Lorsque le feld-maréchal impérial Hatzfeld eut encore rejoint les Bavarois avec trois mille deux cents Autrichiens, on décida de surprendre les Français dans leurs quartiers, et, si l'on échouait, de leur livrer bataille en rase campagne. Mercy, afin d'alléger ses troupes, envoya les bagages à Riedlingen, sur le Danube; puis, partant de Möskirch, il marcha vers Tuttlingen, avec vingt mille hommes rangés en bataille.

Le 24 novembre 1643, vers trois heures de l'après-midi, les

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 814, 815; *Mercure français*, t. XXV, p. 168; Pontis, *Mémoires*, t. II, p. 381; Le Laboureur, *Histoire de Guébriant*, p. 702 à 717.

Austro-Bavarois débouchèrent des forêts qui couvraient le pays entre l'Ablach et le Danube, et s'approchèrent de Tuttlingen, sans rencontrer aucune patrouille, et sans avoir été aperçus [1]. L'artillerie française se trouvait parquée non loin de la ville, dans un cimetière, au pied d'une montagne sur laquelle s'élevait le château de Honberg. S'en emparer, c'était prendre Tuttlingen. Pour exécuter cet important coup de main, Mercy choisit un officier célèbre par sa hardiesse, le colonel Wolf, auquel il promit mille ducats. Le cimetière n'était gardé que par un capitaine avec sa compagnie. Wolf, à la tête de son régiment de dragons bavarois et d'un détachement de cuirassiers autrichiens, l'attaqua, et les Français, surpris et terrifiés, eurent à peine le temps de prendre leurs armes; ils furent tués jusqu'au dernier, avant d'avoir pu tirer un seul coup de mousquet. Le colonel Wolf tourna immédiatement contre la ville l'artillerie dont il venait de s'emparer. Mercy suivait avec le gros de l'armée; il fit enlever le château de Honberg, et cerner la ville par sa cavalerie. Toute l'armée ennemie n'y était pas enfermée : le général Rosen se trouvait avec dix mille mercenaires allemands à Mühlheim, bourg situé également sur le Danube, à peu de distance en aval de Tuttlingen, et huit mille Français occupaient des quartiers à Möhringen, dans la direction opposée. Mercy envoya son frère, Gaspard de Mercy, et Hatzfeld, contre Rosen à Mühlheim, et Werth, avec deux mille cavaliers et quelques canons, contre les Français à Möhringen.

Tuttlingen était occupé par deux régiments d'infanterie et par la garde du corps de Rantzau, avec un nombreux état-major et tous les officiers d'artillerie. Le premier coup de canon y avait jeté le plus grand désarroi. Rantzau appela ses troupes aux armes et se défendit bravement. Il espérait que des secours lui arriveraient de Mühlheim et de Möhringen; mais les huit mille Français, cernés et canonnés dans Möhringen par Werth, ne purent en sortir, et Rösen, qui accourait de Mühlheim, rencontra en chemin, près de Neudingen, Gaspard de Mercy et Hatzfeld, qui l'accueillirent par un violent feu d'artillerie et l'obligèrent à rétrograder après avoir subi de grandes pertes. Les mercenaires alle-

[1] D'après le *Mercure français*, la neige, tombée en abondance, facilita l'approche des Bavarois (t. XXV, p. 175).

mands au service de la France s'enfuirent dans toutes les directions; le colonel Spork les poursuivit, et, aidé par les paysans, en fit un grand carnage. Rosen ne put s'arrêter qu'à Rottweil; il en renforça la garnison et se dirigea à la hâte vers le Rhin par la vallée de la Kintzig. Il emportait la dépouille mortelle de Guébriant [1], et emmenait avec lui le général Taupadel, qui avait été grièvement blessé.

Rantzau, isolé dans Tuttlingen, repoussa pendant toute la soirée et la nuit suivante les attaques des Bavarois et des Lorrains. Le lendemain, de bonne heure, aucun secours ne lui arrivant, il se rendit à discrétion. Les huit mille Français de Möhringen avaient éprouvé le même sort. Huit généraux et sept mille soldats furent faits prisonniers; quatre mille avaient été tués ou blessés. L'armée bavaroise, dit-on, ne perdit pas un seul homme à l'attaque de Tuttlingen : elle eut seulement quelques blessés [2]. Le butin fut considérable; les vainqueurs trouvèrent une riche vaisselle d'argent, beaucoup de joyaux et un mois de solde en espèces.

Mercy fit escorter jusqu'à Schaffouse les femmes des officiers faits prisonniers, et ceux-ci furent conduits à Ingolstadt. Chaque général dut payer dix mille ducats pour sa rançon, et chaque colonel mille. Maximilien offrit de recevoir dans son armée les officiers qui ne pourraient pas se racheter. Ceux qui étaient d'origine allemande, italienne ou écossaise acceptèrent; les Français seuls refusèrent : ils préféraient mourir en prison, plutôt que de combattre leurs compatriotes. L'électeur admira ce noble sentiment, et exprima le regret qu'il fût complétement éteint chez les Allemands.

Avec son armée victorieuse, Mercy marcha contre Rottweil (27 novembre). Le duc Frédéric de Würtemberg gardait cette place avec deux mille hommes pour le compte des Français. Mercy et le duc de Lorraine pensèrent qu'il fallait, par un bombardement, forcer la ville à une prompte soumission, et épargner ainsi à leurs troupes les fatigues d'un siége pendant l'hiver. La grosse artillerie se mit à tonner sans relâche. Les assiégés y répondirent par un feu qui devint de moins en moins vif, car leurs

[1] Guébriant était mort le jour même de la bataille de Tuttlingen.

[2] Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 452.

munitions ne tardèrent pas à s'épuiser. Le duc de Würtemberg essaya de négocier; mais comme on exigeait qu'il se rendit à discrétion, la canonnade recommença, et Mercy allait donner le signal de l'assaut, quand le clergé et une députation de bourgeois arrivèrent dans sa tente et dans celle de Charles IV, pour les supplier d'épargner la ville. Ils y consentirent, et le duc de Würtemberg livra la forteresse intacte avec la chancellerie de Guébriant. Les simples soldats, allemands, écossais, irlandais, français, furent incorporés dans l'armée bavaroise.

Après la prise de Rottweil, Mercy accorda du repos à ses troupes et les mit en quartiers d'hiver dans le Palatinat du Rhin, la Souabe et la Franconie. L'électeur Maximilien fit publier partout en Allemagne la nouvelle de sa victoire de Tuttlingen, et combla d'éloges son feld-maréchal. Mercy répondit avec modestie que tout était arrivé par la grâce de Dieu, qu'il n'avait fait que son devoir, et que ce qui lui causait le plus de satisfaction, c'était que sa conduite eût obtenu l'approbation de son souverain. Au congrès de Francfort, qui n'avait pas encore été dissous, la nouvelle causa une grande joie aux catholiques; parmi les protestants, le commissaire saxon fut seul à féliciter les Bavarois[1].

Torstenson s'était proposé de marcher sur Vienne par la Bohême, pendant que Guébriant y marcherait par la Bavière. Il avait d'abord envoyé Königsmark avec six mille hommes pour ravager la Franconie, afin d'y attirer les Impériaux et de pouvoir entrer lui-même plus facilement en Bohême avec l'armée principale. Les Autrichiens étaient alors commandés par le lieutenant général Gallas, que la goutte avait tenu pendant deux ans hors des camps, et que l'Empereur venait de remettre à la tête de l'armée[2]. Torstenson avait espéré que les Impériaux quitteraient leurs posi-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 816, 818; *Mercure français*, t. XXV, p. 175, 177; Pontis, *Mémoires*, t. II, p. 382; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 450; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 473, 475; Heilmann, *Die Feldzuge der Bayern*, 1643, 1644, 1645, p. 51 à 92, avec une carte; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles*.

Voir deux lettres de Mazarin, datées du 3 décembre 1643, et adressées, l'une à Salvius, l'autre aux plénipotentiaires français en Allemagne (collection Chéruel, t. I, p. 475, 479).

[2] Piccolomini, duc d'Amalfi, blessé de cette nomination, passa au service de l'Espagne.

tions pour poursuivre Königsmark. Gallas n'ayant pas bougé, le maréchal suédois rappela Königsmark, se mit lui-même à ravager la Saxe, et, trompant le généralissime autrichien par d'habiles manœuvres, pénétra avec quinze mille hommes, par Prague et Olmütz (22 juin 1643), jusqu'à Hradisch sur la Morawa. Il avait formé le projet d'appeler aux armes les Transylvains, les Hongrois et les Ottomans. Il envoya à Stuhlweissenbourg le lieutenant-colonel Rebenstock, pour inviter le prince de Transylvanie, Rakoczy, à s'unir aux Suédois.

Après la mort de Bethlen, en 1626, les états de Transylvanie avaient d'abord laissé à sa veuve, Catherine de Brandebourg, la souveraineté, et à son frère Étienne Bethlen l'office de *gubernator*. Des dissensions graves ayant éclaté, Étienne dépouilla Catherine de sa souveraineté; mais une diète, réunie à Segesvar sous l'influence de Catherine (1631), ne tarda pas à le remplacer lui-même par un magnat du nom de Georges Rakoczy [1].

Aussi prudent que rusé, Rakoczy ne voulait s'engager ni avec la Suède, ni avec la France, avant d'avoir entre les mains un traité qui lui assurerait des agrandissements de territoire. Afin de gagner du temps, il répondit aux Suédois qu'il ne pouvait rien entreprendre sans l'assentiment et sans les subsides de la Porte. Torstenson, bien que zélé luthérien, ne se fit pas scrupule d'envoyer alors Rebenstock à Constantinople pour exciter la Porte à déclarer la guerre à l'Empereur. Il ne faisait du reste, en cela, que suivre l'exemple des deux cardinaux Richelieu et Mazarin. Rebenstock, secondé par l'ambassadeur français à Constantinople, obtint du sultan Ibrahim, en violation d'un traité conclu entre la Porte et l'Empereur le 19 mars 1642, la promesse de fournir des subsides au prince de Transylvanie. Torstenson poussait aussi les protestants hongrois à prendre part à une lutte qui devait les délivrer, disait-il, de l'oppression de la « Babel romaine ».

Au moment où les négociations étaient le plus actives, toute la correspondance échangée entre la Suède, la Transylvanie et la Porte, tomba entre les mains des Impériaux. Ferdinand III, averti par là du danger qui le menaçait, se rendit tout de suite en personne à Pesth, et fit cesser l'opposition des protestants en confirmant tous leurs droits et privilèges. Il appela

[1] Georges Rakoczy, né en 1591, mourut le 24 octobre 1648.

ensuite aux armes la cavalerie hongroise; et les madgyars, qui préféraient l'autorité de l'Empereur à celle du prince de Transylvanie, accoururent en foule auprès de lui.

Presque en même temps Ferdinand III apprit que le roi de Pologne, Ladislas VII, venait de conclure avec le Danemark une alliance contre la Suède. Christian IV, roi de Danemark, avait toujours vu avec inquiétude les succès des Suédois, parce que ces succès leur assuraient la prépondérance dans la Baltique. Encouragé par la défaite que leurs alliés les Français avaient essuyée à Tuttlingen (24 novembre 1643), il résolut de battre en brèche cette prépondérance, et commença par imposer aux navires suédois une augmentation des droits à payer pour le passage du Sund. Comme il s'exposait par là à des représailles, il chercha des appuis. Il conclut d'abord avec la Pologne un traité d'alliance; l'Empereur y accéda au bout de peu de temps, dans une conférence qui eut lieu à Hadersleben, dans le Sleswig[1]; la Russie y entra également, et la Suède se trouva ainsi menacée dans la Baltique, pendant qu'elle menaçait l'Autriche en Hongrie.

Les Transylvains avaient envahi les États de l'Empereur: Ferdinand III, à la tête de ses fidèles Hongrois, les surprit et leur fit repasser la frontière. Il envoya en même temps quelques régiments de cavalerie contre les Suédois en Moravie, pendant que Gallas marchait aussi contre eux. Torstenson était alors campé à Tobitschau, non loin et au sud d'Olmütz. Pour échapper à cette double attaque, et sans doute pour combiner avec Rakoczy une marche sur Vienne, il quitta son camp retranché, se dirigea au sud-ouest, et il avait déjà incendié un faubourg de Brünn, quand les Impériaux, arrivés à temps, lui barrèrent le chemin et l'obligèrent à se retirer. Il revint vers Olmütz, et à peine s'était-il emparé de la forteresse d'Eulenberg[2] (29 septembre) et des riches trésors qu'on y avait déposés, qu'il reçut de Stockholm (5 octobre) l'ordre de venir dans le Holstein pour protéger la marine suédoise contre le Danemark. Les Danois venaient en effet d'enlever trois vaisseaux suédois[3].

[1] Ce ne fut pas l'Empereur qui poussa le Danemark à la guerre (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. [illegible]).

[2] Au nord d'Olmutz.

[3] S[illegible], *Maximilian I*, p. 802 à 820; K[illegible], *Geschichte des deutschen*

Afin de n'être pas inquiété dans sa marche, Torstenson feignit de négocier un armistice avec Gallas, et convint avec lui d'un échange de prisonniers; puis, laissant là toutes les négociations, il quitta subitement la Moravie, traversa la Lusace, fit un détour du côté du haut Palatinat pour tromper les Autrichiens sur la direction qu'il se proposait de suivre, revint vers l'Elbe, et, arrivé à Havelberg (décembre), annonça à ses colonels qu'ils allaient faire la guerre au Danemark. Les Suédois, qui avaient toujours prétendu n'avoir d'autre dessein, en envahissant l'Empire, que de défendre les protestants contre leur empereur catholique, se disposaient à combattre la principale puissance protestante de l'Allemagne, celle qui, avant Gustave-Adolphe, avait aussi prétendu n'avoir pas d'autre dessein que de soutenir le protestantisme contre le catholicisme. Les soldats accueillirent, du reste, cette nouvelle avec joie, car le Holstein et le Sleswig, que la guerre épargnait depuis quinze ans, avaient prospéré pendant la paix, et leur promettaient un riche butin et d'excellents quartiers.

Gallas ne put pas poursuivre Torstenson comme il l'aurait désiré. La Bohême, par suite de guerres incessantes, était devenue un désert, où la population avait été réduite des deux tiers, et où une armée ne trouvait plus à vivre. Les Hongrois, bientôt las de faire campagne avec les Impériaux, étaient d'ailleurs retournés chez eux; enfin, Gallas, retombé malade, ne pouvait plus suivre son armée qu'en voiture. Les Suédois, tout à fait libres de leurs mouvements, entrèrent dans le Holstein au mois de décembre 1643, et, le jour de Noël[1], Torstenson occupa Kiel, à la tête de douze mille hommes. Le port était rempli de vaisseaux, sur lesquels un grand nombre d'habitants s'embarquaient pour s'enfuir. Le maréchal suédois les retint, après les avoir accablés d'une grêle de balles, fit massacrer la petite garnison danoise, et, outre les approvisionnements, s'empara de tout ce qui était transportable. La ville fut ensuite incendiée. Les habitants d'Itzehoe, de Rendsbourg, de Sleswig, terrifiés par cette conduite barbare, s'enfuirent avec leurs meubles dans les îles voisines. Les Suédois, comme quelques années auparavant les hordes de Wallenstein et de Schlick, se répandirent dans tout le pays, et pénétrèrent jusque dans le Jut-

Reichs unter der Regierung Ferdinands III, t. I, p. 447 ; BARTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 466.

[1] D'après le style julien ; 4 janvier 1644 selon le style grégorien.

land. Les étables, les greniers furent pillés ; et avec les beaux chevaux qu'ils enlevèrent, les Suédois purent créer un corps de cavalerie de douze mille hommes. Le roi de Danemark se vit alors obligé d'implorer l'appui de cette cour de Vienne qui lui avait fait jadis une guerre si acharnée. Mais le manque de vivres retardait la marche des Autrichiens, et Gallas, fidèle à l'ancienne manière lente et pédantesque de faire la guerre, ne voulut pas se diriger vers le nord avant d'avoir repris toutes les forteresses de Moravie et de Bohême.

Cette stratégie laissa le temps à Torstenson d'envoyer de nouveau un de ses aides de camp à Rakoczy pour l'exciter contre l'Empereur. Le prince de Transylvanie, soutenu par l'or de la France et de l'Angleterre, envahit la haute Hongrie avec de nombreuses bandes. Mais le feld-maréchal Götz, envoyé contre lui avec un corps d'armée composé de vétérans bien disciplinés, réussit, après plusieurs combats sanglants, à rejeter au delà des frontières ces hordes à demi sauvages.

Ce fut seulement après le retour de Götz que Gallas put achever la conquête des forteresses de Moravie et de Bohême, et marcher au secours du Danemark. Il avait vingt-deux mille hommes sous ses ordres. Les Suédois se préparaient à passer dans les îles de Fionie et de Seeland, pour engager à fond leur guerre contre le Danemark, lorsque Gallas, après avoir rejoint un corps de Danois à Lübeck, entra dans Kiel. Son armée se trouvait affaiblie par les fatigues et la disette. Il chassa néanmoins la garnison que Torstenson avait laissée dans cette ville, et la flotte suédoise qui se trouvait dans le port lui échappa avec peine. Le vaisseau amiral même fut atteint et coulé par la flotte danoise qui se tenait aux aguets dans le voisinage de l'île de Femern. L'amiral Flemming, qui le montait, avait été coupé en deux par un boulet de canon. Torstenson n'attendit pas d'être cerné dans la presqu'île du Jutland[1]. Après que son armée se fût bien approvisionnée, il revint en toute hâte vers l'Elbe[2].

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 821 ; *Mercure français*, t. XXV, 2e part., p. 171 et suiv., 351.

[2] Un autre motif contribua à la retraite de Torstenson : la France refusait de payer des subsides à la Suède tant que son armée se trouverait en Danemark, parce que ces subsides étaient fournis pour combattre, non pas le Danemark, mais l'Autriche (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 79).

L'année 1643 n'avait donc pas été favorable en Allemagne aux Français et aux Suédois. Guébriant avait été tué au siége de Rottweil; son successeur, Rantzau, avait été battu par Mercy à Tuttlingen. Torstenson, après avoir pénétré, comme l'année précédente, jusqu'en Moravie, était revenu précipitamment sur les bords de la Baltique, pour défendre la Suède contre le Danemark [1]. Quant à la diète de Francfort, elle avait seulement décidé que tous les États de l'Empire se feraient représenter aux négociations pour la paix générale.

[1] Pendant le même temps, Horn combattait en Scanie. La guerre entre la Suède et le Danemark aboutit à une paix conclue sous la médiation de la France à Bromsebro le 13 août 1645. La Suède obtint pour sa marine l'exemption de tout droit dans le Sund et les Belts, plus la cession définitive en pleine souveraineté des provinces de Jemtland et de Herjedale, et des îles de Gothland et d'Œsel, et la cession pour trente ans de la province de Halland.

CHAPITRE VIII

DIÈTE DE FRANCFORT (SUITE). BATAILLES DE FRIBOURG ET DE JANKAU.

1644-1645.

Diète de députation à Francfort (suite) (janvier 1644). — Discussion sur le vote de l'impôt de guerre. — Chambre de justice; calendrier. — Note de d'Avaux sur la translation de la diète à Münster et à Osnabrück (6 avril 1644). — Condé s'approche des bords du Rhin.

Guerre du Rhin. — Mésintelligence entre la Bavière et la Suisse. — Mercy prend Ueberlingen (10 mai 1644). — La garnison française de Brisach se révolte. — Turenne; ses premières armes. — Il empêche la garnison de Brisach de livrer cette place à la Bavière. Mercy prend Fribourg (29 juillet 1644). — Condé et Turenne livrent à Mercy la *bataille de Fribourg* (3-5 août 1644), et le forcent à se retirer, en menaçant ses communications avec la Bavière. — Condé prend Philippsbourg (12 septembre). — Turenne prend *Mayence* et plusieurs places du bas Palatinat. — Condé retourne à Paris. — Mercy, obligé d'envoyer des secours aux Impériaux, reste sur la défensive.

Guerre en Bohême. — Torstenson s'échappe du Danemark (novembre 1644). — Gallas, trop faible pour l'arrêter, se réfugie à Magdebourg, où ses troupes souffrent beaucoup. — Hatzfeld marche à son secours; Enkefort, envoyé à sa rencontre, est battu par les Suédois. — Torstenson ravage la Saxe, puis marche sur Vienne en même temps que Rakoczy.

Gallas s'échappe de Magdebourg, se réfugie en Bohême; malade, il se démet de son commandement. — L'électeur de Bavière envoie Werth et Rauschenberg au secours des Impériaux, et conseille à l'Empereur de faire la paix. — Ferdinand III ouvre avec l'ambassadeur suédois Salvius des *négociations* qui n'aboutissent pas.

L'Empereur se prépare à la guerre. — Rakoczy est battu par Götz. — Hatzfeld, généralissime à la place de Gallas, est rejoint par Werth, Rauschenberg et Götz; il est battu par Torstenson à *Jankau*, en Bohême (6-7 mars 1645), et fait prisonnier. — Torstenson et Rakoczy marchent sur Vienne; l'Empereur fait des préparatifs de défense.

La diète de Francfort demande la suppression des conditions mises à l'amnistie, et la représentation de tous les États de l'Allemagne au congrès de Westphalie; l'Empereur, vaincu, y consent (20 avril 1645).

La diète de députation, réunie à Francfort en 1643, n'avait pas été close; mais un grand nombre de ses membres s'étaient retirés.

L'Empereur, ayant besoin d'argent pour continuer la guerre, les rappela en janvier 1644, et leur renouvela la demande de subsides qu'il leur avait déjà adressée l'année précédente. La plupart des députés répondirent par des lamentations sur les embarras de leurs souverains ; les autres prétextèrent leur manque de pouvoirs. Dans le collége des électeurs, le député de Brandebourg déclara que l'impôt de guerre ne pouvait être accordé que par une diète générale de l'Empire, et qu'il vaudrait d'ailleurs beaucoup mieux faire la paix à n'importe quelles conditions, que de continuer la guerre comme on l'avait faite jusqu'alors. Certains députés soutenaient que le meilleur moyen de désarmer ses adversaires, c'était de leur donner l'exemple en désarmant soi-même ; mais le chancelier bavarois Abegg n'eut pas de peine à montrer que plus l'armée impériale serait faible, plus les conditions de l'ennemi seraient dures et déshonorantes, et qu'il fallait en conséquence fortifier cette armée en votant les subsides. Beaucoup de protestants et un certain nombre de catholiques, entre autres l'évêque de Würtzbourg, n'en persistèrent pas moins dans leur refus. Les protestants, toutefois, étaient ceux qui se montraient les plus hostiles ; ils disaient ouvertement qu'ils n'accorderaient aucune aide à l'Empereur, tant que celui-ci n'aurait pas annulé le traité de Prague et établi une nouvelle paix de religion, et ils s'efforçaient de soulever l'opinion publique contre lui en répandant des pamphlets qui l'accusaient de ne pas vouloir sincèrement la paix.

Maximilien fit une démarche auprès du prince-évêque de Würtzbourg, afin de le ramener au parti de l'Empereur : il lui adressa un mémoire qu'il avait composé lui-même, et dans lequel il lui reprochait de soutenir les protestants contre l'Empire et contre l'Église. Le prince-évêque se laissa gagner ; il offrit d'abord de fournir quelque argent, si l'Empereur entamait des négociations de paix, puis finit par promettre de payer l'impôt sans conditions.

Ce que Maximilien avait fait auprès de l'évêque de Würtzbourg, il le renouvela auprès de toutes les cours allemandes ; il les engagea à aider l'Empereur à frapper un grand coup, pour forcer l'ennemi à accepter la paix. Le collége des électeurs accorda les subsides demandés : le député de Brandebourg s'abstint seul, faute de pouvoirs suffisants. Dans le collége des princes, la majorité, qui était catholique, les accorda aussi ; mais la minorité protestante,

à l'exception du landgrave Georges de Hesse-Darmstadt, persista dans son refus. La plupart des villes impériales s'unirent à cette minorité ; cependant, comme leur collége n'avait que voix consultative, les subsides se trouvèrent définitivement votés.

La diète s'occupa ensuite de l'organisation de la justice. Les bourgeois de Francfort ayant refusé de recevoir dans leur ville la chambre impériale, on songea à la transférer à Hanau. Mais les bourgeois de cette ville, tous calvinistes, déclarèrent qu'ils ne souffriraient chez eux aucun fonctionnaire catholique ou luthérien[1]. Pour améliorer le sort presque misérable du personnel de la chambre de justice, la diète proposa de charger les juifs d'un impôt spécial ; mais la cour de Vienne s'y opposa, parce que les juifs menaçaient de ne plus rien prêter à l'Empereur si l'impôt était adopté. Il fallut donc s'en tenir à l'ancien payement de la chambre au moyen d'une contribution des cercles. La diète simplifia la procédure, restreignit les cas d'appel, et en même temps diminua les taxes que les membres de la chambre percevaient, et dont ils avaient déjà tant de peine à vivre. Les protestants renouvelèrent aussi la demande qu'ils avaient faite plusieurs fois, que la chambre de justice fût composée d'un égal nombre de catholiques et de luthériens, ou bien que les affaires religieuses fussent enlevées à sa juridiction. L'égalité des deux confessions dans la composition de la chambre fut admise.

La question des citations en justice renouvela la vieille querelle relative au remplacement du calendrier julien par le calendrier grégorien[2]. La Bavière recommandait l'adoption du nouveau ca-

[1] Ils ne permettaient l'exercice du culte luthérien à leurs propres comtes que dans leur chapelle privée.

[2] Le calendrier julien avait été établi par Jules César l'an 46 avant l'ère chrétienne. Comme on croyait alors que le soleil employait exactement trois cent soixante-cinq jours et un quart à faire sa révolution annuelle, César prescrivit l'intercalation, tous les quatre ans, d'un jour qui serait ajouté aux vingt-huit jours du mois de février. Il y eut donc tous les quatre ans une année bissextile de trois cent soixante-six jours. Mais l'année réelle a seulement trois cent soixante-cinq jours deux mille quatre cent vingt-deux dix-millièmes. L'année julienne étant trop longue de soixante-dix-huit dix-millièmes de jour, elle retardait sur l'année solaire de trois centièmes de jour tous les quatre ans, et de trois jours en quatre cents ans. A la fin du seizième siècle, la différence était de dix jours. Pour faire disparaître ce retard, le pape Grégoire XIII ordonna que le lendemain du jeudi 4 octobre 1582 s'appellerait le vendredi 15 octobre de l'année 1582 ; et pour éviter l'erreur à l'avenir, il décida qu'on supprimerait le

lendrier. Il fallait, disait-elle, qu'il y eût au moins unité sur ce point. Le calendrier de Grégoire XIII était meilleur que l'ancien; l'Angleterre et la Hollande, bien que protestantes, l'avaient adopté, et il convenait de ne pas mêler l'astronomie à la religion. Cependant, comme les luthériens manifestaient de la répugnance pour le nom de grégorien par lequel il était désigné, le commissaire bavarois proposa de l'appeler ferdinandéen, du nom de l'Empereur. Le député de Brunswick objecta aussi que le pape Grégoire XIII n'avait pas eu le droit de prescrire aux Allemands une nouvelle manière de compter le temps, et que son calendrier renfermait une foule d'erreurs; il demanda qu'il fût revisé par ordre de l'Empereur, et ensuite sanctionné et adopté par une diète générale. Le représentant de l'évêque de Würtzbourg montra que les difficultés ne feraient que s'accroître si l'on dressait un troisième calendrier; on ne voyait pas d'ailleurs pourquoi les protestants allemands n'adopteraient pas la réforme grégorienne, puisque leurs coreligionnaires à l'étranger l'avaient adoptée. Mais les protestants éprouvaient une telle aversion pour tout ce qui venait de Rome qu'ils ne se contentèrent pas d'un simple changement de nom, et qu'ils adoptèrent la proposition du député de Brunswick. Lorsque le député bavarois vit qu'on ne pouvait pas vaincre leur résistance, il proposa [1], comme moyen terme, de diminuer le nombre des fêtes catholiques, et les protestants s'en contentèrent [2].

Le comte d'Avaux, ambassadeur de France, suscita de nouvelles divisions parmi les députés, en leur proposant (6 avril 1644) de clore le congrès de Francfort et de le continuer à Münster et à Osnabrück. Ce n'était pas seulement à l'Empereur, disait-il, mais

jour intercalaire dans les trois années 1700, 1800, 1900, et que trois années séculaires communes seraient toujours suivies d'une année séculaire bissextile. Ce calendrier, adopté aussitôt par les catholiques, sous le nom de grégorien, ne le fut qu'au bout de plus ou moins de temps par les protestants. Les Russes sont le seul peuple européen qui suive encore aujourd'hui le calendrier julien. La différence entre les deux calendriers, qui était de dix jours pendant le dix-septième siècle, de onze pendant le dix-huitième, est de douze jours dans le dix-neuvième.

[1] Le député bavarois ajouta que l'Empereur seul avait le droit d'introduire un nouveau calendrier. Il s'appuyait sur un précédent de Charlemagne, qui avait remplacé les noms latins des mois par des noms allemands.

[2] Le jeudi devint un jour auquel on put assigner.

à toutes les puissances, qu'il appartenait de résoudre les questions relatives à la politique et à la religion, et il ajoutait que la maison de Habsbourg voulait continuer la guerre, afin d'affaiblir les États de l'Empire et de pouvoir les asservir plus facilement. Le commissaire impérial, comte d'OEttingen, considéra cette note comme un outrage à la nation allemande, qui, depuis que l'Empire existait, n'avait jamais soumis les griefs réciproques de ses membres à la décision des étrangers; et il demanda au congrès de venger l'injure que l'ambassadeur français avait faite à l'Empereur par ses fausses accusations, en lui enlevant son sauf-conduit et en brûlant publiquement la note qu'il avait adressée aux députés. La proposition de d'Avaux, de transporter la diète à Münster et à Osnabrück, était en effet peu soutenable; mais les protestants se défiaient tellement de l'Empereur qu'ils l'adoptèrent. Ils voulurent même, sur un simple désir manifesté par la Suède, faire enlever le portrait de Ferdinand III, qui se trouvait à Osnabrück dans la salle des délibérations.

L'électeur de Saxe employa tous ses efforts à écarter ces questions irritantes, et invita ses coreligionnaires à s'entendre directement avec la cour de Vienne, au lieu de recourir aux étrangers. L'électeur de Bavière, de son côté, envoya des messagers à toutes les cours allemandes, pour les empêcher d'adopter la proposition française. Il prétendit avoir reçu la nouvelle que la reine régente et Mazarin n'avaient approuvé ni le fond ni la forme de la note de d'Avaux; il conseillait toutefois d'agir avec prudence, afin de ne pas compromettre la cause de la paix en irritant le cabinet français, et de se borner à envoyer à Paris la note de l'ambassadeur, avec une lettre dans laquelle on se plaindrait de son ton inconvenant. La proposition de la Bavière réunit la majorité des suffrages dans les trois colléges, et la note allait être envoyée avec la lettre, lorsqu'un courrier, expédié par Mercy, informa les députés qu'une nombreuse armée française, commandée par le duc d'Enghien, était arrivée sur les bords du Rhin. En présence d'hostilités imminentes, l'Empereur et le congrès laissèrent sans réponse la note du comte d'Avaux, et la guerre continua .

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 823 à 828; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 52, 88, 597, 599.

[2] La note de d'Avaux fut désavouée par le gouvernement français (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 52).

Au commencement de l'année 1644, l'électeur de Bavière avait chargé Mercy d'occuper les frontières de l'Allemagne du côté de la Suisse, et d'inviter la confédération helvétique à ne procurer aux Français ni vivres, ni soldats. Mais il y avait longtemps que les liens qui rattachaient la Suisse à l'Empire n'existaient plus : les cantons catholiques se déclarèrent neutres, et les cantons protestants, gagnés par l'argent de la France, répondirent que l'armée bavaroise était composée de braconniers et de vagabonds, et que si cette armée fermait leurs frontières, ils appelleraient les Français à leur secours. Maximilien leur fit répliquer que l'armée bavaroise avait montré ce qu'elle valait à la bataille de Tuttlingen, et que si elle contenait dans son sein quelques braconniers et quelques vagabonds, c'étaient des Suisses. Il les menaça en même temps de les priver du sel qu'ils tiraient de la Bavière.

Mercy, s'étant rapproché du Rhin à la tête de quinze mille hommes, assiégea la forte place d'Ueberlingen [1], qui passait pour être la clef du lac de Constance (15 avril 1644). Une garnison de treize cents Français, commandée par le comte de Courval, la défendait. Lorsque la brèche fut ouverte, et l'assaut sur le point d'être donné, Courval capitula (10 mai 1644).

Pendant ce temps, la garnison française de Brisach s'était révoltée à cause d'un retard dans le payement de la solde. L'électeur de Bavière y envoya aussitôt le conseiller de guerre Küttner, pour offrir aux mécontents une forte somme d'argent, s'ils consentaient à lui livrer la ville ; et Mercy le fit suivre par deux mille cavaliers, que commandait son frère, le major général Gaspard de Mercy. Mais Turenne arriva à temps pour conserver la place.

Le généralissime bavarois allait rencontrer en Turenne un nouvel et redoutable adversaire. Henri, vicomte de Turenne, était né à Sedan, en 1611, de Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, souverain de Sedan, et d'Élisabeth de Nassau [2]. Son père, étant mort, le laissa en bas âge sous la tutelle de sa mère. Turenne fit

[1] Au nord de Constance, sur le lac de Constance (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 374).

[2] Fille de Guillaume Ier de Nassau, prince d'Orange.

Le duc Frédéric-Maurice de Bouillon, qui fut l'un des principaux chefs de la Fronde, était le frère aîné de Turenne : il avait cinq ans de plus que lui.

ses premières armes dans l'armée hollandaise, sous le prince Maurice d'Orange, son oncle ; il fut simple volontaire et porta le mousquet. Capitaine en 1626, il servit dans ce grade pendant quatre campagnes contre Spinola, et se distingua au siége de Bois-le-Duc[1].

En 1630, sa mère l'envoya à Paris; il entra au service de la France en qualité de colonel d'infanterie, et se fit remarquer au siége de la Motte, en Lorraine. Il n'avait que vingt-trois ans quand Richelieu le nomma maréchal de camp; il fit en cette qualité la campagne d'Allemagne, sous le cardinal de la Valette (1635), et y donna des preuves de talent dans la retraite du Palatinat. L'année suivante, il prit part au siége de Saverne. En 1637, il servit en Flandre et obtint le grade de lieutenant général; il se distingua ensuite au siége de Brisach, sous les ordres du duc de Weimar.

Envoyé en Italie, il y conquit, à l'âge de trente-deux ans (1643), le bâton de maréchal de France. Ce fut à son retour qu'il vint faire la guerre en Allemagne. Mazarin l'ayant chargé de garder la frontière du haut Rhin, il arriva à Colmar (décembre 1643), puis s'établit en Lorraine à l'abri des Vosges, et y réorganisa l'armée weimarienne pendant l'hiver. Au printemps de l'année 1644, il avait sous ses ordres neuf mille hommes, dont cinq mille cavaliers. Il passa le Rhin et entra dans Brisach; il y fit pendre les principaux meneurs, et la révolte s'apaisa. A la tête de dix mille hommes, il surprit ensuite, non loin de là, à Hufingen[2], Gaspard de Mercy, qui était mal renseigné par ses espions faute de les bien payer, et qui fut obligé de se retirer.

Turenne étant retourné sur la rive gauche du Rhin, à cause de l'infériorité de ses forces, Mercy vint attaquer Fribourg. Cette place, occupée par une garnison de quinze cents hommes que commandait un colonel français, Frédéric-Louis de Canowsky-Langendorf, avait pour six mois de vivres; Mercy en commença immédiatement le siége. Il venait de prendre d'assaut les faubourgs quand Turenne arriva. Obligé de couvrir son attaque, Mercy établit ses troupes sur les hauteurs du Lorettoberg, montagne située à peu de distance et au sud de Fribourg. Turenne,

[1] En 16[illegible].

[2] Vers les sources du Danube.

qui ne disposait que de troupes inférieures en nombre et en discipline, n'osa pas l'attaquer; il campa à l'ouest et à un quart de lieue seulement des Bavarois, et attendit là des renforts en se contentant d'inquiéter l'ennemi.

Canowsky avait déjà perdu six cents hommes, et il ne lui restait plus de poudre. Lorsqu'il vit la brèche ouverte, les Bavarois sur le point de donner l'assaut et Turenne immobile dans ses positions, il consentit à capituler. Mercy, averti par l'électeur de Bavière que des renforts arrivaient au maréchal français, se montra peu difficile sur les conditions et le laissa sortir avec les honneurs de la guerre (29 juillet 1644). La nuit même qui suivit le départ de la garnison, quelques coups de canon et des feux allumés sur la tour de l'église de Brisach annoncèrent l'approche de Condé [1]; il arrivait avec dix mille hommes, dont la moitié consistait en cavalerie [2].

La jonction de Condé avec Turenne éleva l'armée française au chiffre de vingt mille hommes [3] avec quarante canons. Condé prit le commandement en chef; il avait sous lui Turenne et le maréchal de Gramont. Mercy n'avait que quinze mille hommes [4] et vingt-huit canons; il chercha à compenser son infériorité numérique par l'avantage des positions. S'avançant un peu vers l'ouest, il disposa son armée de manière à ce qu'elle fît face à l'ennemi, plaça son aile droite au bord de la Treisam [5], en avant de Fribourg, adossa son centre aux collines du Schönberg, dans les bourgs de Saint-Georges et de Wendlingen, et mit son aile gauche dans les vignobles à pentes rapides de Leutersberg et d'Ebringen. Il fit ensuite élever sur son front, depuis la Treisam jusqu'à Ebringen, une forte ligne de retranchements précédés d'abatis d'arbres et de branchages entrelacés; l'accès de Fribourg fut en outre fermé aux Français par d'autres retranchements et par un ouvrage clos qui dominait la route de Brisach.

[1] Le duc d'Enghien perdit son père le 26 décembre 1646, et prit alors seulement le nom de Condé (*Mémoires de Gramont*, t. I, p. 399).

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 829, 831; *Mercure français*, t. XXV, 2e part., p. 81, 394, 403; Ramsay, *Histoire de Turenne*, t. I, p. 1; *Observations de Napoléon sur les campagnes de Turenne*, p. 337.

[3] Dont onze mille fantassins et neuf mille cavaliers.

[4] Dont huit mille fantassins et sept mille cavaliers.

[5] Rivière qui prend sa source dans la forêt Noire, passe au sud de Fribourg et se jette dans le Rhin.

Malgré l'opposition de Turenne et de Gramont[1], qui trouvaient les positions de l'ennemi trop fortes, Condé résolut d'attaquer aussitôt. Il partagea l'armée française en deux corps, dont l'un devait, sous son commandement, enlever les retranchements de front, pendant que l'autre, sous Turenne, tournerait les Bavarois par leur droite.

Le 3 aout 1644, vers les cinq heures de l'après-midi, le prince passa un ruisseau, le Langenwasser, qui coulait devant son camp, et, avec son corps d'armée composé de trois colonnes d'infanterie, il marcha contre l'aile gauche ennemie que commandait le major général Rauschenberg. La première colonne donna l'assaut, malgré un violent feu de mousqueterie des Bavarois, mais elle fut repoussée après un sanglant combat. Condé descendit alors de cheval, et, se mettant à la tete de la seconde colonne, recommenca l'attaque[2] malgré une forte pluie. Ses soldats, animés par sa présence, franchirent les retranchements, et les Bavarois, cédant devant cette attaque, se réfugièrent dans un fort construit sur la lisière des forêts, où ils résistèrent jusqu'à la nuit.

Turenne, après un long détour, était arrivé à la tombée de la nuit en face du bourg d'Hasslach[3], et n'avait pas eu le temps de tourner l'ennemi. Condé, dont les bataillons avaient été très-éprouvés, s'établit solidement dans les retranchements qu'il avait conquis et y passa la nuit. Turenne, de son côté, se maintint dans ses positions.

Pendant ce temps Mercy appelait à lui Rauschenberg, et établissait toute son armée un peu en arrière sur le Lorettoberg[4].

Le lendemain, 4 aout 1644, une pluie abondante empêcha les Francais d'attaquer de nouveau. Mercy en profita pour s'entourer de retranchements, pendant que sa cavalerie, commandée par Werth, prenait position dans la plaine entre Fribourg et le Lorettoberg. Un déserteur bavarois était venu annoncer que Mercy voulait se retirer; Condé craignit que l'ennemi ne lui échappât, et le soir du 4 aout, lorsque la pluie eut cessé, il tint un conseil

[1] Comte de Guiche.

[2] Une tradition populaire rapporte que Condé jeta son bâton de commandement dans les lignes ennemies et qu'il s'y précipita à la tete de ses troupes pour le reprendre.

[3] A l'ouest de Fribourg.

[4] Ou Josepsberg.

de guerre. On y résolut d'attaquer, dès le lendemain, l'aile gauche des Bavarois, avec l'infanterie disposée en trois colonnes les unes derrière les autres.

Le 5 août, au point du jour, l'armée française traversa en bon ordre un affluent de la Treisam, le Mühlenbach, au-dessous du village de Merzhausen. L'avant-garde, commandée par les majors généraux Espenan et l'Echelle, refoula sur leurs corps de bataille les postes bavarois, placés au bas de la montagne; mais ayant attaqué les retranchements avant que la première colonne d'infanterie pût la suivre, elle fut mise en pièces par le feu de l'ennemi, et dut se retirer dans le plus grand désordre; l'Echelle fut tué.

Condé prit alors le commandement de la première colonne, et la mena lui-même à l'assaut. Cette attaque ne fut pas plus heureuse que celle de l'avant-garde. Les Bavarois, abrités derrière leurs retranchements, dirigeaient sur les Français un redoutable feu d'artillerie et de mousqueterie. Condé battit en retraite vers la plaine, puis, se mettant à la tête de la seconde et de la troisième colonne d'infanterie réunies en une seule, il attaqua l'ennemi par la gauche, vers la chapelle de Lorette ; Turenne les attaquait en même temps par la droite [1]. Un sanglant combat eut lieu ; l'artillerie bavaroise emportait des files entières d'assaillants. Condé, avec une rare intrépidité, conduisit les bataillons les uns après les autres jusqu'à la gueule des canons, et fit reculer plusieurs fois les Bavarois ; mais ceux-ci, commandés par le frère de Mercy, se défendirent avec la plus grande bravoure, et le refoulèrent en lui faisant subir de grandes pertes [2]. Comme la cavalerie française, placée à l'aile gauche de Condé sous le commandement de Gramont, demeurait inactive, Mercy en profita pour faire combattre à pied une partie de la cavalerie bavaroise. Werth, à la tête de ses cuirassiers et de ses dragons transformés en fantassins, tombait dans le flanc gauche de l'infanterie française toutes les fois qu'elle revenait à l'assaut, et aidait ainsi l'infanterie bavaroise à la rejeter dans la plaine.

Pendant ce temps Turenne, avec la droite française, avait essayé plusieurs fois de prendre d'assaut les retranchements de la

[1] Sur le Burghalde.

[2] Gaspard de Mercy, frère du général en chef bavarois, fut tué pendant la bataille.

gauche bavaroise ; il avait été repoussé chaque fois par Rauschenberg. Condé finit par reconnaître que les positions de l'ennemi étaient inexpugnables, et il ne fit continuer le combat que faiblement pour couvrir la retraite. Il avait eu tort, le 3 août, d'attaquer de front les retranchements des Bavarois, et, le 4, de rester dans l'inaction et de laisser à Mercy le temps de se fortifier ; le 5, l'avant-garde avait compromis l'attaque, en la brusquant sans être soutenue. La perte des deux armées fut considérable : huit mille hommes pour les Bavarois, neuf mille pour les Français : un homme sur deux [1]. Condé courut les plus grands dangers : un boulet emporta le pommeau de sa selle, et une balle brisa le fourreau de son épée. Ce jeune prince, encore plus téméraire que courageux, s'était conduit en soldat plutôt qu'en général. Il avait violé, d'après Napoléon, un des principes de la guerre de montagnes, suivant lequel on ne doit jamais attaquer des troupes qui y occupent de bonnes positions, parce que derrière ces positions perdues il s'en trouve d'autres tout aussi fortes pour vous arrêter, mais les débusquer, en occupant, sur leurs flancs ou sur leurs derrières, des camps qui leur coupent les vivres [2].

Condé, ayant échoué dans ses attaques de vive force, fit ce qu'il aurait dû faire tout d'abord : il se mit à manœuvrer. Il conduisit ses troupes au nord de Fribourg, dans la vallée de l'Elz, pour couper les communications des Bavarois avec la Souabe, et leur enlever en même temps Willingen, où étaient déposés leurs vivres et leurs munitions. Il ne put s'emparer de cette forteresse, mais il obligea Mercy à battre en retraite. Les Bavarois, inférieurs en nombre à leurs adversaires, n'avaient résisté devant Fribourg que grâce à l'excellence de leurs positions. Condé leur coupant les vivres, ils ne pouvaient y demeurer ; et comme ils étaient trop faibles pour pouvoir lutter en rase campagne, ils durent se retirer.

[1] Cette sanglante journée arracha des larmes à Mazarin ; plusieurs victoires semblables, et la France était perdue.

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 832-834 ; *Mercure français*, t. XXV, 2e part., p. 84 ; Gramont, *Mémoires*, t. I, p. 351 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 460 ; *Observations de Napoléon*, p. 313 ; *Relation de la Moussaye* ; Turenne, *Mémoires*, p. 3, 4 et suiv. ; Kausler, *Atlas des plus mémorables batailles* ; Heilmann, *Die Feldzuge der Bayern*, 1643, 1644, 1645, p. 133, avec une carte du champ de bataille ; Ramsay, *Vie de Turenne*, t. I, p. 116 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 488.

Mercy, dès qu'il s'aperçut de la manœuvre de Condé, partit en toute hâte (9 août), entra dans la forêt Noire par le Glotterthal, et arriva pendant la nuit à l'abbaye de Saint-Pierre. Werth commandait l'arrière-garde. Le lendemain, le major général Rosen, qui commandait l'avant-garde française, attaqua les Bavarois (10 août). Mercy dut abandonner la plus grande partie de ses bagages. Ses chevaux se trouvaient trop affaiblis pour les traîner; depuis huit jours ils n'avaient pas été dessellés, et on les nourrissait de sarments et de feuilles d'arbres. Après avoir traversé d'étroits défilés, supporté de grandes fatigues et livré des combats continuels, les Bavarois arrivèrent à Rottenbourg. Ils n'avaient perdu, outre leurs bagages, que deux canons. Condé avait fait lui-même de trop grandes pertes pour les poursuivre plus longtemps; il manquait d'ailleurs de vivres et d'argent. Il revint sur ses pas, fit incendier Saint-Pierre et Waldkirch, et se dirigea vers le nord, afin de s'emparer de Philippsbourg. Mazarin, pour combler les vides occasionnés par la bataille de Fribourg, lui envoya un renfort de six mille hommes, commandé par le duc d'Elbeuf.

Mercy n'avait pas une armée assez forte pour sauver Philippsbourg[1]; il vint cependant s'établir à Neckarsulm, au nord de Heilbronn, afin de surveiller son adversaire, et de là il demanda des renforts. L'électeur de Bavière ne pouvait lui en fournir; mais il lui envoya tout ce dont on avait besoin pour refaire les troupes: de l'argent, des vêtements, des médecins, des médicaments. Le feld-maréchal impérial Hatzfeld marchait alors, avec cinq mille Impériaux, au secours des Espagnols et des Lorrains. Maximilien lui écrivit pour le prier de renforcer l'armée bavaroise, afin d'empêcher la perte de Philippsbourg; il prenait sur lui toute la responsabilité de ce changement de destination, parce qu'il espérait que l'Empereur l'approuverait et préférerait l'intérêt de l'Allemagne à celui de l'Espagne. Hatzfeld y consentit; mais lorsqu'il arriva à Neckarsulm auprès de Mercy, il était déjà trop tard : Philippsbourg venait de capituler.

Cette forteresse était alors commandée par ce même colonel autrichien Bamberger, qui, en 1635, l'avait enlevée aux Français par

[1] Cette place, jadis appelée Udenheim, appartenait à l'évêque de Spire; elle prit le nom de Philippsbourg, lorsque Philippe-Christophe de Sœtern, électeur de Trèves et évêque de Spire, la fortifia au commencement de la guerre de Trente ans.

un coup de main. Mais la garnison, qui ne s'élevait pas d'ailleurs à plus de cinq cents hommes, se composait de soldats condamnés au service des places fortes pour avoir déserté ; de plus, ils avaient perdu tout esprit militaire en épousant les filles des habitants et en exerçant divers métiers pour gagner leur vie.

Condé établit dans un camp retranché les vingt mille hommes dont il disposait ; puis, pour mieux cerner la forteresse, il enleva d'assaut et occupa la place de Germersheim, qui se trouvait à peu de distance, de l'autre côté du Rhin. La tranchée fut ensuite ouverte, les batteries installées ; et la grosse artillerie, après avoir détruit les ouvrages avancés, abattit, par un bombardement de sept jours, les murailles de l'enceinte. Les Français comblèrent alors les fossés avec des fascines et commencèrent à creuser des mines. Une plus longue défense devenait impossible : le clergé et le conseil de ville vinrent supplier Condé d'épargner aux habitants les horreurs d'un assaut. Bamberger avait beaucoup perdu de son ancienne vaillance ; il était lui-même disposé à capituler. Le prince permit à la garnison de sortir, enseignes déployées, avec ses armes et deux canons (12 septembre 1644) ; elle rejoignit l'armée austro-bavaroise à Neckarsulm.

Le duc d'Enghien, devenu maître de Philippsbourg, resta dans son camp retranché pour défendre cette place contre Mercy, jusqu'à ce que les fortifications eussent été réparées ; mais afin de ne pas perdre de temps, il envoya Turenne, avec un corps d'armée, faire la conquête du bas Palatinat. Cette conquête fut achevée en peu de temps ; Mannheim et Oppenheim furent pris d'assaut, et les bourgeois de la ville de Worms, que le duc de Lorraine occupait, furent si effrayés qu'ils chassèrent le duc et sa garde, et ouvrirent leurs portes. Turenne marcha ensuite sur Mayence. Le chapitre de la cathédrale, en l'absence de l'archevêque électeur, Anselme-Casimir d'Umstatt, qui s'était enfui à Cologne, s'empressa de livrer les clefs de la ville au maréchal, dès qu'il eut promis de respecter les propriétés. La capitulation ne fut pas observée : les Français pillèrent les maisons et emportèrent tous les vivres, laissant les habitants en proie à la famine. Bingen et Kreutznach ne tardèrent pas à se rendre. La landgrave de Hesse-Cassel, enhardie par les conquêtes des Français, ne faisait plus mystère de son alliance avec eux, et ses troupes n'attendaient qu'une occasion favorable pour rejoindre Turenne. L'arrivée de

Werth suffit pour les en empêcher. Prévenues de son approche par un marchand de Francfort, elles rétrogradèrent au plus vite de Hanau jusqu'à Cassel. Turenne enleva encore Spire. Après ce nouveau succès, Condé lui laissa le commandement en chef de l'armée, et revint à Paris recevoir les félicitations de la cour (octobre 1644).

Turenne, désormais libre de ses mouvements, résolut de pénétrer dans le cœur de l'Allemagne, et fit préparer un pont de bateaux près de Spire pour traverser le Rhin. L'arrivée de Mercy l'empêcha d'exécuter son plan. Le feld-maréchal bavarois enleva même Mannheim, et il se préparait à reprendre aussi Philippsbourg, lorsque Hatzfeld, resté jusqu'à ce moment auprès de lui, reçut du généralissime impérial Gallas l'ordre de rejoindre l'armée autrichienne sur les bords de la Saale. Quelque temps après, Werth et Rauschenberg furent aussi appelés, avec un corps d'élite de cinq mille hommes, au secours des Impériaux. Leur départ, après celui de Hatzfeld, affaiblissait trop les Bavarois pour que Mercy pût encore songer à reconquérir le bas Palatinat ; la guerre sur les bords du Rhin demeura suspendue [1].

Les Bavarois n'avaient pas été heureux dans leur campagne du Rhin contre les Français. S'ils avaient pris Fribourg, ils avaient perdu Philippsbourg et Mayence. Les Impériaux le furent encore moins contre les Suédois. Torstenson, de retour de son expédition en Danemark, rallia les troupes de Hesse-Cassel, commandées par le général Geiso, et s'avança vers la Saale au mois de novembre 1644. Gallas, qui le suivait, l'atteignit au moment où il traversait cette rivière à Bernbourg. Mais les Impériaux se trouvèrent inférieurs aux Suédois, et, au lieu de pouvoir les arrêter, ils furent eux-mêmes obligés de se mettre à l'abri dans Magdebourg. Bloqués dans cette place, ils eurent beaucoup à souffrir de la famine, du froid et des maladies. Plusieurs de leurs régiments furent réduits à quelques compagnies ; la plupart des chevaux périrent faute de fourrage et servirent de nourriture aux soldats. Gallas demandait des renforts à Vienne sans pouvoir en obtenir. Pendant qu'il cherchait dans l'ivresse l'oubli de ses chagrins, la goutte le reprit avec une nouvelle violence. Il reçut enfin la nou-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 835, 838, 841, 843 ; *Mercure français*, t. XXV, 2e part., p. 84, 102, 113, 122.

velle que Hatzfeld arrivait à son secours par la Thüringe. Gallas chargea Enkefort de lui tendre la main avec la cavalerie et deux régiments saxons. Mais Torstenson, toujours exactement renseigné, surprit Enkefort entre Wittenberg et Jüterbock. Le corps d'armée impérial, accompagné d'un grand nombre de femmes et d'enfants, ne put se défendre et fut massacré en totalité, à l'exception d'un détachement commandé par le général Brouay.

Torstenson, n'ayant plus d'ennemis à craindre, laissa Königsmark et le général Geiso pour continuer le blocus de Magdebourg, et envahit lui-même avec douze mille hommes l'électorat de Saxe, qu'il ravagea de manière à le mettre pour longtemps dans l'impossibilité de faire la guerre. Tous les villages qui résistèrent furent incendiés; les rares habitants qui s'y trouvaient encore s'enfuirent, avec ce qu'ils purent emporter de leurs biens, dans des forêts remplies de neige, où la plupart périrent. L'électeur Jean-Georges de Saxe se tenait à Dresde, prêt à prendre la fuite; mais, au lieu d'attaquer cette ville, le généralissime suédois essaya de mettre à exécution son ancien plan, qui consistait à marcher sur Vienne par la Bohême et la Moravie, pendant que les Français s'y rendraient de leur côté par la Bavière.

A la fin de décembre, Gallas ne pouvant plus vivre à Magdebourg, parvint à s'en échapper. Poursuivi par Königsmark et Geiso, ce fut à peine s'il put atteindre la Bohême avec deux mille hommes. L'Empereur, peu satisfait de sa conduite, le menaça de sa disgrâce, et le vieux lieutenant général se démit de son commandement.

Ferdinand III se trouvait exposé aux plus grands dangers; il demanda des secours à son beau-frère l'électeur de Bavière. Maximilien les lui promit, bien qu'il dût affaiblir pour cela son armée du Rhin, qui faisait face aux Français, et il donna effectivement à Mercy l'ordre dont on a déjà parlé, d'envoyer cinq mille hommes aux Impériaux sous le commandement de Werth et de Rauschenberg. Mais il expédia en même temps à l'Empereur un ambassadeur pour lui conseiller de faire la paix, et une lettre pour lui communiquer sa résolution de traiter séparément, si l'Autriche ne prenait pas à sa charge une partie des frais de la guerre du Rhin. L'Empereur lui répondit par une lettre autographe, dans laquelle il lui annonçait qu'il était disposé à faire la paix et à conclure tout d'abord un armistice, si cela devait pro-

fiter au bien commun de l'Empire. Il le priait seulement de tenir sa lettre secrète, de peur que ses propres ministres, Trauttmansdorff et Schlick, ne lui reprochassent de l'avoir envoyée sans les consulter. Ferdinand entra effectivement en relation immédiate avec l'ambassadeur suédois Salvius. Celui-ci, de son côté, avait offert de négocier en secret, si on lui cédait une seigneurie en Silésie; mais Salvius s'était sans doute exagéré son influence, car la négociation ne put même pas s'engager.

Cependant l'Empereur faisait de grands efforts pour réorganiser ses troupes. Il avait malheureusement deux ennemis à combattre : Torstenson au nord, et Rakoczy à l'est. Deux mille Allemands, sous Götz et Puchheim, et huit mille Hongrois, sous le palatin Nicolas Esterhazy, rejetèrent le prince de Transylvanie au delà de la Theiss[1]. Ferdinand, tranquillisé du côté de la Hongrie, se rendit en personne à Prague, pour y surveiller les préparatifs militaires et arrêter la marche de Torstenson. Werth et Rauschenberg, avec leurs cinq mille Bavarois d'élite, arrivèrent au quartier général à Pilsen en Bohême, après de pénibles marches d'hiver. Le courage faillit leur manquer, lorsqu'ils virent à quel état misérable étaient réduits les régiments autrichiens. Le feld-maréchal Götz arrivait de son côté avec les troupes devenues disponibles depuis la défaite du prince de Transylvanie; mais il marchait lentement à travers un pays dévasté et sans vivres.

Pendant ce temps, Torstenson, à la tête de seize mille hommes bien approvisionnés, avec cinquante canons, entrait en Bohême par le défilé de Pressnitz, au nord de Kaaden[2]. Le généralissime suédois se proposait d'anéantir Götz avant qu'il eut rejoint l'armée principale autrichienne, d'envahir ensuite la haute Autriche, dont les paysans et une grande partie de la noblesse, travaillés par ses émissaires, devaient se soulever à son approche, enfin de marcher sur Vienne. Il emportait avec lui tout ce qu'il fallait pour armer les révoltés, et de la grosse artillerie pour assiéger la capitale.

Hatzfeld, nommé généralissime à la place de Gallas, se replia

[1] Pendant ce temps, l'ambassadeur impérial à Constantinople, le baron de Cernin, parvenait à gagner le Sultan, et obtenait de lui qu'il ordonnât à Rakoczy de cesser la guerre (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 3).

[2] Sur l'Eger.

devant les Suédois pour se rapprocher de Götz, qui arrivait, et se concentra à Miltschin, petite ville située au nord de Tabor. Malgré le dégel, qui avait gonflé les rivières et leur faisait charrier des glaces, ce qui l'obligea à faire un détour de cinq jours de marche tandis qu'un seul aurait suffi en temps ordinaire, Götz, grâce à la connaissance qu'il avait des lieux, parvint à opérer sa jonction avant l'arrivée des Suédois[1].

Hatzfeld, ainsi renforcé, laissa son bagage à Tabor, et, sur un ordre de l'Empereur, marcha à la rencontre des Suédois pour leur livrer bataille. Il les rejoignit près du village de Jankau[2], à trois milles au nord de Tabor. La nuit qui précéda la bataille, Hatzfeld appela ses généraux à un conseil de guerre : on ne put s'entendre. Non-seulement le Bavarois Werth, mais l'Autrichien Götz lui-même refusaient d'obéir au généralissime, chacun se croyant son égal par le grade et l'ancienneté, et se réservant d'agir comme bon lui semblerait.

Torstenson accepta le combat, dès qu'il se fut assuré, par une courte reconnaissance, que le terrain était défavorable à la cavalerie, seule arme dans laquelle l'ennemi lui fût supérieur. Il rangea son armée en bataille sur des collines au nord-ouest de Jankau : elle faisait face au sud-est. Ses deux ailes, commandées, la droite par Wittenberg, la gauche par Douglas, se composaient chacune de huit régiments de cavalerie soutenus par des mousquetaires. Six brigades d'infanterie formaient le centre, que Torstenson commandait en personne. Toute l'armée était rangée sur deux lignes; la réserve se composait de deux brigades d'infanterie. Le maréchal disposa son excellente artillerie sur différentes collines d'où elle pouvait facilement balayer la vallée qui s'étendait au sud de Jankau, vallée coupée par plusieurs petits étangs et par un ruisseau. Les Suédois comptaient environ seize mille hommes, dont huit mille fantassins et huit mille cavaliers.

Les Impériaux s'établirent sur les collines opposées, séparés des Suédois par la vallée de Jankau. Leurs deux ailes étaient aussi composées de cavalerie : la droite, sous Werth, en comptait douze régiments; la gauche, sous Götz, neuf. Au centre

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 839, 844; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 1 à 4, 28; *Mercure français*, t. XXV, 2e part., p. 369, 385.
[2] Jankow, Jankowitz.

se trouvaient huit brigades d'infanterie sous le commandement immédiat de Hatzfeld. Toute l'armée était, comme celle des Suédois, disposée sur deux lignes. Trois batteries d'artillerie étaient placées, une à chaque aile, et une devant le centre. La cavalerie saxonne formait la réserve. Les Impériaux avaient environ vingt mille hommes, dont huit mille fantassins et douze mille cavaliers.

Les deux armées passèrent la nuit au bivac. Au point du jour (6 mars 1645), Douglas, sur l'ordre de Torstenson, fit une fausse attaque contre la droite autrichienne. Hatzfeld savait que la tactique du maréchal suédois consistait à commencer le combat du côté où il ne voulait pas attaquer à fond; l'aile gauche impériale étant d'ailleurs la plus faible et occupant un terrain défavorable, il s'attendait à ce qu'elle supporterait le principal choc. Il se rendit donc au galop vers Götz qui la commandait, et l'avertit de se tenir sur ses gardes.

A peine Hatzfeld était-il revenu au centre, que Wittenberg descendit en effet dans les bas-fonds de Jankau pour attaquer la gauche impériale. Götz aurait dû l'attendre dans ses positions; mais, dès qu'il eut aperçu dans les défilés les têtes de colonnes de l'ennemi, il donna imprudemment à ses troupes le signal du combat et les fit descendre à leur rencontre. Wittenberg s'arrêta alors. Laissant sa cavalerie dans la plaine, il fit mettre en ligne une partie de l'infanterie du centre non loin des collines qu'il venait de quitter, et installa son artillerie en avant, sur des mamelons dont plusieurs étangs défendaient les abords.

Hatzfeld, reconnaissant l'excellence de la position que venait de prendre Wittenberg, accourut une seconde fois à l'aile gauche, pour l'empêcher d'attaquer. Mais Götz, qu'aveuglait sa folle présomption, lui répondit brusquement qu'il eût à rester chez lui, car il savait bien comment il battrait les Suédois. Götz n'avait aucune connaissance du terrain sur lequel il opérait; lorsqu'il fut descendu des collines, il se trouva engagé, avec ses troupes, dans une plaine marécageuse où un seul escadron aurait eu de la peine à se déployer. Quand sa cavalerie déboucha en masses serrées, au sortir d'un bois situé au sud, l'artillerie de Wittenberg l'accueillit par un feu meurtrier. Hatzfeld vint en personne, une troisième fois, avertir Götz qu'il courait à sa perte, et lui ordonner de se replier sur un sol plus ferme et moins exposé.

Puis, laissant le commandement du centre au major général[1] bavarois Rauschenberg, il prit avec lui deux brigades d'infanterie, quelques escadrons et quelques pièces de canon, pour tourner le bois, et couvrir le flanc gauche de Götz contre la cavalerie suédoise.

Pendant ce temps, Wittenberg continuait à écraser les troupes impériales avec son artillerie. Lorsqu'il les eut assez ébranlées, il lança contre elles sa cavalerie. Les Autrichiens ne purent lui résister : ils cédèrent en entraînant dans leur fuite les brigades du centre, que Hatzfeld avait amenées à leur secours. Le désordre se mit alors dans les rangs des Autrichiens, et Wittenberg, saisissant le moment opportun, prit encore au centre suédois deux brigades d'infanterie, avec lesquelles il enfonça complétement l'aile gauche des Impériaux. En vain Götz essaya-t-il de racheter sa faute par des prodiges de valeur. Mortellement blessé par une balle de mousquet, il tomba de cheval. Hatzfeld rallia les fuyards derrière le bois et sur les hauteurs.

Torstenson, dès qu'il se fut aperçu que l'aile gauche autrichienne reculait, avait fait avancer la première ligne de son centre pour attaquer le centre de l'armée impériale. Les brigades suédoises passèrent en bon ordre le ruisseau, un peu au-dessous de Jankau; mais le feu de la batterie du centre ennemi les fit chanceler, et Rauschenberg, descendant à ce moment dans la plaine avec l'infanterie, les attaqua au pas de charge et leur fit repasser le ruisseau. Torstenson conduisit alors au feu sa seconde ligne, et, après un combat acharné, fit rentrer à son tour les Bavarois dans leurs positions.

Au même moment, Werth attaquait la cavalerie de la gauche suédoise, commandée par Douglas. Les cuirassiers bavarois se montrèrent dignes de leur vieille renommée. Ils assaillirent avec une telle vigueur la cavalerie suédoise qu'ils enfoncèrent sa première ligne et la refoulèrent. Mais Douglas lança en avant sa seconde ligne, et rallia la première derrière elle ; puis il envoya à la hâte et par un détour plusieurs pièces de canon se placer en batterie sur une colline située au nord, pour tirer sur le flanc droit des Bavarois. Ce mouvement de l'artillerie suédoise n'avait pas échappé à Hatzfeld. Confiant au major général Pompeio l'aile

[1] Ou feldzeugmestre.

gauche qui se retirait après sa défaite, il courut à l'aile droite, se mit à la tête d'un régiment de dragons de réserve, escalada la colline, et en repoussa l'artillerie suédoise avant qu'elle eût pu s'y établir. Werth, au même instant, refoulait Douglas sur le centre suédois.

Il n'était que midi. La gauche des Impériaux se trouvait hors de combat, et leur centre était déjà ébranlé. Afin d'échapper à une défaite complète, Hatzfeld résolut de se retirer, et il se dirigea en bon ordre vers l'est, couvert par la réserve de cavalerie saxonne qui n'avait presque pas combattu. Le centre et l'aile gauche des Suédois avaient beaucoup souffert : Torstenson laissa partir les Impériaux sans les poursuivre.

Hatzfeld, après avoir marché quelque temps du côté de l'est, décrivit au nord un demi-cercle derrière un rideau de collines et occupa le lendemain matin de nouvelles positions au nord-est de Jankau; il fit alors face au midi. Comme il avait fait pivoter toute sa ligne de bataille sur son aile droite victorieuse, celle-ci devint son aile gauche. Hatzfeld avait-il l'intention de livrer une seconde bataille, ou de se retirer définitivement ? On ne peut le dire ; il avait, dans tous les cas, remis un peu d'ordre dans son armée en la faisant manœuvrer en sécurité derrière son aile droite; mais il l'avait en même temps fatiguée par une longue marche de nuit.

Torstenson, au contraire, avait laissé ses troupes passer la nuit dans un repos absolu. Le matin, on vint lui annoncer que les Impériaux, qu'il avait vus disparaître à l'est, se disposaient à l'attaquer du côté du nord. Il se rendit en toute hâte à leur rencontre, avec une avant-garde, pour reconnaître leurs positions. Mais pendant qu'il s'engageait dans un défilé boisé, il se vit assailli par les Impériaux ; l'avant-garde suédoise fut dispersée, et Torstenson lui-même échappa à grand'peine. De retour vers son armée, il donna aussitôt l'ordre de marcher à l'ennemi.

Hatzfeld, de son côté, rangea son armée en bataille. Il plaça sa droite sous le commandement de Brouay, qui remplaçait Götz, son centre sous Rauschenberg, et sa gauche, avec la cavalerie bavaroise, sous Werth, derrière une colline qui la cachait aux regards des Suédois. Contrairement à l'usage, il disposa sa droite et son centre sur une seule ligne au lieu de deux, afin d'avoir un front plus étendu et de rester ainsi en communication avec Werth.

Cet ordre de bataille n'échappa pas à Torstenson, et dès qu'il eut aperçu le peu de profondeur des Impériaux, il lança sur leur centre Wittenberg, avec l'aile droite serrée en colonne et toute l'artillerie. A cette artillerie de Wittenberg, qui ne cessait de tirer tout en avançant, Hatzfeld fit répondre par une vive canonnade. En même temps Werth, contournant la colline avec sa cavalerie, tombait dans le flanc droit des Suédois. Wittenberg eut beau essayer de se couvrir avec une palissade élevée à la hâte, il ne put arrêter les cuirassiers bavarois. Malheureusement pour les Impériaux, Werth, comme jadis Pappenheim, se laissa emporter par son ardeur habituelle, et poussa, sans s'arrêter, jusqu'aux bagages. Ses cavaliers se mirent à piller, et firent prisonnières les femmes des officiers suédois; le général prit même la femme de Torstenson. Mais, pendant que les Bavarois ne songeaient qu'au butin, Wittenberg ralliait ses troupes. Il attaqua ensuite la cavalerie de Werth, la dispersa après un combat de peu de durée, et lui reprit tout ce qu'elle avait enlevé.

L'aile droite impériale, commandée par Brouay, était principalement composée des restes de la cavalerie de Götz, que Hatzfeld avait renforcés en plaçant au milieu d'eux une brigade d'infanterie. Douglas, qui commandait la cavalerie de la gauche suédoise, attaqua et repoussa plusieurs fois la droite autrichienne; mais celle-ci revint constamment à la charge, après s'être reformée derrière la brigade d'infanterie, qui entretenait un feu violent, et que les Suédois ne pouvaient aborder. A la fin cependant, Douglas, ayant réuni trois escadrons de cuirassiers en une seule colonne, les lança de toute la vitesse de leurs chevaux sur la brigade d'infanterie. Le premier rang de cuirassiers tomba sous le feu des mousquetaires; mais le second pénétra au milieu des mousquetaires et des piquiers, les entama profondément, et en fit un tel carnage que de tous les soldats de la brigade il n'en resta pas un seul en vie. La cavalerie autrichienne, privée de son rempart de fantassins, ne put résister plus longtemps. Brouay, entouré par les Suédois, fut fait prisonnier avec son état-major, ainsi que la plus grande partie de ses cavaliers; il mourut de ses blessures peu de temps après.

Lorsque Hatzfeld vit ses deux ailes battues, il se retira avec le centre et parvint à gagner, par un détour, la route de Tabor. Sa réserve, composée de la cavalerie saxonne, formait l'arrière-garde.

Torstenson allait attaquer cette réserve, quand Werth le surprit avec cinq escadrons qu'il était parvenu à rallier ; mais ce dernier fut bientôt attaqué lui-même et cerné par Douglas. Les Bavarois se défendirent avec l'énergie du désespoir. Werth, sur le point d'être pris, fut dégagé par le colonel duc Ulrich de Würtemberg, et parvint à s'échapper avec quelques soldats.

Torstenson, débarrassé de Werth, continua à poursuivre l'infanterie de Hatzfeld ; et comme le terrain n'était pas praticable pour les chevaux, il fit mettre pied à terre à ses cavaliers. La réserve saxonne plia d'abord, et les Impériaux, accablés de fatigue et n'étant plus soutenus, s'enfuirent dans toutes les directions. Hatzfeld était à pied ; il se cacha derrière des broussailles et allait échapper : deux caporaux suédois le découvrirent, et, lui appuyant leurs pistolets contre la tête, menacèrent de le tuer s'il ne se rendait. Hatzfeld, qui avait été sur le point de s'emparer de Torstenson le matin, fut ainsi fait prisonnier le soir. A peu de distance de là, un feld-maréchal-lieutenant, frère de Mercy [1], fut également pris avec un grand nombre d'officiers, trois mille soldats, soixante-dix-sept drapeaux et étendards, et vingt-six canons. Six mille Impériaux et trois mille Suédois étaient restés sur le champ de bataille ; du corps bavarois il ne restait plus que cinq cents hommes, que Werth ramena en Souabe par le haut Palatinat.

Ferdinand III avait commis une première faute, en ordonnant à Hatzfeld de prendre l'offensive, car les troupes suédoises étaient plus aguerries et mieux approvisionnées que les troupes impériales. Il en avait commis une seconde, et plus grave encore, en ne donnant pas à Hatzfeld, à qui la camarilla de Vienne était hostile, le grade de lieutenant général, qui l'eût élevé au-dessus des autres chefs. La principale cause de la défaite des Impériaux fut en effet le défaut d'unité dans le commandement, puis la désobéissance de Götz le premier jour, et l'imprudence de Werth le second. Torstenson avait remporté une brillante victoire ; l'armée impériale était complétement dissoute, et l'Autriche ouverte aux Suédois. Il ne restait plus, dans toute l'Allemagne, que l'armée bavaroise des bords du Rhin, commandée par Mercy ; c'était d'elle

[1] Il y avait trois frères de ce nom :

Le baron François de Mercy, feld-maréchal, tué plus tard à Nordlingue (Allerheim) ; Gaspard de Mercy, major général, tué à Fribourg ; Mercy, feld-maréchal-lieutenant, pris à Jankau.

seule que dépendait le sort de l'Empire. Ferdinand III reçut à Prague la nouvelle de sa défaite ; il se rendit en toute hâte à Linz, pour prévenir une révolte de paysans [1].

Par bonheur pour l'Autriche, Torstenson ne sut pas profiter de sa victoire. Au lieu de marcher immédiatement sur Vienne, il perdit son temps à ravager la Bohême et la Moravie, et à assiéger des places fortes. Il occupa ensuite toute la rive gauche du Danube, de Krems à Presbourg ; mais, lorsqu'il voulut franchir ce fleuve, il en trouva tous les passages solidement occupés par les Impériaux, et il ne put les forcer. La capitale de l'Autriche s'attendait à être attaquée par les Suédois, comme elle l'avait été vingt-six ans auparavant par les révoltés de Bohême et par les Hongrois. On avait décidé que l'Empereur ne s'y enfermerait pas, de peur qu'il ne se trouvât séparé du reste de l'Empire [2]. Ferdinand fit faire, dans tous ses États, une levée d'un homme sur quinze, et confia de nouveau le commandement en chef à son frère, l'archiduc Léopold. Les diètes de la basse Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, payèrent avec empressement cette fois un impôt de guerre d'un million de florins. Vienne se trouvait dans l'état où avait été Paris en 1636, lors de l'invasion du cardinal infant. Les étudiants, les bourgeois, les ouvriers s'armèrent ; Cornélius Strauch, abbé de Lilienfeld, se distingua par son activité à préparer la défense ; au bout de quelques semaines quarante mille hommes entrèrent en campagne.

Pendant ce temps, Torstenson assiégeait Brünn (4 mai) et y attendait Rakoczy. Le gouvernement français avait en effet décidé ce prince, par l'appât d'un subside de soixante-quinze mille thalers par an, à recommencer la guerre contre l'Autriche (22 avril 1645). Plus de vingt mille Transylvains marchèrent vers la Moravie pour y rejoindre les Suédois [3].

[1] L'Empereur envoya une ambassade à Rome, pour demander des subsides ; mais Innocent X, menacé par la France, ne put en envoyer (Urbain VIII était mort le 29 juillet 1644). (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 37.)

[2] Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 41.

[3] Schreiber, *Maximilian I*, p. 845, 851 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 29, 46 ; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 505 ; Pufendorf, *Commen-*

Au milieu de si grands dangers, il importait de ne pas s'aliéner les princes allemands. Cependant l'électeur de Saxe avait fait renouveler à la diète de Francfort la demande de supprimer les restrictions mises au décret d'amnistie ; les trois colléges appuyèrent cette demande. Ferdinand n'était pas personnellement opposé à la suppression des restrictions, mais ses ministres l'en détournaient, en lui montrant qu'une pareille amnistie nuirait à son autorité, et qu'elle occasionnerait de grandes difficultés en entraînant la restitution de biens confisqués dont une partie considérable avait passé à de nouveaux possesseurs. Enfin, pour exciter l'Empereur contre les protestants et l'empêcher de céder, ses ministres lui remirent une lettre qu'ils avaient interceptée, dans laquelle les protestants nobles de la haute Autriche pressaient Torstenson de marcher sur Vienne.

Les députés de Francfort attendirent longtemps une réponse de Ferdinand. A la fin, les électeurs ayant émis l'avis de dissoudre la diète, les princes et les villes proposèrent de la transporter plutôt à Münster et à Osnabrück, pour y participer aux négociations générales. Ils y étaient d'autant plus disposés que le cardinal Mazarin et le chancelier Oxenstierna venaient de leur adresser une lettre pour les inviter à prendre part à ces négociations. Le député autrichien, comte d'OEttingen, déclara que l'Empereur ne consentirait jamais à ce que les colléges des princes et des villes assistassent à ce congrès, avec les électeurs[1]. Les députés des deux bas colléges protestèrent contre cette déclaration, et demandèrent avec menace, ou que la diète de Francfort fût transférée à Münster et à Osnabrück, ou que tous les États de l'Empire y fussent représentés. On en était là, lorsqu'un messager vint annoncer à la fois que l'Empereur, à la suite de la bataille de Jankau, consentait à ce que tous les États de l'Allemagne se fissent représenter au congrès de Westphalie, et à

tariorum de rebus Suecicis libri, p. 559 ; voir Abelin, *Theatrum europeum*, t. V, p. 543 et suiv.

Suivant certains historiens, les deux combats de Jankau furent livrés le même jour ; suivant d'autres, en deux jours. Kausler n'en parle pas.

[1] L'Empereur avait différé de confirmer la décision prise à cet égard par la diète (voir ci-dessus, p. 472).

ce que l'amnistie fût sans restriction (20 avril 1645). Le grand maître de la cour de Vienne, Trauttmansdorff, et le président du conseil de guerre, Schlick, avaient enfin donné à l'Empereur le conseil de céder[1].

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 853; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 583.

CHAPITRE IX

BATAILLE DE MARIENTHAL. — SITUATION DE L'EMPIRE. SECONDE BATAILLE DE NORDLINGUE (ALLERHEIM), MORT DE MERCY. CONGRÈS DE WESTPHALIE.

1645.

Mercy se concentre; il bat Turenne à *Marienthal* (5 mai 1645), et empêche l'invasion de la Bavière; observations de Napoléon.

Situation de l'Allemagne. — Lassitude générale. — Indiscipline des troupes. — Sorcellerie, *chenapans, maraudeurs.*

Négociations. — *Maximilien envoie Vervaux* à Paris; il presse l'Empereur de faire la paix, mais Ferdinand ne veut consentir à aucun sacrifice de territoire. — Vervaux est froidement reçu à Paris. — La France réclame l'Alsace et Brisach, refuse de négocier sans la Suède, et ne veut même pas prendre sous sa protection les cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière. — Maximilien, rebuté, continue la guerre.

Guerre à l'ouest. — Mercy cherche à battre Turenne avant l'arrivée de Condé : il échoue. — Il est rejoint par les troupes de Cologne (Huyn-Geleen). — Condé passe le Rhin à Spire (2 juillet 1645), rejoint Turenne à Ladenbourg, marche vers la Bavière. — Mercy lui barre le chemin; Condé livre à Mercy la *bataille de Nordlingue* (*Allerheim*) (3 août 1645). — *Mort de Mercy;* Gramont et Huyn-Geleen sont faits prisonniers. — Gramont est échangé contre Huyn-Geleen. — Maximilien refuse de conclure une paix séparée avec la France. — Il donne le commandement de l'armée bavaroise à Huyn-Geleen : irritation de Werth. — Condé, trop affaibli pour envahir la Bavière, occupe seulement Nordlingue et Dinkelsbühl, et revient à Paris. — Turenne assiége Heilbronn.

Guerre dans le nord. — Ferdinand III fait la *paix avec Rakoczy* (8 août 1645). — L'armée de Hongrie rejoint l'archiduc Léopold. — *Torstenson,* menacé, *quitte la Moravie* pour la Saxe, et rallie Königsmark. — Léopold remonte le Danube, rejoint Huyn-Geleen, oblige Turenne à lever le siége de Heilbronn et à se réfugier sous le canon de Philippsbourg. — Léopold reprend diverses places, entre autres Heidelberg. — Résultats de la campagne. — Turenne prend *Trèves* et y rétablit l'électeur (20 novembre 1645). — *Torstenson,* renforcé par Königsmark, oblige l'électeur de Saxe à conclure un armistice (7 septembre 1645); il *envahit la Bohême,* et Königsmark la Silésie. — Léopold oblige Torstenson à reculer en Thüringe, et prend ses quartiers d'hiver en Franconie. — Torstenson, par sa diversion, a obligé les Bavarois à dégager le Rhin.

Négociations. — *Assemblée des cercles* de Franconie, de Souabe et de

Bavière *à Munich*. — La France essaye de séparer l'électeur de Bavière de l'Empereur. — Triste situation de l'Empire; défections. — Maximilien presse l'Empereur de faire la paix.

Congrès de Westphalie. — Münster et Osnabrück sont neutralisés. — Arrivée des plénipotentiaires impériaux et espagnols (août 1643). — Les médiateurs : Chigi pour le Pape, Contarini pour Venise. — D'Avaux et Servien ; leur brouille. — Traité entre la France et la Hollande (1er mars 1644). — Arrivée de d'Avaux (17 mars 1644). — D'Avaux maintient la préséance de la France sur l'Espagne. — Ouverture des négociations. — Échange des pouvoirs. — Mort d'Urbain VIII (29 juillet 1644); élection d'Innocent X (16 septembre 1644). — Propositions des Impériaux et des Espagnols; réponse incomplète des Français et des Suédois. — Arrivée du duc de Longueville (30 juin 1645). — Arrivée de Pegnaranda. — Arrivée de Trauttmansdorff (5 décembre 1645). — Jean Oxenstierna et Salvius.

Les Français et les Suédois présentent leurs propositions (11 juin 1645). — Opposition de la Bavière et des électeurs à ces propositions. — Trauttmansdorff refuse de rien céder des territoires de l'Autriche; il essaye de s'appuyer sur la Suède et sur les protestants pour résister aux demandes de la France : il échoue. — Les princes-évêques de Würtzbourg et de Bamberg s'allient avec la France. — Indemnités territoriales. — L'Empereur remet l'électeur de Trèves en liberté (18 mai 1645). — Question lorraine. — Trauttmansdorff reste isolé. — Les luthériens et les calvinistes demandent que les effets de l'amnistie remontent jusqu'en 1618. — La question des griefs religieux est remise à une commission. — Question des indemnités. — Protestation du Brandebourg au sujet de la Poméranie. — La guerre continue.

Pendant que Torstenson battait les Impériaux à Jankau, Turenne attaquait les Bavarois dans le Würtemberg. Dès qu'il eut reçu la nouvelle de la victoire de ses alliés, il franchit le Rhin à Spire, sur un pont de bateaux (fin mars 1645). Mercy ne se laissa pas surprendre : il concentra son armée derrière l'Enz, près de Pforzheim, et se dirigea vers Nordlingue, pour combler les vides de son armée avec les garnisons de la Souabe et du Würtemberg, et pour rallier Werth, qui revenait de Bohême avec quelques débris échappés au désastre de Jankau.

Pendant ce temps, Turenne prenait Stuttgart, et venait s'établir à Marienthal[1], d'où il dominait toute la Franconie. Il y installa son quartier général, et répartit ses troupes dans les environs. Partout, sur son passage, les habitants venaient à sa rencontre et lui offraient les clefs de leurs villes; partout

[1] *Mergentheim*, sur la Tauber, dans le Würtemberg, au sud de Würtzbourg.

aussi on lui fournissait des renseignements sur les positions et sur les forces de l'armée bavaroise. Mercy se plaignait avec amertume de trouver auprès de ses compatriotes moins d'assistance que les Français.

Les Bavarois, après s'être renforcés, se mirent en devoir de barrer à l'armée française le chemin de la Bavière. Lorsqu'il furent arrivés près de Marienthal, Mercy assembla un conseil de guerre. Tous les généraux furent d'avis qu'il fallait, comme à Tuttlingen, attaquer séparément les divers corps de l'ennemi, avant qu'ils eussent eu le temps de se réunir. Mais Turenne, averti par ses espions et par des déserteurs, concentra à la hâte ses régiments dispersés, et les rangea en bataille au midi de Marienthal. Il partagea son armée en deux corps. Sa droite, composée d'infanterie, s'appuya au bourg d'Hollenbach ; sa gauche, où se trouvait la cavalerie, occupa deux collines près du hameau de Roth, non loin de Herbsthausen. L'armée française comptait douze mille hommes, dont cinq mille cavaliers ; elle avait quinze pièces de canon. Mercy, de son côté, plaça son infanterie au centre sous Rauschenberg, et sa cavalerie sur les ailes, la droite sous Speerreuter, la gauche sous Werth. Les Bavarois, comme les Français, comptaient environ douze mille hommes.

A peine les armées furent-elles rangées en bataille, que Mercy, au cri de « Sainte Marie ! » donna le signal du combat (5 mai 1645). Il fit commencer aussitôt une vive canonnade, puis envoya Rauschenberg avec le centre débusquer la droite française des bois qui entouraient Hollenbach. L'infanterie bavaroise s'y jeta hardiment, malgré une vive fusillade, dispersa l'infanterie française, et fit prisonnier le major général Rosen.

Turenne, au même instant, marchait avec sa cavalerie contre l'aile droite ennemie. La cavalerie bavaroise, démoralisée par la défaite de Jankau, ne résista pas longtemps ; elle était déjà dispersée, lorsque le colonel Kolb, avec trois escadrons qui formaient la réserve, et, bientôt après, Werth, avec la cavalerie de l'aile gauche, arrivèrent à son secours. Turenne s'aperçut de ce mouvement et se replia sur le village de Herbsthausen, pour s'y reformer et recommencer le combat. Mercy ne lui en laissa pas le temps : il se jeta sur les Français et les mit en déroute. Turenne se replia alors rapidement vers Marienthal, et rallia quelques détachements qui n'avaient pas combattu ; mais Werth le poursuivit jusque

dans la Hesse-Cassel, où Turenne arriva avec quelques cavaliers seulement. Presque toute l'infanterie française avait été anéantie; quatre généraux et nombre d'officiers furent faits prisonniers; l'artillerie et le bagage tombèrent aux mains des Bavarois. Mercy avait eu plus de cinq cents morts.

La défaite de Turenne fut due au point de ralliement qu'il avait donné à son armée. Rassembler ses cantonnements sur le point le plus éloigné de l'ennemi est, suivant Napoléon, un des principes les plus importants de l'art de la guerre. Si Turenne avait observé ce principe, s'il avait concentré son armée au nord de Marienthal, il aurait eu quatre heures de plus, avant de livrer bataille; il aurait eu sous la main des troupes plus nombreuses et mieux disposées; il aurait été, en outre, couvert par la Tauber. Mais il se concentra au sud de Marienthal, sur le point de ses cantonnements le plus rapproché de l'ennemi; sa concentration fut incomplète et hâtive : ce fut ce qui entraîna sa défaite.

La victoire de Marienthal sauva pour le moment la Bavière, et empêcha les Français d'opérer avec les Suédois une jonction qui aurait permis aux ennemis de l'Autriche de lui donner le coup de grâce à Vienne. Elle était toutefois bien loin d'avoir l'importance de la défaite de Jankau, et, si elle avait arrêté les Français, elle laissait l'Autriche ouverte aux Suédois [1].

Les Allemands, catholiques aussi bien que protestants, ne témoignèrent que de l'indifférence à la nouvelle de la victoire de Mercy. Peu leur importait, en effet, quel fût le vainqueur ou le vaincu : les maux de la guerre n'en diminuaient pas. Ils ne désiraient qu'une seule chose : c'était que l'un des deux partis fût assez battu, assez épuisé, pour ne plus pouvoir continuer la lutte. Les classes moyennes, les classes inférieures de la population surtout, vivaient dans une si profonde apathie qu'elles auraient vu sans regret l'Allemagne tomber sous la domination des Français ou des Suédois, pourvu qu'elles pussent, à ce prix, obtenir enfin la paix. Les malheurs qui les affligeaient depuis vingt-sept ans

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 854; MONTGLAT, *Mémoires*, t. II, p. 6; TURENNE, *Mémoires*, p. 31 et suiv.; *Observations de Napoléon sur les campagnes de Turenne*, p. 345, 352; HEILMANN, *Die Feldzuge der Bayern*, 1643, 1644, 1645, p. 197; RAMSAY, *Histoire de Turenne*, t. I, p. 143; BARTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 509.

avaient éteint à peu près tout sentiment élevé. On ne fréquentait plus les écoles ; les églises étaient désertes, les couvents ruinés ou vides. Presque plus de prêtres, sauf dans les villes. Plus d'agriculture, plus d'industrie. Depuis le commencement de la guerre, la population avait été réduite des deux tiers. Le son des cloches ne se faisait plus entendre. Les Français, les Suédois, les Espagnols, étaient maintenant obligés de lever leurs soldats chez eux, et un général estimait l'importance de sa victoire d'après le nombre des prisonniers qu'il avait faits, parce qu'il s'en servait aussitôt pour combler les vides causés par les maladies et les batailles.

Rien de plus hideux que le spectacle des troupes allemandes pendant les dernières années de la guerre de Trente ans. Chaque soldat menait avec lui sa femme ou sa concubine, et ses enfants. La suite des armées était souvent dix fois plus considérable que leur effectif. Il n'était pas rare de trouver sous les armes le fils, le père et le grand-père, et de les voir combattre les uns contre les autres. Les enfants des soldats grandissaient sans religion, sans instruction d'aucune sorte. Les femmes, ne recevant rien de leurs maris, vivaient de pillage. Suivies de leurs enfants, elles volaient les meubles, les vivres, les vêtements, et arrachaient jusqu'à leur dernière chemise aux malheureux paysans qu'elles dépouillaient. Lorsque l'hiver approchait, et que les armées se dispersaient dans leurs quartiers, toute l'Allemagne devenait un vaste camp. Rien n'arrêtait la brutalité des soldats : ils outrageaient les femmes, dévalisaient et tuaient les marchands sans distinction d'amis ou d'ennemis, pillaient les églises, profanaient les vases sacrés[1]. Les généraux et les officiers au service de la Suède, surtout les Allemands, ne se conduisaient pas mieux que les simples soldats ; ils ne se faisaient aucun scrupule de manquer à leur

[1] Le fait suivant, arrivé quelques années plus tard, montre jusqu'où allait leur impiété. « Ils envoyèrent un jour querir un pauvre curé, sous prétexte d'apporter le saint Sacrement à une malade ; il se vestit et alla pour donner le saint Sacrement. Ces impies avoient fait coëffer une chèvre et l'avoient nichée entre deux draps sur un lit, et voulurent violenter le curé de lui donner le saint Sacrement, ce qu'il refusa de faire courageusement : ils le menassèrent de le faire mourir, et il dit qu'il n'en feroit rien ; ils le tuèrent, je ne dis pas avec quelle cruauté, cela fait horreur. » Lettre d'Alincourt, 6 mai, dans une pièce intitulée : *la Champagne désolée, etc.* 1649.

parole, d'enrôler, par exemple, des garnisons qui avaient capitulé à la condition de pouvoir se retirer librement [1]. Il arrivait que des officiers qui prenaient leurs quartiers d'hiver dans des châteaux séduisaient de jeunes filles nobles en leur promettant le mariage, et les abandonnaient dès que la campagne recommençait. Maximilien fit de grands efforts pour soumettre tous ces hommes grossiers à une discipline de fer; « ces excès, disait-il, soulevaient partout l'indignation, et attiraient la colère de Dieu. » Mais il échoua le plus souvent.

La dégradation morale des soldats engendrait chez eux la superstition. La croyance aux sorciers se répandit alors plus que jamais. Des hommes, des femmes, qui se regardaient comme possédés du démon, s'assemblaient pendant la nuit sur le sommet des montagnes, ou dans les ruines de quelque vieux château. Ils se frottaient avec des onguents magiques, et, des torches enflammées à la main, venaient, en se livrant à toutes sortes de danses, faire acte de soumission au roi des sorciers ou à Satan, qui siégeait sur un trône sous la figure d'un bouc. Ils prenaient ensuite des repas dans lesquels ils mangeaient les aliments les plus bizarres, tels que des hachis de rats ou de crapauds, et des débris de chair humaine tirés des cimetières [2]. Ces orgies se terminaient par la communauté des femmes. Les soldats se glissaient dans ces réunions, pour se procurer des talismans contre les blessures et la mort [3]; les femmes qui y avaient assisté retournaient au camp à demi folles, et, l'ivresse aidant, se déclaraient ensorcelées. Un procès était aussitôt instruit contre elles; un simple aveu suffisait, et les sorcières étaient à l'instant brûlées vives. Les soldats qui voulaient se dé-

[1] Voir dans les Mémoires de Pontis combien on traitait mal les prisonniers de guerre (t. II, p. 400 et suiv.).

[2] R. Reuss, *la Sorcellerie aux XVIe et XVIIe siècles*, p. 52.

[3] Pendant la guerre de 1870-1871, des milliers de soldats allemands étaient munis de formules magiques pour se protéger contre les balles françaises; c'étaient des phrases absolument incohérentes, avec quelques signes cabalistiques. Après la même guerre, les fonctionnaires allemands, en venant s'établir à Strasbourg, cherchèrent à louer de préférence des appartements dans les maisons où les cigognes (oiseau qui, d'après l'ancienne superstition germanique, porte bonheur) avaient établi leur nid (R. Reuss, *la Sorcellerie aux XVIe et XVIIe siècles*, p. 151, 152, notes).

Même aujourd'hui, la superstition en Allemagne n'atteint donc pas seulement les simples soldats.

barrasser de leurs femmes n'avaient pas de meilleur moyen que de les accuser de sorcellerie [1].

L'électeur de Bavière essaya de remédier à ces abus, en enlevant aux colonels les jugements de sorcellerie. Il se faisait envoyer les procédures, les examinait lui-même avec soin, et, lorsque les femmes étaient reconnues innocentes, ordonnait à leurs maris de les reprendre. Il publia aussi un décret pour obliger les soldats à renvoyer leurs concubines; mais il fut impossible de le mettre à exécution, parce que les soldats aimaient mieux déserter que de s'en séparer.

On donnait alors au rebut des soldats le nom de *chenapans* ou de *maraudeurs* [2]. Ils quittaient leurs régiments soit en secret, soit sous prétexte de maladie, et vivaient de pillage. Ils formaient des bandes, et entretenaient des espions qui résidaient en diverses ocalités et qui les avertissaient de l'arrivée des marchands et des troupeaux. Les émissaires se déguisaient le plus souvent en paysans, cachaient leurs renseignements écrits, tantôt dans leurs oreilles, tantôt dans une motte de terre, tantôt sur des chiens. Ils les roulaient aussi autour d'un morceau de bois, les entouraient de soie verte, et, s'ils étaient sur le point d'être découverts, les jetaient dans un champ ou dans un bois où ils allaient les reprendre plus tard. Les voyageurs, les marchands surtout, assaillis sur les grands chemins par ces bandits, étaient dépouillés de tout ce qu'ils portaient, et ne pouvaient sauver leur vie qu'en payant de fortes rançons. Quiconque essayait de leur résister ou de leur échapper par la fuite était maltraité de la manière la plus cruelle. Les chenapans lui liaient les mains derrière le dos, lui perçaient la langue avec une alène et y passaient un crin qu'ils tiraient tantôt en haut, tantôt en bas; ou bien ils lui entouraient la tête avec des cordes à nœuds,

[1] Un jésuite, Frédéric Spée, de la famille de Spée-Langenfeld, chargé à Würtzbourg, en 1627 et 1628, de préparer à la mort un grand nombre de personnes condamnées au bûcher pour sorcellerie, acquit la conviction que tous les condamnés étaient innocents, et que leurs aveux leur avaient été arrachés par la torture. Il écrivit, en 1631, un ouvrage pour dévoiler l'absurdité de la procédure employée; mais il ne semble pas que cet écrit ait produit grand effet.

[2] *Chenapans*, de *schnappen* (attraper) et *Hahn* (coq), c'est-à-dire, attrape-coqs, à cause de leurs pillages; *maraudeurs*, de *Merodebrüder*, sans doute parce que les soldats du comte de Mérode s'étaient distingués en ce genre.

et la lui serraient jusqu'à ce que le sang jaillit de la bouche, du nez et des yeux. En beaucoup d'endroits, les paysans, privés de leurs bœufs et de leurs chevaux, étaient obligés de travailler les champs avec leurs seules mains ; d'autres, pour conserver leurs chevaux, les rendaient impropres au service de guerre en leur crevant les yeux. Les maraudeurs chargeaient les pauvres paysans de contributions énormes, et, si ceux-ci ne les payaient pas, ils les torturaient. Les soldats les jetaient sur le dos, leur versaient dans la bouche de l'eau infecte, provenant de mares ou de fumiers, et leur marchaient sur leur ventre jusqu'à ce que cette eau, qu'on appelait la boisson suédoise, leur sortit par la bouche. D'autres fois ils étaient enfermés dans des fours qu'on remplissait de paille à laquelle on mettait le feu.

Les maraudeurs s'emparaient des couvents qui n'avaient pas encore été détruits, et dépouillaient les moines de tout, même de leurs vêtements ; les religieuses étaient déshonorées ; on arrachait des tombeaux les ossements et la cendre des morts, pour rechercher l'or qui pouvait y être caché. Ceux qui découvraient dans un cercueil de l'argent monnayé buvaient à la santé du mort, pour le remercier de leur avoir conservé si fidèlement des ducats. On n'épargnait pas plus les tombeaux des princes que ceux des simples particuliers, et l'on y enlevait tout ce qui paraissait avoir quelque valeur [1]. Pour débarrasser ses malheureux sujets de pareils bandits, l'électeur de Bavière créa une gendarmerie à cheval dont le chef, appelé *Rumormeister* [2], se faisait toujours suivre de la potence et du bourreau. Mais cette nouvelle institution eut peu de succès [3]. Les maux de la guerre étaient devenus si intolérables, que quelques princes commencèrent à traiter séparément avec l'ennemi, afin d'arracher leurs sujets à la misère et à la mort. L'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, entre autres, offrit à Oxenstierna de laisser la Poméranie à la Suède, si on lui remettait en compensation la Silésie. Le prince-évêque de Würtzbourg, Jean-Philippe de Hatzfeld, d'accord avec les deux cercles de Franconie et de Souabe, invita l'électeur de Bavière à faire la paix avec la France et la Suède, le menaçant, s'il n'y con-

[1] Voir aussi Feillet, *la Misère au temps de la Fronde*.
[2] Maître des troubles.
[3] Schreiber, *Maximilian I*, p. 857 à 862.

sentait pas, de traiter seul et de ne plus payer l'impôt de guerre pour l'entretien de l'armée. Le duc de Würtemberg envoya de son côté une note à Munich, pour prévenir l'électeur qu'il s'allierait avec la France, si les Bavarois ne protégeaient pas suffisamment ses États.

Pressé de tous côtés, Maximilien résolut d'envoyer à Paris son confesseur, le jésuite Vervaux, pour essayer de gagner Mazarin à la cause catholique en Allemagne, et de l'amener à conclure un armistice. Il fit remettre en même temps à l'Empereur, en son nom et au nom des princes-évêques de Würtzbourg, de Bamberg, d'Augsbourg et d'Eichstädt, un mémoire, pour l'engager à conclure aussi un armistice avec la France et avec la Suède, et, tout d'abord, à satisfaire la France en lui cédant quelque territoire, de manière à la mettre du côté des catholiques contre les protestants et les Suédois. Maximilien pensait que la défaite de Jankau avait enlevé à la cour de Vienne toute espérance de pouvoir triompher de l'ennemi. Les trois cercles de Bavière, de Souabe et de Franconie avaient fait, pour l'Empereur et pour l'Empire, tout ce qu'ils pouvaient faire : continuer la guerre contre un ennemi supérieur en forces, serait se suicider et se rendre responsable de la ruine de l'Allemagne.

Cependant Ferdinand III attendait toujours : il n'osait se décider sans ses ministres, et ses ministres eux-mêmes étaient divisés. Tous désiraient la paix ; mais tandis que les uns étaient décidés à faire des concessions pour l'obtenir, les autres, et à leur tête Trauttmansdorff et Schlick, ne voulaient rien céder. Le danger immédiat était passé pour Vienne : Rakoczy, menacé par l'archiduc Léopold, avait fait la paix avec l'Empereur ; Torstenson avait levé le siége de Brünn et s'était retiré vers la Bohême. Cette amélioration de la situation finit par rallier l'Empereur au parti qui voulait maintenir intactes les possessions de la maison de Habsbourg. Toute la cour de Vienne était maintenant d'avis que, s'il fallait abandonner des territoires à l'ennemi, ce devait être le duché de Poméranie, qui appartenait à l'électeur de Brandebourg, et que, si l'on continuait la guerre, il serait nécessaire que l'électeur de Bavière en supportât tous les frais, parce que lui seul avait encore de l'argent. Cette politique égoïste ne fit qu'accroître l'irritation des esprits.

Pendant ce temps, Vervaux se convainquait, dès les premiers

jours de son arrivée à Paris, des difficultés qu'allaient soulever les réclamations des Français (avril 1645). Ils ne se contentaient plus en effet des limites naturelles du Rhin : les uns prétendaient faire de Louis XIV un empereur d'Allemagne; d'autres disaient que personne ne serait un meilleur roi des Romains que le prince de Condé. Les huguenots cherchaient à intimider l'agent bavarois, en lui apprenant confidentiellement qu'on méditait à Paris de marier la duchesse de Nevers[1] avec l'un des princes palatins, et de conquérir la Bavière pour la lui donner en dot.

L'habile jésuite, sans se laisser déconcerter par ces faux bruits, demanda une audience privée à Mazarin. Le cardinal le reçut avec courtoisie; mais à peine Vervaux lui eut-il fait connaître l'objet de sa mission, que le ministre lui répondit que la France se sentait assez puissante pour ne pas rechercher l'alliance de la Bavière. Il se montra encore plus froid dans une seconde audience. Vervaux lui ayant demandé à quelles conditions il ferait la paix avec l'Empereur, Mazarin lui répondit brusquement que la France ne pouvait négocier sans la Suède. Un autre ministre français lui déclara que le Roi demandait toute l'Alsace avec Brisach, afin de devenir prince de l'Empire, comme le roi d'Espagne l'était pour la Bourgogne. Laissant alors de côté la question de la paix générale, Vervaux demanda si la France consentirait à prendre sous sa protection les trois cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière. Mazarin rejeta cette demande, et fit seulement entrevoir qu'on pourrait conclure un armistice de six ans. Le premier ministre français se défiait de la sincérité de la Bavière, et craignait que la Suède ne s'appuyât sur ces négociations séparées pour traiter elle-même avec l'Empereur. Vervaux ne poussa pas plus loin, car il avait été seulement chargé de sonder le gouvernement français; il se contenta des indications qu'il avait obtenues, et elles n'étaient guère rassurantes. Cependant, avant de quitter la France, il essaya de s'adresser directement à la reine mère et lui demanda une audience : elle lui fut refusée, et on l'admit seulement à baiser le bord de la robe du jeune roi. En prenant congé du tout-puissant cardinal, l'agent bavarois lui présenta une lettre de l'électeur de Bavière, qui demandait que les pourparlers qui venaient d'avoir lieu fussent tenus secrets. Mazarin le promit; mais à peine Ver-

[1] Fille du duc de Nevers qui succéda au duc Vincent à Mantoue.

vaux avait-il quitté Paris, qu'il fit informer de tout ce qui s'était passé les ambassadeurs de France, de Suède et de Hollande, qui se trouvaient à Münster et à Osnabrück. Il se proposait, en agissant ainsi, d'accroître les sympathies des alliés pour la France, et de rendre l'électeur de Bavière suspect à l'Empereur. Maximilien échappa au danger, en mettant Ferdinand III au courant de toute la négociation[1].

Rebuté par la France, l'électeur de Bavière se résigna aux derniers sacrifices pour continuer la guerre. Il pressa les évêques de Franconie et de Souabe de lui fournir de l'argent, et pria l'électeur de Cologne, son frère, de joindre son armée à la sienne.

Mercy, après sa victoire de Marienthal, s'était rapproché du Rhin. Il venait de prendre la petite ville de Gernsheim, sur la rive droite[2], lorsqu'il reçut de l'électeur de Bavière l'ordre d'attaquer de nouveau Turenne, avant qu'il eût été rejoint par Condé. Mercy, traversant aussitôt le Main à Höchst, passa par Giessen et Marbourg, et repoussa les Français jusqu'à la forteresse de Ziegenhain dans la Hesse-Cassel. Turenne, surpris, rallia à la hâte Königsmark et Geiso, fit un détour par la Westphalie, et s'avança vers le sud de la Bergstrasse[3] pour se rapprocher de Condé. Mercy, n'ayant pu l'atteindre, quitta le landgraviat de Hesse-Cassel, qui était complétement dévasté, et, en traversant le Spessart[4], revint à Aschaffenbourg sur le Main, où il attendit, dans une position avantageuse, l'arrivée des troupes de Cologne et de Lorraine. Le duc Charles IV ne cherchait alors qu'à faire lever le siége de la Motte[5], et cinq mille soldats de Cologne arrivèrent seulement au bout d'un mois[6]. Après les avoir ralliés, Mercy se dirigea à marches forcées vers Heilbronn, pour occuper cette ville, qui commandait le passage du Neckar. Condé avait traversé le Rhin à Spire le 2 juillet 1645, et avait rejoint Turenne à Ladenbourg. Désormais à la tête de vingt-quatre mille hommes, il prit Wimp-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 863 à 867 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 50, 51 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 325.

[2] Au sud-ouest de Darmstadt.

[3] Pays entre Darmstadt et Heidelberg.

[4] Pays au nord-est de Hanau.

[5] Cette place lui avait été rendue en 1641.

[6] A Amorbach, au sud d'Aschaffenbourg.

fen[1], puis Marienthal, dont il mit les environs à feu et à sang, pour punir les habitants, accusés d'avoir tué des fuyards français après la défaite de Turenne; il occupa ensuite Rothenbourg sur la Tauber. Mercy, qui n'avait que seize mille hommes à lui opposer, fut obligé de garder la défensive.

De Rothenbourg, Condé se dirigea vers la Bavière par Dinkelsbühl. Mercy suivit l'ennemi et chercha à l'arrêter à Dürrwangen[2]; il avait choisi, pour engager le combat, une excellente position, protégée par de petits lacs. Les Français n'osèrent pas l'attaquer; et, après une courte canonnade sans effet, Condé continua sa route vers Nordlingue. Mercy le suivit encore, ou plutôt le côtoya. Les deux armées traversèrent ensemble la forêt d'OEttingen, sans se douter qu'elles fussent aussi rapprochées l'une de l'autre.

Mercy, étant sorti de la forêt avant Condé, rangea son armée en bataille sur la rive droite de la Wörnitz, à l'est de Nordlingue et au sud du bourg d'Allerheim, pour tenter encore une fois d'arrêter les Français. Il avait sous ses ordres seize mille hommes avec trente canons. Il fit face au nord, et plaça sa droite, composée de cavalerie, au bas et à l'ouest d'une colline, le Winneberg, qui domine la Wörnitz; elle était commandée par le feld-maréchal de Cologne, Huyn-Geleen; deux bataillons d'infanterie avec sept canons occupaient le Winneberg. L'aile gauche, sous Werth, était aussi composée de cavalerie; elle s'étendait à l'ouest d'Allerheim. Mercy plaça son centre derrière ce village, sous le commandement de Rauschenberg. Allerheim avait été fortifié et occupé par de l'infanterie.

Les Français furent bien surpris, lorsqu'en débouchant de la forêt d'OEttingen, ils aperçurent les Bavarois dans leur excellente position. Comme l'année précédente à Fribourg, Turenne fut d'avis de ne pas livrer bataille : les Français avaient trop peu d'infanterie et surtout trop peu d'artillerie pour attaquer une armée si bien retranchée; mais Condé, que rien n'arrêtait, voulut engager aussitôt le combat. Pendant tout le mois de juillet Mercy l'avait harcelé, en se mettant toujours à l'abri par l'habileté

[1] Au nord de Heilbronn.
[2] Au nord-est de Dinkelsbühl.

de ses manœuvres ou par le choix de ses positions : il voulait s'en venger et venger la défaite de Marienthal.

Le prince avait alors dix-huit mille hommes et trente canons. Königsmark l'avait abandonné avec plus de quatre mille hommes, pour ne pas servir sous lui et pour secourir Leipzig. Condé se plaça près d'une colline, le Spitzberg, en face des Bavarois. Le maréchal de Gramont commandait l'aile droite, composée de cavalerie, en grande partie de jeune noblesse. L'aile gauche, sous Turenne, composée aussi de cavalerie, était appuyée par une réserve d'infanterie et de cavalerie hessoise, commandée par Geiso. Le centre était formé en grande partie par l'infanterie.

Ce fut avec joie que Mercy vit que les Français acceptaient la bataille. Plein d'espoir dans le succès, il appelait d'avance ce jour-là le plus beau de sa vie. Il embrassa tendrement sa femme et ses enfants, qui l'accompagnaient partout, visita en pieux catholique l'église d'Allerheim, et adressa une courte prière à Dieu pour implorer sa protection. Lorsqu'il eut quitté l'église, il donna pour mot d'ordre : « Sainte Marie », but un verre de vin, suivant son habitude, et donna le signal du combat (3 août 1645).

Il était déjà tard. Quatre heures de l'après-midi sonnaient au clocher de l'église d'Allerheim, quand le prince de Condé commença l'attaque au centre, en faisant diriger contre le bourg une vigoureuse canonnade. Le général Marsin donna ensuite l'assaut avec trois bataillons. Mais, en approchant du village, les Français furent accueillis par un feu violent d'artillerie et de mousqueterie ; un grand nombre tombèrent, le reste prit la fuite, et Marsin fut grièvement blessé.

Condé fit alors avancer le major général marquis de la Moussaye, avec la première ligne de l'infanterie. Mais les Bavarois, abrités dans les maisons qu'ils avaient crénelées, tiraient à coup sûr. Les Français reculaient déjà, lorsque Condé vint à leur secours avec la seconde ligne d'infanterie du centre. Quand Mercy aperçut le mouvement du prince, il se mit lui-même à la tête de son infanterie, et conduisit ses braves vétérans dans le bourg d'Allerheim, en leur disant : « Prenez courage, Dieu a fait tourner la tête aux Français ; la victoire est à nous. » Un combat sanglant s'engagea sous le commandement immédiat des deux généraux en chef. Condé eut deux chevaux tués sous lui, ses habits furent troués par les balles, et il vit tomber à ses côtés ses

aides de camp et tous les officiers de sa suite. Pendant que la victoire hésitait, Mercy, atteint d'une balle au cœur, tomba de cheval mortellement blessé ; il avait cinquante-cinq ans.

L'affreuse nouvelle, bientôt répandue, jeta parmi les Bavarois une indicible consternation. Ils ne se laissèrent pourtant pas décourager ; enflammés par le désir de venger leur général, ils se jetèrent avec fureur sur les Français, massacrant tout ce qui se présentait devant eux. Condé, ne pouvant en triompher, mit le feu au village. Lorsque les Bavarois furent entourés de flammes, Rauschenberg les conduisit dans le cimetière et dans deux hôtels de nobles, bâtis en pierre, et ils s'y défendirent avec un courage héroïque. Condé, grièvement blessé à son tour, laissa le commandement du centre au major général Bellenave, le seul général qui n'eût pas été atteint. Mais il ne quitta pas pour cela le champ de bataille, et donna à son aile gauche l'ordre de marcher en avant.

Turenne, qui la commandait, s'avança à la tête de la cavalerie contre les Bavarois et les troupes de Cologne. Il eut un cheval tué sous lui et reçut une balle sur sa cuirasse. Quoique blessé, il s'empara du sommet du Winneberg, et se précipita sur la cavalerie de Huyn-Geleen ; mais il rencontra là une résistance énergique. Le combat fut meurtrier. Turenne eut beau exécuter plusieurs charges, il fut repoussé.

Pendant ce temps, Werth, prenant l'offensive, s'était jeté, avec son excellente cavalerie, sur l'aile droite française. Après un court, mais sanglant combat, il mit en fuite la cavalerie de Gramont, et la poursuivit jusqu'aux bagages de l'armée française, qui furent aussitôt pillés. Le maréchal de Gramont, entouré par quatre cavaliers ennemis, faillit être tué ; un capitaine bavarois lui sauva la vie et l'amena prisonnier à Allerheim. Il pensait le livrer à Mercy ; mais il ne trouva plus que le cadavre de son général. Un page qui le gardait, transporté de fureur à la vue du maréchal français, lui arracha ses pistolets de ses fontes et fit feu sur lui : ils ratèrent. Le capitaine bavarois aurait tué le page, si Gramont, honorant sa fidélité, n'eût demandé qu'on l'épargnât.

Condé, apprenant que son aile droite avait été battue par Werth, tenta une dernière attaque du côté du Winneberg, avec les troupes de Turenne. Il mena avec une extrême bravoure les Hessois et les Weimariens à l'assaut, malgré le feu épouvantable des troupes

de Cologne. Les bataillons hessois gravirent la colline, massacrèrent l'infanterie retranchée sur le sommet, et prirent l'artillerie. Turenne en fit aussitôt diriger les pièces contre les restes de l'aile droite bavaroise, qui fut repoussée au delà du bourg d'Allerheim. Huyn-Geleen, par suite de sa myopie, s'était trop avancé : il fut fait prisonnier. Condé put enfin pénétrer dans le village, qu'il avait jusqu'alors vainement attaqué; deux régiments bavarois, retranchés dans le cimetière, ignorant ce qui se passait ailleurs, se rendirent à discrétion.

Werth, toujours brave soldat, mais général incapable, s'était laissé entrainer trop loin à la poursuite de l'ennemi. En revenant sur le champ de bataille, vers les huit heures du soir, il vit le Winneberg au pouvoir des Hessois, et la campagne couverte de fuyards de l'aile droite bavaroise. S'il était arrivé une demi-heure plus tôt, il aurait pu prendre les Hessois à dos pendant leur attaque, et changer le sort de la bataille. Il revint dans ses premières positions, rallia, vers minuit, les restes de l'armée, et se retira du côté de Donauwerth. Il abandonnait aux Français un champ de bataille éclairé par l'incendie d'Allerheim, quatre mille morts, deux mille prisonniers, quinze canons, quarante drapeaux. Condé avait chèrement acheté sa victoire : il avait perdu cinq mille hommes; son infanterie, déjà peu nombreuse, était réduite à quinze cents hommes. Les principales causes de la défaite des Bavarois furent la mort de Mercy, la reddition des deux régiments d'Allerheim [1], et l'imprudence de Werth, qui avait perdu son temps à poursuivre les fuyards, au lieu de secourir l'aile droite.

En voyant ramener dans leur ville le cadavre de Mercy accompagné par sa femme et ses cinq petits enfants, les habitants de Donauwerth se laissèrent aller à l'expression d'une douleur aussi honorable pour eux que pour le général, et, lorsqu'ils aperçurent le maréchal de Gramont prisonnier, ils l'auraient lapidé, si son escorte ne les en eût empêchés. L'électeur de Bavière fut profondément affecté de la mort de son généralissime; il écrivit, ainsi que l'électrice, à sa malheureuse veuve, une lettre de condo-

[1] Napoléon se sert de cet exemple pour montrer qu'un corps de troupes en ligne ne doit jamais capituler pendant les batailles. (*Observations sur les campagnes de Turenne*, p. 354.)

léance, pleine des sentiments les plus religieux. Maximilien fit ensevelir le grand capitaine dans le chœur de l'église de Saint-Maurice à Ingolstadt. Mercy ne laissait aucune fortune : l'électeur assura à sa veuve, avec une résidence à Ingolstadt, les revenus de la lieutenance de cette ville, et donna le grade de colonel-propriétaire du régiment de Mercy à son fils aîné. Condé, pour honorer la mémoire de son illustre adversaire, lui fit élever à Allerheim une simple pierre avec cette inscription : « *Sta, viator, heroem calcas* [1]. »

Gramont avait jadis combattu comme volontaire sous les drapeaux de Tilly; conduit à Ingolstadt, il y fut traité avec une grande considération et échangé, au bout de quelques semaines, contre Huyn-Geleen. Maximilien confia le commandement de l'armée bavaroise à Huyn-Geleen, feld-maréchal de son frère, l'électeur de Cologne. Werth, qui se croyait appelé à cette charge par son grade et par son ancienneté, en conçut contre Maximilien une haine implacable.

Avant de quitter la Bavière, Gramont vint rendre visite à l'électeur pour le remercier de la manière dont il avait été traité pendant sa captivité. Maximilien profita de l'occasion pour exprimer son désir d'entretenir des relations amicales avec la France, et d'arriver par là au rétablissement de la paix : Mazarin, de son côté, crut le moment favorable pour essayer de séparer l'électeur de l'Empereur; il lui fit savoir qu'il était disposé à conclure avec la Bavière un traité particulier. Mais Maximilien demeura fidèle à Ferdinand III et repoussa la proposition [2].

Condé avait fait de trop grandes pertes pour qu'il pût envahir la Bavière : il dut se borner à prendre quelques places. Il marcha d'abord sur Nordlingue. Le conseil de cette ville fit prisonnier le commandant bavarois, ouvrit les portes aux Français, et leur

[1] « Arrête-toi, voyageur, tu foules la cendre d'un héros. » SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 868 à 874; TURENNE, *Mémoires*, p. 40 à 53; GRAMONT, *Mémoires*, t. I, p. 369; MONTGLAT, *Mémoires*, t. II, p. 8; *Observations de Napoléon*, p. 347, 355; HEILMANN, *Die Feldzüge der Bayern*, 1643, 1644, 1645, p. 219, avec un plan; RAMSAY, *Histoire de Turenne*, t. I, p. 175; BARTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Kriegs*, t. I, p. 519; KAUSLER, *Atlas des plus mémorables batailles*.

[2] Maximilien n'offrit pas, comme on l'en a accusé, l'Alsace à la France. (KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 467.)

livra tous les magasins (8 août 1645). Condé, bien approvisionné, revint attaquer Dinkelsbühl. Le colonel-vaguemestre de Hees, un Néerlandais, qui commandait la garnison bavaroise, s'y défendit bravement. Le prince se vit obligé d'ouvrir la tranchée contre cette petite ville; mais les habitants, au lieu de seconder la garnison, élevèrent des barricades contre elle, fermèrent leurs rues avec des chaînes, envahirent en armes le quartier du commandant et l'obligèrent à capituler (24 août). Hees, avant de se rendre, exigea des autorités de la ville une déclaration constatant qu'il n'avait cédé qu'à des menaces de mort. De Dinkelsbühl, Condé alla assiéger Heilbronn, que l'on considérait comme la clef de la Franconie, de la Souabe et de la Bavière; puis, étant tombé malade des suites de sa blessure, il laissa le commandement à Turenne et revint à Paris. Les Français bloquèrent Heilbronn et en ravagèrent les alentours. La garnison se composait de quinze cents hommes, commandés par le colonel bavarois Fugger; elle fit plusieurs sorties, et Turenne désespérait déjà de prendre la ville, quand il reçut la nouvelle qu'une armée austro-bavaroise approchait.

Après sa défaite de Nordlingue, Maximilien avait demandé de prompts secours à l'Empereur. Ferdinand, dont les États auraient été immédiatement envahis si la Bavière fût tombée au pouvoir des Français, promit de lui en envoyer aussitôt; mais il se trouvait, pour le moment, hors d'état de le faire, car son armée de Moravie, sous l'archiduc Léopold, était déjà trop faible pour résister aux Suédois, et le reste de ses troupes se trouvait engagé dans une guerre avec le prince de Transylvanie. Il prit le parti le plus sage, en concluant avec Rakoczy une paix, désavantageuse il est vrai, mais qui rendait disponibles ses régiments de Hongrie (8 août 1645). Torstenson ne s'y trompa pas. Dès qu'il sut que l'armée de Hongrie venait rallier l'archiduc, il leva le siége de Brünn, après avoir livré un dernier assaut qui échoua (15 août), quitta la Moravie, et revint en Saxe afin de se renforcer lui-même en se réunissant à Königsmark.

Au milieu du mois de septembre 1645, quinze mille Autrichiens, sous le commandement de l'archiduc Léopold, auquel on avait encore adjoint, comme conseiller, le vieux lieutenant général Gallas, remontèrent les bords du Danube, par Vilshofen et Ratisbonne, et arrivèrent au milieu d'octobre au camp bavarois à

Lautern[1]. Huyn-Geleen les y attendait. A la nouvelle de cette jonction, Turenne leva le siége de Heilbronn pour se retirer vers le Rhin.

L'armée austro-bavaroise n'avançait que lentement, parce que les Autrichiens traînaient à leur suite près de vingt mille femmes, enfants, valets, et huit cents chariots de bagages. Ce que la guerre avait jusqu'alors épargné dans le Würtemberg et le pays de Bade devint la proie de ces bandes. Werth aurait voulu poursuivre les Français affaiblis par la faim et démoralisés par la retraite; mais le prudent Gallas s'y opposa, sous prétexte que les soldats étaient trop fatigués. Il préféra, ainsi que Huyn-Geleen, reprendre Nordlingue, Dinkelsbühl et Rottenbourg. L'électeur de Bavière fit démanteler ces trois places, afin de ne pas affaiblir son armée en y laissant des garnisons.

Werth fut cependant autorisé à poursuivre les Français avec un corps de cavalerie d'élite. Il les atteignit à Wimpfen, au moment où ils passaient le Neckar. Comme cette rivière était alors très-grosse, les Français la traversaient à la nage, chaque cavalier portant en croupe un fantassin : Werth fit subir de grandes pertes à leur arrière-garde. Turenne, craignant d'avoir bientôt sur les bras toute l'armée austro-bavaroise, alla se réfugier sous le canon de Philippsbourg, dans l'espace compris entre cette place et le Rhin (13 octobre 1645)[2], et il y attendit qu'un pont eût été construit. Lorsque Gallas se décida à poursuivre les Français avec toute l'armée, il était trop tard : Turenne se trouvait dans une position inexpugnable. L'archiduc Léopold termina la campagne par la prise de Heidelberg, et mit ses troupes en quartiers d'hiver, les Bavarois en Souabe et en Franconie, les Autrichiens en Bohême (novembre 1645); mais ils ne purent pas s'y reposer longtemps.

Condé avait obtenu dans cette campagne des succès plus brillants que sérieux : sa victoire de Nordlingue fut aussi stérile que celle de Fribourg. Son but, en 1645 comme en 1644, avait été d'envahir la Bavière, puis l'Autriche : il ne put pas l'atteindre, et,

[1] Petit village sur la Lautern, rivière qui se jette dans le Danube à Munderkingen.

[2] Napoléon signale, à ce propos, l'avantage qu'il y a à laisser un intervalle entre les places fortes et les fleuves pour pouvoir y mettre des troupes à l'abri. (*Observations de Napoléon*, p. 356.)

à la fin de l'année, les Français avaient perdu toutes les places dont ils s'étaient emparés. Les Impériaux, de leur côté, n'avaient pas assez vivement poursuivi leurs adversaires. Turenne traversa tranquillement le Rhin, prit Trèves le 20 novembre (1645), et y rétablit l'électeur qui y avait été enlevé douze années auparavant[1].

Les Suédois ne réussirent pas mieux en Bohême que les Français en Souabe. Torstenson, après avoir rallié Königsmark, se mit à ravager la Saxe, et, en menaçant Dresde, obligea le malheureux électeur à conclure un armistice (7 septembre 1645). Il passa ensuite l'Erzgebirge[2] malgré la neige, et entra en Bohême, pendant que Königsmark, de son côté, envahissait la Silésie. Vienne était toujours l'objectif des Suédois.

Arrivé à Leitmeritz au commencement de l'année 1646, avec vingt-quatre mille hommes, dont quinze mille cavaliers, Torstenson pouvait envahir à son gré la Bohême ou le haut Palatinat. L'armée de l'archiduc, qui prenait ses quartiers d'hiver en Bohême, se trouvait dans une situation critique. L'électeur de Bavière envoya à son secours Huyn-Geleen, avec un corps de huit mille hommes, en lui recommandant de ne pas livrer bataille, parce qu'une défaite ouvrirait toute l'Allemagne à l'ennemi.

Torstenson, lorsqu'il apprit la jonction de Huyn-Geleen avec l'archiduc, ne crut pas devoir s'avancer plus loin; il repassa l'Erzgebirge, et revint en Thüringe par Zwickau et Naumbourg, où il traversa la Saale. L'archiduc et Huyn-Geleen le poursuivirent pendant quelque temps, puis vinrent prendre leurs quartiers d'hiver en Franconie, à Hof et Baireuth. Torstenson n'avait pas plus pénétré en Autriche que Condé en Bavière; son expédition ne fut pourtant pas stérile. En obligeant Maximilien à envoyer Huyn-Geleen à l'archiduc Léopold, il avait dégagé le Rhin

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 875; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 60; Turenne, *Mémoires*, p. 56; *Observations de Napoléon*, p. 351; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 363.

Turenne revint à la cour au commencement de février 1646 (*Mémoires de Turenne*, p. 59). L'Empereur avait remis l'électeur de Trèves en liberté le 25 avril précédent.

[2] Chaîne de montagnes située entre la Saxe et la Bohême, dont les plus hauts sommets s'élèvent à douze cents mètres environ.

et donné à l'armée française le temps de se préparer à la prochaine campagne [1].

Pendant la courte suspension d'armes qui suivit les campagnes de Turenne et de Torstenson, les députés des cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière se réunirent à Munich, afin de se concerter sur les mesures à prendre, soit pour faire la paix, soit pour continuer la guerre. Les agents de Mazarin mettaient de leur côté tout en œuvre pour séparer la Bavière de l'Autriche. Ils ne cessaient de répéter que Maximilien était trop faible pour résister seul à la France, et que, l'Autriche ne pouvant le secourir, il s'exposait à perdre ses États. Le duc de Gramont, qui avait déjà négocié avec l'électeur pendant sa captivité, lui écrivit pour lui proposer de conclure une paix séparée, et pour lui conseiller de ne pas tenter plus longtemps le sort des armes. Le nonce du Pape à Paris, témoin des grands préparatifs de guerre que faisaient les Français, engageait aussi Maximilien à faire la paix. Ces observations furent favorablement accueillies à Munich, où l'on rejetait la responsabilité de la politique belliqueuse de la Bavière sur l'électrice Marie-Anne, qui passait pour favorable à l'Autriche parce qu'elle était la sœur de l'Empereur.

Bien que Condé et Torstenson eussent échoué dans leurs entreprises, l'Empire se trouvait dans la plus triste situation. L'électeur de Brandebourg avait conclu avec l'ennemi un traité de neutralité, l'électeur de Saxe, un armistice de six mois [2], et les princes-évêques de Würtzbourg et de Bamberg se montraient disposés à suivre leur exemple. Le Brunswick avait passé de nouveau du côté des Suédois, et ses troupes dominaient toute la basse Saxe, pendant que celles de la Hesse-Cassel occupaient le landgraviat de Hesse-Darmstadt et une partie du cercle de Westphalie. La Franconie et la Souabe ne pouvant plus rien payer, la Bavière supportait seule les dépenses de la guerre [3]; mais elle se ruinait à son

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 877; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 74, 75.

[2] Torstenson, en ravageant les États de l'électeur de Saxe, l'avait obligé à signer cet armistice le 7 septembre 1645 (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 74, 75).

[3] L'électeur avait dépensé pour la guerre, depuis le commencement, plus de trente-cinq millions de florins (Schreiber, *Maximilian I*, p. 879).

De son côté, l'Empereur avait dépensé, pour le même objet, de 1618 à

tour, et il lui devenait impossible de combattre plus longtemps. C'est pourquoi Maximilien envoya le président de sa chambre aulique, de Mändl, auprès de l'Empereur à Linz, pour le prier de conclure la paix avant le commencement d'une nouvelle campagne, qui ne pourrait aboutir qu'à la ruine de l'Allemagne et de la religion catholique. La prudence exigeait de sacrifier quelque chose plutôt que de s'exposer à tout perdre, et l'électeur invitait Ferdinand, au nom des trois cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière, à désintéresser la France de la lutte en lui cédant l'Alsace. La maison de Habsbourg, qui avait des possessions étendues, pouvait, disait-il, plus facilement qu'un petit État, faire le sacrifice d'une province. Maximilien annonçait sans détour à l'Empereur que si les Français et les Suédois marchaient vers le Danube, il conclurait avec eux un traité de neutralité : on ne pouvait pas lui demander de ruiner ses États en suivant la politique aveugle de la cour de Vienne.

Ferdinand III répondit à l'ambassadeur bavarois qu'il ne pouvait pas faire plus qu'il n'avait fait jusqu'alors, et qu'on devait attendre maintenant l'issue des négociations de Münster et d'Osnabrück. Mais le congrès de Westphalie, ouvert depuis près de deux ans, n'avait encore rien décidé [1].

Comme il fallait que les deux villes où devaient avoir lieu les négociations fussent complétement neutres, la garnison suédoise qui occupait Osnabrück quitta cette ville, en en laissant le gouvernement à ses magistrats, et l'Empereur, de son côté, releva Münster du serment qu'elle lui avait prêté [2]. On retint dans ces deux villes les plus belles maisons pour loger les plénipotentiaires avec leurs suites, et l'on fit de grands préparatifs pour les recevoir. Beaucoup d'étrangers s'y rendirent de toutes parts, attirés

1640, soixante et onze millions de florins, dont l'Espagne avait fourni le quart ou le cinquième (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 86).

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 878, 880.

[2] La garnison suédoise d'Osnabrück refusa pendant longtemps d'évacuer le château de Pétersbourg qui dominait cette ville, et même, une nuit, des Hessois commandés par le comte d'Eberstein, après avoir attaqué le couvent de Saint-Maurice près de Münster, firent prisonniers les ecclésiastiques des environs, et leur extorquèrent de l'argent pour leur souveraine, la landgrave Amélie (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 8).

par l'intérêt ou par la curiosité, et l'on s'attendait à voir bientôt un spectacle magnifique.

Le traité préliminaire (25 décembre 1641) avait fixé au 25 mars 1642 l'ouverture des conférences ; la date avait été ensuite reculée au mois de juillet 1643. Mais cet article est toujours mal observé, parce qu'il survient des obstacles, ou parce que chacun craint, soit de paraître trop désirer la paix, soit de s'exposer à l'humiliation d'attendre trop longtemps. Les plénipotentiaires de l'Empereur, Jean-Louis, comte de Nassau-Hadamar, et Isaac de Volmar [1], arrivèrent les premiers à Münster, un mois après le terme fixé (août 1643). Les plénipotentiaires espagnols, le comte Diego de Saavedra et Antoine Brun [2], les suivirent. Ce n'étaient encore là que des personnages secondaires.

Le Pape et Venise devaient remplir dans les négociations le rôle de médiateurs. Le nonce du Pape, Chigi, vint après les ambassadeurs espagnols ; Contarini, ambassadeur de Venise, était venu avant eux. Fabio Chigi, évêque de Nardi, appartenait à la noblesse de Sienne ; il avait été envoyé à Münster comme nonce extraordinaire du pape Urbain VIII, en attendant la venue d'un légat. Sans être un génie de premier ordre, il avait beaucoup de cette habileté et de cet esprit insinuant qui sont le plus nécessaires pour les négociations ; il était au fond favorable à la France [3]. Quant au chevalier Louis Contarini, ambassadeur de la république de Venise, il avait acquis, en diverses missions, une grande renommée d'adresse et de capacité.

La médiation du nonce était bornée à la réconciliation des princes catholiques ; celle de Venise s'étendait en outre aux protestants d'Allemagne, à la Hollande et à la Suède. Mais, dans les affaires entre princes catholiques, c'était le nonce seul qui recevait les propositions et les réponses des plénipotentiaires. Il ne

[1] Le comte de Nassau était un prince affable, mais sans expérience ; Isaac de Volmar, un jurisconsulte distingué. Les représentants de l'Empereur à Osnabrück furent le comte d'Auersperg et M. Crane (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 15). Auersperg fut ensuite remplacé par le comte de Lemberg (*ibid.*, t. I, p. 100).

[2] Le comte Saavedra avait la fierté de sa nation, mais ne manquait pas d'adresse. Brun avait exercé la charge de procureur général au parlement de Dôle, ville où il était né. Esprit souple et cultivé, il rendit de grands services à l'Espagne dans les négociations.

[3] Chigi devint pape en 1655, sous le nom d'Alexandre VII.

les communiquait à Contarini que lorsqu'il le jugeait à propos. C'était chez le nonce que les plénipotentiaires se réunissaient pour conférer avec les médiateurs. Les pouvoirs de Chigi et de Contarini étaient d'ailleurs restreints à la seule négociation de Münster. A Osnabrück, les Impériaux et les Suédois, n'ayant pas de médiateurs, communiquaient entre eux par écrit. Le nonce et Contarini y intervinrent cependant quelquefois, quand ils le jugèrent nécessaire. Les conférences avaient lieu alternativement en espagnol, en italien, en français et en allemand. On employait le latin quand il s'agissait d'affaires générales, et ce fut en latin qu'on rédigea les traités.

Peu de temps après la mort de Louis XIII, la reine régente, Anne d'Autriche, avait nommé, pour seconder d'Avaux dans les négociations, Abel Servien, comte de la Roche des Aubiers. On a déjà fait connaître d'Avaux[1]. Servien, d'abord procureur général au parlement de Grenoble, puis secrétaire d'État, avait appris, sous le cardinal de Richelieu, à manier les plus grandes affaires. Doué d'un esprit vif et pénétrant, il était prompt dans ses résolutions et ferme jusqu'à l'opiniâtreté. Il n'avait peut-être pas l'esprit aussi orné que le comte d'Avaux, mais il écrivait mieux que lui en français. Il était naturellement fier et impatient, brusque dans ses manières. La bonne harmonie fut de courte durée entre les deux plénipotentiaires. D'Avaux, étant le premier de l'ambassade, portait la parole et tenait la plume, c'est-à-dire faisait les propositions et dressait les dépêches. Servien demanda à partager ces divers travaux, et son collègue y consentit ; mais cela ne suffit pas à les mettre d'accord. D'Avaux était plus connu et plus considéré que Servien en Allemagne ; il était plus riche et plus libéral, et il avait sur lui cette supériorité, de parler l'allemand et toutes les langues de l'Europe. Ces avantages suffirent pour exciter la jalousie de Servien, de madame Servien surtout ; et, comme le second plénipotentiaire avait plus d'esprit que son collègue, il s'en servit pour le décrier. Le gouvernement français songea un instant à les rappeler ; mais d'Avaux était indispensable en Allemagne, et Servien avait un puissant soutien à la cour dans la personne de son gendre Lyonne. Il finit par l'emporter, et d'Avaux fut disgracié en 1648, avant la signature de la paix.

[1] Voir ci-dessus, p. 322.

Au-dessus des deux négociateurs, la régente nomma, pour être le chef de l'ambassade, Henri d'Orléans, duc de Longueville, soit qu'elle voulût donner plus d'autorité à la représentation de la France, soit qu'elle désirât éloigner de la cour un prince dont elle appréhendait le caractère inquiet. Elle l'obligea, malgré ses répugnances, à accepter cet emploi. Le duc de Longueville s'occupa peu, d'ailleurs, des négociations; il donna seulement, par sa naissance et sa fortune, de l'éclat à l'ambassade française[1].

D'Avaux arriva à Münster le 17 mars 1644, deux jours avant le nonce du Pape[2]. Comme il n'ignorait pas que les premières démarches servent souvent de règles pour les suivantes, il profita de l'entrée de Chigi pour faire prendre rang à la France avant l'Espagne. Informé que Saavedra avait fait préparer son carrosse pour aller au-devant du nonce, il fit aussitôt préparer le sien;

[1] Il y eut encore un quatrième plénipotentiaire, mais moins important, M. de la Taillerie (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 1081). Ce fut le baron de Rorté qui représenta la France à Osnabrück (*ibid.*, t. I, p. 523); il fut remplacé successivement par M. de la Barde et par M. de la Cour Groullart (*id.*, *ibid.*, t. III, p. 644).

[2] D'Avaux passa par la Haye pour se rendre en Allemagne[*]. Après bien des difficultés, il finit par conclure avec les Hollandais (1er mars 1644) un traité par lequel les deux parties s'engageaient à se soutenir réciproquement aux négociations de Münster, à ne rien conclure l'une sans l'autre, et à garder leurs conquêtes. La France accordait à la Hollande un secours extraordinaire de douze cent mille livres.

Lors de la signature, les commissaires hollandais prétendirent que les trois plénipotentiaires français devaient signer d'un côté, les uns au-dessous des autres et sur une seule colonne, et eux de l'autre côté, sur une semblable colonne parallèle à la première, en sorte que le nom du premier d'entre eux fût plus honorablement placé que celui du second et du troisième plénipotentiaire français. Ils alléguèrent même quelques exemples pour justifier leur prétention. Mais les plénipotentiaires français protestèrent qu'ils ne se relâcheraient jamais sur ce point, et les commissaires hollandais furent en effet obligés de signer sur la même ligne, de suite après les trois plénipotentiaires français (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 530 à 540, 563, 570 à 574).

« La France ne pouvait pas prévoir, dit le père Bougeant, en faisant allusion à ce qui se passa plus tard et au traité séparé que la Hollande signa avec l'Espagne, que la République dût être si peu constante en ses résolutions, ou si peu sincère dans ses promesses. Mais une république, et surtout une nouvelle république, est toujours sujette à de grandes variations, et se croit tout permis pour se fortifier et s'établir. » (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 574.)

[*] D'Avaux avait quitté Hambourg en août 1642 pour retourner en France (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 482).

puis, prévoyant des contestations et voulant s'assurer l'avantage, il fit monter à cheval M. de Saint-Romain avec vingt gentilshommes, sous prétexte de rendre plus d'honneur au nonce. Il craignit toutefois de répandre le sang dans un lieu consacré à la paix, et ne voulant pas commencer la négociation par une bataille, il pensa l'éviter en informant indirectement l'ambassadeur espagnol de ses préparatifs. Celui-ci en fut consterné, et, pour ne rien hasarder, n'alla pas au-devant du nonce. Quelques jours après, Chigi confirma encore la prééminence de la France sur l'Espagne, en allant voir d'Avaux immédiatement après l'ambassadeur impérial et avant l'ambassadeur d'Espagne.

Ces querelles d'étiquette accroissaient singulièrement les difficultés; elles se renouvelèrent plusieurs fois. Ainsi Contarini étant venu faire visite à d'Avaux, celui-ci, conformément au cérémonial observé à Rome, refusa de l'accompagner jusqu'à son carrosse; mais le gouvernement français, qui voulait ménager le médiateur, donna ordre à d'Avaux de satisfaire Contarini sur ce point.

Tout étant prêt pour l'ouverture des négociations à Münster, le nonce ordonna trois jours de prières publiques, pour appeler les bénédictions de Dieu sur les travaux du congrès. Le troisième jour (10 avril 1644), il y eut autour de la ville une procession générale suivie d'une messe solennelle. Les plénipotentiaires français passèrent encore en ces cérémonies immédiatement après ceux de l'Empereur. Dès le lendemain des prières publiques, on commença à échanger les pouvoirs. On souleva à ce propos de nombreuses difficultés; on discuta sur les titres, sur l'objet des négociations; il en résulta de nouveaux retards; on finit cependant par s'entendre.

Urbain VIII mourut sur ces entrefaites (29 juillet 1644), et fut remplacé par le cardinal Pamphili, qui prit le nom d'Innocent X (16 septembre 1644). Comme les Français s'étaient efforcés d'empêcher son élection, il se montra d'abord mal disposé à leur égard. Il laissa cependant, comme nonce à Münster, Chigi, qui passait pour leur être dévoué. Mais Chigi, qui désirait faire sa fortune et qui avait soutenu d'abord les Français parce que Urbain VIII leur était favorable, les soutint moins sous Innocent X, qui penchait vers les Espagnols[1].

[1] Le 6 avril 1644, d'Avaux avait adressé aux députés de l'Allemagne assemblés à Francfort une lettre dont les Impériaux s'étaient tenus pour

Les médiateurs avaient décidé que la première proposition leur serait remise par les deux parties le 4 décembre 1644. Les Impériaux et les Espagnols demandèrent dans leur proposition que chacun restituât ses conquêtes. Les Français et les Suédois demandèrent dans la leur que les députés de tous les États de l'Allemagne prissent part aux négociations; les Français réclamaient en outre préalablement la mise en liberté de l'électeur de Trèves. Les Impériaux et les Espagnols trouvèrent que ce n'était pas là une véritable proposition : les Français et les Suédois en préparèrent une nouvelle, mais cela dura plusieurs mois.

Le congrès était ouvert depuis plus d'un an, lorsque les chefs des ambassades de l'Empereur, de la France et de l'Espagne arrivèrent à Münster. Le duc de Longueville y vint le premier, le 30 juin 1645. D'Avaux et Servien étaient allés à sa rencontre jusqu'à Wesel. L'ambassadeur français se trouvait déjà près de Münster, lorsqu'une contestation fort vive s'éleva entre l'ambassadeur de Venise et ceux des électeurs, sur le rang que leurs carrosses devaient tenir à l'entrée du duc. Le nonce proposa divers expédients qu'on rejeta de part et d'autre; Contarini menaça de s'en aller et de renoncer à la médiation plutôt que de céder. Le dénoûment de cette querelle fut que le nonce pria d'Avaux de persuader au duc de Longueville de ne pas faire d'entrée solennelle. Le duc y consentit : il entra à Münster avec sa seule maison, les plénipotentiaires français, et quelques députés des princes alliés de la France; mais il n'en effaça pas moins tous les autres ambassadeurs par la magnificence de son train et de ses équipages.

Le premier plénipotentiaire d'Espagne, dom Gaspard Bracamonte, comte de Pegnaranda, arriva à Münster quatre ou cinq jours après le duc de Longueville. Comme il n'était jamais sorti d'Espagne, il était extrêmement prévenu en faveur de sa nation. Impérieux et plein de ses propres idées, taciturne et réservé, il ne parlait que par nécessité. Opiniâtre dans sa dissimulation jusqu'à lasser la patience de ceux qui traitaient avec lui, il paraissait, dans le plus mauvais succès, mépriser ses ennemis et se consoler du présent par une extrême confiance dans l'avenir. Toute-

offensés, et que le gouvernement français avait désavouée (voir ci-dessus, p. 490). Le 20 août suivant, le roi de France adressa aux princes de l'Empire une autre lettre pour protester de son désir de faire la paix, et se plaindre des obstacles qu'y mettaient les Impériaux et les Espagnols.

fois, se conformant au précédent établi par le duc de Longueville, il ne fit pas d'entrée solennelle[1].

Le premier plénipotentiaire de l'Empereur, comte Maximilien de Trauttmansdorff, grand maréchal de la cour de Vienne, arriva le dernier, le 5 décembre 1645[2]. Il ne fit pas non plus d'entrée solennelle, afin d'éviter des discussions de cérémonial. On l'a dépeint comme un homme d'un extérieur sévère, très-grand, très-laid, avec un nez retroussé, les yeux enfoncés et à moitié cachés sous une méchante perruque. Mais c'était un esprit ferme, solide et judicieux, un caractère plein de douceur et de franchise, de droiture et d'équité. Il possédait toute la confiance de l'Empereur, et l'on fut étonné qu'il s'exposât à la perdre en s'éloignant de la cour : il le fit par dévouement au bien public.

Pendant que les plénipotentiaires de l'Empire, de la France, de l'Espagne, se faisaient des concessions mutuelles de cérémonial, ceux de la Suède se trouvaient sans rivaux à Osnabrück, et cherchaient à faire oublier par leur faste la date récente de la dynastie qu'ils représentaient. Le premier était Jean Oxenstierna, fils du chancelier Axel Oxenstierna. Bien qu'inférieur à son père en intelligence, il ne manquait pas d'habileté, mais il avait une opiniâtreté qui n'est pas toujours bonne chez un négociateur. Son luxe était exagéré, et l'on ne pouvait s'empêcher de penser que la Suède était trop pauvre pour le soutenir, et que l'Allemagne en supportait tous les frais. Oxenstierna ne faisait jamais de visite que dans un carrosse de la reine de Suède, précédé d'un grand nombre de gentilshommes, suivi de douze soldats armés de hallebardes, accompagné de pages et de valets de pied, tous richement habillés. Des trompettes et des timbales annonçaient tous les jours l'heure à laquelle l'ambassadeur se levait, se couchait ou se mettait à table. Il était ivre tous les soirs[3].

Le second plénipotentiaire, Jean-Adler Salvius, eut avec lui d'assez graves démêlés. Le chancelier avait inspiré à son fils beaucoup d'indifférence pour la France; mais la jeune reine de Suède témoignait de jour en jour plus d'inclination pour ce pays.

[1] L'Espagne n'avait aucun représentant à Osnabrück.

[2] Il était né le 23 mai 1584 (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 14).

[3] Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 209.

Salvius ne l'ignorait pas, et par politique, peut-être plus que par sympathie, il soutenait les Français. Par cette conduite, il se serait infailliblement perdu, à cause du grand crédit dont les Oxenstierna jouissaient à la cour de Suède, si la Reine ne l'avait protégé contre leur ressentiment[1].

Les électeurs avaient pour principal représentant commun à Münster François-Guillaume de Bavière, évêque d'Osnabrück, de Minden et de Verden ; chacun d'eux avait ensuite des représentants spéciaux, soit à Münster, soit à Osnabrück. Les princes et les villes en avaient également. Le Portugal, la Hollande, les ducs de Savoie, de Mantoue et de Toscane, n'en avaient qu'à Münster ; le Danemark n'en avait qu'un, à Osnabrück. L'Angleterre n'en avait point[2].

Les Français et les Suédois se décidèrent enfin à présenter leurs propositions, le dimanche de la Trinité, 11 juin 1645[3]. Les malheureux Allemands furent très-étonnés d'entendre le duc de Longueville présenter ses propositions en langue française. C'était la première fois que pareille chose arrivait depuis l'origine de l'Empire. En vain demandèrent-ils qu'on se servît du latin, qui avait été jusqu'alors la langue de la diplomatie européenne : ils furent obligés de céder, et se contentèrent de traduire les propositions en latin.

Les ambassadeurs de France et de Suède marchaient d'accord pour certaines questions. Ils demandaient que chaque État de l'Empire eût le droit de signer, sans l'assentiment de l'Empereur, des alliances offensives et défensives avec les puissances étrangères ; que l'Empereur ne pût, sans le consentement de la diète, faire aucune loi, condamner au bannissement, déclarer la guerre ou conclure la paix, élever des forteresses sur le territoire de

[1] La Suède avait pour représentant à Münster Scheiring Rosenhane. — Elle était représentée à Paris par Grotius, lequel avait plus de science que d'habileté (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. I, p. 302).

Les Français firent de vains efforts pour décider les Suédois à s'établir à Münster, où ils auraient pu les mieux surveiller (*ibid.*, t. II, p. 116, 126, 386).

[2] Charles Ier, vaincu par Cromwell à Naseby (14 juin 1645), allait périr sur l'échafaud moins de quatre ans plus tard (9 février 1649).

[3] Les séances furent ouvertes avec un faste qui contrastait douloureusement avec l'extrême misère de l'Empire.

l'Empire[1]. Ils demandaient aussi que le roi des Romains ne pût être élu dorénavant qu'après la mort de l'Empereur; leur but était de ne pas laisser cette dignité élective devenir héréditaire dans la maison de Habsbourg. Enfin ils exigeaient que la landgrave de Hesse-Cassel obtînt ce qu'elle demandait, c'est-à-dire Marbourg et quelques territoires appartenant à Cologne et à Mayence.

Telles étaient les demandes communes des deux ambassadeurs; mais ils en avaient en outre de particulières. Ainsi Oxenstierna réclamait une amnistie générale, la liberté religieuse pour les protestants de l'Autriche, et, sur la proposition de la Hesse-Cassel et de la Hollande, l'admission des calvinistes d'Allemagne à l'égalité religieuse et politique. Comme indemnité de guerre, la Suède réclamait les deux Poméranies, les évêchés de Brême et de Verden, le port de Wismar dans le Mecklenbourg, avec les bailliages en dépendant, et en outre une somme de dix millions de thalers[2].

De son côté, la France demandait que la Suisse et la Franche-Comté fussent séparées de l'Empire, de manière à ce que ni les Confédérés, ni les Espagnols n'eussent plus à se mêler des affaires de l'Allemagne. La Lorraine ne serait plus également considérée comme une province allemande, mais comme un pays indépendant; on espérait par là lui enlever l'appui de l'Empire et faciliter pour l'avenir son annexion à la France. De même qu'Oxenstierna, l'ambassadeur français demandait une amnistie complète, et le rétablissement des amnistiés dans la situation qu'ils avaient en 1618; ainsi les héritiers du Palatin recouvreraient leurs États et la dignité électorale. Mais il y avait entre cette demande de rétablissement et celle de la Suède une différence : c'est que la France y mettait la condition que l'exercice de la religion catholique serait admis dans le Palatinat. Afin de séparer les Habsbourg d'Autriche de ceux d'Espagne et, par là, de les affaiblir, le duc de Longueville demandait que l'Empereur renonçât à toute alliance avec le roi d'Espagne. Comme indemnité de guerre, il réclamait toute l'Al-

[1] Les fonctions de l'Empereur n'auraient plus alors consisté qu'à octroyer des diplômes de noblesse et des lettres de franchise.

[2] Les Suédois avaient manifesté l'intention de demander encore les évêchés d'Halberstadt, d'Osnabrück et de Minden; mais les Français les en empêchèrent (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 448).

sace, le Sundgau, le Brisgau, les quatre villes forestières[1], ainsi que les deux forteresses de Brisach et de Philippsbourg, les trois évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, les villes de Spire et de Mayence, avec défense aux Allemands de construire des forteresses sur le Rhin. Enfin, le roi de France siégerait et voterait à la diète germanique en qualité de souverain de l'Alsace, ce qui était la meilleure manière d'intervenir dans toutes les affaires de l'Allemagne.

Depuis que l'Empire existait, aucune puissance étrangère ne lui avait jamais posé de conditions aussi dures. La France et la Suède cherchaient uniquement à s'agrandir, et pour cela à affaiblir l'Empire, ainsi que la maison de Habsbourg, qui en était le principal défenseur. L'électeur de Bavière fut extrêmement surpris lorsqu'il vit que la France voulait intervenir ainsi dans les affaires de l'Allemagne. Il était bien décidé à ne souffrir à la diète ni Français, ni Suédois. Mais l'électeur ne repoussait pas toutes les demandes de la France. Les ambassadeurs bavarois[2] avaient en effet reçu de Maximilien l'ordre d'assurer, avec l'intégrité territoriale de la Bavière, les droits de l'Église catholique en Allemagne; et, pour y parvenir, ils devaient gagner l'ambassadeur français, en appuyant la demande qu'il faisait d'une cession de territoire. Quant à la question de l'hérédité de la dignité électorale palatine dans la maison de Bavière, Maximilien espérait la résoudre en renouvelant la proposition qui avait déjà été présentée (1622), de créer une huitième dignité électorale, et de la conférer au fils aîné du Palatin.

Le comte de Trauttmansdorff répondit aux propositions de la France et de la Suède (décembre 1645) que Ferdinand III consentait à l'amnistie et à l'égalité confessionnelle des calvinistes[3], mais qu'il entendait maintenir intacte la constitution de l'Empire, et repousser toute immixtion des puissances étrangères. Il refusait aussi d'accorder à la France et à la Suède toute indemnité territoriale qui préjudicierait à l'Autriche; il exigeait même que les Français restituassent tous les pays allemands dont ils s'étaient emparés, et suivissent ainsi l'exemple de Ferdinand II, qui avait

[1] Waldshut, Rheinfelden, Seckingen et Laufenbourg.
[2] Ernst et Krebs.
[3] Appelés aussi *réformés*.

jadis rendu au roi de Danemark et au duc de Mantoue tout ce qu'il avait conquis sur eux. Il leur offrait seulement les trois évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, avec Pignerol et Moyenvic. Il ne voulait pas non plus se séparer de l'Espagne, et pendant que la Bavière s'appuyait sur la France, l'Autriche songeait à s'entendre avec la Suède et avec les protestants d'Allemagne. Comme la Suède convoitait les rivages de la Baltique, et la France les bords du Rhin, l'Autriche espérait désintéresser la Suède en lui laissant la Poméranie et les évêchés de Brême et de Verden, gagner les protestants en indemnisant les héritiers du Palatin par la cession des évêchés d'Halberstadt et de Cammin, puis, la Suède et les protestants une fois satisfaits, exercer une pression sur la France pour la faire renoncer à l'Alsace.

Trauttmansdorff déclara même, dans une séance privée tenue à Osnabrück, que si les luthériens[1] et les calvinistes ne faisaient pas à l'Empereur des réclamations exagérées, on saurait bien se débarrasser des prêtres. Mais par une semblable politique, qui servait mieux les intérêts de la maison d'Autriche que ceux de l'Empire et de l'Église catholique, Trauttmansdorff ne fit qu'accroître les prétentions des protestants et l'indignation des catholiques, spécialement de leur chef, l'électeur de Bavière. Il en résulta même que les princes-évêques de Würtzbourg et de Bamberg ne se firent, de leur côté, aucun scrupule de conclure avec la France une alliance défensive, dans la crainte que l'Empereur ne voulût indemniser l'électeur de Brandebourg de la perte de la Poméranie, en donnant une portion de leurs évêchés aux margraves d'Ansbach et de Baireuth, parents de l'électeur.

Mais, en supposant que les protestants et les Suédois se laissassent gagner, l'Autriche ne pouvait pas espérer, avec leur appui, esquiver complétement les réclamations de la France; elle pensait toutefois la satisfaire en lui accordant seulement les trois évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, qui, dépendant de l'Empire, n'appartenaient pas à l'Autriche. Sur ces entrefaites, l'Empereur fit mettre l'électeur de Trèves en liberté (25 avril 1645)[2]. C'était

[1] Ou *évangéliques*.

[2] Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 50; Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 535. Levassor doit se tromper lorsqu'il dit (*Histoire de Louis XIII*, t. XV (IX), p. 260) que l'électeur de Trèves fut remis en liberté en 1637

faire disparaître un des griefs de la France ; mais Ferdinand demanda, par une sorte de compensation, que le duc de Lorraine fût également rétabli dans ses États ; or, rien n'était plus épineux que la question lorraine. Le cardinal Mazarin se contenta de répondre que le rétablissement du duc dépendait uniquement de la faveur du roi de France, et il écrivit à l'électeur de Bavière que les catholiques d'Allemagne ne devaient attendre aucun secours de son maître, tant que l'Empereur n'aurait pas accueilli ses réclamations.

Cependant les commissaires catholiques, ainsi que le légat du Pape, s'opposaient à ce que l'Empereur fournît des indemnités en biens ecclésiastiques. L'électeur Maximilien demandait même formellement que Ferdinand III cédât l'Alsace à la France, parce que les Français ne renonceraient jamais à ce pays que le duc Bernard de Weimar leur avait livré et qu'ils occupaient déjà depuis plusieurs années. Les princes protestants soutinrent sur ce point l'électeur de Bavière. Ils prétendaient, comme les ambassadeurs de France et de Suède, que c'était seulement à Ferdinand II que Gustave-Adolphe et Louis XIII avaient déclaré la guerre, le premier à cause de l'invasion de la Prusse par Wallenstein, le second à cause de l'emprisonnement de l'électeur de Trèves. Les ambassadeurs bavarois rappelèrent en outre à Trauttmansdorff que les membres de la Ligue catholique étaient demeurés fidèles à l'Empereur, et que c'étaient eux qui lui avaient conservé ses États héréditaires. Il serait donc souverainement injuste qu'après tant de sacrifices faits dans l'intérêt de l'Autriche, ce fussent eux et non l'Empereur qui supportassent encore les indemnités de guerre.

Trompé dans son espérance de gagner les protestants, Trauttmansdorff leur reprocha d'avoir appelé les étrangers en Allemagne, et de s'être rendus coupables de trahison envers l'Empereur en s'alliant avec la France et avec la Suède. Sans se laisser intimider par ces accusations, les luthériens, d'accord avec les calvinistes, demandèrent, dans la première session générale

(voir ci-dessus, p. 389). L'électeur de Trèves avait accepté la paix de Prague par un traité secret, mais il resta au fond favorable à la France (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 217) ; il lui céda même Philippsbourg par un traité du 19 juillet 1646 (*ibid.*, t. II, p. 541, 561).

de 1646, qu'on fit remonter les effets de l'amnistie à l'année 1618, afin d'y comprendre les rebelles de Bohême. Les catholiques, eux, voulaient qu'on fixât l'année 1627 pour les affaires ecclésiastiques, afin, entre autres, d'enlever à Auguste, fils de l'électeur de Saxe, l'archevêché de Magdebourg, dont il avait été nommé coadjuteur cette année-là, et l'année 1630 pour les affaires politiques, afin de conserver à Maximilien la dignité électorale palatine et le haut Palatinat, que la diète de Mülhausen de 1627 lui avait attribués, et afin, surtout, d'obliger les Suédois à rendre leurs conquêtes. Comme les catholiques avaient la majorité dans le collége des électeurs et dans celui des princes, la proposition fut acceptée par ces deux colléges. Mais les protestants refusèrent de se soumettre à la décision de la majorité ; ils en appelèrent aux ambassadeurs étrangers, et Oxenstierna saisit avec empressement cette occasion de semer la discorde entre les deux partis ; il excita même les protestants à présenter leurs anciens griefs religieux [1].

[1] Voici le résumé de ces griefs :

I. Les protestants demandent la suppression de la réserve ecclésiastique, comme n'ayant pas été consentie par eux. — II. On les empêche d'introduire le protestantisme dans les territoires ecclésiastiques qui leur appartiennent. — III. Les princes et États catholiques empêchent leurs propres sujets évangéliques de pratiquer leur religion, contrairement à la déclaration de Ferdinand Ier. — IV. Les protestants réclament les dîmes dues aux couvents qu'ils possèdent. — V. La juridiction épiscopale est maintenue, entre autres pour les causes matrimoniales, et on leur impose le calendrier grégorien. — VI. On nie le droit qu'ils ont de posséder des biens ecclésiastiques. — VII. Les catholiques prétendent que la majorité doit l'emporter dans les diètes, même en matière religieuse, tandis que les catholiques et les protestants, formant deux partis séparés, doivent avoir une autorité égale. — VIII. Le nombre des députés des deux religions doit être égal dans les diètes. — IX. Les protestants réclament la liberté de Donauwerth. — X. Le conseil aulique, exclusivement composé de catholiques, s'attribue sans droit la connaissance des causes religieuses.

Les catholiques répondaient :

I. Celui qui renonce à l'état ecclésiastique perd, par cela même, les dignités, bénéfices et revenus ecclésiastiques, car il ne les possède qu'à titre d'ecclésiastique. On ne peut alléguer le consentement des chapitres, car un chapitre qui abandonne le catholicisme perd aussi tous ses droits ecclésiastiques, entre autres celui d'élire l'évêque. Les protestants ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas consenti à la réserve ecclésiastique, car, à Augsbourg, ils ont confié à l'Empereur la décision de cette question, et c'est seulement à cause de leur acquiescement à la réserve que les catholiques ont consenti, de leur côté, à suspendre les droits que leur donnait la juridiction ecclésiastique. — II. Les princes et villes de religion protestante se sont emparés à tort des biens ecclésiastiques situés

Les luthériens se montrèrent heureusement moins intraitables que les calvinistes, et, grâce à eux, il fut décidé que la question confessionnelle serait remise à l'examen d'une commission, ainsi que l'avaient déjà décidé les diètes de Ratisbonne et de Francfort en 1643[1], et qu'on s'occuperait tout d'abord des indemnités à fournir aux puissances étrangères.

Sur ce point, les trois colléges tombèrent d'accord qu'on ne devait céder aucune province d'Allemagne, et qu'il fallait dédommager la France et la Suède avec de l'argent. Mais le duc de Longueville et Oxenstierna repoussèrent comme une offense tout dédommagement en argent, et persistèrent dans leur demande d'indemnités territoriales. L'intervention de la Suède et de la France en Allemagne n'avait donc résolu jusqu'alors aucune des questions qui avaient amené la guerre de Trente ans; elle n'avait fait, au contraire, qu'en accroître le nombre, en en faisant naître une nouvelle, qui devenait la plus importante et la plus grave de toutes, celle des indemnités territoriales. Il ne restait donc aux

dans leurs États et relevant des princes et non pas de l'Empire, c'est-à-dire *médiats*. Ils ont tort de prétendre que les biens ecclésiastiques *immédiats*, c'est-à-dire relevant directement de l'Empire, soient les seuls dont ils ne puissent pas s'emparer. Un sujet laïque pouvant émigrer sans perdre ses biens médiats, pourquoi les princes, qui ne peuvent prendre ces biens laïques médiats, pourraient-ils prendre des biens ecclésiastiques de même espèce? Ces biens existaient comme biens ecclésiastiques avant les familles des princes qui veulent s'en emparer. La chambre impériale a d'ailleurs toujours jugé dans ce sens. — III. C'est à tort que les protestants prétendent qu'ils doivent avoir la liberté de religion chez les princes catholiques ecclésiastiques, tandis que les catholiques ne l'auraient pas chez les princes protestants. Le décret de Ferdinand I[er], invoqué pour établir cette différence, est une pièce fausse *. — IV. Les protestants veulent percevoir en pays étranger les revenus de bénéfices situés chez eux, et refusent ce droit aux catholiques. — V. Les protestants repoussent complétement la juridiction ecclésiastique, tandis qu'elle n'a été supprimée à Augsbourg que pour les affaires de religion. — VI. Les protestants publient des pamphlets contre les catholiques. — VII. La majorité de la diète doit décider de toutes les questions. — VIII. Il n'est pas nécessaire que, dans une diète, il y ait autant de députés protestants que de catholiques; une diète impériale, c'est-à-dire générale, seule, pourrait d'ailleurs en décider. — IX. L'électeur de Bavière ne peut rendre Donauwerth sans avoir été indemnisé. — X. Ce qui regarde l'administration de la justice doit être renvoyé à une diète générale. (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 128.)

* Voir ci-dessus, t. I, p. 11 et 22.

[1] Le Brandebourg avait empêché la réunion de cette commission.

Allemands qu'à continuer une guerre désastreuse ou à consentir à des démembrements.

Mais quel territoire pouvait-on céder? L'Empereur ne voulait pas renoncer à l'Alsace en faveur de la France, et l'électeur de Brandebourg protestait contre la cession de la Poméranie à la Suède [1]. Le commissaire brandebourgeois, Löwen, rappelait que la possession de ce pays avait été assurée aux Hohenzollern par une lettre de Majesté Impériale, et que ce serait compromettre l'Empire, en même temps que le Brandebourg, que de laisser les Suédois s'établir en Poméranie pour dominer de là toute la Baltique. Il reprochait également à la cour de Stockholm de vouloir enlever une province à un électeur avec qui elle avait conclu un traité de neutralité. Mais Oxenstierna ne s'arrêtait pas à de semblables plaintes : la guerre allait continuer [2].

[1] C'est à tort qu'on a accusé l'Empereur d'avoir offert la Poméranie à la Suède. Ce fut la Suède qui la demanda (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. II, p. 210, 218, 220).

[2] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie,* t. I, p. 513, 522, 596 ; t. II, p. 3, 42, 105, 311, 420, 597 ; t. III, p. 367, 508 ; Ranke, *Die römischen Päpste,* t. III, p. 38 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. I, p. 14, 17 ; Schreiber, *Maximilian I,* p. 881 à 885.

CHAPITRE X

TURENNE ET WRANGEL EN BAVIÈRE.

CONGRÈS DE WESTPHALIE (SUITE). — ARMISTICE D'ULM.

1646-1647.

La guerre en 1646. — Torstenson est remplacé par *Wrangel*. — Torstenson conseille aux Français et aux Suédois de s'unir pour écraser d'abord la Bavière, puis l'Autriche. — Wrangel va à la rencontre de Turenne en Westphalie. — L'Empereur propose aux Bavarois de marcher contre les Français pendant que l'archiduc Léopold surveillera les Suédois. — Turenne ravage l'électorat de Cologne. — La destruction d'*Ahrweiler* décide l'Autriche à réunir son armée à celle de la Bavière à Hombourg (juillet 1646). — Wrangel vient à Wetzlar. — Escarmouche à Schweinsberg. — Les Impériaux ne peuvent forcer le camp suédois d'Amönebourg. — Turenne passe le Rhin à Wesel (15 juillet 1646), rejoint les Suédois à Giessen (10 août). — Turenne et Wrangel passent le Main, puis le Danube. — L'archiduc Léopold, n'ayant pas réussi à les retenir par une diversion, revient vers le Danube en faisant un détour par la Franconie.

Ferdinand désarme les *Hongrois* par des concessions.

Les Suédois passent le Lech (22 septembre), prennent *Rain* et s'avancent par Freisingen jusqu'à Landshut. — Dévastations. — L'électeur se réfugie à Wasserbourg. — Turenne assiége *Augsbourg*, mais est obligé de se retirer (octobre) devant l'archiduc qui s'est renforcé. — Turenne se retranche à Lauingen. Léopold essaye de couper ses communications avec la France. — Turenne rentre en Bavière. — Dévastations. — Situation de l'armée impériale. — Turenne essaye vainement de s'emparer d'Ueberlingen. — Il établit ses quartiers d'hiver sur l'Iller, puis en Würtemberg. — Wrangel prend Brégenz, projette de piller Rome. — Rappelé par Oxenstierna, il assiége Lindau (janvier 1647), mais il est obligé de se retirer (6 mars 1647).

Congrès de Westphalie en 1646. — L'Autriche refuse de céder toute l'Alsace à la France. — Commission des griefs : l'Autriche refuse de supprimer la réserve ecclésiastique. — Après le passage du Main par Turenne et Wrangel, Trauttmansdorff offre toute l'Alsace, mais veut reprendre Brisach. — Il essaye de négocier avec les Suédois ; mais ceux-ci réclament la restitution des États du Palatin. — Cette réclamation menace la Bavière ; l'électeur de Saxe soutient la Bavière, et l'électeur de Bavière gagne le Brandebourg en en soutenant les droits sur la

Poméranie. — Question des effets de l'amnistie; question des griefs et de la réserve.

Armistice d'Ulm. — Maximilien, ne pouvant modérer les protestants, se jette dans les bras de la France; il envoie Gronsfeld à Paris. — La correspondance entre la Bavière et la France tombe entre les mains de l'Autriche. — L'Empereur envoie Gallas à Maximilien pour le retenir. — Conseil tenu par l'électeur à Wasserbourg; on s'y décide à demander un armistice à la France. — Réunion des cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière à Ulm (milieu de janvier 1647); les commissaires français y viennent (février 1647). — L'Autriche essaye vainement d'intimider la Bavière. — Embarras et habileté des commissaires bavarois. — Un armistice, conclu entre l'Espagne et la Hollande, encourage l'Autriche. — L'Empereur offre de faire des concessions aux Suédois et aux protestants; mais ceux-ci font des demandes exagérées. — Trauttmansdorff quitte Münster et revient à Vienne. — Maximilien, voyant que la Suède lui laisse le haut Palatinat et la dignité électorale, tandis que l'Empereur offre des évêchés aux protestants, se décide à céder les places que la France et la Suède lui demandent en garantie, et signe l'*armistice d'Ulm* (14 mars 1647).

Au lieu de terminer la guerre, les négociations du congrès de Westphalie la faisaient seulement traîner en longueur, en donnant des espérances qui ne se réalisaient pas. La Suède et la France mirent de nouvelles armées en campagne. Torstenson souffrait depuis longtemps de la goutte, et l'insuccès de son expédition contre Vienne l'avait aigri[1] : il laissa le commandement en chef de l'armée suédoise au jeune maréchal Wrangel.

Charles-Gustave Wrangel avait alors trente-trois ans. Né le 13 septembre 1613 à Skokloster, dans l'Upland[2], fils de Hermann Wrangel, lui-même maréchal de Suède, il avait servi de très-bonne heure sous son père. Gustave-Adolphe le nomma gentilhomme de sa chambre et, peu après, officier de ses gardes. Il concourut à la victoire de Lützen, servit ensuite sous Baner et Torstenson, et prit part aux victoires de Wolfenbüttel et de Leipzig et à la campagne contre le Danemark. Torstenson pensait que la France et la Suède ne viendraient jamais à bout de l'Autriche, tant qu'elles n'auraient pas ruiné la Bavière, parce que sans cela l'électeur Maximilien secourrait toujours l'Empereur et

[1] Torstenson avait alors trente-neuf ans; il reçut de la reine Christine de Suède le titre de comte et des terres considérables. Il mourut le 7 avril 1654, et fut enterré dans l'église des Chevaliers à Stockholm, non loin du tombeau de Gustave-Adolphe.

[2] En Suède, à peu de distance d'Upsal.

l'empêcherait de succomber[1]. Avant de quitter l'Allemagne pour retourner à Stockholm, il fit connaître son avis et donna le conseil d'écraser d'abord la Bavière. Ce conseil fut suivi. Jusqu'alors, les Français et les Suédois avaient toujours marché contre l'Autriche de deux côtés différents, les Français par la Souabe, les Suédois par la Bohême, et ils n'avaient jamais réussi à percer jusqu'à Vienne. Les Bavarois et les Impériaux, se trouvant au centre et plus rapprochés les uns des autres que n'étaient leurs adversaires placés à la circonférence, s'envoyaient mutuellement des renforts, suivant leurs besoins, de manière à empêcher l'ennemi, soit de remporter des victoires, soit d'en profiter[2]. Pour cette année 1646, on convint de se réunir au mois de mai dans la Hesse-Cassel. Mazarin ayant envoyé Turenne en Allemagne, Wrangel, qui avait passé l'hiver en Westphalie, rallia les Hessois commandés par Geiso et marcha vers le Rhin à la rencontre des Français. La cour de Vienne espérait encore conclure une paix séparée avec la Suède ; c'est pourquoi le conseil de guerre autrichien décida que l'archiduc Léopold se bornerait à observer les Suédois, pendant que l'armée bavaroise garderait le Rhin contre les Français.

Lorsque Huyn-Geleen, à la tête de l'armée bavaroise forte de quatorze mille hommes, partit de Hassfurt[3] pour Aschaffenbourg, afin de garder le Rhin, Turenne avait déjà concentré ses troupes à Mayence, et s'était mis en marche pour se réunir à Wrangel. Le maréchal français avait d'abord formé le projet de traverser le Rhin à Bacharach, un peu au-dessous de Bingen, afin de rejoindre les Suédois en Hesse par la route la plus directe. Mais Mazarin s'y opposa, parce que l'électeur de Bavière avait promis de ne pas réunir ses troupes à celles de l'Empereur, si les Français, de leur côté, ne passaient pas le Rhin pour se réunir aux Suédois. Turenne resta donc sur la rive gauche. Les Français ménageaient les Bavarois pendant que les Impériaux ménageaient les Suédois. La conduite des Français vint tout changer. Dans l'espoir d'obliger

[1] D'après Torstenson, mille soldats bavarois valaient mieux que trois mille soldats autrichiens (Schreiber, *Maximilian I*, p. 886 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. I, p. 79).

[2] Le partage des Franco-Suédois en deux armées offrait bien aussi des avantages : chacun avait sa ligne de communication et pouvait s'approvisionner plus facilement.

[3] Hassfurt, sur le Main, au nord-ouest de Bamberg.

l'électeur de Cologne à conclure avec eux un traité de neutralité, ils envahirent ses États et y commirent toutes sortes d'excès.

Nulle part ils ne montrèrent plus de cruauté que dans la petite ville d'Ahrweiler[1]. Turenne l'ayant bloquée et sommée de se rendre, les autorités répondirent qu'il leur fallait l'autorisation de l'électeur. Ahrweiler fut aussitôt bombardée et forcée de capituler. Un arrangement fut conclu; Turenne promit aux habitants sûreté pour leur vie et conservation de leurs biens. Mais à peine les portes eurent-elles été ouvertes, que les troupes françaises, parmi lesquelles se trouvaient un grand nombre de lansquenets allemands, se répandirent dans la ville, et, contrairement à la convention, pillèrent les maisons et mirent à mort le bourgmestre, les magistrats et le curé. Les femmes cherchèrent vainement un refuge au pied des autels : elles furent déshonorées; les officiers, comme les soldats, se les disputaient à coups de pistolet. Un couvent de religieuses ne trouva pas même grâce devant ces bandits.

Ces scènes horribles durèrent deux jours et deux nuits, et finirent par l'incendie de la ville. Un grand nombre d'habitants périrent; des femmes devinrent folles. La nouvelle du sac d'Ahrweiler se répandit au loin. Un cri d'horreur s'éleva dans toute l'Allemagne, et les ambassadeurs des princes catholiques au congrès de Westphalie manifestèrent leur indignation; mais Oxenstierna, au lieu de flétrir de pareils crimes, ne craignit pas de dire, dans l'assemblée des protestants à Osnabrück, que la Suède ne déposerait les armes que lorsque tous les États catholiques de l'Allemagne auraient été ainsi détruits. La prise d'Ahrweiler et les paroles d'Oxenstierna changèrent les dispositions de l'ambassadeur autrichien Trauttmansdorff à l'égard des Suédois, et celles des Bavarois à l'égard des Français. Trauttmansdorff donna ordre à l'archiduc Léopold de ne plus se borner à surveiller les Suédois, mais de les attaquer. Maximilien, de son côté, voyant les États de son frère l'électeur de Cologne ravagés par les Français, ne se crut pas obligé à tenir plus longtemps sa promesse, et ordonna à ses troupes de rejoindre les Impériaux. Les Français, à leur tour, soutinrent que l'électeur manquait ainsi à sa parole, et se décidèrent à passer le Rhin pour se réunir aux Suédois[2].

[1] Sur la rivière l'Ahr, au sud de Bonn.
[2] D'après Turenne (*Mémoires*, p. 62), les Bavarois s'étaient joints aux

L'archiduc Léopold était demeuré jusqu'alors inactif dans le margraviat de Culmbach en Franconie. Sur l'ordre de Trauttmansdorff, il quitta ses positions, franchit le Spessart [1], et arriva à Hombourg, où Huyn-Geleen le rejoignit avec l'armée bavaroise (commencement de juillet 1646). L'armée austro-bavaroise eut alors dix mille fantassins et quatorze mille cavaliers, en tout vingt-quatre mille hommes, avec cinquante canons. Malheureusement, une suite innombrable de femmes et de valets accompagnait les Impériaux.

Wrangel, au lieu de continuer son mouvement vers Turenne, s'était arrêté près de Wetzlar jusqu'à l'arrivée d'un corps de huit mille hommes, que Königsmark lui amenait de Brême (15 juin 1646), et il s'était emparé de la forteresse d'Amönebourg [2]. Peu de jours après, une simple escarmouche faillit amener une bataille. Comme l'archiduc Léopold, alors campé à Hombourg, non loin de Wetzlar, faisait une reconnaissance avec Hatzfeld, Huyn-Geleen et une escorte de deux mille dragons autrichiens et bavarois, il fut attaqué à l'improviste, à Schweinsberg [3], par l'avant-garde suédoise. A la vue des premiers escadrons ennemis qui sortaient des forêts, les dragons bavarois, saisis de terreur, s'enfuirent en leur abandonnant un important passage près d'un moulin sur l'Ohm [4]. Hatzfeld et Huyn-Geleen s'avancèrent néanmoins bravement avec les dragons autrichiens, et réussirent à reprendre le passage après un sanglant combat; Hatzfeld eut un cheval tué sous lui, et Huyn-Geleen fut atteint, au bras et au côté droit, de plusieurs coups de pistolet. L'armée austro-bavaroise eut le temps d'arriver; mais le camp suédois d'Amönebourg se trouvait bien fortifié; on reconnut qu'il ne pourrait être pris sans de grandes pertes, et l'on se décida à le bloquer avec une partie de l'armée, pendant qu'avec l'autre on empêcherait les Français de passer le Rhin. Mais le défaut de vivres et d'argent se fit sentir plus tôt

Impériaux avant que lui-même fût entré dans l'électorat de Cologne; il ne dit pas un mot d'Ahrweiler.

[1] Pays montagneux et boisé, situé entre Fulda et Hanau, dont les plus hauts sommets s'élèvent à environ sept cents mètres au-dessus du niveau de la mer.

[2] A l'est de Marbourg.

[3] Au sud-est de Marbourg.

[4] Rivière sur laquelle se trouve Schweinsberg.

chez les Impériaux que chez les Suédois. Tandis que Wrangel était abondamment approvisionné par les villes hanséatiques, l'archiduc ne recevait rien de Vienne. Le conseil de guerre de l'Empereur, ignorant la situation de l'Allemagne centrale, alors complétement dévastée, croyait que ce pays pouvait fournir à l'armée tout ce qui lui était nécessaire. Il en résulta que l'archiduc fut obligé de lever le blocus et de se replier sur Friedberg et la Nidda, en laissant ainsi libre carrière à l'ennemi. Wrangel en profita pour envoyer aussitôt quatre mille hommes à Turenne, afin de l'aider à passer le Rhin.

Turenne ne pouvait plus franchir ce fleuve à Bacharach ; les deux armées, impériale et bavaroise, maintenant réunies, l'en auraient empêché. Il fit un détour, et alla le passer beaucoup plus bas (15 juillet 1646), à Wesel, ville qui appartenait aux Hollandais. Le 10 août, Turenne rejoignit les Suédois à Giessen, sur la Lahn ; il leur amenait sept mille fantassins, dix mille cavaliers et soixante canons[1]. Les Suédois ayant treize mille hommes, les deux armées réunies s'élevèrent à trente mille hommes.

Désormais supérieurs en nombre à leurs adversaires, Turenne et Wrangel songèrent à réaliser le plan de Torstenson, et à conquérir ensemble la Bavière et l'Autriche. Ils se mirent à manœuvrer sur les bords de la Nidda, de manière à séparer l'archiduc Léopold de la Bavière, et occupèrent pour cela une forte position sur les hauteurs situées entre Hanau et Windecken. Werth, envoyé par l'archiduc pour défendre cette position, se replia après un léger combat. Il avait perdu toute son activité depuis qu'on lui avait préféré Huyn-Geleen pour commander l'armée bavaroise.

Ne pouvant ni lutter contre un ennemi supérieur en forces, ni le percer pour battre en retraite par le plus court chemin, l'archiduc essaya de le retenir en faisant une diversion dans la Westphalie et la basse Saxe. Il revint pour cela vers Friedberg. Mais Turenne ne se laissa pas tromper. Averti de la situation misérable de l'armée impériale par des soldats autrichiens et bavarois, que

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 886 à 890 ; Turenne, *Mémoires*, p. 60 et suiv. ; *Observations de Napoléon sur les campagnes de Turenne*, p. 357 et suiv. ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 152 et suiv.

la faim faisait déserter, il n'eut pas de peine à calculer que l'archiduc ne pourrait pas nourrir ses troupes dans la Westphalie, qui était ruinée, et qu'il serait obligé d'en sortir, quand même on ne l'y poursuivrait pas. Sans donc s'inquiéter du mouvement de son adversaire, il continua sa marche en avant, fit prendre d'assaut et livrer au pillage la ville d'Aschaffenbourg (22 août), qui dépendait de l'électorat de Mayence, et y passa le Main. Le prince-évêque de Würtzbourg se tira d'affaire en s'alliant avec la France.

L'archiduc, ayant échoué dans son plan de diversion, s'efforça d'atteindre le Danube, pour y protéger autant que possible la Bavière et l'Autriche. Il lui fallait malheureusement faire un long détour par la Franconie et le haut Palatinat, pendant que les Franco-Suédois s'y rendaient par la Souabe, c'est-à-dire, par un chemin plus court. Sa cavalerie avait été réduite par une épidémie à quelques escadrons; quatre mille cavaliers, faute de chevaux, étaient obligés de suivre à pied.

Malgré son grand âge, l'électeur de Bavière travaillait lui-même sans relâche à conjurer le danger qui menaçait ses États. Il leva toute sa landwehr, et fit fortifier et occuper les places les plus importantes. La garnison de Munich fut augmentée, et l'on emballa les trésors et les archives de manière à pouvoir les emporter au premier signal. Augsbourg semblait devoir être une des premières villes attaquées : Maximilien exhorta les bourgeois à ne pas traiter avec l'ennemi, et, pour les aider à résister, il augmenta leur garnison.

Pour comble de malheur, l'Empire, attaqué déjà à l'ouest par les Français et les Suédois, fut sur le point de l'être encore à l'est par les Transylvains, toujours prêts à profiter des embarras de l'Autriche pour lui arracher des concessions. La nouvelle de l'approche des Franco-Suédois était arrivée promptement en Hongrie. Rakoczy mit aussitôt ses troupes en campagne et fut suivi par les Hongrois protestants. Ferdinand III avait alors besoin de toutes ses troupes pour repousser Turenne et Wrangel; il lui était impossible de faire à la fois la guerre en Bavière et en Hongrie. Il accourut à Presbourg, convoqua une diète provinciale, et apaisa la révolte en faisant aux magnats de grandes concessions et en leur en promettant de plus grandes encore.

Après avoir passé le Main, Turenne et Wrangel marchèrent

au midi, vers la Bavière, le premier tenant la droite, le second la gauche, à huit ou dix lieues l'un de l'autre. Ils passèrent ainsi le Danube, les Français à Lauingen, les Suédois à Donauwerth. Ils enlevaient des otages dans les villes, afin de ne pas s'affaiblir en laissant des garnisons. Les Suédois traversèrent ensuite le Lech (22 septembre 1646), et assiégèrent la petite place de Rain, qui couvre la Bavière de ce côté, pendant que les Français se dirigeaient sur Augsbourg.

La garnison de Rain se composait de quelques centaines de mercenaires et de soldats de la landwehr[1]. Son commandant, le lieutenant-colonel Gipshofen, ayant refusé de se rendre, les Suédois bombardèrent la ville, et Turenne différa le siége d'Augsbourg, pour coopérer à celui de Rain. Les canons des remparts ne tardèrent pas à être démontés, et beaucoup de maisons furent incendiées. Au bout de neuf jours, les murailles étaient en partie ruinées, et un grand nombre d'assiégés blessés. Les soldats de la milice, peu habitués aux fatigues de la guerre, vinrent se jeter aux pieds de leur commandant, pour le supplier de ne plus les mener sur les remparts. Gipshofen leur rappela leur devoir, leur serment, et les ramena au combat l'épée dans les reins. Le brave lieutenant-colonel, afin de les encourager par son exemple, se tenait toujours aux endroits les plus exposés, mais il ne pouvait être partout en même temps, et à peine s'était-il éloigné, que les miliciens abandonnaient leurs postes. Il leur arriva même plusieurs fois de faire feu sur leur commandant pour s'en débarrasser. Un jour ils atteignirent une vedette qui se trouvait à côté de lui, et qui tomba morte entre ses bras. Lorsque les Suédois eurent pratiqué une brèche suffisante, ils s'élancèrent des tranchées, et ils allaient pénétrer dans la ville, quand Gipshofen consentit à capituler afin d'empêcher le massacre des habitants.

La prise de Rain ouvrait la Bavière à l'ennemi. La cour de l'électeur s'enfuit de Munich dans la place forte de Wasserbourg sur l'Inn, et un grand nombre de familles, réunissant à la hâte ce qu'elles avaient de plus précieux, se réfugièrent dans les hautes montagnes qui séparent au midi la Bavière du Tyrol. Des détachements suédois se répandirent aussitôt dans le pays Arrivés à

[1] Cette milice était composée de chasseurs, ainsi appelés parce qu'ils portaient une casaque verte (Turenne, *Mémoires*, p. 69).

Freisingen sur l'Isar, ils mirent en fuite le régiment de dragons du colonel Kolb, qui avait été chargé de couvrir cette ville, et comme la garnison refusait de se rendre, ils prirent la place d'assaut et massacrèrent, dans les rues et dans les maisons, tout ce qui se trouva devant eux. Ceux qui purent échapper se sauvèrent à Landshut. A l'arrivée des premiers fuyards, les autorités et les bourgeois, se rappelant les malheurs qu'ils avaient éprouvés douze ans auparavant, lors de la prise de leur ville par Bernard de Weimar, quittèrent leurs habitations, et se réfugièrent en toute hâte derrière l'Inn. Les pauvres seuls demeurèrent ; ils ne firent aucune résistance. Abandonnés par les riches à l'approche du danger, ils ouvrirent les portes aux Suédois et pillèrent avec eux.

D'autres détachements s'avancèrent aussi jusqu'aux montagnes du Tyrol, en rôdant sur les deux rives du Lech et en incendiant les villages. Les habitants épouvantés s'enfuirent dans les forêts. Après s'y être nourris pendant quelque temps de champignons, de racines et d'écorces d'arbres, ils y périrent, pour la plupart, de faim et de misère. Les villes de Weilheim et de Murnau [1] furent prises d'assaut, les bourgeois massacrés, et les femmes déshonorées dans les églises où elles avaient cru trouver un refuge. Plusieurs autres villes furent pillées, et les ecclésiastiques qui s'y trouvaient, fouettés jusqu'à ce que mort s'ensuivit. Les moines étaient partout chassés de leurs couvents et dépouillés de leurs biens.

De Wasserbourg, où il s'était retiré, l'électeur de Bavière était témoin des malheurs de ses sujets sans pouvoir les secourir. L'archiduc, après sa retraite de Franconie par Fulda, Schweinfurt, Bamberg, Nürenberg et Straubing, avait établi son quartier général à Wörth, sur le Danube, à peu de distance à l'est de Ratisbonne, et attendait d'Autriche des renforts de cavalerie, sans lesquels il ne pouvait rien tenter.

Pendant ce temps, Turenne assiégeait Augsbourg ; les Suédois, après la prise de Rain, vinrent l'aider. La garnison, commandée par le colonel autrichien Rouyer, était peu nombreuse, mais pleine de courage et bien secondée par les bourgeois et les étudiants catholiques; elle fut d'ailleurs bientôt secourue. L'armée impériale, devenue forte de trente mille hommes, partit de Ra-

[1] Au sud-ouest de Munich.

tisbonne au commencement d'octobre, et arriva le 22 du même mois à Friedberg, à peu de distance à l'est d'Augsbourg. Le colonel Rouyer aperçut enfin les signaux de feu qui lui annonçaient la délivrance. Turenne, voyant qu'il ne pourrait pas continuer le siége en présence de l'armée de secours, essaya d'enlever la ville d'assaut, mais il fut repoussé avec perte. Il leva alors le siége, et, après avoir rangé son armée en bataille et tiré deux coups de canon, pour relever le moral de ses soldats en leur faisant croire qu'il était résolu à combattre si l'ennemi voulait s'avancer, il se replia du côté de Lauingen et s'y établit dans une excellente position [1]. Il avait eu le tort de s'attarder au siége de Rain au lieu d'attaquer tout de suite Augsbourg, et de laisser ainsi à cette place le temps d'être secourue.

Les Austro-Bavarois se sentaient encore trop faibles pour résister aux Français et aux Suédois réunis, et, parmi leurs officiers, aucun ne possédait, sur la topographie de la Souabe, des connaissances suffisantes. Ils conçurent néanmoins le plan de couper à l'ennemi les approvisionnements qui lui venaient de la France et de la Suisse. Ils traversèrent pour cela le Lech, malgré la défense réitérée que l'électeur Maximilien leur en avait faite, et se dirigèrent sur Memmingen. Mais à peine l'archiduc et Huyn-Geleen avaient-ils franchi la rivière (commencement de novembre 1646), que Turenne la passa lui-même à Landsberg, enleva cette place, qui contenait les approvisionnements de l'armée bavaroise, envahit de nouveau la Bavière et menaça Munich. L'archiduc se trouvait encore à Kaufbeuren sur la Wertach, lorsqu'il apprit que son adversaire avait déjà sur lui une avance de deux jours de marche. Il voulut rentrer en Bavière en passant le Lech à Schöngau ; mais des paysans lui ayant annoncé que les chemins étaient impraticables de ce côté, et qu'il lui faudrait atteler vingt chevaux à chaque pièce de canon, il y renonça et revint vers Augsbourg. Officiers et soldats murmuraient à cause des marches et contremarches qu'on leur faisait faire inutilement ; ils réclamèrent avec menaces un peu de repos, et il fallut le leur accorder. Au bout d'un mois, l'armée austro-bavaroise repassa le Lech à Gersthofen et à Thierhaupten, entre Augsbourg et Rain, et s'arrêta encore à

[1] Turenne fait, dans ses Mémoires (p. 74), de curieuses observations sur l'importance des quartiers en Allemagne.

Schrobenhausen, entre Augsbourg et Ingolstadt, pour se refaire avec les vivres que l'électeur de Bavière lui avait envoyés.

Pendant ce temps, des détachements de Français et de Suédois continuaient à ravager la Bavière. La nuit, les habitants de Munich apercevaient la lueur des villages incendiés ; ils tremblaient à l'idée d'avoir à supporter les horreurs d'un siége.

Mais les envahisseurs ne poussèrent pas plus loin pendant l'hiver; ils revinrent en Souabe pour se rapprocher de la France et de la Suisse d'où venaient leurs approvisionnements, et pour assurer leurs derrières en prenant quelques places. Arrivé sur les bords du lac de Constance, Turenne essaya d'enlever d'assaut la petite ville d'Ueberlingen ; il fut repoussé, et comme ses soldats se plaignaient qu'on leur fît faire campagne malgré la rigueur de la saison, il les mit en quartiers d'hiver, d'abord dans le bassin de l'Iller, puis dans le Würtemberg.

Les Suédois ne se laissèrent pas arrêter par le froid. Wrangel s'était aussi dirigé, par l'Allgau[1], du côté du lac de Constance, du Vorarlberg et du Tyrol. Ses soldats le suivaient avec joie, dans l'espoir de piller les richesses que les habitants de l'Allemagne du Sud avaient transportées dans les montagnes. La place de Brégenz contenait les trésors de la noblesse et du clergé de la haute Souabe : Wrangel résolut de l'attaquer. Elle n'avait qu'une faible garnison sous le commandement du colonel Ascher ; les défilés qui en défendent les approches étaient occupés par quelques centaines de paysans armés : Königsmark s'en empara à la tête de l'avant-garde et pénétra dans la ville avec les fuyards. Les Suédois prirent Brégenz, le pillèrent complétement et en emportèrent du butin pour plus de trois millions de florins. La citadelle, bâtie sur une pointe de rochers, ne tarda pas à se rendre.

Brégenz pris, Wrangel divisa son armée en plusieurs détachements qui pillèrent les places voisines : Hohenembs, Neubourg, Feldkirch et Vaduz. Constance fut également enlevé ; les Suédois y trouvèrent un si riche butin qu'il leur fallut quinze cents chariots pour l'emporter. Une partie des habitants s'étaient enfuis à Lindau par le lac ; tout le pays d'alentour était dans la terreur. Les Suisses calvinistes eux-mêmes envoyèrent une députation à Wrangel pour le prier de les épargner. Le maréchal invita

[1] Haute vallée de l'Iller.

à sa table les membres de cette députation et déroula de vastes projets devant eux. Les Goths, leur dit-il, avaient pillé deux fois Rome ; son suprême et dernier vœu était de la piller une troisième fois. Après être venus de Stockholm jusqu'à Brégenz, les Suédois pouvaient entrer sans difficulté en Italie.

Wrangel s'apprêtait en effet à traverser le Tyrol, au printemps de l'année 1647, et à passer le Pô, lorsqu'il reçut d'Oxenstierna l'ordre de se joindre aux Français et de se tenir prêt à entrer en Franconie et en Bohême. Mazarin ne voulait pas permettre aux Suédois d'accroître leur prépondérance en faisant la conquête du Tyrol et de la haute Italie.

Avant d'obéir, le maréchal voulut se rendre maître de tout le littoral du lac de Constance. Il assiégea Lindau, petite place située dans une île non loin du rivage, avec lequel elle communiquait par un pont. Lindau était défendu par une garnison peu nombreuse, mais brave et fidèle, que commandait le major général Wolfsegg. Avec l'aide du colonel du génie bavarois Crivelli, Wolfsegg entoura la place de solides bastions. Les Suédois établirent des batteries et réunirent toutes les barques du lac pour donner un assaut. L'attaque fut retardée par un singulier stratagème des assiégés. Crivelli, ayant choisi soixante des plus braves soldats de la garnison, leur fit mettre par-dessus leurs habits une chemise blanche, et se glissa avec eux pendant la nuit jusqu'à la batterie que l'ennemi avait installée à l'entrée du pont. Les Suédois ne les aperçurent pas d'abord à cause de la neige ; attaqués à l'improviste par ces soldats, que leur imagination transformait en revenants, ils prirent la fuite ; leurs canons furent encloués et leurs tranchées bouleversées. Pour se venger de cet échec, Wrangel bombarda la ville ; mais les mesures avaient été si bien prises qu'il n'y eut d'endommagé que la cathédrale et quelques maisons. L'attaque par eau n'eut pas plus de succès : deux barques furent coulées par les premiers coups de canon de Crivelli, et les autres battirent en retraite. Un assaut donné par une brèche qu'une mine avait faite au rempart fut également repoussé. Wrangel dut renoncer à prendre la ville ; il se retira (6 mars 1647) après un siége de deux mois. Les Suédois avaient eu mille hommes tués ; les Impériaux, seulement vingt-six blessés.

Peu de jours après, le 14 mars 1647, l'électeur de Bavière signait l'armistice d'Ulm avec la France et la Suède[1].

Les négociations du congrès de Westphalie avaient continué en 1646, pendant la campagne de Turenne et de Wrangel en Bavière. L'ambassadeur autrichien Trauttmansdorff, pressé de plus en plus par les Français, finit par leur offrir une partie de l'Alsace[2]; mais le comte d'Avaux lui répondit que l'Alsace ne pouvait se diviser. En vain les États de l'Empire, gagnés par l'argent de la France et soutenus par le nonce du Pape et par les ambassadeurs de Danemark et de Venise, conseillèrent-ils de la céder en entier : Trauttmansdorff refusa.

Pendant le même temps, la commission des griefs[3] commençait à délibérer sur les affaires ecclésiastiques; mais il était encore plus difficile de s'entendre sur les questions religieuses que sur les indemnités territoriales. Les luthériens et les calvinistes, appuyés par la Suède, menaçaient de continuer la guerre jusqu'à la ruine complète du catholicisme, si on ne leur accordait pas la suppression de la réserve ecclésiastique. Les catholiques, dirigés par le commissaire bavarois, repoussaient, de leur côté, toute atteinte à cette réserve, et demandaient qu'on prît pour règle en matière religieuse la paix de Prague de 1635[4]. Les protestants modérés, surtout le commissaire d'Ansbach-Baireuth, engageaient leurs coreligionnaires à ne pas faire de demandes exagérées, de peur d'amener la rupture des négociations; mais ils n'étaient pas écoutés, et ils persistaient d'ailleurs eux-mêmes, à l'instigation d'Oxenstierna, à faire remonter à l'année 1618 les effets de l'amnistie, ce qui était un obstacle insurmontable à la conclusion de la paix.

L'électeur de Bavière fit proposer[5] de se débarrasser des puis-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 891 à 895, 913 et suiv.; Turenne, *Mémoires*, p. 66 à 75 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 162 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 584 ; *Observations de Napoléon*, p. 358 et suiv.

[2] La basse Alsace (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 520).

[3] Le principal de ces griefs avait trait à la réserve ecclésiastique, dont les protestants demandaient la suppression (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. II, p. 429).

[4] Voir ci-dessus, p. 317 et suiv.

[5] Par son ambassadeur Ernst.

sances étrangères en leur accordant les indemnités qu'elles réclamaient, et de remettre l'examen des griefs religieux à une diète générale. Trauttmansdorff repoussa cette combinaison, parce qu'elle aurait forcé l'Autriche à céder à la France toute l'Alsace, et qu'il espérait encore échapper à cette nécessité en se réconciliant avec les protestants. Le nonce du Pape, afin de ne pas accroître les difficultés, avait remis à l'Empereur la solution des questions ecclésiastiques; mais l'ambassadeur d'Espagne, duc de Pegnaranda, dont le souverain n'avait pas besoin, comme l'Empereur, de l'appui des protestants, se montrait, à l'égard de ces derniers, plus sévère que le nonce, et reprochait à l'Autriche d'abandonner la cause de l'Église catholique. Poussé par lui, Trauttmansdorff se rendit à Osnabrück, et déclara aux luthériens et aux calvinistes que les catholiques ne consentiraient jamais à la suppression de la réserve ecclésiastique, et qu'ils préféreraient, plutôt que de céder sur ce point, s'allier contre eux avec la France. Les protestants, appuyés par les Suédois, ne s'effrayèrent pas de cette menace.

A son retour d'Osnabrück à Münster, Trauttmansdorff apprit que Turenne et Wrangel avaient passé le Main et qu'ils se dirigeaient vers le Danube. L'imminence du danger décida l'Empereur et ses ministres à faire de plus grandes concessions : Ferdinand III, malgré les protestations de l'Espagne, consentit enfin à céder à la France toute l'Alsace[1]. Trauttmansdorff essaya cependant de se faire rendre Brisach, qui était considéré comme la clef de l'Allemagne centrale. Les ambassadeurs bavarois le pressèrent de renoncer aussi à cette forteresse, parce qu'ils étaient persuadés que les Français ne l'abandonneraient jamais[2].

Trauttmansdorff revint alors à Osnabrück pour négocier avec

[1] En 1646, les Suédois possédaient toute la Moravie, sauf Brünn; toute la Silésie, sauf Liegnitz, Brieg et Neisse; enfin toute la partie de la basse Autriche située au nord du Danube; ils occupaient donc presque un tiers de l'Allemagne (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 179, 184).

[2] Maximilien déclara au comte Kurz, ambassadeur autrichien à Munich, qu'il avait usé de tout son crédit auprès de la cour de France pour l'empêcher de garder Brisach, mais que le premier ministre lui répondait toujours que la France continuerait la guerre pendant cent ans plutôt que de renoncer à cette place. Il lui montra également plusieurs lettres dans lesquelles Mazarin assurait que la conclusion de la paix dépendait uniquement de l'Empereur.

les Suédois et essayer d'en obtenir des conditions meilleures que celles qu'imposait la France; mais Oxenstierna, au lieu de se montrer plus conciliant, souleva de nouvelles difficultés. On avait déjà proposé de résoudre la question palatine, en créant un huitième électorat qui aurait été attribué aux héritiers de Frédéric V [1]. Oxenstierna rejeta cette création comme violant la Bulle d'or. Il réclamait pour les princes palatins la restitution de tous leurs États, et quant à la dignité électorale, il consentait seulement à ce qu'elle appartînt alternativement au duc de Bavière et au Palatin, c'est-à-dire tour à tour aux deux branches de la maison de Wittelsbach. Il était assez singulier de voir la Bulle d'or défendue par un étranger. Quoi qu'il en soit, les protestants appuyèrent Oxenstierna, et Maximilien se crut obligé de leur adresser une protestation. Il leur rappela que la dignité électorale, ainsi que le haut Palatinat, lui avait été assurée à la paix de Prague par tous les princes et tous les États de l'Allemagne; il espérait qu'ils tiendraient leur parole. Il faisait observer que l'alternat serait aussi opposé à la Bulle d'or que l'institution d'un huitième électorat, et qu'il amènerait, entre les deux branches de la maison de Wittelsbach, de fâcheux dissentiments. Pour le haut Palatinat, il se déclarait prêt à le restituer, dès qu'on lui rembourserait les treize millions de florins pour lesquels il lui avait été engagé, à moins que l'Empereur ne préférât lui céder la haute Autriche.

L'électeur Jean-Georges de Saxe fut le premier à soutenir, sur cette question, la cause de Maximilien. Il rappela aux protestants, dans un mémoire, que c'était l'électeur de Bavière qui, en l'année 1630, avait sauvé la liberté des princes allemands, en renversant le despotisme militaire de Wallenstein, et que le Saint-Empire romain tout entier lui devait pour cela une reconnaissance éternelle. Quant aux héritiers du Palatin, loin de les soutenir, il demandait qu'ils fussent bannis pour toujours de l'Allemagne. Leur père, Frédéric V, était la seule cause des malheurs de l'Em-

[1] Voir t. I, p. 317.

La Bulle d'or fixait le nombre des électeurs à sept (PFEFFEL, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 522). Plus tard la Suède réclama pour elle la création d'un neuvième électorat; mais la France s'y opposa (KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 361).

pire, et eux-mêmes ne pouvaient être graciés, lorsqu'ils portaient encore les armes contre l'Empereur.

L'électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg et ses parents, les margraves d'Ansbach et de Baireuth, soit par jalousie, soit par suite de leur parenté avec les palatins, ne soutinrent pas d'abord Maximilien, comme avait fait l'électeur de Saxe. L'électeur de Bavière finit cependant par les gagner à sa cause, en faisant tous ses efforts auprès de l'ambassadeur français à Münster pour que la Poméranie restât au Brandebourg. Ils se déclarèrent alors en faveur de Maximilien, et soutinrent ses droits à l'électorat et au haut Palatinat. La France ne fit aucune difficulté de reconnaître ces mêmes droits, et amena même les Suédois à ne plus protester contre la création d'un huitième électorat; elle s'était toujours montrée disposée à soutenir la Bavière, surtout depuis que Maximilien avait puissamment contribué à décider l'Autriche à lui céder l'Alsace.

Pendant que l'armée franco-suédoise assiégeait Augsbourg, les protestants, profitant des embarras des catholiques, présentèrent de nouveau leurs griefs religieux. Pressés par la nécessité, les catholiques se montrèrent disposés à faire de nouvelles concessions; ils consentirent à laisser aux protestants les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés jusqu'à l'année 1624[1]. Ils y mettaient, il est vrai, cette restriction, que la cession n'en serait faite que pour cent ans; mais il était difficile d'admettre qu'une si longue jouissance ne devînt pas définitive. Ils exceptaient encore de cette cession les évêchés d'Halberstadt, de Verden, d'Osnabrück et de Minden. Les protestants trouvèrent la date de 1624 acceptable, à la condition toutefois que les griefs religieux, pour les années qui s'étaient écoulées de 1618 à 1624, seraient en outre examinés par une commission spéciale. Chaque parti cherchait à laisser des points indécis, afin d'avoir des prétextes pour revenir plus tard sur les concessions qu'il aurait faites. Les protestants demandaient encore que Donauwerth, cédé à la Bavière, redevînt ville impériale; mais l'ambassadeur bavarois leur ferma la bouche en déclarant que la Bavière renoncerait à la possession de cette ville, dès qu'on lui aurait remboursé ses frais d'exécution et d'administration qui s'élevaient à quatre cent mille florins.

Les protestants voulaient, sinon supprimer, du moins modifier

[1] Le traité de Prague avait fixé 1627.

la réserve ecclésiastique; ils demandaient que les évêques catholiques pussent embrasser le protestantisme et les évêques protestants revenir au catholicisme sans perdre leurs États. Mais cette mesure n'offrait que l'apparence de l'égalité. Elle aurait été en effet plus avantageuse aux protestants qu'aux catholiques, car les catholiques ayant encore cent évêques ou prélats immédiats et souverains, c'est-à-dire beaucoup plus que les protestants, avaient ainsi plus à perdre qu'eux ; et, en outre, les évêques protestants étant mariés et désirant conserver leurs États à leurs enfants, il n'était pas probable qu'ils revinssent au catholicisme, ce qui les aurait obligés de renoncer au mariage, tandis que des évêques catholiques pourraient bien embrasser le protestantisme, afin de se marier eux-mêmes et de transformer leur pouvoir électif en un pouvoir héréditaire. Les protestants ajoutaient, il est vrai, que par dérogation au principe *Cujus regio ejus religio,* les évêques qui changeraient de religion n'auraient pas le droit d'obliger leurs sujets à en changer; mais cette clause, contraire au droit public de l'époque, aurait pu être facilement éludée.

Maximilien, à qui ces prétentions inspiraient de vives inquiétudes, envoya un manifeste à toutes les cours protestantes pour les engager à la conciliation. Il leur disait, entre autres choses, que les ennemis de l'Allemagne se servaient des discordes religieuses pour diviser les membres de l'Empire et les mettre sous le joug. C'était seulement en se témoignant une confiance réciproque et en demeurant unis qu'ils pourraient sauver l'Allemagne d'une ruine complète. Ce manifeste ne fit qu'irriter les protestants: ils s'attachèrent encore plus étroitement aux Suédois, et s'efforcèrent de ruiner l'influence de l'ancien chef de la Ligue, en semant le bruit qu'il se proposait de s'allier aux Français pour les opprimer. Le parti luthérien exagéré, gagné par Oxenstierna, en vint jusqu'à s'engager par serment à élire empereur d'Allemagne le prince qu'épouserait la jeune reine Christine de Suède. Maximilien, ainsi repoussé par les protestants et par les Suédois, se rapprocha de plus en plus des Français; et lorsqu'il apprit que l'ambassadeur autrichien Trauttmansdorff se rapprochait, de son côté, des protestants, il résolut de se jeter tout à fait dans les bras de la France[1].

[1] Schreiber, *Maximilian I,* p. 896 à 901 ; Bougeant, *Histoire du traité de*

Ce fut dans cette intention qu'il envoya à Paris le comte de Gronsfeld. Cet ancien général de la Ligue obtint de Mazarin qu'il donnât au duc de Longueville l'ordre de soutenir les catholiques allemands, et de menacer les Suédois de rompre avec eux, s'ils ne modéraient pas leur opposition contre la Bavière et ses alliés. Le ministre français espérait séparer par là les catholiques de l'Empereur. Sur ces entrefaites, la correspondance échangée entre la France et la Bavière tomba au pouvoir de la cour de Vienne. Trauttmansdorff eut d'abord l'idée de la publier, soit pour brouiller la Suède avec la France, soit pour rendre la Bavière suspecte aux princes allemands, en leur faisant savoir qu'elle poursuivait des négociations séparées. La crainte de pousser l'électeur à une rupture ouverte le retint. L'Empereur trouva plus prudent d'envoyer son général en chef, Gallas, à Wasserbourg, auprès de Maximilien, pour le détourner d'une alliance avec les Français. Si le général ne pouvait y parvenir, il devait lui demander de céder au moins son armée à l'Autriche ; et, pour le cas où l'électeur se montrerait décidé à joindre ses troupes aux troupes françaises, Ferdinand III avait remis en secret à Gallas plusieurs billets adressés aux généraux bavarois, dans lesquels il les engageait à abandonner l'électeur pour passer à son service [1].

Après avoir vu Gallas, l'électeur de Bavière tint à Wasserbourg un conseil de ministres auquel assistèrent l'électrice Marie-Anne et le confesseur de la cour de Munich, Vervaux. On s'y entretint du grand âge de l'électeur, de sa santé détruite par un travail excessif, de la jeunesse de ses deux fils [2], et l'on se demanda quelle était la puissance qui pourrait le mieux défendre la Bavière et le catholicisme. Toute l'Allemagne réclamait la paix et accusait l'Empereur de vouloir seul continuer la guerre. Inquiète sur l'avenir de ses fils, l'électrice, quoiqu'elle fût la sœur de Ferdinand III, condamna la politique autrichienne, et insista pour que l'on con-

Westphalie, t. II, p. 424, 445, 459 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 179.

[1] D'après Koch, l'Empereur, en s'assurant de l'armée bavaroise, voulait seulement l'empêcher de passer au service de la France (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 278).

[2] L'électeur Maximilien avait alors soixante-treize ans, et ses deux fils avaient, l'un, Ferdinand-Marie, dix ans ; l'autre, Maximilien-Philippe, huit ans.

clût un armistice. On ne pouvait compter sur l'armée impériale; le commissaire général des guerres de Bavière, Schäffer, faisait savoir en effet que la situation des troupes autrichiennes empirait de jour en jour, et que les officiers qui les commandaient avaient fait preuve de la plus grande incapacité dans la dernière campagne. Schäffer écrivait en outre [1] que, dans les cours de Vienne et de Madrid, on n'attendait que la mort de Maximilien pour imposer à l'électrice un traité qui dédommagerait la maison de Habsbourg de la perte de l'Alsace, au détriment de la Bavière. Schäffer conseillait en conséquence de conclure avec la France, non plus seulement un armistice, mais une alliance offensive et défensive, afin de mettre la Bavière à l'abri de l'ambition de l'Autriche. Il recommandait aussi de se défier de Gallas, qui, suivant la coutume des Autrichiens, promettrait de grands secours et n'en donnerait aucun.

Les nouvelles et les avertissements fournis par le commissaire général des guerres firent une vive impression sur l'électeur et sur ses ministres. On alla jusqu'à craindre que l'Autriche, inspirée par l'Espagne, ne profitât de la mort de l'électeur et de la minorité de son héritier pour s'annexer la Bavière. On ne se dissimulait pas que la France exercerait sur l'Allemagne un protectorat oppresseur; mais il fallait choisir entre deux maux, et l'alliance avec la France paraissait devoir être le moindre; on était d'avis cependant de commencer par un armistice, afin de voir venir les événements.

Schäffer et le conseiller de guerre Küttner furent chargés de négocier cet armistice. Des instructions, habilement rédigées par l'archichancelier Richel, leur prescrivirent de ne faire aucune promesse formelle et de réserver sur tous les points la ratification de l'électeur. Ils devaient surtout faire en sorte que la France abandonnât le parti de la Suède et des protestants pour embrasser celui des catholiques. Maximilien posait comme première condition que la France ne réclamerait de lui rien de contraire à ses devoirs envers l'Empereur et envers l'Empire. Sur ce point, le cardinal Mazarin l'avait déjà fait tranquilliser par Vervaux. Maximilien demandait en outre que les Français et les Suédois évacuassent les trois cercles de Franconie, de Souabe et de Ba-

[1] A Max Kurz de Senftenau.

vière, et ne réclamassent, comme garantie, aucune forteresse.

On avait convoqué à Ulm une réunion de ces trois cercles. Les ambassadeurs qui les représentaient y arrivèrent successivement au milieu de janvier 1647. Deux commissaires autrichiens, Rosenberg et Weichenheim, s'y rendirent sur l'ordre de Trauttmansdorff, pour empêcher la Bavière de rien conclure avec la France; et Gallas, afin d'appuyer ces deux négociateurs, se dirigea avec l'armée autrichienne vers les frontières de la Bavière, éleva des retranchements près de Passau, et occupa même en face de Ratisbonne la ville de Stadt-am-Hof, qui appartenait à l'électeur.

A peine arrivé à Ulm, Rosenberg chercha à intimider les commissaires bavarois, en soutenant que l'Empereur seul pouvait disposer de l'armée; mais il n'y parvint pas. Ainsi averti des projets de l'Autriche, Küttner, l'un des commissaires de l'électeur, donna ordre au feldzeugmestre Rauschenberg de tenir les troupes bavaroises prêtes à marcher au premier signal; et, comme ce général était criblé de dettes, il raffermit ses sentiments de fidélité en lui promettant un présent de mille ducats. Maximilien n'était pas sans inquiétude au sujet de ses généraux. Pour empêcher Huyn-Geleen et surtout Werth de se laisser gagner par l'Empereur, il les fit venir auprès de lui à Wasserbourg, et les y retint occupés des travaux de la guerre pendant trois mois. Il prévint en même temps la désertion des soldats en ne les laissant manquer de rien.

Les ambassadeurs français, Tracy et Marsilly, arrivèrent à Ulm au mois de février 1647. La Suède y fut représentée par le haut commissaire des guerres Brandt et par le général Douglas. Afin de leur rendre la Bavière suspecte, les Autrichiens répandirent le bruit que l'électeur avait engagé le duc de Lorraine à envahir la France. Les ambassadeurs français y ajoutèrent foi, et Tracy voulut même quitter Ulm sur-le-champ. Küttner, en le flattant, parvint à le retenir. Mais d'un autre côté, Turenne et Wrangel, qui ne voulaient pas d'armistice parce qu'ils pensaient pouvoir continuer heureusement la guerre, représentaient Maximilien comme un rusé politique dont il fallait se défier. En demandant un armistice, il voulait seulement, disaient les deux généraux, gagner du temps pour renforcer son armée, et il restait au fond favorable à l'Autriche.

Embarrassés par l'opposition des ambassadeurs de France et de

Suède, les commissaires bavarois cherchèrent à pénétrer les intentions de ces puissances [1]. Les festins somptueux auxquels Tracy et Marsilly invitaient souvent tous les commissaires leur en fournirent le moyen. Lorsque l'ivresse avait gagné les convives, Küttner cherchait à découvrir les secrets des Français, et Schäffer ceux des Suédois. Un jour, Küttner apprit qu'au sortir d'un repas chez Marsilly, le baron de Tracy avait été rapporté ivre dans sa demeure. Il alla le voir aussitôt, et l'ayant trouvé bien disposé, il l'amena sans peine à lui faire lire toutes les instructions qu'il avait reçues de Mazarin. Küttner fut singulièrement tranquillisé, en voyant que ces instructions ordonnaient aux ambassadeurs français de faire toutes les concessions possibles à l'électeur, et de lui assurer la possession du haut Palatinat et de la dignité électorale.

Les ambassadeurs français et suédois étaient loin d'avoir les uns dans les autres une entière confiance. Les Suédois redoutaient beaucoup de voir conclure, entre le roi de France et Maximilien, une alliance qui aurait fait de la Bavière une grande puissance catholique, et ils craignaient surtout que l'électeur ne cédât aux Français les places que ses troupes occupaient encore dans la Souabe.

Sur ces entrefaites, on apprit à Ulm que les Espagnols venaient de conclure un armistice avec les Hollandais (commencement de janvier 1647) [2], et qu'ils se disposaient à tourner toutes leurs forces contre la France. L'ambassadeur autrichien Rosenberg aurait pu profiter de ce fait pour obtenir de meilleures conditions de ses adversaires; mais il ne songeait alors qu'à laisser un libre cours à son animosité contre les commissaires bavarois. Il leur donna à entendre qu'après la mort de l'électeur, l'Autriche saurait bien se venger de la Bavière [3]; il essaya même de leur faire quitter Ulm, en leur annonçant qu'on en voulait à leur vie. Au même

[1] Rosenberg refusait de faire connaître les conditions de l'Autriche.

[2] L'Espagne s'y était résignée, à cause des échecs que les Français venaient de lui faire subir en Italie. N'ayant plus rien à redouter du côté des Pays-Bas, elle concentra et dirigea toutes ses armées contre la France. Les Espagnols, commandés par l'archiduc Léopold, remportèrent plusieurs avantages en Flandre; ce fut pour cela que Mazarin rappela Turenne.

[3] L'Empereur devait être chargé du testament de l'électeur, comme frère de l'électrice.

instant l'un des principaux généraux de l'armée bavaroise, le major général Rauschenberg, leur réclama les mille ducats promis. Il avait perdu de fortes sommes au jeu et fait de nouvelles dettes. Küttner et Schäffer se trouvaient d'autant plus embarrassés, que les ambassadeurs autrichiens exploitaient les besoins d'argent de Rauschenberg, et lui promettaient trente mille thalers s'il consentait à leur livrer l'armée bavaroise ; aussi les commissaires firent-ils tous leurs efforts pour arriver à la conclusion d'un armistice avant que tout fût perdu. Mais Tracy et Douglas demandaient maintenant que la Bavière fournît une garantie à la France et à la Suède, en leur livrant les forteresses qu'elle avait conquises en Souabe, et Maximilien ne pouvait s'y résoudre, de peur d'accroître encore la puissance des étrangers.

Trauttmansdorff désirait moins la paix depuis qu'il espérait que l'Espagne, libre maintenant du côté de la Hollande, viendrait au secours de l'Autriche. Extrêmement inquiet des négociations d'Ulm, il ne négligeait aucun moyen de les rompre ; il menaçait la Bavière, si elle signait un armistice, de s'entendre avec les protestants, d'accorder aux Suédois la Poméranie occidentale, les évêchés de Brême et de Verden, avec deux siéges et deux voix à la diète [1], de dédommager l'électeur de Brandebourg de la perte de la Poméranie en lui cédant les évêchés d'Halberstadt et de Cammin, avec le port de Colberg, enfin de rétablir les héritiers du Palatin dans leurs États et leurs dignités. Oxenstierna et Salvius, qui jusqu'alors avaient énergiquement réclamé toute la Poméranie, se contentaient maintenant de la Poméranie occidentale L'électeur de Brandebourg avait obtenu d'eux l'abandon de leurs prétentions sur la Poméranie orientale, en leur faisant un présent de quarante mille thalers. Mais les Suédois, encouragés par la cession de la Poméranie occidentale et des évêchés de Brême et de Verden, demandaient en outre le port de Wismar dans le Mecklenbourg et cinq millions de thalers. Les princes protestants suivirent l'exemple des Suédois : les ducs de Brunswick [2] réclamèrent l'évêché de Hildesheim ; les ducs de Mecklenbourg, l'évêché d'Osnabrück ; la landgrave de Hesse-Cassel, celui de Paderborn

[1] Ce qui était une violation de la Bulle d'or.

[2] Ou Welfs

avec dix tonnes d'or [1], et en outre la moitié de la principauté de Marbourg [2], ce qui occasionna, entre ses commissaires et ceux de Hesse-Darmstadt, d'amères discussions et une guerre de pamphlets, auxquels l'intervention de la France et de la Suède put seule mettre fin.

Les protestants ne s'en tinrent pas à des demandes de territoires. Soutenus par Oxenstierna, ils réclamèrent pour les luthériens d'Autriche la liberté de religion : c'était attaquer directement le pouvoir de l'Empereur. Trauttmansdorff, dont la patience était à bout, s'indigna qu'on voulût intervenir en faveur de sujets qui s'étaient révoltés contre leur souverain, et il déclara que l'Empereur n'abandonnerait jamais ses droits à leur égard. Oxenstierna se retira en disant que ce que l'Empereur refusait d'accorder volontairement, il serait obligé de l'accorder par force. Il dépêcha aussitôt un courrier à Ulm pour donner ordre à son commissaire Douglas de signer l'armistice avec la Bavière et de garantir à l'électeur ses États et ses dignités.

Trauttmansdorff, désespérant de la situation et excité par l'ambassadeur espagnol, quitta Münster et revint à Vienne (16 juillet 1647), dans l'espoir que le sort des armes serait plus favorable à l'Empereur que les négociations.

Maximilien avait refusé jusqu'alors de remettre aux Français et aux Suédois les places qu'ils demandaient en garantie. Mais lorsqu'il vit, d'un côté, les Suédois prêts à reconnaître tous ses droits sur le haut Palatinat et la dignité électorale, de l'autre, l'Empereur décidé à céder des évêchés aux protestants, ses scrupules disparurent, et il ne fit plus difficulté de remettre Heilbronn aux Français, Memmingen et Ueberlingen aux Suédois, à la condition cependant qu'ils les rendraient à la conclusion de la paix, et qu'aucune atteinte ne serait portée aux droits politiques et religieux de ces villes. L'armistice fut ensuite signé à Ulm le 14 mars 1647, et étendu aux trois cercles de Franconie, de Souabe et de Bavière, ainsi qu'à l'électorat de Cologne. Il était conclu pour six mois. Les Français et les Suédois évacuèrent les villes de

[1] Contre la restitution des forteresses de l'électorat de Cologne.

[2] Cette principauté avait été attribuée en entier au landgrave de Hesse-Darmstadt en l'année 1623 (Pfeffel, *Nouvel Abregé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 283). Voir t. I, p. 326.

Bavière, et les troupes de l'électeur occupèrent Rottweil et Fribourg, ainsi que tout l'évêché d'Eichstädt. Il fut convenu que les trois cercles et l'électorat de Cologne seraient affranchis des passages et logements de troupes, et que, si Maximilien licenciait son armée, celle-ci ne pourrait passer qu'au service de Venise. C'était là une condition dirigée contre l'Empereur.

On a vivement reproché à Maximilien cet armistice d'Ulm. On peut dire, pour l'excuser, que la Bavière, après tous les sacrifices qu'elle avait déjà faits, n'était pas obligée de s'exposer à une ruine totale pour soutenir les intérêts de la maison d'Autriche. L'électeur, du reste, ne se décida à traiter séparément qu'après plusieurs autres membres de l'Empire. Avant lui les électeurs de Brandebourg et de Saxe avaient signé des armistices, et les princes-évêques de Würtzbourg et de Bamberg, un traité d'alliance défensive avec la France et la Suède. Il est cependant difficile de l'absoudre entièrement, car le droit de faire la paix ou la guerre, surtout avec des étrangers, n'appartenait qu'aux diètes impériales[1].

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 902 à 910 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 278, 282, 369 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 599.

CHAPITRE XI

LA TRAHISON DE WERTH. — TRAITÉ DE PASSAU. DÉNONCIATION DE L'ARMISTICE D'ULM.

1647.

Werth est sur le point de trahir la Bavière; Maximilien lui confie provisoirement le commandement en chef. — Ferdinand III offre un armistice qui est repoussé. — Les Français et les Suédois se réunissent en Souabe. — Turenne impose des traités de neutralité à l'électeur de Mayence et au landgrave de Hesse-Darmstadt; il est rappelé en France pour renforcer l'armée de Flandre (15 avril 1647). — Il passe le Rhin, arrive à Saverne (6 juin). — *Révolte des Weimariens;* ils repassent le Rhin; Turenne les suit, les bat à Königshofen (20 juillet), et revient dans le Luxembourg.

Ferdinand III lève une armée et en donne le commandement à *Mélander,* comte d'Holzapfel.

Trahison de Werth; il passe au service de l'Empereur; l'armée bavaroise refuse de le suivre : Maximilien en donne le commandement à Gronsfeld. — Correspondance entre l'Empereur et l'électeur.

Wrangel prend *Eger* (16 juillet 1647, s'avance jusque près de Pilsen, se retire faute de vivres. — La landgrave de Hesse-Cassel repousse l'armistice. — Königsmark viole l'armistice en envahissant l'électorat de Cologne.

Congrès de Westphalie. — La Suède, comptant sur le succès de Wrangel, demande vingt millions de thalers. — Après l'échec de Wrangel, elle cherche à se rapprocher de l'Autriche, et propose d'enlever la Bavière à Maximilien. — Le Brandebourg soutient la Bavière. — L'hostilité des Suédois et la pression des catholiques décident Maximilien à revenir à l'Empereur; il fait une *alliance* avec lui à *Passau* (7 septembre 1647), contre la Suède, mais en restant neutre à l'égard de la France; il envoie un manifeste aux protestants et *dénonce l'armistice d'Ulm.*

Campagne de Hesse-Cassel. — Gronsfeld part de Straubing pour passer en Bohême (fin septembre 1647). — Le soldat pendu. — Situation difficile des Bavarois en Bohême. — Gronsfeld arrive au camp autrichien à Zwickau (21 octobre 1647); il obtient le renvoi de Werth, de Spork et de Kreutz. — Wrangel se retire à Brunswick pour y attendre les Français. — Les Austro-Bavarois, au lieu de le poursuivre, ravagent la Hesse-Cassel. — Mélander prend Marbourg, lève le siége du château, se retire en Thüringe; Gronsfeld vient en Franconie.

Après la signature de l'armistice d'Ulm, Maximilien revint de Wasserbourg à Munich; mais comme les négociations de Münster

et d'Osnabrück lui inspiraient de vives inquiétudes pour la cause catholique, au lieu de licencier son armée, il la renforça encore et l'éleva au chiffre de quinze mille hommes. Rauschenberg[1] et Huyn-Geleen quittèrent son service : le premier, parce qu'il n'avait pas reçu les mille ducats qu'on lui avait promis; le second, à cause de son grand âge et de ses blessures. Quels allaient être leurs successeurs ?

L'année précédente, Werth, mécontent de n'avoir pas obtenu le commandement en chef de l'armée, avait aussi résolu de quitter le service de Maximilien pour celui de l'Empereur, et l'on pouvait craindre qu'il n'entraînât l'armée dans sa défection. Les soldats et la plupart des officiers, recevant une plus forte solde en Bavière qu'en Autriche, demeuraient fidèles à l'électeur : il n'en était pas de même des colonels et des généraux, auxquels l'Empereur pouvait offrir des titres de noblesse et des biens confisqués. Werth envoya les colonels de Salm et Lapierre pour négocier avec la cour de Vienne[2]. On fut bientôt d'accord; il restait un dernier obstacle : le serment prêté à Maximilien; mais comme les troupes avaient aussi prêté serment à l'Empereur, on fut d'avis qu'elles ne le violeraient pas en passant au service de Ferdinand. Werth alla plus loin : il résolut non-seulement de conduire l'armée bavaroise à l'Empereur, mais de lui livrer l'électeur et ses conseillers[3]. Au dernier moment le souvenir de Wallenstein l'arrêta, et un nouvel espoir d'obtenir le commandement en chef de l'armée bavaroise lui fit rompre les négociations. Maximilien lui confia en effet le commandement, mais seulement à titre provisoire, et il transporta le quartier général de l'armée à Landshut.

L'armistice d'Ulm à peine conclu, les Français et les Suédois se préparèrent à attaquer de nouveau l'Autriche[4]. Salvius, en communiquant la nouvelle de l'armistice aux membres du congrès à Osnabrück, ajouta qu'il fallait rogner les ailes à l'aigle impérial,

[1] Rauschenberg se rendit à Düsseldorf, où, pour payer ses dettes, il épousa une veuve âgée, mais très-riche.

[2] D'après Koch (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 298, 306), ce fut Werth qui proposa le premier à l'Empereur de lui livrer l'armée bavaroise.

[3] Werth était aussi poussé par sa femme, qui était du Tyrol (SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 912).

[4] Les Suédois lancèrent des manifestes et des pamphlets parmi les protestants pour les exciter contre la maison de Habsbourg.

et enlever à sa domination la Bohême et la Moravie ; la paix ne serait possible que lorsque les Autrichiens auraient été complétement battus.

Ferdinand, trop faible pour résister, essaya de détourner l'orage, en proposant à son tour un armistice. Il envoya pour cela le conseiller aulique Gebhard aux Français et aux Suédois : sa proposition fut repoussée des deux côtés, et Wrangel reçut l'ordre de marcher sur Vienne.

Les alliés opérèrent leur jonction en Souabe ; mais avant de s'engager à fond, Turenne assura ses derrières en prenant Tübingue et Schweinfurt[1]. Il entra ensuite dans les possessions de l'électeur de Mayence ; Aschaffenbourg lui ouvrit ses portes, et la garnison de Höchst se rendit à discrétion et entra à son service. Il passa ensuite le Main pour attaquer Gernsheim[2]. Son but était moins de faire des conquêtes que de contraindre l'électeur de Mayence et le landgrave de Hesse-Darmstadt à demeurer neutres à l'égard des électeurs de Bavière et de Cologne.

Le vieil électeur de Mayence, Anselme-Casimir d'Ulmstatt, réfugié dans l'électorat de Cologne, dut céder à la nécessité[3] : il promit d'abord de payer cinquante mille florins pour n'avoir pas à fournir de quartiers dans ses États, puis de faire sortir de Gernsheim la garnison impériale qui l'occupait et d'en raser les fortifications, enfin de livrer Steinheim aux Français, et de leur laisser Höchst avec la liberté de passer à Königstein[4] et à Lahnstein. Le landgrave de Hesse-Darmstadt fut contraint de prendre le même parti, après avoir vu ses États ravagés et ruinés.

Par suite de tous ces traités de neutralité, l'Autriche se trouvait complétement isolée. Turenne et Wrangel, réunis, eussent probablement cette fois pénétré jusqu'à Vienne. Mais au moment où ils allaient se mettre en marche, Turenne fut rappelé (15 avril 1647) pour renforcer l'armée de Flandre[5]. Turenne eut beau montrer

[1] Pendant les négociations d'Ulm (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 260).

[2] Sur le Rhin, au sud-ouest de Darmstadt.

[3] Il mourut dans la même année 1647, et eut pour successeur Jean-Philippe de Schönborn.

[4] Au nord-ouest de Francfort-sur-le-Main.

[5] Cette armée avait été affaiblie par l'envoi d'un grand corps en Catalogne sous le commandement de Condé.

que la perte de la maison d'Autriche était assurée, depuis que, se trouvant réduite à ses seules forces par l'abandon de tous ses alliés, elle ne pouvait plus opposer que dix à onze mille hommes aux trente-trois ou trente-quatre mille Franco-Suédois, Mazarin, satisfait d'avoir obtenu l'Alsace, pensait maintenant que la ruine complète de l'Autriche nuirait à la religion catholique, et ne profiterait d'ailleurs qu'à la Suède.

Turenne repassa le Rhin à Philippsbourg, et arriva le 6 juin 1647 à Saverne, sa dernière étape en Allemagne. Les Weimariens l'accompagnaient. C'étaient de vieux soldats, aguerris aux dangers, endurcis aux fatigues, et que le nombre des ennemis n'effrayait jamais. Aussi avaient-ils des priviléges, et une solde plus forte que les troupes ordinaires. Mais cette solde n'était pas payée : on leur devait six mois. Peut-être craignirent-ils de perdre leurs priviléges lorsqu'ils se trouveraient en France. Quoi qu'il en soit, ils se mutinèrent et déclarèrent qu'ils ne passeraient pas en France, tant qu'ils n'auraient pas été payés. Turenne ne put leur faire que des promesses; il leur envoya le major général Rosen, mais les révoltés le retinrent pour les commander, et Rosen, soit qu'il fût du complot, ou qu'il espérât les ramener à l'obéissance, ne résista pas.

Les Weimariens ne songèrent plus qu'à repasser le Rhin, et les magistrats de Strasbourg n'osèrent pas leur refuser des bateaux. Ils commençaient à traverser le fleuve, lorsque Turenne les rejoignit à la tête de cinq mille hommes. Il leur était supérieur en nombre, et, sur un terrain embarrassé de buissons, il pouvait, avec son infanterie et son artillerie, les attaquer avec avantage et les empêcher de passer. Mais c'était sacrifier un grand nombre de braves gens qu'on pouvait ramener encore : il les laissa traverser. Désespéré toutefois d'être privé de si belles troupes, et craignant qu'elles n'allassent se donner à l'électeur de Bavière ou à l'Empereur, il ne les perdit point de vue. Laissant ses troupes françaises sur les bords du Rhin, il suivit Rosen, se logea chez lui, et continua ses fonctions de général en chef comme si de rien n'était. Les révoltés résolurent de descendre les bords du fleuve par la rive droite. Arrivé à Ettlingen[1], dans le pays de Bade, Turenne appela pendant la nuit cent hommes de Philippsbourg, fit

[1] Au sud de Carlsruhe.

garrotter Rosen, et l'envoya prisonnier, d'abord à Philippsbourg, puis à Nancy[1]. Les mutins, soit respect pour Turenne, soit indifférence pour Rosen, ne tentèrent point de s'y opposer et se divisèrent en deux partis. Presque tous les officiers et sous-officiers ainsi que deux régiments entiers se déclarèrent pour Turenne; les autres, au nombre de quinze cents, mirent à leur tête l'un d'entre eux, qui avait fait quelques études. Les plus vieux cavaliers prirent le titre d'officiers; ils continuèrent à marcher ainsi, en observant la discipline, traversèrent le Neckar et se dirigèrent vers la Tauber. Turenne les suivait toujours avec ceux qui lui étaient demeurés fidèles. Enfin, désespérant de les retenir, il résolut d'employer la force pour les soumettre ou les disperser. Avec six cents hommes d'infanterie, quelques escadrons de cavalerie, et quatre pièces de canon, il les atteignit dans un défilé entre Königshofen et Arnstein (20 juillet 1647)[2], les chargea, leur tua trois cents hommes, et fit autant de prisonniers. Le reste, au nombre d'environ mille hommes, se retira du côté du Main, et alla s'enrôler dans l'armée suédoise. Telle fut la fin de l'armée du duc de Weimar. Cette singulière expédition terminée, Turenne repassa le Rhin et se porta en toute hâte dans le pays de Luxembourg, où il arriva au commencement de septembre.

L'irritation de la cour de Vienne contre Maximilien ne faisait que s'accroître, à mesure que le besoin qu'on avait de ses secours devenait plus pressant. Les Autrichiens, qui avaient gardé le silence lors des traités séparés conclus par les électeurs de Brandebourg et de Saxe, laissèrent éclater leur colère en apprenant l'armistice d'Ulm. L'archiduc Léopold et ses généraux allèrent jusqu'à dire que Maximilien avait commis un plus grand crime que le Palatin lui-même[3].

L'Empereur employa ses dernières ressources à lever une armée. Le vieux lieutenant général Gallas était mort[4]; Hatzfeld,

[1] Il ne fut mis en liberté que plus d'un an après, à la prière de la reine de Suède et de la landgrave de Hesse-Cassel.

[2] Sur la Tauber, au sud-ouest de Würtzbourg.

[3] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 911 à 915; BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 171, 260; TURENNE, *Mémoires*, p. 79; MONTGLAT, *Mémoires*, t. II, p. 62; *Observations de Napoléon sur les campagnes de Turenne*, p. 361.

[4] Il mourut à Vienne, de l'opération de la pierre, le 26 avril 1647 (KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 19).

accablé d'infirmités, s'était démis de son commandement, et l'archiduc Léopold, nommé gouverneur de la Belgique par le roi d'Espagne, était allé prendre possession de sa charge [1]. Ferdinand III donna le commandement en chef à l'ancien général de Hesse-Cassel, Mélander, bien qu'il fût calviniste, et il le nomma en outre feld-maréchal et comte de l'Empire sous le nom d'Holzapfel. Il adressa en même temps un ordre de rappel à l'armée bavaroise et des lettres particulières aux généraux et aux officiers, pour les engager à passer à son service.

Werth, qui commandait les Bavarois, hésitait toujours entre Maximilien et Ferdinand. Il avait son quartier général à Landshut. Lorsque Wrangel eut franchi les frontières de Bohême et commencé le siége d'Eger, l'électeur de Bavière l'appela auprès de lui. Werth crut que Maximilien se proposait de le nommer enfin général en chef à titre définitif. Il vint à Munich en toute hâte, et indiqua les mesures militaires à prendre pour défendre les frontières contre l'Autriche. Il proposait de concentrer l'armée sur les bords du Danube, à l'est de Ratisbonne, entre Donaustauf et Wörth, et de la rapprocher ensuite de la Bohême en la conduisant à Amberg ou à Cham. Il assurait en même temps l'électeur de sa fidélité, et protestait que tous les généraux et les officiers tiendraient comme lui leur serment; il conseillait toutefois de leur envoyer des commissaires pour les retenir mieux encore en leur expliquant la nature et le but de l'armistice.

Malgré tout l'empressement qu'il témoignait, Werth ne fut pas nommé. L'électeur avait seulement voulu s'entendre avec lui sur les moyens de garantir le haut Palatinat. Déçu encore une fois, Werth reprit le fil de sa trahison. A peine de retour à Landshut, il réunit auprès de lui les généraux et les colonels, et leur ordonna, au nom de l'électeur, de conduire leurs régiments à Vilshofen, sur la rive droite du Danube. Il n'osait pas encore se dévoiler, espérant gagner plus facilement l'armée lorsqu'elle serait éloignée de l'électeur et rapprochée de Vienne. Après avoir fait connaître au major général Spork et au colonel Kreutz, ses deux plus fidèles partisans, son dessein de passer au service de

[1] Léopold-Guillaume était grand maître de l'ordre Teutonique, archevêque de Brême et de Magdebourg, évêque de Passau, de Strasbourg, d'Halberstadt, d'Olmütz et de Breslau.

l'Empereur et d'entraîner l'armée avec lui, Werth, sous prétexte de faire une courte visite à sa femme, alors malade à Salzbourg, quitta son quartier général la nuit, accompagné seulement d'un aide de camp, et partit pour Vilshofen où les troupes devaient le rejoindre. L'Empereur lui avait donné l'ordre de conduire l'armée bavaroise en Bohême, pour la réunir aux Autrichiens et faire lever le siége d'Eger par les Suédois. La cour de Vienne, en gagnant l'armée bavaroise, espérait accroître les forces de l'Empereur, affaiblir d'autant l'électeur, et le rendre en outre suspect aux Français et aux Suédois en leur faisant croire qu'il était secrètement d'accord avec l'Autriche.

Cependant les troupes bavaroises avaient quitté leurs quartiers. Elles ignoraient encore la trahison à laquelle on voulait les entraîner. Werth ayant ordonné de laisser les soldats, par exception, pourvoir eux-mêmes à leur subsistance pendant leur marche en basse Bavière, ils le firent à l'instar des Suédois, en pillant et en commettant les plus grands excès. Le commissaire général des guerres, Schäffer, qui n'était pas du complot, se rendait à l'armée à Landshut. Il rencontra les troupes en mouvement, et s'aperçut avec effroi qu'elles avaient perdu toute discipline, et qu'au lieu de se concentrer près de Ratisbonne, pour aller de là couvrir la frontière du haut Palatinat, elles se dirigeaient vers l'est, du côté de l'Autriche. Il en prévint aussitôt l'électeur par un messager, et interrogea, sur les motifs de ce changement de route, les colonels qu'il trouva sur son passage. Il invita même le colonel Lapierre à venir souper avec lui à Moosbourg[1], espérant lui arracher quelque secret dans l'ivresse. Lapierre, bien qu'envoyé jadis par Werth à Passau pour négocier avec les agents de l'Empereur, ignorait le complot. Schäffer n'ayant pu obtenir de lui, ni des autres, les renseignements qu'il désirait, mais se doutant de quelque trahison, continua son chemin vers le quartier général de Landshut, afin de conserver au moins à l'électeur les régiments qui s'y trouvaient encore. Mais comme il sortait de Moosbourg, il fut surpris par un escadron et fait prisonnier. Un autre commissaire bavarois plus heureux, Dreisinger, parvint sans encombre à Landshut en descendant l'Isar sur une barque, et de là envoya aux régiments qui s'éloignaient l'ordre de revenir.

[1] Au sud-ouest de Landshut.

On ignorait encore le dessein de Werth. Le major général de Holz le dévoila le premier, en envoyant à Munich un ordre qu'il venait de recevoir de l'Empereur, prescrivant de se saisir de l'électeur et de son grand maréchal, le comte Max Kurz de Senftenau. A cette nouvelle, la cour et toute la ville furent indignées. On accusa l'Empereur de trahison; on le traita de chef de bandits; ses portraits, ses armes, furent mis en pièces et brûlés. L'ambassadeur autrichien ne put échapper à la fureur du peuple de Munich qu'en se réfugiant dans le palais même de l'électeur.

Pendant ce temps Werth, arrivé à Vilshofen, en faisait désarmer les habitants, et occupait cette place ainsi que le pont du Danube, afin de faire passer ses troupes sur la rive gauche et de pouvoir fermer la retraite à ceux qui, demeurant fidèles à l'électeur, voudraient revenir sur leurs pas. Neuf régiments de cavalerie étaient déjà concentrés autour de Vilshofen, et le commandant autrichien, comte Stahrenberg, attendait sur la rive gauche du Danube que les troupes eussent passé le pont pour leur faire prêter serment à l'Empereur, lorsque de tous côtés le bruit se répandit que Werth trahissait l'électeur. Des commissaires et des courriers arrivèrent, invitant les colonels à ramener les régiments dans les quartiers qu'ils venaient de quitter. Une proclamation de Maximilien, adressée à l'armée, acheva de la maintenir dans la fidélité. L'électeur de Bavière y mettait Werth hors la loi, confisquait les biens qu'il possédait dans le haut Palatinat, et promettait dix mille thalers à qui le livrerait mort ou vif[1].

Werth traita les accusations dirigées contre lui de calomnies inventées par la cour de Munich : on ne le crut pas longtemps. Il fut obéi par ses cavaliers, lorsqu'il leur ordonna de piller le pays d'alentour, en leur disant que le conseil de guerre bavarois voulait les faire mourir de faim. Ils se mirent en effet à tout ravager, et, pour se procurer de l'argent, ils emprisonnèrent les fonctionnaires, les maltraitèrent, et ne leur rendirent la liberté que contre de fortes rançons; ils revinrent ensuite à Vilshofen chargés de butin, passèrent le Danube et se laissèrent même diriger vers la Bohême. Mais lorsque, arrivés à Berlasreuth[2], ils

[1] L'électeur aurait rappelé son ambassadeur de Vienne, si l'électrice ne l'en avait pas empêché.

[2] Au nord de Passau.

rencontrèrent le commissaire autrichien avec plusieurs officiers de l'état-major de Ferdinand III, et qu'on voulut les faire entrer au service de l'Empereur, ces pillards, capables de tous les crimes, s'indignèrent à la pensée de violer leur serment militaire. Tous les régiments se soulevèrent. Le colonel de Waldtpot poussa le premier le cri de : « Vive l'électeur de Bavière ! » Les majors généraux Truckmüller et Kolb le répétèrent en brandissant leurs épées ; les soldats déployèrent leurs étendards, ils agitèrent leurs armes, et l'on entendit partout retentir, au milieu des salves de mousqueterie et d'artillerie, ce même cri de : « Vive l'électeur de Bavière ! » Le régiment même dont Werth était propriétaire l'abandonna. Les colonels n'étaient pas les moins furieux : ils ne pouvaient pardonner au général de les avoir traités comme d'aveugles instruments, et ils songeaient même à le tuer, lorsque, accompagné de Spork, son principal complice, et de quelques serviteurs, il passa la frontière de Bohême et se rendit au camp autrichien établi à Wodnian [1]. L'Empereur accueillit les deux transfuges de la façon la plus aimable, releva Werth de sa mise au ban prononcée par l'électeur, le nomma général de toute la cavalerie autrichienne, et lui donna plusieurs domaines en Bohême. Quant à Spork, l'ancien berger de Paderborn, il fut anobli et reçut le grade de major général. Kreutz, l'autre complice, s'était réfugié à Ratisbonne pour échapper à ses dragons qui menaçaient de le tuer.

C'était surtout pour se venger de Maximilien que l'Empereur accordait ces hautes distinctions à deux traîtres qui lui arrivaient les mains vides. Il fit en outre publier la lettre de rappel adressée à toute l'armée bavaroise. L'électeur y répondit par un écrit, dans lequel il justifiait l'armistice d'Ulm, et exposait aux généraux que personne autre que lui ne pouvait disposer de l'armée, puisque lui seul la payait. Enfin, pour s'assurer encore mieux de la fidélité de ses troupes, il se fit de nouveau prêter serment, et récompensa les officiers et les soldats par des grades et des présents. Il fallait aussi rétablir la discipline parmi les troupes et leur donner un chef : l'électeur confia le commandement, avec le titre de feld-maréchal, au comte Gronsfeld [2].

[1] Au nord-ouest de Budweis.

[2] Gronsfeld revenait de Paris, où il était allé négocier avec Servaux.

Maximilien reprocha à l'Empereur d'avoir trempé dans une conjuration dirigée contre lui, et d'avoir conçu le projet de faire prisonnier celui qui avait sauvé sa dynastie. Ferdinand III répondit en niant qu'il eût pris part à la conjuration; mais il soutint qu'il pouvait disposer de l'armée bavaroise. Maximilien affirma de nouveau que lui seul avait le droit de lui donner des ordres, parce que lui seul l'avait enrôlée et entretenue, et que s'il l'avait placée sous le commandement supérieur du généralissime impérial, c'était de son plein gré, sans y être obligé. Quant à l'armistice d'Ulm, il avait été forcé de le signer, parce que l'Autriche avait abandonné la Bavière [1].

Ferdinand III se plaça lui-même à la tête de ses troupes pour aller au secours d'Eger [2], assiégé par Wrangel. Son armée, grâce au nouveau général en chef, Mélander, s'élevait à vingt-cinq mille hommes. Mais celui-ci arriva deux jours trop tard pour sauver la ville.

La garnison était composée de vieilles troupes commandées par un homme de courage, François Paradis. Wrangel ne perdit pas un instant; il voulait prendre la ville avant l'arrivée de l'armée de secours. Les assiégés ayant brûlé leurs faubourgs pour empêcher l'ennemi de s'y loger, les Suédois eurent beaucoup de peine à faire leurs approches; mais ils ne laissèrent pas d'arriver bientôt jusqu'au bord du fossé. Là, ils élevèrent des cavaliers [3], sur lesquels ils dressèrent des canons et des mortiers pour battre les murailles. Wrangel, croyant les assiégés réduits à l'extrémité, les somma de se rendre. Paradis, avant de capituler, demanda une suspension d'armes de vingt-quatre heures et la liberté de prévenir les Impériaux de l'état dans lequel il se trouvait. Les Suédois refusèrent, et continuèrent leur attaque.

Wrangel surprit en même temps des lettres de l'Empereur, qui promettaient un prompt secours et exhortaient les assiégés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Les Suédois redoublè-

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 916 à 921; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 299.

[2] Les Suédois en avaient commencé le siége le 26 juin 1647 (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 321).

[3] Amas de terre dont le sommet, disposé en plate-forme, porte des batteries de canons.

rent d'efforts. Il ne restait plus au commandant d'Eger qu'un mauvais retranchement élevé derrière les brèches, et il y avait fait préparer des mines dans l'espérance de surprendre les assiégeants. Mais Wrangel, averti par un prisonnier auquel on donna la question, fit miner de son côté ce qui restait des murailles. Le gouverneur, réduit aux abois, offrit de rendre la place, si on lui permettait de sortir avec les honneurs de la guerre. Le général suédois refusa, et fit mettre le feu aux mines qui ouvrirent de nouvelles brèches. Paradis, à bout de ressources et sans espoir d'être secouru, voyant les troupes suédoises sur le point de donner l'assaut, se rendit enfin sans condition (16 juillet 1647). Il sortit de la place avec ses officiers d'état-major et leurs bagages ; les officiers subalternes et les soldats furent enrôlés dans les troupes suédoises.

Wrangel avoua que, depuis qu'il faisait la guerre, il n'avait jamais vu si belle défense ; mais les Impériaux en jugèrent différemment. L'Empereur s'était avancé jusqu'à trois milles d'Eger. Il avait fait tirer quelques coups de canon pour avertir les assiégés de son arrivée, et écrit de sa propre main au commandant que, s'il pouvait tenir encore trois heures, il serait secouru ; mais la lettre ne fut peut-être pas remise, et une plus longue résistance était d'ailleurs impossible. Quoi qu'il en soit, Paradis fut jeté en prison, et peu s'en fallut qu'il ne fût mis à mort. Si l'Empereur n'était pas arrivé à temps, c'était par la faute du comte de Schlick, président du conseil de guerre, qui, pour empêcher le dégât dans une terre qu'il possédait sur la route de l'armée, lui avait fait faire un détour.

Malgré son succès, Wrangel, inférieur en nombre aux Autrichiens, ne voulut pas se hasarder à leur livrer bataille, et occupa d'excellentes positions, sur le Galgenberg près d'Eger. Les Impériaux, de leur côté, s'avancèrent en corps de bataille jusqu'à la rivière, en face de la ville, mais restèrent aussi sur la défensive, les retranchements des Suédois leur ayant paru inexpugnables. La famine obligea bientôt les Autrichiens à se retirer jusqu'à Mies[1] ; Wrangel s'installa alors dans un camp fortifié, à Triebel[2].

L'Empereur s'établit avec sa cour à Pilsen, en laissant le commandement de l'armée à Mélander. Celui-ci prit l'offensive. Il avait donné

[1] Au sud-est d'Eger.
[2] Dans le Voigtland, à l'est de Hof.

aux généraux Werth et Montecuculli l'ordre de faire chacun, avec un corps de cavalerie, une attaque de flanc contre le camp retranché des Suédois, pendant que lui-même en dirigerait une de front avec l'infanterie et l'artillerie. Les Impériaux rencontrèrent d'abord une avant-garde, commandée par le major général suédois Helmold Wrangel, neveu du maréchal, surnommé le Fou, sans doute à cause de sa témérité. Les Suédois essayèrent de se retirer en bon ordre ; mais, pris en flanc par la cavalerie, écrasés par l'artillerie, ils s'enfuirent après un sanglant combat (21 août 1647). Helmold resta parmi les morts. Le maréchal suédois avait rangé en bataille le gros de ses troupes, et il attendait les Impériaux ; mais ceux-ci s'arrêtèrent. Mélander ne crut pas devoir attaquer l'ennemi dans ses retranchements ; il chercha seulement à l'affamer en lui coupant les vivres. Wrangel, ne pouvant plus s'approvisionner, vint à Saatz sur l'Eger, pour se renforcer en ralliant les deux corps d'armée de Wittenberg et de Königsmark : Mélander le suivit.

Pendant que les Suédois et les Impériaux manœuvraient ainsi en Bohême, l'électeur de Bavière se voyait complétement trompé dans l'espoir qu'il avait conçu de hâter, par l'armistice d'Ulm, la conclusion de la paix ; cet armistice fut même violé par le général suédois Königsmark, qui envahit et rançonna l'électeur de Cologne. L'électeur Ferdinand de Cologne, ainsi attaqué, réunit ses troupes à celles du feld-maréchal Lamboy, qui s'avançait de la Belgique sur Paderborn [1].

Cependant Oxenstierna ne se contentait plus de la cession de la Poméranie occidentale : il demandait en outre que l'Empereur et les princes catholiques lui fournissent vingt millions de thalers au lieu de dix, pour payer et licencier son armée. L'invasion de Wrangel en Bohême avait d'abord éveillé de grandes espérances parmi les ennemis de l'Autriche. Un jour, au sortir d'une séance à Osnabrück, le commissaire brunswickois, Lampadius, lança à l'ambassadeur impérial, comte de Lemberg, cette apostrophe menaçante : « Le parti évangélique s'est laissé tromper assez long-

[1] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 262 à 266 ; Monglat, *Mémoires*, t. II, p. 62 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 321, 323 ; Schreiber, *Maximilian I*, p. 921, 923.

temps; il demande une réponse catégorique : ou la paix ou la guerre. » Oxenstierna, de son côté, parlait publiquement de fixer à tous les princes et à tous les États d'Allemagne un délai avant l'expiration duquel ils devraient déclarer s'ils voulaient, oui ou non, s'allier avec la Suède. Mais l'insuccès de Wrangel radoucit le ton des adversaires de la maison de Habsbourg; Oxenstierna se rapprocha de Lemberg, et lui demanda même si l'Empereur consentirait à se joindre à la Suède pour enlever la Bavière à Maximilien. Ces négociations furent rompues lorsque Lemberg demanda, de son côté, que la Suède renonçât tout d'abord à réclamer une indemnité en argent pour elle, et la liberté de religion pour les protestants d'Autriche. A la séance qui suivit, Salvius proposa d'enlever à la Bavière son siége et sa voix dans le collége des princes, et d'assigner le premier rang dans ce collége à la couronne de Suède. Mais les Hohenzollern, c'est-à-dire l'électeur de Brandebourg et les margraves d'Ansbach et de Baireuth, qui devaient à Maximilien d'avoir conservé la Poméranie orientale, prirent à leur tour sa défense et protestèrent contre les demandes de la Suède.

L'hostilité des Suédois à l'égard de la Bavière, la violation de l'armistice d'Ulm par Königsmark, l'habileté du comte Khevenhüller, ambassadeur autrichien à Munich, enfin le bruit que Ferdinand III allait traiter avec les Suédois et leur faire des conditions très-désavantageuses pour la Bavière, ramenèrent Maximilien au parti de l'Empereur. Dans un conseil secret tenu à Munich, l'archichancelier Richel émit l'avis que la Bavière ne pouvait demeurer neutre plus longtemps; qu'il lui fallait choisir entre les étrangers et l'Empereur; mais que si l'on s'alliait avec les étrangers, c'en serait fait de l'Allemagne, de l'Autriche et de la religion catholique. Le directeur du conseil de guerre, Ruepp, et le feld-maréchal Gronsfeld furent encore plus explicites : ils conseillèrent de s'unir aux Impériaux contre les Suédois, mais de continuer à observer une stricte neutralité à l'égard de la France. Cette proposition, que l'électrice Marie-Anne appuya vivement, présentait de sérieux dangers. Il était difficile en effet que la France demeurât neutre pendant que la Bavière attaquerait la Suède. Le président de la trésorerie, de Mändl, et le confesseur, Vervaux [1], opinèrent pour qu'on attendît encore. Attendre n'offrait pas

[1] Pendant la guerre de Trente ans, les jésuites ont soutenu la France

de danger, aucun coup décisif n'ayant encore été porté dans la campagne de Bohême, tandis que dénoncer l'armistice et entrer en lutte exposerait l'électeur à perdre ses États.

Maximilien hésitait encore, lorsqu'un document venu de Münster acheva de le décider. C'était un mémoire dans lequel les princes catholiques, tout en lui exprimant leur désir de voir la guerre se terminer, se déclaraient prêts à combattre encore pour défendre le catholicisme. Le moment était favorable pour attaquer les Suédois, car il leur manquait l'appui des Français, alors occupés par les Espagnols sur la rive gauche du Rhin. Les princes catholiques pressaient en outre l'électeur de Bavière de s'allier avec l'Empereur.

Maximilien répondit favorablement à cet appel, et l'ambassadeur autrichien Khevenhüller se hâta de profiter de ces bonnes dispositions. Il fut chargé par l'Empereur de négocier l'alliance. Maximilien, de son côté, se fit représenter par Mändl. On désigna la ville de Passau comme siége des conférences, et, le 2 septembre 1647, on se mit d'accord. La Bavière s'engageait à réunir son armée à celle de l'Autriche, à la condition qu'on continuerait d'observer la neutralité à l'égard de la France, et que la paix serait rétablie le plus tôt possible. L'Empereur devait soutenir la Bavière avec toutes ses forces, dans le cas où elle serait attaquée, et lui payer une solde de vingt et un mille florins par mois, avec une indemnité de trois cent mille florins pour les pillages opérés par Werth. Ferdinand III[1] accepta ces conditions et assura de nouveau à son beau-frère la dignité électorale et le haut Palatinat. Le traité était sur le point d'être signé, lorsqu'une nouvelle difficulté surgit : Maximilien exigeait le renvoi de Werth et de Spork, qui l'avaient trahi. L'Empereur refusa d'abord ; mais lorsqu'il vit l'électeur prêt à tout rompre, plutôt que de céder sur ce point, il promit de renvoyer les deux transfuges.

L'alliance entre l'Autriche et la Bavière une fois rétablie par le traité de Passau (7 septembre 1647), Maximilien adressa un manifeste à tous les États catholiques de l'Empire, pour les engager à résister aux Suédois et aux protestants, qui méditaient de fonder

contre l'Autriche et l'Espagne (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 312, 375).

[1] Il était toujours à Pilsen.

une nouvelle Union pour anéantir le catholicisme en Allemagne. Il dénonça en même temps l'armistice d'Ulm [1], par un mémoire public, dans lequel il invitait les protestants à se ranger aussi du côté de l'Empereur, le but des Suédois étant non-seulement de détruire le catholicisme, mais de soumettre toute l'Allemagne à leur domination. Il fit également annoncer à Paris qu'il observerait l'armistice à l'égard de la France, en exprimant l'espoir que le roi Très-Chrétien ne réunirait plus ses troupes avec les Suédois, qui avaient violé la neutralité.

Wrangel venait d'évacuer la Bohême et se dirigeait vers Chemnitz en Saxe, lorsqu'il reçut la dénonciation de l'armistice [2]. Furieux contre les Bavarois, qui renonçaient à leur neutralité au bout de six mois, et ruinaient ainsi tout son plan de campagne contre l'Autriche, il fit jeter en prison le trompette qui lui apportait la dénonciation, et écrivit à Maximilien une lettre conçue dans les termes les plus outrageants. Il se serait plutôt attendu, disait-il, à la chute du ciel, qu'à un acte aussi déshonorant pour un souverain. La reine Christine exprima le même étonnement dans la réponse qu'elle fit à la dénonciation [3].

Cependant le feld-maréchal bavarois Gronsfeld avait réuni à Straubing [4] dix mille hommes bien équipés, avec vingt canons. Il partit pour Cham (fin septembre 1647), afin de rejoindre l'armée impériale en Bohême. Un événement assez singulier eut lieu, lorsque les troupes levèrent leur camp et se mirent en marche. Un cavalier appartenant au régiment du colonel Fleckenstein tourna subitement son cheval, et se jeta au milieu de l'infanterie en criant : « Quiconque va rejoindre les Impériaux en Bohême est un misérable. » Ce n'était là qu'un acte de folie, mais qui reflétait sans doute les sentiments des soldats et montrait combien les troupes bavaroises se défiaient alors de l'Empereur. Quoi qu'il en soit, le colonel fit saisir le cavalier ; une potence fut dressée, par ordre du prévôt, sur le front du régiment, et le malheureux fut aussitôt pendu.

[1] L'armistice d'Ulm, signé le 14 mars 1647 et conclu pour six mois, pouvait être dénoncé à partir du 14 septembre de la même année.

[2] La reine Christine de Suède avait ratifié l'armistice dès le 30 mai 1647 ; mais Wrangel avait retenu cette ratification jusqu'au milieu de septembre.

[3] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 924 à 927 ; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 309.

[4] A l'est de Ratisbonne.

Les Bavarois, qui arrivaient comme auxiliaires des Autrichiens, furent surpris du mauvais accueil qu'ils reçurent en Bohême. Partout, à leur approche, les habitants quittaient leurs villages, cachaient dans les bois tout ce qu'ils pouvaient emporter, et, retranchés derrière des abatis d'arbres, tuaient à coups de fusil les soldats qui venaient les secourir. De vivres nulle part : les paysans avaient juré de mettre à mort quiconque donnerait un morceau de pain aux Bavarois. La cause de cette haine implacable était l'armistice d'Ulm et tout ce que la cour de Vienne avait publié à ce sujet contre l'électeur. Ce ne fut qu'avec les plus grandes difficultés, et seulement le 21 octobre 1647, que Gronsfeld put rejoindre le camp autrichien en Saxe, à Zwickau, sur la Mulde occidentale [1]. A son entrée en Bohême, le généralissime bavarois avait reçu de l'électeur l'ordre de ne se réunir aux Impériaux que lorsque Werth et ses complices auraient été éloignés de l'armée : l'Empereur n'avait pas encore exécuté sa promesse. Arrivés près du camp de Zwickau, Gronsfeld et tous ses officiers demandèrent le renvoi de Werth, de Spork et de Kreutz. Ils ne consentiraient jamais, disaient-ils, à combattre à côté de ces traîtres. L'Empereur fut obligé de les rappeler; il les fit venir auprès de lui, à Prague, et leur donna le commandement d'un corps d'armée qui devait rester en Bohême.

Lorsque les Austro-Bavarois, forts de vingt-cinq mille hommes, s'avancèrent en Saxe, Wrangel, trop faible pour leur résister, traversa la Saale près de Mersebourg, et se replia par le bassin du Weser jusqu'à Brunswick, pour y attendre les Français.

L'armée austro-bavaroise ne poursuivit pas les Suédois comme il l'aurait fallu. Les deux généraux en chef, Mélander et Gronsfeld, se querellaient sans cesse. Gronsfeld voulait attaquer les Suédois avant que les Français fussent venus à leur secours; c'était l'avis de l'électeur de Bavière, ainsi que du général autrichien Montecuculli. Mais Mélander demandait qu'on envahît d'abord la Hesse-Cassel : son principal but était de forcer son ancienne souveraine, la landgrave Amélie, à lui payer un arriéré de solde.

On avait commis une grande faute en mettant à la tête des

[1] Il y a deux Mulde : celle de Freiberg à l'est, et celle de Zwickau à l'ouest.

deux armées des généraux qui ne pouvaient s'entendre, et elle eut des conséquences désastreuses. Gronsfeld, issu d'une famille d'ancienne noblesse, vieux ligueur catholique, d'un caractère ouvert et loyal, d'une bravoure éprouvée, avait peu de connaissances militaires; mais il était encore supérieur sur ce point à Mélander, qui en manquait totalement, et il refusait d'obéir à ce parvenu calviniste, qui, sans changer de religion, avait changé de maître. Maximilien, qui connaissait la fierté de Gronsfeld et craignait qu'il ne se laissât entraîner à des actes regrettables, ne lui avait remis le commandement qu'à la condition de suivre l'avis de la majorité de son conseil de guerre. Quant à Mélander, quoique courageux et actif, il ne savait jamais prendre une décision : il revenait à chaque instant sur les ordres qu'il avait donnés. En entrant dans la Hesse-Cassel, il invita la landgrave à se réconcilier avec l'Empereur, et comme elle refusait, il envahit ses États et se mit à les ravager. Les paysans calvinistes de la Hesse restèrent fidèles à leur souveraine; ils occupèrent les places fortes, les châteaux, les défilés des forêts. Gronsfeld s'opposait à cette guerre d'extermination; il ne put cependant empêcher que plusieurs détachements bavarois, poussés par le désir de piller, ne suivissent l'exemple des Autrichiens.

Ce fut inutilement que Wrangel envoya les ducs Guillaume et Ernest de Saxe-Weimar au quartier général austro-bavarois, pour négocier un nouvel armistice et mettre un terme à la dévastation de la Hesse-Cassel. Cette demande, dans laquelle on ne vit qu'un moyen détourné de gagner du temps, fut repoussée, et Mélander assiégea Marbourg. Il réussit à s'emparer de cette ville, mais il lui restait à prendre le château, dans lequel s'était retiré le colonel Stauf. Ce nouveau siége faillit lui coûter la vie. Un jour qu'il avait invité à sa table tous les généraux et l'abbé de Fulda, Stauf, prévenu par ses espions, dirigea un feu si violent d'artillerie contre la maison où se trouvaient réunis les convives, qu'elle fut traversée par les boulets; un des généraux fut tué; l'abbé de Fulda manqua être atteint, et Mélander fut grièvement blessé par un éclat de bois. Le généralissime autrichien leva aussitôt le siége et se dirigea vers la Thüringe.

L'année 1647 approchait de son terme; une neige épaisse couvrait la terre; il ne restait plus de vivres dans la Hesse dévastée, et il n'en venait point d'Autriche. Mélander et le commissaire

général des guerres, de Traun, avaient eu l'imprudence d'assurer à l'Empereur que l'armée trouverait dans la Hesse-Cassel tout ce dont elle aurait besoin. Obligés de bivaquer à la belle étoile dans un pays désert, les Austro-Bavarois voyaient leur nombre décroître de jour en jour par suite des épidémies et de la désertion. Gronsfeld laissa les Autrichiens en Thüringe et conduisit sur les bords du Main, en Franconie, ses troupes décimées.

La campagne avait complétement échoué à cause du plan mal conçu de Mélander. Pendant que les Austro-Bavarois perdaient leur discipline en ravageant la Hesse-Cassel, Wrangel, laissé tranquille, restaurait son armée, la renforçait en ralliant Königsmark, et attendait le moment où, réuni aux Français, il pourrait venger à son tour sur la Bavière et sur l'Autriche la dévastation de la Hesse [1].

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 928 à 931 ; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 325, 329.

CHAPITRE XII

TURENNE ET WRANGEL EN BAVIÈRE. LA PAIX DE WESTPHALIE.

1648.

Négociations. — Mazarin refuse d'abandonner les Suédois et de rester neutre. — L'électeur de Bavière travaille à la paix; l'Empereur accorde aux calvinistes l'égalité confessionnelle; demandes des adversaires de l'Autriche; la guerre continue.

Campagne de Turenne et de Wrangel en Bavière. — Wrangel s'avance sur Cassel; Turenne entre dans le bas Palatinat (février 1648). — Lamboy reste dans l'électorat de Cologne au lieu de se joindre aux Autrichiens. — Mélander concentre l'armée impériale à Hammelbourg; situation de cette armée. — Il rejoint Gronsfeld à Ochsenfurt.

Turenne dénonce l'armistice, passe le Rhin à Oppenheim (23 février 1648), rejoint Wrangel à Gelnhausen (23 mars), marche vers le Danube. — Mélander et Gronsfeld se replient: leurs mésintelligences. — Ils passent le Danube et gardent le Lech. — Buchheim arrive de Bohême pour les renforcer. — Turenne et Wrangel, pour n'être pas coupés par Buchheim, reviennent vers le Main (avril), attirent à eux l'ennemi pour lui faire abandonner le Lech et le Danube, puis reviennent pour envahir la Bavière. — Prise de Dinkelsbühl.

Turenne et Wrangel battent Mélander à *Zusmarshausen* (17 mai 1648). — Mélander est tué. — Retraite de Montecuculli derrière le Lech. — Gronsfeld prend le commandement en chef et se retire derrière l'Isar; son arrestation. — Enkefort le remplace et se retire derrière l'Inn. — La Bavière est envahie et dévastée. — Maximilien se réfugie à Salzbourg. — Wrangel veut faire traîner les négociations en longueur. — Piccolomini vient au secours de la Bavière avec douze mille Espagnols. — Les Franco-Suédois envoient Königsmark faire une diversion en Bohême; ils occupent Landshut (10 juin), passent l'Isar (12 juin). — Maximilien essaye en vain d'arrêter Wrangel en lui offrant de l'argent. — Piccolomini arrive à Schärding (9 juin) et menace le flanc gauche de l'ennemi à Vilshofen. — Les Franco-Suédois tâtent Wasserbourg et Mühldorf, reviennent sur l'Isar. — Échec des Austro-Bavarois. — Les deux armées restent un mois en présence, campées sur les bords de l'Isar. — Elles se retirent faute de vivres (fin août). — Les Franco-Suédois incendient Erding, bloquent Munich (milieu septembre). — Piccolomini reste inactif à Vilsbibourg.

Diversion en Bohême. — Königsmark quitte l'armée principale (19 mai 1648), entre en Bohême, enlève la Kleinseite de Prague (26 juillet),

assiége l'Altstadt, est renforcé par Wittenberg et par Charles-Gustave. — Wittenberg prend Tabor et menace Linz.

Négociations. — Ferdinand III presse l'Espagne de traiter avec la France : l'Espagne refuse : elle traite avec la Hollande (30 janvier 1648). — Les Etats de l'Empire demandent que l'amnistie s'étende même au Palatin et aux États héréditaires de l'Autriche ; ils offrent cinq millions de thalers à la Suède, qui accepte. — Les États signent avec Servien à Münster des *préliminaires de paix* (16 septembre 1648).

Les Suédois réclamant des quartiers d'hiver en Allemagne, *la guerre continue.* — Piccolomini fait lever le siége de Munich et marche (5 octobre 1648) contre les Franco-Suédois, qui se retirent vers la Souabe. — Wrangel manque être enlevé dans une partie de chasse. — Les Franco-Suédois passent le Lech (10 octobre), le Danube (15 octobre), et envahissent le haut Palatinat, pour marcher ensuite sur Vienne par la Bohême. — Piccolomini les suit et apprend que la paix est signée.

Paix de Westphalie. — Signature des traités à Münster (24 octobre 1648). — Acquisitions de la France et de la Suède. — Les électeurs de Trèves et de Bavière. — Rétablissement du Palatin. — Acquisitions de l'électeur de Brandebourg, des ducs de Mecklenbourg et de Brunswick, du margrave de Hesse-Cassel. — Amnistie. — Suisse, Bourgogne, Lorraine, Portugal.

Situation ecclésiastique ; possession des biens d'Église (1619-1624). — — Juridiction. — Liberté de religion dans l'Empire, en Silésie, en Autriche. — Droit de réforme des souverains. — Les calvinistes obtiennent l'égalité des droits.

Les villes impériales auront voix délibérative dans les diètes. — Donauwerth. — Droit d'alliance. — Chambre impériale ; conseil aulique ; questions religieuses. — Pouvoirs de l'Empereur. — Mise au ban. — Élection du roi des Romains. — Capitulation perpétuelle. — Il est interdit de protester contre la paix.

Résistance de Wrangel. — Licenciement des armées. — L'Allemagne est menacée de l'établissement d'une caste militaire. — La guerre depuis 1637.

Résumé de la guerre de Trente ans ; résultats. — Questions religieuses. — La paix de Westphalie consacre le fait accompli. — La puissance des catholiques diminue en Allemagne. — L'Empire perd de son unité. — Situation de l'Allemagne.

Ratifications. — Protestation du Pape et de l'Espagne.

Comparaison entre l'Allemagne du dix-septième siècle et celle du dix-neuvième.

Mazarin se proposait comme Richelieu d'affaiblir l'Autriche et la Suède l'une par l'autre, sans laisser succomber aucune de ces deux puissances, de peur d'avoir ensuite sur les bras celle qui aurait été victorieuse. Ce fut pour cela qu'il refusa d'abandonner les Suédois et de rester neutre, comme le lui demandait l'électeur de Bavière.

Cependant Maximilien continuait ses efforts en Allemagne pour rétablir la paix. Sur ses instances, l'Empereur confirma les con-

cessions déjà faites, assura aux calvinistes les droits politiques dont jouissaient les luthériens, et permit aux protestants de Silésie de bâtir des églises en diverses villes, privilége qu'aucun prince protestant n'avait accordé jusqu'alors à ses sujets catholiques.

Ces concessions ne satisfirent ni les protestants, ni les Suédois. Oxenstierna demandait qu'un neuvième électorat fût créé pour la Suède, et réclamait, outre la Poméranie orientale, cinq millions de thalers, la ville et le port de Wismar avec les bailliages voisins; les ducs de Mecklenbourg devaient être dédommagés de la perte de ce port avec des biens ecclésiastiques. Les ducs de Brunswick voulaient faire revivre leurs anciens droits sur Hildesheim; la landgrave Amélie de Hesse-Cassel réclamait toujours Marbourg; l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, renouvelait ses prétentions sur Jägerndorf en Silésie, et méditait de former une nouvelle Union pour obtenir plus facilement ce qu'il demandait. Enfin la France ne se contentait pas de l'Alsace : elle réclamait en outre Brisach. Cependant l'Empereur ne pouvait céder sur tous ces points : soutenu par l'électeur de Bavière, il tenta encore une fois le sort des armes[1].

Les Franco-Suédois entrèrent en campagne dès le mois de février 1648. Wrangel partit avec vingt-deux mille hommes de Brunswick pour Cassel, pendant que Turenne envahissait le Palatinat du Rhin à la tête de huit mille hommes. A l'approche des Suédois, la terreur se répandit dans les cantonnements autrichiens. Gronsfeld, le généralissime bavarois, alors à Kitzingen[2], donna ordre au feld-maréchal Lamboy, qui commandait les troupes de Cologne, de faire une diversion contre Mayence, afin de retenir Turenne sur les bords du Rhin, puis, en cas de besoin, de rallier l'armée impériale. Mais l'électeur de Cologne le retint pour défendre ses États contre les Hessois. Ce fut ce qui décida du sort de la campagne, car Turenne, voyant que la frontière française n'était pas menacée, put s'éloigner du Rhin et se réunir à Wrangel.

Mélander, à peine guéri de sa blessure reçue à Marbourg, concentra l'armée impériale à Hammelbourg[3]. Il se faisait illusion

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 932; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 361.

[2] Sur le Main, au sud-est de Würtzbourg.

[3] Sur la Saale de Franconie, au nord de Würtzbourg.

sur le nombre de ses troupes : au lieu de trente mille hommes que portaient ses listes, il n'en avait en réalité que quinze mille, et encore parmi ceux-ci un grand nombre refusaient de combattre, prétendant qu'on voulait les faire mourir de faim. Leur armement était en outre très-défectueux : la plupart des mousquets ne pouvaient pas tirer. Plus de la moitié de la cavalerie se composait de recrues non exercées, qui n'avaient jamais vu l'ennemi. La discipline avait complétement disparu ; plusieurs détachements, au lieu de se réunir au gros de l'armée, s'étaient retirés dans la Franconie, le haut Palatinat, la Bavière et la Bohême, et y vivaient de pillage. L'armée manquait aussi de chefs capables : l'Empereur se vit obligé de confier le commandement de sa cavalerie à Spork, et ce ne fut qu'après en avoir été instamment prié, et seulement lorsque ce transfuge lui eut fait amende honorable, que Maximilien consentit à cette nomination. Ne pouvant lutter seul contre les Suédois, Mélander rejoignit Gronsfeld et les Bavarois à Ochsenfurt, non loin de Kitzingen, au sud-est de Würtzbourg [1].

Pendant ce temps Turenne, à la tête de ses huit mille hommes, dont quatre mille de cavalerie avec vingt canons, traversait, sans rencontrer de résistance, d'abord le Rhin à Oppenheim (11 février), puis le Main, et se réunissait à Wrangel, près de Gelnhausen, au nord-est et à peu de distance de Hanau (23 mars 1648) ; les Franco-Suédois eurent alors trente mille hommes. Quelque temps avant de passer le Rhin, Turenne avait écrit à l'électeur de Bavière pour lui dénoncer de son côté l'armistice ; il n'en avait pas reçu l'ordre, mais la cour l'approuva.

Les Austro-Bavarois se trouvaient inférieurs en forces aux Franco-Suédois. Craignant d'être pris entre deux feux, ils battirent en retraite dans la direction du Danube. Malheureusement pour eux, plus le danger grandissait, moins leurs chefs s'entendaient. Ne songeant qu'à l'intérêt immédiat de leurs souverains, Mélander voulait couvrir la Bohême, et Gronsfeld, la Bavière. Mais ce n'était pas là l'unique cause de leur mésintelligence. Gronsfeld avait adressé à Maximilien un rapport sur le mauvais entretien de l'armée impériale ; l'électeur le communiqua à la cour de Vienne, et le ministère autrichien en envoya copie à Mélander.

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 933-934.

Il en résulta une scène violente entre les deux généraux, à Beilngries[1]. Gronsfeld refusa de retirer les expressions dont il s'était servi dans le rapport, et un duel fut sur le point de s'ensuivre; les autres généraux réussirent à l'empêcher.

Ces dissensions profitaient aux Franco-Suédois, qui, n'étant arrêtés nulle part, marchaient aussi vers le Danube. Les malheureux habitants essayaient en vain de fléchir l'ennemi, en venant à sa rencontre lui offrir les derniers restes de leur fortune et de leurs vivres : les vainqueurs mettaient tout à feu et à sang, et les femmes, maltraitées par ces bandits, se jetaient dans les rivières pour échapper au déshonneur.

A la nouvelle que Turenne approchait de Donauwerth, Mélander passa le Danube pour se mettre à couvert derrière ce fleuve, et s'établit à Vohbourg, sur la rive droite, à peu de distance à l'est d'Ingolstadt. L'armée impériale était de peu de secours pour la Bavière, où elle se conduisait comme l'ennemi. Plusieurs de ses détachements allèrent piller, les uns jusqu'à Wörth, les autres jusqu'à Landshut ; ils n'épargnaient pas même les églises. Gronsfeld fut obligé d'envoyer contre eux quelques escadrons de cavalerie, avec ordre de mettre à mort tout Autrichien qu'on surprendrait pillant. Il passa ensuite le Danube à Ingolstadt, et se dirigea vers Rain pour défendre la ligne du Lech et arrêter l'ennemi. Il y trouva Metternich, le commandant de Donauwerth. Désespérant de sauver cette place, Metternich l'avait abandonnée sans même rompre le pont du Danube, qu'il trouvait trop précieux pour le détruire. Gronsfeld y envoya en toute hâte un colonel qui ne put en abattre que deux arches, l'avant-garde ennemie ne lui ayant pas permis de faire davantage.

Lorsqu'il eut été rejoint par les Autrichiens, Gronsfeld occupa le Lech sur une étendue considérable, de Rain à Landsberg, de telle sorte qu'Augsbourg se trouvait à peu près au milieu de la ligne à défendre. Comme l'armée austro-bavaroise ne comptait que vingt et un mille hommes, et qu'il lui était par conséquent impossible de garder à la fois tous les passages, on avait organisé des postes avec de l'artillerie, de manière à annoncer à toute la ligne l'approche de l'ennemi. Au bout de peu de jours, tous les vivres furent consommés, et la famine commença à se faire sentir.

[1] Sur l'Altmühl, au nord d'Ingolstadt.

Cette armée de vingt et un mille hommes avait une suite de cent soixante mille femmes, enfants ou valets, et ses magasins établis à Ingolstadt ne fournissaient du pain que pour quarante mille personnes par jour; le reste, ne pouvant subsister que par le pillage, se répandait partout et ruinait les campagnes. Les bourgeois, en s'armant, en fermant avec soin les portes de leurs villes, pouvaient encore échapper à ces nuées de bandes affamées; mais les paysans avaient beau se défendre, ils étaient battus, les pillards leur enlevaient leurs vivres et leurs provisions, et se les disputaient entre eux.

En face de pareilles troupes, Turenne aurait pu sans difficulté passer le Danube et le Lech, et envahir la Bavière; mais, informé que six mille Autrichiens arrivaient de Bohême sous le commandement du général Buchheim, il craignit de voir couper sa ligne de retraite, et retourna vers la basse Franconie, pendant que Wrangel, de son côté, pour le même motif, se dirigeait vers le haut Palatinat par Eichstädt et Neumarkt.

Mélander et Gronsfeld concentrèrent leurs troupes à la hâte et rallièrent Buchheim à Ratisbonne; mais, cette jonction opérée, ils ne furent plus d'accord sur la conduite à tenir. Gronsfeld était d'avis de laisser l'artillerie et le bagage en arrière, et, ainsi allégé, de se jeter sur les Suédois; Mélander, au contraire, craignant que les Suédois n'allassent attaquer Prague, voulait couvrir la frontière de Bohême et leur barrer le passage. Les Austro-Bavarois remontèrent les bords de la Naab jusqu'à Schwandorf[1], et le feld-maréchal-lieutenant Truckmüller, inclinant sur la gauche avec un corps de cavalerie, marcha rapidement au secours d'Amberg. Wrangel avait envoyé trois mille cavaliers et de l'artillerie sous Königsmark, pour s'emparer de cette capitale du haut Palatinat. En attendant que les Impériaux vinssent à leur secours, les habitants d'Amberg se défendirent vaillamment (avril 1648). A l'approche de Truckmüller, Königsmark leva le siége et battit en retraite jusqu'à Tirschenreuth, dans la haute vallée de la Naab.

L'armée austro-bavaroise s'approchait d'Amberg à la suite de son avant-garde, lorsqu'elle apprit que Wrangel, au lieu de continuer son mouvement vers le nord, s'était subitement dirigé à l'ouest pour rejoindre Turenne. Le plan de campagne du maré-

[1] Sur la Naab.

chal français se dévoilait. Turenne, en retournant vers le Main, n'avait pas seulement voulu fortifier sa ligne de retraite, il s'était aussi proposé de faire abandonner aux Austro-Bavarois le Danube et le Lech, et, pendant qu'ils le suivraient, de revenir brusquement sur ses pas pour les gagner de vitesse et envahir la Bavière, qui serait alors dégarnie de troupes. Mélander, en remontant la vallée de la Naab pour couvrir la Bohême, avait réalisé les prévisions des Français. Les Austro-Bavarois s'aperçurent à Amberg du plan de l'ennemi : il était malheureusement trop tard pour s'y opposer. Wrangel avait d'ailleurs rendu leur poursuite impossible en ravageant le haut Palatinat; les Austro-Bavarois trouvaient tous les villages incendiés ou abandonnés; les officiers comme les soldats en étaient réduits à se nourrir de pain d'avoine, pendant qu'on donnait à manger aux chevaux des branches de sapin. L'armée, la cavalerie surtout, souffrait horriblement; les chevaux exténués ne pouvaient plus porter leurs cavaliers : il fallait les mener par la bride.

Après avoir été rejoint par les Suédois à Ansbach, Turenne, commençant son mouvement vers le Danube, marcha sur Dinkelsbühl. Trois cavaliers parvinrent à s'échapper de cette ville pendant la nuit, et apportèrent aux Austro-Bavarois, cachée dans leurs pistolets, une lettre du commandant de Dinkelsbühl qui annonçait que cette place était déjà bloquée par l'ennemi, mais qu'elle résisterait dans l'espoir d'être secourue. Les généraux continuaient à ne pas s'entendre : Gronsfeld voulait aller au secours de la Bavière, et Mélander entrer en Bohême. Pressé par le général bavarois, Mélander consentit à revenir vers l'Altmühl, mais, arrivé sur les bords de cette rivière, il demeura encore indécis pendant plusieurs jours, et ne continua sa marche que sur l'ordre formel de la cour de Vienne. Les Austro-Bavarois, forts maintenant de trente-trois mille hommes, dont moitié de cavalerie, purent néanmoins prévenir l'ennemi : ils traversèrent le Danube à Donauwerth et revinrent se mettre en observation pour défendre le passage du Lech. Turenne leur en avait laissé le temps en s'attardant au siége de Dinkelsbühl.

Après avoir pris cette place, Turenne continua sa marche. Gronsfeld, se fondant sur ce que l'ennemi ne leur était pas supérieur en nombre, fut d'avis d'aller à sa rencontre et de lui livrer bataille; mais Mélander pensa qu'il valait mieux attendre. Lorsque Turenne

apprit que ses adversaires, au lieu d'être réunis, se trouvaient, les Bavarois à Augsbourg, et les Autrichiens à quelque distance à l'ouest de cette place, à Zusmarshausen, il traversa le Danube à Lauingen. Wrangel le traversa de son côté un peu plus à l'ouest, à Günzbourg, et attaqua les Autrichiens à l'improviste, au moment où, après avoir mis le feu à leur camp, ils quittaient Zusmarshausen pour aller se réunir aux Bavarois, à Augsbourg.

C'était un dimanche, le 17 mai 1648; les Autrichiens n'avaient placé d'avant-postes nulle part. Wrangel se jeta sur leur arrière-garde; celle-ci se composait de trois mille cinq cents hommes, commandés par le jeune et vaillant général Montecuculli [1]. Quoiqu'il n'eût que peu de monde, et qu'il fût séparé du gros de l'armée par une grande quantité de bagages, Montecuculli se décida à faire volte-face. Prenant une position avantageuse sur une colline près de Zusmarshausen, il ouvrit un feu tellement vif sur les Suédois, qui s'avançaient par un défilé marécageux et encombré de broussailles, que leur avant-garde recula en perdant deux canons. Wrangel eut beau attaquer la colline avec toute son armée, il fut également repoussé. Mais au moment où les Suédois allaient donner un second assaut, Turenne tomba dans le flanc droit des Autrichiens avec trois régiments français. C'était la première fois que Montecuculli combattait contre Turenne; il allait devenir son rival de gloire. Pour échapper à l'ennemi qui l'entourait et rejoindre l'armée principale, il fut obligé de traverser la plaine marécageuse qui s'étend de là jusqu'au Lech. La lutte fut acharnée, et l'on finit par se battre corps à corps.

Elle durait déjà depuis quatre heures, quand Mélander arriva au secours de son arrière-garde avec mille cavaliers. Il se posta derrière un marais, près d'un passage boisé; mais au moment où les Suédois s'y précipitaient et où il allait les surprendre, il fut emporté par son cheval au milieu d'eux, et mortellement atteint d'un coup de pistolet.

Montecuculli prit alors le commandement et continua la retraite sans cesser de combattre, exposé à chaque instant à être

[1] Raimond, comte de Montecuculli, né en 1608, d'une famille illustre du Modénais, embrassa jeune la profession des armes, et entra au service de l'Autriche. Fait prisonnier en 1639, il employa ses deux années de captivité à étudier les meilleurs ouvrages sur l'art de la guerre.

enveloppé par les cavaliers suédois. Il réussit enfin à faire passer la Schmutter [1] à son infanterie, qui se réfugia sous le canon d'Augsbourg, et, se mettant lui-même à la tête de sa cavalerie, il put se frayer au travers des ennemis un chemin vers la Biber [2], d'où il gagna aussi Augsbourg.

La Schmutter est une rivière fort encaissée, où il n'y avait qu'un seul gué très-étroit. Wrangel s'avança pour la traverser à la suite de l'infanterie autrichienne; mais le colonel [3] duc Ulrich de Würtemberg, qui gardait le passage à la tête de l'avant-garde bavaroise, l'arrêta [4] pendant plusieurs heures, jusqu'à ce que Gronsfeld [5] fût arrivé vers le soir avec le gros de son armée. L'artillerie bavaroise fut alors disposée sur une colline par le major général d'Hunolstein, et fit reculer les Suédois jusqu'à ce que la nuit eût mis fin au combat. Les Autrichiens avaient perdu deux cents officiers, deux mille soldats, six canons, leur caisse militaire, leur chancellerie et une grande partie de leurs bagages. Mélander, blessé à la poitrine et à l'épaule droite, fut apporté à Augsbourg et y mourut dans les bras de sa femme, à l'auberge de la Grappe [6].

Gronsfeld prit le commandement en chef des deux armées; mais il ne pouvait pas s'exposer à une nouvelle bataille en rase campagne, n'ayant plus que quatorze mille hommes à opposer aux vingt-deux mille Franco-Suédois, et ses troupes, surtout les troupes autrichiennes, se trouvant complétement démoralisées par le manque de vivres [7] et par la défaite. Ses troupes étaient,

[1] Rivière qui se jette dans le Danube.

[2] Ruisseau qui se jette dans la Schmutter.

[3] C'est par erreur que Turenne donne au duc le grade de général major (*Mémoires*, p. 95); il ne le fut que plus tard. D'après Schreiber (*Maximilian I*, p. 939) et Koch (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 413), le passage de l'infanterie et l'héroïque résistance du duc de Würtemberg auraient eu lieu sur le Lech, à Landsberg; mais les *Mémoires de Turenne* (p. 94), Ramsay (*Histoire de Turenne*, t. I, p. 206) et Barthold (*Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 614) indiquent la Schmutter.

[4] Il eut cinq chevaux tués sous lui (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 416).

[5] Mélander l'avait fait prévenir par un aide de camp, peu de temps avant d'être blessé.

[6] Il avait soixante-trois ans.

[7] Il n'arrivait rien de Vienne : les fournisseurs et les généraux continuaient à voler.

d'ailleurs, les seules qui restassent à l'Empereur et à l'électeur. Il ne pouvait pas non plus empêcher le passage du Lech, car l'ennemi occupait déjà plusieurs points sur cette rivière. Une diversion que Turenne fit sur Friedberg, à l'est d'Augsbourg, et qui attira Gronsfeld de ce côté, permit à Wrangel de jeter sans obstacle des ponts à Oberndorf (20 mai), d'enlever Rain le même jour, et d'ouvrir ainsi toute la Bavière à l'invasion. Gronsfeld, afin de ne pas être séparé de l'Autriche et de défendre la ligne de l'Isar, se retira à marches forcées vers Landshut. Comme il se trouvait à Gangkofen [1], il fut arrêté et conduit à Ingolstadt par ordre de Maximilien. Les généraux autrichiens l'accusaient d'avoir abandonné sans nécessité le passage du Lech. Gronsfeld se défendit en disant qu'il n'avait fait que suivre l'avis de la majorité du conseil de guerre. L'enquête traîna jusqu'à l'année suivante (1649), et aboutit à une décision personnelle de Maximilien, qui rendit la liberté au général [2].

Après la mort de Mélander et l'arrestation de Gronsfeld, le commandement en chef fut confié au baron Adrien de Enkefort, qui avait déjà servi avec distinction comme feldzeugmestre dans l'armée autrichienne, avait été fait prisonnier par les Suédois à la bataille de Jüterbock (fin 1644), et venait de recouvrer la liberté. Le nouveau général en chef abandonna la ligne de l'Isar, dont les eaux étaient alors trop basses pour arrêter l'ennemi, et vint prendre position entre Schärding et Braunau pour défendre la ligne de l'Inn et attendre des renforts.

Pendant ce temps, les Franco-Suédois envahissaient la Bavière et y mettaient tout à feu et à sang. Les habitants ramassaient les débris de leur fortune et s'enfuyaient jusqu'en Autriche. Le vieil électeur lui-même fut obligé d'abandonner Munich, et de se réfugier, d'abord à Wasserbourg sur l'Inn, où il s'était déjà établi pendant l'invasion de Wrangel et de Turenne, en 1646, puis à Salzbourg (4 juin). Le nombre des fuyards était si grand qu'au passage de l'Inn deux bateaux, chargés de la vaisselle de la cour et portant vingt-trois personnes, coulèrent à fond. Maximilien conservait toute sa tranquillité d'âme et continuait à diriger lui-même, malgré son grand âge, toutes les affaires politiques et

[1] Au sud-est de Landshut; il y a là deux villes de ce nom.
[2] Il se retira dans ses terres.

militaires. Plein de confiance en Dieu, sa piété le soutenait au milieu de ses malheurs, et c'était un touchant spectacle de le voir, entouré de sa femme et de ses jeunes fils, communier chaque dimanche et prier pour ses infortunés sujets.

Le malheureux électeur, ne pouvant plus se défendre, s'adressa au congrès de Westphalie. Salvius, pressé par l'ambassadeur français, envoya à Wrangel l'ordre de cesser les dévastations. Tout en pensant que la Bavière avait mérité une ruine complète en dénonçant l'armistice d'Ulm, il voulait cependant, disait-il, montrer de la grandeur d'âme. Mais Wrangel eut à peine reçu la lettre qu'il la jeta à terre; il n'en tint aucun compte, et il écrivit à Münster et à Osnabrück que les renseignements fournis sur la conduite des Suédois étaient faux, et que s'il arrivait parfois qu'on usât de rigueur, la résistance acharnée des habitants en était la seule cause. Il lui semblait singulier qu'on prît tant de souci de la conservation de quelques maisons de luxe, tandis que personne ne s'inquiétait de la vie de ses soldats. Wrangel envoya en outre un aide de camp à Osnabrück pour engager les ambassadeurs suédois à faire traîner le plus possible les négociations, parce qu'il était sur le point de soumettre toute l'Allemagne à la couronne de Suède [1]. Les Suédois continuèrent leurs dévastations; ils brûlèrent entre autres le château de l'électeur à Léonsberg. A la demande de Maximilien, le feld-maréchal Enkefort obtint cependant de Turenne et de Wrangel qu'on épargnât les autres châteaux de l'électeur, surtout celui de Trausnitz, près de Landshut, qui était la résidence des électrices douairières [2].

Ferdinand III cherchait, de son côté, à soutenir le courage de Maximilien. Il lui fit exprimer la douleur qu'il ressentait de le voir ainsi chassé de ses États à cause de son alliance avec l'Autriche, et lui annonça qu'il prenait des mesures pour le secourir. Piccolomini, duc d'Amalfi, le vieux compagnon d'armes de Wallenstein, arrivait en effet de Belgique avec douze mille Espagnols, et l'Empereur réunissait lui-même de nouvelles troupes. Mais comme il manquait toujours de généraux, il pria Maximilien de

[1] SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 943.

[2] Des gardes furent chargés de protéger ces châteaux, et Maximilien, pour remercier Turenne et Wrangel, leur envoya huit muids de vin du Neckar.

lui permettre de donner un commandement à Jean de Werth. L'électeur de Bavière laissa à ses généraux le soin de résoudre cette question, et exigea que Werth lui fît d'abord amende honorable. Les généraux bavarois, à l'exception du feldzeugmestre d'Hunolstein, consentirent, par égard pour l'Empereur, à ce que Werth servît en leur compagnie : Hunolstein protesta et quitta l'armée.

Le vœu suprême de Turenne était de dicter la paix à l'Autriche dans sa capitale. C'est pourquoi, laissant de côté Munich, dont le siége lui aurait fait perdre trop de temps, il marcha sur Landshut, afin de traverser la basse Bavière et d'envahir l'Autriche. Wrangel avait envoyé Königsmark en Bohême pour y opérer une diversion, et des émissaires dans la haute Autriche pour soulever les paysans protestants contre la maison de Habsbourg.

Les Franco-Suédois passèrent l'Isar (12 juin 1648), et traitèrent le pays entre l'Isar et l'Inn avec la même barbarie qu'entre le Lech et l'Isar. Partout les habitants prenaient la fuite ; les soldats de la landwehr, au lieu de défendre les villes qui leur avaient été confiées, les quittaient avec leurs familles. Les villes, les bourgs, les châteaux étaient pillés et brûlés par l'ennemi, et la nuit on apercevait de Salzbourg la lueur des incendies.

L'armée austro-bavaroise ne comptait plus que dix mille hommes et était dans un état déplorable. Le nouveau généralissime, Enkefort, l'avait fait se retrancher derrière l'Inn, entre Schärding et Braunau, afin de la mettre à l'abri d'une première attaque et de pouvoir attendre des secours. Pour retarder l'invasion de l'ennemi et donner à l'Empereur le temps d'organiser une nouvelle armée, Maximilien envoya le comte Kurz proposer à Wrangel de lui payer une contribution, s'il consentait à évacuer la Bavière ; mais le maréchal suédois demanda deux millions de florins en or, sachant bien que l'électeur était incapable de payer cette somme. La négociation ne pouvait aboutir : l'ennemi continua sa marche.

Le 9 juin 1648, Piccolomini arriva à Schärding avec douze mille hommes, et prit le commandement des Austro-Bavarois. Désormais à la tête de vingt-deux mille hommes, il quitta les bords de l'Inn, et vint s'établir à Vilshofen sur le Danube, pour couvrir Passau, et en même temps menacer le flanc gauche des Franco-Suédois. Turenne et Wrangel, qui avaient occupé Landshut

(10 juin) et passé l'Isar (12 juin), ne continuèrent pas leur marche directement vers l'est ; ils se dirigèrent au sud-est, sans doute pour passer plus facilement l'Inn en le traversant au-dessus de son confluent avec la Salza. Les Franco-Suédois tâtèrent d'abord Wasserbourg ; l'ayant trouvé trop bien fortifié, ils descendirent le long de l'Inn et attaquèrent la petite ville salzbourgeoise de Mühldorf ; ils pensaient l'enlever facilement et y passer la rivière. Jamais les armées suédoises n'avaient été si rapprochées de l'Autriche, et c'était la première fois qu'un général français plantait les couleurs nationales sur les bords de l'Inn. Mais les troupes bavaroises, soutenues par des détachements de la landwehr, défendirent Mühldorf avec tant de bravoure, que l'ennemi dut renoncer à la prendre. L'Inn étant beaucoup plus large et plus profond que le Lech et l'Isar, les Franco-Suédois n'avaient pu y enfoncer des pilotis pour établir un pont. Menacés par Piccolomini, ils se retirèrent jusqu'à Landau sur l'Isar. Non loin de là, près du bourg de Zückling, Truckmüller, envoyé pour reconnaitre les Franco-Suédois avec quinze cents cavaliers, tomba dans une embuscade. Le duc Ulrich de Würtemberg, qui venait d'être nommé major général, en récompense de sa belle conduite à la bataille de Zusmarshausen, et qui accompagnait Truckmüller, fut fait prisonnier après s'être vaillamment défendu. Il fut mis en liberté quelques semaines après, l'électeur de Bavière ayant payé sa rançon. Quant à Truckmüller, il échappa, mais ne ramena pas plus de deux cents hommes au camp.

Afin d'attendre des renforts qui leur permissent de recommencer leur marche contre Vienne, les Franco-Suédois installèrent sur des hauteurs qui dominent la rive droite de l'Isar, entre Triesbach et Gottfrieding, un camp disposé en un vaste demi-cercle, qu'ils garnirent de fossés et de retranchements. En cet endroit, l'Isar est une rivière fort creuse et assez large. Faute de bateaux, les Suédois y établirent sur pilotis deux ponts, qui furent achevés en quatre ou cinq jours ; et, d'après leurs indications, les officiers de l'artillerie française en établirent un troisième. Piccolomini trouva ses adversaires si bien retranchés qu'il jugea toute attaque inutile, et au commencement d'août il occupa à son tour, au nord-est du camp franco-suédois, les hauteurs de Mamming, en appuyant sa gauche à Puchpach et sa droite à l'Isar. A peine les Austro-Bavarois avaient-ils commencé

à se retrancher, que Turenne fit élever à la hâte trois batteries sur la rive gauche de la rivière, en face de Mamming, pour les empêcher d'établir des ponts et de menacer ainsi sa ligne de retraite.

Les deux armées demeurèrent d'abord plusieurs jours dans leurs positions, sans prendre l'offensive. Werth tenta ensuite, avec la cavalerie, plusieurs expéditions contre les fourrageurs ennemis; elles eurent peu de succès; son ancienne ardeur s'était éteinte, et il semblait que son étoile eut pâli depuis sa trahison[1]. Le 7 août, vers minuit, Piccolomini essaya de surprendre le camp des Franco-Suédois. Ses soldats portaient un brassard blanc, afin de se reconnaître, et, chose assez singulière, qui montre bien les mœurs militaires du temps, le général en chef avait été obligé de déclarer que quiconque chercherait à déserter serait mis à mort. Les Impériaux arrivèrent, sans avoir été aperçus, jusqu'au camp des Suédois, massacrèrent les avant-postes et enlevèrent les premiers retranchements; mais Turenne étant survenu, Piccolomini fut obligé de se retirer.

Pendant presque tout le mois d'août, les deux armées restèrent en présence, sans se livrer aucun combat sérieux. L'une et l'autre attendaient des renforts; le manque de vivres les obligea à se retirer, les Austro-Bavarois vers le sud, et les Franco-Suédois vers Munich, par Landshut, Moosbourg et Erding. Cette dernière ville, attaquée par l'avant-garde suédoise, pensa se racheter du pillage en payant quatre mille thalers. Lorsque le gros de l'armée arriva, les bourgeois allèrent à sa rencontre et présentèrent l'accord conclu avec l'avant-garde; mais cette convention ne fut pas respectée : les troupes entrèrent dans la ville et pillèrent toutes les maisons; il n'en resta que les murs. Les valets de l'armée, les femmes et les enfants arrachèrent aux malheureux habitants jusqu'aux vêtements qui les couvraient; les femmes de la ville furent conduites, en cet état, dans le camp, pour y être outragées et voir la ville d'Erding incendiée sous leurs yeux.

[1] Jean de Werth ne joua plus dorénavant qu'un rôle effacé. Après la paix de Westphalie, il se retira en Bohême, dans la terre de Benatek, que l'Empereur lui avait donnée pour prix de ses services, et il y mourut d'une fièvre chaude le 6 septembre 1652, à l'âge de cinquante-huit ans. Marié deux fois, il ne laissa pas d'enfants.

Au milieu du mois de septembre, Turenne et Wrangel arrivèrent devant Munich et en commencèrent le blocus. Des détachements de soldats s'avancèrent au midi, jusqu'aux montagnes qui séparent la Bavière du Tyrol, et pillèrent les paysans qui s'y étaient réfugiés avec leur bétail et leur avoir. Quiconque refusait de livrer son argent était torturé jusqu'à la mort.

Piccolomini suivait les Franco-Suédois lentement, sans les attaquer. L'âge avait aussi refroidi son ardeur. Arrivé à Vilsbibourg[1], il y demeura inactif pendant quatorze jours, bien que Maximilien lui envoyât courrier sur courrier pour lui ordonner de poursuivre l'ennemi. Il s'excusait sur la rigueur de la saison et sur le mauvais état des chemins. Il est vrai que l'Empereur, de son côté, ne le pressait pas d'agir, et écrivait à l'électeur qu'il ne fallait pas accroître la difficulté des négociations en activant la guerre. Maximilien, qui souffrait directement de la présence de l'ennemi, ne trouvait pas ces observations sérieuses, et pensait qu'une résistance plus active ne pourrait qu'avancer, au contraire, la conclusion de la paix, en diminuant les prétentions des adversaires. Il rappelait en outre que l'Empereur s'était engagé, par le traité de Passau, à employer toutes ses forces à secourir la Bavière, et il menaçait Ferdinand III de signer une paix séparée, si Piccolomini ne prenait pas l'offensive. Mais le général en chef reçut du conseil de guerre de Vienne l'ordre de ne pas s'éloigner des frontières de l'Autriche, afin de pouvoir au besoin secourir Linz, que menaçait l'expédition suédoise en Bohême[2].

Königsmark, qui s'était séparé de l'armée franco-suédoise (19 mai) deux jours après la bataille de Zusmarshausen pour opérer une diversion, avait remonté la vallée de la Naab à la tête de quatre mille cavaliers. Entré en Bohême sans rencontrer de résistance, il y surprit plusieurs places frontières, et résolut de s'emparer de Prague. Après s'être renforcé de petits corps de troupes tirés des garnisons voisines, il fit d'abord courir le bruit

[1] Au sud-est de Landshut.

[2] TURENNE, *Mémoires*, p. 90 à 97 ; *Observations de Napoléon sur les campagnes de Turenne*, p. 364 et suiv.; SCHREIBER, *Maximilian I*, p. 934 à 946; MONGLAT, *Mémoires*, t. II, p. 88 ; KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 411 à 426 ; BARTHOLD, *Geschichte des grossen deutschen Krieges*, t. II, p. 613 et suiv.

Le général suédois Wittenberg marchait sur Linz.

qu'il voulait assiéger Ellnbogen, et se rapprocha ensuite de Pilsen, en feignant de n'avoir pas d'autre dessein que de lever des contributions. Il y avait dans son armée un officier[1] qui, ayant quitté depuis peu le service de l'Empereur, connaissait parfaitement la Kleinseite, celle des trois villes dont se compose Prague, qui est située le plus à l'ouest, sur la rive gauche de la Moldau. Après s'être instruit auprès de lui de tout ce qu'il désirait savoir, Königsmark lui fit prendre rapidement les devants avec deux cents chevaux, et envoya, sur tous les chemins par où l'on pouvait aller à Prague, des détachements avec ordre d'arrêter quiconque se rendrait dans cette ville. Ces mesures réussirent si bien que les habitants de la capitale ne reçurent aucun avis de ce qui se passait, et continuèrent à vivre dans une parfaite sécurité. Ils ne connurent le danger que lorsqu'il fut impossible de le conjurer. Königsmark marchait, d'ailleurs, avec une telle rapidité qu'il était à peu près impossible de le devancer. Arrivé à Rakonitz, il y laissa son artillerie et ses bagages, donna à son infanterie tout ce qu'il put rassembler de chevaux, et hâta tellement sa marche que, parti de cette ville vers dix heures du matin (26 juillet 1648)[2], il campa le soir du même jour au delà de la rivière de Borborietz, à trois milles de Prague. Ce ne fut qu'à ce moment qu'il découvrit son dessein à ses troupes. L'espoir d'un riche butin les transporta de joie. Königsmark donna en même temps ses ordres pour la marche et pour l'attaque, et tous demeurèrent cachés dans les bois jusqu'à la tombée de la nuit.

On s'avança alors. Les soldats, pour se reconnaître, portaient des rameaux verts à leurs chapeaux. Cent mousquetaires marchaient en tête, suivis de trente hommes armés de haches et de gros marteaux pour rompre les portes et abattre les ponts-levis ; cette avant-garde était suivie du reste de l'infanterie ; le général fermait la marche avec la cavalerie. Les Suédois arrivèrent ainsi à minuit sur la montagne Blanche. Là, Königsmark entendit dans la ville un bruit qui lui donna de l'inquiétude : il reconnut bien vite que ce n'était qu'une patrouille ordinaire. Il lui laissa le temps d'accomplir sa ronde ; puis les fantassins de l'avant-garde se cou-

[1] Le lieutenant-colonel Odowaltzki ou Ottowalzki.

[2] D'après Monglat, Königsmark surprit Prague dans la nuit du 25 au 26 juillet 1648 (*Mémoires*, t. II, p. 89).

lèrent sans bruit derrière le couvent des capucins, et montèrent sur les murailles par une courtine flanquée de deux bastions. Il y avait une sentinelle sur chacun de ces bastions ; la première cria, mais sans tirer, et fut à l'instant précipitée dans le fossé ; la seconde prit la fuite. De là, les Suédois, marchant vers la porte du couvent de Strachow, surprirent le corps de garde et le passèrent au fil de l'épée. Aussitôt la porte fut enfoncée et le pont-levis abaissé. L'infanterie, qui attendait près des jardins du comte de Schlick, accourut et se jeta dans la ville. Königsmark entra à sa suite avec toute la cavalerie, et la Kleinseite fut occupée. Le général avait donné l'ordre à ses troupes de s'emparer du pont qui joint la Kleinseite à l'Altstadt [1] et de la tour qui se trouvait à l'extrémité, de l'autre côté de la Moldau. Cet ordre fut ponctuellement exécuté, en sorte qu'il aurait pu, s'il avait voulu, pénétrer dans l'Altstadt. Mais, informé qu'il y avait dans cette seconde ville une garnison de huit cents hommes et plus de dix mille bourgeois bien armés, il jugea prudent de ne pas tenter l'entreprise. Chose singulière, il n'y eut dans toute cette expédition qu'un soldat tué et deux blessés.

Les Suédois, devenus maîtres de la Kleinseite, ne songèrent plus qu'à piller : les officiers se partagèrent les maisons des nobles ; celles des bourgeois et du peuple furent abandonnées aux soldats. Il est difficile d'imaginer tout ce que les habitants eurent à souffrir de leur avarice et de leur brutalité. Le butin fut énorme : on l'estime à douze millions de florins, somme extraordinaire pour le temps. Les diamants, devenus la proie de soldats qui n'en connaissaient pas la valeur, se vendaient à vil prix [2].

En prenant la Kleinseite, Königsmark n'avait exécuté que la moitié de son plan. Le général suédois Wittenberg, qui se trouvait en Silésie, vint le rejoindre pour l'aider à attaquer l'Altstadt ; mais d'un autre côté le comte de Buchhein, avec un corps de troupes impériales, se jeta dans la place pour la défendre.

[1] La vieille ville, sur la rive droite de la Moldau.

Le feld-maréchal Colloredo, commandant de Prague, s'échappa ; le cardinal-archevêque de Prague, Harrach, fut pris (KOCH, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 430).

[2] D'après certains auteurs, la part qui en revint à la reine de Suède se serait élevée, seule, à sept millions d'écus (PFEFFEL, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 341).

Prague, ainsi partagée entre les Suédois et les Impériaux, séparés par la Moldau, devint le théâtre d'une lutte acharnée, qui dura près de trois mois. Bientôt le comte palatin Charles-Gustave, héritier présomptif de la couronne de Suède [1], arriva (4 octobre 1648) avec un corps de troupes fraîches de huit mille hommes. Mais les habitants continuèrent leur résistance héroïque jusqu'à la conclusion de la paix.

Pendant que Prague était assiégé, Wittenberg parcourait la Bohême avec trois ou quatre mille hommes sans rencontrer de résistance, prenait d'assaut et pillait Tabor, où les plus riches habitants de la Bohême s'étaient réfugiés avec ce qu'ils avaient de plus précieux. De là il se dirigea vers le Danube, dans le dessein de soulever les paysans de la haute Autriche, de prendre Piccolomini à revers, et d'enlever l'Empereur, qui se trouvait alors à Linz. Mais le soulèvement des paysans ayant échoué, Wittenberg se retira [2].

Menacé au nord par Königsmark, à l'ouest par Turenne et Wrangel, Ferdinand III pressait le cabinet de Madrid de faire la paix avec la France, afin de pouvoir le secourir. Les Espagnols s'y refusaient. Ils avaient signé à Münster le 30 janvier une paix spéciale avec la Hollande; mais ils étaient trop fiers pour accepter les conditions qu'on voulait encore leur imposer [3].

Comme la majorité des princes de l'Empire désirait ardemment la paix, les catholiques et les protestants tombèrent enfin d'accord pour demander à l'Empereur une amnistie générale, qui comprendrait même les héritiers du Palatin et les États héréditaires de la maison d'Autriche. Ils offrirent d'un autre côté aux Suédois cinq millions de thalers d'indemnité. Oxenstierna, après avoir

[1] Né en 1622, fils de Jean-Casimir, prince palatin de Deux-Ponts, et de Catherine, sœur de Gustave-Adolphe, il monta sur le trône de Suède sous le nom de Charles X, ou Charles-Gustave, en 1654, après l'abdication de sa cousine Christine, fille de Gustave-Adolphe. On a pensé que Charles-Gustave aurait voulu se faire couronner roi de Bohême après la prise de Prague (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 443).

[2] Schreiber, *Maximilian I*, p. 943, 946; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 435, 437; Turenne, *Mémoires*, p. 99; Monglat, *Mémoires*, t. II, p. 89; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 349, 419 et suiv.

[3] On demandait à l'Espagne de renoncer au Portugal et d'abandonner à la France la frontière sud de la Belgique et le Roussillon.

longtemps marchandé, finit par s'en contenter ; mais l'Autriche refusait toujours d'accorder une amnistie générale, et de signer la paix sans l'Espagne. On résolut de se passer de son concours. L'ambassadeur français Servien se rendit de Münster à Osnabrück, pour conclure avec les États de l'Empire une paix séparée, de laquelle seraient exclues l'Espagne, la Lorraine et la Bourgogne. Les ambassadeurs impériaux protestèrent bien contre cette exclusion ; mais les États, sous l'impulsion des commissaires de Bavière et de Mayence, passèrent outre et signèrent les préliminaires de la paix le 16 septembre 1648 [1].

Les défaites que l'Autriche avait éprouvées en Bavière et en Bohême, et l'abandon dans lequel la laissait l'Allemagne, triomphèrent enfin de la résistance de Ferdinand ; mais, au moment où il se résignait à conclure la paix sans l'Espagne, les Suédois, enflés de leurs succès, posèrent de nouvelles conditions : ils réclamèrent pour leur armée des quartiers d'hiver en Allemagne, en attendant la ratification du traité. Ferdinand ne devait pas laisser dans l'Empire une armée qui pourrait tout remettre en question. Il donna en conséquence à Piccolomini l'ordre de continuer la guerre et de prendre l'offensive. Les Impériaux levèrent leur camp de Wilsbibourg (5 octobre 1648), et marchèrent contre les Franco-Suédois, qui furent obligés de lever le blocus de Munich. Turenne se retira vers la Souabe, dans le dessein d'attirer à lui les Impériaux, de les fatiguer, de les affaiblir par des marches et contre-marches, et de les éloigner assez de l'Autriche pour pouvoir reprendre son premier plan et s'ouvrir le chemin de Vienne. Le service de ses espions, qu'il payait bien, était toujours parfaitement organisé ; des déserteurs le renseignaient avec exactitude sur la situation de l'armée impériale, et il trompait Piccolomini et Enkefort, en leur faisant parvenir de fausses nouvelles par des soldats déguisés.

Wrangel se laissa cependant surprendre un jour, et faillit tomber au pouvoir des Impériaux. Ayant voulu, pendant qu'il avait son quartier général à Dachau, à deux milles de Munich, se donner le plaisir de la chasse dans le parc que l'électeur de Bavière possédait à Feldmöching [2], il s'y rendit accompagné de généraux

[1] Schreiber, *Maximilian I*, p. 949.
[2] Entre Dachau et Munich.

et d'officiers, et, pour éviter toute surprise, il disposa un corps de cavalerie pour garder la lisière du parc. Mais deux paysans étant allés informer les Austro-Bavarois de sa présence, Enkefort et Werth accoururent à la tête de deux mille cavaliers d'élite et dispersèrent les vedettes; Wrangel s'enfuit à pied avec son état-major, et il serait tombé entre les mains des Croates, si un cerf blessé ne lui avait indiqué un chemin au travers d'un marais.

Les Franco-Suédois, ayant renoncé, faute de vivres, à marcher sur Vienne par la Bavière, traversèrent le Lech à Landsberg (10 octobre 1648), le Danube à Donauwerth (15 octobre), puis l'Altmühl, et envahirent le haut Palatinat. Ils se proposaient d'entrer en Bohême, de se réunir à Königsmark devant Prague, et de marcher ensuite sur Vienne par la Moravie. Wrangel, pour se venger de sa mésaventure de Feldmöching, fit mettre le feu, sur les bords du Lech, à vingt villages qui sortaient à peine de leurs cendres, et pilla complétement Donauwerth. Piccolomini, afin de suivre les Franco-Suédois, passa le Danube à Ingolstadt, campa d'abord à Dietfurt [1], où il prit quelques jours de repos, puis se dirigea vers la Bohême. Il se trouvait dans la vallée du Regen et marchait sur Cham, lorsqu'au commencement du mois de novembre 1648, un messager, venu de Münster, lui apporta la nouvelle que la paix était enfin signée.

Oxenstierna abandonnait sa demande de quartiers d'hiver. Tous les États de l'Empire l'en avaient instamment prié, et Servien était parvenu à lui faire entendre que, par suite des retards qu'entraîneraient nécessairement la remise des places et la retraite des armées, celles-ci, en fait, passeraient leur hiver en Allemagne. Oxenstierna avait en même temps reçu de Stockholm l'ordre de faire la paix. La Suède redoutait de nouveau une guerre avec la Pologne. Le roi Ladislas VII étant mort sans postérité le 20 mai 1648, son frère Jean-Casimir lui avait succédé, et réclamait la couronne de Suède du chef de son père Sigismond III. La Suède était donc obligée de tourner désormais son attention du côté de la Pologne, pour empêcher que la branche aînée et catholique des Wasa ne remplaçât à Stockholm la branche cadette et protestante. Un nouveau corps d'armée, orga-

[1] Au nord-est d'Ingolstadt.

nisé à Wismar pour faire la guerre en Allemagne, fut envoyé en conséquence à Memel sur les côtes de la Prusse [1].

Cédant de son côté aux prières de l'électeur de Bavière, et ne comptant plus sur l'appui des Espagnols depuis leur défaite de Lens (20 août 1648), Ferdinand III avait accepté les conditions de la France. Quand on se fut mis d'accord à Osnabrück, Servien retourna de cette ville à Münster, et les ambassadeurs des autres puissances l'y suivirent. Le traité entre l'Empire et la France, et le traité entre l'Empire et la Suède, furent signés tous les deux à Münster, le 24 octobre 1648. Servien, accompagné de la Cour Groullart, se rendit chez les Impériaux, c'est-à-dire chez le comte de Nassau, où se trouvait Volmar; les Français y signèrent le traité, et les Impériaux allèrent ensuite le signer chez les Français. Oxenstierna et Salvius allèrent signer de leur côté chez le comte de Lemberg où se trouvait Crane [2], et ceux-ci chez les Suédois. Les traités furent ensuite portés par les secrétaires d'ambassade aux députés assemblés, qui signèrent tous avec empressement. Le lendemain, le secrétaire de la ville, précédé de timbales et de trompettes, publia la paix; un *Te Deum* fut chanté, et le canon tira toute la journée en signe de réjouissance. Les négociations avaient duré cinq années [3].

La France acquérait définitivement, en toute souveraineté : sur la rive gauche du Rhin, les trois évêchés de Metz, de Toul et de Verdun [4], le landgraviat de haute et basse Alsace, la préfecture des dix villes impériales d'Alsace [5], et le Sundgau [6]; sur la rive

[1] Jean-Casimir, héritier de la branche aînée et catholique des Wasa, renonça au trône de Suède par le traité d'Oliva (1660), après une guerre contre Charles-Gustave, qui en représentait la branche cadette protestante.

[2] Lemberg et Crane étaient les deux plénipotentiaires impériaux qui avaient négocié à Osnabrück.

[3] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 482 à 505; Schreiber, *Maximilian I*, p. 950; *Observations de Napoléon*, p. 365; Turenne, *Mémoires*, p. 99 et suiv.; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 484.

[4] Henri II s'en était emparé en 1552, et la France les avait possédés depuis lors.

[5] Haguenau, Colmar, Schelestadt, Wissembourg, Landau, Obereinheim, Rosheim, Münster, Kaiserberg et Furingheim (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 530).

[6] Pays au sud de Mulhouse.

droite, la forteresse de Brisach avec sa banlieue; sauf la réserve de la jouissance de tous les droits et prérogatives compatibles avec la souveraineté du Roi, faite au profit des États immédiats de l'Empire qui se trouvaient dans ces provinces[1]; enfin le protectorat de Philippsbourg, avec droit de garnison et de passage, la souveraineté en demeurant à l'électeur de Trèves en sa qualité d'évêque de Spire. Il était stipulé qu'on ne pourrait élever aucun fort sur la rive droite du Rhin, de Bâle à Philippsbourg, ni changer le cours du fleuve, d'un côté comme de l'autre. La France payait à l'Autriche trois millions de livres et prenait à sa charge les deux tiers des dettes de l'Alsace. Comme l'Espagne avait des droits sur cette province, l'Empereur et les États d'Allemagne s'engagèrent à l'y faire renoncer, et la France dut garder, en attendant, les quatre villes forestières[2] et les trois millions de livres. L'Empereur confirmait encore le traité de Cherasco (du 6 avril 1631) relatif au Montferrat, et renonçait à la souveraineté de l'Empire sur Pignerol, que le duc de Savoie avait cédé à Louis XIII, en 1632, par le traité de Saint-Germain[3].

La Suède obtint la Poméranie occidentale[4] avec les îles de Rügen et d'Usedom, plusieurs villes de la Poméranie orientale[5], entre autres Stettin, avec l'île de Wollin et les trois bouches de l'Oder : la Peene, la Swine et la Dievenow, y compris la rive droite de cette dernière; l'expectative de la Poméranie orientale avec l'évêché de Cammin, si la ligne masculine de Brandebourg s'éteignait; l'archevêché de Brême comme duché, l'évêché de Verden comme principauté, et, dans le Mecklenbourg, la ville et le port de Wismar avec la forteresse de Wallfisch et les bailliages de Poel et de Neukloster; le tout comme fiefs héréditaires et

[1] Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 342.

Louis XIV réunit Strasbourg à la France en 1681.

[2] Rheinfelden, Seckingen, Laufenbourg et Waldshut.

[3] La France avait abandonné une partie de ses premières demandes en renonçant au Brisgau, à Spire, à Mayence, à un siége à la diète, et en ne séparant pas de l'Empire la Lorraine et le cercle de Bourgogne.

A la paix de Nimègue (1678), la France garda la Franche-Comté, et reçut Fribourg en Brisgau à la place de Philippsbourg. La France rendit Pignerol au duc de Savoie par le traité de Turin en 1699.

[4] Antérieure ou citérieure, *Vorpommern*.

[5] Ultérieure, *Hinterpommern*.

immédiats de l'Empire, avec trois voix au collége des princes dans la diète, pour Brême, Verden et la Poméranie. Enfin la Suède devait recevoir, pour licencier son armée, cinq millions de thalers, qui lui seraient payés par les sept cercles de Bas-Rhin, Haut-Rhin, basse Saxe, haute Saxe, Westphalie, Franconie et Souabe[1].

L'électeur de Trèves était rétabli dans tous ses États et dignités[2].

Maximilien de Bavière gardait, pour lui et pour la branche wilhelmine de la maison de Wittelsbach, la dignité électorale palatine, la première de l'Empire, plus le haut Palatinat avec le comté de Cham; et il renonçait aux treize millions de florins que l'Empereur lui devait pour l'expédition de Bohême en 1620.

Les héritiers du Palatin furent tous amnistiés. Une huitième dignité électorale, avec la charge de grand trésorier, fut créée pour Charles-Louis, fils aîné de Frédéric V, et on lui rendit le bas Palatinat ou Palatinat du Rhin. Les deux branches de la maison de Wittelsbach, branche rudolphine ou palatine, et branche wilhelmine ou bavaroise, eurent donc chacune une dignité électorale. Si la lignée mâle s'éteignait dans la branche palatine, la huitième dignité électorale devait s'éteindre avec elle; si elle s'éteignait dans la branche bavaroise, la branche palatine reprendrait, avec le haut Palatinat, la première dignité électorale au lieu de la huitième, qui disparaîtrait encore. L'Empereur s'engagea à payer au Palatin quatre cent mille thalers, pour lui faciliter l'entretien de ses frères, et de plus, à fournir à chacune de ses sœurs une dot de dix mille thalers, et à sa mère vingt mille thalers une fois donnés. On promit aussi de restituer tous leurs biens aux trois palatins de la ligne électorale : Louis-Philippe, frère de Frédéric V, Frédéric de Deux-Ponts et Léopold-Louis de Weldenz.

Le Brandebourg reçut la Poméranie orientale, qui lui arrivait par héritage, et fut indemnisé de la perte de la Poméranie occi-

[1] Les cercles de Bavière, d'Autriche et de Bourgogne ne payaient rien (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 620).

Oxenstierna ne recevait pas Mayence qu'il avait convoité; la Suède renonçait à la création pour elle d'un neuvième électorat, ainsi qu'à la Poméranie orientale, à cinq millions de thalers qu'elle avait d'abord réclamés en sus des cinq obtenus, et à des quartiers en Allemagne.

[2] BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 512.

dentale, par les évêchés d'Halberstadt, de Minden [1], de Cammin comme principautés séculières, et par l'expectative de l'archevêché de Magdebourg comme duché, expectative qui devait se réaliser prochainement, soit par la mort de l'administrateur duc Auguste de Saxe, soit par son avénement à l'électorat de Saxe ; le tout avec les quatre voix afférentes dans les diètes à ces biens ecclésiastiques. Quatre bailliages, déjà cédés à l'électeur de Saxe, demeuraient distraits de l'archevêché de Magdebourg [2].

Un souverain qui avait pris une grande part à la guerre de Trente ans, le roi de Danemark, n'y gagna rien, bien que protestant. Vaincu comme le Palatin, il avait dû se contenter de recouvrer ses États. Il avait surtout convoité l'archevêché de Brême, les évêchés de Verden, de Minden et d'Halberstadt. Brême et Verden furent donnés à la Suède ; Minden et Halberstadt, au Brandebourg. Le Danemark était ainsi séparé du reste de l'Allemagne par de puissants voisins, qui ne consentaient à partager les dépouilles du clergé qu'avec ceux dont ils redoutaient la puissance.

Le Mecklenbourg obtint, en dédommagement de Wismar laissé à la Suède, les évêchés de Schwerin et de Ratzebourg, comme principautés séculières, avec deux voix à la diète, plus deux commanderies considérables de l'ordre de Saint-Jean, nommées Mirow et Nemerow. Le Brunswick-Lünebourg, qui possédait les coadjutoreries des archevêchés de Brême et de Magdebourg et des évêchés d'Halberstadt et de Ratzebourg, reçut en échange la prévôté de Walkenried et l'alternat de l'évêché d'Osnabrück avec des évêques catholiques. Le chapitre de cet évêché devait en conséquence élire successivement, pour administrateur, un prince de la maison de Brunswick-Lünebourg, puis, à sa mort, un évêque catholique, et ainsi de suite. Quant aux sujets, ils gardaient la religion qu'ils professaient en l'année 1624.

[1] Sauf les bailliages donnés à la landgrave de Hesse-Cassel (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 613).

L'évêché de Minden n'avait jamais été protestant ; on le cédait donc par exception (BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 285).

[2] Koch consacre tout un chapitre, le treizième du second volume (*Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 389 à 425), à montrer la duplicité de l'électeur de Brandebourg dans ses rapports avec l'Empereur.

La landgrave Amélie-Élisabeth de Hesse-Cassel acquit, pour son fils, l'abbaye de Hersfeld[1] comme principauté séculière, y compris la prévôté de Gellingen, avec une voix à la diète, et la plus grande partie du comté de Schaumbourg, c'est-à-dire les quatre bailliages de Schaumbourg, Buckenbourg, Saxenhagen et Stadthagen, situés sur la rive droite du Weser et distraits de l'évêché de Minden, avec six cent mille thalers, que devaient lui payer, une fois pour toutes, les archevêchés de Cologne et de Mayence, les évêchés de Münster et de Paderborn, et l'abbaye de Fulda, contre la restitution de diverses places qu'elle occupait[2]. Quant à l'affaire de Marbourg, on maintenait la transaction intervenue à Cassel entre les deux branches de Hesse le 24 avril 1648, en vertu de laquelle le comté de Marbourg était partagé entre les deux branches de la maison de Hesse[3]. Enfin le droit d'aînesse, introduit dans les deux branches de Hesse-Cassel et de Hesse-Darmstadt, était confirmé[4]. Tous les autres princes et États de l'Empire qui avaient été enveloppés dans le malheur de la maison palatine et dans les proscriptions prononcées par la cour impériale, ou qui avaient été troublés par les événements de la guerre dans la jouissance de leurs droits légitimement acquis, furent rétablis purement, simplement et indistinctement dans tous les droits, prérogatives, territoires et possessions qui leur avaient appartenu lors et avant le commencement des troubles de la Bohême en l'année 1619[5].

La république des Suisses, qui depuis longtemps déjà ne dépendait plus en fait de l'Empire, s'en trouva définitivement séparée en droit[6], et fut déclarée libre, souveraine, et exempte de toute juridiction.

La Bourgogne continuerait à être un des cercles de l'Empire, mais avec cette condition, que l'Empereur resterait neutre dans la

[1] Ou Hirschfeld.

[2] Les intérêts de cette somme étaient fixés a cinq pour cent par an (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie,* t. III, p. 615).

[3] Barthold, *Geschichte des grossen deutschen Krieges,* t. II, p. 619.

[4] Les Hessois, qui occupaient la Frise orientale depuis 1638, en avaient été chassés par Lamboy en 1646 (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. II, p. 326).

[5] L'amnistie comprenait même les sujets des États héréditaires de l'Autriche (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie,* t. III, p. 564).

[6] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie,* t. III, p. 526, 590.

guerre qui y régnait alors entre la France et l'Espagne[1]. Quant à la question de la Lorraine, elle devait être résolue par voie amiable, ou par le traité à intervenir entre la France et l'Espagne[2]. Enfin l'indépendance du Portugal à l'égard de l'Espagne n'était pas reconnue, et le roi Philippe IV continuait à être considéré comme le souverain de ce pays[3]. Quant à la Hollande, elle avait définitivement obtenu son indépendance par le traité conclu avec l'Espagne le 30 janvier 1648[4].

La situation ecclésiastique en Allemagne était arrêtée à l'année 1619, pour le Palatin et ses alliés, et au 1er janvier 1624, pour les protestants en général; c'est-à-dire que, sauf quelques exceptions, on s'en référait aux délimitations qui existaient alors, que les biens d'Église, tant médiats qu'immédiats, envahis à partir de ces époques, devaient seuls être restitués, et que ceux pris auparavant restaient à perpétuité[5] à leurs possesseurs de fait[6]. La juridiction, c'est-à-dire l'autorité spirituelle et ecclésiastique du Pape et des prélats catholiques, était abolie à l'égard des protestants. Le droit de pratiquer sa religion était également celui qui existait à ces dates. Les sujets catholiques ou protestants qui, en 1619 ou en 1624, à un moment quelconque de ces années, avaient joui de l'exercice public ou privé de leur religion, le gardaient. Quant à ceux qui ne possédaient pas la liberté religieuse en 1619

[1] Le cercle de Bourgogne comprenait les Pays-Bas et la Franche-Comté.

[2] La Lorraine, possédée, sauf quelques intervalles, par la maison de Lorraine, issue de Gérard d'Alsace, jusqu'en 1737, fut alors cédée au roi de Pologne, Stanislas Leckzinski, par le duc François III, qui reçut en échange le grand-duché de Toscane; elle fut, à la mort de Stanislas, réunie à la France (1766). L'affaire de Juliers devait être transigée ou jugée tout de suite après la paix (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 565); il y eut un partage en 1666, d'autres encore plus tard, et tout l'héritage a fini par tomber au pouvoir de la Prusse.

[3] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 627; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 486; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 342.

[4] Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 346, 350. (Voir ci-dessus, p. 606.)

[5] On avait d'abord fixé cent ans (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 283).

[6] Le duc de Würtemberg, rétabli dans ses États, recouvra ainsi plusieurs biens immédiats (Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 558).

dans les États du Palatin et de ses alliés, et en 1624 dans les États des autres souverains, ils devaient en jouir dans leurs maisons; ils pouvaient assister au culte public dans leur voisinage, s'il y existait, et faire instruire leurs enfants dans leur religion soit à l'étranger, soit chez eux par des précepteurs particuliers, le tout à la condition que cela ne donnerait occasion à aucun trouble. Ceux qui n'avaient pas la liberté de religion en 1624, ou qui changeraient de religion après la paix, pourraient être obligés par leur souverain à émigrer, mais dans un délai de cinq ans pour les premiers, et de trois ans pour les seconds [1]; ils pourraient également émigrer de leur bonne volonté, et, dans tous les cas, garder leurs biens, les visiter et les faire administrer.

En Silésie, l'Empereur autorisait les ducs de Brieg, de Liegnitz, de Münsterberg et d'Oels, ainsi que la ville de Breslau, à conserver le libre exercice public de la confession d'Augsbourg. Dans le reste de cette province, les comtes, barons, nobles, et leurs sujets, appartenant à la même confession, ne devaient pas être expulsés à cause de leur religion. Ils ne pourraient pas, il est vrai, pratiquer publiquement leur culte chez eux, comme les ducs et comme Breslau, mais il leur était permis de le faire hors du territoire dans les lieux voisins. Il leur était également permis d'émigrer, et, dans ce cas, de conserver et de visiter leurs biens. L'Empereur autorisait, en outre, la construction de trois églises luthériennes près des murailles de Schweinitz, de Jaur et de Glogau, mais hors de ces villes. Les comtes, barons et nobles de la basse Autriche, mais non leurs sujets, jouiraient des mêmes prérogatives que ceux de Silésie.

Tout en faisant ces concessions, l'Empereur entendait maintenir le droit qu'il avait de réformer, c'est-à-dire d'exiger que ses sujets eussent la même religion que lui. Ce droit était, du reste, reconnu à tous les États immédiats ou souverains, y compris les villes impériales, en sorte qu'on conserva, en matière religieuse, le principe *Cujus regio ejus religio,* en vertu duquel chaque souverain pouvait imposer sa religion à ses sujets. Les souverains eurent donc seuls la liberté religieuse [2].

[1] BOUGEANT, *Histoire du traité de Westphalie,* t. III, p. 581.

[2] L'électeur de Saxe s'était opposé à ce qu'on accordât la liberté de conscience aux calvinistes. L'Empereur y consentit malgré son opposi-

La paix d'Augsbourg avait établi l'égalité politique entre le catholicisme et le luthéranisme ; la paix de Westphalie décida que les calvinistes ou réformés jouiraient dorénavant de cette égalité avec les catholiques et avec les luthériens ou évangéliques. Il y eut ainsi trois religions d'État en Allemagne ; aucune autre ne fut tolérée. On confirma d'une manière générale la transaction de Passau de 1552 et la paix d'Augsbourg de 1555 ; la réserve ecclésiastique fut maintenue ; aucun souverain ecclésiastique catholique ne pouvait donc changer de religion sans perdre ses États.

Les villes impériales n'avaient eu jusqu'alors que voix consultative dans les diètes ; elles eurent dorénavant voix délibérative, comme les électeurs et les princes. La prochaine diète devait décider si Donauwerth redeviendrait ville impériale ; mais Donauwerth devrait, dans ce cas, rembourser préalablement à l'électeur de Bavière les frais de l'exécution de 1607 ; or elle ne le fit jamais, et resta soumise à la Bavière.

Les États de l'Empire auraient le droit de faire, soit entre eux, soit avec les puissances étrangères, des traités d'alliance, à la condition que ces traités ne seraient dirigés ni contre l'Empereur, ni contre l'Empire.

L'exécution des traités de Westphalie ne pouvait manquer de soulever un grand nombre de difficultés de détail, surtout entre personnes de religions différentes ; c'est pour cela que la chambre impériale ou de justice, tribunal qui devait en connaître, fut composée d'un nombre à peu près égal de membres des deux religions. Les dix cercles eurent à nommer en effet vingt-quatre assesseurs catholiques et vingt-quatre assesseurs protestants ; l'Empereur nommait en outre, de son côté, deux assesseurs catholiques, les quatre présidents, dont deux protestants, et le grand juge. L'Empereur devait recevoir six membres protestants dans le conseil aulique [1].

Il était convenu que les affaires qui se rapporteraient directement ou indirectement à la religion, et dont les diètes ou les tri-

tion. Les calvinistes, à leur tour, ne voulaient pas tolérer les luthériens (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 192, 213, 220).

[1] Le conseil aulique devait être assujetti aux règlements prescrits à la chambre impériale (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 345).

bunaux suprêmes de l'Empire[1] auraient à connaître, ne pourraient jamais être décidées à la majorité des suffrages d'un parti contre le nombre inférieur de suffrages de l'autre, mais seraient renvoyées à un accommodement amiable.

Les pouvoirs de l'Empereur demeuraient limités. Il ne pouvait, sans le consentement de la diète impériale, faire des lois ou les interpréter, faire la paix, la guerre, conclure des alliances, lever des impôts, construire des forteresses, enrôler ou loger des soldats sur le territoire de l'Allemagne. La prochaine diète établirait des règles pour l'élection du roi des Romains[2] et pour la mise au ban de l'Empire[3], rédigerait une capitulation perpétuelle et réformerait la justice[4].

Le traité stipulait enfin que personne ne serait admis à protester contre la paix. Quiconque la violerait devrait être traité comme un infracteur de la paix publique. Toutes ces conditions, même celles qui n'intéressaient que l'Empire, étaient placées sous la garantie des puissances contractantes[5].

[1] Les diètes de députation ordinaires devaient se composer d'un nombre égal de catholiques et de protestants; les diètes de députation extraordinaires, uniquement de catholiques, si l'affaire n'intéressait que des catholiques; uniquement de protestants, si l'affaire n'intéressait que des protestants; mixtes, si l'affaire concernait les deux partis (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne,* t. II, p. 344).

[2] La diète de 1671 décida que le roi des Romains pourrait être élu du vivant de l'Empereur, s'il y avait nécessité absolue, par exemple incapacité notoire ou longue absence de l'Empereur (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne,* t. II, p. 382 fin).

[3] La mise au ban dut être prononcée par les diètes. Les électeurs prétendirent toutefois décider seuls de la mise au ban de leurs collègues Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne,* t. II, p. 466).

[4] Les capitulations impériales avaient été longtemps rédigées par les électeurs seuls, et l'électeur de Bohême n'y concourut qu'à partir de l'année 1690. Les deux autres collèges ayant demandé qu'une capitulation perpétuelle fût établie, elle le fut le 17 juillet 1711 par la diète impériale de Ratisbonne; les électeurs ne conservèrent le droit d'y faire des changements que dans les cas pressants. Cette capitulation devint la constitution politique de l'Allemagne (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne,* t. II, p. 417, 473, 481. La diète était devenue perpétuelle à Ratisbonne à partir de 1663 (*ibid.*, t. II, p. 372).

[5] Les troupes de la landgrave de Hesse-Cassel pillèrent même après la conclusion de la paix Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. II, p. 529).

Les Franco-Suédois occupaient encore la Bavière. Aussitôt la paix conclue, l'électeur les invita à évacuer ses États. Les Français repassèrent le Rhin sans faire de difficultés ; mais Wrangel ne put se résigner à accepter une paix qui rendait ses succès inutiles et anéantissait tous ses plans. A la nouvelle que le traité était signé, il se répandit en malédictions contre les négociateurs, et, dans un accès de fureur, jeta à terre et foula aux pieds son chapeau de général. Il voulut continuer la guerre de sa propre autorité, et ravagea cruellement pendant un mois le haut Palatinat ; partout les prêtres catholiques furent chassés, et le culte protestant établi. Le palatin Charles-Gustave, nommé généralissime des Suédois, mit un terme à ces dévastations[1]. D'après ses ordres, Wrangel dut rappeler à lui le général Königsmark, qui assiégeait encore Prague, et en ramener les troupes en Poméranie[2]. Obligé d'obéir, Wrangel s'en vengea, en mettant à feu et à sang tous les pays qu'il traversa, soit catholiques, soit protestants. Les Autrichiens, qui se trouvaient encore en Bavière, rentrèrent en Bohême par Furth. Le feld-maréchal bavarois Enkefort distribua ses régiments dans le haut Palatinat, en attendant qu'on pût leur payer leur solde et les renvoyer. Leur licenciement et les autres frais de la paix de Westphalie coûtèrent cinq millions et demi de florins à la Bavière[3]. On craignit un instant que les armées suédoises, impériales et bavaroises ne se réunissent pour piller l'Allemagne. La chose n'avait rien d'impossible, car ces troupes, sans religion, sans patrie, ne songeaient qu'à s'enrichir ; et comme on n'avait aucunes forces à leur opposer, comme les soldats avaient avec eux leurs femmes et leurs enfants, ils auraient pu former une sorte de caste militaire qui eût opprimé

[1] Le palatin suédois avait obtenu le commandement en chef, grâce à la reine Christine, et malgré l'opposition du chancelier Oxenstierna dont cette nomination diminuait l'autorité. Il quitta Prague avec Wittenberg le 2 novembre 1648, après un dernier assaut vainement tenté le 25 octobre. Les assiégeants avaient perdu quatre mille hommes (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 428, 429, 438, 439).

[2] Par Nürenberg et la Thüringe.

[3] Schreiber, *Maximilian I*, p. 960 ; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 510 et suiv., 590 ; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. I, p. 344 ; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 516.

l'Empire et lui eût infligé des maux plus grands encore que ceux qu'il avait déjà endurés[1].

Au moment où les armées vont disparaître, il n'est peut-être pas sans utilité de jeter un rapide coup d'œil sur l'ensemble des opérations militaires à partir de la mort de Ferdinand II. Cette mort ne ralentit pas les succès des Austro-Bavarois (1637). Au nord, ce n'est qu'avec peine, et grâce à une habile retraite, que Baner peut échapper à Gallas et se réfugier à Schwedt, auprès de Wrangel. A l'ouest, sur le Rhin, Jean de Werth enlève aux Français la forteresse d'Ehrenbreitstein. Au midi, les Grisons abandonnent l'alliance de la France pour celle de l'Autriche; ils chassent Rohan et ouvrent aux Espagnols les passages de la Valteline; enfin l'électeur de Brandebourg, se voyant dépouillé de la Poméranie par les Suédois, quitte aussi leur alliance pour celle de l'Empereur.

C'est Bernard de Weimar qui, aidé par les subsides de la France, met l'année suivante (1638) un terme aux succès des Austro-Bavarois. Il leur livre deux batailles à Rheinfelden : la première reste indécise, mais la seconde lui ouvre les portes de Fribourg. Une nouvelle victoire, celle de Wittenweiher, lui donne Brisach, la plus importante place du haut Rhin. En même temps les Suédois, recevant de nouveaux subsides de la France à la suite du traité de Hambourg, se remettent en campagne dans le nord. Le fils du Palatin croit le moment venu d'entrer lui-même en Allemagne; il se met en marche pour rejoindre Baner sur l'Elbe; mais le général impérial Hatzfeld ne le laisse pas même traverser le Weser : il le bat complétement à Vlotho. Ce faible succès des Impériaux ne peut compenser ceux de Baner, qui oblige Gallas à se réfugier en Bohême, ni surtout ceux de Bernard de Weimar, qui cherche à fonder un duché dont Brisach sera la capitale. Mais au moment où Bernard va recueillir le fruit de ses victoires, il meurt, et son armée se vend au plus offrant, c'est-à-dire à la France (1639).

Cette mort d'un redoutable adversaire est loin d'être favorable à l'Autriche, car les généraux français remplacent Bernard et

[1] Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 518, 520. Koch constate que le sentiment national n'existait pas en Allemagne.

entrent directement en lice. Ils vont d'abord au secours de Baner, qui, après avoir deux fois envahi la Bohême et être arrivé jusqu'à Prague, a été obligé de reculer jusqu'en Thüringe, à Erfurt. Cependant les Bavarois rejoignent de leur côté les Autrichiens en Bohême. Toutes les armées se trouvent un moment concentrées et campées les unes devant les autres en Thüringe, à Saalfeld. Les Austro-Bavarois, en suivant les conseils de Mercy, obligent les Franco-Suédois à se retirer les premiers, et, le froid étant arrivé (1640-1641), les armées se mettent en quartiers d'hiver.

Cependant les négociations pour la paix commencent. Une réunion d'électeurs à Nürenberg ayant échoué, Ferdinand III convoque une diète générale à Ratisbonne. Pendant qu'on y discute sans arriver à aucun résultat, Baner concentre subitement ses troupes, et, en plein hiver, essaye d'enlever à la fois la diète et l'Empereur. Mais cette aventure finit pour lui par un désastre. Ratisbonne résiste ; les Austro-Bavarois se concentrent à leur tour, et Baner, voyant sa retraite menacée, s'enfuit par la Bohême et ne se trouve en sûreté que lorsque les Français, commandés par Guébriant, l'ont rejoint en Lusace, à Zwickau. Lui-même ne peut résister à tant de fatigues et meurt (1641).

La guerre continue. Guébriant, à la tête des Franco-Suédois, bat les Impériaux à Wolfenbüttel ; mais il est bientôt rappelé en France pour y protéger la frontière du nord contre les Espagnols. Les Impériaux reprennent alors l'avantage, et obligent les ducs de Brunswick à traiter (1642).

Cependant un nouveau général, Torstenson, a pris le commandement des Suédois. Profitant de la neutralité que vient d'adopter le jeune électeur de Brandebourg, il se lance sur la route de Vienne et pénètre jusqu'à Olmütz ; puis, craignant de voir couper ses communications avec la Baltique, il revient pour assurer ses derrières, en faisant la conquête de la Silésie et de la Saxe. L'archiduc Léopold, appelé au secours de l'électeur de Saxe, se met à la poursuite de Torstenson ; celui-ci lui fait tête et le bat à Leipzig.

Guébriant est revenu en Allemagne ; le général suédois combine avec lui une invasion de l'Autriche : Torstenson passera par la Bohême et la Moravie, Guébriant par la Bavière. Mais Torstenson, retardé par le siége de Freiberg, en Saxe, est obligé de rester en Silésie, et Guébriant, arrêté par Mercy, revient en Alsace

L'année suivante (1643), Torstenson et Guébriant reprennent leur plan d'invasion. Ils échouent encore. Guébriant est tué dès le début de la campagne, au siége de Rottweil, et son armée, mal commandée par Rantzau, est battue à Tuttlingen par Mercy. Torstenson, de son côté, s'est avancé jusqu'à Brünn; mais au moment où, soutenu par Rakoczy, prince de Transylvanie, il s'apprête à continuer sa marche sur Vienne, il apprend que le Danemark, craignant de voir les Suédois dominer dans la Baltique, leur a déclaré la guerre. Il revient en toute hâte et ravage le Danemark.

L'année suivante encore (1644), les Franco-Suédois recommencent leur marche sur Vienne. Les Français, sous Condé et Turenne, pénètrent en Souabe; ils livrent aux Bavarois la sanglante bataille de Fribourg, et, en menaçant les communications de Mercy, l'obligent à se replier sur le Danube. Cependant la journée de Fribourg a trop diminué leurs forces pour qu'ils puissent envahir la Bavière. Condé va chercher des renforts, et Turenne, laissé seul, est battu par Mercy à Marienthal (1645). Mais Condé le rejoint avec de nouvelles troupes : Mercy essaye de l'arrêter à Nordlingue (Allerheim); il est battu à son tour et tué. La victoire de Nordlingue, comme celle de Fribourg, a épuisé les Français : ils ne peuvent pas même passer le Danube et sont obligés de se retirer. Torstenson pendant ce temps ravage la Saxe; il entre en Bohême (1645), bat les Impériaux à Jankau et marche sur Vienne. Il a compté sur le concours de Rakoczy. L'Empereur désarme le prince de Transylvanie en lui faisant des concessions. Torstenson, laissé seul, revient en Saxe, oblige l'électeur de Saxe à conclure un armistice; puis, renforcé par Königsmark, il recommence son mouvement sur Vienne, en envahissant de nouveau la Bohême et la Silésie; mais l'archiduc Léopold le refoule en Thüringe.

Les Français et les Suédois ont essayé jusqu'alors de marcher séparément sur Vienne. Ils ont ainsi divisé et affaibli leurs forces, et ils se sont toujours trouvés épuisés au moment où il aurait fallu faire un dernier effort. Les flots de leur double invasion, peu à peu ralentis et affaiblis, se sont brisés avant d'arriver jusqu'à Vienne. Torstenson, malade, se retire en donnant aux alliés le conseil de se réunir en une seule masse pour écraser la Bavière, puis l'Autriche. Wrangel essaye de mettre à exécution ce nouveau

plan de guerre. Il est rejoint par Turenne à Giessen (1646); tous deux passent le Main, le Danube et le Lech. La Bavière est envahie et dévastée, comme au temps de Gustave-Adolphe et de Bernard de Weimar. Mais Wrangel semble oublier un moment le but de l'expédition : il entre dans le Tyrol; il songe à envahir l'Italie et à piller Rome. Oxenstierna le rappelle. La diplomatie s'élève au-dessus de la guerre et la modifie. Les Impériaux, se voyant plus menacés que jamais, essayent de désintéresser la France de la lutte en lui abandonnant l'Alsace, et à écarter la Suède en lui livrant la Bavière. L'électeur de Bavière, abandonné par l'Autriche, ne trouve pas d'autre moyen de salut que de signer, avec la France et avec la Suède, l'armistice d'Ulm, par lequel il abandonne à son tour l'Autriche.

Wrangel, n'ayant plus à craindre une diversion de la Bavière, reprend seul l'ancien chemin de Vienne par la Bohême : il est retardé par le siége d'Eger (1647). Les Suédois essayent de négocier avec l'Autriche, irritée de l'armistice d'Ulm. Ils espèrent en obtenir de bonnes conditions aux dépens de la Bavière. L'électeur Maximilien fait face à ce nouveau danger en repassant du côté de l'Autriche, et, à l'expiration de l'armistice, il s'allie avec l'Empereur à Passau.

Cependant les Français ne peuvent laisser écraser les Suédois sans s'exposer à laisser triompher l'Empereur et à perdre eux-mêmes l'Alsace. Wrangel se replie d'abord à Brunswick pour les attendre, et les Austro-Bavarois, au lieu de le poursuivre, perdent leur temps à ravager la Hesse-Cassel. Wrangel et Turenne se réunissent enfin à Gelnhausen (1648) et passent le Danube. Mélander, général des Impériaux, et Gronsfeld, général des Bavarois, sont en désaccord. Ils essayent cependant de barrer le passage du Lech; mais Mélander est battu et blessé mortellement à Zusmarshausen, et la Bavière est de nouveau envahie et dévastée. Pendant que Königsmark attaque Prague pour faire une diversion, Wrangel et Turenne s'avancent jusqu'à l'Inn, à Mühldorf. Ilssont sur le point d'envahir l'Autriche et de frapper au cœur la monarchie de Habsbourg; mais le flot de l'invasion se ralentit, se brise et retombe sur lui-même. On manque de vivres, et Piccolomini, avec un corps d'armée espagnol posté à Schärding, menace leur ligne de retraite : les alliés se retirent. La paix, d'ailleurs, est presque conclue; la demande que fait la Suède

de quartiers d'hiver en Allemagne remet tout en question. La guerre recommence; les Franco-Suédois marchent encore une fois sur Vienne par la Bohême, quand la paix est enfin signée (24 octobre 1648).

La paix de Westphalie met fin à la guerre de Trente ans. L'usurpation des biens ecclésiastiques par les protestants a été la première et la principale cause de cette guerre. En 1618, la maison de Habsbourg est le principal soutien de l'Église catholique; les protestants attaquent l'Empereur, et un prince calviniste, l'électeur palatin, lui enlève la Bohême; mais Ferdinand II est secouru par le duc de Bavière et par l'électeur de Saxe. Le premier est un zélé catholique; le second, bien que luthérien, déteste les calvinistes ; le Palatin est vaincu.

L'Empereur et le catholicisme triomphent. Les protestants, les calvinistes surtout, s'effrayent : ils craignent de se voir enlever les territoires ecclésiastiques dont ils se sont emparés. Ils recommencent la guerre. Le roi de Danemark, qui convoite également des biens d'Église, se met à leur tête ; l'Angleterre et la France l'excitent et le soutiennent. Mais le roi de Danemark est battu comme le Palatin, et s'il recouvre ses anciens États par le traité de Lübeck, il est obligé d'abandonner ses alliés. L'Empereur, ne croyant plus rencontrer d'obstacles, publie l'édit de restitution, qui oblige les protestants d'Allemagne à rendre tous les biens ecclésiastiques dont ils se sont emparés depuis la paix d'Augsbourg et en violation de cette paix. La terreur est au comble parmi les protestants. Cependant la puissance de l'Empereur et la tyrannie de son généralissime Wallenstein ont effrayé jusqu'aux catholiques, qui craignent de perdre leur indépendance ; les catholiques se joignent aux protestants pour demander le renvoi de Wallenstein, et Ferdinand, qui a besoin de leur concours pour faire élire son fils empereur, le leur accorde.

Un nouvel adversaire de la maison d'Autriche se présente : le roi de Suède; et la France le soutient mieux qu'elle n'a soutenu le roi de Danemark. Gustave-Adolphe veut fonder un empire suédois sur les bords de la Baltique. C'est, d'ailleurs, un guerrier qu'anime la passion de la gloire. Quelques princes protestants, sans puissance et sans États, sont seuls à l'appeler en Allemagne ; ceux qui ont quelque chose à perdre le voient arriver avec défiance : ils auraient préféré traiter avec l'Empereur ; mais

Gustave-Adolphe leur impose son alliance et les entraine à sa suite. Il écrase l'armée impériale à Leipzig et conquiert le pays du Rhin, qu'il pense échanger plus tard contre les rivages de la Baltique. Son ambition grandit avec le succès ; il n'écoute plus la France depuis qu'il peut se passer d'elle. Tandis que Richelieu protége les princes catholiques de l'Empire et veut qu'on les épargne, Gustave-Adolphe les attaque et s'empare de leurs États.

Wallenstein a été rappelé. Gustave-Adolphe le bat à Lützen, mais il périt dans son triomphe. Les Suédois et les protestants perdent du terrain : ils sont battus à Nordlingue, et la maison de Habsbourg reprend toute sa puissance ; elle attire même à elle, par le traité de Prague, une partie des protestants ; elle va de nouveau dominer l'Allemagne, comme après les défaites du Palatin et du roi de Danemark. Au moment où rien ne s'oppose à son triomphe, la France l'arrête. Richelieu n'a jusqu'alors combattu l'Autriche qu'indirectement et en soutenant ses adversaires : il lui déclare ouvertement la guerre. La lutte se prolonge avec des alternatives de succès et de revers. La France est un instant envahie, mais les Impériaux et leurs alliés les Espagnols sont repoussés avant d'avoir pu atteindre Paris ; les Franco-Suédois transportent à leur tour la guerre en Allemagne, mais ne peuvent pénétrer jusqu'à Vienne. Les deux partis se lassent peu à peu de ces gigantesques efforts ; catholiques et protestants demandent la paix, et l'Autriche s'y résout malgré l'opposition de l'Espagne.

La guerre de Trente ans, commencée par l'usurpation des biens ecclésiastiques, a donc été continuée par l'ambition conquérante de Gustave-Adolphe, et a fini par le renouvellement de la lutte entre l'Autriche et la France pour la domination de l'Europe.

Les questions purement religieuses y ont eu peu d'influence ; les partis s'en sont uniquement servis pour se faire des alliés. La religion a été quelquefois un moyen, jamais le but. Aucun des adversaires ne voulait l'égalité des divers cultes, ni la liberté de conscience ; tous prétendaient imposer leur religion, et l'impossibilité d'y parvenir amena seule une certaine tolérance.

Cette tolérance ne devait, d'ailleurs, profiter qu'aux princes et à trois religions officielles : catholique, luthérienne et calviniste. Les princes seuls purent, à leur gré, pratiquer librement une de ces trois religions et en changer ; quant aux sujets, la règle reconnue par les traités de Westphalie fut qu'ils devaient, en vertu du

principe *Cujus regio ejus religio,* suivre la religion de leurs souverains, la garder, ou en changer avec lui. La France, qui avait puissamment contribué au rétablissement de l'électeur palatin, ne put pas même obtenir de ce prince que les catholiques eussent le libre exercice de leur religion dans ses États[1]. Les concessions faites en cette matière furent rares et exceptionnelles; c'étaient des faveurs sans autre garantie que le bon vouloir des souverains.

Les traités de Westphalie, comme presque tous les traités, ne furent pas inspirés par des principes; on n'y rechercha pas ce qui était juste, mais ce qui était possible. La paix d'Augsbourg avait déjà consacré le fait accompli, en laissant aux protestants les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés avant l'année 1552; la paix de Westphalie le consacra encore, en leur laissant ceux dont ils s'étaient emparés avant l'année 1624. On exigeait tout ce qu'on pouvait obtenir; on ne cédait que ce qu'on ne pouvait pas conserver ou recouvrer; et le maintien de la réserve ecclésiastique ne fut qu'une digue impuissante et momentanée, opposée à l'ambition des princes séculiers.

L'unité de l'Empire d'Allemagne fut affaiblie, en ce que l'Empereur perdit une partie de son pouvoir, qui alla aux princes souverains[2]. L'influence des catholiques s'accrut dans le collége électoral, car le nombre des protestants y resta fixé à trois : Saxe, Brandebourg et Palatinat, tandis que celui des catholiques, par la translation de la dignité électorale palatine à Maximilien, était porté à cinq : Mayence, Cologne, Trèves, Bohême et Bavière[3]. La couronne impériale demeura donc assurée aux catholiques; mais ils perdirent du terrain dans le collége des princes, par l'attribution à la Suède, au Brandebourg et à d'autres États protestants, des voix afférentes aux évêchés qui leur étaient abandonnés. De plus, le collége des villes, généralement hostile au catholicisme, acquit voix délibérative au sein des diètes[4].

[1] Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. I, Introduction, t. II, p. 501, 511.

[2] Ainsi le droit d'alliance.

[3] La France s'était opposée à ce que la Suède obtînt une neuvième voix électorale (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III,* t. II, p. 361). L'Empereur aurait voulu de son côté donner à l'Autriche cette voix électorale. Trauttmansdorff l'y fit renoncer (*ibid.*, t. II, p. 88).

[4] En 1654, les protestants rétablirent leur ancienne Union sous le titre

L'étendue territoriale des États catholiques diminua en même temps que leur puissance politique. Pendant que les catholiques n'enlevaient à l'électeur palatin que le haut Palatinat laissé à la Bavière, ils se voyaient définitivement dépouillés, sans compter beaucoup de biens ecclésiastiques, de deux archevêchés[1], treize évêchés[2] et six abbayes[3]. L'Empereur fut avec l'Église le seul souverain catholique qui éprouva des pertes sérieuses : il dut céder les Lusaces à la Saxe, six comitats de Hongrie à Rakoczy[4], l'Alsace, le Sundgau et Brisach à la France. La Saxe garda, avec les deux Lusaces et quelques parcelles de l'archevêché de Magdebourg, les trois évêchés de Meissen, de Mersebourg et de Naumbourg. Le Brandebourg fit des acquisitions bien plus considérables : il reçut par héritage la Poméranie orientale, et, s'il vit distraire de ce même héritage, au profit de la Suède, la Poméranie occidentale, il garda un archevêché et six évêchés. L'archevêché de Magdebourg et l'évêché d'Halberstadt lui livraient une importante partie du cours de l'Elbe; l'évêché de Cammin lui donnait un port sur les bouches de l'Oder; avec Minden, il prenait pied dans le bassin du Weser; les évêchés de Brandebourg, de Havelberg et de Lebus, gardés en vertu de la date du 1er janvier 1624[5], l'arrondissaient sur l'Elbe, la Havel et l'Oder; enfin ses droits dans l'héritage de Clèves, Berg et Juliers allaient lui donner les bords du Rhin.

Le nombre des États souverains de l'Empire avait diminué par suite de ces diverses annexions; il resta encore considérable : on

de *Corps évangélique*, dont l'électeur de Saxe fut nommé le directeur perpétuel.

[1] Brême et Magdebourg.

[2] Verden, Halberstadt, Lebus, Brandebourg, Havelberg, Minden, Cammin, Meissen, Mersebourg, Naumbourg, Schwerin, Ratzebourg et Lübeck.

[3] Hersfeld, Sohlfeld, Welkenried, Quedlinbourg, Herforth et Geringeroda (Schreiber, *Maximilian I*, p. 955).

Les catholiques conservèrent cinq archevêchés, y compris les trois archevêchés électoraux, trente et un évêchés, et soixante-dix abbayes impériales immédiates. Ils perdirent donc un tiers des évêchés, et un dixième des abbayes; l'Allemagne comptait en tout, en effet, sept archevêchés, quarante-quatre évêchés et soixante-seize abbayes impériales (*ibid.*, p. 955; Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 197, 229).

[4] Pour acheter de lui la paix (traité du 8 août 1645). (Koch, *Geschichte des deutschen Reichs unter der Regierung Ferdinands III*, t. II, p. 60.)

[5] Frédéric II, *OEuvres*, t. I, p. 53.

en compta encore trois cent quarante-trois, dont cent cinquante-huit souverainetés séculières, cent vingt-trois souverainetés ecclésiastiques et soixante-deux villes impériales. L'Allemagne continua d'être une fédération d'États sous la suzeraineté de l'Empereur; sa cohésion diminua par le droit d'alliance accordé aux États, et par l'accroissement de l'influence des nations étrangères. La Suède obtenait en effet des territoires considérables en Allemagne, des positions militaires et commerciales importantes sur l'Oder et sur l'Elbe, et trois voix à la diète. La France acquérait de son côté les deux passages de Philippsbourg et de Brisach, ce qui lui permettait d'entrer à volonté dans l'Empire. Ces deux puissances, en garantissant en outre toutes les stipulations du traité, s'étaient ménagé des occasions d'intervenir.

L'Allemagne avait beaucoup souffert de la guerre de Trente ans. Elle avait perdu les deux tiers de sa population. Beaucoup de familles, jadis l'honneur du pays, s'étaient éteintes. Dans des villes autrefois peuplées et florissantes, on ne rencontrait plus que quelques bourgeois craintifs et en deuil. Plus de science, plus d'art, plus de crédit, plus de richesse; les ateliers étaient déserts, les débiteurs ne pouvaient payer leurs dettes, et les créanciers se trouvaient de la sorte aussi pauvres qu'eux. Le commerce n'existait plus : les marchandises avaient été partout pillées et détruites. Les villages étaient réduits en cendres, et les champs restaient en friche. La noblesse, appauvrie par la ruine de ses châteaux et la dévastation de ses terres, avait perdu toute son influence politique, et les princes souverains régnèrent désormais, sans que leur pouvoir fût contrôlé et sans avoir à compter avec personne. Beaucoup de cures demeuraient vacantes : on ne se vouait plus à l'état ecclésiastique; la noblesse se trouvait dans l'impossibilité de faire instruire ses enfants[1]. Des troupes de mendiants, de vagabonds, de voleurs, erraient partout, enlevant et détruisant ce que la guerre avait épargné. A eux se joignaient les soldats congédiés, qu'aucune autorité ne pouvait plus réduire à l'obéissance. Ce fut alors que, trouvant partout le vide et comme le néant devant eux, la langue, les mœurs et les arts de la France commencèrent à se répandre en Allemagne.

[1] L'électeur de Bavière employa une somme de deux cent mille florins à

Personne ne fut content de la paix de Westphalie. Les catholiques y perdaient beaucoup de biens d'Église, et les protestants, malgré les acquisitions considérables qu'ils faisaient, étaient irrités du maintien de la réserve ecclésiastique qui leur interdisait d'en faire de nouvelles.

Avait-on perdu tout espoir de rétablir l'unité de la foi et par là de conclure une paix plus générale et plus solide? Il est difficile de le dire. Toujours est-il que cet espoir se retrouve encore exprimé dans les traités de Westphalie. Plusieurs dispositions y sont prises en effet avec cette restriction : « jusqu'à ce qu'on s'accorde sur la religion. » Mais les signataires y comptaient peu, car ils déclaraient, en même temps, que personne ne pourrait protester contre la paix[1].

Les ratifications furent échangées l'année suivante (1649), malgré tous les efforts du nonce Chigi. Le pape Innocent X, par la bulle *Zelus domus Dei* du 3 janvier 1651, protesta contre les usurpations de biens ecclésiastiques, contre la liberté religieuse accordée aux protestants, et déclara le traité nul. Les signataires de la paix avaient en effet outre-passé leur droit, en supprimant des évêchés sans le consentement du Pape, et en disposant de biens qui ne leur appartenaient pas. Le Pape, seul, se plaçait au point de vue du droit : les signataires de la paix se mettaient au point de vue de la force[2]. L'Espagne protesta de son côté contre la cession de l'Alsace. On ne s'arrêta pas aux remontrances du Pape, et l'Espagne, quelques années après, dans le traité des Pyrénées (1659), ratifia la cession de l'Alsace et de Brisach faite à la France[3]. L'usurpation des biens ecclésiastiques a continué, les trois électorats ecclésiastiques eux-mêmes ont disparu, et l'Église aujourd'hui ne possède plus de biens en Allemagne.

fonder à Ingolstadt un séminaire, où seraient élevés les clercs et les enfants nobles sans fortune.

1 Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 565, 570.

2 Alzog, *Histoire de l'Église*, t. III, p. 271, 277; Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 347; Bougeant, *Histoire du traité de Westphalie*, t. III, p. 631; Ranke, *Die römischen Päpste*, t. II, p. 566.

3 Le congrès de Nürenberg (1649-1650) et la diète de Ratisbonne (1652-1654) prirent diverses mesures d'exécution relatives à la paix de Westphalie (Pfeffel, *Nouvel Abrégé chronologique de l'histoire et du droit public d'Allemagne*, t. II, p. 348, 349 et suiv.).

L'ambition de la Suède n'a eu qu'une satisfaction passagère. Après avoir possédé presque toutes les rives de la Baltique, elle les a perdues, et rien ne fait présager qu'elle puisse jamais les recouvrer. La Russie, que la politique des Wasa avait exclue de la Baltique, s'en est emparée de nouveau. Quant à la rivalité entre la France et l'Autriche, elle s'est terminée par l'affaiblissement de ces deux puissances.

La situation intérieure de l'Allemagne a complétement changé. Les États séculiers, après avoir absorbé tous les États ecclésiastiques, ont été absorbés à leur tour par l'un d'entre eux. Après la défaite du Palatin à la montagne Blanche, la défaite du roi de Danemark à Lutter, la défaite des Suédois à Nordlingue, on craignit un instant que l'Autriche ne s'emparât de toute l'Allemagne : elle est aujourd'hui menacée d'un démembrement. Deux princes, l'électeur de Saxe et l'électeur de Bavière, semblaient pouvoir disputer à la maison d'Autriche le gouvernement de l'Empire : la Saxe a perdu son indépendance ; la Bavière est sur le point de la perdre. Deux puissances étrangères prétendaient diriger l'Allemagne : la Suède maîtresse des bouches de l'Oder et du Weser, la France maîtresse du Rhin ; la Suède a repassé la Baltique, la France a perdu le Rhin. Et la puissance qui a opéré tous ces changements ou en a profité était à l'époque de la guerre de Trente ans l'une des moins importantes de l'Allemagne : le Brandebourg, qui est devenu la Prusse. Quelles ont été les causes de cette grandeur de la Prusse ? Il semble que les principales sont : la réforme protestante, le génie de Frédéric II, la diversité des races en Autriche, l'anarchie dans le gouvernement de Pologne, l'anarchie des esprits en France. Le protestantisme a donné à la Prusse les États ecclésiastiques ; le génie de Frédéric II lui a donné une unité que ne comportaient pas ses frontières ; la diversité des races a amené en Autriche l'antagonisme et la faiblesse ; l'anarchie dans le gouvernement a divisé, épuisé la Pologne, et l'a soumise à ses voisins. L'anarchie des esprits, en paralysant en France toutes les réformes, en semant le désordre, en déchainant toutes les ambitions, en livrant plus d'une fois le pouvoir au vice et à l'incapacité, lui a enlevé sa situation prépondérante en Europe.

Cette anarchie ne fait, d'ailleurs, que s'accroître. Elle résulte de l'indépendance absolue de la pensée, de l'absence de toute règle commune s'imposant à l'homme avec une autorité supérieure à

celle de l'homme lui-même. La doctrine qui voudrait trouver des règles de conduite dans les décisions de la majorité, ce qui ferait du nombre, c'est-à-dire de la seule force brutale, le principe du droit, de la morale, et même de la vérité, ne peut que conduire un peuple à une ruine complète.

Cette anarchie nous fait mieux comprendre les idées qui régnaient en matière religieuse à l'époque de la guerre de Trente ans. On pensait alors qu'un État ne pouvait vivre et durer, que si tous les sujets avaient une même croyance, celle de leur souverain; que la première condition de la paix politique était la paix dans les esprits, maintenue par l'unité de religion. Ces idées, d'ailleurs, n'ont pas disparu de nos jours. Plusieurs peuples de l'Europe ont encore des religions d'État exclusives de toute autre; la plupart ne reconnaissent ou ne tolèrent qu'un nombre restreint de religions, et tous ceux qui sont viables adoptent encore, pour base de leur vie politique et morale, un certain ensemble de préceptes dont ils assurent l'observation au besoin par la force. Que la guerre de Trente ans ait favorisé le système de la tolérance, cela est vraisemblable : l'admission du calvinisme dans l'Empire lui frayait en effet la voie. Mais qu'elle ait été commencée et poursuivie pour soutenir la liberté de conscience, c'est une erreur. La guerre de Trente ans n'a pas été une guerre religieuse; elle a été une guerre politique, une guerre d'ambition et de conquêtes[1].

[1] A la fin de la guerre de Trente ans, Maximilien vendit à bas prix les champs abandonnés, fit distribuer aux plus pauvres de ses sujets des denrées achetées en Hongrie, et trouva moyen de laisser encore à son successeur un trésor d'un million et demi de florins.

Maximilien fut un des rares princes d'Allemagne dont le règne dura pendant toute la guerre de Trente ans. Trois ans après la paix, en 1651, au mois de septembre, il voulut revoir Ingolstadt, où il avait fait ses études. Il y tomba malade des suites d'un refroidissement, et y mourut le 27 septembre 1651, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, après un règne de cinquante-trois ans.

TABLE DES CHAPITRES

DU TOME SECOND

LIVRE TROISIÈME

PÉRIODE SUÉDOISE

1630-1635

LIVRE QUATRIÈME

PÉRIODE FRANÇAISE

1635-1648.

TABLE DES MATIÈRES
DU TOME SECOND

LIVRE TROISIÈME
PÉRIODE SUÉDOISE
1630-1635

CHAPITRE PREMIER

LA SUÈDE ET GUSTAVE-ADOLPHE AVANT 1630.

CHAPITRE II

DÉBARQUEMENT DE GUSTAVE-ADOLPHE EN ALLEMAGNE.

1630.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE BERWALDE, LE CONGRÈS DE LEIPZIG ET LA RUINE DE MAGDEBOURG.

1631.

CHAPITRE IV

LA BATAILLE DE LEIPZIG (BREITENFELD) ET SES SUITES : GUSTAVE-ADOLPHE EN FRANCONIE ET SUR LE RHIN; LES SAXONS A PRAGUE.

1631.

CHAPITRE V

NÉGOCIATIONS. — LES SUÉDOIS ; LEUR ARMÉE, LEUR DIPLOMATIE.

1631-1632.

CHAPITRE VI

GUSTAVE-ADOLPHE EN BAVIÈRE : PASSAGE DU LECH, MORT DE TILLY.

1632.

CHAPITRE VII

SECOND COMMANDEMENT DE WALLENSTEIN. LE CAMP DE NURENBERG.

1632.

CHAPITRE VIII

BATAILLE DE LUTZEN ; MORT DE GUSTAVE-ADOLPHE.

1632.

CHAPITRE IX

NÉGOCIATIONS. — CONGRÈS DE HEILBRONN. CAMPAGNE DE 1633 ; WALLENSTEIN EN SILÉSIE, BERNARD DE WEIMAR EN BAVIÈRE.

1633.

CHAPITRE X

LA MORT DE WALLENSTEIN.

1634.

CHAPITRE XI

SIÉGE DE RATISBONNE. — BATAILLE DE NORDLINGUE.

1634.

CHAPITRE XII

POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE LA SUÈDE. — LA PAIX DE PRAGUE ET L'ARMISTICE DE STUHMSDORF.

1634-1635.

LIVRE QUATRIÈME

PÉRIODE FRANÇAISE

1635-1648.

CHAPITRE PREMIER

GUERRE AVEC LA FRANCE. — BATAILLE DE WITTSTOCK.

1635-1636.

CHAPITRE II

DIÈTE DE RATISBONNE; ÉLECTION DE FERDINAND III. MORT DE FERDINAND II.

1636-1637.

CHAPITRE III

LA GUERRE EN 1637 ET 1638. — RETRAITE DE BANER.
BATAILLES DE RHEINFELDEN ET DE WITTENWEIHER. — SIÉGE DE BRISACH.
BATAILLE DE VLOTHO.

1637-1638.

CHAPITRE IV

LA GUERRE EN 1639. — MORT DE BERNARD DE WEIMAR.

1639.

CHAPITRE V

DIÈTES DE NURENBERG ET DE RATISBONNE.

EXPÉDITIONS ET MORT DE BANER.

1640-1641.

CHAPITRE VI

LA GUERRE EN 1641 ET 1642. GUÉBRIANT, TORSTENSON ET MERCY.

1641-1642.

CHAPITRE VII

DIÈTE DE FRANCFORT. — GUERRE EN SOUABE, MORT DE GUÉBRIANT. BATAILLE DE TUTTLINGEN. — LES SUÉDOIS EN MORAVIE ET EN DANEMARK.

1643.

CHAPITRE VIII

DIÈTE DE FRANCFORT (SUITE).

BATAILLES DE FRIBOURG ET DE JANKAU.

1644–1645.

CHAPITRE IX

BATAILLE DE MARIENTHAL. — SITUATION DE L'EMPIRE.
SECONDE BATAILLE DE NORDLINGUE (ALLERHEIM), MORT DE MERCY.
CONGRÈS DE WESTPHALIE.

1645.

CHAPITRE X

TURENNE ET WRANGEL EN BAVIÈRE.

CONGRÈS DE WESTPHALIE (SUITE). — ARMISTICE D'ULM.

1646-1647.

CHAPITRE XI

LA TRAHISON DE WERTH. — TRAITÉ DE PASSAU. DÉNONCIATION DE L'ARMISTICE D'ULM.

1647.

CHAPITRE XII

TURENNE ET WRANGEL EN BAVIÈRE.

LA PAIX DE WESTPHALIE.

1648.

TABLE GÉNÉRALE ANALYTIQUE.

A

B

C

D

E

F

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Z

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE.

